



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



3 3433 06183712 0

HISTOIRE
DE FRANCE.

TOME CINQUIEME.

1217

A P A R I S ,

Chez { **LE MERCIER**, rue S. Jacques, au Livre d'or.
DESAINT & SAILLANT, rue S. Jean de Beauvais.
DE HANSY, Pont au Change, à S. Nicolas.
JEAN TH. HERISSANT, rue S. Jacques, à S. Paul & à S. Hilaires.
BOUDET, rue S. Jacques, à la Bible d'or.
BAUCHE, Quai des Augustins, à Sainte Geneviève.
DURAND, rue du Foin, au Griffon.
CL. J. B. HERISSANT fils, rue Notre-Dame, à la Croix d'or.
D'HOURY fils, rue de la vieille Bouclerie, au Soleil d'or.
DESPREZ, rue S. Jacques, à S. Prosper.
LE PRIEUR, rue S. Jacques, à la Croix d'or.

HISTOIRE
DE FRANCE,

DEPUIS
L'ÉTABLISSEMENT
DE

LA MONARCHIE FRANÇOISE
DANS LES GAULES,

Par le Pere G. DANIEL, de la Compagnie de JESUS;

NOUVELLE ÉDITION,

Augmentée de notes, de dissertations critiques & historiques, de l'histoire
du regne de Louis XIII, & d'un journal de celui de Louis XIV,

ET

Ornée de plans, de cartes géographiques, & de vignettes représentant des
médailles & des monnoyes de chaque regne.

TOME CINQUIEME,

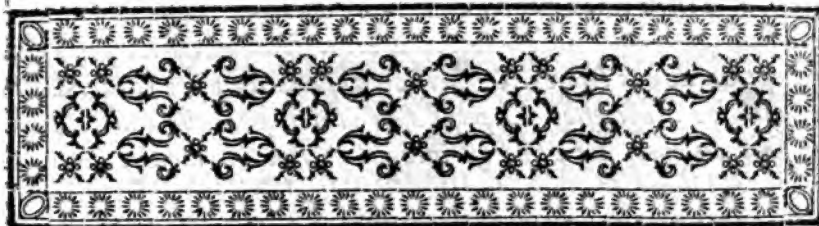
Qui comprend les regnes depuis 1286 jusqu'à 1364.



A PARIS,
CHEZ LES LIBRAIRES ASSOCIÉS.

M. D. C C. L V.

AVEC APPROBATION, ET PRIVILEGE DU ROI.



SOMMAIRE

DU RÈGNE

DE PHILIPPE IV, DIT LE BEL.

SACRE du nouveau roi. *Etat des affaires de la France avec l'Espagne. Etat de celles de Sicile. Etat de celles de la France avec l'Angleterre. Accord du roi d'Angleterre avec le roi d'Arragon. Mort du pape Honoré. Nicolas IV lui succede. Le nouveau pape confirme la donation faite de la Sicile à un fils de France. Brouilleries en Castille. Guerre entre le roi de Castille & le roi d'Arragon. Négociations pour la paix. Conditions auxquelles elle fut conclue. Mort du roi d'Arragon. Cession faite au pape de la moitié de la ville d'Avignon. Guerre avec l'Angleterre. Quelle en fut la cause. Secours dont le roi se fortifie. Négociations pour terminer ce différend. Elle n'ont point d'effet, & l'on se prépare à la guerre. Préparatifs des Anglois. Ils font descente en l'isle de Ré. Ils assiègent Bayonne. Progrès qu'ils font en France. Avantages remportés sur eux par les François. Ceux-ci portent la guerre en Angleterre. Vains efforts pour la terminer. Le roi porte la guerre en Flandre. Siège de Lille. Bataille près de Furnes, suivie de la prise de cette ville par les François. Treve entre les deux rois. Prison du roi d'Ecosse. Nouveau traité entre les rois de France & d'Angleterre. Différend entre le pape Boniface VIII & le roi. Caractere du pape Boniface VIII. Caractere du roi. Canonisation de saint Louis. Nouvelles brouilleries entre le pape & le roi. Assemblée des états du royaume, pour soutenir les libertés de l'église Gal-*
Tome V.

1286.

1287.

1288.

1289.

1290.

1291.

1292.

1293.

1294.

1295.

1296.

1297.

1298.

1299.

1300.

1301.

1302.

1303.

2 SOMMAIRE DU REGNE

licane. Lettre de la noblesse au sacré collège. Autre de l'état ecclésiastique. Autres des autres ordres. Embarras du pape à la réception de ces lettres. Ce prince appelle au pape futur. Lettre circulaire à cet effet. Le pape s'en plaint par une bulle. Le roi le fait enlever. Le pape est mis en prison & meurt. Nouveau pape élu sous le nom de Benoît XI. Affaires de Flandre. Le roi y fait un voyage avec toute la cour. Réunion de la Flandre à la couronne de France. Sédition à Bruges. Comment apaisée. Autre révolte à Gand. Les habitans de cette ville s'unissent à ceux de Bruges. Comment cette sédition fut apaisée. Elle se renouvelle par le moyen des séditieux exilés. Massacre des François. Suite de ces désordres. Avantages remportés par les Flamans. Le roi y envoie une armée. Elle tente inutilement de forcer le camp des Flamans. Elle est mise en déroute. Suite de cette défaite. Trêve entre les deux partis. Elle est bientôt rompue, & l'on continue la guerre. Le roi envoie une nouvelle armée en Flandre. Les Flamans surprennent le camp des François. Action générale entre les deux armées où les Flamans sont battus. Prise de Lille par les François. Négociations pour la paix. Conditions du traité. Le roi retourne à Paris. Mort de la reine. Le nouveau pape leve les censures fulminées contre le roi. Mort de ce Pontife. Factions entre les cardinaux pour lui donner un successeur. Election de Clement V. Il est couronné en France. Etrange accident qui arrive en cette cérémonie. Changement que le roi fait dans la monnoie. Préjudice que le royaume en souffrit. Ressentiment du roi contre la mémoire du pape Boniface. Comment éludé par le pape Clement. Le fils aîné du roi prend possession du royaume de Navarre. Différend entre les rois de France & d'Angleterre. Commencement des ligues des Suisses. Suite du dessein qu'avoit le roi de faire faire le procès à la mémoire du pape Boniface. Le nouveau pape y consent. De quoi il étoit accusé. Comment ce procès fut terminé. La ville de Lyon autrefois détachée du royaume de France. Brouilleries entre les bourgeois de cette ville & l'archevêque. Privilèges accordés à l'église de Lyon. Nouvelles brouilleries en cette ville. Comment terminées. Concile de Vienne. Affaires des Templiers. Ce que c'étoit que ses chevaliers. De quoi accusés. Ils sont tous arrêtés. Informa-

1304.

1305.

1306.

1307.

1308.

1309.

1310.

1311.

DE PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 3

mations faites contre eux. Horribles excès dont on les chargeoit. Avoués par les principaux chefs de l'ordre. A quoi condamnés. Leur procès est revû au concile de Vienne. Entiere abolition de cet ordre. Justification de la conduite du roi en cette affaire. Le roi se croise pour la guerre sainte. Différend entre lui & le comte de Flandre. Le roi envoie une armée contre les Flamans & la rappelle peu après. Raison de cette conduite. Chagrins domestiques du roi. Il tombe malade & meurt. Caractere de ce prince. Reglemens qu'il fit pour la justice. Autres établissemens sous son regne. Louis X lui succede.

1312.

1313.

1314.



HISTOIRE



HISTOIRE DE FRANCE.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL.

PHILIPPE IV du nom, surnommé le Bel, pour la beauté de son visage, & l'agrément qui paroissoit dans sa personne & dans ses manieres, joignit au titre de roi de France celui de roi de Navarre, à cause de sa femme Jeanne de Navarre, héritiere de cet état.

Elle lui apporta encore les comtés de Champagne & de Brie, qui appartenoint à Henri I roi de Navarre son pere, & de plus le comté de Bigorre, que Simon de Montfort avoit donné à Thibaud II roi de Navarre, oncle maternel.

A iij

1286.

Sacre du nom
veau roi.

Invent. du trésor
des chartes,
tome 1. Bigorre.

1286.

de cette princesse. Ce fut là une grande augmentation de domaine pour les rois de France : mais après tout, la partie de cette succession la plus importante, fut les comtés de Champagne & de Brie, dont les seigneurs placés dans le centre du royaume, & souvent fort indociles, étoient incommodés & redoutables à leur souverain. Ce prince âgé alors d'environ dix-sept ans, fut sacré à Reims avec les cérémonies ordinaires, le sixième de Janvier de l'an 1286, par Pierre Barbet archevêque de cette métropole.

*Etat des affaires
de la France avec
l'Espagne.*

La mort du roi d'Arragon ne permit pas aux Espagnols de tirer beaucoup d'avantage de celle du roi de France, & de la jeunesse de son successeur, hormis l'espérance de se voir délivrés de la guerre, qu'on avoit portée jusqu'au milieu de leur pays. Pour ce qui est de Jacques roi de Majorque, qui s'étoit ligué avec la France contre le roi d'Arragon son frere, il se trouva fort embarrassé ; car le roi d'Arragon un peu avant que de mourir, avoit envoyé Alfonse son fils aîné avec Roger Doria, attaquer Majorque, & ils avoient heureusement exécuté leur entreprise : de sorte que Jacques en voulant reconquérir son comté de Roussillon, avoit perdu la principale partie de son royaume.

*Etat de celles de
Sicile.*

Pareillement en Sicile, où la mort d'un des deux rois eût dû naturellement porter coup, si elle n'eût pas été suivie de celle de l'autre, tout demeura à peu près dans le même état, à cause de la mort de tous les deux. Jacques le second fils du défunt roi d'Arragon s'y fit reconnoître roi, un peu avant qu'Alfonse son frere aîné fût salué à Sarragosse roi d'Arragon & de Valence, & comte de Barcelonne, suivant la disposition testamentaire du roi leur pere. Le comte d'Artois de son côté, secondé du pape, tâchoit d'empêcher les Arragonois d'entreprendre rien de considérable en Italie contre Charles autrefois prince de Salerne, & qui prit alors la qualité de roi de Sicile II du nom, quoique prisonnier en Espagne, où le feu roi d'Arragon l'avoit fait transporter.

Sanche roi de Castille prenoit aussi toutes les mesures pour s'assurer & pour assurer à sa postérité la possession de son Etat. D'autre part on ne se désistoit point en France de la protection qu'on y donnoit contre lui à Alfonse & à Fer-

Ferdinand, toujours étroitement gardés en Arragon : mais la difficulté de conduire une armée en Castille, & les guerres de Sicile & d'Arragon rendoient cette protection fort inutile aux deux princes prisonniers. La France ne laissoit pas de faire de la peine au roi de Castille par un autre endroit. Ce prince avoit épousé Marie fille d'Alfonse de Molina son grand oncle, sans attendre la dispense de Rome. Depuis la mort du roi son pere, il espéroit que le pape, qui en usoit beaucoup mieux avec lui qu'auparavant, lui accorderoit cette dispense : mais les envoyés de France auprès du pape s'y opposerent de tout leur pouvoir, & avec succès.

1286.

Mariana, l. 14, c. 10.

Malgré tout cela, le roi de Castille tenoit toujours bon sur le point de son mariage ; & Marie son épouse n'eut pas plutôt mis au monde un fils, à qui l'on donna le nom de Ferdinand, qu'il le fit reconnoître pour son successeur par tous les grands du royaume. Il faisoit tous ses efforts pour se bien remettre avec la France, où il envoya des ambassadeurs afin de traiter avec le nouveau roi. Il le pria de lui accorder une entrevûe sur la frontiere d'Espagne : Philippe y consentit, & ils devoient s'aboucher tous deux à Bayonne ; mais ils ne s'y rendirent point, je ne sai pour quelle raison. Le roi de France s'avança seulement jusqu'à Mont de Marsan, d'où il envoya le duc de Bourgogne à Bayonne, où il traita avec dom Gutierrez, archevêque de Toledé. Il ne paroît pas que dans ce pour-parler on eût fait mention des intérêts des deux princes prisonniers : il semble même qu'on les oublia fort, vû la proposition que le duc de Bourgogne fit à l'archevêque de Toledé. Ce fut de demander au roi de Castille qu'il épousât Marie ou Marguerite de France, sœurs du roi, en se séparant d'avec Marie de Molina ; dont le mariage étoit notoirement nul. C'étoit un accommodement pour finir les différends touchant la succession de Castille, à laquelle le roi renonceroit pour les deux princes ses cousins, en la faisant tomber sur un des enfans de sa sœur. Cette proposition fut rejetée avec indignation par le roi de Castille, qui aimant beaucoup son épouse, ne pouvoit se résoudre à ce divorce. Il y eut encore dans la suite quelques négociations inutiles en faveur des deux princes : ils

1286.

*Etat de celles de
la France avec
l'Angleterre.*

*Du Tillet, re-
cueil des traités
entre la France &
l'Angleterre.*

*Nangius. Regi-
stres Olim.*

*A la bibliothe-
que du roi dans le
vol. des MSS. de
Brienne.*

ne sortirent de prison, que quelques années après ; car le bon droit d'un prince malheureux, quand il n'est pas appuyé, est moins un titre pour gagner sa cause, qu'un moyen d'augmenter sa disgrâce & sa mauvaise fortune.

Cette même année-là Edouard roi d'Angleterre trouva beaucoup plus de droiture & d'équité dans la cour de France, en une affaire fort importante pour lui. Il avoit des prétentions sur la partie de la Xaintonge, qui est au-delà de la Charente. Elles étoient fondées sur le traité fait en 1259, entre le roi saint Louis & Henri III, roi d'Angleterre, par lequel ce pays devoit revenir à la couronne d'Angleterre, en cas que le comte de Poitiers frere de saint Louis, & la comtesse de Poitiers, mourussent sans enfans, comme il étoit arrivé. Edouard en vertu du même traité de 1259, avoit déjà retiré l'Aginois sous le regne précédent, par le traité d'Amiens de l'an 1279 : toutes ces terres retournoient à la couronne d'Angleterre, parce qu'elles avoient été la dot de Jeanne d'Angleterre, ayeule de la comtesse de Poitiers. L'article de la Xaintonge d'au-delà de la Charente, & quelques autres n'avoient pas encore été réglés, nonobstant divers mémoires présentés au feu roi par le roi d'Angleterre. Le roi à la priere d'Edouard consentit qu'on examinât l'article de la Xaintonge, & le traité de 1259 ayant paru formel là-dessus, on n'en différa pas plus long-temps l'exécution. On convint en même temps sur la plupart des autres articles moins importans, qui pouvoient toutefois troubler la bonne intelligence entre les deux royaumes.

Ensuite de cet accommodement, le roi d'Angleterre vint trouver le roi à Amiens, & le suivit jusqu'à Paris, où il lui fit hommage de tous les domaines qu'il possédoit en France. Le roi lui accorda encore plusieurs choses, qu'il n'avoit pas droit d'exiger, & auxquelles par cette raison, on mit pour titre à l'acte qui en fut expédié, *grace faite au roi d'Angleterre*. De Paris Edouard alla à Bourdeaux, où il tint un grand parlement, & reçut divers envoyés d'Arragon, de Sicile & de Castille ; ce qui ne laissa pas d'inquiéter le roi, & de lui faire appréhender que le roi d'Angleterre ne formât de concert avec tous ces princes ennemis de la

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 9

la couronne , quelque dessein contre le royaume.

Ce ne fut qu'une fausse alarme. Le roi d'Angleterre n'avoit point d'autre vûe , que de tâcher de ménager la délivrance de Charles II , roi de Sicile , qu'il aimoit , & dont il étoit cousin germain , étant tous deux sortis des deux sœurs filles du comte de Provence. Il écrivit pour cet effet au pape Honoré IV , & le pria de lui envoyer quelqu'un de sa part , afin de traiter cette affaire de concert avec lui. Le pape qui ne la croyoit pas encore mûre , répondit au roi d'Angleterre , qu'il se chargeoit là d'une chose infiniment difficile par la multiplicité des divers intérêts qui s'y trouvoient mêlés ; qu'outre le saint siège , les princes de la maison de France , & ceux de la maison d'Arragon , qui y étoient les principaux intéressés , le roi de Castille y entroit beaucoup , par la raison que les deux princes ses neveux , qui prétendoient à la couronne de Castille , étoient toujours gardés en Arragon , & que tous ces grands différends ne pouvoient gueres s'accommoder les uns sans les autres : que pour ces raisons il le prioit de ne point trouver mauvais , qu'il ne donnât point à ses nonces un plein pouvoir pour cette affaire , ainsi qu'il le souhaitoit ; qu'il lui envoyoit néanmoins Boniface , archevêque de Ravenne , & Pierre , archevêque de Mont-réal , pour dresser avec lui le plan de la négociation. Ces deux prélats avoient ordre de rendre exactement compte de tout au pape , & de traiter avec Alfonse d'Arragon de maniere à ne faire paroître ni empressement , ni indifférence pour l'accommodement que le roi d'Angleterre entreprenoit de ménager.

Quoique la chose , par les soins du roi d'Angleterre , eût déjà été mise en négociation , le pape n'en paroissoit pas moins inflexible à l'égard des Siciliens , de la reine Constance , & de Jacques son fils , qu'il avoit de nouveau excommuniés , au sujet de l'élevation de ce prince sur le throne de Sicile après la mort de son pere : mais ils ne s'en mettoient pas fort en peine depuis la mort du roi de France , & la déroute de ses armées de terre & de mer : car avant ces fâcheux accidens , beaucoup de gens du parti Arragonois avoient été ébranlés , & si la campagne des François en Catalogne

1286.

Jordanus chroniq. MS. de sainte Genevieve.

Epist. Honorii apud Rainal.

Ibid.

1286.

eût eu une fin aussi heureuse, que les commencemens l'avoient été, les affaires d'Italie auroient assurément changé de face.

Ibid.

Alfonse nouveau roi d'Arragon fut traité avec un peu plus de ménagement, & sur la promesse qu'il fit au pape, de lui envoyer des ambassadeurs, le foudre de l'excommunication fut suspendu pour quelque temps, & le roi d'Angleterre obtint encore quelques nouveaux délais. Cela n'empêcha pas toutefois le pape de solliciter le roi de France de continuer la guerre d'Espagne en faveur de son frere Charles de Valois, qui n'avoit encore que le vain titre de roi d'Arragon. Il écrivit à son légat de presser le roi sur ce sujet, de lui offrir la prolongation de la taxe sur le clergé pour quatre ans, & d'ordonner à tous les évêques & aux autres ecclésiastiques du royaume d'Arragon, sous peine d'excommunication, de livrer au roi de France toutes les villes & forteresses, dont plusieurs d'entre eux étoient maîtres, & d'y recevoir la garnison qu'il y voudroit mettre.

1287.

*Accord du roi
d'Angleterre avec
le roi d'Arragon.*

Il étoit plus aisé de donner des ordres de cette nature, que de les faire exécuter. Les grands & les peuples d'Espagne avoient pour la plupart pris leur parti là-dessus; & l'on commençoit à s'accoutumer aux excommunications & aux interdits. On le fit si bien comprendre au roi de Sicile dans sa prison, qu'il accepta sans difficulté les propositions dont le roi d'Angleterre étoit convenu avec le roi d'Arragon, quelque dures qu'elles fussent : les voici.

*Epist. Honorii
ad Carolum.
Ibid.*

Premierement, que Charles cederait toute l'île de Sicile à Jacques d'Arragon, avec les îles adjacentes, & de plus dans le continent d'Italie, les places & les terres comprises dans l'archevêché de Regio.

Secondement, que le tribut que le roi de Tunis payoit tous les ans au roi de Sicile, seroit désormais payé à Jacques d'Arragon.

En troisieme lieu, que Charles feroit en sorte, que tout ce qui avoit été fait par les papes contre tous ceux de la maison d'Arragon, fût révoqué : & que la confiscation du royaume d'Arragon faite en faveur de Charles de Valois frere du roi de France, fût déclarée nulle.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 11

En quatrieme lieu , que le fils aîné de Charles épouserait Iolande sœur du roi d'Arragon , & que la fille cadette de Charles seroit donnée en mariage au roi de Sicile.

1287.

Cinquièmement , qu'afin de faciliter l'exécution de tous ces articles , il seroit fait une treve entre la maison d'Arragon d'une part , & l'église Romaine de l'autre : que ceux qui avoient secondé jusqu'alors l'église Romaine contre la maison d'Arragon signeroient la treve , & y seroient compris. (Cet article regardoit principalement le roi de France & Charles de Valois.)

Sixièmement , que nonobstant la treve , il seroit libre à Jacques roi de Sicile de secourir son frere Alphonse d'Arragon dans quelque guerre que ce fût , qu'il pût avoir sur les bras : que cette treve commenceroit à la mi-mai , & dureroit deux ans.

Enfin , que jusqu'à tant que tous ces articles fussent mis en exécution , Charles demeureroit prisonnier.

Charles envoya ce traité par l'évêque de Gap & par le prévôt de l'église d'Apt au pape , qui en fut extrêmement choqué , & dans une assemblée des cardinaux le déclara nul , vû qu'on y dispofoit sans le consentement du saint siége , d'un royaume qui lui appartenoit. Il en écrivit à ce prince , pour lui notifier cette cassation , & qu'avant que de rien conclure , il falloit que Jacques & Alphonse d'Arragon s'humiliaffent , & donnassent à l'église des marques de leur pénitence.

Outre l'intérêt qu'avoit le pape , à ne pas laisser ainsi disposer de l'isle de Sicile sans le consentement du saint siége , il étoit résolu à tenir ferme , par l'espérance qu'il avoit conçue du grand armement que le comte d'Artois faisoit en Italie. Ce prince étoit toujours régent des états du roi prisonnier. Il avoit une nombreuse flotte bien équipée , & de bonnes troupes à mettre dessus , & il y avoit tout lieu de croire , qu'une si belle armée pourroit faire de grands progrès dans l'isle de Sicile.

Elle mit à la voile sous la conduite de Renaud d'Avelle , un des généraux du comte d'Artois. Il fit descente dans l'isle , & prit Agouste : mais s'étant laissé surprendre par Roger

Nangius.
Jordanus.

1287.

Doria le plus fameux homme de mer qu'il y eût alors , & qui contribua le plus à ruiner les affaires des François en Catalogne & en Sicile , il fut défait , la plus grande partie de sa flotte prise. Plusieurs chevaliers , du nombre desquels furent Philippe , fils du comte de Flandre , & Gui de Monfort , demeurèrent prisonniers , & Agouste fut ensuite obligé de se rendre.

1288.

*Mort du pape
Honoré. Nicolas
IV lui succède.*

*Surita , l. 2. In-
dic.*

La mort du pape , qui arriva vers ce même temps-là , & la vacance du saint siège , qui fut de près d'un an , mirent les affaires des François d'Italie en très-mauvais état. Nicolas IV , successeur d'Honoré , s'appliqua à y remédier autant qu'il lui fut possible. Il fit solliciter les Siciliens de rentrer dans le devoir , les menaça de les excommunier de nouveau. Il écrivit au roi d'Arragon , pour l'exhorter à ne pas suivre les mauvais exemples de son pere , en faisant la guerre au saint siège , lui reprocha la dureté dont il usoit envers le roi de Sicile , qu'il tenoit prisonnier depuis si long-temps. Il finissoit par lui ordonner de comparoitre en sa présence dans six mois , pour rendre compte de sa conduite , l'avertissant que s'il ne se soumettoit à l'église , il continueroit d'employer contre lui les armes spirituelles & les temporelles.

Les Siciliens firent fort peu de cas des lettres du pape : mais le roi d'Arragon affecta une conduite plus modérée. Il dit qu'il ne refuseroit pas d'écouter les avis du pape , & lui envoya des ambassadeurs , après avoir reçu de lui un sauf-conduit pour leur sûreté.

Le pape vit bien que cette ambassade pourroit déplaire à la cour de France ; car c'étoit commencer à donner atteinte à la donation authentique que son prédécesseur avoit faite du royaume d'Arragon à Charles de Valois. Il écrivit à ce prince , pour le prévenir là-dessus , le priant de ne point trouver mauvais qu'il en usât de la sorte , & qu'apparemment toute cette négociation n'aboutiroit qu'à mettre Alphonse d'Arragon entierement dans son tort , sans autre effet. Il écrivit sur le même sujet au roi & à Jacques , roi de Majorque : on n'a pas la réponse de ces princes , & on ne fait point de quelle maniere ils prirent la chose.

Cependant les ambassadeurs d'Arragon arriverent auprès du pape, & dans l'audience qu'il leur donna, ils entreprirent de faire l'apologie de leur maître, qui n'étoit pas, disoient-ils, responsable de la conduite du feu roi son pere, & l'assûrerent que s'il vouloit le recevoir en son amitié, il n'y auroit jamais de prince plus zélé pour l'église que lui. Ils excuserent la reine Constance par la nécessité où elle s'étoit trouvée de suivre les ordres de son mari; ils tâchèrent de justifier la conduite des Siciliens, qui n'avoient pû souffrir plus long-temps la tyrannie des François, & qui n'avoient en cette occasion pris des moyens si violens, que faute d'autres remedes pour les maux dont ils étoient accablés. Ils ajoûterent enfin, que les choses étoient en tel état, qu'il falloit les terminer par un accommodement; & qu'ils prioient sa sainteté de vouloir bien confirmer la possession de la couronne de l'isle de Sicile à Jacques d'Arragon, auquel les Siciliens l'avoient déjà déferée.

Le pape n'eut pas de peine à réfuter cette harangue, où la plupart des choses qu'on avoit avancées, étoient visiblement fausses: & il déclara aux ambassadeurs qu'il ne consentiroit jamais au couronnement de Jacques d'Arragon fait contre toutes les formes & contre les intérêts essentiels du saint siège, au préjudice duquel des rebelles avoient disposé d'une couronne qui dépendoit absolument de l'église Romaine, & dont on retenoit en prison le légitime possesseur.

On avoit assez prévu le succès de cette ambassade. Le pape aussi-tôt envoya en France, pour confirmer de nouveau la donation du royaume d'Arragon à Charles de Valois, & accorda au roi pendant les trois années suivantes les décimes des biens ecclésiastiques, pour employer à la guerre d'Arragon, qu'on n'avoit faite que très-foiblement par des courses sur les frontieres, depuis la mort du roi Philippe III, excepté que l'on avoit enlevé Sauveterre au roi d'Arragon. Comme le pape donnoit les décimes au roi des pays voisins de France, & même sur les terres de l'Empire, Rodolfe, roi des Romains, s'en offensa, & fut sur le point de déclarer la guerre à la France: mais le pape l'appaisa.

B iij

1288.
Jordanus.

Le nouveau pape confirme la donation faite du royaume d'Arragon à un fils de France.

Epist. Nicol. IV
apud Rainald.
Mariana, lib.
14, cap. 10.

1288.

Anonymus de
rebus Siculis.

Epist. Nicolai.

Le roi commença à faire ses préparatifs, & le pape espéroit à la faveur de cette nouvelle diversion, pousser à bout les Siciliens : mais c'est ce qui fit tourner les affaires tout autrement qu'il n'avoit espéré. Charles de Sicile ne pouvoit plus supporter l'ennui de sa prison : & ce qui avoit empêché le succès du premier traité de ce prince avec le roi d'Aragon, n'étoit pas tant le refus que le pape avoit fait de le ratifier, que la clause par laquelle Charles devoit demeurer prisonnier jusqu'à l'exécution de ce traité. On renoua la négociation sur ce point-là. Le roi d'Aragon & le roi d'Angleterre s'abouchèrent à Oleron, & la crainte de l'armement de France fit résoudre le roi d'Aragon à relâcher Charles à condition de faire serment, qu'après sa délivrance, il feroit tous ses efforts pour lui obtenir la paix du pape & du roi de France : que pour sûreté de sa parole, il donneroit ses trois fils aînés en otage avec quarante fils aînés des seigneurs, des chevaliers, & des autres plus considérables habitans de Provence : de plus, qu'il payeroit une rançon de cinquante mille marcs d'argent, pour vingt desquels le roi d'Angleterre seroit sa caution ; & que si dans l'espace de trois ans il ne venoit pas à bout de ménager la paix, & d'obliger Charles de Valois à renoncer à ses prétentions sur l'Aragon, & le pape à laisser Jacques d'Aragon en possession de l'isle de Sicile, il viendrait se remettre prisonnier. Tout cela fut arrêté avant que le pape en eût avis : & Charles fut délivré au mois de Novembre. (a)

Il y a de certaines conjonctures, où les princes, quelque parti qu'ils prennent, ne peuvent presque en prendre qu'un mauvais. La liberté de Charles étoit un point sur quoi le roi d'Aragon avoit eu beaucoup à délibérer : mais le roi d'Angleterre se faisoit une affaire de l'obtenir, & il étoit dangereux pour le roi d'Aragon de l'offenser par un refus. De plus la guerre qu'il falloit soutenir contre la France, & qui avoit mis sous le dernier regne le royaume d'Aragon dans un danger extrême, d'où la seule résistance du gouver-

(a) Il y a quelques écrivains qui disent que Charles de Sicile fut délivré miraculeusement par sainte Magdelaine, & qu'il se trouva transporté auprès de Narbonne : mais les historiens contemporains ne font point mention de ce miracle.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 15

neur de Gironne l'avoit tiré, lui faisoit tout craindre, & il se délivroit de cette crainte par son traité avec Charles : mais d'autre part les sermens d'un prince prisonnier sont des liens bien foibles pour le retenir, quand il se voit une fois hors des mains de son ennemi. Il fallut pourtant se déterminer, & il se rassura sur le grand nombre & sur la qualité des otages qu'il exigeoit.

1288.

Mais il ne fut pas long-temps sans s'en repentir. Charles prit son chemin par la France, où l'on ne fut pas d'abord ce qu'il conclut avec le roi. Il arriva en Italie, & peu de temps après le pape le fit couronner roi des deux Siciles, & duc de la Pouille, & déclara son serment nul, comme ayant été fait contre les intérêts du saint siège, sans le consentement duquel il n'avoit pas été en son pouvoir de disposer de l'isle de Sicile, qui étoit un fief de l'église Romaine.

1289.

Un autre avis augmenta l'inquiétude du roi d'Arragon ; c'est qu'il apprit que Sanche, roi de Castille, à la sollicitation de la reine & de Gonsalve, archevêque de Toledé, que le pape avoit gagnés, pensoit à se liguier contre lui avec le roi de France. La reine de Castille agissoit d'autant plus vivement pour engager le roi son mari à seconder les intentions du pape, que c'étoit le meilleur moyen qu'ils pussent avoir d'obtenir la dispense pour leur mariage, que le pape avoit jusqu'alors refusée. L'affaire se traita à Lyon, où le cardinal Cholet, légat en France, se trouva avec deux seigneurs plenipotentiaires du roi, Mornai & Lambert : Marin, évêque d'Astorga, s'y rendit de la part du roi de Castille, & l'on y conclut une ligue entre les deux rois, pour contraindre le roi d'Arragon à remettre entre les mains du roi de France les deux princes Alphonse & Ferdinand, qu'il tenoit prisonniers depuis tant d'années. Le roi de Castille qui avoit usurpé sur eux cette couronne, promit de leur faire part de la succession, en cédant à Alphonse l'aîné des deux le royaume de Murcie : mais à condition qu'il ne pourroit prendre le titre de roi de Castille, & qu'il tiendrait le royaume de Murcie en fief de la couronne de Castille. De plus, il fut stipulé, qu'en cas qu'Alphonse mourût sans enfans,

Mariana, lib.
14, cap. 11.

1289.

Ferdinand son cadet lui seroit substitué : que le roi de Castille fourniroit mille chevaux au roi de France , dès que l'armée Françoisse seroit entrée sur les terres d'Arragon , & qu'en cas qu'il en fût besoin , il donneroit passage à cette armée par ses états.

Ce furent là les conditions du traité dont le pape fut très-content. Elles paroissent assez tolérables pour les deux princes captifs , qui n'avoient plus d'autres ressources , & ne pouvoient espérer , vû l'état des choses , de monter jamais sur le throne de Castille.

Mais un autre événement produisit la liberté des deux princes indépendamment du roi de France , & malgré le roi de Castille.

*Brouilleries en
Castille.
Mariana loc. cit.*

Ce prince avoit à sa cour dom Lopés de Haro , homme de haute qualité , puissant dans le royaume par ses grandes alliances , & un des plus ambitieux & des plus fiers hommes du monde. Il vouloit dominer à la cour , & ne pouvoit souffrir dom Jean de Lara , qui y partageoit avec lui la faveur du prince.

Dom Lopés de Haro étoit beau-pere de dom Jean frere du roi , & avoit inspiré à ce prince sa haine contre dom Jean de Lara , aussi bien que son chagrin contre le roi même. Il ne dissimuloit ni l'un , ni l'autre , non pas même en présence du roi , qui ne souffroit ses discours insolens , que parce qu'il le craignoit. La chose alla plus loin : dom Jean frere du roi , pour faire connoître son mécontentement à la cour , fit des courses & des ravages avec des troupes du côté de Salamanque. Le roi en ayant eu avis , & s'en étant plaint à dom Lopés de Haro , celui-ci eut la hardiesse de lui répondre , que c'étoit par son avis que dom Jean en usoit ainsi , & lui ajouta , que s'il vouloit s'avancer jusqu'à Valladolid , dom Jean se rendroit à Cigalès , qui étoit un bourg proche de Valladolid , & qu'on pourroit là s'éclaircir sur les sujets de mécontentement qu'on avoit de part & d'autre.

Le roi qui jugea que cet homme n'auroit pas parlé avec tant d'audace , s'il ne s'étoit senti bien appuyé , dissimula , fort résolu de l'en punir à la premiere occasion favorable qui s'en présenteroit. Il affecta même de satisfaire le prince son

son frere sur ses griefs , & fit quelque temps après un voyage sur les frontieres de Castille & d'Arragon , pour prier le roi d'Arragon de lui mettre entre les mains les deux princes ses neveux , cherchant dès-lors le prétexte de rompre avec lui , ainsi qu'il en étoit convenu avec le roi de France. Dom Lopés de Haro , qui avoit déjà formé le dessein de se servir de ces deux princes , pour les mettre à la tête de sa faction contre le roi de Castille , fit entendre au roi d'Arragon qu'il n'étoit pas de son intérêt de les relâcher , & il n'eut pas beaucoup de peine à l'empêcher de le faire. Après ce refus , comme le roi de Castille fut arrivé à Alfaro , Jean son frere , & dom Lopés de Haro y vinrent lui faire leur cour. Il fut qu'ils étoient peu accompagnés : & soit qu'il eût prévu cette conjoncture , soit qu'il prît sa résolution sur le champ , il fit assembler aussi-tôt son conseil , & au sortir delà , il commanda lui-même à ces deux seigneurs de lui remettre toutes les forteresses qu'ils possédoient dans le royaume , de donner à l'instant un ordre par écrit pour porter aux garnisons qu'ils y avoient , par lequel ils leur ordonnassent d'y recevoir ses officiers , & déclarassent qu'ils tenoient leurs vassaux déchargés du serment de fidélité qu'ils leur avoient fait.

Dom Lopés de Haro également surpris & outré de cette conduite du roi , s'emporta jusqu'à mettre l'épée à la main , & s'avança tout furieux vers ce prince en jurant : mais saisi dans le moment par ceux à qui le roi avoit donné ses ordres , il fut percé de plusieurs coups , & tué sur la place. Dom Jean , qui s'étoit aussi mis en défense , voyant son beau-pere mort , se sauva fort blessé à l'appartement de la reine , qui empêcha qu'on ne l'achevât : mais il fut aussi-tôt mis en prison les fers aux piés.

Ce coup de vigueur ôtant les chefs à la faction qui se formoit dans le royaume , la déconcerta : mais après que les principaux eurent un peu repris leurs esprits , ils se rallierent , & un grand nombre de seigneurs , partie parens , partie amis de dom Lopés de Haro , détestant & exagérant par-tout la cruauté & la trahison du roi , se retirerent en Arragon : d'au-

1289.

tres demeurèrent dans le royaume , attendant l'occasion de se venger.

Ces mouvemens , qui commencerent à inquiéter plus que jamais le roi de Castille , fut ce qui l'obligea à terminer sans retardement le traité , pour lequel on s'étoit assemblé à Lyon. Il fut ratifié aux conditions que j'ai marquées , desquelles Blanche , mere des deux princes , & tante de Philippe , parut très-mécontente , parce qu'elle espéroit voir bien-tôt en Castille une révolution , qui auroit pû mettre son fils aîné sur le throne. Elle ne s'en tint pas aux plaintes qu'elle en fit hautement : elle s'imagina , je ne sai sur quel fondement , que Denys , roi de Portugal pourroit prendre en main la cause de ses enfans , & profiter en leur faveur des brouilleries de Castille. Elle quitta la France , & s'en alla à la cour de ce prince : mais elle n'en fut point écoutée. Il avoit chassé les Maures de son royaume. Il vivoit en paix , & n'étoit pas d'humeur à risquer pour les intérêts d'autrui , de perdre le fruit de ses travaux , & la gloire qu'il s'étoit jusqu'alors acquise , comme il auroit pû lui arriver , en s'engageant en une nouvelle guerre. Mais ce qu'elle ne put obtenir du roi de Portugal , elle eut tout lieu de l'espérer de la haine des seigneurs de Castille , qui se révolterent ouvertement contre leur roi.

La faction de dom Lopés de Haro suivit le projet qu'il avoit formé avant sa mort ; c'étoit d'obtenir du roi d'Arragon qu'il relâchât les deux princes captifs , pour les opposer à dom Sanche , ne pouvant y avoir de moyen plus sûr de le perdre , que de faire valoir le droit légitime de l'aîné de ces deux princes sur la couronne de Castille.

Mariana , lib.
14 , cap. 12.

Le roi d'Arragon qui n'avoit point d'intérêt plus essentiel que de brouiller la Castille , pour l'empêcher de se joindre à la France contre lui , reçut avec joie cette proposition , & promit aux mécontents de les soutenir. Il fit venir les deux princes à Jaca , reconnut lui-même pour roi de Castille & de Leon Alphonse l'aîné des deux , qui fut salué en cette qualité par les seigneurs de Castille réfugiés en Arragon , & par tout le peuple.

Guerre entre le

La guerre commença par les courses qu'on fit de part &

d'autre sur les deux frontieres. Le roi de Portugal prit le parti du roi de Castille , qui eut besoin en cette conjoncture de toute sa résolution & de toute son activité, pour empêcher les soulevemens, où les mécontents portoient les peuples en tous les endroits du royaume. Les armées se trouverent fort proche l'une de l'autre auprès d'Almasan : mais s'étant retranchées chacune dans leur camp, il ne se passa rien de considérable. Badajox se révolta contre le roi de Castille, & Alphonse y fut proclamé roi, comme il l'avoit été à Jaca. Ce mauvais exemple étonna moins dom Sanche qu'il ne l'irrita ; il y envoya aussi-tôt des troupes : elles y arriverent avant que la ville pût être en état de défense, & les habitans se rendirent par capitulation : mais on ne l'observa pas ; & on y fit passer au fil de l'épée quatre mille personnes de tout sexe & de tout âge. La noblesse des environs de Talavera, qui avoit pris les armes pour le nouveau roi, ne fut pas traitée avec moins de rigueur, & il en coûta la vie à quatre cents gentilshommes.

Ces troubles de Castille rallentirent l'ardeur du roi de France pour la guerre d'Arragon ; guerre difficile, mais qu'il auroit faite avec beaucoup plus d'avantage, si le roi de Castille avoit été paisible dans ses états. Les préparatifs se faisoient lentement en France, & il ne paroissoit encore de ce côté-là aucunes troupes Françoises. Philippe fit voir néanmoins son affection sincère envers son allié : car quelques-uns des seigneurs Castillans révoltés lui ayant offert la couronne de Castille, en vertu du droit qu'il y avoit par Blanche de Castille mere de saint Louis sa bisayeule, il refusa leurs offres : & si nous en croyons l'histoire d'Espagne, ce prince s'étant abouché à Bayonne avec le roi de Castille, renonça absolument à ce droit, en tant qu'il pouvoit lui appartenir à lui-même.

Cependant on se battoit en Italie sans beaucoup d'avantage de part & d'autre : & pour cette raison tous les partis commencèrent à s'ennuyer beaucoup de la guerre. Jacques d'Arragon avoit pris Catanzaro en Calabre. Robert comte d'Artois, qui après le retour de Charles de Sicile commandoit sous ses ordres, mit le siège devant cette place, pour

Cij

1289.

roi de Castille &
le roi d'Arragon.

Cap. 13.

Ibid.

1290.

1290.

la reprendre. Jacques d'Arragon, avec Roger Doria vint au secours ; il fut battu , & le comte d'Artois continua le siège : mais Charles de Sicile , contre son avis , fit une treve de deux ans avec Jacques d'Arragon , & obligea le comte d'Artois à quitter son entreprise. Il en fut si chagrin , qu'il rompit avec lui , & s'en retourna en France avec une grande partie de la noblesse François.

Négociations pour la paix.

Comme de tous côtés on ne respiroit qu'après la paix , & que le pape qui s'y étoit opposé jusqu'alors , appréhenda qu'on ne la fit sans lui , il consentit qu'on traitât au moins avec le roi d'Arragon , d'autant plus que le roi d'Angleterre , qui avoit procuré la délivrance de Charles , se plaignoit hautement de ce qu'on violoit un traité , dont il s'étoit fait comme la caution.

Le pape envoya en France pour ce sujet , le cardinal Benoît Colonne , & le cardinal Gerard. Charles de Sicile & le roi d'Arragon s'abouchèrent à la Jonquere en Catalogne , & conclurent une treve de quelques mois , pendant lesquels les deux cardinaux devoient travailler à un projet de paix.

Il y avoit deux points sur lesquels il étoit difficile de convenir. Le premier étoit , qu'il falloit que le roi d'Arragon se résolût à abandonner Jacques son frere & les Siciliens : & l'autre , que Charles de Valois renonçât à ses prétentions sur le royaume d'Arragon. Le lieu des conférences fut Tarascon en Provence , où les deux cardinaux se rendirent avec les envoyés du roi de France , & de Charles de Valois , & ceux du roi d'Arragon. Charles de Sicile s'y trouva en personne , la treve qu'il avoit faite avec Jacques d'Arragon lui permettant de s'éloigner d'Italie.

1291.

Conditions auxquelles elle fut conclue.

La paix fut enfin conclue à ces conditions : qu'Alfonse d'Arragon enverroit des ambassadeurs à Rome , pour demander pardon au pape de tout ce qui s'étoit passé , tant sous le regne de Pierre son pere , que sous le sien , & pour en recevoir l'absolution. Il s'engagea à payer le tribut que Jacques son bisayeul avoit autrefois promis au saint siège : de trente marcs d'or par an ; à aller à Rome en personne aux fêtes de Noël de la même année ; à conduire dans quelque

temps une armée contre les infideles, qui pouſſoient à bout les Chrétiens en Orient; à faire tous ſes efforts pour perſuader à Jacques ſon frere, & à Conſtance ſa mere de reſtituer la Sicile à Charles, & en attendant, à retirer tous ſes ſujets, qui y portoient les armes, & enfin à rendre à Charles tous ſes ôtages. Le pape à ces conditions promit de lui rendre ſon amitié, de lever l'excommunication & l'interdit qu'on avoit jetté ſur tous ſes états, & de faire en forte que Charles de Valois renonçât au droit, que le ſaint ſiége lui avoit donné ſur le royaume d'Arragon.

Charles de Sicile avoit déjà travaillé à lever ce dernier obſtacle, & il en étoit venu à bout. Il avoit été arrêté que Charles de Valois épouſeroit la princeſſe Marguerite fille de Charles de Sicile, & que ce prince lui cederait en dédommagement de ſes droits ſur l'Arragon, le comté d'Anjou & le comté du Maine, qu'il avoit hérités auſſi-bien que la Provence du défunt roi de Sicile Charles I ſon pere. Le mariage ſ'étoit fait peu de temps après à Corbeil. On avoit parlé d'abord dans les conférences du rétaſſement de Jacques roi de Majorque, dépouillé de ſon état par le roi d'Arragon ſon neveu: mais cet article, qui faiſoit une grande difficulté pour la concluſion du traité, fut remis à une autre fois, & paſſa enfin à l'instance du roi de France. La paix fut conclue de cette maniere malgré Jacques d'Arragon & les Siciliens, qui firent en vain de grandes plaintes d'avoir été trahis par celui qui étoit le plus obligé à les maintenir, c'eſt-à-dire, par le roi d'Arragon.

Le pape auroit été au comble de ſa joie, par l'eſpérance que cette paix lui donnoit, d'attirer toute la puiſſance de France contre la Sicile: mais la fâcheuſe nouvelle qu'il reçut de la priſe de Ptolemaïs en Paleſtine par les Infideles, de la perte de Sidon & de Beryte, c'eſt-à-dire, de la ruine entiere des Chrétiens en ce pays-là, l'accabla de douleur. Tous les efforts qu'il put faire déſormais pour engager le roi de France, le roi d'Angleterre & les autres princes de l'Europe à ſe croiſer pour la Paleſtine, furent inutiles, parce qu'il n'y avoit plus de port où l'on pût aborder; & l'on peut regarder cette année-là comme la fin des guerres ſaintes, &

1291.

Inventaire du
tréſor des char-
tes, tome 1.
Valois 11, n.
6, t. 6.
Nangius.

1291.

même comme le temps, où l'envie & la mode des croisades passèrent presque tout-à-fait. Mais ce ne fut pas là l'unique chagrin du pape, que la mort d'Alfonse roi d'Arragon rejetta dans les mêmes embarras où il étoit auparavant.

*Mort du roi
d'Arragon.*

Cette mort arriva le dix-huitième de Juin, lorsque ce prince âgé seulement de vingt-sept ans, étoit sur le point d'épouser Eléonore fille du roi d'Angleterre. Comme il n'avoit point d'enfans, Jacques d'Arragon son frere ayant laissé Frédéric son cadet, pour commander en Sicile, vint prendre possession de la couronne d'Arragon; & malgré toutes les défenses du pape, se fit couronner à Sarragosse. Par là, la Sicile se trouvoit de nouveau appuyée de toutes les forces du royaume d'Arragon.

*Epist. Nicolai
ad Philipp. apud
Rainald. ad an.
1291.*

Le roi de France, plus vif que jamais pour la conquête d'Arragon, prétendit faire valoir de nouveau les droits de son frere Charles de Valois sur ce royaume, parce qu'il n'avoit point traité avec Jacques, qui, comme il le prétendoit, étoit incapable par l'excommunication, & à cause de la guerre qu'il faisoit au saint siège d'entrer en possession de cette couronne. Il s'offrit au pape d'attaquer l'Arragon, lui conseilla de faire prêcher une croisade contre ce prince, & lui demanda les décimes pendant six ans pour les frais de cette guerre.

Le pape, qui avoit vu le peu de fruit qu'avoient produit les guerres précédentes, ne se pressa pas de s'embarquer dans celle-ci. Il répondit au roi en louant son zele, qu'il étoit à propos d'employer les voies de douceur, avant que d'en venir aux armes; qu'il falloit donner quelque temps à Jacques d'Arragon, pour rentrer dans son devoir; que la proposition d'une croisade contre un prince chrétien seroit mal reçue dans le monde, en un temps où toute l'Europe gémissoit de la perte entière de la Palestine: mais qu'il le prioit instamment de faire paroître sa bonne volonté pour le saint siège; en secondant puissamment Charles roi de Sicile, contre qui les Siciliens paroissent tous les jours s'animer de plus en plus, & devenir plus insolens.

Ibid.

Le roi n'insista pas davantage; & pour montrer la confi-

dération qu'il avoit pour le roi Charles de Sicile son cousin, il lui céda cette même année la moitié de la ville d'Avignon, dont il partageoit avec lui le domaine.

Cependant le nouveau roi d'Arragon appréhendant toujours les armes de France du côté de la Catalogne, s'appliqua à chercher les moyens de se réunir avec le roi de Castille, & à terminer la guerre que le feu roi d'Arragon avoit commencée contre ce prince. Tout consistoit d'une part à ne plus soutenir les révoltés de Castille, & de l'autre à abandonner Alfonse de la Cerda, l'aîné des deux princes qui avoit été si injustement exclus de cette couronne, & qui depuis qu'il étoit sorti de sa prison d'Arragon avoit pris le titre de roi de Castille. Le roi d'Arragon, pour se procurer la paix dont il avoit besoin, ne balança gueres, & abandonna Alfonse de la Cerda à son malheur. Ce prince ne parut plus gueres sur la scene du monde. Il se retira en France, d'où il retourna quelques années après en Espagne sur la nouvelle de la mort du roi de Castille, mais inutilement. Sa postérité fit depuis souche en Espagne, & les ducs de Medina-Celi en descendent (a).

Comme dom Sanche roi de Castille voyoit bien que cette paix ne devoit pas plaire au roi de France, à cause du traité d'alliance fait peu auparavant entre la France & la Castille, il lui envoya un ambassadeur, pour lui dire que la seule nécessité de ses affaires l'avoit contraint à s'accommoder avec le roi d'Arragon. Philippe répondit qu'il n'avoit pris les armes contre le roi d'Arragon, que pour soutenir les droits du saint siège, & qu'il étoit tout prêt à faire renoncer son frere Charles de Valois à ceux qu'il avoit sur le royaume d'Arragon, pourvû que Jacques d'Arragon restituât la Sicile à son légitime souverain, & qu'il étoit du devoir du roi de Castille de l'exhorter à le faire.

Il falloit des motifs plus puissans à Jacques d'Arragon, pour l'engager à lâcher une si riche proie. La guerre d'Italie

1291.

*Cession faite au
pape de la moitié
de la ville d'Avi-
gnon.*

Mariana, l. 14,
c. 15.

(a) Ils n'en descendent que par les femmes, à cause du mariage de Bernard, fils naturel de Gaston Phébus comte de Foix, souche des ducs de Medina-Celi, avec Isabelle de la Cerda, petite fille d'Alfonse, qui donna occasion aux descendants de Bernard de prendre le nom de la Cerda.

1291.

dura encore bien des années, excepté quelques intervalles de paix, qui ne furent pas de longue durée, & la Sicile demeura enfin à la maison d'Arragon. La rénonciation au royaume d'Arragon fut encore renouvelée par Charles de Valois en l'an 1295, & le roi de Majorque fut rétabli dans ses états l'an 1297. Les suites de la guerre de Sicile, à laquelle d'autres affaires plus pressantes ne permirent pas à Philippe de prendre grande part, n'étant plus de mon histoire, je ne les toucherai désormais qu'en passant, selon que l'occasion s'en présentera. Les autres guerres & les troubles, dont le regne de Philippe le Bel commença d'être agité, & dont il le fut presque toujours pendant plusieurs années, ne me fourniront qu'une trop ample matière.

Guerre avec l'Angleterre.

La première de ces guerres fut avec Édouard I roi d'Angleterre. Elle donna lieu aux réflexions que l'on fit alors sur la conduite de S. Louis, qui ayant pû trente ans auparavant mettre les Anglois tout-à-fait hors de France, cessa de les pousser par le trop grand desir qu'il eut de procurer la paix à ses sujets. Tant il est vrai que l'attrait d'un bien présent, quelque avantageux qu'il paroisse pour les peuples, ne doit pas toujours être la règle des princes dans ces sortes d'occasions.

Édouard étoit un prince guerrier, élevé dans les combats, où il s'étoit toujours signalé pendant le regne malheureux de son pere Henri III. Il étoit vif, entreprenant & heureux dans ses entreprises. Il étoit venu à bout par sa valeur & par sa conduite de tous les rebelles, & avoit dompté les princes de Galles, qui depuis plusieurs siècles, retranchés dans un coin de l'Angleterre, s'y étoient maintenus contre les rois d'Angleterre, leur avoient tenu tête, & causé souvent de fâcheuses divisions. Il s'étoit fait l'arbitre des différends de la maison d'Arragon avec celle d'Anjou, & les avoit heureusement terminés : mais la mort prématurée du roi d'Arragon les avoit fait renaître. Édouard venoit de disposer de la couronne d'Ecosse en faveur de Jean de Bailleul, qu'il préféra à tous les autres concurrens après la mort du roi Alexandre III, & de Marguerite héritière de cette couronne, & avoit profité de cette occasion, pour faire déclarer

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 25

rer par les seigneurs Ecoissois mêmes, que l'Ecosse étoit un fief mouvant de la couronne d'Angleterre. Tant de belles actions, & ses grandes qualités lui avoient attiré l'estime & l'affection de ses sujets, & la qualité de vassal de France commença à lui paroître un titre indigne de lui. Il en avoit pourtant rendu jusqu'alors tous les devoirs au roi, tant pour la Guienne, que pour le comté de Ponthieu, qui lui étoit venu par la reine Eleonore sa femme, fille de Jeanne reine de Castille & comtesse de Ponthieu : il attendoit l'occasion de secouer ce joug, & ne la manqua pas dès qu'elle se présenta. C'est ainsi au moins qu'en parlent nos historiens ; car ceux d'Angleterre rejettent la faute sur le roi de France. Voici le fait tel qu'il est raconté par ceux-ci, les nôtres n'en disant pas le détail.

Deux matelots, l'un Normand, l'autre Anglois, ayant pris querelle à Bayonne, le Normand voulant percer l'Anglois de son poignard fit un faux pas, & en tombant se perça lui-même. Les matelots du vaisseau Normand voulurent venger la mort de leur camarade, sur l'Anglois ; celui-ci fut soutenu par ses compatriotes, & l'on se battit assez rudement.

Les matelots Normans étant retournés en leur pays, firent leur plainte au roi de ce qu'on les avoit maltraités sur les terres du roi d'Angleterre. Le roi leur répondit, qu'il leur permettoit de faire représailles à la première occasion qu'ils en trouveroient. Ils ne manquèrent pas de se mettre aussi-tôt en mer, & ayant pris un vaisseau Anglois, ils pendirent un des matelots au haut de leur mâ.

La chose n'en demeura pas là ; dès que les vaisseaux d'une nation rencontroient ceux de l'autre, on se battoit. Les marchands Anglois y perdirent beaucoup. Le roi d'Angleterre envoya à la cour de France Henri de Laci comte de Lincoln, pour concerter avec le roi les moyens de mettre fin à ces désordres : mais dans le temps qu'on travailloit à l'accommodement, il se fit une bien plus grande violence, qui aigrit extrêmement les esprits.

Comme le commerce ne laissoit pas de se faire entre les deux nations, deux cents vaisseaux de Normandie se joigni-

Tome V.

D

1291.

Nangius. Wallingamus in Ypodigm. Neustria & in Eduardo I ad an. 1292.

1292.

Quelle en fut la cause.

Westmonasterien. Flor. histor.

1292.

rent ensemble pour plus grande sûreté, & firent voile en Gascogne, pays de la domination du roi d'Angleterre, pour y aller charger des vins. Autant qu'ils rencontrèrent d'Anglois dans leur chemin, ils les prirent & les maltraitèrent fort : mais comme cette flotte s'en retournoit chargée, elle fut attaquée sur les côtes de basse Bretagne par soixante navires Anglois bien armés, & du nombre de ceux que le roi d'Angleterre préparoit pour envoyer en Palestine. Ils coulerent à fond une partie des vaisseaux Normans, & prirent le reste. Très-peu de Normans échaperent en gagnant la terre dans leurs esquifs. De plus quelques bourgeois de Bayonne s'étant mis en mer, & ayant joint la flotte d'Angleterre, vinrent insulter la Rochelle, coururent aux environs, y tuerent quelques hommes, & enleverent un grand butin.

Le roi extrêmement irrité de ces hostilités, envoya des ambassadeurs en Angleterre, pour demander la restitution des vaisseaux & des marchandises, qui avoient été prises, la liberté des matelots & des marchands, & le dédommagement des ravages faits à la Rochelle; menaçant que si on ne donnoit une prompte satisfaction, il s'en vengeroit sur la Gascogne, & citeroit à la cour de France le roi d'Angleterre comme vassal de la couronne, pour venir rendre compte de la conduite de ses propres vassaux.

Le roi d'Angleterre ayant assemblé son conseil, répondit aux ambassadeurs, qu'il rendroit réponse par celui dont il les feroit accompagner à leur retour. Ce fut Richard évêque de Londres, qui étant arrivé à la cour de France, dit au roi, que son maître l'envoyoit, afin de l'assurer de ses bonnes intentions, pour entretenir la paix. Il ajouta, que le tribunal de son roi étoit en Angleterre, & qu'il n'étoit soumis à personne; qu'il y écouterait tous ceux, qui étant lésés par ses sujets, y viendroient faire leurs plaintes; que pour leur sûreté, on leur donneroit des saufconduits, & qu'on leur rendroit prompte justice; que si ce moyen n'agréoit pas, il consentoit qu'on nommât des arbitres, & qu'il s'en rapporteroit à leur jugement; qu'il étoit prêt de signer le compromis, pourvu que le roi de France le signât aussi : que s'il y

avoit quelque point trop difficile à décider, on pourroit le réserver aux deux rois, pour en traiter ensemble, & que l'on conviendrait d'un lieu sur le bord de la mer en France, où ils se rendroient, avec toutes les sûretés nécessaires. Que si le roi de France ne s'accommodoit point de tous ces expédiens, on pourroit s'en rapporter au saint siège, c'est-à-dire aux cardinaux, parce que le pontificat étoit vacant par la mort du pape Nicolas IV.

Ces propositions paroissent raisonnables, & la chose vrai-semblablement se feroit accommodée par quelque-une de ces voies, si le point d'honneur ne s'y fût pas trouvé mêlé: mais le roi d'Angleterre choqué des menaces qu'on lui faisoit de le citer à la cour des pairs de France, & le roi de France, peu satisfait de cet air d'indépendance qu'affectoit le roi d'Angleterre, voulurent faire connoître, chacun de leur côté, qu'ils ne se craignoient point l'un l'autre.

Le prince Edmond, frere du roi d'Angleterre, fit inutilement un voyage en France: Philippe ne voulut point l'écouter. Il se relâcha cependant un peu après, jusqu'à se contenter qu'on envoyât à Périgueux dans ses prisons une partie des coupables, pour en faire telle justice qu'il jugeroit à propos. Mais le roi d'Angleterre rejetta cet expédient.

Sur ce refus le roi d'Angleterre fut cité à la cour des pairs. La citation fut publiée par le seigneur d'Arrablai sénéchal de Périgord & de Quercy: on l'afficha par son ordre & en sa présence aux portes de la ville de Libourne, qui étoit du domaine du roi d'Angleterre; & faite à ce prince de comparoître, tous les domaines qu'il avoit en France furent confisqués: mais la difficulté étoit de mettre un tel arrêt en exécution: car le roi d'Angleterre, dès qu'il vit que la querelle pourroit causer une guerre, avoit envoyé en Guienne Jean de S. Jean un de ses meilleurs capitaines, pour donner ordre à la sûreté des places les plus exposées.

Cette contestation des deux rois, qu'on prévoyoit devoir aboutir à une guerre ouverte, enhardit Jean comte de Hai-

* Les registres de la cour des monnoies ne remontent pas au-delà de cette année 1293, qui fut la huitième du règne de Philippe le Bel.

1292.

Nangius

1282. *

Lettre de Philippe le Bel à Edouard en forme de manifeste, rapportée dans les registres du parlement intitulés Olim.

Lettre de Jean d'Arrablai au roi dans le même registre, au: 1293.

1293.

Nangius.

naut à se révolter contre Philippe, qui fut obligé d'envoyer Charles de Valois son frere avec une armée, pour le châtier: mais le prince ne fut pas plutôt arrivé à S. Quentin, où étoit le rendez-vous de ses troupes, que le comte de Hainaut demanda quartier. Il vint ensuite se jeter aux piés du roi sans armes, s'abandonnant à sa miséricorde, & obtint son pardon. Il y eut aussi en ce même temps-là une grande sédition à Rouen, où le menu peuple se souleva contre les officiers de l'Echiquier, c'est-à-dire, de la justice du roi, à l'occasion de quelques impôts qu'on appelloit dès-lors du nom de *Maltofte* (a). Le désordre fut grand: la maison du maître de la douanne fut enfoncée, ses coffres forcés, les officiers de l'Echiquier assiégés dans le château par la populace. Mais la prudence du maire de la ville, & des plus riches bourgeois apaisa le tumulte, & la justice ensuite faisant son devoir, les plus séditieux expierent le crime de leur révolte par la potence, & d'autres par une longue prison.

1294.
Wallingam.

* 1294
1295
1296
1297
1298
1299
1300
1301
1302
1303
1304
1305
1306
1307
1308
1309
1310
1311
1312
1313
1314
1315
1316
1317
1318
1319
1320
1321
1322
1323
1324
1325
1326
1327
1328
1329
1330
1331
1332
1333
1334
1335
1336
1337
1338
1339
1340
1341
1342
1343
1344
1345
1346
1347
1348
1349
1350
1351
1352
1353
1354
1355
1356
1357
1358
1359
1360
1361
1362
1363
1364
1365
1366
1367
1368
1369
1370
1371
1372
1373
1374
1375
1376
1377
1378
1379
1380
1381
1382
1383
1384
1385
1386
1387
1388
1389
1390
1391
1392
1393
1394
1395
1396
1397
1398
1399
1400
1401
1402
1403
1404
1405
1406
1407
1408
1409
1410
1411
1412
1413
1414
1415
1416
1417
1418
1419
1420
1421
1422
1423
1424
1425
1426
1427
1428
1429
1430
1431
1432
1433
1434
1435
1436
1437
1438
1439
1440
1441
1442
1443
1444
1445
1446
1447
1448
1449
1450
1451
1452
1453
1454
1455
1456
1457
1458
1459
1460
1461
1462
1463
1464
1465
1466
1467
1468
1469
1470
1471
1472
1473
1474
1475
1476
1477
1478
1479
1480
1481
1482
1483
1484
1485
1486
1487
1488
1489
1490
1491
1492
1493
1494
1495
1496
1497
1498
1499
1500

1295.
Secours dont le
roi se fortifie.

Ces mouvemens n'eurent point d'autres suites. Les deux rois cependant se préparoient à la guerre, & chacun songeoit à grossir son parti, en se faisant des alliés. Le roi d'Angleterre envoya en Allemagne l'évêque de Durham, qui gagna à force d'argent Adolfe de Nassau roi des Romains, parvenu depuis quelque temps à cette couronne par la mort de Rodolfe d'Harbourg. Henri comte de Bar, Jean II duc de Brabant, Jean II duc de Bretagne, tous trois gendres du roi d'Angleterre, & Amedée comte de Savoye, entreurent dans la ligue. Gui comte de Flandre y fut aussi engagé, par la promesse que lui fit Edouard de faire épouser son fils aîné, & l'héritier de sa couronne, à sa fille nommée Philippe.

D'autre part le roi de France fit sonder Jean de Bailleul roi d'Ecosse, qu'il trouva assez disposé à l'écouter, par l'espérance de se délivrer, à la faveur de cette guerre, du vasselage où il s'étoit engagé envers le roi d'Angleterre, pour parvenir à la couronne d'Ecosse. Le roi traita aussi avec Er-

(a) *Malum Tolant*, quia male tollebant, c'est-à-dire, qu'on prétendoit qu'on la levait injustement.

ric roi de Norvege, qui étoit un des prétendans à la couronne d'Ecosse, & à qui Edouard avoit préféré Jean de Bailleul. Erric s'engagea par ce traité à fournir au roi deux cents galées; (c'étoient les plus grands vaisseaux de guerre de ce temps-là, & elles alloient à la voile & à la rame) cent autres navires équipés d'armes & de vivres, & cinquante mille soldats, & cela pendant quatre mois chaque année, tant que la guerre dureroit. Le roi de son côté lui promit de lui payer trente mille marcs en divers termes: mais on ne voit pas dans l'histoire que ce traité ait été exécuté. Philippe s'attacha encore Albert duc d'Autriche, fils de Rodolphe, dernier roi des Romains, qui par cette raison voyoit avec beaucoup de chagrin Adolfe de Nassau, monté à une place où il avoit tant de sujet d'aspirer, & d'où il le renversa en effet quelque temps après. Le roi gagna aussi Humbert Dauphin de Vienne, pour l'opposer au comte de Savoye, partisan d'Edouard; Hugues de Longwy, Jacques de Châtillon seigneur de Leuse & de Condé, & Florent comte de Hollande, à condition de grosses pensions qu'il leur assura. Il fit encore, mais ce ne fut qu'après la guerre commencée, une ligue qui paroîtroit aujourd'hui fort extraordinaire. Ce fut non pas avec le roi de Castille, mais avec quelques villes de Castille, & avec les communes de Fontarabie & de S. Sebastien.

Nonobstant toutes ces dispositions à une guerre prochaine, on ne cessoit point de négocier, comme si de part & d'autre on eût voulu sincèrement la paix. Le pape Boniface VIII envoya aux deux cours pour en traiter, les cardinaux d'Albano & de Palestrine: mais ils ne purent rien obtenir. Le prince Edmond, frere du roi d'Angleterre, repassa la mer, & revint à la cour de Philippe, y étant sollicité par la reine de France, & par Marie reine-mere du roi pour concerter avec elles les moyens de pacifier les choses. Selon l'histoire d'Angleterre, il se fit un concordat, par lequel, pour satisfaire le roi de France, lui marquer la déférence que le roi d'Angleterre avoit pour lui, & réparer la conduite peu respectueuse, dont on prétendoit que les commandans de Guienne avoient usé à son égard en quelques

1295.

M. Baluze dans son histoire d'Auvergne assure que ce traité est dans le trésor des chartes.

Inventaire des chartes, tome 4. Dauphiné I, n. 5. Leibnitz codice diplomat. p. 14. Du Tillet, recueil des traités.

Négociations pour terminer ce différend.

Bulle du pape au deuxième volume des MSS. de Brienne.

Walsingham in Eduardo.

1295.

occasions, on étoit convenu qu'on lui mettroit entre les mains six forteresses du domaine d'Angleterre, savoir Xaintes, Talmond, Tourn, Pommerel, Penne & Montfaucon; qu'à l'égard de toutes les autres villes & forteresses, excepté Bayonne, Bourdeaux & la Reole, le roi de France nommeroit des officiers de guerre, pour s'en saisir en son nom; qu'on lui donneroit tels ôtages qu'il souhaiteroit, ~~et que désormais~~ que désormais les officiers Anglois qui commanderoient en Guienne, garderoient le respect dû à la majesté royale; que moyennant toutes ces conditions le roi révoqueroit la citation publique qu'il avoit faite au roi d'Angleterre, pour l'obliger à comparoître à la cour des pairs de France: & comme tout ce qu'on accôrdoit au roi par ce traité n'étoient que de pures cérémonies, & afin qu'il pût dire qu'on lui avoit fait satisfaction, il fut arrêté, qu'à la priere de la reine & de la reine-mere, il remettroit aussitôt après au roi d'Angleterre, toutes les places dont il a été fait mention, qu'il retireroit ses officiers des autres, & rendroit les ôtages. Ensuite le roi d'Angleterre devoit, avec un sauf-conduit du roi de France, se rendre au plutôt à Amiens, pour s'aboucher avec lui, & rétablir entr'eux une parfaite intelligence.

Ce concordat ayant été mis par écrit, les deux reines en donnerent une copie signée de leur main au prince Edmond; & ce prince en laissa pareillement une signée aussi de sa main, après qu'elles l'eurent assuré que tous les articles en seroient exactement observés. Le roi d'Angleterre le ratifia, & envoya au prince Edmond des lettres patentes, pour les signifier à tous ses officiers & commandans de places en Guienne, leur ordonnant d'obéir en tout aux ordres du roi de France son seigneur.

Le prince Edmond ayant reçu ces lettres patentes, crut qu'il étoit de la prudence de ne les pas signifier à ceux à qui elles s'adressoient, sans être assuré de la propre bouche du roi de France, qu'il observeroit le traité signé par les deux reines. Le roi le lui promit en présence de la reine sa femme, de Blanche reine de Navarre mere de la reine, du duc de Bourgogne, de Hugues de Were fils du comte d'Oxford, & de Jean de Laci.

Aussi-tôt Edmond dépêcha le seigneur de Laci aux officiers & commandans des places, afin de leur intimer les ordres du roi son frere, contenus dans les lettres patentes, & fit accompagner, par un de ses gentilshommes nommé Geoffroi de Langlée, celui qu'on avoit chargé de porter au connétable de Nesle, l'ordre du roi de France pour contre-mander l'armée, qui étoit déjà en marche vers la Guienne. Toutes choses paroissant ainsi pacifiées, Jean de S. Jean qui commandoit en Guienne, pour le roi d'Angleterre, fit vendre toutes les munitions de guerre qu'il avoit amassées, & prit son chemin par Paris, à dessein de repasser la mer. Mais on fut fort surpris en Angleterre, lorsqu'on vit que le roi de France refusoit le sauf-conduit qu'il avoit promis à Edouard, pour venir à Amiens; qu'il ne parloit plus de révoquer la citation qu'il lui avoit faite; que le connétable, sur un nouvel ordre, marchoit en Guienne avec son armée; que l'on conduisoit à Paris, non-seulement les ôtages, mais plusieurs des officiers du roi d'Angleterre, qu'on avoit arrêtés dans les villes, qui s'étoient toutes rendues d'elles-mêmes; & que lorsque le prince Edmond se fut adressé aux reines, pour demander l'exécution du concordat, le roi lui avoit fait dire, pour toute réponse, qu'on l'avoit signé sans sa participation (a).

1295.

(a) On voit au deuxieme tome des actes de Rymer, pages 610 & suiv. un mémoire où le prince Edmond rend compte lui-même de toute la suite de cette affaire. Le mémoire porte que lorsque le prince Edmond vint redemander la restitution de la Guienne, en vertu de l'accord secret qui avoit été fait avec le roi de France, par l'entremise des deux reines, on lui répondit que sa demande seroit examinée dans le conseil; qu'ensuite Philippe lui fit dire qu'il lui répondroit un peu durement en présence du conseil, mais qu'il ne devoit pas s'en alarmer, parce qu'il ne vouloit pas que quelques-uns de ses conseillers, à qui l'on avoit jugé à propos de cacher l'accord secret, fussent si-tôt instruits des conditions de cet accord; que le prince Edmond s'étant ensuite présenté au roi & au conseil pour demander la restitution de la Guienne, le roi lui répondit fort sechement qu'il ne la rendroit point; qu'Edmond ne fut point alarmé de cette réponse, croyant qu'on ne la faisoit que pour cacher encore à quelques-uns des conseillers les conditions de l'accord; qu'il prit donc le parti d'attendre patiemment l'effet des promesses du roi, & qu'il fut fort surpris lorsque les évêques d'Orléans & de Tournay vinrent lui dire de la part du roi qu'il étoit inutile qu'il attendit plus long-temps, parce que le roi ne vouloit plus être importuné de cette affaire; que quelques jours après le roi se rendit au parlement, pour citer le roi d'Angleterre, & que l'on congédia brusquement Hugues de Were, & Jean de Laci, sans vouloir seulement leur donner un jour de délai, qu'ils demandoient avec instance,

1295.

*Elles n'ont point
d'effet, & l'on se
prépare à la guerre.*

Le prince Edmond, après cette réponse, passa promptement en Angleterre, & donna avis de tout au roi son frere, qui assembla aussitôt son parlement, où assista le roi d'Écosse. Tous les membres, d'une commune voix, conclurent à la guerre, & à ne rien épargner pour remettre le roi d'Angleterre en possession de la Guienne. Edouard fit passer en France Hugues de Manchester religieux de S. Dominique, & François de Ginesborn de S. François, pour déclarer au roi de France, que puisqu'il en usoit ainsi envers lui, il faisoit bien voir, qu'il ne vouloit plus le regarder désormais comme son homme & comme son vassal, & que lui pareillement ne le reconnoissoit plus pour son souverain, & se tenoit pour toujours quitte de tout hommage.

Il est difficile de ne pas ajouter foi à une relation si circonstanciée, quoiqu'elle vienne d'un parti intéressé. Si nous avons les manifestes de Philippe le Bel, nous y trouverions peut-être de quoi le défendre. Il est fort vraisemblable, que durant les négociations il y eut de la part des Anglois de nouvelles forfaitures semblables à celles qui avoient donné lieu aux premiers différends, & que ce fut ce qui déterminâ le roi à ne pas s'en tenir au traité fait avec Edmond. Un historien François contemporain prétend que cette espece d'abandon de la Guienne, d'où Edouard avoit retiré ses troupes, & où il avoit laissé entrer les officiers du roi, fut un effet de la politique de ce prince, qui se promettoit de reprendre ce pays avec le secours de ses alliés, & prétendoit que l'ayant reconquis par la force des armes, il ne le tiendrait plus du roi de France en qualité de vassal, mais par le droit de la guerre, & en parfaite souveraineté.

Nangius.

*Préparatifs des
Anglois.
Wallingham.*

Jamais la nation Angloise ne se porta avec plus d'ardeur à entreprendre aucune guerre que celle-là. Malgré la cherté, qui fut extrême cette année-là en Angleterre, le clergé accorda au roi la moitié de son revenu; les bourgeois la sixieme partie du leur, & le reste des habitans du pays la

pour conférer avec le prince Edmond, sur ce qu'ils avoient à faire.

On voit dans le même recueil la copie de plusieurs pieces originales, dans les-

quelles le roi d'Angleterre se plaint amèrement d'avoir été joué & dupé par le roi de France.

dixieme

dixieme de leurs biens. Edouard leva une grosse armée, dont il donna le commandement à Jean de Bretagne comte de Richemont son neveu, avec ordre de prendre conseil de Jean de S. Jean, & de Robert de Tÿpetot, capitaine d'une grande expérience. Il équipa une nombreuse flotte, qu'il partagea en trois sous le commandement de trois amiraux, & se disposa avec ces grandes forces, à aller attaquer la France.

1295.

Adolfe de Nassau roi des Romains, qui avoit pris hautement le parti d'Edouard, avoit déjà envoyé déclarer la guerre au roi de France, sous prétexte que ce prince, & ses prédécesseurs avoient usurpé plusieurs terres de l'Empire, & en particulier l'hommage du comté de Bourgogne, qu'il prétendoit que les comtes devoient aux empereurs. Dès l'an 1294, Othon comte Palatin de Bourgogne s'étoit fait vassal de la couronne de France à laquelle ce pays avoit incontestablement appartenu jusques vers la fin de la seconde race, qu'il en fut démembré, comme divers autres pays, par l'usurpation du comte Boson, qui forma le royaume d'Arles. Depuis, ce comté avoit été uni à l'Empire, ainsi que j'ai dit ailleurs; & durant les brouilleries des papes & des empereurs, il étoit devenu comme indépendant. Enfin le comte Othon, voyant la bonne intelligence rétablie entre l'Eglise & l'Empire, jugea bien qu'il lui faudroit retourner sous la domination de l'empereur: mais il avoit mieux aimé réunir son comté à la couronne de France dont il avoit été membre pendant plusieurs siècles, que de se soumettre de nouveau à l'empereur. Quand cette réunion se fit, Adolfe s'y opposa, & le roi s'offrit à mettre l'affaire en arbitrage: mais Adolfe jugea plus à propos d'en faire un sujet de querelle, & un prétexte de déclarer la guerre à la France en faveur du roi d'Angleterre. On ne peut pas traiter un prince en pareille occasion avec plus de mépris, que Philippe traita Adolfe. Il ne daigna pas seulement donner audience à ses ambassadeurs, pour entendre leurs plaintes sur ces prétendus griefs. Il lui envoya seulement, selon quelques-uns, un papier cacheté, en maniere de lettre, où il n'y avoit rien d'écrit; & selon d'autres, il n'y avoit mis que ces deux mots

Nangius.
L. 2. Epist. Bonif. epist. 98.

Inventaire du
thréfor des chartes, tom. 4.

Responsio Philip. ad Bonifac.

1295.

latins, *nimis Germane*, qui signifioient en françois, *c'est trop pour vous, Allemand, que d'oser entreprendre de m'attaquer.*

Philippe en uſoit de la ſorte, ſachant bien qu'Adolſe avoit trop d'affaires avec les princes d'Allemagne, pour pouvoir porter ſes armes ailleurs. En effet jamais menaces ne furent plus vaines que les ſiennes. Il ne fit pas la moindre diverſion; & l'argent qu'Edouard lui avoit donné, pour l'engager dans ſes intérêts, fut très-inutilement employé.

*Ils font deſcente
en l'ifle de Ré.
Wallingham.
Nangius.*

La guerre comença enfin. La flotte d'Angleterre, très-nombreuſe & chargée d'une armée entiere, vint faire deſcente en l'ifle de Ré, où les Anglois mirent le feu à tous les bourgs & à tous les villages. Delà ils entrèrent par la Garonne, ſe faiſirent de Blaye & de Bourg, où ils avoient intelligence, ſe préſenterent devant Bourdeaux, qu'ils n'oſerent attaquer, parce que le connétable de Neſle y étoit, pour la défendre en perſonne. Ils paſſerent outre, & monterent juſqu'à la Réole, qui leur fut auſſi rendue, & ce fut là qu'ils mirent leurs chevaux à terre. Le connétable, qui n'avoit point de flotte, & dont les troupes étoient diſperſées dans toutes les places de Guienne, par la défiance qu'on avoit des gens du pays, & dont on avoit apparemment fait des détachemens, pour garder les côtes de Normandie, étoit obligé, malgré qu'il en eût, d'être ſpectateur oisif de ces pertes. Ce ne furent ni les dernières, ni les plus importantes.

Il falloit aux Anglois un port ſur la mer, ſans quoi il leur eût été difficile de garder leurs conquêtes. Ils laiſſerent de fortes garniſons dans les poſtes qu'ils avoient pris, avec tout ce qui étoit néceſſaire pour leur déſenſe. Ils reprirent le chemin de la mer, firent voile du côté du midi, & parurent bientôt devant Bayonne.

1296.
*Ils aſſiegent
Bayonne.
Wallingham.*

Le général de S. Jean aſſiégea la ville, & la força le premier jour de Janvier au premier aſſaut, par la trahiſon de quelques-uns des habitans. La garniſon Françoisé ſe retira dans le château, qui fut pris après huit jours de ſiége. Le ſeigneur d'Aspremont, qui y commandoit, ne put obtenir d'autre capitulation, que de ſe rendre priſonnier de guerre avec toute ſa garniſon.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 35

Après la prise de cette place, les Anglois s'étendirent en soumettant plusieurs autres postes aux environs : & leurs troupes grossirent de plus de quatre mille hommes des milices des pays voisins, que la crainte des François ne retenoit plus. Tout ce que pouvoit faire le connétable pendant ce temps-là, étoit de maintenir Bourdeaux dans l'obéissance, & de conserver les postes les plus importans, en attendant l'armée, qui s'avançoit sous la conduite de Charles comte de Valois, frere du roi. Elle arriva enfin, & commença par l'attaque de la Réole, qui étant placée sur la riviere au-dessus de Bourdeaux, serroit cette capitale de ce côté-là, en même-temps que Blaye l'incommodoit fort de l'autre, en lui empêchant la communication avec la mer.

Dès que le connétable fût la Réole assiégée, il sortit de Bourdeaux avec un bon nombre de troupes, pour venir joindre le prince. Il assiégea en chemin Podensai. Cette place étoit défendue par une garnison d'Anglois & de Gascons. Comme les Anglois virent que la place ne pourroit pas durer encore long-temps, ils capitulerent secretement avec le connétable, pour la lui rendre, sans s'embarrasser de ce qui pourroit arriver aux Gascons. Le connétable y entra après huit jours de siège, & ayant permis aux Anglois de se retirer, il fit arrêter les Gascons, dont il en choisit soixante, qu'il envoya au comte de Valois. Ce prince, pour punir les trahisons que ceux de cette nation avoient faites aux François au commencement de la guerre, les fit tous pendre le jeudi d'après Pâques, à la vûe de la Réole.

Ce spectacle épouvanta les Anglois qui défendoient cette place ; & dès la nuit Robert de Typetot, & le comte de Richemont, qui s'y étoient enfermés, se mirent sur leurs vaisseaux avec les soldats Anglois, & s'enfuirent par la riviere : mais les Gascons de la garnison, & les habitans de la ville, irrités de cette seconde trahison des Anglois, fortirent sur eux, & en tuerent plusieurs qui n'avoient pû assez-tôt gagner les vaisseaux. Cette fuite ayant mis le désordre & la division dans la ville, & le comte de Valois l'ayant sù, y fit donner l'assaut & l'emporta. On fit main-basse d'abord sur tout ce qui se présenta au soldat victorieux, & le château

1296.

Progrès qu'ils font en France.

Avantages remportés sur eux par les François.
Nangius.

Nangius.
Walsingham.

1296.

fut pris sans résistance. On y fit prisonniers dix-huit chevaliers, trente-trois gentilshommes, qui n'avoient encore que la qualité d'écuyer, & on les envoya tous à Paris.

Les Anglois de leur côté attaquèrent S. Severe à sept ou huit lieues de Bayonne, & le prirent le même jour que la Réole fut emportée, ce qui les consola de cette perte. Saint Severe étoit une place importante, où les Anglois firent de nouvelles fortifications, & y mirent, pour la défendre en cas de siège, Hugues de Were, fils du comte d'Oxford.

Le comte de Valois prit sur le champ la résolution de la reprendre, & après avoir fait raser le château de la Réole, y marcha & l'assiégea. Elle fut défendue vigoureusement durant trois mois. Il y périt beaucoup de soldats François par les maladies & par la disette : mais les assiégés commençoient à ne pas moins souffrir faute de vivres. Ils demandèrent à capituler. Ils proposèrent une suspension d'armes pour quinze jours, demandèrent permission d'envoyer à Bayonne avertir les généraux Anglois de leur extrémité, & promirent que si au bout de ce terme il ne paroissoit point de secours, ils se rendroient la vie sauve, & se retireroient avec leurs armes & leurs bagages. On leur accorda ce qu'ils demandoient, & le secours n'ayant point paru, ils se rendirent. Après cette conquête, le comte de Valois retourna en France, & pendant son absence, cette place qui lui avoit tant coûté, fut reprise par les Anglois.

*Ils portèrent la
guerre en Angle-
terre.
Id.*

Tandis que tout cela se passoit en Gascogne, le roi porta la guerre en Angleterre avec une flotte considérable sous la conduite de Matthieu de Montmorenci & de Jean d'Harcourt. Ils firent descente auprès de Douvre, prirent la ville, & en brûlerent une grande partie : mais ils n'osèrent attaquer le château. Ce fut là où se borna leur expédition. D'autre part une partie de la flotte d'Angleterre vint à Cherbourg, pillà la ville & l'abbaye, & ne s'y arrêta pas.

S'il avoit été possible à l'armée de France de se saisir de quelque port d'Angleterre, Edouard auroit été obligé d'abandonner absolument la Guienne, tant il se vit alors d'affaires fâcheuses sur les bras. Car dès l'année précédente les

peuples du pays de Galles s'étant révoltés de toutes parts dans l'espérance de recouvrer leur liberté, pendant que les forces du roi d'Angleterre seroient occupées au-delà de la mer, avoient fait de grands efforts. Ils s'étoient saisis de divers postes importans, & avoient taillé en pieces une armée que le roi d'Angleterre avoit envoyée contre eux sous la conduite d'Edmond son frere comte de Lancastre, & de Henri comte de Lincolne. Ces troupes, qui furent défaites, étoient prêtes à partir pour la Guienne, lorsqu'on les fit marcher au pays de Galles; & ce fut une diversion très-avantageuse pour la France. Le roi d'Angleterre alla ensuite lui-même contre les Gallois, vers le temps que la flotte François aborda à Douvre. Il prit de si bonnes mesures, qu'il réduisit entierement ces peuples; & pour leur ôter toute envie de remuer désormais, il fit abbattre une grande partie de leurs forêts, où ils avoient coutume de se retrancher, fit faire des forteresses en divers endroits, où il laissa de fortes garnisons, & amena avec lui à Londres leur chef principal nommé Madoc, qui restoit de la famille de Leolin leur dernier prince. Depuis ce temps-là en effet les Gallois, auparavant si redoutables aux rois d'Angleterre, furent parfaitement soumis: mais ce n'étoit pas là l'unique embarras d'Edouard.

1296.

Jean de Bailleul roi d'Ecosse avoit traité secretement avec le roi de France, par l'entremise des évêques de saint André & de Dunkelden, & de deux chevaliers, l'un nommé Jean de Soules, & l'autre Enguerrand d'Umferville. Par le traité, le roi d'Ecosse s'engageoit à déclarer la guerre au roi d'Angleterre; & le roi de France devoit lui donner en mariage Jeanne sa niece, fille du comte de Valois. Si-tôt que le roi d'Ecosse fut assuré de la conclusion du traité, il s'évada secretement de Londres, où il étoit alors, & gagna l'Ecosse.

Wallingham.

Le roi d'Angleterre en fut fort surpris, & voyant bien où cela tendoit, envoya aussi-tôt vers ce prince, pour demander du secours contre la France, non pas dans l'espérance de l'obtenir, mais pour le faire expliquer. Après diverses réponses générales, & les délais ordinaires en pareilles oc-

1296.

casions, Edouard lui fit dire, que dans le doute bien fondé où il étoit de sa fidélité, il lui demandoit, comme à son vassal, de lui livrer trois places, pour les garder durant la guerre qu'il avoit avec la France. Ces places étoient Berwic, Edimbourg & Bokesbourg, promettant de les lui rendre, s'il lui étoit fidele, dès que la paix seroit faite. Le roi d'Ecosse déclara qu'il n'en feroit rien. Edouard sur ce refus se disposa à attaquer l'Ecosse, & le fit l'année suivante.

Dans les registres *Olim.*

Comme le roi avoit besoin dans cette guerre de toutes les forces de son état, il fit une ordonnance dans son parlement de la Toussaints, par laquelle il défendit les guerres particulières dans toute la France, & suspendit celles qui étoient commencées. Il commanda à tous les seigneurs, qui étoient en guerre, de faire des treves, & de se donner réciproquement des *Affuremens*, c'est le terme dont on se servoit, pour signifier l'acte, par lequel on promettoit de ne se point attaquer les uns les autres durant la treve. Il défendit les gages de bataille que l'offensé envoyoit pour le duel en certains cas, où il étoit alors permis par la coutume, & voulut que chacun poursuivît son droit en justice durant la guerre. Il défendit aussi les joutes, les tournois, & les autres divertissemens militaires dont la noblesse s'occupoit; & par la même ordonnance le droit étoit ôté aux créanciers, de saisir pour dettes les chevaux de bataille & les armes. En vertu de ces reglemens plusieurs gentilshommes, qui ne seroient pas venus au service sans cela, se rendirent à l'armée.

Vains efforts du pape pour la terminer.

Cependant, d'autant que cette guerre commençoit à mettre la division dans la plus grande partie de l'Europe, & que les papes faisoient encore des projets de croisade, pour le recouvrement de la Terre-sainte, Boniface VIII fit tous ses efforts, pour rétablir la paix entre la France & l'Angleterre. Ce pape venoit de monter sur le throne de S. Pierre, ayant été élu après la cession volontaire que S. Celestin avoit faite du pontificat. Exemple, qui n'avoit jamais été vû, & que personne n'a suivi depuis. Il écrivit fortement aux deux rois, & au roi des Romains, pour les engager à faire la paix. Il envoya en France & en Angleterre, pour y travailler, le cardinal Simon, évêque de Palestrine, & le

Epist. Bonif. apud Rainald.
Nangius.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 39

cardinal Bernard, évêque d'Albano : mais les esprits se trouverent trop aigris, & il ne put y réussir.

1296.

Le comte de Lancastre passa en Guienne avec une nouvelle armée, y prit quelques petites places, s'avança jusqu'àuprès de Bourdeaux, où ayant été attaqué par les François, il les repoussa jusques aux murailles de la ville, & leur tua un assez grand nombre de soldats : mais étant retourné à Bayonne, il y mourut de maladie. Ses lieutenans, après sa mort, assiègerent Dax, qu'ils ne purent prendre.

1297.*
Walsingham.

Sur ces entrefaites, Robert comte d'Artois arriva en Guienne avec d'assez grandes forces, reprit ce que les Anglois avoient pris, leur défit un corps de cinq ou six mille hommes, & ne put prendre Bourg, qu'il avoit fait assiéger par le seigneur de Sulli. Les avantages furent moins balancés du côté de Flandre, où le roi porta la guerre en personne, & la fit avec beaucoup de bonheur.

J'ai dit auparavant, que Gui, comte de Flandre, avoit traité avec le roi d'Angleterre, pour marier sa fille à Edouard prince de Galles, & héritier présomptif de la couronne d'Angleterre. Quoique ce traité eût été tenu très-secret, le roi en avoit été informé, & s'en étoit déjà vengé sur le comte de Flandre, en recevant une requête des Flamans en forme de plainte, touchant le rétablissement de leurs coutumes & privilèges, auxquels le comte n'avoit point d'égard en certains points, d'autant que les actes qui les contenoient, avoient été brulés dans l'incendie du Beffroi de Gand. Le roi, comme souverain du comte de Flandre, donna un arrêt par lequel il le condamnoit à rétablir ces coutumes & ces privilèges, & l'obligea à l'exécution : mais outre cela le roi trouva moyen d'empêcher le mariage dont il s'agissoit, en attirant adroitement, sous je ne sai quel prétexte, le comte de Flandre à Corbeil. Ce comte, qui croyoit sans doute que le roi ne savoit rien de son traité avec Edouard, donna dans le piège, & fut arrêté prisonnier comme violateur des devoirs attachés à sa qualité

Le roi porte la guerre en Flandre.

Dans le registre Olim.

Meyerus.

* Cette année la Bretagne fut érigée en duché pairie; c'est le premier exemple qu'on ait de ces sortes d'érections.

1297.

de vassal de la couronne pour son comté de Flandre ; un desquels étoit de ne traiter d'aucune alliance de mariage , pour ses enfans , sans l'agrément de son souverain. Il fut mis dans la tour du Louvre avec la comtesse sa femme.

Meyerus.

Ce fut une nécessité au comte de Flandre de dissimuler son chagrin , & de capituler avec le roi , afin d'obtenir sa liberté : elle lui fut accordée à la prière du pape , à condition de donner sa fille en ôtage , de ne faire aucune alliance avec le roi d'Angleterre , & d'observer exactement le traité fait du temps de saint Louis entre ce prince & Ferdinand comte de Flandre : traité qui étoit , en plusieurs articles , fort incommode aux successeurs de Ferdinand. Il fallut en passer par là , & commencer par faire venir sa fille , que le roi fit élever depuis avec beaucoup de soin auprès de la reine. Comme c'étoit par la médiation du pape , que l'affaire avoit été conclue , le roi exigea une condition qu'on lui accorda ; savoir , que si le comte de Flandre n'observoit pas ce traité , la Flandre seroit mise en interdit par l'archevêque de Reims , & par l'évêque de Senlis comme députés du pape à cet égard.

Thréfor des chartes. Coffre de Flandre 1.

Divarus.

Meyerus

Le comte ne fut pas plutôt retourné dans ses états , que comptant pour rien sa parole , qu'il n'avoit donnée que par force , il pensa moins à la garder , qu'à se venger de l'affront qu'il avoit reçu. Il traita de nouveau avec le roi d'Angleterre , & s'obligea à déclarer la guerre au roi de France , à condition d'une somme de trois cents mille livres , qu'Edouard lui fourniroit pour en soutenir la dépense. Il envoya aussi-tôt demander sa fille au roi de France , qui n'avoit garde de la lui rendre. Sur le refus , il lui fit déclarer , qu'il ne le reconnoissoit plus pour son souverain , & que lui n'étoit plus son vassal. Après avoir signé à Geradmond un autre traité de ligue avec le roi d'Angleterre , Jean duc de Brabant , & Henri comte de Bar , il poussa l'audace jusqu'à envoyer les abbés de Floref & de Gemblours déclarer la guerre au roi en son nom , aussi bien qu'à Jean comte de Hainaut , qui s'étant réconcilié sincèrement avec le roi un peu auparavant , parut en cette occasion un des plus zelés pour son service.

Une

Une des premieres choses que fit le roi, fut d'envoyer l'archevêque de Reims, & l'évêque de Senlis à Terouane, d'où ils jetterent l'interdit sur le comté de Flandre, conformément au traité de Paris : mais Robert fils aîné du comte en appella au pape ; & l'appel parut suffisant aux Flamans pour assurer leur conscience, d'autant plus que le pape reçut cet appel, & qu'en conséquence il fit dire au roi, par l'évêque de Meaux, qu'il falloit que l'affaire fût examinée au tribunal du saint siège, auquel le comte de Flandre avoit eu recours.

1297.

Historia diffidii
inter Bonif. &
Philipp.

Le roi indigné de cette conduite du pape, & trouvant fort mauvais que l'évêque se fût chargé d'une telle commission, lui ordonna de mander au pape, que ce n'étoit pas à lui à se mêler des affaires de son royaume ; qu'il y avoit sa cour des pairs destinée pour juger de ces sortes de différends, & qu'il ne reconnoissoit en cette matiere que Dieu pour supérieur, auquel il fût obligé de rendre compte de la conduite qu'il y tenoit.

La chose n'eut point d'autre suite à cet égard : mais le roi pour aller châtier le comte rébelle, & l'empêcher de le prevenir, se hâta d'assembler son armée à Compiègne. Il y fit chevaliers, selon un usage alors assez ordinaire quand on prévoyoit une bataille, Louis comte d'Evreux son frere, & Louis fils aîné de Robert comte de Clermont, & conféra aussi cet honneur à six vingts gentilshommes. Il marcha en Flandre, où il commença par faire le dégât de tous côtés. Il y apprit qu'Adolfe, roi des Romains venoit d'Allemagne avec un assez grand corps de troupes au secours du comte de Flandre. Il reconnut alors, que la maxime des princes sages doit être de ne mépriser jamais les autres princes, même ceux dont on pense n'avoir rien à craindre : car certaines conjonctures rendent quelquefois redoutables ceux qu'on croit les plus incapables de nuire, & alors on porte la peine d'une inutile fierté, en se trouvant contraint de les rechercher après les avoir maltraités. J'ai parlé de la maniere haute & méprisante, dont le roi avoit traité ce prince au commencement de cette guerre : il en fallut rabattre, & c'est à quoi se détermina Philippe par le conseil du comte

Nangius.

Meyerus.

1297.

de Hainault. Il envoya au roi des Romains Jacques de Châtillon, qui lui donna de sa part une grosse somme d'argent : mais en même temps il en fournit autant à Albert d'Autriche , à condition qu'il occuperoit Adolfe en Allemagne. Ces deux moyens, ou l'un des deux lui réussirent : car ce prince ne passa pas Cologne , & laissa le comte de Flandre se démêler comme il pourroit de l'embarras où il s'étoit jetté : mais lui-même s'étant rendu odieux aux princes d'Allemagne , fut déposé , & Albert d'Autriche son concurrent, élu roi des Romains en sa place. Adolfe fut tué l'année d'après dans un combat auprès de Spire. Je reviens aux affaires de Flandre.

Siège de Lisle.

Nangius.

Le roi assiégea d'abord Lisle la veille de S. Jean-Baptiste. Robert , fils du comte de Flandre la defendit quelque temps à la tête de la garnison & des habitans : mais ceux-ci qui étoient les plus forts dans la ville , appréhendant d'être emportés d'assaut, capitulerent avec le roi , pour assurer leurs biens & leur vie ; de sorte que Robert fut obligé de se sauver secretement , & se retira à Bruges , où étoit le comte son pere , fort étonné de ces fâcheux commencemens.

Durant le siege de Lisle , le roi avoit fait un détachement sous la conduite du connétable de Nesle , de Gui comte de S. Paul , & de Gui de Nesle , maréchal de France , frere du connétable. Ce corps avoit marché le long de la Lis , & en avoit rencontré un des ennemis , qui fut défait à plate couture. On fit dans ce combat plusieurs prisonniers de distinction , que les généraux François envoyerent au roi.

Bataille près de Furnes.

Ces deux actions furent suivies d'une autre bien plus considerable. Robert comte d'Artois , qui commandoit l'armée Françoisé en Guienne , voyant la guerre encore plus vive en Flandre qu'en Gascogne , témoigna au roi qu'il commanderoit plus volontiers en ce pays-là , à cause du voisinage de son comté d'Artois. Le roi y consentit , & ce comte , qui fut un des plus grands capitaines de son temps , vint aussi-tôt se signaler en Flandre , comme il avoit fait autrefois en Espagne , & depuis en Italie , & tout ré-

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 43

cemment en Guienne. Le roi lui donna une partie considerable de son armée, avec laquelle il alla se camper sous S. Omer, après avoir pris Béthune : & puis ayant été joint par Philippe son fils, & par quantité de noblesse de son comté, il fit le ravage aux environs de Furnes. Le comte de Flandre, qui n'étoit pas loin de là, crut avoir bon marché de cette partie de l'armée François, & vint à la tête de seize mille hommes de pié & de cinq cents chevaux présenter la bataille au comte d'Artois, qui l'accepta, & le battit. On fit beaucoup de prisonniers, parmi lesquels se trouva Guillaume comte de Juliers, & plusieurs autres seigneurs. On les conduisit à Paris, l'étendard du comte d'Artois étant porté comme en triomphe devant eux, & delà on les dispersa en divers prisons du royaume.

Si nous en croyons l'historien de Flandre, ce fut plutôt une déroute qu'une défaite : & le nombre des morts ne fut pas grand. Selon lui, il y avoit une faction en Flandre, qui étoit pour le roi, & on appelloit ceux qui la composoient, les gens du lis, à cause des lis de l'écu de France. Les chefs principaux de cette faction étoient Jacques, évêque de Tournai, & Baudouin Reyfin, vicomte de Furnes : mais celui-ci ne se déclara que dans la bataille, en passant du côté des François, ce qui déconcerta le comte de Flandre. Philippe, fils unique du comte d'Artois, attaqua un pont, défendu par le comte de Juliers, & le força : mais il y fut blessé, & demeura prisonnier. Les François dans la déroute des Flamans, le délivrerent ; mais il mourut quelque temps après de ses blessures.

Le fruit de cette victoire fut d'abord la prise de Furnes, & de toutes les forteresses de la châtellenie de Cassel & de Douai. Ensuite le roi ayant appris que le roi d'Angleterre avoit passé en Flandre, & qu'il étoit à Bruges avec le comte, se mit en marche vers ce côté-là, après avoir donné ses ordres pour la défense de Lisle, & envoyé en Champagne Gautier de Creci, seigneur de Châtillon, contre le comte de Bar, qui y faisoit une diversion en faveur du comte de Flandre, & Châtillon l'en chassa. Le roi se présenta, en chemin faisant, devant Courtrai, qui se rendit : delà il

1297.

Chronic. anonyme MS. de sainte Genevieve.
Nangius.

Meyerus.

Suivie de la prise de cette ville par les François.

1297.

marcha droit à Bruges, où le roi d'Angleterre & le comte de Flandre n'osèrent l'attendre, & ils se retirèrent à Gand. Leur départ & l'arrivée du roi de France consterna tellement les habitans de Bruges, qu'ils ouvrirent leurs portes à l'armée de France. La flotte d'Angleterre étoit là tout proche au port de Damme. Le roi fit un détachement sous le comte de Valois & le connétable de Nesle pour l'aller brûler : mais les Anglois n'avoient pas plutôt eu avis de la reddition de Bruges, qu'ils s'étoient retirés en haute mer. Damme fut pris, & ensuite repris par les ennemis. Le roi poussant ses conquêtes, après avoir fait reposer quelques jours son armée, marchoit pour attaquer Gand, lorsqu'il reçut en chemin un envoyé du roi d'Angleterre, qui lui demanda une suspension d'armes de la part de ce prince.

*Treuve entre l. s.
deux rois.*

Comme la saison étoit fort avancée, que d'ailleurs le roi étoit fort sollicité par le pape & par le roi de Sicile, de s'accommoder avec le roi d'Angleterre, & qu'enfin il voyoit son ennemi suppliant, ce qui flattoit fort son génie fier & hautain, il répondit à l'envoyé, que malgré ses victoires & ses conquêtes, il ne seroit jamais éloigné de la paix, pourvu qu'il vit de la sincérité dans le procédé de ses ennemis, & la soumission qu'ils lui devoient comme à leur souverain. Il consentit à la suspension d'armes, & puis à une treve, où le comte de Flandre fut compris. Ce traité se fit par les soins de Charles, roi de Sicile, qui vint exprès en France pour ce sujet. La treve fut conclue à Fismes en Champagne le jour de S. Denys, pour quelques mois : & ensuite pour deux ans en l'abbaye de S. Martin de Tournai. Par ce traité, le roi demeura maître de Lille, de Courtrai, de Douai, de Bruges, & des autres places qui s'étoient rendues à lui. Pour ce qui est de la Guienne, chacun demeura en possession de ce qu'il tenoit actuellement : & tous les différends furent remis à l'arbitrage du pape.

*Nangius.
Du Tillet, re-
cueil des traités,
&c.
Meyerus, an.
1297 & 1298.*

1298.

Le roi d'Angleterre avoit de quoi se consoler du mauvais succès des affaires de Flandre, par le bonheur extraordinaire avec lequel il avoit terminé celles d'Ecosse. Car après la prise de Berwik, & plusieurs autres avantages remportés sur les Ecossois, il les obligea à se soumettre, & Jean de

Bailleul leur roi ayant été trahi & livré, fut transporté à la tour de Londres.

1298.

Prison du roi d'Ecosse.

Cette prison du roi d'Ecosse fut le sujet d'une grande dispute touchant un des articles de la treve entre la France & l'Angleterre. Cet article étoit celui, par lequel on convenoit de rendre les prisonniers de part & d'autre, à condition de donner des ôtages pour leur rançon, selon que le regleroient Simon de Melun, maréchal de France, & le seigneur Geoffroi de Gyenville, qui avoient été choisis comme les conservateurs de la treve, le premier de la part du roi de France, & le second de la part du roi d'Angleterre.

Les plénipotentiaires François, qui prévoyois bien que s'ils demandoient pour une des conditions de la treve, la liberté du roi d'Ecosse, Edouard n'y consentiroit jamais, n'avoient point voulu en faire de mention spéciale: mais ils avoient eu intention de le comprendre dans l'article qui regardoit en général les prisonniers, à quoi les députés d'Angleterre n'avoient point fait d'attention.

Ce fut donc en vertu de cet article, que Philippe envoya de sa part au roi d'Angleterre un religieux de S. Dominique, & un de S. François, pour en demander l'exécution à l'égard du roi d'Ecosse & de son fils, & de quelques autres seigneurs Ecois arrêtés avec eux. Le roi d'Angleterre, surpris de cette demande, à laquelle il ne s'étoit pas attendu, répondit seulement en général, qu'après avoir délibéré avec son conseil sur un point de cette importance, il feroit savoir sa résolution au roi de France.

Du Tillet, recueil des traités, &c. an. 1298. MS. de Brienne, vol. 28.

En effet, il lui envoya quelque temps après un ambassadeur, qui lui dit, que son maître étoit toujours dans la résolution d'accomplir exactement tous les articles de la treve: mais qu'il n'étoit fait dans le traité nulle mention de la liberté du roi d'Ecosse; que ce prince, avant & depuis la treve, s'étant reconnu pour son vassal, n'étoit point du nombre de ceux, qui dans le traité étoient compris sous le nom d'alliés du roi de France: que quand il auroit pu avoir cette qualité, qui ne lui convenoit pas, il avoit renoncé à l'alliance de France par un accord fait avec lui avant la treve de Fisme; que si on avoit eu intention de le com-

1298.

prendre dans la treve, on en auroit fait une mention spéciale, la coutume n'étant pas de comprendre des rois sous des termes généraux, d'autant plus qu'on avoit spécifié dans le traité quelques autres personnes d'une dignité bien inférieure à la royale.

Comme les deux rois vouloient sincèrement observer la treve, on continua de négocier sur ce sujet. Philippe envoya un nouvel ambassadeur au roi d'Angleterre, qui le trouva campé en Ecosse auprès d'Edimbourg. L'ambassadeur, sur les raisons que je viens de dire, & que le roi d'Angleterre lui répéta, répondit, que la qualité de vassal n'empêchoit point que le roi d'Ecosse ne fût compris sous le nom d'allié du roi de France, vû que dans le traité, le comte de Flandre & le comte de Bar, tous deux vassaux de la couronne y étoient compris comme alliés du roi d'Angleterre : que la renonciation à l'alliance de France faite par le roi d'Ecosse, n'étoit qu'une renonciation forcée, qu'il n'avoit faite que lorsqu'il étoit actuellement prisonnier ; qu'il n'étoit point du tout nécessaire qu'il y eût dans le traité une mention expresse du roi d'Ecosse, puisque ni le roi de Norvege, allié de la France, ni l'empereur Adolfe de Nassau, allié du roi d'Angleterre, n'étoient pas non plus marqués expressément, ni par leur nom, ni par leur qualité. Enfin, comme il étoit difficile de convenir sur un point si essentiel, les deux rois résolurent de s'en rapporter au jugement du pape, aussi bien que sur tout le reste, qui pouvoit avoir rapport au traité de paix, auquel on travailloit à Rome.

*Nouveau traité
entre les rois de
France & d'An-
gleterre.*

*Apud Rainald.
ad an. 1298. Leib-
nitz in Prodromo
codice diplomat.
p. 21.*

Le pape, après avoir eu diverses conférences avec les ambassadeurs de France & d'Angleterre, dressa le traité, le publia à Rome, & l'envoya aux deux rois par Raoul, évêque de Vicence. Les articles principaux furent : que la Guienne seroit rendue au roi d'Angleterre, & qu'il la tiendrait à foi & hommage de la couronne de France, comme auparavant. Que les places que les deux rois avoient prises l'un sur l'autre, seroient mises en sequestre entre les mains du pape jusqu'à l'exécution du traité. Que les navires, marchandises, & autres choses semblables, qui avoient été enlevées, & existeroient encore, seroient rendues de

part & d'autre : que pour ce qui auroit été consumé , il s'en feroit une compensation à l'amiable & sans procès ; qu'en cas qu'on ne pût pas convenir sur ce point particulier , le pape en décideroit , & qu'il en feroit de même de tous les autres points sur lesquels il naîtroit quelque difficulté : qu'enfin , pour rendre la paix plus stable , les deux maisons royales s'allieroient l'une à l'autre par un double mariage ; que Marguerite , sœur du roi de France épouserait le roi d'Angleterre , qui étoit veuf , & qu'elle auroit pour son douaire quinze mille livres tournois ; & qu'Edouard , fils du roi d'Angleterre , âgé alors de treize ans , épouserait Isabelle de France , fille de Philippe , qui n'en avoit que sept , & qu'elle auroit un douaire de dix-huit mille livres tournois. Le mariage de Marguerite avec Edouard avoit déjà été proposé quatre ans auparavant.

Ce traité fut apporté à Montreuil en Picardie , où les plénipotentiaires des deux rois se trouverent ; & ils le signèrent conformément à la sentence arbitrale du pape , le vendredi avant la S. Jean de l'an 1299 , & pour ce qui concernoit le roi d'Ecosse , il fut dit que ce prince feroit tiré de la tour de Londres , & mis entre les mains de l'évêque de Vicence , légat du pape.

Quoique ce traité fût un traité de paix ; néanmoins comme il y avoit beaucoup d'articles à discuter avant l'entière exécution , on fit comme une espèce de treve , pour empêcher que l'on ne procédât de part & d'autre par voie de fait. Pierre de la Chapelle , évêque de Toulouse , & depuis cardinal , fut chargé de la garde de quelques terres de Guienne , que les deux rois prétendoient avoir ; & on lui donna pour adjoints les ducs de Bourgogne & de Bretagne , & le comte de S. Pol. La treve fut encore prorogée l'année suivante : mais dans la suite le pape s'étant brouillé avec le roi de France , ce prince ne voulut point qu'il se mêlât davantage de cette affaire. Il le recusa pour le jugement des différends arrivés depuis le compromis , & en passa sa déclaration dans les formes l'an 1302.

Les deux rois , cette même année , prolongerent encore la treve par un traité fait à Afnières , où l'on agita l'affaire

1298.

Leibnitz in codice diplomat. p. 27.

1299.

Du Tillet , recueil des traités.

1300.

1301.

1302.

Ibid.

MSS. de Brienne , vol. 28.

1302.

d'Ecosse, & où Edouard protesta toujours qu'il ne reconnoissoit point Jean de Bailleul pour roi, ni pour allié du roi de France. On y convint que Philippe tiendrait en sa main jusqu'à la Toussaints de cette année 1302 toutes les terres occupées (a) ou conquises par les Anglois depuis la treve de Tournai, aussi bien que celles qui pourroient être encore prises par le roi d'Angleterre jusqu'à la ratification de la présente treve, & que le duc de Bourgogne en auroit la garde sous l'autorité du roi de France : le duc de Bourgogne ne voulut point s'en charger, & apparemment elle fut donnée à quelques seigneurs du pays.

Comme le roi d'Angleterre refusa de reconnoître le roi d'Ecosse pour allié de la France sur ce qu'il étoit son vassal, pareillement Philippe voulut, par la même raison, qu'il fût inféré dans le traité, que le comte de Flandre, le comte de Bar, & quelques seigneurs de Bourgogne, qui s'étoient ligués avec le roi d'Angleterre, n'auroient point le titre d'alliés de ce prince, quoiqu'on le leur eût donné dans le traité de treve conclue à Tournai. Le roi fit protester aussi contre le titre de duc de Guienne, que prenoit le roi d'Angleterre dans tous ces traités, parce que tous les articles de la paix n'étant point encore tous mis en exécution, & le roi d'Angleterre n'ayant point fait depuis la guerre son hommage pour la Guienne, il ne devoit pas être reconnu pour duc de Guienne.

1303.

Ibid.

Le roi d'Ecosse qui n'étoit pas encore sorti de prison, & les états d'Ecosse ratifierent ce traité d'Asnières. Enfin il fut entièrement consommé entre les rois de France & d'Angleterre à Paris le vingtième de Mai de l'année 1303, où il fut arrêté que les deux rois se trouveroient à la Notre-Dame de Septembre à Amiens, pour jurer la paix en présence l'un de l'autre, & que le roi d'Angleterre y feroit hommage-lige simplement & sans conditions à Philippe, pour le duché de Guienne, & comme pair de France. Mais en attendant, Henri de Laci fit l'hommage au roi au nom de son maître, dès que le traité fut signé : & de plus

(a) C'étoit apparemment pour tenir lieu de garantie, par rapport à l'exécution du traité de treve.

les deux rois firent entre eux une ligue défensive contre ceux qui attaqueroient l'un ou l'autre. Il fut expressément déclaré, que cette ligue n'étoit point contre l'église de Rome : mais il paroît par la suite, que les deux rois distinguèrent l'église de Rome d'avec le pape Boniface : car il étoit dit immédiatement après, que cette ligue étoit contre quiconque voudroit *despointer, empêcher, ou troubler lesdits rois en franchises, libertés, privileges, & coutumes de eux ou de leurs royaumes*. Or ces termes, dans tous les traités que ces princes firent ensemble, faisoient toujours allusion à la conduite du pape à leur égard. Il fut pareillement marqué, que la ligue n'étoit point contre Albert, roi d'Allemagne, ni contre Jean comte de Hainaut ; & ce fut le roi qui mit cette exception. Le roi d'Angleterre de son côté excepta aussi Jean duc de Brabant, qui avoit épousé sa fille.

Dans tous ces traités, il ne fut point fait mention de Jean de Bailleul, parce qu'on savoit que les Ecoissois étoient absolument déterminés à ne plus reconnoître ce prince pour leur roi, par le mépris qu'ils avoient pour sa personne. Ils reçurent en sa place Robert de Brus, un de ceux qui avoient déjà concouru avec lui pour cette couronne. Bailleul se retira en France, & fit encore depuis une tentative pour rentrer dans ses états, après la mort de Robert de Brus : mais ce fut en vain ; il mourut déthroné, & réduit à la condition d'homme privé.

Le comte de Flandre ne fut point non plus compris dans ce traité ; parce que les mecontentemens continuoient toujours entre lui & le roi de France, & que le roi d'Angleterre, qui ne vouloit pas perdre la Guienne, ne jugea pas à propos de sacrifier en faveur du comte un aussi grand intérêt que celui-là. Ainsi il cessa de se déclarer pour lui, au moins ouvertement, car il le secourut toujours sous main. Je reprendrai la suite de cette guerre, après en avoir raconté une autre, qui fut bien moins sanglante, mais qui ne laissa pas d'avoir de grandes suites.

Je parle du grand différend, qui s'éleva entre le pape & le roi, qui dura pendant tout le reste de ce pontificat. Les choses furent poussées jusqu'aux derniers excès. La querelle

1303.
Leibnitz in co-
dice diplomat. f.
43.

Différend entre
le pape & le roi.

1303.

finir pour le fonds , par la mort de Boniface ; mais sans qu'on pût appaiser , pendant plusieurs années , le ressentiment qu'on avoit en France contre ce pape. Cette affaire après tout , entre plusieurs effets très-funestes qu'elle produisit , parut en avoir eu un avantageux pour l'église & pour les princes : c'est que depuis ces troubles on fut plus réservé à remuer ces odieuses questions de l'autorité des papes sur le temporel des rois , & du droit que plusieurs des souverains pontifes depuis Grégoire VII s'étoient attribué de disposer des couronnes , de jeter l'interdit sur des états entiers , de dispenser les sujets du serment de fidélité fait à leur souverain. Et si l'on a vu depuis encore quelques exemples d'une conduite sujette à de si grands inconvéniens , ils ont été très-rares en comparaison de tant d'entreprises de cette nature , qui s'étoient faites avant ce temps-là.

S'il y eut jamais point d'histoire , où il fut difficile de démêler la vérité d'avec ce que la passion a fait écrire aux historiens des parties intéressées , c'est celui-ci. De peur de m'y méprendre moi-même , je me contenterai de faire un simple exposé des faits certains , sans y mêler mes réflexions , & trop donner à la conjecture.

Caractère du pape Boniface VIII.
Prolem. Luc.
Jordanus.

Le pape Boniface VIII étoit un homme d'un grand esprit , & d'une profonde capacité dans le droit canonique : mais les auteurs mêmes ultramontains , qui lui donnent ces éloges lui attribuent en même temps beaucoup de fierté , d'arrogance , de présomption , & en parlent comme d'un homme , qui n'estimoit que lui , & n'avoit nul égard pour ce qu'avoient fait ses prédécesseurs. Il fut élevé au cardinalat par Martin IV. Avant que d'être arrivé à cette dignité , & après qu'il en eut été honoré , il fut employé par les papes aux plus importantes affaires de l'Europe , en Italie , en Espagne , en France , en Angleterre. Ce fut lui , qui confirma S. Celestin son prédécesseur , dans le dessein qu'il avoit formé de quitter le pontificat ; & il courut sur cela dans le monde des bruits fort désavantageux à sa réputation , surtout lorsque de peur d'un schisme , il l'eut fait arrêter , & mettre en une étroite prison , où il mourut. Plusieurs de ses

décrétales qui regardent les princes, & en particulier le roi de France, montrent jusqu'où il voulut porter l'autorité pontificale : mais elles furent sans effet : ses successeurs mêmes les désavouèrent, & elles ne servirent qu'à faire reconnoître son ambition démesurée, qui fut sa passion dominante. Tel étoit ce pape, qui gâta par-là les grandes qualités qu'il avoit d'ailleurs pour le gouvernement, & pour le maniement des affaires.

* 1296.

Il s'adressa mal à un prince du caractère de Philippe le Bel, pour faire valoir de telles prétentions. Jamais roi ne fut plus délicat que lui en cette matière : homme fier & impérieux, jusqu'à ne pas observer quelquefois certaines bien-séances envers les autres souverains, quand il les méprisoit, ou quand il ne les craignoit pas : il n'avoit garde de se laisser entamer par cet endroit-là. Il s'étoit fait une leçon de l'exemple de tant de princes de divers quartiers de l'Europe, dont la couronne avoit été au moins ébranlée en vertu de ces sortes de maximes : & il étoit résolu à tout, plutôt que de les laisser pratiquer à son égard. Mais le grand éclat ne se fit pas d'abord ; l'aigreur & l'impétuosité de ces deux esprits un peu trop violens, ne s'augmenterent que peu à peu, & comme par les coups redoublés qu'ils se portèrent l'un à l'autre.

Caractere du roi.

Il me paroît que le premier partit de la main du pape ; par une bulle qu'il publia, par laquelle il défendoit à tous les gens d'église de fournir de l'argent aux princes, soit par maniere de prêt, ou de don gratuit, ou de subside, ou à quelque titre que ce fût, sans en avoir demandé la permission au saint siège ; déclarant que tous ceux qui fourniroient ainsi de l'argent, & ceux qui le recevroient, encourroient l'excommunication, fussent-ils princes, rois ou empereurs. Quoique cette bulle ne fit point de mention spéciale du roi de France, ce prince vit bien qu'elle le regardoit plus que tous les autres, parce qu'il étoit actuellement dans le cas ; la guerre qu'il avoit sur les bras l'ayant obligé de lever des subsides sur le clergé ; c'est pourquoi il fit une ordonnance,

*Bulla Clericis
laticor.*

(a) Le pere Daniel reprend ici l'affaire son origine, & les faits qu'il rapporte de Philippe le Bel avec le pape, depuis l'an 1296.

1296.

(a) par laquelle, sans y faire non plus mention spéciale de Rome, il défendoit à tous ses sujets, de quelque condition ou état qu'ils fussent, de transporter hors du royaume de l'argent monnoyé, ou non monnoyé, bijoux, ou autres choses précieuses, & de donner des lettres de change pour les pays étrangers, sans lui en avoir demandé permission.

Bulla Ineffabilis
datée du 21 Sep-
tembre 1296.

Le pape comprit ce que le roi prétendoit par-là. Il vit bien que cet édit n'étoit que pour lui faire sentir qu'il avoit été choqué de la bulle, & que la défense étoit plus pour Rome que pour l'Angleterre & pour l'Empire, qui étoient en guerre avec la France. C'est pourquoi il lui écrivit une lettre en forme de bulle, qu'il lui fit présenter par l'évêque de Viviers, où, en interprétant sa première bulle, comme pour l'adoucir, il y ajouta d'autres choses, qui devoient fort déplaire à ce prince. Car en disant qu'il ne prétendoit point empêcher les redevances & les services que quelques prélats lui devoient en qualité de ses feudataires, ni s'opposer même aux levées d'argent sur les gens d'église, pourvu qu'elles se fissent avec la permission du saint siège, il taxoit non-seulement d'imprudence, mais même de folie, de prétendre que son ordonnance de ne point transporter d'argent du royaume, s'étendit jusqu'aux ecclésiastiques, sur lesquels ni le roi, ni aucun prince séculier n'avoient point d'autorité; disant que par cette seule prétention, s'il l'avoit eue, il auroit encouru l'excommunication. Il lui reprochoit d'avoir tellement chargé ses sujets d'impôts, que leur affection pour lui en étoit beaucoup diminuée. Il lui soutenoit que les différends qu'il avoit avec le roi d'Angleterre & avec le roi des Romains devoient venir au tribunal du saint siège, par la raison qu'il s'agissoit de savoir, s'il pouvoit sans péché retenir les places dont il s'étoit saisi en Guienne, aussi-bien que les hommages du comté de Bourgogne, que le roi des Romains lui disputoit; enfin il lui faisoit entendre, que s'il ne suivoit les conseils qu'il lui donnoit, il seroit obligé, malgré lui, à employer des moyens plus forts & plus violents, c'est-à-dire, des excommunications & des interdicts.

Manifeste du roi.

Le roi se voyant traité & menacé de la sorte, fit un ma-

(a) Datée du 17 d'Août 1296.

nifeste pour justifier sa conduite dans l'ordonnance qu'il avoit publiée, & pour réfuter la bulle du pape. Cet écrit se réduisoit à montrer, que la défense du royaume étoit pour le roi de droit naturel; qu'avant que les clercs fissent partie de l'Empire François, c'est-à-dire, avant la conversion de la nation à la foi, les rois de France avoient cette obligation; qu'il s'étoit proposé ce but dans son ordonnance, & qu'il avoit jugé nécessaires pour cela les défenses qu'il y faisoit; que les libertés & privilèges accordés par les papes aux ecclésiastiques, avec la permission des rois, ne devoient pas préjudicier au bien public du royaume, ni empêcher qu'on ne rendit à César ce qui appartient à César; qu'ils étoient membres de l'état comme les autres, & qu'ils devoient d'autant plus contribuer à le défendre par leur argent, qu'ils ne pouvoient pas aller eux-mêmes à la guerre; que c'étoit pour sauver leurs biens & leurs personnes, que la noblesse & les soldats exposoient leurs vies: qu'il étoit surprenant que le vicaire de Jesus-Christ lançât des anathèmes, pour empêcher de payer le tribut à César, tandis qu'on laissoit impunément les gens d'église dépenser leurs revenus en équipages, en festins, en meubles précieux, en spectacles, à enrichir & élever leurs parens, sans avoir soin des pauvres, choses aussi contraires au droit naturel, au droit divin, & au droit humain, qu'il l'étoit de s'opposer à ce qui contribuoit à la sûreté de l'état. Qu'enfin la justice de ses armes étoit visible, puisqu'en saisissant les domaines du roi d'Angleterre, il ne faisoit que punir un vassal rebelle; & qu'en s'étant rendu maître du comté de Bourgogne, il n'avoit fait que se défendre contre un ennemi qui venoit de lui déclarer la guerre.

Le pape voyant, par cet écrit, que le roi tenoit ferme dans sa première résolution, lui écrivit une lettre un peu plus honnête & moins forte que la précédente: mais en même-temps il ordonna aux évêques d'Albano & de Palestrine ses légats en France, en cas que le roi ou ses officiers persistassent à empêcher le transport de l'argent à Rome, non-seulement de leur déclarer qu'ils étoient tombés en excommunication, comme violateurs de la liberté ecclésiast.

1296.

Recueil des preuves de l'hist. du différend de Boniface avec Philippe le Bel.

Bulla. *Exiit à te nuper*, du 7 Février 1297.

Apud Rainald. ad an. 1297.

tique , & comme mettant obstacle au secours de la Terre-sainte : mais encore de les excommunier de nouveau , non-obstant tous les privilèges accordés aux rois de France par le saint siège sous les derniers regnes.

Parmi les preuves de l'hist. du différend de Boniface, &c.

Il y a beaucoup d'apparence que les légats , plus modérés que le pape , & qui voyoient de plus près le danger de la démarche qu'il vouloit faire , crurent qu'ils devoient suspendre l'exécution de cet ordre , qui pouffoit le roi à bout : & ce fut vrai-semblablement par leur conseil , que Pierre Barbet archevêque de Reims , écrivit au pape en son nom , & au nom de tous ses suffragans , une lettre , pour lui représenter , que sa bulle avoit fort choqué , non-seulement le roi , mais encore tous les princes & tous les seigneurs du royaume , qui se trouvoient lésés aussi-bien que lui , parce qu'ils avoient tous , ou la plûpart , pour feudataires des ecclésiastiques ; qu'ils avoient résolu , de concert avec le roi , de faire une assemblée des évêques de France , qui étant presque tous hommagers & feudataires du roi , prenoient intérêt comme lui aux droits & aux libertés du royaume ; que si cette assemblée se faisoit , on y prendroit des mesures pour maintenir ces libertés , aussi-bien que l'honneur du roi & de sa couronne ; & que pour prévenir les troubles qui menaçoient l'état , ils supplioient sa sainteté de prendre des voies de douceur avec le roi , & de contribuer , comme pere commun , à l'union & à la bonne intelligence de tous les membres du royaume.

Cette lettre étonna le pape , & l'empêcha de désapprouver la conduite de ses légats , qui avoient différé l'exécution de ses ordres pour l'excommunication du roi. La maniere même , dont se conduisirent les légats dans une autre affaire importante , fit croire qu'il étoit un peu déconcerté , & résolu de relâcher beaucoup de ses prétentions. Il leur avoit envoyé une bulle par laquelle il ordonnoit aux rois de France & d'Angleterre , de proroger la treve qu'ils avoient faite , & cela sous peine d'excommunication. Les légats avoient encore prudemment différé de publier cette bulle , & en ayant donné avis au pape , il reçurent ordre de la communiquer au roi , & de le prier de trouver bon qu'ils la pu-

bliassent. Le roi leur répondit, que cette bulle, en ce qui concernoit la treve, ne contenant rien de contraire à ses intérêts, & qui ne pût contribuer à la tranquillité de son état, il consentiroit qu'ils la rendissent publique, mais à une condition; c'est qu'ils recevraient la protestation qu'il leur feroit sur ce qui pouvoit intéresser son autorité, & que cette protestation seroit insérée dans les lettres circulaires qu'ils enverroient sur ce sujet. Voici la protestation du roi: Que le gouvernement de son royaume, en ce qui concernoit le temporel, lui appartenoit à lui seul, à l'exclusion de tout autre; qu'il ne reconnoissoit, & n'avoit à cet égard aucun supérieur; qu'il prétendoit en ce point n'être soumis à qui que ce fût; que quoi qu'il arrivât, il ne se tiendrait, ni lui ni son royaume, en aucune manière lié par les censures du pape, dont il étoit fait mention dans la bulle; & qu'enfin il ne se départiroit jamais de cette résolution: qu'au reste, pour le spirituel, il reconnoissoit l'autorité du pape, suivant l'exemple que lui en avoient donné ses prédécesseurs, & qu'il auroit pour le chef de l'église, & pour les avis qu'il voudroit lui donner, toute la déférence & toute la soumission qu'un fils devoit avoir pour son pere.

Les légats lui dirent, qu'ils n'auroient nulle peine à le satisfaire là-dessus, & lui présenterent en même-temps des lettres qu'ils avoient nouvellement reçues du pape pour lui, par lesquelles il déclaroit que l'excommunication, dont il étoit parlé, ne regardoit point sa personne.

Le roi fort content de la lettre du pape, exigea encore des légats, qu'ils feroient mention dans leur écrit de l'assurance que le pape lui donnoit sur ce point-là en particulier. Ils le lui promirent, & la chose se passa comme il l'avoit souhaité.

Le pape fit plus; car au mois de Juillet suivant, il envoya en France une nouvelle bulle en interprétation de celle qui avoit causé tant de bruit. Le contenu de cette dernière bulle étoit, que depuis quelque temps il avoit publié une bulle qui commençoit par ces mots, *Clericis laicos*, par laquelle il défendoit à tous gens d'église de fournir aucuns subsides extraordinaires aux empereurs, rois & princes sans

1296.
Ibid.

1297.

1297.

la permission du saint siège, faisant la même défense à tous ces princes d'en exiger, sans une pareille permission : mais que cette défense n'étoit pas pour empêcher les dons volontaires que les ecclésiastiques de France voudroient faire au roi sans qu'on les exigeât ; qu'elle ne regardoit point non plus les droits féodaux, & autres services dûs au roi & autres seigneurs par les ecclésiastiques, sur-tout dans les nécessités pressantes de l'état ; que le roi pouvoit en tel cas recevoir des ecclésiastiques ce qu'ils lui offriroient, même sans consulter le saint siège ; que pour juger de cette nécessité, il s'en rapportoit à la conscience du roi & de ses successeurs, pourvu que ceux-ci fussent au-dessus de l'âge de vingt ans, & que quand ils se trouveroient en plus bas âge, leur conseil seroit le juge de cette nécessité. Enfin il déclaroit, qu'il n'avoit point prétendu par cette défense rien faire contre les libertés, franchises & coutumes du royaume de France, ni contre les droits du roi, des comtes & des barons.

*Canonisation de
S. Louis.*

Cette déclaration du pape, & la canonisation de saint Louis, qu'il fit en même temps avec des solennités extraordinaires, rétablirent la bonne intelligence entre l'empire & le sacerdoce : & Philippe consentit encore plus volontiers qu'il n'avoit fait jusqu'alors, que le pape fût le médiateur de la paix entre lui d'une part, & le roi d'Angleterre, & Adolfe, roi des Romains de l'autre : mais il voulut qu'il fût dit & écrit dans le compromis, que dans ce traité le pape n'auroit point d'autre autorité que celle d'un prince particulier, reconnu volontairement pour arbitre par les deux parties.

*Compromissum
apud Rainald. ad
an. 1298.*

Preuves de l'histoire du différend, &c.

Toutes ces précautions que Philippe jugeoit nécessaires, mais qui ne devoient pas plaire au pape, ne l'empêchèrent point de s'engager encore à ce prince par une lettre particulière, à ne point publier sa sentence arbitrale touchant les différends entre la France & l'Angleterre, qu'il ne lui eût envoyé son consentement pour la publication : il lui tint parole, & tout se passa à cet égard avec une satisfaction mutuelle.

Le pape fit encore une démarche qui sembloit ne laisser
aucun

aucun lieu de douter de sa parfaite réconciliation avec le roi. L'Italie étoit alors étrangement déchirée par les guerres & par les factions. Il y avoit sur-tout de grandes divisions en Toscane, & Fridéric d'Arragon, nonobstant un si grand nombre de traités si solennellement confirmés, faisoit violemment la guerre à Charles d'Anjou, roi de Sicile. Le pape demanda au roi Robert, comte d'Artois, pour le mettre à la tête des troupes de l'église, & avec le secours de celles que ce prince ameneroit de France, soumettre les factieux, & soutenir le roi de Sicile contre Fridéric d'Arragon. Je ne sai pourquoi le comte d'Artois n'accepta point cet emploi : mais ou sur son refus, ou pour quelque autre raison, Charles de Valois passa en Italie avec l'agrément de son frere, à condition de revenir en France dès qu'on jugeroit à propos de l'y rappeler.

Un historien Italien de ce temps-là dit une chose qui ne paroît gueres vrai-semblable, savoir, que le pape promit au roi d'élever sur le throne de l'Empire Charles de Valois, par l'exclusion qu'il donneroit toujours à Albert d'Autriche : mais on ne voit dans notre histoire nul vestige de ce projet, excepté une lettre en forme de bulle que ce pape écrivit au roi touchant la guerre d'Angleterre, où il lui dit, qu'il a de grands desseins pour la gloire de sa personne & de son état, & qu'il les tient fort secrets, & le prie de lui envoyer promptement son frere Charles. « Mais il faut, (ajoutoit-il,) » qu'il colore ce voyage d'un prétexte de dévotion, comme de venir visiter le tombeau des Apôtres; outre qu'il » peut alléguer le désir de voir Charles, roi de Sicile, son » beau-pere & leur famille. » Ce mystere pourroit faire soupçonner que l'historien d'Italie n'a pas écrit sans fondement, que le pape avoit, ou faisoit semblant d'avoir dessein de faire Charles de Valois roi des Romains. Charles de Valois ayant perdu sa femme Marguerite de Sicile, épousa quelque temps après Catherine de Courtenai, petite-fille de Baudouin, empereur déthroné de Constantinople. Cette princesse lui apporta en mariage le droit de son ayeul & de son pere sur cet Empire; mais il étoit aussi difficile à ce prince de faire valoir ce droit, qu'il lui auroit été d'engager les

princes Allemands à le faire roi des Romains au préjudice d'Albert.

Charles n'alla pas alors en Italie, mais il y passa depuis avec une armée. Il fut reçu du pape avec de grands honneurs, & fait général des troupes du saint siège. Le pape l'envoya en Toscane : il entra dans Florence, où il demeura quelque temps ; & ne réussit que médiocrement à dissiper les factions, qui mettoient tout ce pays en combustion. Il fut rappelé par le pape, pour passer en Sicile ; il y répandit d'abord la terreur : mais Frédéric d'Arragon en temporisant, & en évitant de combattre, donna le temps à l'armée Française de se fatiguer ; les maladies s'y mirent, en firent périr une grande partie, & enfin le roi son frère le rappella en France, à cause de la guerre de Flandre. Avant que de partir il fit un traité de paix avec Frédéric d'Arragon, par lequel ce prince abandonnoit tout ce qu'il avoit pris en Calabre, à condition que Charles de Valois lui remettroit entre les mains les places qu'il avoit prises dans l'isle de Sicile. Par ce même traité Frédéric devoit garder la Sicile sa vie durant, & ses enfans devoient après sa mort être dédommagés par l'échange de cette isle avec le royaume de Sardaigne. Ce traité fut conclu sans la participation du pape & de Charles de Sicile, qui y étoit le plus intéressé. Il ne laissa pas de tenir, & le pape même le ratifia, en y faisant seulement changer quelques articles moins importants.

Nouvelles brouilleries entre le pape & le roi.

Après tout, ce pape & le roi étoient l'un & l'autre trop jaloux de leur autorité, & ils avoient trop d'occasions de se brouiller de nouveau sur un point si délicat, pour être long-temps bien ensemble : d'ailleurs les animosités des princes, quand elles ont été personnelles, s'éteignent rarement tout-à-fait, ou du moins il faut peu de chose pour les faire renaître. Les historiens ne conviennent pas sur la cause des nouvelles brouilleries qui survinrent, & qui allèrent au-delà de tout ce qu'on eût pu craindre. Les plus judicieux & les plus proches de ce temps-là en apportent les raisons que je vais dire.

A quoi attribués.

Adolphe de Nassau ayant été tué auprès de Spire dans la

bataille que lui livra Albert d'Autriche, qui s'étoit révolté contre lui avec plusieurs princes de l'Empire, le royaume des Romains fut vacant; du moins le pape le prétendit ainsi, malgré l'élection que les électeurs avoient faite d'Albert. Boniface n'avoit point voulu le reconnoître, sur ce qu'il n'étoit pas juste que s'étant révolté contre son prince légitime, & l'ayant fait périr, il eût sa couronne pour récompense de sa rébellion. Albert dans cette conjoncture avoit jugé à propos de s'appuyer de l'alliance de France. Il eut diverses entrevûes avec le roi, & ils se promirent réciproquement de se soutenir l'un l'autre contre quiconque entreprendroit sur les droits de l'Empire & du royaume de France; cette clause regardoit manifestement le pape. Le nœud de cette union des deux princes avoit été le mariage de Rodolphe fils d'Albert, avec Blanche de France, fille du roi. Ces traités avoient fort déplû au pape, & il l'avoit dissimulé: mais il ne put digérer un autre sujet de chagrin qu'il avoit reçu du roi un peu auparavant, ce fut la retraite que le roi affecta de donner en France aux seigneurs de la maison des Colonnes; & ce prince ne pouvoit mieux faire sentir son mécontentement au pape, que par cet endroit - là.

La maison des Colonnes étoit très-puissante à Rome & aux environs. Elle avoit deux cardinaux, savoir, Jacques Colonne, & Pierre Colonne son neveu: tous deux s'étoient opposés à l'élection du pape, soutenant que Célestin son prédécesseur étant encore vivant, celui qu'on lui substituerait ne seroit pas légitime pape. Cette famille étoit dans les intérêts de Fridéric d'Arragon, regardé à Rome comme usurpateur de la Sicile. Ce fut un des articles sur lesquels le pape, autant poussé par son animosité, que par la complaisance qu'il avoit pour la maison des Ursins, opposée depuis long-temps à celle des Colonnes, entreprit de les ruiner.

Il fit citer ces deux cardinaux, sous peine, en cas de désobéissance, d'être dégradés du cardinalat, pour comparaître devant lui & devant le sacré collège, afin d'y répondre aux accusations qu'on faisoit contre eux, & de déclarer

Hij

1297.

Leibnitz codice
diplomat. pag. 39
& 40.

Fameux démêlé
de la maison des
Colonnes avec le
pape Boniface VIII.
Joan. Villani,
l. 18, cap. 21.

Thréfor des char-
tes, coffre Bonif.
num. 95.

1297.

Ibid. num. 758.

leur sentiment sur cette question , savoir s'ils reconnoissoient le pape pour légitime pape.

Les deux cardinaux sur cette sommation répondirent ; qu'ils ne comparoîtroient pas devant Bénédict Cayétan , (c'étoit le nom & le surnom du pape ,) premierement , parce qu'ils ne le pouvoient faire avec sûreté ; & en second lieu , parce qu'il n'étoit pas pape légitime , y ayant lieu de douter , si la renonciation de Célestin étoit canonique , pour plusieurs raisons qu'ils en apportèrent. Ils firent sur cela leur déclaration aux autres cardinaux , & demanderent la convocation d'un concile général , à la décision duquel ils acquiesceroient , & appellerent au concile général & au pape futur de tout ce qui se feroit à leur préjudice. Ils adressèrent leur protestation , non-seulement aux cardinaux , mais encore aux princes & à tous les fideles , & la répandirent par-tout. Il est à remarquer , qu'entre les témoins qui soucrivirent comme tels à cet acte , il y en avoit plusieurs François , ou qui possédoient des bénéfices en France ; que cela se passa durant les premieres brouilleries de Rome avec la France : & c'est ce qui fait croire que la réconciliation du pape si prompte & si éloignée de son caractère , & la révocation de sa bulle *Clericis Laicos* , qui avoit causé tant de bruit , fut un effet de la crainte qu'il eut que le roi n'entrât dans les desseins des Colonnes , & qu'il ne lui prît envie de lui contester le pontificat.

*Bulla in excelso
throno.*

Le pape ayant reçu la protestation des deux cardinaux , prononça une sentence contre eux , par laquelle il les déposa du cardinalat , les déclara incapables de cette dignité à perpétuité , aussi bien que de toutes autres dignités & bénéfices situés à cent milles autour de Rome ; les excommunia , & tous ceux qui les tiendroient pour cardinaux ; déclara interdits tous les lieux qui les recevroient , & toute la postérité de Jean Colonne , frere du cardinal Jacques , inhabile à posséder aucuns bénéfices & aucunes charges jusqu'à la quatrieme génération ; ordonna que les deux cardinaux comparoîtroient à son tribunal dans dix jours , à faute de quoi il les privoit de tous leurs biens , meubles & immeubles.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 61

Il n'en demeura pas là. Il publia une croisade contre eux, fit attaquer les places qu'ils possédoient. Enfin il les poussa à bout, & les obligea à lui demander miséricorde. Ils vinrent à Riéti se jeter à ses piés, sur l'espérance qu'il leur donna de les rétablir dans leurs dignités & dans leurs terres; mais il ne leur tint pas parole: au contraire il fit raser Palestrine, place alors très-forte, qui leur appartenait. C'est pourquoi ils ne furent pas plutôt sortis de Riéti, où ils eurent tout sujet de craindre qu'on ne les arrêtât, qu'ils reprirent les armes: mais ne se trouvant pas en état de résister long-temps, ils s'enfuirent les uns en Sicile, les autres en France, où ils furent reçus; & en particulier Etienne Colonne, neveu du Cardinal Jacques, reçut du roi un très-favorable accueil: Sciarra Colonne, cousin des deux cardinaux, en se sauvant, fut pris par des pirates, & mis à la chaîne, où il demeura quelques années, ne voulant point se faire connoître de peur d'être livré au pape, & le roi le délivra.

1297.

Antonius, loc. cit.

Villani loc. cit.

Le pape pour cette raison, étant aussi mécontent du roi que le roi l'étoit de lui, trouva aisément occasion de le lui faire paroître. Ce fut, comme auparavant, au sujet de l'autorité, des privilèges, & des droits des gens d'église. Le pape recevoit des plaintes là-dessus, sur-tout de la part de l'évêque de Pamiers, de l'église de Reims, & de celle de Lyon. Le roi qui, suivant toujours les vûes de ses prédécesseurs depuis Philippe Auguste, vouloit peu à peu temperer la puissance ecclésiastique dans le royaume, où depuis Louis le Débonnaire, elle étoit montée au-delà des bornes, en prenoit toutes les occasions; & il se pouvoit faire de plus que ses officiers, contre son intention, abusassent de son autorité, & poussassent souvent les choses trop loin: mais l'article, qui tenoit le plus au cœur à Boniface en cette matière, étoient les affaires qu'on faisoit à l'évêque de Pamiers.

Le pape arrache de nouveaux droits de l'Eglise de France.

Ce pontife, peu de temps après être monté sur la chaire de S. Pierre, avoit érigé en évêché l'abbaye de S. Antonin de Pamiers, & en avoit fait évêque Bernard Saisseti, qui en étoit abbé. Il paroît que cet évêque étoit un homme

1301.

Bulla Bonifacii
olim.

difficile , hardi , inquiet , & intriguant. Il étoit tout dévoué au pape ; & c'en étoit assez pour n'être pas fort agréable à Philippe. Le saint siège , durant la guerre des Albigeois , avoit mis Pamiers sous la protection & en la garde de saint Louis , pour défendre l'abbaye contre les insultes de divers seigneurs , qui lui causoient beaucoup de dommage. Elle étoit demeurée de la même manière entre les mains de Philippe le Hardi , & avoit aussi passé en celles de Philippe le Bel.

Ce prince traita du domaine de cette ville avec Roger Bernard , comte de Foix , lui en abandonna la garde , & n'en retint que la souveraineté & le ressort. Le comte de Foix en prit possession , & se fit faire serment de fidélité par les habitans. Bernard Saisseti , en qualité d'abbé de S. Antonin , étoit seigneur temporel de la ville : mais le roi prétendoit qu'il relevoit de lui comme les autres seigneurs de France , & qu'en s'accommodant pour cette place avec le comte de Foix , il la faisoit un arrière-fief , de fief de la couronne qu'elle étoit auparavant , ce qui n'étoit ni contre les loix , ni contre les coutumes du royaume. Le pape s'en plaignit néanmoins au roi : mais cette affaire avoit précédé la première rupture entre le pape & le roi , & n'avoit pas non plus empêché leur réconciliation.

Bulle publiée pour
ces eff.

On laissoit cependant murmurer l'évêque de Pamiers , sans s'en mettre fort en peine à la cour ; & le pape d'ailleurs ne paroissoit plus depuis long-temps si vif sur les intérêts de ce prélat : mais dès que l'on eut résolu de se fâcher une seconde fois de part & d'autre , l'évêque de Pamiers sembla en avoir assez dit & assez fait , pour mériter de passer à la cour pour criminel de lèse-majesté ; & au contraire il parut à Rome avoir assez souffert de la cour de France , pour pouvoir être regardé comme un évêque maltraité & injustement persécuté. Bien-tôt on vit arriver une bulle de Rome datée du cinquième de Décembre de l'an 1300 , & adressée au roi , par laquelle le pape retraçoit la révocation qu'il avoit faite de la bulle *Clericis laicos* , disant , que comme il pouvoit accorder des grâces , & des privilèges aux princes , il avoit droit de les révoquer & de les suspendre ,

Bulla Salvator
mundi.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 63

quand il le jugeroit à propos ; qu'ainsi celles qu'il avoit accordées pour la levée des décimes & subsides sur le clergé, ayant causé de grands abus & de grands dommages aux églises, il les suspendoit par le conseil du collège des cardinaux ; il ordonnoit que ce qui étoit demandé aux prélats & aux autres ecclésiastiques sous le titre de décimes & de subsides, quoiqu'accordé par leur consentement, ne fût point payé sans son ordre. Il ajoûtoit, qu'on pouvoit lui représenter par écrit ces privilèges, afin qu'il les examinât & les modérât selon qu'il le trouveroit bon ; & prioit le roi de n'être point surpris de ce qu'il en usoit ainsi, parce qu'il ne faisoit rien en cela que pour une bonne fin.

Le roi ayant reçu cette bulle, commença, comme il avoit déjà fait dans les premiers différends, par publier une nouvelle ordonnance, par laquelle il étoit défendu de transporter aucun argent hors du royaume, pour empêcher qu'il n'en allât au pape. Cette ordonnance attira d'autres bulles : mais auparavant le pape fit au roi une proposition qui n'étoit gueres de saison, eu égard à la situation des affaires, & à la disposition des esprits. Ce fut de faire une ligue avec le roi de Perse, & de se croiser pour le secours de la Terre-sainte. Il lui envoya proposer la chose par l'évêque de Pamiers, à qui il donna la qualité de légat ; ce qu'on regarda ou comme une imprudence, ou comme une insulte.

La maniere dont l'évêque se comporta dans l'audience qu'il eut du roi sur ce sujet, fit bientôt voir quelle étoit l'intention du pape dans cette ambassade : car, comme le roi lui eut répondu que la guerre de Flandre, où il étoit engagé, & la conduite que tenoit le pape à son égard ne lui permettoient gueres d'exécuter un si grand dessein, quoiqu'il y eût toujours été fort porté : ce prélat reprit d'un ton menaçant, & lui dit que la conduite qu'il tenoit envers le pape & envers l'église, méritoit des peines qu'on n'avoit que trop différées, & qu'il verroit bientôt son royaume mis en interdit, & sa propre personne frappée d'anathème & d'excommunication. Le roi indigné le chassa de sa présence, & pensa à le faire arrêter. Il n'eut pas plutôt fait connoi-

1301.

Ordonnance du roi contre cette bulle.

Continuat. Nangii.

Platina.

Menaces dont elle est suivie de la part du pape.

1301.

Actes du procès
de l'évêque de Pa-
miers.

tre son indignation, qu'on lui mit en main quantité de mémoires d'accusation contre l'évêque : mais voulant procéder régulièrement dans cette affaire, il nomma deux commissaires, pour faire des informations, savoir, Richard Neveu, archidiacre d'Auge dans l'église de Lisieux, & Jean vidame d'Amiens, seigneur de Pequigni, qu'il envoya aux quartiers de Toulouse, pour informer contre l'évêque sur certains chefs, qui leur furent marqués. Ces commissaires ayant fait leur rapport au roi, il tint à Senlis une assemblée de plusieurs seigneurs du royaume, & de quantité d'habiles gens tant ecclésiastiques, que jurisconsultes, où les deux commissaires produisirent le témoignage de vingt-quatre personnes ouïes juridiquement, du nombre desquels étoient le comte de Foix, le comte de Comminge, l'évêque de Besiers, l'évêque de Montpellier, & l'évêque de Toulouse. Cinq ou six des témoins disoient peu de chose ; un déchargeoit l'évêque de tout ; les autres le chargeoient beaucoup sur plusieurs points : mais les uns parloient de certains faits, les autres d'autres faits, quoiqu'il y en eût plusieurs qui déposassent aussi sur les mêmes articles. Voici de quoi il étoit accusé.

D'avoir raconté souvent que saint Louis lui avoit dit, que sous le regne du roi Philippe le Bel, le royaume seroit détruit par ce prince & par ses ministres, & qu'il seroit transféré aux étrangers sans retour.

Que l'évêque avoit eu des intelligences avec le roi d'Angleterre touchant la Gascogne, & avec le comte de Foix, à qui il avoit promis de le rendre maître de Toulouse & du territoire Toulousain.

Qu'il avoit détourné le même comte de marier son fils à la fille de Philippe d'Artois, & lui avoit conseillé de lui faire épouser la fille du roi d'Arragon.

Qu'il avoit dit plusieurs fois, que la ville de Pamiers n'étoit point du royaume de France.

Qu'il avoit dit que le roi étoit faux-monnoyeur. (Cet article étoit fondé sur ce que le roi avoit fait quelques changemens dans les monnoies, dont on avoit en effet murmuré dans le royaume, & dont le pape avoit fait des reproches à ce prince.)

Qu'il

Qu'il avoit dit que le roi descendoit de bâtards : (il entendoit par-là les rois d'Arragon, dont le roi descendoit par sa mere Isabelle d'Arragon.)

1301.

C'étoit sur ces chefs que les informations furent faites. Le comte de Foix les confirma tous par son témoignage ; & ajouta que l'évêque lui avoit dit , que le roi n'étoit point de la véritable maison des rois de France : que le pape avoit dit au chevalier Pierre Flotte , que le roi étoit faux-monnoyeur ; que l'évêque avoit ajouté , que la cour de France étoit toute corrompue , & qu'il ne s'y faisoit rien que par argent. Le comte de Foix disoit de plus , que lui-même avoit averti l'évêque de Toulouse de tout cela , & l'avoit prié d'en informer le roi. Quelques autres témoins ajoutèrent encore diverses choses , & entre autres , qu'il avoient entendu dire à l'évêque des paroles très-insolentes contre la personne du roi , & très-séditieuses.

Ces accusations & ces témoignages ayant été exposés en présence de l'assemblée de Senlis , tous furent d'avis que le roi ne pouvoit dissimuler des choses aussi atroces , que celles qu'on avoit déposées contre l'évêque de Pamiers , qu'il le devoit faire arrêter par l'archevêque de Narbonne son métropolitain , & que si cet archevêque ne faisoit pas son devoir , il falloit qu'il le fit lui-même par son autorité royale.

Il paroît par les actes du procès que le roi avoit déjà donné ses ordres pour s'assurer de la personne de l'évêque ; qu'on l'avoit même déjà mené à Senlis , & que la réquisition , que Pierre Flotte , chevalier & conseiller du parlement fit à l'archevêque de Narbonne de le constituer lui-même prisonnier , n'étoit qu'une formalité qu'on jugea à propos d'observer.

Les dépositions des témoins ayant été communiquées à l'évêque , il protesta de nullité touchant les procédures qu'on avoit employées , soit pour l'arrêter , soit pour se saisir de ses gens , de ses papiers , de ses terres & de ses places , & soutint que c'étoit par la crainte des tourmens , qu'on avoit contraint les témoins à déposer contre lui.

Nonobstant ces protestations , la sommation fut faite à

1301.

l'archevêque de Narbonne, qui répondit qu'il étoit prêt de faire ce que l'on souhaitoit ; mais qu'il vouloit avoir sur cela l'avis de ses suffragans, & celui du pape.

Ce n'étoit pas ce que la cour prétendoit, & cette réponse auroit fait un nouvel embarras, si l'évêque de Pamiers, appréhendant d'être mis dans les prisons du roi, n'eût consenti à ce qu'on vouloit, & n'eût même prié l'archevêque de Narbonne de le prendre en sa garde comme son prisonnier : il fallut encore avoir l'agrément de l'évêque de Senlis & de l'archevêque de Reims, à cause que l'accusé devoit être saisi dans l'évêché de l'un, & dans l'étendue de la métropole de l'autre, & ils le donnerent.

Le roi, qui prévint bien que la conduite qu'il avoit tenue en cette affaire n'agréeroit pas au pape, ne l'en informa pas, ainsi qu'on le voit dans la lettre qu'il en reçut long-temps après, où le pape fait assez entendre, que la nouvelle en étoit venue d'ailleurs jusqu'à lui. Si-tôt qu'il la fut, il écrivit à l'archevêque de Narbonne, pour lui ordonner de tirer l'évêque des mains des juges séculiers, s'il y étoit encore, de faire en sorte que ses biens ne demeurassent pas en la main du roi, de faire des informations sur tous les faits dont on l'accusoit, de les lui envoyer quand elles seroient faites, & enfin de faire transporter l'évêque en Italie sur les terres du saint siège, sous bonne & sûre garde.

Le pape écrivit aussi au roi en même-temps qu'à l'archevêque de Narbonne : mais on n'a point la lettre, non plus que les mémoires des autres choses qui se passèrent sur ce sujet depuis le mois de Décembre de la même année, que le pape écrivit encore au roi, pour l'obliger à lui envoyer l'évêque de Pamiers, & à lui remettre le jugement de cette affaire.

*Renouvelées par
une bulle : Bulla
Ausculas fili.*

Cependant on voyoit bien que la tempête & les foudres se formoient au Vatican contre la France. Dès le commencement de l'an 1302, il en arriva une lettre au roi en forme de bulle, par laquelle le pape lui déclaroit, qu'en qualité de vicaire de Jesus-Christ, Dieu l'avoit établi sur les rois & sur les royaumes de la terre, avec plein pouvoir suivant les paroles du prophete, d'arracher, de détruire, de

*Trésor des chartes, Pamiers, n.
11.*

diffiper, d'édifier : « C'est pourquoi, mon très-cher fils, (lui
 » disoit-il,) ne vous laissez point persuader de ce qu'on veut
 » vous faire croire, que vous n'avez point de supérieur sur la
 » terre, & que vous n'êtes point soumis au chef de la hié-
 » rarchie ecclésiastique : c'est être fou que de penser de la
 » sorte, & celui qui s'obstine à demeurer dans cette erreur,
 » cesse d'être fidele, & n'est plus dans le bercail de son pa-
 » steur. » Ensuite descendant dans le détail des désordres,
 qui, selon les avis qu'on lui avoit donnés, étoient en grand
 nombre dans le royaume de France, & dont il disoit qu'il
 l'avoit déjà inutilement averti, il lui faisoit savoir, que
 par une bulle particuliere, il avoit ordonné aux évêques de
 France, aux chapitres des églises, aux docteurs en théolo-
 gie, aux docteurs en droit canon & civil, de venir le trou-
 ver en Italie, afin de délibérer avec lui sur la réformation
 de l'état ; & que si le roi le jugeoit à propos, il pourroit y
 envoyer aussi de sa part des députés, pour assister à l'assem-
 blée.

1302.

En effet, il parut en même-temps en France une bulle
 adressée aux évêques, aux chapitres, aux universités, où le
 pape, après avoir fait mention des excès, des violences,
 des insolences, qu'il disoit qu'on exerçoit dans le royaume
 contre les évêques, les chapitres, les religieux, contre les
 pairs, les comtes, les barons, le reste de la noblesse, il
 ajoutoit, que du conseil des cardinaux, il avoit résolu de
 convoquer une assemblée des évêques & des docteurs de
 France, soit en théologie, soit en droit canon & civil, &
 leur ordonnoit de se rendre tous auprès de lui pour le pre-
 mier jour de Novembre prochain, sous peine de se rendre
 coupables d'une désobéissance qu'il ne laisseroit pas impu-
 nie. Que c'étoit pour délibérer avec eux sur le moyen d'é-
 tendre la vraie religion, de conserver la liberté ecclésiasti-
 que, de réformer le royaume, de corriger les excès du roi,
 & d'établir un bon gouvernement dans l'état.

*Bulla Ante pro-
 motionem.*

Ces bulles furent apportées en France par Jacques des
 Normans archidiacre de Narbonne, qui ayant été admis à
 l'audience, dit au roi, qu'il venoit de la part de Sa Sainteté,
 pour lui dénoncer qu'il eût à reconnoître, qu'il tenoit de

Joan. Villani ;
 lib. 8, cap. 62.

1302.

pape, aussi-bien que tous les autres princes, *la souveraineté temporelle de son royaume*; que s'il refusoit de faire cet aveu, il avoit ordre de l'excommunier, & de mettre la France en interdit. Il demanda aussi qu'on envoyât l'évêque de Pamiers au pape, & en même-temps il présenta au roi la lettre ou bulle dont j'ai parlé.

Il excommunia le roi.

Ancienne chronique de S. Denys.

Le roi, l'ayant lûe, la mit entre les mains de Robert comte d'Artois, qui, indigné de ce qu'elle contenoit sur l'article de la puissance temporelle, la jeta au feu en présence du nonce, à qui le roi fit enlever toutes les copies qu'il avoit de cette lettre, & de celle qui étoit adressée aux évêques & à ses autres sujets; & puis on le fit conduire sous bonne garde jusqu'aux frontières de France avec l'évêque de Pamiers, en leur faisant défense d'y rentrer sans une permission expresse. On mit par-tout des corps de gardes, aux avenues du royaume, pour empêcher que désormais il n'y entrât aucune lettre, ni aucun envoyé du pape. Dès que le nonce fut de retour, & qu'il eut rendu compte de sa commission, le pape excommunia le roi.

Chroniq. MSS. de la bibliothèque du roi.

Incontinent après le départ de l'archidiacre & de l'évêque de Pamiers, le roi avoit fait partir un envoyé, pour se plaindre au pape de la conduite qu'il tenoit à son égard. Le pape lui refusa audience: mais il envoya un légat pour aller de sa part trouver le roi. Le légat étant arrivé à Mâcon, y fut arrêté par le bailli, jusqu'à ce qu'on eût donné avis en cour de son arrivée. Le roi lui fit dire, que puisque le pape n'avoit pas voulu entendre son envoyé, il ne l'entendrait pas non plus lui-même, & qu'il eût à sortir incessamment de ses états, ce qu'il fut obligé de faire.

Mesures du roi pour s'y opposer.

Cependant le roi pensa à prendre des mesures, pour empêcher que les bulles du pape & ses censures ne fissent impression sur l'esprit des peuples, & ne causassent quelques désordres dans le royaume. Il vint à bout d'en supprimer au moins la plupart des exemplaires, & convoqua à Paris, pour la mi-carême, les états de son royaume: car cette assemblée pouvoit porter ce nom; la plus grande partie de la plus considérable noblesse, plusieurs évêques du royaume, des abbés, des bénéficiers, des docteurs, des jurisconsultes, &

grand nombre de magistrats s'y étant rendus suivant les ordres du prince. Il y eut néanmoins quelques évêques & quelques abbés, que le roi y auroit vûs volontiers, qui trouverent des prétextes pour n'y pas venir.

1302.

Dans cette assemblée, qui fut tenue au Louvre, le roi commença par demander aux ecclésiastiques, de qui relevoit leur temporel? Ils répondirent, qu'ils le tenoient de lui comme de leur souverain. Il leur repartit, en les remerciant, & leur dit, qu'il étoit ravi d'apprendre d'eux-mêmes quels étoient leurs sentimens là-dessus, & de s'assurer qu'ils ne croyoient pas que le royaume de France fût un fief du saint siège, comme le pape le prétendoit. Le corps de la noblesse répondit par la bouche du comte d'Artois, de la même manière, & que le roi pouvoit compter sur tout ce qui dépendoit d'eux, pour soutenir la gloire de l'état. « Et moi, (re- » prit le roi,) je m'engage à contribuer de tout, sans ex- » cepter ma propre vie, pour conserver la liberté du royaume. » Il ajouta, en adressant la parole aux princes ses fils, qui étoient présens, qu'il ne les reconnoîtroit plus pour ses enfans, s'ils étoient assez lâches pour reconnoître jamais que le royaume de France dépendît d'aucun autre que de Dieu seul. Il renouvela l'ordonnance qu'il avoit faite de ne laisser passer aucun argent hors du royaume, & fit défense à tous les ecclésiastiques, & à tous-ceux que le pape appelloit en Italie par une de ses bulles, de sortir de France sans sa permission.

Continuat. Nangii.

Ex veteri MS. Preuves de l'hist. du différend, &c.

Comme il vit que l'assemblée suivoit parfaitement ses vûes, & que tous de concert se déclaroient pour les libertés de l'église Gallicane, il consentit que Guillaume de Nogaret, * seigneur de Cauvillon, lui adressât une requête sur les affaires présentes, & se portât pour accusateur du pape; on donne à ce seigneur, dans les actes du procès la qualité de chevalier, & en même-temps celle de professeur aux loix. C'est qu'alors le parlement étoit pour la plupart composé de noblesse d'épée. Nogaret fit en cette occasion la fonction d'avocat général du roi, & prononça un discours sanglant contre le pape, où, conformément à l'idée que les Colonnes avoient déjà donnée dans leur manifeste, il

L'assemblée confirme les libertés de l'église Gallicane.

* Voyez les observations.

prétendoit prouver que Boniface n'étoit pas un pape légitime, mais un intrus, s'engageoit à le convaincre de plusieurs hérésies, de simonie, & d'une infinité d'horribles crimes.

Sur quoi il faisoit sa réquisition au roi, pour le supplier d'agir efficacement auprès des autres princes chrétiens, auprès du collège des cardinaux, & de tous les évêques, pour la convocation d'un concile général, pour faire comme par provision déposer Boniface par les cardinaux, & lui substituer un vicaire, qui gouvernât l'église jusqu'à ce qu'on eût procédé à l'élection d'un pape légitime. Il demanda enfin, que son discours fût mis par écrit, & enregistré, ce qui lui fut accordé. Pierre Flotte autre chevalier & savant dans le droit, parla aussi sur le même sujet, & à peu près de la même manière.

Lettre de la noblesse au sacré collège.

En conséquence de ce qui s'étoit passé dans cette assemblée, les barons du royaume envoyèrent une lettre écrite au nom de tout leur corps au collège des cardinaux, & qui commençoit ainsi. *A honorables peres lors chiers & anciens amis tout le collège & à chacun des cardinaux de la sainte église de Rome, li duc, li comte, li baron, li noble tuit du royaume de France, salut & continuel accroissement de charité, d'amour, & de toutes bonnes aventures à leur désir: seigneurs, vos espécialment savez, &c.*

Ils représentoient dans cette lettre les extrêmes désordres qu'on étoit sur le point de voir arriver à l'occasion des différends du pape avec la France, qu'il en étoit la cause par les entreprises insoutenables qu'il faisoit contre les droits du roi & du royaume. Que le roi en avoit fait l'exposé en présence de la noblesse, des prélats, des députés, des universités, des chapitres & des monastères; que la noblesse étoit résolue, quoi qu'il dût en arriver, de ne les pas souffrir; que le pape avoit été jusqu'à avancer que le royaume de France, pour le temporel lui étoit soumis, jusqu'à ordonner que les prélats, abbés, docteurs en théologie & en droit vinssent se rendre auprès de lui pour délibérer de la réformation de l'état, & sur les torts qu'il prétendoit que le roi avoit faits à tous les ordres de son royaume; qu'ils leur

déclaroient au nom de tous ces ordres, que ni les ecclésiastiques, ni les universités, ni les peuples, ni la noblesse, ne demandoient point cette réformation; que s'il y en avoit quelque besoin, c'étoit au roi à la faire; qu'il y avoit déjà travaillé, & qu'il n'avoit discontinué, dans la conjoncture présente, que parce qu'il ne vouloit pas qu'on crût qu'il agit en cela comme exécuteur des ordres du pape. Que c'étoit le pape même qui mettoit le désordre dans le royaume, en entreprenant d'y conférer les évêchés, archevêchés & autres bénéfices considérables de l'état, en nommant de son autorité à plusieurs bénéfices des sujets indignes, incapables, suspects, & en faisant quantité d'innovations dangereuses & à charge aux peuples; qu'on étoit résolu de ne plus souffrir désormais pareilles choses, plus propres de l'Ante-Christ que d'un pape; qu'on ne pouvoit croire en France quoi qu'en dît le pape dans ses lettres & dans ses bulles, qu'il avoit fait tout cela par l'avis des cardinaux, & que c'étoit pour y mettre remède qu'on s'adressoit au sacré collège; qu'on le prioit de le faire efficacement, afin que la paix & la concorde étant rétablie entre le royaume & le saint siège, chacun pût penser sérieusement à une croisade pour le recouvrement de la Terre-sainte: qu'au reste on le leur répétoit, que quoi qu'il pût arriver, on ne se départiroit jamais en France des résolutions qu'on y avoit prises sur ce sujet.

1302.

Cette lettre fut signée par Louis fils aîné du roi, par les princes du sang, par les ducs de Bourgogne, de Bretagne, de Lorraine, par les comtes de Hainaut, de Luxembourg, de S. Pol, de la Marche, & par tout ce qu'il y avoit alors de plus grands seigneurs en France.

Une autre lettre fut écrite au pape par les membres de l'état ecclésiastique, qui disoit toutes les mêmes choses que la précédente, mais en des termes plus ménagés. On y ajoutoit, que les évêques avoient prié le roi de leur permettre d'aller trouver le pape, suivant les ordres que Sa Sainteté leur en avoit donnés: mais qu'ils avoient eu défense de le faire; & qu'au reste ils voyoient les esprits du peuple disposés à ne s'étonner nullement des censures de

*Autre de l'état
ecclésiastique.*

1302,

Rome pour le sujet dont il s'agissoit ; qu'ils lui conseilloient de se retracter sur un point si délicat , & de prendre tous les moyens possibles pour rétablir l'union & la bonne intelligence entre lui & le roi.

Autres des autres ordres.

Pour faire connoître au pape que tous les ordres du royaume étoient dans les mêmes sentimens , le tiers état , les maires , échevins , jurats & consuls des principales villes du royaume , écrivirent aussi en corps aux cardinaux , comme avoit fait la noblesse & l'Etat ecclésiastique. On n'a point cette lettre ; mais par la réponse que les cardinaux y firent , on voit qu'elle étoit au moins aussi forte que celle de la noblesse , & qu'on y avoit affecté de n'y pas donner à Boniface la qualité de souverain pontife.

Embarras du pape à la réception de ces lettres.

Ce concert embarrassâ le pape : cela paroît par les réponses que les cardinaux firent à la noblesse & au tiers état , où ils disoient , que ce n'avoit jamais été l'intention du pape de faire entendre par ses lettres & par ses bulles , que le roi dût le reconnoître pour son supérieur dans le temporel : & que c'étoit en vain que le seigneur Pierre Flotte avoit déclamé contre cette maxime dans l'assemblée du Louvre.

Le roi porte les choses à la douceur.

La lettre du pape aux évêques & aux docteurs en théologie & en droit , étoit écrite avec plus de hauteur. Il leur reprochoit de se laisser intimider par des menaces , & conduire par des vûes temporelles indignes de leur caractère , & de la place que la plupart d'entre eux tenoient dans l'église. Il s'y plaignoit aigrement de la manière , dont Pierre Flotte avoit parlé dans l'assemblée contre lui , le traitant de Bélial , d'homme aveugle , qui , de concert avec ses semblables , inspiroit au roi des conseils violens. (a) Enfin dans les dernières lignes de la lettre , il jettoit encore un mot touchant la supériorité du saint siège sur le temporel des royaumes , qui marquoit assez qu'il n'étoit pas résolu de quitter son sentiment sur ce point.

Quelque aigries que soient les choses , en de pareilles conjonctures , la raison l'emporte quelquefois sur l'animosité.

(a) On apprend par cette lettre que Pierre Flotte étoit borgne , *Semivident corpore , mensaque totaliter excacatus.*

par

par la vûe des extrémités où l'on voit de part & d'autre qu'on est prêt de s'engager. Ce fut par cette raison que le roi consentit que Robert, duc de Bourgogne écrivît à deux cardinaux de ses amis, & les priât d'adoucir l'esprit du pape, en les assurant que pourvû qu'il révoquât la suspension des graces, qu'il avoit autrefois accordées au roi, & la bulle par laquelle il avoit appelé les prélats & autres gens d'église en Italie, & qu'il voulût écrire à ce prince une lettre honnête, on le trouveroit disposé à une réconciliation sincere avec le saint siège : mais ces lettres, qu'on prit apparemment à la cour du pape pour une marque de l'embarras du roi, ne produisirent rien. Le duc de Bourgogne n'eut point d'autre réponse, sinon qu'il falloit que le roi commençât à s'humilier, à reconnoître sa faute, à donner des marques de pénitence, à faire satisfaction au pape, à désavouer la conduite de ses ministres ; que moyennant cela, il trouveroit le pape prêt à lui faire grace ; que sans cela il n'y avoit rien à faire, & que le pape croiroit se rendre ridicule à toute la terre, s'il écrivoit le premier au roi qu'il avoit excommunié.

Il s'en falloit beaucoup que le roi ne fût en cette disposition, il le fit bientôt connoître. Le pape avoit été le médiateur de la paix entre la France & l'Angleterre : mais il restoit encore plusieurs articles à régler, dont le pape, par le compromis fait entre les deux rois, devoit être l'arbitre. Le roi, vû la maniere dont il en ufoit à son égard, fit trouver bon au roi d'Angleterre qu'il renonçât à l'arbitrage du pape. Ce prince n'eut pas beaucoup de peine à y consentir, & il voyoit avec plaisir la France aux mains avec Rome sur un point, sur lequel il y avoit eu plusieurs démêlés entre ses prédécesseurs & les papes ; mais dont il leur avoit été plus difficile de se tirer à cause de l'aveu que quelques-uns d'eux avoient fait, que le royaume d'Angleterre étoit un fief du saint siège. Le roi ayant eu le consentement du roi d'Angleterre, fit publier une espee de manifeste, par lequel il déclaroit, qu'avec l'agrément du roi d'Angleterre, il renonçoit à la médiation du pape pour plusieurs causes, & en particulier pour les différends qu'il avoit avec lui. Il

Preuves du différend entre Boniface & Philippe, &c.

1302.

Concile de Rome.

nomma trois seigneurs de sa cour pour en faire la déclaration au pape même ; savoir , Gaucher de Châtillon , comte de Porcien , Jean d'Harcourt , & Jean Mouchet.

Ce manifeste fut rendu public au commencement de Novembre , pendant que le pape tenoit à Rome le concile qu'il avoit convoqué l'année d'uparavant , où il avoit appelé les évêques & les docteurs de France , & où assisterent en effet plusieurs prélats François , qui avoient passé en Italie malgré les défenses du roi , ces prélats n'étoient pas en petit nombre : c'étoient les archevêques de Tours , de Bourdeaux , de Bourges & d'Auch , tous les évêques de Bretagne , excepté celui de Dol & celui de S. Malo , les évêques d'Angers , de Toulouse , de Pamiers , de Périgueux , de Xaintes , de Comminge , d'Agde , de l'Escar , d'Oleron , d'Aire , de Mende , de Nîmes , de Carcassonne , de Basas , d'Autun , de Châlons sur Saonne , de Mâcon , d'Albi , de Dax , de Clermont , d'Auxerre , de Coutance , de Noyon , de Besiers , de Limoges , & les abbés de Cluni , de Cîteaux , de Marmoutiers , de Prémontré , de Beaulieu en Argonne , & de la Chaife-Dieu.

C'est dans ce concile , ou bien quelques jours après , qu'il fut résolu d'envoyer la fameuse bulle qui commence par ces paroles , *Unam sanctam*. On y déclare , que tous les hommes sont sujets au pontife Romain , & qu'on ne peut être sauvé sans le croire ainsi. Le pape dans cette bulle paroît avoir affecté d'envelopper sa pensée : car quoiqu'il dise que tous les hommes & les princes temporels sont soumis au pape , il ne dit pas expressément qu'ils y soient soumis pour le temporel , & même on voit deux extraits de deux discours , l'un de Matthieu de Aqua Sparta , cardinal de Porto , & l'autre du pape Boniface même , qui furent sans doute prononcés dans le concile de Rome , où le cardinal & le pape parlent en ces termes. « Quelques-uns ont publié , (dit le » cardinal ,) qu'une lettre (écrite par le pape au roi de France) » portoit qu'il devoit reconnoître tenir son temporel de l'é- » glise , ce qui n'a jamais été écrit. Une telle lettre n'est » venue , ni des cardinaux , ni du pape. *Pierre Flotte* , dit le pape , *se sert du comte d'Artois & du comte de S. Pol , pour*

Ex MS. biblioth.
S. Victor.

envenimer l'esprit du roi. Il pourroit bien avoir falsifié nos lettres. Il nous a imposé que nous avons écrit au roi, qu'il devoit reconnoître que c'étoit de nous qu'il tenoit son royaume. Il y a quarante ans que nous sommes appliqués à l'étude du droit, & nous savons qu'il y a deux puissances ordonnées de Dieu. Peut-on donc croire qu'une telle folie & une telle extravagance nous soient venues en esprit? Nous disons, que nous ne voulons en rien usurper la juridiction du roi, selon ce qu'a dit notre frere le cardinal de Porto : mais le roi ne peut nier qu'il ne nous soit soumis quand il s'agit du péché.

1302.

Cet adoucissement ne s'accordoit pas trop bien avec ce que l'archidiacre de Narbonne avoit dénoncé au roi de la part du pape, savoir, qu'il devoit reconnoître que lui aussi bien que les autres princes tenoient du pape leur souveraineté temporelle. Quoi qu'il en soit, on voit par tout cela, que le pape n'osoit pas dire en termes exprès dans sa bulle, que le royaume de France relevoit du saint siège, ni que le roi dût reconnoître qu'il tenoit son temporel de l'église, comme les papes l'avoient souvent dit de l'Angleterre, & de quelques autres. Mais il prétendoit en vertu de sa puissance spirituelle, avoir droit de veiller sur la conduite du roi dans l'administration de l'état, d'examiner s'il le gouvernoit selon les loix divines, de corriger les abus du gouvernement, de s'en faire rendre compte par les sujets même, d'écouter leurs plaintes contre le prince, & même, comme il le dit nettement dans le concile de Rome, de le déposer s'il ne se corrigeoit, ou s'il refusoit de recevoir les avis du saint siège ; ce qui revient à peu près à la théologie de quelques docteurs ultramontains, qui disent que le pape n'a pas le domaine direct, mais seulement le domaine indirect sur le temporel des rois : mais les souverains ne reconnoissent ni l'un ni l'autre de ces domaines, qui, dans le fond, les assujettiroient également ; & Philippe le Bel, aussi bien que ses ministres, s'apercevant bien que toutes ces distinctions ne mettoient point l'autorité royale en assurance, continuèrent à prendre leurs précautions contre ce qui se faisoit à Rome.

Ibid.

Le roi fit une nouvelle assemblée à Paris, où du consen-

1302.

tement de ceux qui y assisterent, il renouvela les défenses qu'il avoit faites à tous ses sujets de sortir du royaume sans sa permission, ni d'en faire sortir aucun argent : il y ajouta une pareille défense pour les chevaux, & pour tout ce qui étoit d'usage dans la guerre : & fit une ordonnance pour saisir le temporel de tous les bénéficiers qui étoient allés à Rome sans sa permission.

Ordonnance datée du 1 Decemb. 1302.

Ainsi finit l'année 1302, non pas pourtant sans laisser encore quelque espérance d'accommodement. L'évêque d'Auxerre étoit un de ceux qui avoient passé en Italie pour se rendre au concile de Rome : mais la confiance que le roi paroît avoir eue en lui en traitant par son moyen avec le pape, fait croire qu'il n'avoit fait le voyage que de concert avec ce prince, qui vouloit avoir en la personne de cet évêque un agent auprès du pape capable de faire des ouvertures de paix.

Le pape envoie un légat en France.

D'autre part le comte de Valois, rappelé d'Italie par le roi, qui ne jugea pas convenable que son frere dans ces conjonctures commandât les troupes de l'église, se chargea à la priere du pape de tâcher de ramener ce prince. Et ce fut sans doute ce comte & l'évêque d'Auxerre, qui l'engagerent à recevoir un légat que le pape fit partir pour la cour de France.

Ce légat fut Jean le Moine, cardinal de S. Marcellin, François de nation, (a) dont les instructions portoient deux choses. La première regardoit les évêques de France, les abbés, & les autres qui avoient été appelés à Rome, & qui ne s'y étoient pas rendus. Le légat avoit ordre de leur commander de nouveau d'y venir en personne, ou par procureur dans l'espace de trois mois, sous peine de déposition de leurs dignités, & de la privation de leurs bénéfices ; & cet ordre devoit être sur-tout intimé aux archevêques de Sens & de Narbonne, aux évêques de Soissons, de Beauvais, & de Meaux, & à l'abbé de S. Denys.

Ce qu'il demandoit au roi.

L'autre chose regardoit le roi même, & l'instruction du cardinal à cet égard contenoit les douze articles suivans. I. De demander au roi qu'il révoquât la défense qu'il avoit

(a) C'est le fondateur du collège dit du cardinal le Moine à Paris.

faite aux prélats d'aller trouver le pape, suivant le commandement qu'il leur en avoit fait. II. De reconnoître que le pape avoit la souveraine puissance pour pourvoir aux bénéfices vacans, soit qu'ils vaquassent par la mort du bénéficié en cour de Rome, soit autrement; & que personne n'avoit pouvoir de les conférer sans sa permission. III. Que le pape pouvoit envoyer des légats & des nonces tels qu'il jugeroit à propos, & indépendamment de quiconque. IV. Que le pape avoit la dispensation entière des biens d'église, que nul ne s'en devoit mêler, ni en rien exiger que lui, & qu'il avoit droit de faire sur ces biens telles impositions qu'il voudroit, sans en demander congé à personne. V. Qu'aucun roi ne devoit faire saisir les biens d'église, excepté en certains cas marqués dans le droit, ou accordés par le pape, ni faire comparoître à sa cour les ecclésiastiques en actions personnelles, ni pour des biens immeubles, à moins qu'ils ne les tinssent d'eux en fief. VI. De se plaindre de ce que le roi avoit souffert qu'on brûlât en sa présence une bulle du pape; que pour se justifier sur ce fait, il falloit qu'il envoyât vers lui quelqu'un pour entendre ce qu'il en ordonneroit, avec promesse d'obéir à ce qui seroit ordonné pour réparation d'un tel affront fait au saint siège. La bulle dont il s'agissoit dans cet article n'est pas celle, que Robert comte d'Artois jetta au feu en présence du roi, mais une autre qui regardoit l'évêque de Laon. Le légat devoit en même temps déclarer au roi, que le pape avoit dessein de révoquer tous les privilèges & toutes les graces que lui & ses prédécesseurs avoient accordés au roi & à son royaume. VII. Que le roi ne portât point trop loin ce que par abus il appelloit droit de régale, qu'il ne dégradât point les terres des églises qui étoient en sa garde, qu'il en fit conserver les fruits pour ceux qui seroient nommés au bénéfice vacant. VIII. Que le roi laissât aux évêques la liberté d'user de leur puissance, & leur remît en main le glaive spirituel, & cela nonobstant tous les privilèges, qui pourroient avoir été accordés tant à lui qu'à ses enfans, à ses freres, à sa posterité, & à ses officiers. IX. Le légat étoit chargé de faire des remontrances au roi sur l'article du changement

1302.

des monnoies , & de lui signifier qu'il étoit obligé à restitution pour les dommages que ce changement avoit causés. X. De le faire ressouvenir du contenu de la lettre , que lui avoit présenté Jacques de Normans , notaire apostolique. XI. De dire au roi , que ni Lyon ni son territoire ne lui appartenoient point. XII. De demander satisfaction pour toutes les fautes commises sur tous ces points , & qu'elle se fit d'une maniere , que le saint siège eût sujet d'être content , ainsi que le comte de Valois l'avoit fait espérer : qu'autrement le pape y mettroit ordre , en employant les armes spirituelles & temporelles.

Parmi ces propositions il y en avoit de si extraordinaires , de si choquantes , & de si opposées aux usages & aux libertés de l'église Gallicane , qu'il y a sujet de croire que le pape se fût contenté de beaucoup moins que ce qu'il demandoit , s'il y eût eu dans la suite assez de patience des deux côtés pour continuer la négociation que l'on commençoit. Le roi envoya au pape sa réponse à la plupart de ces articles , & eut assez de modération en cette occasion , pour n'y ajouter aucunes réflexions offensantes sur certains termes , dont il fut lui-même assurément choqué.

Réponse de ce prince.

Il répondit premierement, qu'il n'avoit point fait, au mépris de la sainte église sa mere , la défense à ses sujets de transporter de l'argent hors du royaume , ni d'en fortir : mais qu'il en avoit ainsi usé pour des raisons qui regardoient le bien & la tranquillité de son état ; qu'il s'étoit en cela servi du droit qu'ont tous les souverains , toutes les républiques , & les princes les moins puissans : & que , par le respect qu'il avoit pour sa sainteté , il étoit prêt de se rendre à la priere que lui avoit fait le cardinal legat , de recevoir dans son royaume , & de remettre en possession de leurs biens ceux qui en étoient sortis contre ses ordres , pour aller en Italie. II. Que pour la collation des bénéfices , il en avoit usé , & en usoit encore selon son droit & selon la coutume immémoriale , & suivant l'exemple de S. Louis ; qu'il n'avoit rien innové en cela , qu'il ne prétendoit rien innover , & qu'il ne croyoit pas que le pape voulût rien innover lui-même. III. Qu'il ne prétendoit point empêcher les légats & les nonces du pape de

venir dans ses états , excepté quand ils lui seroient suspects , & qu'il auroit quelque autre juste raison de ne les pas recevoir. IV. Que pour la régie & l'administration des biens d'église , son intention étoit de ne rien faire contre le droit & contre la coutume. V. Que pour la saisie des biens ecclésiastiques , & pour la comparence des gens d'église devant sa cour , il s'en tenoit pareillement au droit & à la coutume. Qu'il ne prétendoit point empêcher l'usage légitime du glaive spirituel , qu'il étoit au contraire disposé à en soutenir l'usage , pourvu que les ecclésiastiques ne passassent point les bornes que le droit & la coutume leur prescrivoient : & que si par hasard ses officiers avoient failli en ces sortes de matieres , il étoit prêt d'en faire le châtiment. VI. Que pour la lettre du pape , qui avoit été brûlée , la chose étoit arrivée dans un procès entre l'évêque de Laon & les échevins de la ville ; que l'évêque s'étoit servi dans la suite du procès d'une lettre du pape contre les échevins , que lui-même avoit déclaré qu'il ne vouloit en tirer aucun avantage ; que les échevins avoient demandé qu'on la brûlât , afin que l'évêque ne pût plus en user contre eux ; que sur cela on l'avoit jetée au feu , mais sans intention de rien faire contre le respect dû à Dieu ou au pape , ou à l'église. VII. Que pour les droits de la régale , il s'en tenoit à l'exemple de S. Louis ; que , si ses officiers en avoient mal usé , il étoit prêt de dédommager les intéressés : & qu'il avoit fait de nouveaux reglemens sur ce point-là en particulier à la requête de ses sujets. VIII. Qu'en changeant le prix & la qualité des monnoies , il avoit usé de son droit , fondé sur la coutume immémoriale de ses prédécesseurs ; que néanmoins , après qu'on lui en eut représenté les conséquences , il en avoit aussi-tôt apporté le remède , de sorte que bientôt on ne se plaindroit plus de rien là-dessus. IX. Qu'à l'égard des griefs contenus dans la lettre du notaire apostolique , il avoit toujours été en disposition de satisfaire sa noblesse & ceux du corps ecclésiastique ; & qu'il avoit fait de nouvelles ordonnances de concert avec les principaux membres de ces deux ordres. X. Qu'enfin l'archevêque de Lyon s'étoit attiré les dommages qu'il avoit soufferts , pour avoir refusé de lui faire ser-

1302.

ment de fidélité, & pour s'être brouillé avec les bourgeois. Qu'au reste il ne souhaitoit rien tant que de se voir reconcilié avec le pape, pourvu que le pape de son côté n'entreprît point sur les libertés, franchises, privilèges & indults du royaume de France : que s'il n'étoit point content des réponses qu'il faisoit au mémoire présenté par le légat, il étoit prêt de remettre tous ses intérêts entre les mains du duc de Bretagne, & du duc de Bourgogne amis du pape, & à qui il lui avoit proposé lui-même de s'en rapporter.

1303.

Le pape en est irrité.

Le pape, que son humeur altière portoit aisément à croire que tout plieroit sous son autorité, avoit trop compté sur l'espérance que le comte de Valois & l'évêque d'Auxerre lui avoient donnée d'engager le roi à le contenter; ou plutôt il s'étoit promis beaucoup plus de leurs instances auprès du roi, qu'ils n'avoient eu eux-mêmes envie de lui promettre, ou du moins qu'ils ne purent obtenir de ce prince. Le pape écrivit de nouveau au cardinal légat, & lui donna ordre de ré pétér au roi, que s'il ne prenoit d'autres voies de satisfaire le saint siège, il employeroit incessamment contre lui les armes spirituelles & les temporelles. Il écrivit aussi sur cela au comte de Valois & à l'évêque d'Auxerre, mais fort inutilement.

Il déclare le roi excommunié.

Bulla Per processus nostros, Bulla Super Periri solio.

Enfin il éclata, & ordonna au légat de déclarer au roi qu'il étoit excommunié, de défendre à tous les prélats du royaume, & à tous les ecclésiastiques de célébrer devant lui les saints mystères, & de publier cette défense par tout le royaume de France (ce qui apparemment ne fut pas fait, car on avoit donné des gardes au légat dès qu'il fut en France.) Il commanda de plus au légat d'enjoindre de sa part au pere Nicolas de l'ordre de S. Dominique, confesseur du roi, de venir à Rome dans l'espace de trois mois rendre compte de sa conduite, pour être absous, s'il se trouvoit innocent, ou pour être châtié, supposé qu'il fût coupable.

Conduite du roi en cette occasion.

Le roi, qui connoissoit le caractère du pape, s'étoit bien attendu à tout cela, & n'en parut pas étonné. Sur cette dénonciation que lui fit le légat, il mit en exécution sa dernière ordonnance, & commanda au prévôt de Paris de saisir le temporel de tous les prélats & de tous les autres ecclésiastiques

frastiques de son ressort qui étoient sortis du royaume contre sa défense. La chose fut exécutée non-seulement dans le ressort de Paris , mais par tout le royaume. Il convoqua une nouvelle assemblée de seigneurs , de prélats , d'abbés , de supérieurs des maisons religieuses , & de plusieurs autres personnes tant laïques qu'ecclésiastiques : elle se tint au mois de Juin dans le Louvre. Le seigneur Guillaume du Plessis y harangua , & avança contre le pape des choses encore plus fortes , que n'avoit fait Nogaret , supplia le roi de travailler à la convocation d'un concile général , & promit que le lendemain il feroit un plus ample détail des crimes , dont il accusoit Boniface. Il le fit en effet , & conclut en disant , qu'il prévoyoit bien que son discours lui attireroit des anathèmes ; mais que dès ce moment il en appelloit au concile général , & au pape futur légitimement élu.

1303.

Le roi, après ce discours, demanda les avis de l'assemblée sur ce qui venoit d'être dit , & en particulier sur la convocation d'un concile général , & de l'appel au pape futur canoniquement élu. Ils furent conformes sur ces deux points à la réquisition du seigneur du Plessis. Sur quoi le roi déclara que c'étoit aussi son sentiment , s'engagea à contribuer de toute sa puissance à la convocation du concile , & en appella au pape futur de tout ce que Boniface pouvoit avoir fait , & pourroit faire dans la suite par ses excommunications & par ses interdicts , tant contre sa personne , que contre son royaume & contre ses vassaux. Les prélats , les abbés , les prieurs , dont plusieurs avoient assisté au concile de Rome , mais qui étoient revenus depuis en France , & avoient obtenu leur grace du roi , Hugues , visiteur des maisons de l'ordre des Templiers , & les autres souscrivirent pareillement à la convocation du concile , & à l'appel au pape futur. Peu y résisterent , & * les Dominicains de Montpellier ayant fait de la difficulté sur cela , eurent ordre de sortir du royaume dans trois jours.

Il appelle au futur pape.

* Voyez les observations.

Dès que le roi eut congédié l'assemblée , il envoya une lettre circulaire à toutes les villes , églises , & communautés de son royaume , afin d'avoir leur consentement sur ces deux articles. L'effet de cette lettre fut tel , que le roi pou-

Lettres circulaires à ces effets.

1303.

* Voyez les observations.

voit le souhaiter : & dans l'espace de trois mois depuis l'assemblée de Juin, il reçut plus de sept cents actes * (a) de consentement tant des évêques qui n'avoient point assisté à l'assemblée, que des abbés, prieurs, abbeſſes, chapitres de Religieux de tous les ordres, des universités, des villes, des provinces, des princes, des seigneurs non-seulement de France, mais encore de Navarre. Et il est remarquable, qu'en tous les actes des villes, il est exprimé qu'ils se soumettent eux, leurs sujets & adherens à la protection de notre mere sainte Eglise, du concile, & autres qu'il appartiendra en ce qui concerne le spirituel seulement. Il est aisé d'imaginer le trouble & le scandale que causerent par-tout ces effets funestes de la division des deux puissances.

Le pape s'en plaint par une bulle.

Bulla Nuper ad audiensiam.

Le pape informé de ce qui s'étoit passé à Paris, publia une bulle en façon de manifeste, où, entre autres plaintes qu'il faisoit au roi, il lui reprochoit d'avoir donné retraite dans ses états à Etienne Colonne, ennemi du saint siège & de l'église. Il envoya en France une autre bulle, par laquelle il ôtoit à tous les corps ecclésiastiques le droit des élections, se réservant la provision de tous les bénéfices qui vaueroient, & déclarant nulles toutes les élections des évêques, jusqu'à ce que le roi eût reconnu sa faute. Par une autre il ôtoit aux docteurs le droit d'enseigner, de donner des grades tant en théologie qu'en droit canon & en droit civil.

Joan. Villani, lib. 8, cap. 63 & alii.

C'est ainsi que le pape employoit contre le roi les armes spirituelles dont il l'avoit menacé. Il voulut aussi mettre en usage les temporelles, non pas par lui-même, car il n'étoit pas assez fort pour déclarer la guerre à la France; mais par le moyen des autres princes, qu'il crut pouvoir engager dans sa querelle. Il exhorta le comte de Flandre à continuer sa révolte contre la France. Jusqu'alors il n'avoit jamais voulu reconnoître Albert d'Autriche pour roi des Romains : mais pour s'appuyer de lui contre le roi, il donna son consentement au choix que les électeurs avoient fait de ce prince, l'invita à venir à Rome, & l'exhorta à faire la guerre.

(a) Ils sont au trésor des chartes.

re à la France du côté de l'Allemagne : mais le roi avoit déjà pris les devans. Albert ne voulut point rompre avec ce prince, dont il avoit fait épouser la sœur Blanche de France à son fils Rodolfe, en vertu du traité fait à Vaucouleurs, où ils s'étoient abouchés quelques années auparavant, & où pour ôter tout sujet de dissension entre eux, Albert avoit renoncé à tous les droits de l'Empire sur le royaume d'Arles, qui comprenoit la plupart des pays situés entre la Saone, les Alpes & la mer, & qui, comme j'ai déjà remarqué en diverses occasions, avoit été uni à l'Empire, après avoir été usurpé sur les rois de France de la seconde race, sous le regne des enfans de Louis le Begue. Le roi de son côté avoit relâché à Albert tout ce qu'il pouvoit prétendre en Lorraine, en Alsace, & sur Fribourg. De sorte que dans ces conjonctures, Albert qui avoit ce qu'il prétendoit en se voyant assuré de l'Empire, ne poussa point sa complaisance pour le pape jusqu'à rompre avec la France : & apparemment, suivant la maxime de la plupart de ses prédécesseurs, il n'étoit pas trop fâché de voir abaisser la puissance du pape, qui étoit depuis plusieurs siècles devenue si redoutable aux empereurs.

Le roi, pour le malheur du pape, prit mieux ses mesures, & n'agissant plus avec lui que comme un prince temporel, qui lui faisoit la guerre, il forma le dessein de le surprendre & de l'enlever. Guillaume de Nogaret, & Sciarra Colonne tiré depuis peu de sa captivité, se chargerent de l'entreprise. Ils passerent en Toscane avec beaucoup d'argent, & firent courir le bruit que c'étoit pour traiter de la paix avec le pape. Ils s'arrêtèrent au château de Staggia, corrompirent par leurs largesses beaucoup de seigneurs des environs, enrôlerent secretement quantité de soldats, qui avoient la plupart servi dans l'armée du comte de Valois, lorsqu'il commandoit en Italie, & ils leur donnerent ordre de se rendre auprès d'Anagnie patrie du pape, qui s'y étoit retiré comme en un lieu de sûreté, où il pourroit être soutenu par ses compatriotes. Nogaret & Sciarra Colonne y arriverent la veille de la N. Dame de Septembre; & par le moyen des intelligences qu'ils avoient pratiquées dans la ville,

L ij

1303.

Thréfor des chartes chez sainte Marthe.

Le roi le fait enlever.

Joan. Villani, loc. cit.

1303.

ils y entrèrent le matin sans résistance, avec trois cents chevaux & beaucoup plus de fantassins. S'étant assurés des principaux postes, ils firent crier de tous côtés : *Vive le roi de France, & meure le pape*. La populace ou entraînée par la crainte, ou corrompue par argent, se joignit à eux. Ils firent attaquer le palais du pape, qui fut forcé après quelque résistance, un grand trésor qu'il avoit à Anagnie fut pillé; & se voyant hors d'apparence d'échapper, il se fit revêtir des habits pontificaux avant que les ennemis arrivassent jusqu'à son appartement, & s'étant assis sur son throne, il attendit tranquillement son malheureux sort.

Le pape est mis en prison, & meurt.
Chronique MS.
du Héraut de Ber-
ni.

Sciarra Colonne étant entré dans la chambre où il étoit, lui dit mille injures, & lui fit les plus sanglans reproches que sa haine lui suggeroit. Il le frappa même à la joue de sa main armée d'un gantelet, & l'eût tué sans Nogaret, qui l'en empêcha. Boniface fut mis en prison, où on le laissa trois jours sans manger. Au bout de ce temps-là les habitans d'Anagnie ayant eux-mêmes horreur de leur trahison, tournèrent leurs armes contre Sciarra Colonne & contre Nogaret, & les ayant chassés hors de la ville, délivrèrent le pape, qui fut conduit à Rome avec une escorte; il y mourut l'onzième du mois suivant d'une dissenterie causée partie par le chagrin, partie par la rigueur de sa prison, après avoir tenu le siège pontifical huit ans neuf mois & dix-huit jours.

Bulla Supra Petri solio.
Ex MSS. biblioth.
th. S. Victoris.

Lorsqu'il fut surpris à Anagnie, il avoit préparé une bulle qu'il devoit publier le lendemain, où après avoir fait un détail de la conduite qu'il avoit tenue avec le roi de France, & de celle dont ce prince avoit usé à son égard, il le déclaroit excommunié, délivroit ses sujets du serment de fidélité, leur défendoit, sous peine d'anathème, de lui obéir tant qu'il demeurerait excommunié, & finissoit en l'exhortant à se reconnoître, & à recourir à la miséricorde du saint siège, pour ne point s'attirer un châtement encore plus rude, qui ne pouvoit être que sa déposition, ce qu'il ne disoit pas néanmoins expressément, mais il le faisoit assez entendre.

Nouveau pape Peu de jours après la mort de Boniface, Nicolas évêque

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 85

d'Ostie, homme de basse naissance, mais que ses grandes vertus avoient élevé aux plus hautes dignités, & qui avoit été général de l'ordre de saint Dominique, fut élu pape sous le nom de Benoît XI. C'étoit un homme d'un génie tout différent de celui de son prédécesseur, & qui à beaucoup de mérite, joignoit une grande douceur & une affabilité qui le rendoit aimable à tout le monde. Ce qu'il se proposa principalement, & à quoi il s'appliqua dès qu'il se vit sur la chaire de S. Pierre, fut de rétablir l'ancienne union du saint siége avec le roi: mais avant que de raconter la maniere dont il s'y prit, je dois reprendre la suite des autres affaires de France, par lesquelles je n'ai point voulu interrompre la narration de celles que je viens de rapporter. Les plus importantes furent celles qui se passerent en Flandre.

1303.
*élu sous le nom de
Benoît XI.*

Robert, fils de Gui, comte de Flandre, avoit fait tous ses efforts à Rome, pour faire comprendre son pere dans le traité de paix qui se négocioit, & qui fut conclu entre la France & l'Angleterre. Il n'avoit pû en venir à bout, le roi ne le voulant pas, & le roi d'Angleterre, malgré l'engagement qu'il avoit avec le comte de Flandre sur cet article, l'ayant sacrifié aux avantages qu'il retiroit de la paix avec la France par la restitution entiere qu'on lui faisoit de la Guienne.

*Affaires de Flan-
dre.
Meyerus.*

Ce n'étoit pas que le roi ne fût de lui-même assez porté à lui pardonner sa révolte: mais Robert, comte d'Artois, qui ne souhaitoit rien tant que l'abaissement d'un voisin aussi puissant que le comte de Flandre, agit si fortement par lui-même & par la reine qui étoit fort dans ses intérêts, qu'ils empêcherent le roi de suivre sur cela leur inclination, & les sollicitations du pape, qui pour avoir trop demandé, n'obtint rien du tout: car il vouloit que le roi rendît au comte de Flandre généralement toutes les places qu'il avoit prises sur lui.

Dès que la treve conclue à Tournai fut expirée, le comte de Valois fut envoyé en Flandre avec une armée. Le comte de Flandre abandonné par l'Angleterre, & n'étant point soutenu par Albert, roi des Romains, ainsi qu'il l'avoit

1299.

espéré, n'osa paroître en campagne : & comme il étoit fort âgé, il se déchargea sur Robert son fils de tout le soin de cette guerre.

Ce prince se renferma d'abord dans Rupelmonde, & puis dans Gand, ayant confié la garde de Dam à Guillaume son frere, & celle d'Ypres à Gui son autre frere. Il se donna quelques petits combats, où les Flamans furent toujours battus. Le comte de Valois fit le dégât autour de Gand, d'Ypres, & de Dam, mais sans oser attaquer ces places, qui étoient trop bien munies. Il prit seulement Dixmude : c'est tout ce qui se passa dans la campagne de 1299.

1300.

Ibid.

La suivante eut des succès beaucoup plus considérables pour la France. Le comte de Valois assiegea Dam, & le prit. Les habitans de Gand voyant que tout le poids de la guerre alloit tomber sur eux, traiterent secretement avec le comte de Valois, & après avoir obtenu de lui sûreté pour leurs biens & pour tous leurs privilèges, ils lui livrerent leur ville.

Le comte de Flandre ayant appris leur dessein ayant qu'il fût exécuté, mais n'étant pas en état de le traverser, n'eut de ressource que dans la bonté du comte de Valois. Il lui demanda une entrevûe, qui lui fut accordée. Ils se virent à Rodembourg, appelée aujourd'hui Ardembourg, en présence d'Amedée comte de Savoye. Le comte de Valois lui déclara qu'il n'y avoit point d'autre parti à prendre pour lui, ni d'autre moyen d'obtenir sa grace, que de se rendre au roi, & de lui livrer le reste de ses places. Le comte de Flandre ne put jamais en obtenir autre chose ; ainsi se voyant accablé, sans secours, & abandonné de ses propres sujets, il consentit d'aller à Paris avec ses deux fils Robert & Guillaume, & un certain nombre de seigneurs Flamans, pour se remettre à la miséricorde du roi, à condition que si la paix ne pouvoit se conclure dans l'espace d'un an, ils auroient la liberté de revenir en Flandre.

*Soumission du
comte de Flandre.*

Dans le choix que le comte de Valois fit des seigneurs Flamans qui devoient accompagner leur comte, il eut soin de nommer ceux qui avoient toujours paru les plus ennemis de la France ; & la plupart des autres qui resterent,

étoient de la faction du Lis, dont j'ai parlé, c'est-à-dire, de la faction favorable à la France. Le connétable Raoul de Nesle fut chargé du commandement de toute la Flandre, où les actes publics commencerent à se faire au nom du roi.

1300.

Le comte de Valois entra dans Paris comme en triomphe. Tout le peuple étoit dans les rues ou aux fenêtres, pour voir ce vainqueur traîner après lui la Flandre captive dans la personne du comte Gui & de ses fils, & de ce grand nombre de seigneurs Flamans. La reine parut à une fenêtre du Louvre, jouissant avec plaisir de ce spectacle, parce qu'elle haïssoit fort le comte de Flandre. Ce comte & Robert son fils aîné firent semblant de ne la pas voir, & passerent les yeux baissés sans la saluer. Guillaume second fils du comte, qui avoit épousé la fille du connétable de Nesle, parut moins décontenancé, & fit une profonde inclination à cette princesse.

Le comte de Flandre fut conduit à l'appartement du roi par le comte de Savoye, qui le lui présenta. Il se jeta aux pieds du roi avec ses fils & tous les seigneurs Flamans. Il lui demanda sa grace & pardon de tout le passé. Le comte de Valois prit la parole, & exposa au roi les conditions auxquelles il avoit traité avec le comte, marquant qu'il lui avoit promis de le reconduire en Flandre dans un an, si la paix ne se concluait point plutôt.

Le roi fut quelque temps sans répondre, les regardant tous d'un air fort froid; après quoi il leur dit qu'il leur donnoit la vie, & que pour ce qui étoit du traité, le comte de Valois l'avoit fait sans le consulter, ce qui mortifia beaucoup ce prince. Et l'historien Flamand attribue à son chagrin la résolution qu'il prit de passer en Italie, où le pape qui n'étoit pas encore tout-à-fait brouillé avec la France, l'appelloit pour commander les troupes de l'Eglise.

Meyerus.

Alors, mais trop tard, le comte de Flandre reconnut la faute qu'il avoit faite en ne prenant pas mieux ses sûretés. Aussi-tôt après le roi les dispersa en divers quartiers du royaume. Le comte de Flandre, avec une partie des seigneurs Flamans, fut envoyé prisonnier à Compiègne, Robert son fils au

1300.

château de Chinon, & Guillaume son autre fils en un château d'Auvergne. Cette nouvelle consterna étrangement les trois autres fils du comte, qui étoient demeurés en Flandre, & ils se retirèrent aussi-tôt à Namur, qui appartenoit à leur mere.

Le roi y fait un voyage avec toute la cour.

Quelque temps après le roi avec la reine & toute la cour alla en Flandre, non plus en ennemi, ni en conquérant, mais en souverain avec un équipage magnifique, pour recevoir les hommages de toutes les villes. Il fut reçu par-tout avec de très-grands respects, & avec les acclamations des peuples. Ce ne furent en toutes les villes que réjouissances, que tournois, & autres spectacles militaires, & on lui fit, sur-tout à Gand, une pompeuse réception. Il n'oublia rien de son côté pour gagner l'affection des peuples. Il fit des présens à divers seigneurs, & aux magistrats des villes, accorda de nouveaux privilèges, ôta une partie des impôts, & enfin déclara qu'il réunissoit le comté de Flandre à la couronne, qu'elle n'en seroit plus désormais un fief, le feudataire par sa felonie en ayant mérité la confiscation, & qu'elle seroit comme les autres provinces une partie du royaume de France. Il donna le gouvernement de Flandre à Jacques de Châtillon, oncle de la reine, & lui laissa un corps de douze cents hommes de cavalerie sous le commandement de Robert, comte de Boulogne. Il retourna par Ypres, Lille, & Douai, où il assista au mariage de Robert, comte d'Artois, qui épousa en secondes nûces Marguerite, fille aînée de Jean, comte de Hainaut.

Ibid.

Réunion de la Flandre à la couronne de France.

Cette réunion du comté de Flandre à la couronne, fut un coup de la dernière importance pour la France, parce que le comte de Flandre étoit de tous les feudataires de la couronne après le roi d'Angleterre, le plus capable de donner de l'inquiétude à son souverain par la situation de son pays, qui étoit de très-difficile accès, où il pouvoit aisément recevoir par la mer du secours d'Angleterre, & par terre d'Allemagne & des petits princes ses voisins feudataires de l'Empire : mais ce n'étoit pas une petite affaire que de gouverner les Flamans.

Jamais peuples ne furent plus attachés à leurs maîtres, quand

quand ils s'en crurent aimés & ménagés. Jamais il n'y en eut de plus farouches & de plus séditieux, quand ils s'en crurent négligés ou méprisés. Philippe, par les manières populaires qu'il avoit affectées dans son voyage de Flandre, avoit assez bien réussi à les gagner: mais ceux qu'il laissa pour gouverner en sa place ne garderent pas la même méthode, ou ne trouverent pas le même secret de plaire aux gens du pays, & d'attirer leur amitié & leur confiance.

1300.

A peine le roi fut-il de retour, qu'il se fit une sédition à Bruges, non pas d'abord contre les François, mais entre les habitans mêmes, à l'occasion des dépenses, qui avoient été faites pour la réception de ce prince. Les magistrats ordonnèrent que les frais de cette réception pour leur quote-part, seroient pris sur les impôts ordinaires; mais que ceux que les corps des métiers avoient faits de leur côté, seroient payés par les corps mêmes selon qu'ils jugeroient à propos de se taxer pour cela dans leurs assemblées, en répartissant la taxe sur les particuliers de chaque corps de métier. Ceux-ci déjà aigris contre le magistrat, parce qu'il avoit empêché le roi d'ôter certains impôts, dont il avoit fait grace au petit peuple de Gand, murmurèrent hautement; & un tisseran chef du métier, nommé Pierre le Roi, homme hardi & turbulent, ayant été déferé pour avoir ameuté quelques gens de la populace, fut mis en prison par le maire de la ville avec vingt-cinq autres des plus accrédités parmi les gens de métier. Sur cette nouvelle le peuple courut aux armes, rompit les prisons, & en tira les coupables malgré les magistrats, qui furent obligés de dissimuler cette insulte, bien résolus néanmoins de ne la pas laisser impunie.

Sédition à Bruges.

Ils en concerterent le châtiment avec le seigneur de Châtillon, gouverneur pour le roi en Flandre, à qui les voies de douceur dans le commencement d'une nouvelle domination auroient apparemment été plus convenables: mais c'étoit un homme fier & hautain, & qui crut devoir établir son autorité par un exemple de rigueur. Il convint donc avec les magistrats, qu'au jour marqué il s'approcheroit de la ville

1300.

avec cinq cents chevaux pour les soutenir en cas que la populace s'opposât à la justice qu'ils voudroient faire des séditieux. La chose auroit vrai-semblablement réussi, si elle étoit demeurée secrète jusqu'à l'exécution : mais le peuple qui étoit toujours dans la défiance, ayant remarqué quelques mouvemens extraordinaires parmi ceux de la faction du magistrat, & qu'ils faisoient provision d'armes, sût par ses espions le jour destiné à l'emprisonnement de Pierre le Roi & de ses principaux complices, & que le matin au son d'une certaine cloche, le magistrat devoit prendre les armes, & s'emparer des issues des rues, pour faire ensuite ce qu'ils jugeroient à propos.

Le peuple plus discret que les magistrats, fit ses complots & ses préparatifs avec un grand secret : & il fut arrêté qu'au son de la même cloche ils sortiroient tous de leurs maisons & se faisoient les premiers des principaux postes de la ville : ils n'y manquèrent pas. Ils chargerent ceux de la faction du magistrat, qui ne s'attendant à rien moins, furent mis en désordre, & obligés de se sauver dans un petit fort voisin de l'église de S. Donatien. Ils y furent poursuivis & forcés avec tant de diligence, que Châtillon, qui s'étoit avancé pour les seconder, voyant les choses en si mauvais état, n'osa entrer dans la ville avec sa cavalerie, & différa la vengeance jusqu'à ce que s'étant fait joindre par le comte de S. Pol son frere avec un grand nombre de troupes, il vint investir la ville.

*Comment appa-
sée.*

Le peuple partie en crainte, partie en fureur, délibéra sur le parti qu'il prendroit, & résolut enfin de se défendre : mais le magistrat en faveur duquel le gouverneur de Flandre vouloit faire le châtiment, se fit médiateur. Il fut résolu, du consentement des deux partis & du gouverneur, que ceux qui se sentiroient coupables de la première rébellion, sortiroient de la ville pour n'y plus revenir, & que le reste se soumettroit à la clémence du gouverneur.

La chose fut ainsi exécutée. Pierre le Roi avec les plus mutins se condamnerent eux-mêmes à l'exil, & le seigneur de Châtillon fut reçu dans la ville. Il se contenta d'abord d'en ruiner toutes les fortifications, de faire abattre quel-

ques-unes des portes, de faire quelques breches aux murailles qui n'étoient que de terre : mais quand cela fut fait, il déclara que la ville pour sa révolte étoit déchûe & privée de tous ses privilèges, ce qui irrita extrêmement non-seulement le peuple, mais encore les magistrats, qui se voyoient par là confondus avec les coupables.

1300.

Châtillon, pour empêcher dans la suite de pareils soulèvements, commença une citadelle à Bruges, en fit faire deux à Courtrai, une à Lille, & tout cela aux dépens du peuple de Bruges, sans que les magistrats y contribuassent. Il fit de plus fortifier plusieurs autres places qui étoient démantelées dès le temps du comte Ferrand pris à la bataille de Bouvines sous Philippe Auguste, & que ce comte avoit été obligé de raser par le traité de sa délivrance. Châtillon prétendoit par là tenir les Flamans en bride, & les charger ensuite d'impôts pour rabattre leur orgueil, que l'abondance entretenoit. En effet elle étoit telle dans le pays, que la reine, lorsqu'elle fit son entrée à Bruges, fut non-seulement surprise, mais même scandalisée de la magnificence des habits des femmes; ce qui lui fit dire, qu'elle avoit crû paroître comme la seule reine qu'il y eût, mais qu'elle y avoit trouvé plus de six cents femmes qui pouvoient lui disputer cette qualité par la parure & par la richesse de leurs habits.

Ibid.

Le gouverneur commença donc, soit par ordre de la cour, soit de sa propre autorité, à mettre impôts sur impôts. On lui représenta que cela ruinoit le commerce, que les étrangers l'alloient faire ailleurs, & que les marchands du pays se retiroient. La remontrance n'eut point d'autre effet, que de lui faire inventer de nouvelles manieres de tirer de l'argent des peuples. Il traitoit mal les enfans des seigneurs & des gentilshommes, qui avoient suivi le comte de Flandre à Paris, & qu'on avoit retenus prisonniers. Ainsi le mécontentement fut universel, excepté en ceux de la faction du Lis, qu'il s'attacha beaucoup par les graces qu'il répandoit sur eux aussi libéralement, qu'il épargnoit ou ménageoit peu les autres.

Les habitans de Bruges s'étoient pourvus à la cour con-

Haine des Fla-

1303.
mans contre les
Français.

tre la cassation que le gouverneur avoit faite de leurs privilèges au sujet de la sédition dont j'ai parlé : mais ils y avoient perdu leur cause ; & les députés en revinrent pleins de douleur & de rage contre la domination Française.

La haine des Flamans contre les Français étoit trop publique , pour être ignorée des fils du comte de Flandre , qui s'étoient retirés à Namur. Ils n'oublierent rien pour l'augmenter. Ils avoient par-tout des émissaires parmi la populace , pour la disposer à la révolte , & étoient d'ailleurs sûrs des enfans , des parens , & des amis des nobles prisonniers en France. Il falloit que leurs intrigues fussent fort secretes pour réussir ; car non-seulement ils étoient éclairés par les Français , mais encore par ceux de la faction du Lis , dont la fortune étoit attachée à la domination Française. Les fils du comte de Flandre Gui & Jean n'avoient point de troupes sur pié. Ils ne pouvoient en lever sans que ce fût un avertissement pour les Français de se tenir sur leurs gardes : mais ils savoient bien que si une fois la révolte commençoit , & que les peuples se missent en mouvement , ils n'en manqueroient pas. C'est à quoi ils visioient ; & il n'étoit plus question que de donner un chef à la populace.

Ibid.

Ils jetterent les yeux pour cela sur Pierre le Roi , ce tisseran qui commença la révolte de Bruges , & qui en étoit dehors depuis la capitulation que la ville fit avec le seigneur de Châtillon. Cet artisan étoit un de ces hommes , dont une basse naissance cache les grandes qualités , & à qui les occasions seules manquent pour les faire paroître. Il étoit âgé de soixante ans , d'une petite taille , d'une mine assez grossiere , & borgne : mais homme d'esprit , d'un grand sens , de bonne tête , intrepide , éloquent dans sa langue Flamande , & pour toutes ces raisons estimé & respecté parmi les gens de son état.

Les deux fils du comte de Flandre , & Guillaume de Juliers , fils de leur sœur , le firent venir ; & après lui avoir exposé les malheurs de leur patrie , dont ils le trouverent lui-même fort touché , lui demanderent s'il auroit assez de courage pour la servir , & contribuer à la délivrer du joug

des François. Il leur répondit, qu'il étoit prêt de périr pour une si belle cause, pourvû qu'il fût assuré d'être secondé: ils lui promirent, & lui proposerent de retourner à Bruges, pour y animer le peuple contre les François.

1303.

Il paroît par toute la suite de notre histoire, qu'en ces temps-là ce n'étoit pas encore la coutume d'entretenir de grosses garnisons dans les villes, même les plus frontieres, à moins qu'elles ne fussent menacées de siège. A la vérité nos rois depuis long-temps, outre les troupes que la noblesse & les communes étoient obligées de fournir, en avoient à leur solde: mais c'étoit plus pour servir en campagne, que pour les tenir dans les places: les bourgeois étoient ordinairement chargés de la garde des villes, où la noblesse se jettoit quand on voyoit l'ennemi s'en approcher, ou qu'on appréhendoit quelque surprise. C'est pour cela qu'alors les révoltes se faisoient bien plus aisément qu'aujourd'hui dans les villes frontieres, & que l'adresse & la politique d'un gouverneur général, comme étoit le seigneur de Châtillon en Flandre, étoit d'avoir à lui dans ces villes un maire & des magistrats sages, vigilans & résolus, qui pussent contenir la populace dans le devoir.

Ce seigneur n'en avoit pas de tels à Bruges, lorsque Pierre le Roi y rentra. La première chose que fit celui-ci après s'être assuré de la disposition du menu peuple, fut d'aller bien armé à la tête d'une grosse troupe vers ceux qui achevoient de démolir les fortifications de la ville. Il leur demanda par ordre de qui ils faisoient cette démolition: ils répondirent, que c'étoit par l'ordre du gouverneur général: il repartit que le gouverneur général n'avoit point droit d'abbattre leurs murailles sans le consentement des bourgeois, & en même-temps il se mit en devoir de charger les travailleurs, qui s'enfuirent tous.

Les magistrats, qui ne s'étoient point attendus au retour de Pierre le Roi, ni à ce nouveau soulèvement, en furent si épouvantés, que ne se croyant pas en sûreté, ils sortirent promptement de la ville & l'abandonnerent. Pierre le Roi en demeura le maître, & commença à y disposer de tout comme s'il en eût été le gouverneur.

1303.

Maire révolte à Gand.

La révolte de Bruges fut un exemple pour la ville de Gand, qui se souleva peu de temps après à l'occasion du rétablissement de certains impôts, dont le roi, lorsqu'il y fit son entrée, avoit déchargé le peuple contre l'avis des magistrats. La populace, durant la publication du nouvel édit, marqua assez son mécontentement par ses murmures & par les cris séditieux qu'on entendit en divers endroits. On vit les artisans s'attrouper sur le soir en plusieurs quartiers de la ville, & le lendemain ils tinrent leurs boutiques fermées, dans la résolution de ne point reprendre leur travail, & de ne vendre aucunes denrées qu'on n'eût révoqué l'édit.

Le maire, & les plus considérables de la ville, qui avoient eux-mêmes demandé qu'on rétablît les impôts, firent mettre sous les armes environs huit cents hommes, qu'ils partagerent en plusieurs troupes, avec lesquelles ils marchèrent dans les principales rues de la ville, où on les avertiffoit que les artisans s'attroupoient. Ils les dissipèrent, & les obligèrent de se retirer dans leurs maisons, menaçant de faire pendre ceux qui ne reprendroient pas leur travail. La plupart obéirent, ou plutôt firent semblant d'obéir; car vers les trois heures d'après midi, ainsi qu'ils l'avoient concerté entre eux, ils sortirent dans les rues criant & courant comme des furieux; & d'autant que les magistrats avoient mis une forte garde au béfroï, de peur que quelqu'un des séditieux n'allât sonner le tocsin, ils se servirent de leurs poëles & de leurs chaudrons pour donner par-tout le signal de la sédition. En un moment toute la populace fut sous les armes, & chargea avec tant de furie les corps de garde, que le magistrat avoit disposés dans les divers postes de la ville, qu'elle les tailla en pieces. Le maire & les autres officiers furent obligés de se sauver hors des portes, & plusieurs furent tués ou blessés.

Ces nouvelles donnerent autant de chagrin & d'inquiétude au seigneur de Châtillon, que de joie au peuple de Bruges, & l'on commença de part & d'autre à se mettre en état d'attaquer & de se défendre. Pierre le Roi s'affocia un boucher nommé Breyel, qui s'étoit fait une grande réputation par

la vigueur avec laquelle il avoit résisté à Gobert d'Epinoi, commandant de Male, petite place voisine de Bruges : car ce seigneur ayant voulu le faire enlever, pour avoir tué un de ses domestiques dans une querelle, il se défendit avec beaucoup de valeur ; & ayant reçu un secours de sept cents bourgeois de Bruges, il donna sur la troupe du seigneur d'Epinoi, la défit, & ce seigneur lui-même fut tué dans la mêlée.

1303.

On fut cependant à Bruges que le seigneur de Châtillon assembloit des troupes : c'est pourquoi le peuple envoya demander du secours à Namur aux fils du comte de Flandre. Ils lui envoyèrent leur neveu Guillaume de Juliers, surnommé le Clerc, parce qu'il étoit diacre & prévôt de l'église de Mastricht, homme à qui une épée convenoit mieux qu'une aumusse. Il fut reçu à Bruges avec beaucoup de joie. Il n'eut pas plutôt paru à la tête de quelques soldats, que la ville de Dam & celle d'Ardembourg se déclarèrent hautement pour lui. Il attaqua Male, la prit après beaucoup de résistance, & y fit passer au fil de l'épée tout ce qui s'y trouva de François.

Ibid.

La populace de Gand apprenant les heureux succès de Pierre le Roi, députa vers celle de Bruges pour lui proposer de se confédérer l'une avec l'autre. La proposition fut acceptée : mais les députés étant de retour à Gand, trouverent les choses changées. Les gens du Lis, qui étoient en grand nombre à Gand, avoient regagné en partie les gens du peuple ; & le gouverneur de Flandre, prévoyant les suites de cette ligue, s'étoit beaucoup radouci, & avoit fait assurer les Gantois qu'ils seroient contents de lui : de sorte que le projet de confédération n'eut point d'effet.

Les habitants de cette ville s'unissent à ceux de Bruges.

Cette nouvelle déconcerta fort Pierre le Roi : & Guillaume de Juliers ayant appris que le seigneur de Châtillon assembloit sous Courtrai des troupes, qu'il lui en venoit du Hainaut, du Vermandois, & de divers endroits de Flandre, & se défiant des gens du Lis, dont il y avoit encore un assez bon nombre à Bruges, se retira secrètement à Namur, & abandonna la partie.

Pierre le Roi ne se découragea point ; & étant sorti de Bruges à la tête de seize cents hommes, il s'approcha de

1303.

Gand dans l'espérance de ranimer le peuple de cette ville-là : mais il ne se fit aucun mouvement. Au contraire le maire de Gand sortit avec un grand nombre de bourgeois pour le combattre. Il ne jugea pas à propos d'accepter le combat, & se retira à Bruges. Il y apprit qu'Ardembourg avoit aussi quitté son parti, & que les gens du Lis y étant entrés, avoient renversé & foulé aux piés l'étendart de Guillaume de Juliers, qui y avoit été arboré, quand ils s'étoient déclarés pour lui. Il partit sur le champ, alla insulter la place, la força, déchira l'étendart de France, & remit à la place celui de Guillaume de Juliers.

Il reprit tout triomphant le chemin de Bruges : mais il fut bien surpris lorsqu'en arrivant il vit qu'on lui fermoit les portes. Les magistrats, toujours attachés au parti de France, s'étoient servis de son absence pour intimider le peuple, & lui faire connoître à quoi il s'exposoit, n'étant pas en état de résister à une armée que le gouverneur de Flandre alloit amener pour assiéger la ville. De sorte que peu s'en fallut que ceux mêmes des bourgeois avec lesquels Pierre le Roi venoit de prendre Ardembourg, n'achetassent leur grace par sa mort. Il s'échappa, & se retira à Namur.

*Comment cette
sédition fut appai-
sée.*

Cependant les bourgeois sachant que l'armée approchoit, envoyèrent des députés au seigneur de Châtillon pour capituler. On les écouta, & on convint, comme on avoit fait pour la première sédition, de recevoir le gouverneur dans la ville, à condition que les auteurs de la révolte auroient permission de se retirer où ils voudroient. Pierre Flotte, qui étoit venu de la cour, les assura qu'on garderoit fidèlement la capitulation ; que les François n'entreroient point dans la ville comme ennemis, mais comme amis ; & que le gouverneur n'y viendrait qu'avec trois cents chevaux.

Avant que d'y arriver, il envoya un héraut le 23 de Mai 1302, qui publia de sa part, que tous ceux qui se sentiroient coupables eussent à sortir de la ville avant qu'on commençât à faire les informations touchant la sédition. Il en sortit cinq mille hommes, qui se retirèrent partie à Dam, partie à Ardembourg, partie à Ostbourg, dont ils s'emparèrent, ayant surpris les François, qui furent massacrés pour la plu-
part

part. Ils pillèrent aussi les vivres que le gouverneur avoit fait avancer en grande quantité du côté de Dam , pour la subsistance de l'armée.

1303.

Châtillon apprit ces nouvelles en arrivant le lendemain 24 de Mai à Bruges. Ces violences des exilés lui donnerent de la défiance de ceux qui étoient restés : c'est pourquoi il entra dans la ville , non pas avec trois cents chevaux comme on l'avoit promis , mais avec dix-sept cents , & beaucoup d'infanterie. Il étoit de la prudence du général de dissimuler sa colere en cette occasion , quand même il eût été en résolution de faire quelque châtement exemplaire : mais s'abandonnant un peu trop aux mouvemens de son chagrin , il parut toujours avec un air irrité & menaçant ; & tous ceux de la ville qui l'aborderent , n'en reçurent que des reproches & des injures.

Le peuple ne douta point qu'on ne se préparât à faire quelque sanglante exécution ; & le bruit se répandit dans la ville que parmi le bagage du général , il y avoit des tonneaux pleins de cordes , pour faire pendre un grand nombre des habitans. La crainte & le désespoir les firent résoudre à périr au moins en se défendant. Ils envoyèrent dès le soir à Dam , à Ardembourg & à Ostbourg , dire à ceux qui s'y étoient réfugiés , que les François alloient mettre la ville à feu & à sang , & que s'ils avoient encore quelque tendresse pour leurs compatriotes , pour leurs femmes & pour leurs enfans , ils vinssent au plutôt à leur secours ; & que tout le peuple étoit résolu à reprendre les armes dès qu'on les verroit paroître.

Elle se renouvelle par le moyen des séditieux exilés.

Il n'en falloit pas davantage pour ranimer des gens déjà enragés de se voir exilés de leur patrie. Ils se mettent en chemin , & leurs troupes s'étant grossies d'un grand nombre de payfans des villages & des bourgs d'alentour , ils se trouverent au nombre de plus de sept mille hommes , sous la conduite de Pierre le Roi & de Breyel.

Le gouverneur pour s'assurer de la ville , avoit disposé ses troupes dans tous les quartiers & dans toutes les places : mais la prudence demandoit encore qu'il y eût des partis ou des espions en campagne. Il négligea cette précaution , qui lui

1303.

eût été très-nécessaire. Les exilés dès la pointe du jour étoient au pié des murailles, avant qu'on eût eu aucune nouvelle de leur marche. Ils donnerent l'assaut aux portes & aux breches de la muraille, qui n'avoient point encore été tout-à-fait relevées depuis qu'on les avoit abbattues. Ils les forcerent par plusieurs endroits, & entrèrent dans la ville l'épée à la main, criant *Flandre, Flandre, Lion, Lion*. En même temps les bourgeois prirent les armes, & donnerent avec fureur sur tout ce qu'ils rencontrèrent de François. Il étoit impossible au général dans une telle surprise, de donner ses ordres : chacun cherchoit à fuir, ou à se cacher. On assomma tout ce qui parut aux portes ou sur les murailles, ou dans les rues : mais dès que Pierre le Roi se crut maître de la place, il ordonna qu'on s'arrêtât, qu'on ne forçât plus les maisons, & assûra le peuple que pas un François n'échaperoit.

*Massacre des
François.*

Il posta des corps de garde à toutes les portes & à toutes les breches, & donna pour mot du guet ces paroles Flamandes, *Scilt ende vriendt*, qui signifient en François, *bouclier & ami*. C'étoit à dessein de reconnoître les François, qui voudroient se déguiser pour s'échapper, étant bien certain qu'aucun ne pourroit parfaitement imiter la prononciation Flamande de ces paroles. Quiconque vouloit sortir de la ville étoit obligé de les prononcer, & tous ceux qui faute de le pouvoir faire, étoient reconnus pour François, furent massacrés sur le champ. En cette journée, qui fut le vingt-cinquieme de Mai 1304, il périt bien quinze cents cavaliers François de dix-sept cents qui étoient entrés dans la ville, & environ deux mille fantassins : cent furent faits prisonniers, quelque peu échapperent pendant le tumulte de l'attaque. Le seigneur de Châtillon eut son cheval tué sous lui, & il l'auroit été lui-même, si on ne lui en eût pas aussi-tôt donné un autre. Voyant tout désespéré, il se sauva dans la maison d'un gentilhomme qui le cacha. Sur les dix heures du soir, il s'évada déguisé en prêtre avec Pierre Flotte, & ils passerent tous deux le fossé à la nage, où un valet qui les accompagnoit se noya. Il se rendit en un pitoyable équipage à Courtrai, où le comte de

Boulogne & quelques autres que leur bonheur ou leur adresse avoient sauvés, arriverent aussi. Il donna le commandement de la citadelle de Courtrai à Jean de Lens, & y mit une forte garnison.

1303.

Dans la disposition où étoient les peuples, il étoit impossible qu'une telle défaite n'eût de grandes suites. Guillaume de Juliers rentra aussi-tôt en Flandre, & fut élu par les Flamans, qui l'aimoient beaucoup, pour général. Tous les environs de Bruges se rendirent à lui, & se cottiserent pour lui faire des troupes. Si-tôt qu'il en eut fait un corps assez nombreux, il vint mettre le siège devant Vindale; mais comme la place étoit forte, il ne voulut pas s'y arrêter, pour ne point laisser revenir les François de leur consternation. Il laissa devant cette place une partie de son monde, & alla avec le reste du côté de Furnes & de Bergue. Furnes, dont les habitans étoient les maîtres, parce qu'il y avoit très-peu de troupes Françaises, se rendit à lui avec quelques autres places. Bergue auroit pû se défendre ayant une bonne garnison, & la place étant forte: mais la lâcheté du gouverneur nommé Paëlle, fit qu'elle ne coûta à Guillaume de Juliers que la peine de la sommer de se rendre. Ensuite étant retourné à Vindale, elle lui fut rendue par capitulation après trois semaines de siège. La ville de Cassel lui ouvrit aussi ses portes: mais il fut obligé de lever le siège du château, après s'être obstiné long-temps à le forcer.

Suite de ces défaites.

Les choses étant en si beau chemin, Gui un des fils du comte de Flandre arriva à Bruges avec quelques troupes Allemandes. Son arrivée inspira un nouveau courage aux Flamans. Il emporta la ville de Courtrai: mais une des citadelles de cette ville l'occupa long-temps. Oudenarde, avec toutes les places de ces deux territoires, & Ypres, furent aussi prises, sans que le seigneur de Châtillon, qui avoit fort peu de troupes Françaises, & que la faction du Lis, qui ayant partout du dessous, ne se soutenoit plus que foiblement, pût suspendre la rapidité de cette révolution. Il sauva Lille par les troupes qu'il jeta dedans sous la conduite de Pierre Flotte. Il étoit extrêmement inquiet pour Gand, dont il savoit que le peuple le haïssoit à mort. Mais l'adresse du maire de la

Avantages remportés par les Flamans.

1303.

*Le roi y envoie
une armée.*

ville affectionné à la France, & le parti du Lis, qui étoit très-nombreux dans la ville, la conserverent au roi.

Châtillon dans cette extrémité ayant donné les meilleurs ordres qu'il lui fut possible pour la garde du reste des places, alla lui-même à la cour, pour représenter la nécessité qu'il y avoit d'avoir au plutôt une puissante armée en Flandre. Le crédit de la reine sa niece lui fut d'un grand secours, pour empêcher qu'on n'imputât à sa seule imprudence tant de mauvais succès. Les préparatifs pour entrer en Flandre étoient déjà fort avancés quand il arriva : mais le danger devenu très-pressant, fit qu'on les hâta encore davantage.

Joan. Villani,
l. 8, cap. 54.

L'armée étoit de sept mille hommes de cavalerie, composée pour la plupart de la noblesse, & de quarante mille fantassins. Comme Charles de Valois, qui avoit jusqu'alors commandé les troupes en Flandre, étoit passé en Italie; le roi en fit général Robert comte d'Artois, dont la réputation ne cédoit en rien à celle de Charles, & qui faisoit par inclination la guerre aux Flamans. L'armée s'assembla sous Arras; delà elle s'avança jusqu'à Lille, & de Lille elle marcha à Courtrai, dont la citadelle se défendoit encore contre Gui de Flandre, par la valeur du seigneur de Lens qui y commandoit.

Meyerus.

Le prince Flamand voyant une si terrible armée venir fondre sur lui, se fit renforcer par Guillaume de Juliers, qui continuoit depuis long-temps le siège du château de Cassel. Il invita à le venir joindre tous ceux de la Flandre révoltée qui seroient capables de porter les armes : & ils y vinrent avec tant d'ardeur & de concert, que son armée se trouva être à l'arrivée des François d'environ soixante mille hommes, la plupart bourgeois & paysans, mais animés de l'amour de leur liberté & de la haine contre les François.

Joan. Villani,
loc. cit.

Gui de Flandre résolut d'attendre l'armée François dans son camp, qui étoit inaccessible du côté du septentrion, à cause de la rivière de Lis qui le couvroit de ce côté-là. Il n'étoit pas moins fortifié à l'Orient & à l'Occident par des retranchemens & des fossés très-profonds. Il paroissoit l'être moins du côté du midi. Il étoit toutefois fermé de ce côté-

là par un watergant ou fossé d'eau large de cinq brasses & profond de trois, & qu'on n'appercevoit que lorsqu'on étoit sur le bord. Les Flamans s'étoient fortement retranchés derriere ce fossé.

1303.

Le comte d'Artois se tint campé trois ou quatre jours à la vûe de l'ennemi, pendant lesquels il n'y eut gueres que des escarmouches jusqu'à l'onzieme de Juillet, qu'il résolut de forcer le camp. Il prit cette résoluion contre l'avis du connétable de Nesle, & de quelques autres des généraux, dont le sentiment étoit qu'on fit passer la Lis à une partie de l'armée, pour couper les vivres au camp des ennemis, soutenant qu'on en viendrait par là à bout sans combattre, ou qu'on les obligerait à venir attaquer l'armée Françoisse, en perdant tout l'avantage de leurs retranchemens & de leur infanterie, qui faisoit presque toute leur armée, où il y avoit très-peu de cavalerie.

Meyerus.

Ce parti étoit sans doute le plus sur : mais il paroïssoit moins glorieux au comte d'Artois, qui ne crut pas devoir garder tant de ménagemens, n'ayant affaire qu'à une armée composée de gens ramassés, sans discipline, où il y avoit très-peu de chevaliers & de noblesse : au lieu qu'il étoit à la tête d'une infinité de gentilshommes, tant François que Flamans, dont cette canaille, disoit-il, ne soutiendrait pas seulement la premiere vûe. Il lui échapa même en cette occasion quelques paroles fort choquantes pour le connétable, donnant à entendre que l'alliance que ce seigneur avoit contractée avec le comte de Flandre, par le mariage de sa fille avec un des fils du comte, lui inspiroit de l'inclination pour une maison qu'il ne devoit plus regarder que comme l'ennemie de l'état. Sur quoi le connétable fort irrité lui répondit : *Vous verrez que je ne suis point un traître, vous n'aurez qu'à me suivre, & je vous menerai si avant, que vous n'en reviendrez jamais.* L'autorité du comte d'Artois entraîna le conseil de guerre, & l'attaque fut résolue.

Joan. Villani,
lib. 8, cap. 58.

Les Flamans avertis par leurs espions que les François se disposoient à forcer le camp, se préparèrent à les recevoir. Gui de Flandre rangea ses troupes derriere ses retranchemens. Il fit chevaliers à la vûe de l'armée Pierre le Roi, &

1303.

Breyel, laissa les milices de la ville d'Ypres dans les tranchées du château, pour soutenir les sorties que le seigneur de Lens pourroit faire durant le combat. Il ordonna qu'on tirât des fleches à force sur les chevaux des ennemis, dès qu'on les verroit approcher, fit défense sous peine de la vie de s'arrêter au pillage avant la fin du combat, courut les rangs pour animer les soldats, en leur faisant connoître qu'étant ferrés par la riviere de Lis, c'étoit pour eux une nécessité de vaincre ou de périr; qu'ils ne devoient attendre aucun quartier des François après le carnage de Bruges; qu'au reste ils avoient affaire à des gens excommuniés par le pape, & par cette raison abandonnés de Dieu.

Quelle étoit sa disposition.

Joan. Villani ,
loc. cit.

Gui de Flandre n'eut pas plutôt rangé ses troupes, qu'il vit vers les neuf heures du matin l'armée Françoisë s'avancer en bataille. Elle étoit partagée en deux corps. Le premier étoit composé de neuf rangs, dont le plus avancé vers l'ennemi étoit de quatorze cents chevaux. Les autres étoient de mille chevaux, de sept cents & de cinq cents. Le connétable avoit pris son poste au troisieme rang avec sept cents chevaux, & le comte d'Artois au cinquieme, qui étoit de mille.

Le second corps étoit composé de toute l'infanterie, où il y avoit dix mille arbalétriers & seulement deux cents cavaliers.

Elle tenta inutilement de forcer le camp des Flamans.

Le temps étoit fort sec, & la cavalerie en marchant avoit excité une si épaisse poussiere, qu'on ne voyoit pas à deux pas devant soi. Soit qu'on n'eût pas reconnu le fossé plein d'eau qui couvroit le camp des Flamans, soit qu'on crût pouvoir le franchir & le passer à la nage, tout le premier rang s'y jeta à corps perdu, ou y tomba. Plusieurs chevaux n'ayant pas trouvé pié en tombant, ou en sautant, se noyèrent avec les cavaliers; les autres nagerent vers l'ennemi: mais le bord se trouva si droit & si escarpé, que les chevaux ne pouvoient aborder; & les Flamans armés de longs bâtons ferrés par le bout, ainsi que les historiens les appellent, c'est-à-dire, de piques, qu'ils manioient avec beaucoup d'adresse & de force, perçoient ou assommoient tous les cavaliers qui se trouvoient à leur portée. Ceux qui sui-

voient ne laisserent pas d'entrer dans le fossé comme les autres ; & le comte d'Artois ayant sù que le connétable étoit déjà aux mains avec les ennemis , piqua aussi-tôt son cheval , & se jetta dans l'eau avec ceux qui l'accompagnoient. Cependant très-peu gagnoient l'autre bord , ou n'y étoient pas plutôt montés , qu'ils étoient percés de coups. Tout le fossé fut bientôt comblé d'hommes & de chevaux morts , qui faisoient aux ennemis comme un nouveau rempart que les François ne pouvoient passer. La poussiere empêchant de voir ce qui se faisoit , les derniers rangs de cavalerie avançant toujours , se mêlerent tout en désordre avec ceux qui étoient devant. Alors les archers des ennemis tirant de tous côtés de dessus les retranchemens , il tomboit sur cette foule de cavalerie une grêle continuelle de fleches , qui blefoient & tuoient à coup sûr une infinité d'hommes & de chevaux. Ce n'étoient que cris de joie dans le camp ennemi , où il étoit impossible de pénétrer à ceux qui suivoient les premiers entassés pêle-mêle les uns sur les autres. Une chose qui paroît ici difficile à comprendre, c'est comment le comte d'Artois fit d'abord attaquer des retranchemens par de la cavalerie , à moins qu'on ne suppose deux choses , la premiere qu'il n'avoit point connoissance du fossé plein d'eau ; la seconde qu'il eût résolu , quand la cavalerie seroit arrivée proche du retranchement , de faire mettre pied à terre à la gendarmerie pour faire l'attaque , parce qu'en effet c'étoit la plus vigoureuse partie des troupes.

Quoi qu'il en soit, la confusion fut bientôt suivie de la terreur qui se répandit dans toute l'armée. On commença à reculer & à fuir : & la cavalerie en fuyant passa sur le ventre à l'infanterie. Les Flamans , à la vûe de la déroute , sortant de leurs lignes , suivirent les fuyards l'épée dans les reins. Gui comte de S. Pol , qui commandoit l'arriere-garde & voyoit croître le désordre , fit retraite , soit par lâcheté , soit par prudence. Il y en eut beaucoup plus de tués dans la fuite que dans le combat , qui dura fort peu de temps. Un grand nombre de seigneurs qui étoient à la tête de l'attaque , y périrent , & entre autres Jacques de S. Pol , le connétable de Nesle , qui fut tué en combattant , sans vouloir de quartier ,

1303.

Elle est mise en déroute.

Meyerus.

1303.

Meyerus.
Continuat. Nan-
gii.

quoique les ennemis le priaissent de se rendre, Gui de Nesle son frere, Pierre Flotte, Henri de Ligni, Renaud de Trie, Alberic de Longueval, les comtes de Vimeux & d'Aumale, Godefroi de Boulogne, Simon de Melun maréchal de France, Alain fils aîné du comte de Bretagne, les comtes de Dammartin, de Dreux, de Soissons, Jean comte de Tancarville; soixante portant qualité de barons, & plus de douze cents gentilshommes. Le comte d'Artois fut trouvé après le combat au milieu d'un tas de morts, ayant trente blessures sur le corps; & ce brave prince, qui fut un des grands capitaines de son temps, paya ainsi par sa mort la vanité qu'il eut de vouloir vaincre l'épée à la main, ayant pu le faire sans coup férir: exemple qui confirme une maxime aussi ancienne que la guerre, qu'il ne faut jamais mépriser son ennemi, quelque méprisable qu'il paroisse. Quelques historiens font monter le nombre des morts jusqu'à vingt mille, & cela paroît peu croyable, vû le peu de temps que le combat dura. Ce qui est certain, c'est que de long-temps il n'avoit péri dans aucun combat tant de noblesse Française, & qu'il n'y eut jamais tant de sang illustre répandu par de si viles mains. Il y eut plusieurs prisonniers, & parmi eux quelques gens de qualité. Les ennemis n'eurent que cent hommes de tués, mais un assez grand nombre de blessés. Cette funeste action se passa l'onzieme de Juillet de l'an 1302.

Après une telle défaite, le gouverneur de la citadelle de Courtrai, qui dans le commencement du combat avoit fait une vigoureuse sortie que la milice d'Ypres repoussa, fut obligé de se rendre prisonnier de guerre avec trois autres chevaliers qu'on échangea pour quelques-uns des seigneurs Flamans qu'on retenoit prisonniers en France; le reste de la garnison eut permission de se retirer où elle voulut. Gand, où il y avoit beaucoup de noblesse Flamande qui tenoit pour le roi malgré le peuple & la disette, se soumit aussi au vainqueur. Le château de Cassel, Lille & Douai suivirent l'exemple des autres villes. Ainsi toute la Flandre fut perdue, excepté Dendermonde, que le seigneur de Virson, qui y commandoit, maintint dans l'obéissance du roi, mais il fut obligé de se rendre pendant l'hiver. Et Jean comte de Namur,

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 105

mur, fils aîné du comte de Flandre de sa seconde femme, fut reconnu par les Flamans pour lieutenant de tout le comté, jusqu'à ce que son pere eût été délivré de prison.

1303.
Meyerus.

Ce malheureux combat mit toute la France en deuil, n'y ayant presque point de famille considérable, qui ne pleurât la perte d'un pere, d'un fils, d'un frere, d'un parent. Mais le roi, à qui toutes les circonstances de cette défaite le rendoient infiniment plus sensible qu'à tous les autres, s'abandonna moins à la douleur, qu'au désir d'en tirer au plutôt vengeance. Il envoya ordre à la noblesse dans toutes les provinces de monter à cheval, & à toutes les communes de lui fournir un nouveau contingent de troupes (a). La dépense que le roi avoit faite pour la premiere armée avoit fort diminué son thrésor, il falloit faire de nouveaux frais pour celle-ci, & trouver de l'argent. On taxa tous ceux qui avoient cent livres de rente, ou cent livres de revenu en terres, à vingt livres par an; & ceux qui avoient cinq cents livres en meubles, à vingt-cinq livres. Ces taxes étoient plus fortes à proportion pour ceux qui avoient plus de rentes ou de revenus en terres ou en meubles, de sorte que la taxe étoit le cinquieme du revenu. Un autre moyen qu'il prit, fut de hausser le prix des monnoies, & d'en affoiblir le métal, ce qu'il avoit déjà commencé de faire quelques années auparavant, & ce qui causa beaucoup de désordres dans le commerce, & bien des murmures tant au-dehors qu'au-dedans du royaume: car ces changemens furent si grands, que sans changer le poids de la monnoie, la valeur de chaque piece étoit plus haute d'un tiers qu'elle n'avoit été sous les précédens regnes. Par ce moyen le roi fut en état de faire une nouvelle dépense, & d'avoir une armée de quatre-vingts mille hommes, où il y avoit dix mille chevaux.

*Suite de cette
défaite.*

Joan. Villani,
lib. 8, cap. 58.
Ordonnance du 31
Mars 1302, au
thrésor des char-
tes. Registre de
Philippe le Bel,
corté au haut 35,
& au bas 20.

Le roi en personne l'assembla sous les murailles d'Arras, & alla camper à Vitri entre cette place & Douai au mois de Septembre. Le jeune comte de Flandre se posta avec son

Meyerus;

(a) Il y a à la chambre des comptes de Paris plusieurs lettres de Philippe le Bel, pour la convocation du ban & de l'arriere-ban, & de tous ceux qui étoient capables de porter les armes, dont on fit un choix pour cette expédition.

1303.

armée aux environs de Douai. Il faisoit semblant d'en vouloir venir à la bataille, pour satisfaire l'ardeur des Flamans, mais il pensoit principalement à couvrir son pays, & à empêcher que le roi n'y pénétrât. Il l'arrêta ainsi jusqu'au mois d'Octobre, que les pluies vinrent en si grande abondance, qu'il fut impossible d'avancer dans un pays impraticable en cette saison, lorsqu'elle est pluvieuse. De sorte que le roi fut obligé de rentrer en France sans avoir rien fait.

Chronique MS.
du Heraut de Ber-
ni.

On apportoit encore une autre cause secrète de cette retraite si peu honorable à ce prince. On prétend que le roi d'Angleterre, qui malgré la paix qu'il avoit faite avec la France, favorisoit sous main les Flamans, fit à la reine sa femme sœur de Philippe, une fausse confidence, en lui disant comme un grand secret, qu'il étoit averti de bonne part, que quelques-uns des seigneurs qui étoient à l'armée du roi, le trahissoient & avoient intelligence avec les ennemis, & qu'il s'exposoit beaucoup s'il s'engageoit plus avant en Flandre. La reine d'Angleterre fit part de cet avis au roi son frere, & ce prince étant entré sur cela en défiance, prit la résolution de retourner sur ses pas.

Moyerus.

Il mit, en partant, de grosses garnisons dans les places les plus exposées, comme à Calais, à S. Omer, à Bethune, à Lens, & même à Tournai, qui étoit alors comme une ville libre, mais qui s'étoit déclarée pour la France, & que les Flamans attaquèrent en vain après le départ du roi. Ce ne furent que combats pendant l'hyver, dont quelques-uns furent assez considérables par le nombre des combattans, sur-tout celui qui se donna auprès de Cassel, où il resta bien deux mille hommes sur la place de part & d'autre, & où les Flamans furent battus.

La situation des affaires du roi, soit à l'égard de l'Italie, soit à l'égard de la Flandre, l'obligeoit à ne pas s'attirer sur les bras plus d'ennemis qu'il n'en avoit déjà, & à dissimuler le mécontentement qu'il pouvoit avoir de ceux qui ne craignoient pas beaucoup de le devenir en de pareilles conjonctures. C'est ce qui le porta à terminer diverses difficultés survenues dans la conclusion du traité de paix entre lui & le

roi d'Angleterre. Ensuite de quoi le roi d'Angleterre fut remis en pleine possession de la Guienne, à condition que selon qu'il avoit été proposé d'abord, il en feroit hommage-lige & serment de fidélité au roi, en prenant la qualité de duc de Guienne & de pair de France; qu'il feroit au plutôt cet hommage par procureur, & ensuite en personne au mois de Septembre à Amiens, où il feroit obligé de se rendre; & qu'en cas de maladie ou de quelqu'autre empêchement notable & notoire, le prince de Galles son fils viendrait le faire pour lui, sans préjudice de l'obligation de s'acquitter lui-même de ce devoir dès qu'il feroit en état de le faire.

1303.

Cependant les Flamans se mirent en campagne dès le mois de Mars, soudoyés, comme le bruit en courut alors, de l'argent du pape. Ils attaquèrent Lessines, la prirent & la ruinèrent. Les François eurent leur revanche par la défaite des milices de Bergue, dont mille furent tués. Un autre corps de Flamans qui assiégeoit le château d'Arques sur la rivière de Aa, au-dessus de S. Omer, fut encore défait, & trois mille Flamans y demeurèrent sur la place. Ces victoires furent le fruit de la sage conduite de Gaucher de Châtillon, qui avoit succédé à Raoul de Nesle dans la charge de connétable de France. Les Flamans tenterent encore en vain le siège de S. Omer: mais ils forcerent & saccagerent Terouane.

Chronique MS.
du Heraut de Berri.

Meyerus.

Continuat. Nangii.

Les François n'étoient gueres que sur la défensive en attendant le roi, qui venoit avec des troupes assez nombreuses. Ce prince s'avança jusqu'à Peronne à dessein de secourir Tournai, que les Flamans assiégèrent de nouveau. Mais Amedée, comte de Savoye, ayant offert sa médiation aux deux partis, on fit une treve au mois de Septembre pour huit mois.

Treuve entre les deux partis.

Les Flamans en avoient fait une un peu auparavant avec Jean comte de Hainaut, qui avoit depuis quelque temps hérité du comté de Hollande, par la mort du comte Florent, & de Jean son fils. Florent, comte de Hollande, avoit toujours été dans les intérêts de la France, & Jean, comte de Hainaut son successeur, y étoit alors autant que lui. De

Meyerus.

1303.

plus les fils du comte de Flandre prétendoient que le comté de Hollande étoit de la mouvance du comté de Flandre. Par ces raisons les Flamans, nonobstant la guerre qu'ils avoient contre la France, attaquèrent le comte de Hainaut dans la Zélande, où il se donna quelques combats avec divers succès ; mais qui n'ayant rien décidé, aboutirent pareillement à une treve.

Nangius.

Pendant celle que les Flamans avoient conclue avec la France, on fit quelques démarches pour la paix : jusques-là que le roi relâcha le comte de Flandre, alors âgé de quatre-vingts-ans, & lui permit d'aller en Flandre, pour voir si sa présence n'adouciroit point ses sujets, dont l'audace étoit montée aux derniers excès depuis le combat de Courtrai : mais il ne put se faire écouter sur les satisfactions que le roi exigeoit d'eux, & il fut contraint de retourner à sa prison de Compiègne, tant pour garder la parole qu'il en avoit donnée, que pour ne pas exposer la vie de ses deux fils prisonniers, qui devoient répondre sur leur tête de sa fidélité & de son retour.

*Elle est bien de
rompue, & l'on
continue la guerre.*

On ne pensa donc plus de part & d'autre qu'à continuer cette cruelle guerre, qui avoit déjà coûté tant de sang aux deux partis. Les intérêts de Jean, comte de Hainaut, qui tenoit toujours constamment le parti de France, obligèrent le roi à faire la dépense d'un armement de mer. L'obstination des ennemis déterminés auxquels il avoit affaire, lui fit prendre des mesures plus sûres qu'il n'avoit encore fait dans toutes cette guerre. Il prit à sa solde Raignier de Grimaldi, de Genes, qui lui amena seize galeres, auxquelles furent joints en France vingt autres vaisseaux bien armés. Grimaldi fut fait par le roi amiral de cette flotte. C'étoit un homme de grande expérience, & d'une grande habileté dans les combats de mer, qui étoient alors bien plus fréquens sur la méditerranée que sur l'Océan.

Il eut ordre d'aller en Zelande pour faire lever le siège de Ziricsée, que Gui de Flandre assiégeoit avec quinze mille Flamans & quelques troupes Zélandoises, qui avoient pris son parti contre le comte de Hainaut. Il parut au mois d'Août à la hauteur de l'isle de Schowen où cette ville est

située, après avoir fait de grands ravages tout le long des côtes de Flandre, & enlevé quantité de vaisseaux marchands.

1303.

Gui de Flandre ayant su son arrivée, laissa dix mille hommes au siège de la place, & monta avec le reste sur sa flotte, qu'il avoit toute prête dans l'Escaut, & qui étoit de quatre-vingts vaisseaux, sur lesquels, selon la maniere des vaisseaux de guerre de ce temps-là, il y avoit des especes de petits châteaux, d'où ceux qui étoient dedans tiroient des fleches dans les combats de mer: il y avoit bien cent hommes dans chaque vaisseau.

Les deux flottes se choquerent avec beaucoup de valeur: mais le retour de la marée obligea l'amiral Génois de s'éloigner de peur d'échouer; ce qu'il ne put faire si promptement que plusieurs de ses navires ne demeurassent sur les bancs, dont la Zélande est bordée, quelques-uns furent brisés, & quelques autres pris. Gui de Flandre s'applaudissoit déjà de sa victoire, lorsque le reste de la flotte François parut de nouveau avec la marée, & malgré la grande inégalité du nombre de vaisseaux, vint en bataille attaquer celle du comte de Flandre.

Joan. Villani;
lib. 8, cap. 77.

L'amiral avoit donné ordre à ses gens de ne point s'amuser à tirer contre la flotte ennemie, mais d'aller droit à l'abordage. L'adresse des matelots Génois étoit merveilleuse dans la manœuvre des galeres, qu'ils manioient & faisoient tourner avec une vitesse surprenante autour des vaisseaux Flamans beaucoup plus pesans, & qui ne se remuoient que fort lentement à la faveur du vent & du gouvernail. De sorte que surpris de cette nouvelle maniere de combattre, ils se trouverent embarrassés: & comme l'équipage des galeres étoit beaucoup plus fort que celui de leurs vaisseaux, il y en eut plusieurs de pris, & quelques autres commencerent à fuir pour se jeter dans l'embouchure de l'Escaut: mais le vent se trouvant contraire, ils ne pouvoient y entrer.

L'amiral qui reconnut au grand étendart le navire où étoit Gui de Flandre, le fit attaquer par quatre galeres. Les soldats François & Génois, après la premiere décharge de flé-

1304.

1304.

ches, sauterent dedans l'épée à la main, s'en rendirent maîtres, & prirent Gui prisonnier. Le reste de la flotte ayant perdu son général se dissipa, plusieurs vaisseaux furent pris dans la suite. Les Flamans qui étoient demeurés devant Ziricfée leverent le siège après cette déroute. C'étoit tout ce qu'avoit prétendu Grimaldi, qui rentra triomphant dans un des ports de France, & envoya au roi Gui de Flandre à Paris. Vers ce temps-là le vieux comte de Flandre mourut dans sa prison, laissant trois de ses fils prisonniers entre les mains du roi de France, juste châtiment de sa révolte contre son souverain.

*Le roi envoie
une nouvelle ar-
mée en Flandre.
Cap. 78.*

Tandis que cela se passoit sur la mer, le roi entra en Flandre à la tête de cinquante mille hommes de pié & de douze mille chevaux, ayant sous lui ses freres le comte de Valois, & Louis comte d'Evreux, avec un grand nombre de seigneurs & de noblesse. Les Flamans avoient aussi reçu un secours d'Italie sous la conduite de Philippe autre fils du comte de Flandre, qui avoit long-temps commandé dans les troupes de Charles de Sicile, & qui quitta de grands biens dont il jouïssoit en ce pays-là, pour venir au secours de sa patrie. Comme il étoit l'aîné de ceux de ses freres qui se trouvoient alors en Flandre, & qu'il avoit beaucoup d'expérience dans la guerre, le commandement lui fut déferé.

Meyerus,

Le roi tenta inutilement le passage du pont à Vendin, & quelques compagnies qui l'avoient passé par le moyen de l'intelligence qu'on avoit avec l'officier qui le gardoit, furent repoussées par les troupes que Philippe de Flandre envoya promptement pour reprendre ce passage. La difficulté de passer de ce côté-là obligea le roi à prendre à droite entre Douai & Lille. Il espéra surprendre Douai, mais il ne réussit pas. Il continua sa marche du côté de Tournai, étant côtoyé par l'armée de Philippe de Flandre, qui mettoit toujours entre lui & l'armée Françoisé quelque riviere ou quelque marais, pour n'être pas obligé à combattre. Le roi s'arrêta quelques jours à Tournai, & Philippe de Flandre se campa à Bouvines.

Le roi qui vouloit attirer les Flamans au combat, mais

PHILIPPE IV, DIT LE BEL: 111

sans leur donner aucun avantage , fit divers mouvemens , insultra la ville d'Orchies en passant & la força , & vint enfin camper entre Lille & Douai à Mons en Puelle vers la mi-Août , à deux lieues de cette dernière place , & fort près des ennemis. Le souvenir du combat de Courtrai donnoit une envie extrême aux Flamans d'en venir encore une fois aux mains avec les François. Les généraux , savoir Philippe de Flandre , & Guillaume de Juliers , qui avoient peine à les contenir , y consentirent. Mais comme ils n'osoient exposer leurs troupes à combattre en rase campagne contre la cavalerie Françoisse , ils prirent le parti de se retrancher à la vûe de l'armée du roi , & firent une barricade en rond de tous leurs chariots , qui avoit bien environ une lieue & demie de tour. La cavalerie mit pied à terre , & toute l'armée fut rangée dans l'enceinte des chariots , où l'on avoit laissé seulement quelques ouvertures pour faire des sorties , selon que les occasions favorables s'en présente- roient.

• Les François voyant cette disposition du camp des Flamans , se persuaderent qu'ils ne vouloient pas en venir à la bataille : ce qui n'empêcha pas qu'on ne fit quelques détachemens , plutôt pour escarmoucher , que pour forcer le camp. Quatorze gros escadrons commandés chacun par un des principaux seigneurs de l'armée , s'avancerent soutenus de quelque infanterie , & s'étendirent à droite & à gauche dans la campagne , comme s'ils avoient voulu investir le camp. Quelques troupes Flamandes sortirent par les ouvertures , & furent repoussées sans beaucoup de perte de part & d'autre. On ne laissa pas cependant de faire approcher un gros d'infanterie avec des pierriers qu'on fit tirer contre un endroit de la barricade , & qui fracassèrent quelques chariots , dont plusieurs soldats François s'emparerent , & étant montés dessus commencerent à tirer delà quantité de fleches sur ceux du camp , dont plusieurs furent tués.

Ces escarmouches embarrasserent fort les Flamans , qui s'étant imaginé que les François viendroient ce jour-là les attaquer avec toute leur armée , n'avoient point fait provi-

1304.

Joan. Villani ,
loc. cit.

*Les Flamans sur-
prennent le camp
des François.*

1304.

sion de vivres, & avoient essuyé une chaleur excessive pendant tout le jour. Les soldats presserent leurs chefs de les mener contre les François, & d'aller attaquer leur camp. Philippe de Flandre & Guillaume de Juliers voyant qu'ils ne pourroient faire leur retraite que pendant la nuit, & en perdant tous leurs chariots, se déterminèrent à l'attaque du camp des François. Ils sortirent par trois endroits, Philippe de Flandre à la tête des milices de Gand, Guillaume de Juliers avec celles de Bruges, & Jean de Namur avec le reste, & s'étant tous trois rejoints, vinrent donner si brusquement sur le camp des François, où l'on ne s'attendoit à rien moins, que le quartier du comte de Valois, & celui du comte de S. Pol furent enlevés, les soldats surpris fuyant de toutes parts.

Guillaume de Juliers avec une pareille hardiesse, donna sur le quartier du roi, & faisant main-basse sur tout ce qui se rencontroit, perça jusqu'à sa tente, où quelques-uns de ses soldats entrèrent, & trouverent les couverts déjà mis pour le souper.

Continuat. Nan-
gii.

Le roi, qui étoit sorti au bruit, avoit rassemblé un petit nombre de gens auprès de lui : mais il auroit été aisément enveloppé, si les ennemis qui le cherchoient, & qui ne le reconnurent point, parce qu'il n'avoit pas sa cotte d'armes, n'eussent tourné d'un autre côté. Il fut seulement attaqué par quelques-uns, qui le prirent pour un seigneur de marque. Il se défendit avec beaucoup de courage, & dès qu'on lui eut amené un cheval, & qu'il eut été joint par quelques seigneurs, & par quelques soldats de la milice de Paris qui accoururent à son secours, il chargea les ennemis : mais ils tinrent ferme. Il eut plusieurs de ses gens tués à ses côtés, entre lesquels fut un vaillant chevalier nommé Hugues de Bouville.

Action générale
entre les deux ar-
mées, où les Fla-
mans sont battus.

Cependant le comte de Valois ayant rallié une partie de ses soldats, & sachant le danger où étoit le roi, vint le joindre à toutes jambes. Les troupes Flamandes grossissoient aussi toujours, & l'action devint générale : mais jamais on ne combattit avec plus de confusion, n'y ayant ni de part ni d'autre aucun arrangement de bataille. Bientôt la partie

ne

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 113

ne fut pas tenable pour les Flamans , qui avoient très-peu de cavalerie. Celle de l'armée de France s'étant rassemblée, entra de tous côtés dans cette infanterie , qui étoit en désordre , & lui passa plusieurs fois sur le ventre. Elle fut mise en déroute , & on la poursuivit jusqu'à la nuit. Il demeura six mille Flamans sur la place , & entre autres Guillaume de Juliers. Du côté des François il y en eut quinze cents de tués, du nombre desquels furent Jean fils du comte de Boulogne , le comte d'Auxerre , & le comte Anselmé de Chevreuse qui portoit l'oriflamme. Tous les chariots des Flamans furent pris , le reste de leur armée se sauva à la faveur des ténèbres ; & l'on peut dire avec vérité que la France fut redevable de cette victoire au courage & à la résolution du roi , qui donna le temps à ses troupes de revenir de la frayeur où elles s'étoient d'abord abandonnées.

1304.

Ibid.

L'armée des Flamans étant dissipée , le roi alla quelque temps après investir Lille , où Philippe de Flandre s'étoit jeté après sa défaite , & serra la place de fort près. Cette ville étoit affectionnée à la France , & il y avoit beaucoup de gens de la faction du Lis. Ainsi malgré Philippe de Flandre , ils capitulerent avec le roi , & lui envoyèrent quarante otages pour assurance de la parole qu'ils lui donnoient de se rendre s'ils n'étoient secourus avant le premier jour d'Octobre : mais Jean de Namur ne perdit point de temps ; & résolu de délivrer la ville & Philippe de Flandre son frere, il rassembla ses troupes auprès de Courtrai.

Prise de Lille par les François.

Meyerus.

L'animosité des Flamans fut telle , que tout le monde prit les armes , les boutiques furent par-tout fermées , & la campagne abandonnée : tous les artisans & tous les paysans capables de porter une épée ou une pique voulurent être de la partie ; & par là Jean de Namur se trouva à la tête d'une armée de soixante mille hommes. Ils avoient tous fait serment , ou de donner bataille aux François , ou de les forcer à leur accorder une paix honorable.

Joan. Villani , loc. cit.

Le roi fut surpris de voir en si peu de temps une armée si nombreuse après une défaite : mais il le fut encore plus , lorsqu'il vit arriver des hérauts de leur part , pour le défier

1304.

à la bataille. Il assembla son conseil, où il fit venir tous les plus considérables seigneurs de l'armée, & leur demanda leur avis : les plus sages représenterent au roi, que malgré l'apparence qu'il y avoit que des gens la plupart mal armés, sans discipline, presque sans cavalerie, ne tiendroient pas dans une bataille régulière contre une armée toute composée de bonnes troupes, où se trouvoient tant de braves chevaliers & tant de généreuse noblesse, cependant on avoit affaire à des furieux & à des désespérés; qu'on ne pourroit les battre, sans qu'il en coûtât beaucoup de sang, & la vie d'un grand nombre de gens de mérite, & qu'il valoit mieux leur offrir la paix, pourvu que ce fût à des conditions honorables pour la France.

*Négociations
pour la paix.*

*Continuat. Nan-
gii.*

*Conditions du
traité.
Meyerus.
Villani.
Ibid.*

*Journal de Jean
d'Arevis, précep-
teur du roi. MS.
de sainte Gene-
vieve.*

Sur ces entrefaites le duc de Brabant & le comte de Savoye arriverent. Ils conjurerent le roi d'accepter leur médiation pour la paix, & pour mettre fin à une guerre si cruelle. Le roi, que son conseil avoit déjà déterminé à prendre ce parti, accepta leurs offres. Ils porterent donc les paroles de part & d'autre, & le projet de paix fut fait sur le point qu'on étoit d'en venir aux mains : mais on ne conclut qu'une treve. Le traité de paix ne fut bien arrêté que l'année suivante; & même pendant plusieurs années on chicana sur certaines conditions que les Flamans prétendoient avoir été ajoutées contre leur gré au projet fait dans le camp de Lille. Les principaux des articles qui furent observés étoient, que le roi remettroit en liberté Robert de Bethune, fils aîné du feu comte de Flandre, & qu'on délivreroit pareillement ses deux autres freres, avec tous les Flamans que l'on retenoit prisonniers : que les Flamans jouïroient des privilèges & franchises, dont ils jouïssent avant la guerre; que le roi demeureroit maître de toute la Flandre en deçà de la Lis, c'est-à-dire, de Lille, de Douai, d'Orchies, de Bethune, & de toutes les autres places & territoires où l'on parloit Wallon, & les réuniroit à la couronne, que le reste appartiendrait à Robert de Flandre, comme il avoit appartenu à son pere, c'est-à-dire, avec obligation de rendre hommage, & de faire serment de fidélité au roi : mais que parmi les villes qui lui demeureroient, il n'en pourroit avoir

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 115

que cinq fortifiées, que le roi pourroit faire démolir quand il le jugeroit nécessaire pour son service; & qu'outre cela on payeroit au roi deux cents mille livres à divers termes, dont on convint.

1304.

C'est ainsi que se termina une guerre très-funeste aux deux partis, où la France n'acquît qu'une médiocre gloire, & où l'on vit jusqu'à quelles extrémités une populace mal ménagée & irritée peut porter sa fureur. Pour ce qui est du comte de Hainaut & de Hollande, qui avoit toujours tenu le parti du roi contre les Flamans, il se fit une treve de quelques années entre lui & le comte de Flandre.

Meyerus.

Le roi étant de retour à Paris, rendit des actions de grâces à Dieu, de ce qu'il l'avoit conservé dans le grand danger où il se trouva en la journée de Mons en Puelle. Il fit des présens à saint Denys, à diverses autres églises de son royaume, & en particulier à Notre-Dame de Paris, où il fit une fondation de cent livres de rente, afin qu'on priât Dieu pour lui, pour la reine, pour ses enfans, & pour la paix du royaume. Il entra dans cette cathédrale sur le cheval qu'il avoit monté à la bataille, & avec les mêmes armes dont il y étoit armé. Et en mémoire de sa victoire qu'il attribuoit à la protection de la sainte Vierge, on érigea une statue équestre que l'on voit encore aujourd'hui dans cette église auprès de l'autel de Notre-Dame. On fait le dixième d'Août dans le breviaire de Paris commémoration de cette victoire.

Le roi retourne à Paris.

Lettres patentes de Philippe le Bel données au camp près de Lille en Flandre au mois de Septembre 1304. Registre de l'église de Notre-Dame de Paris.

Mort de la reine. Continuat. Nangui.

Durant cette campagne, ou peu après son retour, il perdit la reine sa femme Jeanne de Navarre, qui fonda avant sa mort le collège de Navarre, dans l'université de Paris. Il accommoda quelque temps après le duc de Brabant & le comte de Luxembourg, qui se faisoient la guerre pour le comté de Louvain, & maria Louis son fils aîné avec Marguerite fille du duc de Bourgogne. Mais à quoi il travailla le plus, même avant la fin de la guerre de Flandre, ce fut à se bien remettre avec le saint siège, où il trouva toutes les facilités qu'il pouvoit souhaiter du côté du pape Benoît XI.

Si-tôt qu'il eut été élu, le roi lui écrivit une lettre pour le féliciter de son exaltation, & la lui envoya par le seigneur.

Preuves de l'hi. l. du différend entre c. &c.

1304.

de Mercœur, Pierre de Belle-Perche chanoine de Chartres, depuis évêque d'Auxerre, & Guillaume du Pleffis, le priant de bien recevoir ses envoyés, & de les croire sur ses sincères intentions, dont ils l'assureroient de sa part. Quoique le nom de Nogaret ne soit point dans cette lettre du roi, on voit néanmoins par le pouvoir que ce prince donna par écrit à ses envoyés de traiter avec le pape, que ce seigneur étoit de l'ambassade (a). Mais le pape ne voulut point qu'il parût devant lui.

*Le nouveau pape
leva les censures
fulminées contre le
roi.
Ibid.*

Benoît en les voyant arriver, s'étoit attendu qu'ils lui demanderoient l'absolution des censures fulminées contre le roi sous le pontificat de Boniface : mais ils ne lui en firent aucune mention. Il ne laissa pas de la lui donner, en se servant de ces termes, *supposé que peut-être il les eût encourues*, comme il le marque dans la lettre pleine de bonté & de tendresse qu'il lui écrivit sur ce sujet. Il leva aussi le mois suivant les censures publiées contre tous ceux qui avoient contribué à empêcher le commerce de la France avec la cour de Rome, ou à la prise du pape Boniface. Il en excepta Nogaret, dont il se réserva l'absolution à lui-même & au saint siège. Il révoqua aussi en même-temps, à la prière du roi, la défense que son prédécesseur avoit faite à tous collateurs de pourvoir à aucun des bénéfices vacans, ou qui viendroient à vaquer en France, & par laquelle il ôtoit à tous les corps qui avoient droit d'élection, le pouvoir d'en faire aucune, ni aucune postulation. Il en fut de même des bulles de Boniface révocatoires des privilèges accordés à nos rois par les papes, & d'autres semblables, qui furent toutes annullées.

Les Colonnes ne manquèrent pas de profiter de la bonne disposition du pape à l'égard du roi, pour demander d'être rétablis dans leurs biens & dans leurs dignités. Ils présentèrent pour cela un mémoire à ce prince, & le supplièrent de prendre leur protection. Ils obtinrent l'absolution des excommunications, excepté Sciarra Colonne, qui avoit in-

(a) Il y eut deux plénipouvoirs différens, expédiés pour ces ambassadeurs : Voyez le recueil de M. Dupuy, sur le différend de Boniface VIII, avec Philippe le point peché de lui dans l'autre, ce qui

feroit douter qu'il fût parti avec eux.
Bet.

sulté le pape en compagnie de Nogaret. Il fut exclus de l'absolution, aussi-bien que ce chevalier, & le pape les excommunia même de nouveau l'un & l'autre avec tous leurs complices : mais les cardinaux Colonne ne furent point rétablis dans leurs dignités, ni dans leurs bénéfices, ni aucun de ceux de leur maison dans leurs biens, parce que ces biens ayant été confisqués & les bénéfices donnés, d'autres en étoient en possession, & sur-tout la maison des Ursins, qui avoit extrêmement profité de leurs dépouilles. Le pape ne voulut point s'attirer tant de gens sur les bras, & il défendit même aux Colonnes de relever les murailles de la ville de Palestrine, qui avoient été démolies. Ainsi tout ce qu'ils gagnèrent fut de n'être plus excommuniés. Dans la suite le peuple Romain, pendant la vacance du saint siège, après la mort de Benoît, prit en main leurs intérêts, le sénat jugea en leur faveur, & il fut ordonné qu'on leur restitueroit tous leurs biens.

1304.

Quelque content que l'on fût en France de la conduite du nouveau pape, on y faisoit toujours paroître une extrême animosité contre son prédécesseur; & on s'y fit un point d'honneur de faire flétrir sa mémoire. On continua de demander la convocation d'un concile pour l'y faire condamner sur les crimes qu'on lui avoit reprochés de son vivant. Quelques cardinaux adhérèrent même sur cet article aux agens de France : mais la mort du pape Benoît, qui arriva le neuvième mois de son pontificat, l'empêcha de répondre sur ces demandes, aussi-bien que d'exécuter le projet d'une croisade en faveur du comte de Valois, pour lui donner moyen de faire valoir les droits qu'il avoit par sa femme sur le throne de Constantinople, & tenter ensuite la délivrance de la Terre-sainte.

Mort de ce pontife.

Durant la vacance du saint siège, qui fut de plus de dix mois, Guillaume de Nogaret, qui n'avoit pu obtenir son absolution du pape, interjeta un appel au concile & au pape futur. Il fit cet acte pardevant l'official de Paris. Il y joignit une apologie de sa conduite dans la prise du pape Boniface à Anagnie, & une accusation sanglante contre ce pape, à qui il reprochoit les plus horribles & les plus dé-

*Preuves de l'hist.
du différend, &c.
Vide Rainald.
ad an. 1304.*

Preuves du différend, &c.

1304.

testables crimes (a), protestant d'ailleurs qu'il se soumettoit au jugement du concile, & même du saint siège, étant prêt de se rendre à Rome, pourvu qu'on lui donnât sûreté, & s'offrant, si on le trouvoit coupable, à subir les peines que le concile ou le saint siège bien informé décerneroit contre lui. Il envoya cet acte aux cardinaux, & il fit encore quelques autres écrits par lesquels on voit qu'il entendoit aussi-bien la procédure que la guerre.

Factions entre les cardinaux pour lui donner un successeur.

Joan. Villani, lib. 8, cap. 79.

Les cardinaux eurent peu d'égard à tous ces écrits, étant entièrement occupés à faire un pape, ou plutôt à donner l'exclusion à tous ceux que chaque parti regardoit comme contraires à ses intérêts. Neuf mois se passèrent en ces contestations. Le conclave se tenoit à Perouse, où le pape étoit mort (b). Les cardinaux y étoient partagés en deux factions. A la tête de l'une étoient le cardinal Matthieu Rossi de la maison des Ursins, & le cardinal François Gaëtan neveu de Boniface VIII. Les chefs de l'autre étoient le cardinal Napoleon des Ursins del Monte, & Nicolas di Prato. Les premiers vouloient un pape Italien, & qui fût attaché à la famille de Boniface. Les autres étoient amis des Colonnes, & dans les intérêts du roi de France, & souhaitoient un pape au moins indifférent pour la famille de Boniface, & qui ne fût point Italien. Comme les deux factions étoient égales, l'une ne pouvoit l'emporter sur l'autre; & on ne fait comment la contestation eût fini*, si l'habileté du cardinal di Prato n'eût imaginé un expédient qui contenta la faction opposée, & la fit donner dans le piège que cet homme adroit lui tendit.

* Voyez les observations art. 1.

(a) On proposoit contre lui, dit M. le comte de Boulainvilliers, des accusations contradictoires, puisqu'on l'accusoit en même-temps de ne point croire l'immortalité de l'ame, ni la réalité de l'autre vie, & d'avoir livré son ame au démon. *Boulainvilliers, abrégé de l'histoire de France.*

(b) Le roi envoya des ambassadeurs à Perouse, pendant la tenue du conclave. Les habitans de cette ville craignirent qu'ils ne fussent venus pour donner atteinte à la liberté de l'élection; ce qui

pouvait occasionner de grands troubles. Ils leur envoyèrent des députés, pour savoir quel étoit l'objet de leur ambassade. Ils répondirent qu'ils n'étoient venus que pour procurer le bien de l'église en général, & de la ville de Perouse en particulier, & pour hâter l'élection d'un pape. Cette réponse parut ambiguë à ceux de Perouse, & ils firent instance pour en avoir une plus nette & plus précise. Les ambassadeurs les remirent au lendemain, pour concerter cette seconde réponse, qui fut conçue à peu près en ces termes: Les

Il alla trouver le cardinal Gaëtan, & lui parla de la sorte.
 « Nous faisons un grand tort à l'église de la laisser si long-
 » temps sans pasteur. Nos divisions scandalisent extrêmement
 » le peuple chrétien, & je vous avoue que j'en ai un grand
 » scrupule. Tâchons de nous accorder; nous vous cede-
 » rons une partie de ce que vous souhaitez, pourvû que vous
 » vouliez nous donner aussi une partie de ce que nous de-
 » mandons. Vous voulez un pape affectionné à votre mai-
 » son, nous y consentirons: mais choisissez-en un qui ne
 » soit point Italien, vous en trouverez plusieurs qui ont été
 » fort attachés au pape Boniface, votre oncle: nommez
 » trois personnes à votre choix, & nous nous obligerons à
 » nous déterminer à un des trois dans l'espace de quarante
 » jours. »

1304.

Le cardinal Gaëtan trouva cette proposition fort avantageuse, & la fit agréer à son parti. Ils nommerent trois archevêques qui n'étoient point Italiens, qui avoient été faits archevêques par Boniface, qui avoient été ses confidens, & toujours déclarés jusqu'alors contre le roi de France. Celui qu'ils marquerent le premier, fut Bertrand de Goth, archevêque de Bourdeaux, le plus animé des trois contre la France, parce que pendant la guerre de Guienne, le comte de Valois avoit fort maltraité sa famille, qui étoit considérable en Gascogne. Mais le cardinal di Prato le connoissoit d'un caractère à ne pas tenir son cœur, & à sacrifier sans peine ses ressentimens à l'honneur de la tiare.

Le cardinal donna avis de tout au roi par un courier, qui en onze jours arriva de Perouse à Paris, & lui mit en main, avec la lettre du cardinal, le compromis des deux factions, & la promesse des cardinaux du parti François, de faire pape l'archevêque de Bourdeaux, pourvû que le roi l'agréât, car ils étoient maîtres de cette élection par le compromis.

ambassadeurs de France ne sont venus pour faire tort ni à la ville en général, ni aux particuliers, ni aux courtisans, ni à aucun des cardinaux. Il y a grande apparence qu'ils avoient été envoyés pour savoir ce qui se passoit dans le conclave,

afin d'en instruire le Roi, & d'être à portée de diriger les mouvemens de la faction Française, conformément aux intentions de Philippe le Bel. Voyez le Recueil de M. Dupuy, sur Boniface VIII.

1304.

Ils le prioient seulement de faire promettre à l'archevêque de rétablir les Colonnes dans leurs biens & dans leurs dignités.

Le roi, qui avoit regardé la mort précipitée du pape Benoît comme un fâcheux contre-temps pour lui, & qui appréhendoit fort qu'on ne fît un pape de la faction des Gaëtans, fut ravi de l'offre qu'on lui faisoit d'en choisir un qui lui auroit obligation du pontificat. Il écrivit promptement une lettre fort obligeante à l'archevêque de Bourdeaux, pour le prier de se rendre en un lieu qu'il lui marqua dans la forêt de S. Jean d'Angeli, où il avoit prétexte de se trouver dans six jours, l'assurant que c'étoit pour l'y entretenir de choses de la dernière importance.

L'archevêque ne manqua pas de se rencontrer au rendez-vous comme par hasard. Ils entendirent la messe ensemble ; & le roi l'ayant pris en particulier, le fit jurer sur l'autel qu'il lui garderoit le secret sur la proposition qu'il lui alloit faire. Après cela il lui demanda, si à sa considération il ne vouloit pas bien oublier les sujets de mécontentement qu'il avoit du comte de Valois : l'archevêque répondit, qu'il lui faisoit trop d'honneur, & qu'il n'avoit garde de refuser ce que lui demandoit un si grand prince. « Ce » n'est pas seulement de quoi il s'agit, (reprit le roi,) c'est » qu'il dépend de moi absolument de vous faire pape. Je » suis venu exprès pour vous le dire, & afin que vous n'en » doutiez pas, je vais vous apprendre ce qui se passe à Pe- » rouse, & l'état où sont les choses. » En même temps il lui montra les lettres des cardinaux, & lui apprit tout le manège du cardinal di Prato. « Mais pour mériter de moi la » grace que je vous offre, (continue le roi,) il faut que vous » m'accordiez six choses. »

L'archevêque, homme qui, selon le génie de son pays, aimoit passionnément la gloire, se jeta aux piés du roi, & lui dit : « Sire, je n'ai point mérité les bontés que vous avez » pour moi, mais comptez sur tout ce qui en peut dépendre. »

Le roi le releva, l'embrassa, & lui parla de la sorte : « Ce » que je vous demande, c'est premièrement, que vous me » reconciliez parfaitement avec la sainte église, & que vous
„ me

« me déchargez la conscience du péché que je pourrois
 « avoir commis en faisant arrêter le pape Boniface. II. Que
 « vous révoquiez toutes les censures fulminées contre moi
 « & contre tous ceux qui ont suivi mon parti en cette affai-
 « re. III. Que vous m'accordiez les décimes de mon royau-
 « me pendant cinq ans, pour me remettre des dépenses que
 « j'ai été obligé de faire pour la guerre de Flandre. IV. Que
 « vous annulliez tout ce qu'a fait le pape Boniface. V. Que
 « vous rétablissiez dans la dignité de cardinal, & dans leur
 « première fortune, Jacques & Pierre Colonne, & que
 « vous fassiez en même temps cardinaux quelques-uns de
 « mes amis. Pour ce qui est de la sixième chose, je me ré-
 « serve à vous la demander en temps & lieu, elle est impor-
 « tante, & je dois la tenir encore secrète. »

1304.

L'archevêque ne trouva rien dans toutes ces demandes qui ne fût au-dessous du pontificat : il les accorda toutes, il jura sur le corps de Notre Seigneur de tenir sa promesse, & donna au roi en ôtage son frère & deux de ses neveux. Ce prince lui promit pareillement avec serment de le faire élire pape. Ils se séparèrent avec beaucoup de marques de tendresse de part & d'autre ; & le roi, sous prétexte de réconcilier la famille de l'archevêque avec le comte de Valois, mena les trois ôtages à Paris. Il dépêcha promptement un courrier à Perouse, par lequel il fit savoir au cardinal di Prato, & à tous les cardinaux de sa faction, qu'ils pouvoient sans difficulté faire tomber leur choix sur l'archevêque de Bourdeaux. Ce courrier arriva cinq ou six jours avant le terme des quarante, dont on étoit convenu pour l'élection du pape. Le cardinal di Prato proposa au cardinal Gaëtan d'assembler le conclave, pour la faire, suivant le compromis, dont on fit la lecture en présence de tous les cardinaux : après quoi le cardinal di Prato déclara, que des trois que la faction Gaëtane avoit proposés, il choisiroit avec tous ceux de son parti, Bertrand de Goth, archevêque de Bourdeaux. Le choix fut reçu avec applaudissement, chacun s'assurant d'avoir un pape tel qu'il pouvoit le souhaiter. On chanta le *Te Deum*, on publia l'élection avec des marques d'une joie & d'une satisfaction universelle ; & on fit

1305.
Élection de Clément V.

1305.

partir incessamment un courrier pour en porter la nouvelle à l'archevêque, qui l'attendoit avec impatience.

Antoninus, p. 3,
tit. 21, cap. 1.

Il prit le nom de Clément, & fut le cinquième de ce nom. Aussi-tôt il manda aux cardinaux de le venir trouver à Lyon, où il vouloit que se fit la cérémonie de son exaltation. Cet ordre surprit les cardinaux Italiens, qui avoient espéré qu'il viendrait se faire couronner à Rome. La faction Gaétane commença à faire ses réflexions, & à craindre d'avoir été la dupe du cardinal di Prato, à qui Matthieu des Ursins, doyen des cardinaux dit en colere, lorsqu'il se mettoit en chemin pour aller à Lyon : « Vous nous avez trompés, vous » avez obtenu ce que vous prétendiez, de voir la cour du » pape au-delà des Monts : je vous prédis que vous ne la » verrez revenir de long-temps en Italie ; car je connois le » génie des Gascons. » Sa prédiction fut véritable, six papes de suite tinrent leur siège en France, pendant plus de soixante & dix ans : mais enfin il fallut obéir au pape élu.

*Il est couronné
en France.*

Continuat. Nan-
gii.

*Étrange acci-
dent qui arrive en
cette occasion.*

Le roi accompagné d'un grand nombre de noblesse se trouva à Lyon pour le couronnement du pape, qui se fit le quatorzième de Novembre dans l'église de S. Just. Le pape, après la cérémonie, retourna en cavalcade à son palais. Le roi, à l'exemple de plusieurs empereurs, & de quelques-uns de ses prédécesseurs, marcha d'abord à pié, tenant les rênes du cheval du pape : puis étant remonté sur le sien, Charles, comte de Valois, Louis, comte d'Evreux ses freres, & Jean, duc de Bretagne, firent la même fonction. Mais il arriva un accident qui changea en deuil la joie & la pompe de cette belle cérémonie. Comme le pape passoit le long d'un vieux mur, sur lequel un grand nombre de peuple s'étoit placé pour voir la cavalcade, ce mur s'écroula tout à coup ; le duc de Bretagne fut accablé sous les ruines, & en ayant à peine été retiré tout froissé, il mourut presque aussi-tôt après : le comte de Valois fut dangereusement blessé, le pape fut renversé de dessus son cheval, & sa mitre étant tombée, il y perdit une escarboucle d'un-très grand prix. Gaillard de Goth, frere du pape, & plusieurs autres gentilshommes y périrent aussi malheureusement. Les Italiens regar-

derent depuis cet accident comme le malheureux présage de la translation du siège pontifical de Rome en France, laquelle fut si funeste à l'Italie, & fort incommode à ce royaume.

1305.

Quand on fut revenu de la consternation où un tel malheur avoit jetté la cour de France & celle du pape, le roi le somma de sa parole touchant les cinq articles dont ils étoient convenus ensemble. Le pape commença à exécuter le traité par accorder les décimes que le roi lui avoit demandées, par rétablir Jacques & Pierre Colonne dans leur dignité de cardinal, & par créer grand nombre de cardinaux François & Gascons, qui étoient fort attachés à la France, & tous furent élevés à ce rang d'honneur à la recommandation du roi. Le pape choisit deux cardinaux qu'il envoya à Rome pour y gouverner en son nom, & y exercer la charge de sénateur. Il se fit suivre par les autres à Bourdeaux, où les Italiens se repentirent plus que jamais du choix qu'ils avoient fait, voyant que les cardinaux François & Gascons avoient toute la faveur & tout le crédit.

Il fallut pourtant dissimuler; & ce ne furent là que les moindres mortifications que le cardinal Gaëtan avec ceux de sa faction eut à essuyer. La cassation de tous les actes faits contre la France par Boniface VIII son oncle, les atteintes cruelles que l'on donna à la mémoire de ce pape, la permission que Clément accorda de faire des procédures & des dépositions contre lui, & d'instruire son procès comme s'il avoit été encore vivant & soumis à son tribunal; tous ces affronts faits à l'oncle furent vivement ressentis par le neveu & par tous ceux qui étoient liés d'intérêt avec sa famille: mais c'étoient des engagements pris par le pape, & de plus il étoit en France.

Joan. Villani,
lib. 8, cap. 81.

Il cassa en 1306 la bulle *Clericis laicos*, qui avoit fait tant de bruit dans le monde, par laquelle Boniface ôtoit tout droit aux princes de lever quoi que ce fût sur le clergé, & d'en recevoir aucun secours, sans la permission du Saint siège. Il déclara aussi nulle celle qui commençoit par *Unam sanctam*, & regardoit la sujétion des rois aux papes pour le

1306,

1306.

temporel. Le roi n'exigea que cela du pape pour cette année-là, en laquelle il lui arriva à lui-même une chose très-désagréable; ce fut une sédition qui se fit contre sa propre personne par le petit peuple de Paris, à l'occasion du désordre qu'il y avoit alors dans les monnoies.

*Changement que
le roi fait dans la
monnoie.*

J'ai déjà remarqué que les changemens ou altérations extraordinaires que ce prince avoit faits dans la monnoie, avoient causé de grands murmures parmi ses sujets, & de grands désordres dans le commerce. Il étoit le premier de nos rois qui eût fait des changemens aussi fréquens & aussi considérables en cette matiere; & voyant qu'on portoit fort impatiemment cette nouveauté, il s'obligea par lettres patentes, datées du mois de Mai 1295 à indemniser tous ceux qui recevroient la monnoie affoiblie. Pour cela il hypothéqua tous ses biens, ceux de ses successeurs, & particulièrement tous les revenus de son domaine. Il y fit intervenir le consentement de la reine sa femme, qui ratifia cette promesse.

*Le Blanc, traité
des monnoies de
France.*

Cet affoiblissement ou altération dura jusqu'à 1306, & il alla à un tel excès, qu'en l'an 1301 un denier d'argent de l'ancienne monnoie, en valoit trois de la nouvelle. Il falloit que l'incommodité que causoit cette foible monnoie fût bien grande, puisque vers l'an 1303 les prélats du royaume offrirent au roi deux vingtièmes du revenu annuel de tous leurs bénéfices, à condition qu'à l'avenir ni lui, ni ses successeurs n'affoibliroient point les monnoies sans une nécessité indispensable, qui devroit être certifiée par les conseillers du conseil secret, ensuite confirmée par une assemblée des grands seigneurs & des prélats du royaume; & que la nécessité de l'état étant passée, on en viendrait à la bonne & première monnoie: mais cette proposition fut rejetée.

L'an 1303 la guerre continuant en Flandre, après le malheureux combat de Courtrai, toutes sortes de personnes se cottisèrent pour entretenir au roi un certain nombre de troupes pendant les mois de Juin, de Juillet, d'Août & de Septembre, à condition qu'il feroit faire de bonnes monnoies. Ce prince touché de la tendresse que ses sujets avoient pour lui, le leur promit, & s'obligea par de nouvelles lettres pa-

tentes de faire dans un an, à compter depuis la Toussaints prochaine, de bonne monnoie, *de petits Tournois, & de petits Paris*, du poids, de l'aloi & de la valeur de ceux qui avoient cours du temps de S. Louis, & de rabattre de la valeur des foibles pour les égaler aux bonnes.

1306.

Le peuple peu content de ce délai supplia de nouveau le roi de vouloir réduire au plutôt toutes les monnoies à la valeur & à la bonté dont elles étoient du temps de S. Louis. Il eut égard à leur demande, & ordonna le premier de Décembre que les monnoies fussent incessamment remises en leur ancien état, & il promit qu'en attendant cette réduction, il ne tireroit pas un si gros seigneurage. Ce seigneurage étoit le droit que le roi prenoit sur l'argent & sur l'or qu'on apportoit à la monnoie, pour les convertir en especes, & qui a fort varié sous les divers regnes. On publia par tout le royaume, que ceux qui auroient des monnoies dont on se plaignoit, eussent à les apporter dans quinze jours aux hôtels des monnoies; qu'au lieu de celles-là, on leur en donneroit de bonnes, & que le roi porteroit la perte. Cette ordonnance fut confirmée par plusieurs autres, & le pape Benoît XI, pour aider au roi à rétablir les monnoies avec moins de perte pour lui, lui accorda une année du revenu des prébendes des bénéficiers qui mourroient dans le royaume, & les décimes de tous les bénéfices durant deux ans. Mais le clergé s'opposa à l'exécution de cette bulle, & représenta au roi, que lorsqu'il avoit fait le rétablissement des monnoies il avoit promis, par ses lettres, en engageant son domaine, de rétablir la monnoie sur l'ancien pié à ses dépens, & d'indemniser ceux qui se trouveroient chargés de la monnoie affoiblie. Cette représentation fut cause que les choses demeurèrent au même état, & même qu'elles empirèrent. Car l'on voit que la valeur de la monnoie d'argent au mois de Septembre de l'an 1306, étoit encore tellement haussée, qu'un denier de la bonne monnoie en valoit par son poids trois de celle qu'on faisoit alors, comme on l'avoit vû en 1301.

Enfin, le roi se résolut à faire faire de la monnoie aussi forte qu'elle étoit du temps de S. Louis : mais en faisant

Préjudice que le royaume en souffrit.

1306.

faire cette bonne monnoie, il laissa courir la foible, sans en réduire la valeur, pour la proportionner à la bonne, & c'est ce qui causa la sédition. Car les bourgeois de Paris, & les personnes riches qui louoient leurs maisons au petit peuple, vouloient que les locataires leur payassent le louage en forte monnoie, & ceux-ci ne vouloient le payer qu'en monnoie foible, ce qui auroit fait porter deux tiers de perte aux uns ou aux autres quand la réduction des monnoies se seroit faite. Apparemment les riches furent maintenus dans leur prétention contre le petit peuple, qui se mutina, & vint assiéger le roi dans le Temple où il se trouva alors. Toutes les avenues furent occupées, & les provisions qu'on y portoit pour la bouche du roi furent enlevées. Une partie de la populace alla piller la maison d'Etienne Barbete maître de la monnoie, située au fauxbourg auprès de saint Martin des Champs, & qui étoit une des belles maisons des environs de Paris.

Continuat. Nan-
gii.

Le roi irrité de cette insolence, fit venir des soldats qui dissipèrent la populace, & plusieurs des séditieux furent pendus dans les fauxbourgs de Paris. Cela l'obligea néanmoins à mettre quelque ordre dans les monnoies. Il y eut les années suivantes diverses ordonnances, mais assez inefficaces, jusqu'à une assemblée des notables des plus grosses villes du royaume, que le roi appella pour avoir leurs avis sur cette matiere, & où il se fit de fort bons reglemens, que sa mort l'empêcha de mettre en exécution: mais il recommanda dans son testament à son successeur de travailler sérieusement à cette affaire, comme à une des plus importantes de son état.

*Reffentiment du
roi contre la mé-
moire du pape Bo-
niface.*

Joan. Villani,
lib. 8, cap. 91.
Anton. 3, p. tir.
21, cap. 1, part.
2, an. 1307.

Ces embarras n'empêcherent pas Philippe de suivre toujours les mouvemens de son animosité contre le feu pape Boniface. Il alla à Poitiers, où le pape Clement devoit se trouver pour affermir la paix de Flandre, sur laquelle il y avoit encore quelques difficultés à lever. Le roi y arriva accompagné des trois princes ses fils, du comte de Valois, & du comte d'Evreux ses freres, & de quantité de seigneurs. Ce fut là qu'il déclara au pape la sixieme chose qu'il l'avoit obligé de lui promettre avant qu'il le fit élever au pontifi-

cat, & qu'il avoit différé à lui déclarer jusqu'à ce qu'il jugeât à propos de le faire. C'étoit de condamner solennellement la mémoire de Boniface, de le faire déterrer, & de faire bruler ses os comme ceux d'un hérétique, & de recevoir pour cela juridiquement les dépositions de plusieurs, tant accusateurs que témoins qu'il avoit tout prêts, & qui devoient lui présenter un mémoire contenant quarante-trois articles touchant les hérésies & les autres crimes dont ils prétendoient convaincre Boniface.

1306.

Une telle proposition effraya le pape, qui se trouva fort embarrassé, d'un côté par le serment qu'il avoit fait au roi sur le corps de Notre-Seigneur, & de l'autre par la vûe de l'affront qui rejailliroit sur le Saint siège, si on traitoit de la sorte la mémoire d'un pape reconnu par toute l'église pour pape légitime. Il représenta au roi le scandale que causeroit un pareil procédé; que jamais Boniface n'avoit été suspect d'hérésie; qu'on avoit un ouvrage publié par ses ordres, savoir, le Sexte des décrétales, où l'on pouvoit voir la pureté de sa foi. Que s'il étoit convaincu d'hérésie, il seroit convaincu d'avoir cessé d'être pape; que par conséquent les cardinaux qu'il avoit faits devroient être déposés; que parmi ces cardinaux il y en avoit plusieurs que le roi aimoit, & qui ne seroient pas plus que les autres exempts de la déposition: que sa propre élection seroit nulle, puisqu'il avoit été élu par ces mêmes cardinaux: enfin il le conjura de se désister d'une telle poursuite. Le roi ne se rendant point à ces raisons, le pape le pria de lui permettre au moins de délibérer sur une affaire de cette importance.

Il fit appeller le cardinal di Prato, qui savoit ce qui s'étoit passé entre lui & le roi dans l'entrevûe auprès de S. Jean d'Angeli, & lui demanda son avis sur le parti qu'il avoit à prendre. Le cardinal lui conseilla d'user de dissimulation, de ne point rebuter le roi en lui refusant absolument ce qu'il lui demandoit: de lui représenter seulement les difficultés & les inconvéniens qui se trouveroient dans l'exécution; & s'il ne pouvoit lui faire changer de pensée, de lui dire que les cardinaux s'opposeroient tous infailliblement à ce qu'il voudroit faire sur cela pour le contenter.

*Comment l'usé
p r le pape Cien-
ment.*

Que la chose étoit assez importante pour être traitée dans un concile général, puisqu'il s'agissoit de juger un pape accusé d'hérésie; qu'il auroit toute liberté de proposer la chose dans le concile, de procéder juridiquement à l'accusation: & que si Boniface se trouvoit convaincu d'hérésie, sa condamnation en seroit plus solennelle, plus authentique & plus infamante pour lui. Qu'afin qu'aucun prince ne s'opposât à la convocation du concile, comme plusieurs immanquablement s'y opposeroient, si on savoit qu'on le convoquât pour un tel sujet, il n'en feroit nulle mention dans la bulle de convocation; mais qu'il y diroit seulement en général, qu'il vouloit assembler le concile pour la réformation des mœurs, & pour les affaires importantes de l'église. « Le roi, (continua le cardinal,) n'oseroit refuser » cette offre, puisqu'il a tant de fois demandé un concile » pour juger de ses différends avec Boniface, & que lui-même a appelé au concile de tout ce que le pape avoit » fait contre lui. S'il accepte vos offres, vous aurez droit » de choisir pour l'assemblée du concile un lieu qui ne sera » point dans le domaine de France, afin que les autres princes puissent y venir avec plus de liberté, & alors vous & » le concile serez maîtres de faire ce que vous jugerez à » propos. »

Ce conseil, qui étoit sans doute le plus sage que l'on pût suivre dans cette conjoncture, agréa fort au pape. Il alla trouver le roi, & lui parla conformément à ce qu'il avoit résolu avec le cardinal. Le roi ne fut pas content: mais après quelques instances, il fit semblant de l'être, ne pouvant raisonnablement refuser l'offre qu'on lui faisoit du concile que lui-même avoit demandé. Le pape tenta encore une autre voie pour l'adoucir. Une des raisons que le roi lui avoit apportées pour l'obliger à l'examen de cette affaire, étoit que la réputation de sa personne, & des plus considérables seigneurs de son royaume s'y trouvoit intéressée: & que si on ne faisoit connoître au public les justes sujets qu'il avoit eus de se déclarer avec tous ses barons, ses prélats & ses peuples contre Boniface, il passeroit pour un calomniateur, & pour un rébelle à l'église.

Pour

Pour lui lever ce prétexte, le pape publia une bulle en forme de lettre au roi, par laquelle il reconnoissoit qu'en tout ce que ce prince avoit fait contre Boniface, il avoit agi sur des plaintes & des témoignages de personnes qu'il avoit été obligé d'écouter, & qui s'étoient adressées à lui comme au protecteur de l'église, qui ne devoit pas souffrir qu'un pape accusé d'hérésie demeurât plus long-temps sur le siège de S. Pierre: que ses intentions en cela avoient été droites & sinceres; que sur ce qu'on lui avoit représenté les suites fâcheuses des procédures juridiques en une affaire de cette nature, capable de rompre l'union qui étoit entre le Saint siège & la maison royale, il avoit bien voulu s'en rapporter au jugement du pape & de l'église; qu'en cas qu'il eût encouru quelques censures à cette occasion, il en étoit parfaitement absous, & que Nogaret même auroit son absolution de la violence qu'il avoit faite au feu pape en l'arrêtant à Anagnie, pourvu qu'il satisfit à l'église en passant à la Terre-sainte contre les infideles dans l'espace de cinq ans, & qu'il y demeurât autant que le Saint siège le jugeroit à propos.

1306.

Bulla Ex parte sua. Apud Rainald.

Cette bulle ne déplut pas au roi: mais animé qu'il étoit par Nogaret & par du Pleffis, quand le temps déterminé pour le concile, qui fut l'an 1310 approcha, il recommença ses poursuites. Le pape, pour lui faire encore plaisir, remit sur le tapis le projet de la croisade contre l'empereur de Constantinople en faveur du comte de Valois. Il recommanda extrêmement au comte de Flandre qui s'étoit rendu à Poitiers, d'avoir pour le roi toute la soumission qu'il devoit à son souverain. Il donna pouvoir à l'archevêque de Reims, à l'évêque de Senlis, & à l'abbé de S. Denys, d'excommunier les Flamans & leur comte, & de jeter l'interdit sur ses états, s'il lui arrivoit jamais à lui ou à ses sujets de contrevenir aux articles de la paix que le roi leur avoit accordée. Il fit tous ses efforts pour rétablir la bonne intelligence qui étoit sur le point de se rompre entre Philippe & le roi d'Angleterre, parce que ce prince n'avoit pas observé un des principaux articles du traité de paix de l'an 1303, par lequel il étoit obligé de venir en personne.

1307.

1307.

à Amiens faire son serment de fidélité, & rendre hommage au roi, & il refusoit de le faire sous prétexte qu'on ne lui restituoit point le château de Mauleon, & quelque autre terre, où il avoit des prétentions. Le pape travailla à accommoder ces différends : mais le roi d'Angleterre étant mort peu de temps après, les choses demeurèrent en suspens. Enfin le pape, à la sollicitation du roi, fit commencer les procédures contre les Templiers, lesquels eurent de si terribles suites pour cet ordre militaire. Ce fut là encore un des événemens des plus remarquables du regne de Philippe le Bel : mais pour ne point interrompre la narration par celle de plusieurs autres choses, qui arriverent durant le cours de ce long procès, je me réserve à en faire le détail, quand je serai parvenu à l'année où cette affaire des Templiers fut terminée dans le concile de Vienne.

*Le fils aîné du
roi prend possession
de la couronne de
Navarre.*

*Continuat. Nan-
gii.*

*Antonin. loc.
cit.*

*Marianâ, l. 15,
c. 7.*

*Favyn. l. 7. Su-
rita, &c.*

Le roi, après les conférences de Poitiers, retourna à Paris, & en fit partir peu de temps après Louis son fils aîné, pour aller prendre possession de la couronne de Navarre, qui lui étoit échue par la mort de sa mère la reine Jeanne de Navarre. Il y fut accompagné par Gaucher de Châtillon, connétable de France, par le comte de Boulogne, & par quantité de noblesse. Il fut couronné à Pampelune, après que le pape à sa prière eut levé l'interdit qu'il avoit jetté sur cette ville pour des différends survenus entre l'évêque & le magistrat. Il alla ensuite dans les principales villes de ce royaume ; & étant arrivé à Estella, il y fit arrêter prisonnier dom Fortunio Almoravid, & dom Martin Ximenés d'Ayvar, tous deux ennemis de la domination François. Ces deux seigneurs de tout temps avoient fait beaucoup de peine aux commandans qui gouvernoient la Navarre au nom du roi. A son retour il se fit suivre en France par trois cents gentilshommes Navarrois, à qui le roi donna des établissemens conformes à leur qualité, & qui furent comme autant d'otages pour répondre de leurs familles qu'ils laissoient dans le pays, & les maintenir dans la fidélité due à leur prince. Jacques II, roi d'Arragon, ayant appris que Louis venoit en Navarre avec tant de noblesse,

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 131

appréhenda qu'il n'eût formé quelque dessein contre son état : mais le prompt retour de ce prince le tira d'inquiétude.

1307.

Cependant le pape continuoit ses soins pour terminer les différends qui duroient toujours entre la France & l'Angleterre. Divers envoyés allèrent de sa part au nouveau roi d'Angleterre Edouard II sur ce sujet : il en vint à bout. Le mariage d'Isabeau de France, accordée depuis plusieurs années avec ce prince, fut fait. Mais avant que de venir prendre cette princesse, il chicana encore, & demanda au roi la souveraineté de la Guienne, qu'il ne possédoit ainsi que ses prédécesseurs, que comme un fief mouvant de la couronne de France. Ses raisons étoient, que cette souveraineté que le roi retenoit, n'étoit qu'une source de divisions entre les deux états ; & que le roi ne lui donnoit rien pour le mariage de sa fille qu'il venoit d'épouser.

Différend entre les rois de France & d'Angleterre.

Du Tillet, recueil des traités, entre la France & l'Angleterre.

Le roi, qui connoissoit trop l'importance de cette cession pour l'honneur & pour l'intérêt de son état, n'eut garde d'écouter une pareille demande. Il répondit à Edouard, qu'en vain il le sollicitoit sur une chose qu'il ne lui accorderoit jamais, & que d'ailleurs il avoit eu pour son mariage le duché même de Guienne, qui avoit été justement confisqué au profit de la couronne de France, pour les fautes commises par Edouard I son pere contre ses devoirs de vassal. Il fallut que le roi d'Angleterre se contentât de cette réponse. Il vint à Boulogne prendre la princesse : le roi s'y trouva avec les princes ses fils, & toute sa cour. Edouard y ratifia le traité de paix fait en 1303 avec le roi son pere, & y fit hommage à Philippe pour le duché de Guienne, & pour le comté de Ponthieu. La princesse passa ensuite avec lui en Angleterre, où elle fut couronnée, & où ses bonnes qualités la firent autant cherir des Anglois, que la mauvaise conduite d'Edouard le leur rendit odieux & méprisable.

1308.

Comme Philippe étoit bien résolu de profiter autant qu'il pourroit de la résidence du pape dans son royaume, & des déférences qu'il attendoit de lui par cette raison, il n'eut garde de laisser échapper une occasion en laquelle l'autorité

1308.

*Commencement
des ligue des Suif-
fes.*Joan. Villani ,
lib. 8, cap. 102.

du pape pouvoit beaucoup contribuer à la puissance & à la splendeur de la maison royale de France.

L'an 1308 Albert d'Autriche, roi des Romains, ayant passé le Rhin pour aller attaquer les Suisses, dont la ligue entre les différens Cantons qui composoient cette république, commença à se former vers ce temps-là, fut assassiné auprès de Rhinsfeld par son propre neveu Jean duc de Suabe. Le roi en ayant appris la nouvelle, reprit la pensée qu'on prétend qu'il avoit eue autrefois de mettre la couronne impériale sur la tête de son frere Charles, comte de Valois, & il crut que Clément ne pourroit pas se défendre de lui accorder ses bons offices en cette rencontre. Il résolut de l'aller trouver à Avignon d'une manière à lui faire comprendre qu'il ne prétendoit pas être refusé : car pour l'intimider, non-seulement il projettoit de marcher avec toute sa cour ; mais encore il avoit engagé le sénéchal de Provence à mettre sur pié six mille chevaux, & à le venir joindre quand il approcheroit d'Avignon. Il devoit représenter au pape, que l'Empire ayant été autrefois dans la maison de France, il y avoit une espece de justice à l'y faire rentrer, puisqu'il s'y trouvoit un sujet très-digne de le posséder : que le comte de Valois, ayant autant & plus de mérite qu'aucun de ceux qui y pourroient prétendre, cette ancienne possession de la maison de France lui donnoit au moins le droit d'être préféré à tous ses concurrens. Et comme il favoit que le pape se trouveroit embarrassé des instances qu'on lui faisoit pour faire le procès au feu pape Boniface, son dessein étoit de lui proposer de se désister de ses poursuites touchant cette affaire, pourvû que par son moyen, il pût venir à bout d'élever son frere à l'Empire, chose qui seroit infiniment glorieuse à son regne.

Si ce dessein avoit été tenu secret, il auroit pû réussir : car le pape n'auroit pû se dispenser, dans les conjonctures où il étoit, de seconder les intentions du roi. Depuis quelques siècles les papes pouvoient beaucoup dans l'élection du roi des Romains, parce qu'il dépendoit d'eux de le confirmer & de le reconnoître ; & quand ils refusoient de le faire, la moindre chose qui arrivoit, étoit qu'il se formoit un parti

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 133

contre celui que les électeurs avoient choisi. Mais le roi fut trahi, & on dit que le pape fut informé de tout ce projet par une personne même du conseil de France.

1308.

Le pape vit aussi-tôt les conséquences de cette affaire, & qu'après ce qui s'étoit fait en France sous le pontificat de Boniface, & ce qui s'y préparoit encore actuellement contre la mémoire de ce pape, on n'y ménageroit plus gueres désormais le Saint siège: qu'un empereur François joint au roi de France, reprendroit bientôt sur les papes les avantages que les papes avoient pris depuis long-temps sur les empereurs & sur les souverains, & que lui se trouvant en France sous la puissance du roi, s'attireroit d'étranges persécutions s'il entreprenoit de soutenir les prérogatives du siège pontifical par les censures & par les interdits, qui étoient les seules armes qu'il avoit en son pouvoir.

Il communiqua son inquiétude au cardinal di Prato, qui n'avoit plus pour le roi le même attachement qu'il avoit eu autrefois, choqué de l'acharnement avec lequel il pouffoit les choses contre Boniface.

Le cardinal lui suggéra un expédient, qui lui réussit. Ce fut de faire savoir incessamment aux électeurs le dessein du roi de France, de les presser de s'assembler pour rompre les mesures de ce prince, & de leur conseiller d'élire pour roi des Romains Henri comte de Luxembourg, dont la franchise & la droiture le faisoient aimer de tout le monde, & qui étoit celui de tous les princes prétendants à l'empire, en faveur duquel les électeurs se réuniroient le plus aisément. Le pape prit ce parti. Il dépêcha à tous les électeurs des courriers secrets: & comme ils n'aimoient pas à voir à leur tête un empereur aussi puissant que le frere d'un roi de France, qui seroit appuyé des forces de ce royaume, ils entrèrent dans les vûes du pape: & s'étant assemblés à Middelbourg, & selon d'autres à Francfort, il élurent tout d'une voix & fort promptement Henri de Luxembourg pour roi des Romains. Ils envoyèrent aussi-tôt sa nomination au pape, qui la confirma dès qu'il l'eut reçue: la nouvelle en vint au roi dans le temps qu'il faisoit ses prépara-

1308.

Continuat. Pto-
loni. Luc.*Suite du dessein
qu'avoit le roi de
faire faire le pro-
cès à la mémoire
du pape Boniface.**Le pape y con-
sent.
Apud Rainald.
ad an. 1309.*

tifs pour son voyage d'Avignon. Il fut, ou il devina d'où venoit le coup. Il en fut très-mortifié ; & depuis ce temps-là, au lieu de cette ouverture & de cette franchise qu'il y avoit auparavant entre lui & le pape, il n'y eut plus que de la politique & de la dissimulation. Le pape pour n'être plus si exposé aux demandes & aux peines que le roi pourroit lui faire, résolut de fixer sa demeure à Avignon, qui étoit du domaine de Charles II, roi de Sicile, feudataire du Saint siège. Il ordonna aux cardinaux de s'y rendre dans l'octave de l'Épiphanie de l'année suivante 1309, & leur promit de leur permettre de se retirer ensuite où chacun jugeroit à propos.

Cette résolution du pape ne dût pas plaire au roi ; qui n'en fit néanmoins paroître aucun mécontentement : mais pour le chagriner il recommença à le presser de travailler au procès de Boniface. Le pape avoit déjà fixé le temps & le lieu de l'assemblée du concile général à quoi il s'étoit engagé. Le lieu étoit Vienne en Dauphiné, & le jour destiné pour l'ouverture fut le premier d'Octobre de l'année 1310. Les accusateurs de Boniface, & les témoins pour ce qu'on avoit à dire contre lui, y devoient paroître afin d'y soutenir leurs accusations & leurs témoignages. Le roi donc qui vouloit que ce procès fût pleinement instruit, & en état d'être promptement vuide dans le concile, fit instance auprès du pape, pour qu'il fût permis aux accusateurs de produire leurs pieces, & qu'elles fussent examinées à loisir.

Le pape y consentit, & publia une bulle où il disoit que le roi de France animé d'un bon zele, ainsi qu'il le falloit croire, & pressé par Louis son frere, comte d'Evreux, Gui, comte de S. Pol, Jean, comte de Dreux, & Guillaume du Plessis, chevalier, qui prétendoient avoir en main de quoi convaincre d'hérésie le défunt pape Boniface, avoit sollicité le Saint siège d'écouter leurs accusations & leurs preuves ; que quoique toute la suite de la vie de Boniface, les dignités dont il avoit été honoré, & la conduite qu'il avoit tenue dans quantité d'emplois éclatans, & où il étoit exposé aux yeux de toute l'Europe, le justifiaient assez ;

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 135

• cependant le crime d'hérésie étant le plus horrible de tous les crimes , il étoit fâcheux qu'un pape fût flétri du moindre soupçon en cette matiere ; que par cette raison il accordoit aux instances du roi & des seigneurs ci-dessus nommés , l'audience qu'ils lui demandoient : & que dès le lendemain de la Purification de l'année 1309 , ils pourroient comparoître juridiquement devant lui à Avignon , soit en personne, soit par leurs agens. Cette bulle fut affichée à Avignon avec la permission de déposer contre Boniface à quiconque voudroit le faire.

1308.

Continuat. Nan-
gii.

Dès que le jour marqué fut venu , Nogaret & les autres ne manquèrent pas d'aller ou d'envoyer à Avignon faire leurs dépositions , non-seulement touchant le crime d'hérésie , mais sur une infinité d'autres. Le pape fort embarrassé de la multitude des mémoires qu'on lui présentait , des témoins que l'on produisoit , de la discussion d'une infinité de faits qu'on avançoit , & inquiet du scandale que tout cela caufoit , changea d'avis , & écrivit au comte de Valois , pour le prier d'engager le roi à consentir qu'on étouffât cette affaire , & qu'il s'en rapportât à lui pour la terminer , sans faire de plus grands éclats : mais le roi ne se laissa point fléchir , & se plaignit au pape de la lenteur avec laquelle on procédoit ; que cependant les témoins mouroient , qu'on en intimidait plusieurs , qu'on en avoit maltraité quelques-uns , & qu'on en avoit trouvé un mort dans son lit , quand on alla pour l'interroger. Par toutes ces plaintes , sur lesquelles le pape se défendit dans une lettre qu'il écrivit au roi , on voit bien qu'on envenimoit l'esprit de ce prince , & qu'on vouloit l'engager à pousser les choses à toute outrance.

1309.

Dépositions faites
contre lui.

Preuves du diffé-
rend de Bonifa-
ce , &c.
Ibid.

Alors parurent publiquement les mémoires de Nogaret & de du Plessis. On y imputoit au pape Boniface de n'avoir point reconnu l'immortalité de l'ame , ni la présence réelle du corps de JESUS-CHRIST au saint Sacrement de l'autel. On l'y accusoit des plus détestables crimes en matiere d'impureté , des maximes les plus scandaleuses en matiere de morale , comme , par exemple , qu'il ne croyoit point que la fornication fût un péché ; on y rapportoit une infinité d'au-

De quoi il étoit
accusé.

1309.

Surita Indic. l.
2; & in annal. l. 5,
c. 87.

Albertin. Mus-
sat. l. 2, c. 3.

tres choses semblables, & toutes les entreprises qu'il avoit faites contre l'autorité souveraine des rois pour le temporel. Il parut encore un autre écrit, pour prouver qu'il n'avoit jamais été pape, parce qu'il avoit été créé du vivant de son prédécesseur. Rien n'étoit plus scandaleux que tous ces écrits qui couroient par-tout, aussi bien que les réfutations que quelques-uns en firent.

Ils furent portés jusqu'en Espagne, d'où les rois d'Arragon & de Castille, ou de leur propre mouvement, ou sollicités secrètement par le pape, lui envoyèrent des ambassadeurs, pour lui représenter le scandale que ce procès causoit parmi les fideles, & pour l'obliger à s'opposer à ces procédures du roi de France contre l'honneur de l'église & du Saint siège. On lui écrivit les mêmes choses d'Allemagne, d'Italie, de Flandre. Le pape ayant rendu compte au roi de tout cela, ce prince lui répondit qu'il ne falloit pas s'étonner de ce que le roi Jacques d'Arragon prenoit le parti de Boniface, qui lui avoit fait présent du royaume de Sardaigne & de l'isle de Corse : que Ferdinand de Castille avoit le même intérêt à le défendre, lui ayant obligation de sa couronne, qu'il lui avoit fait adjuger malgré le défaut de sa naissance illégitime, à l'exclusion des légitimes héritiers, qui étoient les enfans de Blanche de France, réduits par l'injustice de Boniface au rang de personnes privées. Il y a toutefois beaucoup d'apparence que tout ce fracas fit impression sur l'esprit du roi, & que ce motif joint aux instances du pape, qui n'oublioit rien pour l'appaiser, le déterminâ enfin à consentir que le pape & les cardinaux décidassent cette affaire, promettant de s'en tenir à ce qu'ils en jugeroient, sur-tout si le concile l'approuvoit lorsqu'il seroit assemblé, & il ordonna à Nogaret, à du Plessis, & à tous les autres, de se désister de leurs poursuites.

Comment ce pro-
cès fut terminé.

Lorsqu'il n'y eut plus de parties, l'affaire fut bientôt terminée. Le sentiment du pape & des cardinaux fut qu'il falloit l'assoupir, en faisant au roi quelque satisfaction. Le pape pour ce sujet publia une bulle, par laquelle il déclaroit que le roi avoit en tout cela agi par un bon zele, qu'il n'avoit eu nulle part aux violences faites au pape Boniface, qu'il avoit fait

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 137

fait paroître sa modération & son respect envers l'église, en se rapportant de tout au jugement du Saint siège; à quoi il ajoutoit, que par la considération & par la tendresse qu'il avoit pour ce prince, il cassoit & annulloit tous les actes qui se trouveroient avoir été faits par Boniface contre lui & contre le royaume : & il ordonna qu'on effaçât des registres de la chancellerie Romaine, tout ce qui pourroit choquer le roi & préjudicier aux droits & aux privilèges de sa couronne.

1309.

Le même jour il publia une autre bulle, par laquelle il donnoit l'absolution à Guillaume de Nogaret, de tout ce qu'il pouvoit avoir commis contre le pape Boniface, & de toutes les censures qu'il pouvoit avoir encourues, à condition qu'il seroit du premier voyage d'Outremer, pour la délivrance de la Terre-sainte; qu'il y demeureroit jusqu'à ce qu'il en fût rappelé par le Saint siège; qu'avant ce voyage il iroit en pèlerinage aux églises de Notre-Dame de Vauvert, de Roquemadour, du Puy, de Boulogne sur mer, de Chartres, de S. Eloi, de Mont-major, & de S. Jacques en Galice : & qu'en cas qu'il mourût avant que d'avoir accompli ces pénitences, ses héritiers en demeureroient chargés.

Cependant le pape, pour montrer qu'il ne vouloit pas trop favoriser son prédécesseur, ordonna par une autre bulle, que si quelqu'un avoit quelque chose à produire de nouveau contre Boniface, il eût à le mettre entre les mains des seigneurs de Nogaret & du Pleffis, & qu'il seroit encore entendu.

On examina dans le concile de Vienne l'article de l'hérésie imputée à Boniface : & après l'examen il fut déclaré, qu'il n'avoit point été hérétique. Ainsi finit cette longue & fâcheuse affaire, qui dura plus de dix ans. Les écrivains des deux partis firent alors des réflexions bien opposées sur ce grand différend : mais elles sont pour la plupart d'autant moins justes, qu'il y entroit plus de passion : il en est de même des éloges que les uns ont faits de Boniface, & des invectives où les autres se sont emportés contre lui. Il me paroît fort inutile de prévenir sur tout cela le

1309.

jugement des lecteurs ; l'exposition des faits à quoi l'historien doit se borner , peut leur servir de regle.

Tandis que tout se pacifioit ainsi à Avignon , le roi fut obligé de porter ses armes vers ces quartiers-là , pour dompter les bourgeois de Lyon , à l'occasion que je vais dire en reprenant les choses de plus haut.

*La ville de Lyon
autrefois détachée
du royaume de
France.*

*Menétrier , hi-
stoire consulaire
de Lyon.*

La ville de Lyon , ainsi que je l'ai déjà remarqué en quelques autres rencontres , avoit été depuis plusieurs siècles détachée du royaume de France , & étoit devenue partie du royaume d'Arles , & puis du royaume de Bourgogne , ensuite de l'empire , & puis enfin la juridiction temporelle en avoit été unie à la spirituelle dans la personne des archevêques , qui étoient devenus indépendans. Philippe Auguste commença à donner quelque atteinte à cette indépendance , en obligeant l'archevêque Jean de Belles-mains à lui faire serment de fidélité pour la régale d'Autun , qui appartenoit à l'archevêque de Lyon , dès que l'évêque d'Autun étoit mort , comme pareillement l'évêque d'Autun mettoit en sa main les biens de l'archevêché de Lyon , dès que l'archevêché venoit à vaquer.

Du temps de S. Louis , pendant une longue vacance du siège de Lyon , il s'alluma une guerre civile entre les habitants & le chapitre. S. Louis & le cardinal légat furent choisis pour arbitres de leurs différends : & en vertu du compromis , ce prince mit en sa main la justice & la cour séculière de Lyon , parce que les citoyens ne pouvoient souffrir l'évêque d'Autun , qui s'étoit déclaré pour le chapitre. Mais ce prince ayant peu de temps après passé en Afrique où il mourut , les désordres recommencerent entre les deux partis.

Philippe le Hardi étant monté sur le throne , reprit l'arbitrage , & se saisit , comme avoit fait le roi son pere , de la justice séculière de Lyon , jusqu'à ce que le siège fût rempli. Il le fut enfin par Pierre de Tarentaise religieux Dominiquain. Le roi lui remit entre les mains la justice , & retira ses officiers de la ville : mais ce ne fut qu'après que l'archevêque lui eut fait serment de fidélité. C'est à quoi ce prélat eut beaucoup de peine , disant que Philippe de Savoye &

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 139

ses autres prédécesseurs, dès le moment qu'ils avoient été élus, avoient pris l'administration temporelle des biens qu'ils possédoient en-deçà de la Saone, avant que de prêter ce serment. Sur quoi il produisit des témoins : mais les témoignages n'ayant pas paru suffisans, il prêta le serment, auquel fut ajoutée cette clause; que le roi pourroit s'instruire plus à fond de ses propres droits sur les biens de l'archevêché de Lyon, en-deçà de la Saone, & qu'en les mettant entre les mains de l'archevêque il ne renonçoit ni à la propriété, ni à la possession, en cas qu'il pût découvrir quelque nouveau titre qui lui fût favorable.

1309.

Ibid.
Litteræ fidelitatis Petri archiep. electi Lugdun.

Nos rois se mêloient volontiers de ces accommodemens des citoyens de Lyon avec leur archevêque & le chapitre, parce que c'étoit un acheminement pour rentrer insensiblement dans les anciens droits de leurs prédécesseurs sur cette ville, qui par le moyen du commerce étoit devenue une des plus riches & des plus considérables des Gaules.

Les brouilleries recommencerent bientôt entre les bourgeois & l'archevêque. Le pape Grégoire X les racommoda de nouveau. Il régla dans une bulle la maniere dont la justice devoit être administrée par l'archevêque; & les bourgeois, qui voulurent toujours s'en tenir à cette bulle, avoient de temps en temps recours à la protection du roi, pour en maintenir l'exécution. Ils appelloient même au roi en certains cas des sentences rendues par les officiers de l'archevêque & du chapitre; & Philippe le Bel en 1290 donna ordre au bailli de Mâcon de protéger les bourgeois de Lyon, s'ils étoient inquiétés sur ces sortes d'appellations, & de signifier aux officiers de justice de l'archevêque & du chapitre, que les bourgeois étoient en droit d'appeller au roi de leurs jugemens. Enfin ce même prince l'an 1292, à la priere des citoyens de Lyon, les reçut & les mit en sa sauvegarde, par des lettres patentes où il est dit expressément, que la ville de Lyon est de la dépendance de son royaume : & dans un appel que les bourgeois interjetterent contre la défense qui leur avoit été faite par l'archevêque d'avoir des armes & des chevaux, & de lever aucuns deniers sans sa

Brouilleries entre les bourgeois de cette ville & l'archevêque.

Ibid.

1309.

permission, ils déclarèrent qu'ils en appelloient au roi, comme à celui qui avoit la supériorité pour le temporel dans Lyon.

Ce fut alors que ce prince établit un officier de sa part avec la qualité de gardiateur de la ville de Lyon, pour maintenir les habitans dans leurs franchises. Ce gardiateur n'étoit pas néanmoins dans Lyon, l'archevêque & le chapitre s'y étant fortement opposés : mais il faisoit sa résidence à l'île-barbe ou à Mâcon.

L'autorité du roi augmentoit de plus en plus dans la ville de Lyon malgré l'archevêque Beral de Goth, qui avoit renouvelé les poursuites de ses prédécesseurs, pour empêcher les appels à la justice du roi. Mais cet archevêque ayant été fait cardinal, Boniface VIII, qui avoit été chanoine de Lyon, se trouvant sur la chaire de S. Pierre, & Henri de Villars, qui avoit aussi eu une dignité dans ce chapitre, étant devenu archevêque de Lyon, la chose fut portée à Rome, & les plaintes de cette église contre le roi y furent reçues favorablement. Ce fut un des griefs de Boniface contre ce prince, dont on fit souvent mention dans le cours de leurs différends, & sur lequel Nogaret & du Plessis écrivirent comme sur tout le reste.

Après la mort de Boniface & de Benoît XI, Clément V qui avoit obligation au roi de son exaltation, ne prit pas fort à cœur les intérêts de l'église de Lyon. Il pria seulement le roi d'oublier tous les sujets de mécontentement qu'il pouvoit avoir de l'archevêque & du chapitre, & de leur donner des marques de sa bonté.

Privilèges accordés à l'église de Lyon.

Le roi accorda volontiers ce que le pape lui demandoit, & publia alors cette concession célèbre appelée communément Philippine du nom du roi, par laquelle il accorderoit de grands privilèges à l'église de Lyon, & entre autres, que tous les biens du chapitre, tant fiefs qu'arrière-fiefs, péages, & autres prérogatives, fussent tenus par le chapitre à titre de comté de Lyon : mais le style de cette concession est celui d'un prince qui y parle comme souverain, qui accorde en cette qualité les grâces dont il y est fait mention, & il y donnoit amnistie à l'archevêque, au chapitre,

Ibid.

& à tous ceux qui avoient eu part à leur faute, comme un prince l'auroit donnée à ses sujets coupables de félonie envers lui.

1309.

Cette première Philippine fut suivie d'une seconde, où est rapporté un concordat fait à Pontoise entre Pierre de Belle-Perche chancelier de France, & Thibaud de Vassallieu agent de l'église de Lyon, dans lequel la souveraineté du roi est reconnue en termes exprès.

Ce concordat ayant été signé par l'archevêque & le chapitre d'une part, & de l'autre par le roi, les habitans de Lyon, à cause de certaines choses qui y paroissoient trop avantageuses pour le chapitre, firent supplier le roi d'en suspendre la publication, ce qu'il leur accorda. Peu de temps après l'archevêque Louis de Villars étant mort, Pierre de Savoye doyen du chapitre fut mis en sa place. Il étoit alors à Paris. Il fut cité par les gens du roi aussi-tôt après son élection, pour prêter le serment de fidélité, & il refusa de le faire, désavouant le traité fait par son prédécesseur. Nogaret traita de la part du roi avec lui sur ce sujet en présence de Thibaud de Vassallieu, qui avoit passé l'acte avec le chancelier de Belle-Perche, & le somma de reconnoître la souveraineté du roi dans la ville de Lyon. On s'échauffa fort de part & d'autre : l'archevêque se plaignit que Nogaret avoit manqué au respect dû à sa personne, à sa naissance & à sa dignité, & s'en alla à Lyon sans rien conclure.

Il n'en demeura pas là. Il entreprit d'engager les habitans dans son ressentiment, & de les animer contre le roi. Il leur fit entendre qu'on vouloit les mettre en servitude, sous prétexte de la garde royale. Il commença à faire de la peine aux officiers du roi touchant les appellations de la justice de Lyon à leur tribunal, & fit tant, qu'il souleva les bourgeois, & les réunit avec le chapitre. Ce fut à cette occasion que le roi fit l'armement dont je parle.

Nouvelles brouilleries en cette ville.

Comme l'archevêque & les habitans de Lyon prévirent bien les suites de cette démarche, ils se mirent en état de se défendre, & firent de nouvelles fortifications à leur ville. Il y a bien de l'apparence que le roi, qui n'avoit point alors d'ennemis en armes contre lui, ne fut pas trop fâché de cette

1310.

révolte, parce qu'elle lui donnoit lieu d'établir sa souveraineté dans Lyon par le droit de conquête, encore plus solidement qu'il ne l'avoit assurée par un concordat. Il rassembla une armée, mit à la tête Louis son fils aîné roi de Navarre, quoiqu'il n'eût pas encore été créé chevalier, circonstance que l'historien n'a pas manqué de remarquer comme une chose extraordinaire en ce temps-là. Il lui donna pour conseil le comte de Valois & le comte d'Evreux, tous deux oncles de ce jeune prince.

Le pape ayant appris que les troupes filoient de ce côté-là, écrivit une lettre aux habitans de Lyon, pour les informer de la résolution où étoit le roi, de tirer vengeance des insultes qu'on y avoit faites à ses officiers, pour leur conseiller de prévenir le malheur dont ils étoient menacés, leur promettant de s'employer en leur faveur, afin d'appaiser la colère du prince; il les avertit qu'il faisoit partir les cardinaux de S. Cyriaque & de S. Ange, pour le prier de suspendre l'attaque: qu'ils avoient ordre à leur retour de la cour, de venir à Lyon, & de leur offrir leur médiation: mais il conseilloit à l'archevêque & aux habitans d'avoir recours à la clémence du roi.

Cependant l'armée parut devant Lyon; & l'archevêque fut fort surpris de voir arriver Amedée V comte de Savoye son proche parent, non pas pour le défendre, mais pour joindre ses troupes à celles du roi.

Comme on se disposoit à l'attaque, l'archevêque se repentant trop tard de son imprudente entreprise, écouta les conseils de son parent le comte de Savoye, & se rendit, non pas au roi de Navarre, mais au comte. La ville donna des otages pour assurance de sa soumission. L'archevêque fut conduit à Paris, & demanda pardon au roi, qui le lui accorda à la prière des deux cardinaux envoyés par le pape.

Les bourgeois & la noblesse prirent un autre tour, qui ne déplut pas au roi: ce fut de lui dire, qu'ils ne s'étoient opposés au concordat fait entre le chancelier de Belle-Perche & Thibaud de Vassallieu, que parce que ce traité les faisoit vassaux & sujets du chapitre de Lyon, au lieu qu'ils prétendoient ne l'être que des rois de France: & dans l'acte

qu'ils présenterent, ils eurent grand soin de dire, qu'ils étoient sous la garde, souveraineté, ressort, & toute sorte d'obéissance du roi.

1310.

Sur ces exposés, & après diverses conférences, on fit un nouveau traité, par lequel l'archevêque cédoit au roi la juridiction temporelle sur la ville & sur le château de saint Just, & leurs appartenances, se la réservant seulement sur le château de Pierre-Encise, avec le droit de battre monnaie, d'avoir des troupes à pié & à cheval dans la ville de Lyon, pour faire la guerre tant au-delà de la Saone que du Rhône. Il s'agissoit là de ces guerres particulieres, dont j'ai parlé sous le regne de saint Louis, & dont la coutume n'étoit pas encore abolie. Le roi de son côté s'obligeoit à dédommager l'archevêque, en lui donnant des terres qui releveroient immédiatement de la couronne; sur quoi on s'en tiendrait au jugement des arbitres nommés par les deux parties. La chose fut tout-à-fait terminée en 1313, & par ce moyen la ville de Lyon soustraite à la couronne de France depuis quatre cents quatre-vingt-dix ans, y fut réunie, pour faire partie du royaume, comme elle avoit fait depuis le regne des enfans de Clovis jusqu'à l'érection du royaume d'Arles.

Comment terminés.

Ibid.

La même année que Lyon fut assiégé, il y eut des semences de guerre en Guienne entre le roi de France & le roi d'Angleterre, parce que les officiers Anglois y firent quelques infractions aux traités de paix. Le roi prenant ses précautions en cas de rupture, renouvela avec l'empereur Henri de Luxembourg, les anciennes alliances de la France & de l'Empire, & fit une ligue contre les Anglois avec Jean dauphin de Viennois, à qui on promit pour son fils une des filles de Philippe de France, comte de Poitou, second fils du roi. L'évêque d'Amiens & le comte de Bologne furent envoyés en Guienne, pour examiner les entreprises des officiers Anglois. Il se fit plusieurs écritures de part & d'autres, mais sans aucune hostilité ni autres suites fâcheuses, quoique les choses demeurassent indécises pendant deux ou trois ans.

Du Tillet, recueil des traités entre la France & l'Angleterre.

Le concile de Vienne, qui devoit d'abord s'assembler en

Concile de Vienne.

1310.

l'an 1310, ayant été différé par le pape jusqu'à l'année suivante, en fut l'événement le plus considérable. Je vais raconter une partie des choses qui se passerent dans ce concile, c'est-à-dire, celles qui eurent quelque rapport au roi & au royaume de France, telle que fut l'affaire des Templiers, dont on avoit déjà commencé d'instruire le procès, à dessein de le terminer dans ce concile.

Affaires des Templiers.

Ce procès est un des sujets sur lequel la postérité & les écrivains, sans même en excepter quelques François, ont donné le plus de liberté à leurs conjectures touchant les intentions de Philippe le Bel : & il n'y a pas trop de sujet de s'en étonner, d'autant que les crimes dont on accusa cet ordre militaire, sont si atroces, qu'ils n'ont gueres de vrai-semblance : mais il arrive quelquefois, que la vrai-semblance n'est pas où la vérité se trouve. Ce que je vais dire de ce fait sera principalement tiré de l'histoire, que nous en a donné M. du Pui, garde de la bibliothèque royale, & qu'il a composée sur les pièces originales du procès, trouvées dans le trésor des chartes du roi. On verra par des mémoires si authentiques, que quelque incroyables que paroissent les crimes des Templiers, on ne peut sans imprudence ne pas ajouter foi aux preuves produites contre eux, & sur lesquelles ils furent condamnés.

Ce que c'étoit que ces chevaliers.

Les Templiers, ou Chevaliers du Temple, étoient un ordre militaire, qui florissoit depuis plus de deux siècles. Hugues de Payens & Geoffroi de S. Omer avec sept autres gentilshommes, en furent comme les fondateurs. Ils se consacrerent à Dieu vers l'an 1118, par les trois vœux de religion qu'ils firent entre les mains du Patriarche de Jérusalem. Ils y en ajoutèrent un quatrième, qui distinguoit leur ordre de tous les autres, & qui en faisoit une religion militaire, par lequel ils s'obligeoient à défendre les pelerins de la Terre-sainte contre les infideles, & à pourvoir à la sûreté des chemins. Baudouin II, roi de Jérusalem, leur donna une maison pour les loger proche du temple de Salomon, d'où ils tirèrent leur nom de Templiers, ou de chevaliers du Temple. Leur société ne s'accrut que dix ans après qu'elle eut commencé. Il fut ordonné dans un concile de Troyes en Champagne,

Champagne, tenu sous le pontificat du pape Honoré II, qu'on leur donneroit une regle, & saint Bernard fut chargé de ce soin. Ils prirent par l'ordonnance du concile un habit blanc, à quoi Eugene III, l'an 1146 ajouta une croix rouge sur leurs manteaux. Sur quoi je remarquerai en passant, que cet habit ne les distinguoit gueres des autres hommes que par sa couleur, parce qu'en ce temps-là la forme des habits des religieux étoit peu différente de celle des laïques: ceux-ci aussi bien que les religieux avoient de longs habits, & une ceinture avec laquelle ils retrouffoient ou relevoient leur robe lorsqu'ils marchaient en campagne; ils avoient même une espece de chaperon ou de capuce comme les religieux, au lieu de chapeaux qu'on porte aujourd'hui: il n'y avoit que les paysans & les gens de la lie du peuple qui portassent des habits courts.

1310.

Cet ordre devint en peu de temps fort nombreux, & le zele avec lequel ceux qui y faisoient profession défendoient les pelerins, & servoient la religion contre les infideles dans les guerres d'outre-mer, où ils firent mille belles actions, leur attira bientôt des biens immenses en Europe & en Asie. Ces richesses avec le temps les corrompirent, & introduisirent parmi eux la débauche, l'orgueil, l'indocilité. On voit dans l'histoire les trahisons qu'ils faisoient aux princes chrétiens de concert avec les infideles, les violences, les brigandages exercés contre les peuples qu'ils devoient protéger par leur institut; & l'on peut dire, qu'entre les Chrétiens d'Asie qui étoient fort corrompus, surtout depuis la décadence de la domination chrétienne en ce pays-là, ces chevaliers furent ceux qui porterent le désordre aux plus grands excès.

Sous le regne de Philippe le Bel, ils étoient par-tout universellement décriés, & en matiere d'ivrognerie, quand on parloit d'un homme qui s'y abandonnoit excessivement, on disoit en façon de proverbe, *qu'il buvoit comme un Templier*: mais leurs mysteres d'iniquité, leur libertinage sur le point de la religion, leurs sacrilèges, leurs infamies monstrueuses n'avoient point encore tout-à-fait éclaté, & rien ne marque plus leur effroyable corruption, & combien

De quoi accusés.

1310.

elle étoit générale , que de voir avec quel secret & avec quel concert ils la tenoient cachée.

Joan. Villani.

La disgrâce & le chagrin de deux d'entre eux donnerent lieu à la découverte qui s'en fit. L'un étoit le prieur de Montfaucon des quartiers de Toulouse ; & l'autre nommé de Noffodei Florentin. Le premier avoit été condamné par le grand maître de l'ordre pour crime d'hérésie à une prison perpétuelle ; & le second par le prévôt de Paris à de rigoureuses peines pour d'autres crimes. L'un & l'autre , pour se délivrer de leur misère , dirent que si on leur assuroit l'impunité & leur liberté , ils découvriraient d'étranges secrets de l'ordre. La chose ayant été rapportée au roi , il ordonna qu'on les écoutât. Ils dirent des faits si horribles , qu'on ne put y ajouter foi : mais le roi crut que la chose méritoit éclaircissement. (a)

1305.

Thréfor des chartes , cité par du Pui.

* Il lui en parla lui-même à Poitiers.

Voyez les observations.

Comme il s'agissoit d'un ordre religieux , le roi , lorsqu'il alla à Lyon avec la cour pour la cérémonie de l'exaltation du pape , lui en donna communication , & lui en fit parler encore à Poitiers par ses * ambassadeurs. La chose parut au pape encore plus incroyable qu'elle n'avoit paru au roi. Il écrivit à ce prince , qu'il ne croyoit pas qu'on dût faire fond sur les témoignages de deux délateurs reconnus pour des scélérats : & il ajouta , que plusieurs des Templiers , à qui il étoit revenu quelque bruit de ces accusations , lui avoient écrit , s'offrant à se constituer prisonniers , & à subir les plus rigoureux supplices si on trouvoit l'ordre coupable.

(a) Le pere Daniel s'est contenté de suivre la narration de Jean Villani , sur ce qui donna occasion à la découverte des crimes des Templiers.

Dans la sixieme vie du pape Clément V donnée au public par M. Baluze , on voit un récit tout différent.

L'auteur de cette vie prétend qu'un nommé Squin de Florian , bourgeois de Béziers , fut mis en prison avec un apostat de l'ordre des Templiers dans un château proche de Toulouse ; que ces deux hommes s'attendant à être punis de mort , se confessèrent l'un à l'autre , ainsi que font les gens battus par la tempête ; c'étoit un usage , ou plutôt un abus assez commun

en ce temps-là ; on ne donnoit point alors de confesseurs aux criminels , ainsi ils se confessoient quelquefois les uns aux autres , & la même chose se pratiquoit sur mer quand on étoit menacé du naufrage , & qu'il ne se trouvoit point de confesseur dans le vaisseau. On en voit un exemple dans l'histoire de Joinville. Quoi qu'il en soit , l'auteur de la vie de Clément V raconte que le Templier se confessant à Squin , lui révéla toutes les abominations qui se commettoient dans son ordre , & que celui-ci les découvrit au roi , qui entreprit d'en faire une justice éclatante.

ble de tels crimes : que néanmoins il feroit des informations, puisqu'on le souhaitoit , & qu'il prioit qu'on lui envoyât ce qu'on pourroit avoir de preuves là-dessus.

1307

Le roi voyant que le pape ne prenoit pas la chose aussi vivement qu'il l'eût voulu ; faisant de plus réflexion sur le grand nombre de Templiers qu'il y avoit en France , & des plus considérables familles du royaume , appréhenda que le dessein qu'il avoit de faire justice de tant de coupables venant à se divulguer , ne causât quelque trouble dans son état. On l'avertit même que plusieurs ramassoient leurs revenus & le plus d'argent qu'ils pouvoient , pour s'échapper & sortir incessamment de France : ainsi après avoir sur cela consulté les maîtres en théologie de Paris , il jugea qu'il pouvoit agir sans s'embarasser de l'irrésolution du pape. Il envoya une lettre circulaire à tous les juges ou baillifs de son royaume , avec ordre de ne l'ouvrir qu'à tel jour & à telle heure : & la lettre ordonnoit aux juges des lieux de s'assurer de la personne des Templiers de leur ressort. Le commandement fut exécuté , & le treizieme jour d'Octobre de l'an 1307 , tous les Templiers qui se trouverent dans le royaume furent arrêtés , & même le grand-maître de l'ordre , qui étoit au Temple à Paris. Le roi fit aussi-tôt saisir tous leurs biens par toute la France.

*Ils sont sous ar-
rétés.*

*Inventaire des
chartes , tome 79*

Nangius,

Le pape ne fut pas content de ce procédé du roi. Il lui envoya les cardinaux Bérenger & Etienne pour s'en plaindre , & pour lui représenter que les Templiers étoient gens ecclésiastiques & religieux , sujets immédiatement au Saint siège ; qu'il ne lui appartenoit point de s'en faire le juge , & qu'il n'avoit point dû faire saisir leurs biens , qui étoient des biens d'église. Le pape , par la lettre qu'il écrivit au roi sur ce sujet , le pria de faire en sorte que les droits du Saint siège ne fussent violés en rien , & que les Templiers & leurs biens fussent mis au pouvoir des deux cardinaux qu'il lui envoyoit. Ensuite il évoqua cette affaire à son tribunal , & suspendit à cet égard tous les pouvoirs des archevêques , des évêques , & des inquisiteurs de France.

*Thréfor des
chartes , cité par
du Pou.*

La conduite du pape n'agréa pas plus au roi , que celle du roi n'avoit agréé au pape. Ce prince lui en écrivit forte-

1307.

ment, blâmant sur-tout la suspension des pouvoirs des évêques & des inquisiteurs. Il lui représenta que c'étoit leur faire injure ; que lui-même s'en tenoit fort offensé, & qu'il feroit obligé de s'en ressentir ; que les évêques & les inquisiteurs pouvoient être beaucoup mieux instruits des choses chacun dans leur diocèse & dans leur district, que le pape ne pouvoit l'être. Que l'affaire traîneroit en longueur à son tribunal, & qu'on n'en verroit point la fin ; que les Templiers trouveroient de la faveur & de la protection parmi les gens qui l'approchoient ; que depuis la suspension publiée par son ordre, les coupables avoient commencé à varier dans leurs réponses ; qu'au reste pour lui, il ne se portoit ni pour délateur, ni pour accusateur des chevaliers du Temple, ce qu'il ne lui convenoit pas de faire : mais qu'il agissoit dans cette affaire comme ministre de Dieu, comme vengeur de la foi catholique, & comme celui qui étoit chargé de la part du roi des rois de la défense de la religion.

Ibid.

Cependant il s'adoucit. Il accorda au pape ce qu'il souhaitoit. Il consentit que les biens des Templiers fussent mis en sequestre entre les mains des cardinaux, & lui envoya les principaux des Templiers arrêtés, afin qu'il leur fit lui-même prêter l'interrogatoire.

Ibid.

Le pape en interrogea jusqu'à soixante & douze, & fut fort surpris de l'aveu sincère qu'ils lui firent des principales choses dont on les accusoit. Leur déposition fut mise par écrit. Ils reconnurent de nouveau en présence des deux cardinaux qui revenoient de la cour de France, & de quelques autres, qu'elle étoit véritable, & y persisterent. Un chevalier de cet ordre, qui étoit au service du pape, lui avoua ingénument beaucoup de faits sur ce sujet en présence du cardinal Raimond de Goth, cousin de sa Sainteté, & cette déposition fut mise par écrit.

Ibid.

Surita.

Mariata.

Du Pui.

Ibid.

Ces aveux faits sans contrainte, & la franchise du roi, firent que le pape leva la suspension du pouvoir des ordinaires & des inquisiteurs. Il leur permit par une bulle de procéder contre les Templiers, se réservant seulement ce qui concernoit le grand-maître & les principaux officiers

de l'ordre, & ordonnant que les autres qui étoient arrêtés, fussent mis au pouvoir de son nonce l'évêque de Palestrine. Mais depuis, le nonce voyant bien que tant de prisonniers ne pourroient être transportés sûrement, consentit qu'ils fussent gardés au nom du pape par les gens du roi dans les lieux où ils avoient été arrêtés. Le pape & le roi réglerent aussi de concert ce qui regardoit les biens des Templiers. Ils convinrent ensemble que supposé qu'on en vint jusqu'à abolir tout l'ordre, ces biens seroient employés au recouvrement de la Terre-sainte, & nommerent des administrateurs pour en avoir soin. Comme cette affaire étoit mêlée de temporel & d'ecclésiastique, il y eut quelques contestations entre le roi & le pape, pour certaines procédures : mais on s'accommoda.

1308.

Ibid.

Le roi commit ensuite le Pere Guillaume de Paris, Dominiquain, son confesseur, inquisiteur de la foi, député par le pape, pour faire des informations, & lui donna pour adjoints quelques gentilshommes du royaume. Ils ouïrent à divers jours cent quarante chevaliers du Temple de Paris, qui confesserent tous les choses qui suivent, que je m'abstiendrois volontiers de rapporter, pour n'en pas salir cette histoire : mais que je ne puis me dispenser de dire au moins une fois, comme étant essentielles à ce procès, où elles sont répétées en un très-grand nombre de différentes pieces. On verra par là que cet ordre tout saint qu'il avoit été dans son institution, étoit devenu au milieu du christianisme, une secte abominable, pire que le Mahométisme même.

* Ce fait est transposé Voyez les observations. Informations faites contre eux.

Ibid.

Invent. des chartes, tome 7.

Ils déposerent donc premierement, qu'à leur réception dans l'ordre, on leur faisoit renier JESUS-CHRIST, & cracher trois fois sur un crucifix.

Horribles excès dont on les chargeoit.

II. Que celui qui étoit reçu baïsoit à la bouche celui qui le recevoit, puis au nombril, au dos, & à l'anus.

III. Qu'on lui défendoit d'avoir de commerce criminel avec les femmes ; mais qu'en recompense on lui permettoit de s'abandonner avec ses confreres aux plus horribles & aux plus infames désordres. Dans une autre information il est marqué que le commerce avec les femmes leur étoit dé-

1308.

fendu , de peur qu'elles ne les diffamassent. Les dépositions des cent quarante chevaliers , excepté trois , convenoient toutes sur ces trois points.

IV. Quelques-uns confesserent qu'on leur avoit fait adorer une tête de bois , partie dorée , partie argentée , & qui avoit une grande barbe : mais qu'on ne voyoit cette tête qu'aux chapitres généraux , où il n'y avoit que les principaux de l'ordre qui fussent admis.

V. Quelques-uns dirent qu'ils n'avoient jamais pû voir les statuts de l'ordre , que deux mois avant qu'ils fussent arrêtés prisonniers.

VI. Qu'il y avoit un statut , qui portoit , que si quelqu'un des chevaliers avoit dit à un de ses confreres quelque péché qu'il avoit commis , & que ce confrere le révélât , celui-ci étoit puni de la peine que méritoit celui qui avoit commis le péché.

VII. Un de ceux qui furent interrogés , nommé Geoffroi de Gonneville , qui avoit été reçu en Angleterre , avoua qu'à sa réception , ayant d'abord refusé de renier JESUS-CHRIST , le supérieur qui le recevoit lui dit que cela ne lui devoit faire aucune peine : que c'étoit une coutume de l'ordre introduite par un grand-maître , qui ayant été pris par un soudan , obtint de lui sa délivrance , à condition d'introduire cet usage dans l'ordre. D'autres disoient , qu'un grand maître nommé Roncelin en étoit l'auteur , & d'autres que c'étoit un autre grand maître appelé Thomas Beraud.

Au thrésor des chartes.

Plusieurs de ceux qui subirent cet interrogatoire témoignèrent un grand repentir de leurs crimes. Quelques-uns dirent qu'ils s'en étoient confessés aux pénitenciers des évêques ; & d'autres , qu'ils avoient été à Rome en demander l'absolution au pape Boniface au grand jubilé , & la permission de changer d'ordre.

Outre cet interrogatoire de cent quarante Templiers , un desquels étoit le grand-maître , qui avoua tout , on a les actes de plusieurs autres faits en diverses provinces du royaume , où les dépositions furent conformes à celles que je viens de rapporter. Dans celui que Guillaume de Paris inquisiteur fit à Troyes , ayant pour assesseurs deux gentilshommes du

pays, comparurent cent onze chevaliers qui confesserent les mêmes choses, excepté l'article de la tête dorée, parce que tous n'étoient pas admis à cette cérémonie, ainsi qu'il a été dit dans les dépositions précédentes. Divers historiens ont chargé les Templiers de plusieurs autres crimes, apparemment sur le bruit commun, qui enchérit toujours sur la vérité en ces sortes d'occasions: je les passe sous silence, étant résolu de m'en tenir aux actes authentiques.

1308.

Le pape, pour n'avoir rien à se reprocher dans une affaire de cette conséquence, & pour ôter tout sujet de se plaindre, soit au public, soit à ceux qui s'intéressoient dans la cause des particuliers de cet ordre, envoya trois cardinaux à * Chinon où étoient prisonniers le grand maître de l'ordre, le maître de Chypre, le visiteur de France, & ceux qu'ils appelloient précepteurs de Poitou, de Guienne, de Normandie. Ces cardinaux, suivant l'ordre qu'ils en avoient, communiquèrent à ces principaux chefs des Templiers, les informations faites par les inquisiteurs François, pour savoir s'ils les reconnoissoient pour véritables. Ils les reconnurent pour telles, & supplièrent qu'on les traitât favorablement, en considération de l'aveu sincère qu'ils faisoient de leurs fautes.

Avoués par les principaux chefs de l'ordre.

* Fait transposé. Voyez les observations.

Le pape sur le rapport des trois cardinaux, & sur ce qui lui revenoit de tous côtés touchant la corruption universelle de l'ordre des Templiers, forma dès-lors la résolution de l'éteindre entièrement. Mais comme il étoit répandu & puissant par toute la chrétienté, il falloit que tous les princes chrétiens y concourussent aussi-bien que le roi de France. C'est pourquoi il fit expédier diverses bulles sur ce sujet, qu'il envoya en Angleterre, en Ecosse, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Hongrie, en Achaïe, & dans tous les états, où les chevaliers du Temple avoient des maisons & des revenus. Il ordonnoit par ces bulles aux évêques & aux inquisiteurs de faire des informations contre les Templiers, & leur marquoit les articles sur lesquels il falloit les faire; c'étoient ceux-là même dont on avoit informé en France, mais on y en ajouta quelques autres. Il voulut aussi qu'en France on fit quelques assemblées de prélats, d'abbés,

Ibid.

1308.

* Voyez les observations.

de chapitres, de villes & de communautés pour y traiter de cette affaire en attendant le concile général de Vienne. On s'assembla à Tours *, où l'on ne fit rien autre chose que de confirmer ce qui avoit été déjà arrêté entre le roi & le pape touchant les procédures qu'on devoit observer, le pouvoir des évêques & des inquisiteurs dans la suite de cette affaire, la conservation des biens des Templiers, & l'usage qu'on en feroit pour reconquérir la Terre-sainte, en cas que l'ordre fût aboli.

A quoi condamnés.

Ensuite de cette assemblée le pape défendit par une bulle sous peine d'excommunication, de donner aucune retraite aux Templiers, & ordonna qu'on eût à leur courir-sus partout où on les trouveroit, & à les mettre entre les mains des inquisiteurs. Mais avant que de rien décider contre tout l'ordre par les voies canoniques, le roi avec le consentement du pape fit une justice exemplaire de plusieurs particuliers. On choisit ceux qui, malgré les preuves qu'on avoit de leurs crimes & de leurs débordemens, persisterent dans l'interrogatoire à les nier, & on en brula vifs plus de cinquante dans la campagne des environs de l'abbaye des religieuses de S. Antoine de Paris, comme coupables d'hérésie & du crime infame qui a été de tout temps puni par le feu. Ils souffrirent ce cruel tourment avec beaucoup de fermeté, & pas un ne voulut rien avouer, ce qui fit un très-mauvais effet sur l'esprit du peuple, qui les regarda comme des innocens injustement calomniés.

Chronique de
S. Denys.

Continuat. Nan-
gii.

Il y a beaucoup d'apparence que ce nouvel interrogatoire, nonobstant la diversité des dates, fut fait dans le concile de la province de Sens assemblé à Paris, dont parle un ancien auteur contemporain, & qui dit, qu'après qu'on eut bien tout examiné, il fut résolu premièrement, que de tous les Templiers qui avoient été arrêtés, il y en avoit quelques-uns qu'il falloit renvoyer absous. C'étoit apparemment ceux dont on n'avoit point exigé dans leur réception les formalités sacrilèges dont j'ai parlé, & qui n'avoient point eu communication des abominables mystères de l'ordre. En second lieu, qu'il convenoit d'en laisser aller en liberté quelques autres, après qu'ils auroient subi la pénitence qu'on leur

leur imposeroit ; d'en condamner d'autres à une prison perpétuelle ; & enfin d'en livrer quelques-uns à la justice séculière , après qu'ils auroient été dégradés par les évêques comme coupables d'hérésie & relaps , pour en être fait une rigoureuse justice ; l'historien ajoute , qu'on en choisit cinquante-neuf pour être brûlés vifs. Ce furent sans doute ceux dont j'ai déjà parlé , mais dont le supplice est placé dans l'histoire plutôt ou plus tard selon diverses relations.

1311.

Cependant soixante & quatorze Templiers présentèrent une requête , afin qu'il leur fût permis de nommer un procureur pour défendre leur ordre , & déclarèrent qu'ils choisissent pour cela P. de Boulogne , avec huit autres. Le chevalier de Boulogne lut lui-même cet acte en présence des commissaires , & soutint que hors de France , où on les avoit surpris ou forcés , on ne trouveroit pas un chevalier , qui eût rien déposé de semblable à ce qu'on leur objectoit ; que tout ce qui avoit été dit contre l'ordre , étoient des calomnies avancées par de faux freres , ou extorquées par les tourmens. Il protesta de nouveau contre la nullité des procédures , parce qu'ils avoient un privilège de ne pouvoir être jugés que par le pape.

Ils le firent encore dans un autre écrit , où ils ajoutaient , que ceux qui avoient déposé contre leur ordre , s'étoient laissés gagner par la promesse qu'on leur faisoit de la vie & de la liberté , en leur montrant des lettres scellées du sceau du roi , où étoient ces promesses , & des assurances de pensions viagères. Qu'y ayant dans leur ordre un très-grand nombre de gens de la première qualité , il n'étoit pas vraisemblable qu'il ne s'en fût trouvé aucun qui eût révélé tant de mystères abominables , s'ils avoient été réels. Qu'on pouvoit interroger un chevalier nommé Adam de Valincourt , homme de qualité encore vivant , & si homme de bien , qu'il s'étoit fait chartreux , & qui étoit ensuite rentré dans leur ordre ; qu'on pouvoit savoir de lui s'il y avoit jamais rien reconnu qui approchât des crimes effroyables qu'on leur reprochoit.

On ne dit point si ce témoin Chartreux fut interrogé : mais les commissaires qui avoient plein pouvoir du pape n'eurent

1311.

aucun égard à l'appel que les Templiers firent du concile de Sens au Saint siège. Ils continuerent de faire leurs informations, entendirent encore deux cents trente & un témoins, soit chevaliers, soit autres, qui, excepté très-peu, attesterent les mêmes choses qu'on voyoit dans les premières dépositions. C'est là ce qui se passa en France sur ce sujet jusqu'à l'année 1311.

Les bulles du pape avoient aussi mis en mouvement les autres princes sur cette affaire. Charles II roi de Sicile, qui vivoit encore quand elle commença, fit comme le roi arrêter en un même jour les Templiers en Provence & dans sa seigneurie de Forcalquier. Tous leurs biens furent saisis, & plusieurs convaincus des crimes dont j'ai parlé, furent exécutés à mort. Les archevêques & évêques d'Italie assemblerent des conciles. On conclut dans celui de la province de Ravenne à conserver l'ordre, & à punir les particuliers qui se trouveroient coupables. A Boulogne plusieurs se justifient; à Pise & à Florence la plupart furent reconnus coupables des crimes dont ceux de France avoient été chargés.

En Arragon les Templiers se jetterent dans plusieurs places fortes qu'ils y avoient; & le roi Jacques II fut obligé d'employer la force pour les soumettre, & les envoya ensuite dans diverses prisons, où ils attendirent long-temps leur dernier jugement.

Ferdinand IV roi de Castille les fit tous arrêter, & au concile de Salamanque, où assisterent dix évêques, ils furent déclarés innocens: mais l'affaire y fut en même-temps renvoyée au pape, pour la juger en dernier ressort.

Edouard roi d'Angleterre fit aussi arrêter tous les chevaliers en un même temps; & dans le concile de Londres ils confesserent tous les crimes dont il s'agissoit. En Allemagne ils appellerent au prochain concile. Ils se mirent en défense dans le royaume de Chypre: mais les principaux furent pris.

*Leur procès est
revu au concile de
Vienne.*

Dans la plupart de ces pays on suspendit le jugement définitif jusqu'au concile de Vienne, qui s'assembla l'an 1311, & qui commença le seizieme d'Octobre. La première affaire

dont on traita, fut celle des Templiers. Toute la question étoit, si on éteindroit cet ordre; car il ne s'agissoit plus de faire d'informations & d'interrogatoires, le procès ayant été parfaitement instruit sur les dépositions de près de deux mille témoins, par lesquelles il étoit constant que la corruption étoit générale dans tout ce grand corps. Les opinions furent partagées, plusieurs ne pouvant se résoudre à la destruction d'un ordre, qui après tout, avoit rendu de très-grands services à la religion: mais le sentiment opposé l'emporta, parce que c'étoit celui du pape & du roi de France, & celui des rois d'Espagne, qui avoient des vûes plus intéressées que le pape & le roi de France sur les biens des Templiers. Ainsi le 22 de Mai de l'an 1312, en présence du pape, du roi, du comte de Valois, frere de ce prince, de Louis roi de Navarre son fils aîné, & de ses deux autres fils Philippe & Charles, la bulle de la condamnation & de l'extinction de l'ordre des Templiers fut publiée, & le concile y soucrivit.

1311.

1312.
Concil. Vienne-
se, sess. 2.

Cette bulle contenoit en substance, que pour les crimes énormes dont les Templiers avoient été convaincus, le pape, du consentement du concile, abolissoit cet ordre, défendoit à toutes personnes de quelque qualité qu'ils fussent, d'en prendre l'habit sous peine d'excommunication: qu'après une mure délibération, il avoit été résolu d'unir à l'ordre militaire des Hospitaliers de S. Jean de Jérusalem tous les biens des Templiers, tant meubles qu'immeubles, avec tous les privilèges qui leur avoient été accordés par le Saint siège, par les rois & par les princes. On exceptoit les biens que les Templiers possédoient dans les royaumes de Castille, d'Arragon, de Portugal & de Majorque, dont cependant on ne pourroit disposer qu'avec le consentement & l'approbation du Saint siège.

Entiere abolition de cet ordre.

Cette exception fut faite à l'instance des ambassadeurs des rois d'Arragon, de Castille & de Portugal, qui souhaitoient que les biens des Templiers fussent employés contre les Maures, avec lesquels ces princes étoient continuellement en guerre. Ils obtinrent avec le temps ce qu'ils souhaitoient. Le roi d'Arragon y gagna dix-sept places fortes, qui avoient

appartenu aux Templiers. Le roi de Castille Ferdinand IV, se saisit aussi de celles qu'ils avoient dans son royaume. Denis roi de Portugal fonda des biens des Templiers l'ordre des chevaliers de Christ. En Angleterre, en France, & dans les autres pays l'union des biens des Templiers fut faite à l'ordre des Hospitaliers de S. Jean de Jérusalem, qui sont aujourd'hui les chevaliers de Malte.

A l'égard des particuliers de l'ordre, il fut résolu que les conciles provinciaux dans chaque royaume en seroient les juges, & que suivant leur jugement on puniroit les coupables, ou l'on leur feroit miséricorde; & que pour ceux qui seroient trouvés innocens, on leur assigneroit une subsistance sur les revenus de l'ordre. Le pape se réserva le jugement du grand maître & de quelques autres. Voici quel fut le sort de ce grand maître, de Gui maître de Normandie & frere du dauphin d'Auvergne (a), de Hugues de Peraldo, qui avoit été intendant des finances du roi, & d'un quatrième, qui avoit aussi eu de grands emplois dans l'ordre.

Le grand maître appelé Jacques de Molai natif de Bourgogne avoit été arrêté dès l'an 1307, & avoit confessé tous les sacrilèges & tous les crimes des Templiers. Les trois autres l'avoient fait aussi. Le pape étoit résolu de se contenter à leur égard d'une prison perpétuelle : mais il vouloit qu'ils fissent un aveu public de leurs fautes. Il envoya pour ce sujet deux cardinaux à Paris, où ces quatre chevaliers étoient en prison. On dressa un échafaut dans le parvis de Notre-Dame, où les cardinaux monterent. Ils y firent ensuite monter les criminels; & là furent lûes à haute voix la confession qu'ils avoient faite de la corruption de l'ordre, & la sentence qui les condamnoit tous quatre à une prison perpétuelle.

Après cette lecture, le grand maître & le frere du dauphin supplierent les cardinaux de leur permettre de parler. On fut fort surpris de les entendre tous deux protester en

(a) M. Baluze dans les preuves de l'histoire de la maison d'Auvergne, dit & il conjecture fort vrai-semblablement qu'il étoit commandeur d'Aquitaine & que ce Gui étoit frere du dauphin d'Auvergne, & non du dauphin de Viennois : non de Normandie, page 174.

présence de tout le peuple assemblé, qu'ils rétractoient tout ce qu'ils avoient dit devant leurs juges, & déclarer qu'ils avoient déposé faux contre leur ordre, que c'étoit un ordre très-saint; que tout ce qu'ils avoient fait jusques-là n'étoit que pour complaire au pape & au roi, & qu'ils étoient prêts de mourir pour soutenir cette vérité.

1312.

Les cardinaux extrêmement déconcertés les firent reconduire en prison, & accorderent la vie aux deux autres, qui ne s'étoient pas dédits. On fit aussi-tôt le procès au grand maître & au maître de Normandie (a). Ils furent condamnés à être brulés vifs, & la sentence fut exécutée vis-à-vis le couvent des Augustins dans l'isle du palais, l'un & l'autre persistant jusqu'à la mort dans leur opiniâtreté.

La seule exposition de cette affaire tirée des mémoires les plus authentiques & les plus incontestables, est plus que suffisante pour défendre Philippe le Bel contre les vains raisonnemens de certains historiens, qui ont osé entreprendre de flétrir la mémoire de ce prince, comme si le motif d'une sordide avarice l'avoit poussé à la destruction de l'ordre des chevaliers du Temple. Qu'auroit-on dit, s'il avoit fait comme les rois de Castille & d'Arragon, qui profiterent des biens de cet ordre? Et n'est-il pas au contraire de notoriété publique, que toutes les terres & tous les revenus que les Templiers possédoient en France, furent donnés à l'ordre de saint Jean de Jérusalem; & que si le prince se fit attribuer quelque chose des biens meubles, ce ne fut qu'en dédommagement des frais qu'il avoit faits dans cette poursuite? Peut-on réfléchir sur la suite des procédures, sur le nombre infini des témoins, tant Templiers qu'autres, sur la qualité des juges ou des commissaires employés pour les informations, cardinaux, évêques, religieux, gentilshommes, sur la conformité des accusations faites contre ces chevaliers dans les autres royaumes avec celles qui furent faites en France, sur le peu de penchant que le pape avoit d'abord à les condamner, sur la qualité même des coupables, dont plusieurs étoient alliés aux plus grandes maisons de l'Europe, sur le témoignage de plusieurs écrivains étrangers; enfin sur ce qui

Justification de la conduite du roi en ces affaires.

(a) Dans le conseil du roi, où aucun ecclésiastique n'assista.

1312.

se passa au concile de Vienne ? peut-on, dis-je, réfléchir de sang froid sur-tout cela, sans être persuadé de l'équité de cette condamnation, & que l'extinction de cet ordre, où Philippe le Bel eut tant de part, est un des plus insignes services qu'il ait pû rendre à l'église ? Mais telle est la malignité de l'esprit humain toujours porté à mal interpréter, & à censurer sur-tout la conduite des grands, pour peu qu'il y ait lieu à y donner un mauvais tour, & à la faire envisager par quelque endroit odieux.

Je n'entrerai pas dans le détail de ce qui se passa au concile général de Vienne, où plusieurs choses furent traitées, qui concernoient toute l'église & non pas la France en particulier. On n'y parla point du pape Boniface, quoique ce fût à son occasion que la convocation du concile avoit été résolue, parce que l'affaire avoit été assoupie avant le concile par la prudence du pape. On y projeta une croisade pour reconquérir la Terre-sainte : mais ce projet n'eut gueres plus de suite que quelques autres semblables formés par divers papes depuis plusieurs années, la difficulté qui se trouvoit dans l'exécution les rendant toujours inutiles. Enfin le traité du roi avec l'archevêque de Lyon touchant le domaine temporel de cette ville fut confirmé à Vienne durant le concile.

1313.

Cependant de nouveaux différends qui s'étoient émûs en Guienne entre le roi & le roi d'Angleterre, s'accommodoient partie par la prudence des députés des deux rois, partie par la crainte qu'Edouard avoit de s'engager en une guerre dans le temps qu'on lui suscitoit beaucoup d'affaires chez lui. C'étoit à l'occasion d'un favori Gascon nommé Gaveston, que les grands du royaume haïssoient à mort, & à qui ils vinrent enfin à bout de faire couper la tête. Edouard promit au roi de se rendre à Amiens pour affermir la paix entr'eux. Il y vint, & delà se rendit à Paris avec la reine Isabeau de France sa femme, & beaucoup de noblesse Angloise.

Du Tillet, recueil des traités, &c.

Aussi-tôt après leur arrivée, ils assistèrent le jour de la Pentecôte à une assemblée, où se trouva ce qu'il y avoit de plus grand dans le royaume, & en présence de laquelle le

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 159

roi fit chevaliers Louis son fils aîné roi de Navarre & comte de Champagne, ses deux autres fils Philippe & Charles, Hugues duc de Bourgogne, Gui comte de Blois, & plusieurs autres seigneurs.

1313.

Ce n'étoit pas là l'unique sujet de cette fête. Le mercredi d'après, le roi avec les trois princes ses fils prit la croix de la main du cardinal Nicolas de Freauville pour la guerre sainte, à quoi il s'étoit engagé à Vienne durant le concile. Le roi d'Angleterre se croisa aussi avec la plupart des seigneurs qui l'avoient suivi en France, & un grand nombre de gens du peuple des deux nations imita ses souverains.

Le roi se croise pour la guerre sainte.
Ibid.

Continuat. Nangii.

Le plus considérable effet que produisit cette généreuse résolution des deux rois, fut une plus grande union qu'il n'y avoit encore eu entr'eux. Ils se donnerent mille marques d'une sincère amitié; & le second jour de Juillet, le roi fit un acte, par lequel il déclara qu'il oublioit tous les sujets de mécontentement qu'il pouvoit avoir reçûs jusqu'alors du roi d'Angleterre, & donna abolition de tout ce que les officiers de ce prince pouvoient avoir commis contre lui en Guienne depuis le regne d'Edouard, & sous celui d'Edouard I son pere. Après quoi le roi d'Angleterre retourna dans ses états: & peu de jours après le roi envoya une armée en Flandre, pour mettre à la raison les Flamans, qui paroissoient depuis quelque temps se préparer à une nouvelle révolte.

Du Tillet, loc. cit.

J'ai dit en parlant de la paix que le roi accorda aux Flamans au camp devant Lille, en 1304, que quelques-uns des articles causerent dans la suite plusieurs contestations entre le roi & Robert comte de Flandre. Il y en avoit un entre autres, par lequel les Flamans s'étoient obligés à payer au roi une grosse somme d'argent. Ils en payerent d'abord la moitié, & s'engagerent à payer le reste en certains termes. Lille, Douai, Orchies, & toute la Flandre Vallone fut cédée au roi. L'historien Flamand prétend que ces places ne furent seulement qu'engagées jusqu'à ce qu'on eût payé le reste de la somme: mais qu'Enguerrand de Marigni, qui étoit le principal ministre du roi, sût si bien tourner l'esprit du comte de Flandre, qu'il consentit à la cession entière

Différent entre lui & le comte de Flandre.

Meyerus

1313.
Villani, l.b. 8,
cap. 79.

Continuat. Nan-
gii.

Meyerus

de cette partie de son état, lui promettant de faire ensuite auprès du roi, qu'il la lui rendit après quelque temps, & lui remit le reste de la somme qu'il devoit encore.

Ce traité paroît fort peu vrai-semblable, & n'est pas conforme aux témoignages des autres historiens contemporains, qui ne parlent que de la cession de la Flandre Vallonne faite au camp devant Lille, & nullement de la promesse de Margni. Quoi qu'il en soit, le roi l'an 1311, ou l'an 1312, étant informé de quelques cabales qui se faisoient en Flandre, envoya ordre au comte de le venir trouver à Paris, pour s'assurer de sa fidélité, & d'amener avec lui son fils Louis comte de Retel & de Nevers. Il étoit comte de Retel par sa femme Marie, fille & héritière de Jacques comte de Retel, & il portoit le titre de comte de Nevers à cause de sa mere Iolande, héritière de son oncle Henri, tué à la journée de Courtrai.

Le comte de Flandre n'osa refuser d'obéir à cet ordre. Il vint à Paris : & après s'être excusé auprès du roi, il eut permission de retourner chez lui : mais son fils fut arrêté sur ce que le roi le convainquit de plusieurs choses faites contre son service. Il fut assez heureux pour se sauver de sa prison de Paris, & retourna en Flandre plus animé qu'il n'avoit jamais été contre la France.

Le roi ne parut pas vouloir rendre le comte responsable de la fuite de son fils : mais il lui envoya ordre de se trouver à l'assemblée dont j'ai parlé, où il fit les trois princes ses fils chevaliers (a). Il n'obéit pas, appréhendant d'être arrêté : & comme il prévint que ce refus lui alloit attirer une dangereuse guerre sur les bras ; il eut recours au pape, pour le prier de faire sa paix avec le roi. Le cardinal Gosselin vint pour cela à la cour de France : mais il n'eut point d'autre réponse d'abord, sinon que le comte de Flandre devoit commencer par se soumettre sans réserve à la volonté du roi. Néanmoins le cardinal fit si bien, qu'il obtint qu'on tiendrait une conférence à Arras, où le comte de Flandre se

(a) Il est marqué dans un registre de la chambre des comptes de Paris, que les Parisiens payerent au roi dix mille livres pour la chevalerie de son fils Louis. C'étoit alors un droit de nos rois en pareilles occasions.

rendroit

rendroit en personne , pour y traiter avec ceux que le roi voudroit y envoyer de sa part.

1313.

Le comte de Flandre ayant obtenu un sauf-conduit, vint à Arras avec les députés ou procureurs des trois membres de Flandre. L'archevêque de Narbonne , Enguerrand de Marigni , & le seigneur de Morfontaine y furent envoyés de la part du roi.

On proposa au comte de faire hommage au roi de ses états, excepté de la Flandre Vallonne, qui n'en étoit plus. Il offrit l'hommage qu'il ne pouvoit pas refuser : mais il y voulut comprendre les trois villes, dont il s'agissoit principalement, savoir Lille, Douai & Orchies, qu'il prétendoit lui appartenir comme le reste. On proposa encore aux trois députés de Flandre, de promettre de démanteler incessamment toutes les places fortes de Flandre, comme ils le devoient faire par un des articles du traité de devant Lille, dès que le roi l'exigeroit d'eux, & de plus de lui fournir cinq cents cavaliers armés de pied en cap, pour le suivre dans la guerre contre les infideles.

ibid.

Le comte, qui n'avoit eu recours au pape, que dans l'espérance d'obtenir quelque adoucissement aux conditions d'un traité qu'il n'avoit fait que pour éviter sa perte entière, voyant les ministres du roi en résolution de ne rien relâcher, s'échapa d'Arras, déterminé à tout risquer, plutôt qu'à voir démanteler toutes ses places. Le cardinal, qui espéroit toujours fléchir le roi, conseilla aux députés de Flandre de venir à Paris, pour faire encore une tentative qu'il appuieroit de tout son crédit. Ils l'y suivirent : mais leur voyage fut inutile. Le roi ne voulut point les écouter ; & il cita le comte de Flandre comme pair de France à comparoître au parlement de Paris pour y être jugé, & s'y défendre sur le crime de félonie & de révolte commis contre son souverain.

Il refusa de comparoître en personne, & envoya seulement des officiers de sa cour pour répondre en son nom. Sur ce refus, le roi ensuite du jugement des pairs, confisqua le comté de Flandre & le réunit pour toujours à sa couronne, comme un fief qui en mouvoit, & qui lui étoit dévolu par la désobéissance du vassal. Il se saisit du comté de Nevers

1313.

& du comté de Retel, qui appartenoient à Louis fils du comte de Flandre, & se prépara à l'exécution de son arrêt, en faisant marcher son armée en Flandre.

Continuat. Nau-
gii.

Quoiqu'il ne parût plus d'espérance d'accommodement, le cardinal Gosselin ne se rebuta point. Il alla en Flandre, & avant que l'armée y arrivât, il fit comprendre au comte qu'il étoit perdu s'il ne se soumettoit. Comme la vûe du péril prochain fait plus d'impression, que quand on ne l'envisage que de loin, il l'engagea à en passer par où le roi voudroit, pourvu qu'il lui accordât une année de treve. Le cardinal ayant fait savoir au roi la disposition où étoit le comte de Flandre, ce prince remit l'affaire au jugement des seigneurs de l'armée, qui s'assemblerent sur ce sujet auprès de Courtrai sur la fin du mois de Juillet. On fut d'avis dans cette assemblée d'accorder la treve au comte de Flandre, à condition qu'il acheveroit de payer au roi le reste de la somme dont on étoit convenu dans le traité du camp de Lille; qu'il feroit démanteler toutes ses forteresses, & commenceroit par Bruges & par Gand au temps que le roi lui marqueroit; que la démolition de ces places se feroit aux frais des Flamans en présence des ingénieurs ou experts nommés par le roi, & que pour l'assurance de la promesse que le comte faisoit de mettre la chose en exécution quand il le lui feroit ordonné, il donneroit en ôtage Robert son fils, & livreroit les citadelles de Courtrai, & toutes les fortifications de cette place.

Meycrus.

Hormis la conquête du reste de la Flandre, qui ne pouvoit gueres échapper à l'armée du roi dans la mauvaise situation où se trouvoit alors le comte, il ne se pouvoit rien faire de plus avantageux pour la France que ce traité, & Enguerrand de Marigni, à qui l'on en voulut depuis faire un crime, comme s'il eût été gagné par l'argent du comte de Flandre, pour y consentir, eût mérité d'en être loué, si l'indocilité des Flamans dont on avoit eu tant d'expérience depuis plusieurs années, n'eût pas dû lui en donner de la défiance.

Le roi envoie
une armée contre
les Flamans, & la

En effet, sur la fin de la treve les Flamans se révolterent de nouveau, & chasserent de Courtrai le commandant que

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 163

le roi y avoit mis selon un des articles du traité. Il fallut envoyer contre eux une nouvelle armée. Mais auparavant l'archevêque de Reims & l'abbé de S. Denys publièrent au nom du pape l'excommunication contre tous les Flamans à Paris, à Noyon, à Tournai, à S. Omer, à Arras & à Douai. C'étoit en conséquence d'un des articles de la paix faite au camp de devant Lille, par lequel l'on étoit convenu qu'en cas que les Flamans la violassent, l'archevêque de Reims & l'abbé de S. Denys les excommunioient. Mais ils appelèrent de ces censures au pape.

1313.
rappelle peu après.

L'armée Françoisse étant arrivée sur les frontieres, se partagea en quatre corps; l'un sous le commandement de Louis roi de Navarre marcha vers Douai; un autre sous les ordres de Philippe comte de Poitiers, frere de Louis, vers saint Omer. Un troisieme conduit par Charles le cadet de ces trois princes, & par le comte de Valois, vers Tournai: & le quatrieme commandé par Louis comte d'Evreux, frere du roi, vers Lille. On avoit plus d'envie d'obliger le comte de Flandre à se soumettre, que de s'engager à le forcer dans un pays, où il étoit difficile de pénétrer. Il s'en doutoit bien lui-même; & dès que les troupes approcherent, il fit de nouvelles propositions de paix qu'on écouta. Le comte d'Evreux, le comte de S. Pol & Enguerrand de Marigni eurent ordre de la cour de traiter avec lui. Il promit de se rendre à Paris auprès du roi dans le temps qu'on lui marqua. Il demanda qu'on lui remît entre les mains Robert son fils & les autres ôtages qu'il avoit donnés l'année précédente. On les lui accorda; & l'armée, sans avoir rien fait, retourna sur ses pas en France.

Continuat. Nan-
gui.

La véritable raison pour laquelle on se relâchoit si fort à l'égard du comte de Flandre, étoit que le roi manquoit d'argent pour soutenir les frais de la guerre, & qu'il savoit le mécontentement des peuples à cause des impôts dont on les avoit de nouveau chargés à cette occasion. On murmura principalement de celui qu'on venoit de mettre sur tout ce qui se vendoit. Il étoit de six deniers par livre, que le vendeur & l'acheteur devoient payer en commun. Cet impôt pensa causer une révolte générale par tout le royaume. Il

1314.
Raisons de cette conduite.
Ibid.

1314.
Inventaire des
chartes, tom. 7.

y eut en plusieurs endroits, comme en Champagne, en Picardie, en Artois, en Forès & en Bourgogne des confédérations de la noblesse, tant pour s'opposer à cette nouvelle charge, que pour obtenir le rétablissement de certains privilèges, dont les seigneurs & les gentilshommes prétendoient avoir été injustement privés. Nous avons encore parmi les preuves de l'histoire de l'illustre maison du Vergi, les actes de ces confédérations, où les seigneurs du Vergi, de Grancei, de Choiseul, & plusieurs autres avoient signé. Le roi, sur le point de voir tout son état en combustion, cessa d'exiger ces nouvelles impositions, & en fit tomber toute l'envie sur ses ministres, donnant à entendre que la chose avoit été ordonnée à son insù.

Chagrins domestiques du roi.

L'obstination du comte de Flandre dans sa révolte, & le soulèvement des peuples ne furent pas alors le sujet des plus cuisans chagrins du roi. Il en trouva dans sa propre famille qu'il ressentit bien plus vivement. Louis roi de Navarre son fils aîné étoit marié avec Marguerite de Bourgogne deuxième fille de Robert duc de Bourgogne II du nom. Philippe comte de Poitiers son second fils avoit épousé Jeanne fille d'Othon comte de Bourgogne, & Charles, son troisième fils, Blanche sœur cadette de Jeanne. Ces trois jeunes princesses donnèrent lieu par leur conduite à mille bruits scandaleux, jusques-là que le roi fut obligé de les faire arrêter. Jeanne femme de Philippe se trouva innocente, & fut quelque temps après tirée du château de Dourdan, où elle avoit été renfermée : mais les deux autres furent convaincues d'un commerce criminel, qui duroit depuis trois ans avec deux gentilshommes officiers de la maison des princes leurs maris. Ils s'appelloient Philippe de Launai & Gautier de Launai, & étoient frères.

Ibid.

Le roi les mit tous deux entre les mains de la justice, qui vengea sur eux d'une manière terrible l'affront qu'ils avoient eu l'insolence de faire aux princes leurs Maîtres, & de dishonorer la famille royale. Ils furent jugés à Pontoise le Vendredi d'après le dimanche de *Quasimodo*, & en exécution de l'arrêt rendu contre eux, ils furent entre autres supplices écorchés tout vifs, & exposés après leur mort sur un gi-

bet, punition également rigoureuse & infame pour des gens de leur naissance, mais proportionnée à l'attentat qu'ils avoient commis.

Dans le temps que l'armée retourna de Flandre, le roi fut attaqué d'une langueur dont les medecins ne purent jamais deviner la cause. Le poux étoit bon, & cependant la foiblesse & l'abbatement croissoient tous les jours. On eut recours au changement d'air. On le transporta à Fontainebleau : mais la maladie alla toujours en empirant, & enfin le vingt-neuvieme de novembre ce prince expira dans de grands sentimens de piété, après un regne de vingt-neuf ans, un mois & vingt-trois jours, âgé de quarante-six ans.

Avant que de mourir, il investit Charles son troisieme fils du comté de la Marche. Il recommanda à Louis son aîné de soulager son peuple. Il eut de grands scrupules sur les défordres qu'avoient causé dans son royaume le changement & l'altération des monnoies. Il ordonna au prince d'y mettre ordre dès qu'il seroit sur le throne, & lui donna plusieurs autres avis importans pour le bon gouvernement de son état, & pour l'engager à vivre en prince chrétien. Son corps fut porté à S. Denys, & son cœur à Poissi, pour être mis dans l'abbaye de religieuses qu'il avoit fait bâtir à l'honneur de son ayeul S. Louis.

Ce que le peuple avoit souffert des nouveaux impôts, & des changemens des monnoies, le fit moins regretter, que plusieurs bonnes qualités qu'il avoit ne le méritoient. Il étoit vaillant, & sa seule intrépidité sauva son armée à la journée de Mons-en-Puelle, arrêta le premier effort des ennemis, donna le temps à ses gens de le seconder, & lui fit remporter une glorieuse victoire après un commencement de déroute. Les écrivains Flamans & ceux du parti de Boniface VIII, qui ont dit tant de mal de lui, ne lui ont jamais rien reproché en matiere d'incontinence, marque certaine qu'il étoit irréprochable sur ce point. Il aima toujours tendrement ses freres le comte Charles de Valois, & Louis comte d'Evreux. On ne vit jamais aucune division entr'eux. Il les employa toujours dans ses armées, & fit tout ce qu'il put, pour mettre la couronne impériale sur la tête du comte

1314.

*Il tombe malade
& meurt.
Ibid.*

*Caractere de ce
prince.*

1314.

de Valois. Quelques historiens l'ont accusé de s'être trop laissé gouverner par ses ministres. Je ne vois point néanmoins d'autre fondement de ce reproche, que les avertissemens fréquens que lui donnoit le pape Boniface VIII, dans ses lettres, de ne point tant écouter les mauvais conseils de ceux qui l'approchoient. Mais qui ne voit que c'est là le tour ordinaire que l'on prend en parlant aux princes, de rejeter sur leurs ministres, les choses dont on se plaint à eux, & qu'on ne pourroit, sans les choquer trop ouvertement, leur reprocher à eux-mêmes ? Il étoit ferme dans ses entreprises, & constant à les pousser. Il excéda même en ce point-là à l'égard du pape Boniface, dont la mort n'éteignit point la haine qu'il avoit contre lui, & qui alla jusqu'à vouloir faire flétrir sa mémoire dans un concile général. Les grands différends qu'il eut avec ce pape font voir combien il étoit jaloux de son autorité royale ; & Rome apprit par cette expérience, que sur l'article du temporel, il lui étoit beaucoup plus aisé de soumettre les empereurs à la tiare, qu'un roi de France. Les rois d'Angleterre & les comtes de Flandre connurent par sa conduite ferme à leur égard, qu'il vouloit être maître de ses vassaux : mais sa fierté un peu trop impétueuse ne lui permit pas toujours de prendre assez de précautions, pour les dompter & pour les abattre comme il eût pû, ayant autant de forces & autant de puissance qu'il en avoit.

*Reglemens qu'il
fit pour la justice.
Ordonnance de
Philippe le Bel de
l'an 1302.*

** Voyez les observations,*

Il fit de très-beaux reglemens pour la justice. Il rendit le parlement sédentaire à Paris l'an 1302, d'ambulatoire qu'il étoit auparavant. Car il se tenoit tantôt en un endroit, tantôt en un autre, selon qu'il plaisoit au roi, qui y étoit presque toujours, parce qu'il ne le faisoit tenir qu'au lieu où il se trouvoit. En le fixant à Paris, il se dispensa d'y assister quand les affaires de son état l'appelloient ailleurs, ou quand il ne s'agissoit que de celles des particuliers, comme d'appels interjetés des sentences rendues par les baillifs, sénéchaux, prévôts & autres juges subalternes. Depuis long-temps les affaires d'état suffisoient pour occuper beaucoup les rois ; & même dès le temps de S. Louis il y avoit *un conseil étroit*, c'est-à-dire, composé de peu de

Histoire de Joinville.

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 167

gens, où les plus importantes se traitoient; ce qui semble supposer qu'il y en avoit encore un autre, où un plus grand nombre de personnes étoient admises.

1314.

Philippe le Bel, en fixant ainsi le parlement, ne le rendit pas pour cela perpétuel: car il ne s'assembloit qu'en certains temps de l'année. Le nombre des officiers y étoit incomparablement moindre qu'il n'a été depuis. Il y avoit dès-lors des présidens & des conseillers honorés de ces titres. On n'en peut pas douter en lisant (a) l'ordonnance, par laquelle ce prince établit aussi un parlement à Toulouse, où il institue deux présidens & douze conseillers, dont six étoient ecclésiastiques, & six autres laïques, sur le modèle du parlement de Paris. Les présidens & les conseillers ne le furent pas d'abord en titre d'office; ce n'étoient que des commissions, pour lesquelles ils étoient payés par jour selon le service qu'ils avoient rendu, comme on le voit par les anciens registres des comptes.

Ordonnance de
1306.

Le roi les changeoit comme il jugeoit à propos, & les pairs, tant ecclésiastiques que laïques, qui étoient de tout temps les membres nés du parlement, étoient les seuls conseillers à vie. Il paroît aussi qu'alors encore les présidens & les conseillers laïques étoient pris de la noblesse d'épée: la qualité de chevalier qu'on leur donne à la plupart, en est une preuve. Je sais qu'il y a eu autrefois des chevaliers ès Loix, titre qui se donnoit à quelques personnes qui avoient long-temps servi & s'étoient distinguées dans la judicature, ou qui avoient professé le droit avec réputation: mais je ne crois pas qu'on trouve ce titre en France avant le regne & même sous le regne de Philippe le Bel. La qualité de maître se donnoit aux ecclésiastiques du second ordre, comme aux doyens des chapitres, aux chantres, aux prieurs & aux au-

(a) Le pere Daniel paroît avoir tiré tout ce qu'il dit à la fin de ce regne, sur le parlement de Toulouse, de la chronique de Bardin, & du traité de la Régale, par Aubery, qui a lui-même suivi Bardin. On trouve une ample réfutation du témoignage de ces deux auteurs, dans les notes, sur l'histoire de Languedoc, tome 4, note 12, page 556. L'auteur de cette histoire soutient que l'ordonnance de 1306, citée par le pere Daniel, n'a jamais existé. Il est certain qu'elle ne se trouve point dans le nouveau recueil des ordonnances. On ne peut nier cependant qu'elle n'ait pu avoir été vue par les auteurs qui la rapportent, & ensuite perdue & oubliée. Les registres du parlement de Toulouse ne commencent qu'en 1444.

tres, qui étoient faits conseillers. C'étoit pour entrer dans le parlement, que plusieurs nobles s'adonnoient à la jurisprudence, comme on l'a pû remarquer dans l'histoire du différend de Philippe le Bel avec le pape Boniface, où l'on voit par les pieces de ce procès, que les chevaliers Pierre Flotte, Guillaume du Plessis, Guillaume de Nogaret, étoient fort versés dans cette science : & l'on sait d'ailleurs, que ce dernier avoit professé le droit. Cela n'empêchoit pas néanmoins qu'ils ne fussent gens de guerre : car Nogaret étoit à la tête des troupes qui prirent le pape Boniface à Anagnie, & Pierre Flotte fut tué à la journée de Courtrai ; outre que la qualité de chevalier n'étoit pas alors héréditaire, & qu'elle ne se donnoit aux gentilshommes qu'avec des cérémonies militaires, & communément avant ou après quelque expédition de guerre. Depuis sous les regnes suivans, les guerres continuelles occuperent tellement la noblesse de France, & mirent parmi elle l'ignorance si fort à la mode, qu'elle fut obligée d'abandonner une de ses plus illustres & plus anciennes prérogatives, qui étoit de juger les peuples : & puis avec le temps, les raffinemens dans les procédures vinrent à un tel point, que la judicature demanda un homme tout entier. Nos rois eurent recours aux jurisconsultes, qu'ils transféroient des universités dans leurs parlemens ; & c'est d'où est venue la distinction qu'on ne connoissoit point autrefois, de la noblesse d'épée, & de la noblesse de robe. Le palais qui porte aujourd'hui ce nom, & qui avoit été bâti par les soins d'Enguerrand de Marigni surintendant des finances, fut cédé au parlement par le roi, & ce prince établit sa demeure au Louvre : mais ce ne fut que sous son successeur, que le parlement tint ses séances dans le palais, parce qu'il n'étoit pas encore achevé. Il a été depuis augmenté par Henri IV. de magnifiques bâtimens, & depuis encore par Louis XIII, après l'incendie de la salle des procureurs.

*Au' res établis-
semens sous son re-
gne.*

Philippe le Bel rendit aussi sédentaire l'échiquier à Rouen. C'est ainsi qu'on appelloit le tribunal des ducs de Normandie, où, comme au parlement de nos rois, on recevoit les appels des sentences des sénéchaux, des baillifs, des vicomtes, & d'autres semblables juridictions subalternes de ce duché.

duché. Ce tribunal conserva le nom d'échiquier, & n'eut celui de parlement que sous le regne de Louis XII. Il ne se tenoit d'abord qu'en certains temps de l'année, comme le parlement de Paris.

1314.

Philippe établit pareillement les grands jours à Troyes. C'étoit encore une juridiction semblable pour la Champagne. Tous ces tribunaux jugeoient en dernier ressort toutes sortes de causes dans leur district ; au lieu qu'auparavant il en venoit de tous ces côtés-là un très-grand nombre à la cour royale, auxquels on ne pouvoit pas suffire. Ce fut cette raison, qui obligea les rois successeurs de Philippe le Bel de multiplier les parlemens jusqu'au nombre que nous voyons aujourd'hui.

Ces établissemens très-commodes & très-utiles aux provinces, montrent l'application & les vûes solides que Philippe le Bel avoit pour le reglement de son état ; & lui auroient mérité l'éloge d'avoir été un prince sage & habile dans le gouvernement, si les changemens des monnoies faits avec trop peu de précaution à l'occasion des guerres de Flandre, n'avoient causé tant de désordres dans son royaume, & aliéné de lui les esprits de ses sujets. On lui donne dans quelques anciens titres le sur-nom de Grand.

Une autre marque de son habileté, furent les réunions importantes qu'il fit à son domaine. J'ai parlé assez au long de celle de Lyon, qui en avoit été séparé depuis plusieurs siècles. Celle du comté de Bourgogne ne fut pas moins considérable. Othon IV comte Palatin de Bourgogne, dont les deux cadets de Philippe épousèrent les deux filles, lui donna ce comté, après avoir obtenu que le roi des Romains renonçât à l'hommage qu'il y avoit toujours prétendu.

*Sainte Marthe.
Réunions qu'il
fit à la couronne.*

*T. 4. Inventaire
du trésor des
chartes.*

Philippe ne manqua pas l'occasion qu'il eut de réunir à sa couronne les comtés d'Angoulême & de la Marche, avec la seigneurie de Lusignan en Poitou, dont les anciens possesseurs avoient souvent fait tant de peine à ses prédécesseurs. Le comte de la Marche, nommé Hugues le Brun, avoit fait, en mourant, un testament, & on savoit que par ce testament il léguoit au roi plusieurs choses considérables.

1314.

*Ibid.**Ibid.*Chronicon Nan-
gii.Chronique ano-
nyme de la biblio-
thèque de Sainte
Geneviève.Leibnitz in co-
dice diplomat. p.
39, 40. Thésor
des chartes. Layet-
te empereurs d'Al-
lemagne. Lettre
de Philippe le Bel
de l'an 1297, dans
le tome des preu-
ves de la nouvelle
histoire de Breta-
gne, page 442.

Gui frere de ce comte le jetta au feu pour en ôter la con-
noissance au roi. La chose ayant été sùe ; & Gui ayant été
de plus accusé d'avoir conspiré contre le roi , ce fut un juste
sujet pour ce prince , dont Gui étoit Vassal , de s'emparer
de ce comté , & de la seigneurie de Fougères en Bretagne
par droit de confiscation. La chose lui réussit ; mais par une
autre voie. La comtesse de Sancerre , sœur de Hugues & de
Gui , se porta pour héritière de tous les biens de Hugues ,
& ensuite du consentement des autres cohéritiers , trans-
porta au roi le droit qu'elle avoit sur cette succession , dont
il se saisit.

Je trouve en d'anciennes histoires une autre cession bien
plus considérable faite à Philippe le Bel l'an 1299 , par Al-
bert d'Autriche. Il y est dit que ce prince , du consentement
des barons d'Allemagne , céda à Philippe le pays depuis
la Meuse jusqu'au Rhin : mais ce fait ne s'accorde nulle-
ment avec la suite de l'histoire , où l'on voit que le comté
de Juliers , le Palatinat du Rhin , & la plupart des autres
domaines situés entre ces deux rivières , furent toujours des
fiefs de l'empire qui n'avoient nulle dépendance de la cou-
ronne de France ; & dans les traités qui se firent en cette
année 1299 , entre Philippe & Albert , il ne paroît rien au-
tre chose , sinon qu'Albert en mariant son fils avec Blanche
de France , donna pour douaire à cette princesse le comté
d'Alsace & la terre de Fribourg. Ce n'est pas Fribourg qui
est dans le Brisgau , & qui appartient aujourd'hui à l'em-
pereur ; mais Fribourg en Suisse , qui étoit du diocèse de
Lausanne , & où l'évêché de Lausanne a été transféré de-
puis.

Ce fut par ce prince que la Bretagne fut érigée en pairie
l'an 1297 , en faveur du duc Jean II , & qu'il fut déclaré
par un acte authentique , que la Bretagne étoit un duché ;
car voici comme Philippe le Bel parle dans ses lettres pa-
tentes ; « Et afin qu'on ne puisse point révoquer en doute ,
» que le duc que nous avons quelquefois appelé comte
dans nos lettres , ne soit duc à l'avenir , & la Bretagne un
» duché , & que ce prince ne doive dans la suite être ap-
» pélé duc , nous le déclarons par notre autorité roya-

PHILIPPE IV, DIT LE BEL. 171

le, & de notre certaine science, & le confirmons par la teneur des présentes.... Donné à Courtrai l'an 1297, au mois de Septembre. » Ce fait est digne de remarque, parce qu'en effet, jusqu'à ce temps-là on voit dans nos histoires les princes de Bretagne, appelés tantôt du nom de duc & tantôt du nom de comte.

1314.

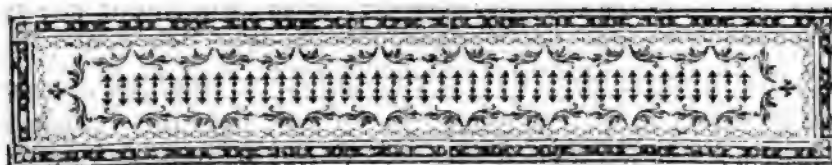
Il s'éleva en France sous ce regne quelques erreurs, mais qui furent promptement réprimées. Il y eut entre autres une certaine Marguerite Porrete, native du Hainaut, qui dogmatisa à Paris, & publia un livre plein d'hérésies, dont celle-ci étoit le fondement, que l'ame étant une fois parvenue à l'état d'anéantissement dans l'amour de son Créateur, ne péchoit plus, & pouvoit sans scrupule laisser agir l'appétit inférieur, & lui permettre toutes les choses à quoi naturellement il se portoit : illusion, ou plutôt corruption affectée du cœur humain, qui s'est renouvelée presque dans tous les siècles, depuis le commencement de l'église. Son livre fut condamné par les docteurs, & par Gui évêque de Cambrai; & elle demeurant obstinée dans sa malice fut condamnée à être brûlée vive en la place de Greve : mais la vue du supplice lui inspira d'autres pensées, & elle donna en mourant de grandes marques de pénitence.

Inventaire des chartes, tome 7.

Philippe eut pour successeur de sa couronne Louis son fils aîné X du nom, surnommé Hutin, qui par sa mere Jeanne de Navarre, joignit à la couronne de France celle de Navarre, dont son pere l'avoit déjà mis en possession de son vivant. Ses deux autres fils Philippe & Charles eurent chacun leur apanage. Le premier fut comté de Poitiers, & l'autre comte de la Marche.

Louis X lui succède.





OBSERVATIONS

HISTORIQUES ET CRITIQUES

Sur le regne de Philippe le Bel.

I.

De l'élection du pape Clément V.

LE Pere Daniel, pour raconter cette élection, a suivi la narration de Jean Villani, auteur contemporain, qui a été pareillement adoptée par les plus illustres modernes, tels que MM. Sponde, Fleuri, du Pin, les Peres Pagi & Alexandre, &c.

Le pere Bertier
Jésuite.

On voit cependant à la tête du XIII^e tome de la nouvelle histoire de l'Eglise Gallicane, une dissertation en forme au sujet de cette élection, où l'auteur s'efforce de prouver la fausseté de la narration de Villani; & l'on ne peut nier que cette dissertation ne contienne des recherches très-savantes, & des difficultés fort considérables: on a jugé à propos de les exposer ici, & d'y joindre les diverses réponses que l'on peut faire à ces difficultés, pour n'être pas réduit à regarder comme fabuleux tout ce que rapporte Villani, sur la manière dont le pape Clément V fut porté sur la chaire de saint Pierre.

L'auteur de la Dissertation, commence d'abord par attaquer l'autorité de Jean Villani: il est vrai, dit-il, que c'est un auteur contemporain; mais 1^o. il étoit Italien, & par conséquent porté à décrier l'élection d'un pape François, & sur-tout d'un pape qui avoit transféré le Saint siège à Avignon; ce qui déplut tellement aux Italiens, qu'ils ont comparé cette translation à la captivité de Babylone. 2^o. Villani est un écrivain trop crédule qui raconte quelquefois des fables puériles, & tout-à-fait indignes de la majesté de l'histoire. Il tombe dans ce défaut même à l'égard du pape Clément V, lorsqu'il prétend que ce pontife voulant savoir quel étoit en l'autre monde le sort

d'un cardinal de sa famille, eut recours à un Nécromancien, qui par ses opérations, vint à bout d'introduire un des chapelains du pape jusques au fond des enfers. Villani ajoute que ce chapelain y aperçut un grand palais, & au dedans un grand lit tout rouge de feu, sur lequel étoit tourmentée l'ame de ce cardinal, à cause du crime de simonie. Il vit aussi qu'on bâtissoit un autre palais qu'on lui dit être destiné pour l'ame du pape.

De semblables visions ne sont pas propres à donner un grand poids au témoignage de Villani. 3°. Cet écrivain étoit si peu instruit de ce qui regarde la personne de Clément V, qu'il le nomme Raimond au lieu de Bertrand, erreur qui a été suivie par S. Antonin & par d'autres modernes.

Voilà déjà de grandes raisons de ne pas donner une aveugle créance à un auteur qui paroît également partial, crédule & ignorant dans ce qui concerne le pontife dont il rapporte l'élection.

Ces raisons cependant ne paroissent pas être sans réplique.

La partialité de Villani en tant qu'Italien ne peut gueres l'avoir engagé à imaginer les circonstances de l'élection de Clément V. telles qu'il les raconte. Si elle le porte à blâmer quelquefois la conduite des papes d'Avignon, ou à les peindre avec de noires couleurs, quelle preuve pourroit-on donner que cet auteur ait jamais supposé une suite de faits considérables dans le seul dessein de décrier une élection, & de montrer qu'elle avoit été précédée de quelques intrigues qui ne la rendoient pas des plus canoniques? Seroit-ce la première fois que les intérêts humains seroient intervenus dans ces élections pour les déterminer, sans qu'on puisse se récrier à l'imposture? Après ce qui s'étoit passé entre le roi Philippe le Bel & le pape Boniface VIII, n'étoit-il pas du véritable intérêt de l'Eglise de choisir un pape qui ne fût point désagréable à un si puissant monarque? Et si les choses furent poussées en cette occasion jusqu'à une espece de simonie, peut-on dire qu'un pareil fait ne mérite aucune créance, parce que c'est un auteur Italien qui le rapporte?

A l'égard de la crédulité de Jean Villani sur ce qui regarde les enchantemens & les sorciers, on peut dire que c'est un défaut commun à tous les écrivains de ce temps-là, & que s'il suffisoit pour les décréditer, il n'y auroit plus aucun fait historique, dont il fut possible de s'assurer. Recusera-t-on le témoignage de Tite-Live sur tous les événemens de l'histoire Romaine, parce que cet écrivain raconte une infinité de prodiges évidemment fabuleux?

L'erreur où Villani est tombé sur le nom de baptême du pape Clément V, qu'il appelle Raimond au lieu de Bertrand, est une de ces méprises que l'on peut souvent reprocher aux historiens les plus exacts, & dont on trouve cent exemples dans les plus renommés.

Ces trois premières raisons rapportées dans la Dissertation, ne se-

roient donc pas suffisantes pour mettre au rang des fables la narration de Villani au sujet de l'élection de Clément V.

Aussi l'auteur de la Dissertation ne s'en est pas tenu à des preuves si légères, il en ajoute de beaucoup plus fortes que nous allons exposer. 1°. Dit-il, si nous consultons l'acte même de l'élection qui fut envoyé d'Anagnie à l'archevêque de Bourdeaux, on y voit que ce prélat fut élu par voie de Scrutin, que neuf cardinaux nommés dans l'acte, lui donnerent d'abord leur suffrage, auxquels cinq autres qui y sont aussi nommés ayant accédé, rendirent son élection unanime.

Il est certain que cet acte paroît écarter toute idée du compromis qui auroit précédé le scrutin.

Mais ne pourroit-on pas répondre que ces sortes d'actes ne font jamais mention des intrigues qui peuvent les avoir précédés? Si l'on consultoit la plupart de ces actes, on n'y verroit presque jamais que des élections unanimes; ce qui n'empêche pas qu'une infinité de compromis secrets n'aient contribué à amener les choses à ce point d'unanimité.

2°. L'auteur combat encore le témoignage de Villani par celui de tous les autres historiens du temps. On n'en voit pas un seul, dit-il, qui raconte l'élection de Clément V avec les circonstances qui se lisent dans Villani.

M. Baluze a donné au public jusques à six relations différentes du pontificat de Clément V toutes écrites par des auteurs contemporains: mais aucune de ces relations ne parle de cette intrigue si adroitement menagée par le cardinal di Prato, & qui fut selon Villani le ressort de cette élection.

Le silence de ces cinq relations se trouve appuyé par celui de tous les auteurs anciens qui ont parlé de l'élection de Clément V. L'auteur de la Dissertation qui a fait là dessus de grandes recherches, n'en trouve pas un seul qui la raconte comme Villani. Il y a cependant diverses observations à faire sur les textes qu'il produit, car on peut partager les historiens cités dans la Dissertation en trois classes différentes.

1°. Les uns parlent à la vérité de l'élection de Clément V: mais ils se contentent d'en marquer le temps sans en expliquer aucune circonstance.

2°. Les autres en rapportent des circonstances toutes différentes de celles que raconte Villani.

3°. D'autres enfin parlent d'une manière qui semble avoir quelque rapport avec la narration de Villani.

Quant aux premiers, il est certain que l'on ne peut fonder sur leur silence un argument décisif. Ce sont pour la plupart des chroniqueurs qui ne donnent que des histoires fort abrégées de ce qui se passoit de leur temps. Or on sait que dans ces sortes de chroniques, on ne s'é-

tend pas ordinairement sur le détail des circonstances de chaque événement, on se contente de marquer un fait avec sa date, & quoiqu'on ne dise rien de plus, il ne s'ensuivra nullement que les circonstances de ce fait rapportées dans des histoires plus étendues, puissent être taxées de supposition. Cette réflexion paroîtra très-sensible si l'on en fait l'application aux conclaves modernes.

Un abrégiateur se contentera de marquer ainsi l'élection du pape Alexandre VII, *l'an 1655 le cardinal Gigi fut élu pape par les vœux unanimes du sacré collège.* S'ensuivra-t-il delà que l'élection de ce pontife n'ait pas été précédée de divers mouvemens dont on peut voir le détail dans les mémoires du cardinal de Retz qui y étoit présent?

Il est d'autres historiens qui rapportent l'élection de Clément V avec des circonstances toutes différentes de celles qu'on lit dans Villani. On en cite quatre dans la Dissertation qui assurent que comme ou tenoit « les cardinaux enfermés pour les obliger à élire un pape, » un du sacré collège proposa à ses confreres de choisir Bertrand de » Got, archevêque de Bourdeaux, leur faisant entendre que ce ne » seroit qu'un jeu pour se mettre en liberté, parce qu'il savoit de » bonne part que ce prélat étoit mort depuis peu; sur quoi il produi- » sit des lettres fabriquées tout exprès pour confirmer la nouvelle du » décès de l'archevêque. Les cardinaux trompés par cette fausse nou- » velle, nommerent donc Bertrand, qui se trouva vivant, & ils furent » obligés de le reconnoître pour pape. »

C'est le récit que nous a laissé 1°. l'auteur anonyme d'une chronique de Bologne, qui commence à l'an 1394. 2°. Barthelemi de Ferrare dans ses annales. 3°. Bernardin Corio, historien de la ville de Milan. 4°. L'auteur des annales de Forli, sur quoi l'on peut consulter la collection de M. Muratori. Voilà donc une narration tout-à-fait différente de celle de l'historien Villani, & qui se trouve appuyée sur le témoignage de quatre auteurs considérables.

Si l'on s'en tient à leur autorité, il est certain que la relation de Villani tombe absolument : mais aussi il faudra convenir que l'élection de Clément V auroit été encore bien moins canonique qu'on ne l'avoit cru. Car enfin si l'on s'en rapporte à Villani, les cardinaux seront véritablement convenus entre eux d'élire pour pape celui des trois proposés qui auroit été agréé par la faction Françoisise, & ils auroient eu un véritable dessein de l'élire; au lieu qu'en adoptant le récit des quatre historiens dont on vient de parler, il n'y aura point eu d'élection véritable. L'archevêque de Bourdeaux aura été choisi contre le gré & contre l'intention formelle des votans, ce qui auroit rendu son élection nulle jusques dans son essence & dans son principe, au lieu que la convention rapportée par Villani, ne pouvoit operer qu'une nullité purement extrinsèque par la faute de l'élu,

qui auroit fait avec le roi une convention pour être choisi.

Il faut encore observer que la narration de Villani ne peche pas au moins par le défaut de vrai-semblance. Après les démêles de Philippe le Bel & du pape Boniface VIII , l'intérêt de l'Eglise & celui de la France , demandoient qu'on donnât à ce pontife un successeur qui ne poussât pas les choses aux dernières extrémités , & par conséquent un successeur qui ne fût pas désagréable au roi de France. Il est vrai que l'on auroit pû faire un tel choix d'une maniere plus canonique : mais enfin il n'est pas hors de vrai-semblance que le conclave divisé sur un objet de cette importance , ait cherché à se réunir par quelque moyen qui parût accommoder tous les partis. On ne peut donc pas dire que la narration de Villani peche contre la vrai-semblance , au lieu que le récit des quatre historiens cités dans la Dissertation , est absolument dénué de toute apparence de vérité. A qui persuadera-t-on que les cardinaux donnerent leur voix à l'archevêque de Bourdeaux , parce qu'ils le croyoient mort , & que cependant s'étant trouvé vivant contre leur attente , ils avoient été contraints de le reconnoître pour pape ? Ce récit incroyable ne prouveroit-il pas que ces quatre écrivains , ou seulement l'un d'entre eux que les autres auront suivi , savoient en général qu'il étoit intervenu quelque manœuvre singulière dans l'élection de Clément V : mais qu'ignorant en quoi elle consistoit , ils avoient adopté des bruits populaires qui ne pouvoient avoir aucun fondement.

Enfin on cite dans la Dissertation un auteur qui paroît se rapprocher davantage de la narration de Villani ; cet auteur se nomme Ferret de Vicence. Il a écrit une chronique qui se trouve dans la collection de M. Muratori , & qui comprend ce qui s'est passé depuis l'an 1250 jusques à l'an 1318. On lit dans cette chronique sur l'année 1305 , » que le peuple de Perouse ennuyé de la longue vacance du Saint » siège , pressa les cardinaux de faire un pape , & que ceux-ci par les » mouvemens que se donna Pierre Colonne , & par les largesses du » roi de France , se déterminèrent à élire Bertrand de Got , archevêque de Bourdeaux , qui étoit très - ami du roi , quoique sujet de l'Angleterre : & que Philippe le Bel ayant amené les choses au point qu'il s'étoit proposé , écrivit à Bertrand pour le prier d'accepter le pontificat.

J'ai dit que cette narration semble se rapprocher de celle de Villani : il est vrai qu'elle n'est pas à beaucoup près si détaillée ; mais l'élection de Clément V y est représentée comme l'ouvrage de Philippe le Bel , & des créatures qu'il avoit dans le conclave : on y voit que ce prince *ayant amené les choses au point qu'il s'étoit proposé* , (ce qui suppose une intrigue suivie qui auroit précédé l'élection ,) écrivit à l'archevêque pour le prier d'accepter le pontificat. Si l'on en croit l'historien , l'élection de Clément V fut donc à proprement parler
l'ouvrage

l'ouvrage de Philippe le Bel, & de la faction qu'il avoit dans le conclave, par laquelle le roi étoit informé de ce qui s'y passoit. Or on ne peut nier qu'une pareille narration ne soit très-favorable à celle de Villani. Mais voici un autre écrivain qui paroît la détruire, c'est Corneille Zantfliet, moine de Liege, dont la chronique se voit dans la collection du P. Martene; voici les paroles.

» Le 5 Juin Clément V fut élu pape. Il étoit de Gascogne, & du
» diocèse de Bourdeaux, il s'appelloit Bertrand de Got, *de Agutis*.
» Il avoit d'abord été fait évêque de Comminges par le pape Boni-
» face VIII, puis archevêque de Bourdeaux; & il visitoit sa pro-
» vince lorsqu'il apprit son élection. Les cardinaux après avoir été
» divisés entre eux pendant onze mois, s'étoient enfin accordés en
» faveur de cet archevêque, ce qui ne se fit pas sans une assistance
» particuliere du saint Esprit, dont on faisoit alors la solennité, c'é-
» toit la veille de la Pentecôte. »

Il est certain que cet auteur n'a point su, ou n'a point cru les circonstances de l'élection de Clément V telles que Villani les rapporte. Reste à savoir si l'on doit préférer le témoignage d'un historien Flamand qui écrivoit à Liège, à celui de Villani, qui étoit en Italie à portée d'être beaucoup mieux instruit de ce qui regardoit l'élection du pape, qu'un homme renfermé dans un couvent à Liège. Si la qualité d'Italien annonce dans l'un une partialité qui doit le rendre suspect; l'éloignement de l'autre, & sa façon même de raconter cette élection sans lui donner absolument d'autres principes qu'un mouvement particulier du saint Esprit, pourroit peut-être faire soupçonner sa simplicité.

L'auteur de la Dissertation appuie encore son sentiment sur une parole du cardinal Napoleon des Ursins. Ce prélat qui n'avoit pas lieu d'être content du pape Clément V, disoit après la mort de Clément qu'une chose le consolait, c'est que dans l'élection de ce pape, il n'avoit eu en vûe *que la gloire de Dieu, & le bonheur du roi & du royaume de France.*

Mais en supposant que ce cardinal ne disoit rien qui fût contraire à la vérité, s'ensuivroit-il que la narration de Villani fût absolument fautive? Quand même le cardinal des Ursins auroit eu connoissance des menées de Philippe le Bel & de ses partisans, ne pouvoit-il pas penser qu'indépendamment de toutes ces intrigues, il étoit réellement du bien de l'Eglise & par conséquent de la gloire de Dieu, & sur-tout de l'avantage particulier du royaume de France que l'on élevât l'archevêque de Bourdeaux sur la chaire de S. Pierre? Ne pouvoit-il pas assurer que ce seul motif avoit déterminé son suffrage d'autant plus que tous les cardinaux qui étoient au conclave n'eurent pas connoissance des conventions que Villani assure avoir été faites entre le roi & l'archevêque? Lorsqu'ils élurent ce prélat, ils savoient seule-

ment que des trois proposés, c'étoit celui qui seroit le plus agréable au roi de France.

Mais, dit-on, si ce que rapporte Villani au sujet de cette élection eût été véritable, le cardinal des Ursins qui en fut sans doute instruit durant la vie de ce pontife, auroit-il parlé de son élection après sa mort en termes si honorables? Ne s'en seroit-il pas plutôt servi pour déchirer la mémoire d'un pontife qu'il avoit regardé comme un ennemi personnel. On répondra que le désir de ménager le roi de France, pouvoit fort bien l'empêcher de parler d'un fait où celui qui vend en quelque sorte la papauté se rend peut-être aussi coupable que celui qui l'achète.

Deux choses contribuent à donner à la narration de Villani un grand air de vrai-semblance.

La première, c'est qu'on ne voit pas pourquoi les cardinaux eussent été chercher un archevêque qui n'étoit point membre du sacré collège pour l'élever sur la chaire de S. Pierre, s'il ne fût intervenu quelque ressort singulier pour les déterminer à un choix si extraordinaire.

La seconde, c'est que cet archevêque étant pape, tint une conduite très-conforme à toutes les promesses qu'il avoit faites pour le devenir. Il transféra le Saint siège en France, & parut durant son pontificat totalement livré aux vûes & aux intérêts du roi de France; ce qui ne seroit certainement pas arrivé s'il n'avoit point pris là dessus des engagements irrévocables.

L'auteur de la Dissertation a prévu ces deux objections, & il répond à la première qu'en ce temps-là l'usage de choisir toujours pour pape un des membres du sacré collège, n'étoit pas à beaucoup près aussi constamment établi qu'il l'est aujourd'hui. Ce n'étoit pas encore une chose extraordinaire qu'on fût élu pape sans être cardinal. Pierre de Mouron qui ne l'étoit pas, avoit été élu avant Boniface VIII. L'archevêque de Bourdeaux pouvoit donc l'être fort naturellement quoiqu'il ne fût pas du nombre des cardinaux. Son nom ne pouvoit pas être inconnu au sacré collège, puisque Berard ou Beraud de Got son frere avoit été cardinal.

A l'égard de la seconde objection, l'auteur prouve par le témoignage de plusieurs historiens, que le pape Clément V avoit transféré le Saint siège à Avignon pour des raisons fort indépendantes des engagements qu'il avoit pu prendre là dessus avec le roi de France.

L'annaliste de Mantoue nous dit que ce pape resta en France pour se délivrer de la tyrannie du peuple Romain, qui étoit plein de factions. Albert Krantzius ajoute que ces factions menaçoient en particulier de s'élever contre le gouvernement du nouveau pape. Falloit-il un autre motif pour le déterminer à quitter Rome, & à s'établir dans un lieu plus tranquille?

Telles sont les raisons apportées dans la Dissertation pour anéantir le témoignage de Villani, sur ce qui regarde l'élection du pape Clément V. On y a joint les réponses que l'on y peut opposer, afin de mettre le lecteur en état de porter son jugement sur la valeur de ce témoignage.

On ne peut nier que la Dissertation ne jette au moins une grande incertitude sur un événement que la plupart des modernes paroissent avoir adopté, sans aucun soupçon d'infidélité de la part de l'écrivain qui l'a transmis à la postérité.

Cependant les promesses que Villani suppose avoir été faites à Philippe le Bel par l'archevêque de Bourdeaux, quadrent si parfaitement avec la conduite que ce prélat tint dans son pontificat, & les choses que le roi exigea de lui dans la suite; l'intrigue du cardinal di Prato paroît un dénouement si heureux, & si naturel de l'embarras où les cardinaux se trouvoient depuis onze mois dans le conclave, que malgré le silence de quelques historiens contemporains, malgré la contradiction formelle de plusieurs, malgré toutes les raisons que l'on peut avoir de se défier de Villani, il y a tout sujet de craindre que des traits de vrai-semblance si marqués, ne continuent d'usurper dans l'esprit des hommes tous les droits de la vérité la plus constante & la mieux établie.

I I.

De l'abolition de l'ordre des Templiers.

I. **I**L n'est pas possible de savoir au juste en quel temps le roi Philippe le Bel prit la résolution de perdre les Templiers. La plupart des historiens conviennent que dès le temps que Clément V fut élu pape, le roi croyoit déjà être bien informé des crimes de l'ordre, & déterminé à en poursuivre la destruction; qu'il en parla au pape à Lyon lorsque ce pontife y fut couronné en 1305, qu'il en fut encore question dans l'entrevûe qu'ils eurent ensemble à Poitiers en 1307, que le grand-maître & les principaux officiers de l'ordre furent avertis des accusations intentées contre eux avant qu'on les arrêtât, & qu'ils avoient demandé justice au pape contre leurs accusateurs. Il est parlé de ce dernier fait dans une bulle du pape Clément V, datée du 24 Août 1307.

II. L'ordre général d'arrêter les Templiers dans toutes les villes du royaume, fut exécuté le vendredi d'après la S. Denys 13 Octobre 1307. Le lendemain les chanoines de Notre-Dame de Paris s'étant assemblés dans le chapitre avec les docteurs de l'université, Nogaret accompagné du prévôt de Paris & de quelques autres officiers du roi, leur fit part des raisons qui avoient déterminé le roi à faire arrêter tous les Templiers. Le 15 du même mois, le roi fit assembler dans son jardin le clergé & le peuple des églises paroissiales de Paris, auquel

on rendit compte des motifs de cet emprisonnement. Ces dates & ces faits sont attestés par Jean de saintVictor, auteur contemporain, dans une vie du pape Clément V qui a été donnée au public par M. Baluze.

III. Peu de temps après, le roi donna commission à frere Imbert, Dominicain, son confesseur, qui prenoit la qualité d'inquisiteur de la foi, d'interroger les chevaliers du Temple, détenus dans les prisons de Paris, en présence de quelques gentilshommes.

IV. Ces premiers interrogatoires furent faits par la seule autorité du roi sans la participation du pape, qui écrivit le 27 Octobre à Philippe le Bel, que les Templiers étant un corps religieux, on n'avoit pas dû les arrêter ni saisir leurs biens sans le consentement du Saint siège. Clément envoya ensuite au roi deux cardinaux, dont l'un se nommoit Berenger de Fredole, & l'autre Etienne de Suifi, qui étoient chargés d'engager le roi à faire cesser toute sorte de poursuite contre les Templiers, & à remettre leurs personnes & leurs biens entre les mains du Saint siège : mais malgré les remontrances des deux cardinaux, il paroît que l'on continua toujours la poursuite de cette affaire sous la direction du frere Imbert, confesseur du roi, qui interrogeoit lui-même les accusés, ou qui les obligeoit de répondre devant les commissaires qu'il déleguoit non-seulement à Paris, mais encore en plusieurs villes du royaume, comme Troyes, Bayeux, Caën, Rouen, &c. C'est ce qui détermina le pape à suspendre les pouvoirs du religieux Dominicain, & ceux de tous les évêques & inquisiteurs de France, à l'égard de l'affaire des Templiers dont il se reservoit la connoissance & le jugement.

Lettre du 24
Décembre 1307.

Le roi prit alors le parti d'écrire au pape, qu'il remettoit les chevaliers entre les mains des deux cardinaux, & que leurs biens resteroient en sequestre jusques à ce que l'on pût les employer au secours de la Terre-sainte. Le pape ayant interrogé lui-même soixante & douze chevaliers dans la ville de Poitiers, leva ensuite par une bulle datée du 5 Juillet 1308 la suspension qu'il avoit fait signifier aux inquisiteurs & aux évêques.

On voit par ce récit tiré des pieces originales & des auteurs contemporains donnés au public par MM. du Pui & Baluze, qu'il y eut une commission donnée par le roi au frere Imbert, son confesseur, d'informer contre les Templiers, qui précéda la mainlevée accordée par le pape aux évêques & aux inquisiteurs, quoique le Pere Daniel ne place cette commission qu'après la mainlevée.

V. L'année suivante le roi convoqua un nombreux parlement à Tours, pour le premier mois d'après Pâques, c'est-à-dire, pour le mois de Mai 1308, dans lequel on exposa les preuves que l'on avoit recueillies contre les Templiers. Philippe se rendit ensuite à Poitiers,

où il eut une seconde entrevûe avec le pape, que la plupart des modernes n'ont pas assez distinguée de la première qu'il avoit eue dans la même ville en 1307.

VI. Le roi avant que de retourner à Paris, fit amener à Poitiers le grand-maître avec quelques-uns des principaux chevaliers, parce que le pape avoit déclaré qu'il vouloit faire lui-même l'information de ce qui concernoit leurs personnes : mais il changea d'avis, & il chargea trois cardinaux de la faire, savoir, Berenger de Fredole, Etienne de Suissi & Landolfe de Brancacio. Plusieurs chevaliers s'étant trouvés malades & hors d'état d'être transportés à Poitiers, les trois cardinaux furent obligés de se rendre à Chinon, où ces chevaliers étoient restés, & d'y faire conduire les commandeurs de Poitou, de Guienne & de Normandie. Ils y furent interrogés le samedi d'après l'Assomption 17 d'Août 1308. Ainsi l'interrogatoire de Chinon ne doit point être placé comme a fait le Pere Daniel après le parlement de Tours, qui s'étoit assemblé dès le mois de Mai 1308, & qui étoit fini lorsque le roi se rendit à Poitiers.

VII. Le grand-maître étoit à Paris quand on arrêta tous les Templiers le 13 Octobre 1307. Il se nommoit Jacques de Molay, gentilhomme de Besançon. Il n'y avoit pas long-temps qu'il étoit de retour de Poitiers où il avoit été trouver le pape, apparemment pour détourner le coup dont il savoit que son ordre étoit menacé. Il étoit dans l'isle de Chipre lorsqu'il reçut les premiers avis de ce qui se tramoit contre les Templiers. Il fut pris au Temple où il demeuroit, & dès qu'on l'en eut arraché, le roi s'empara de cette maison, & y vint loger pour contenir par sa présence ceux qui auroient voulu mettre la main sur les richesses qui s'y trouvoient.

On interrogea d'abord cent quarante chevaliers, il n'y en eut que trois qui nierent absolument tous les crimes qu'on leur imputoit, les autres en avouèrent la plus grande partie. Il y en eut qui dirent qu'ils avoient tâché d'expier leurs péchés en les confessant aux pénitenciers ; qu'ils avoient même songé à quitter l'ordre, ou du moins à faire le voyage de Rome au jubilé de 1300 pour se faire absoudre. Les chevaliers qu'on interrogea dans les provinces, firent presque tous les mêmes aveux.

VIII. Le pape publia une bulle datée de Poitiers le 5 Juillet de l'an 1308, par laquelle il régloit la manière dont il falloit procéder dans cette affaire.

Il y permet à chaque évêque & à chacun des inquisiteurs d'examiner les Templiers qui ont été arrêtés dans leurs districts : mais il en réserve le jugement aux conciles provinciaux qui seront tenus par les métropolitains. Il défend à ces conciles provinciaux de prendre connoissance de ce qui regarde l'ordre entier, il leur permet seule-

ment de juger les particuliers, il se réserve le jugement de l'ordre ; & par conséquent le jugement du grand-maître & des principaux précepteurs ou commandeurs, sans lesquels il étoit impossible d'instruire le procès de l'ordre en général.

Le pape donna ensuite des lettres en explication de sa bulle, par lesquelles il ordonne aux évêques de s'associer dans l'examen des Templiers de leur diocèse, deux chanoines de leur cathédrale, deux frères Prêcheurs & deux frères Mineurs.

IX. Un grand nombre de Templiers ayant été brûlés, & quelques autres absous par des jugemens particuliers, il fut question de procéder au jugement de l'ordre en général, & par conséquent du grand-maître & des principaux officiers de l'ordre. Le pape nomma pour cet effet huit commissaires, qui furent l'archevêque de Narbonne, les évêques de Bayeux, de Mende & de Limoges, Matthieu de Naples, archevêque de Rouen, Jean de Mantoue, archidiacre de Trente, Jean de Montlaur, archidiacre de Maguelonne, & Guillaume Agaron, prévôt d'Aix.

Ces huit commissaires se rendirent à Paris au mois d'Août 1309, & citèrent tout l'ordre de France à comparoître en leur présence le premier jour après la S. Martin dans la salle de l'évêché. Le lendemain ils envoyèrent la même citation dans tous les archevêchés du royaume. Le 22 de Novembre de la même année ils tinrent leur première séance dans la salle du palais épiscopal à Paris. Jacques de Molay, grand-maître, comparut le 26 Décembre de la même année. Il avoit été transféré de Chinon à Paris avec les autres officiers de l'ordre, & ils étoient tous dans les fers. L'évêque de Paris s'étoit transporté dans la prison du grand-maître pour lui notifier la citation des huit commissaires, & il avoit répondu qu'il comparoitroit. Les commissaires lui demanderent s'il étoit venu pour défendre l'ordre : sa réponse est remarquable. Il dit qu'il lui paroïssoit étrange que l'église Romaine voulût procéder avec tant de promptitude à l'abolition d'un ordre qu'elle avoit elle-même établi, confirmé & décoré de plusieurs privilèges, sans se souvenir que la sentence de déposition contre l'empereur Fridéric, avoit été suspendue pendant 32 ans ; qu'il n'étoit pas aussi savant qu'il conviendrait pour défendre l'ordre, mais qu'il le feroit de son mieux ; que du reste il se regarderoit & mériteroit que tout le monde le regardât comme un misérable & une bête s'il ne prenoit en main la cause d'un ordre dont il avoit reçu tant de biens & d'honneurs ; qu'à la vérité il lui feroit bien difficile de le défendre, étant prisonnier du pape & du roi, & n'ayant rien, pas même quatre deniers à employer dans une occasion si importante, puisqu'il n'usoit non plus que les autres chevaliers, que des choses qu'on leur fournissoit ; qu'ainsi il demandoit secours & conseil ; son intention étant que la vérité sur les accu-

tations, fût connue de toute la terre; qu'il reconnoissoit fans peine que quelques-uns de ses confreres avoient été trop ardens à soutenir leurs droits & leurs privileges contre l'autorité des prélats, qu'après tout il étoit résolu de s'en rapporter aux témoignages des princes & des évêques; mais que l'affaire étoit difficile, & qu'il n'avoit avec lui pour conseil qu'un bon frere servant.

Les commissaires lui représenterent que dans le cas d'hérésie & de péché contre la foi, on ne donnoit point de conseil aux accusés; qu'il devoit se souvenir de tout ce qu'il avoit confessé lui-même contre son ordre; que cependant s'il en vouloit entreprendre la défense on l'écouterait, & qu'on lui accorderoit même un délai s'il vouloit du temps pour délibérer.

On lui fit ensuite lecture des lettres apostoliques qui établissoient la commission, & de diverses procédures qui avoient été faites contre les Templiers, & on les lui expliqua en François, parce qu'il étoit sans lettres, & qu'il ne savoit même ni lire ni écrire. Quand il entendit l'interrogatoire qu'il avoit prêté à Chinon, & qu'il vit par les réponses qu'on lui lisoit, qu'il étoit lui-même convenu de la vérité de toutes les accusations que l'on imputoit à l'ordre, il témoigna une extrême surprise, il fit par deux fois le signe de la croix, & se récria à l'imposture avec la dernière vivacité. jusqu'à dire, que si les commissaires devant qui il parloit eussent été d'autres gens, il sauroit bien les confondre autrement. On lui représenta que les défis militaires qui étoient en usage parmi les gens de guerre, ne pouvoient avoir lieu à l'égard des commissaires. Plût à Dieu, dit-il, *que l'on en usât avec des gens aussi pervers, comme les Sarasins en usent en pareil cas, c'est-à-dire, qu'on leur coupât le col, ou qu'on les fendit en deux.*

Il demanda ensuite un délai jusqu'au vendredi suivant qui lui fut accordé; on lui offrit même un plus long terme s'il le désiroit.

X. Le vendredi venu, le grand-maitre comparut, & remercia d'abord les commissaires du délai qu'ils avoient bien voulu lui accorder, & de celui qu'ils lui avoient offert. On lui demanda s'il vouloit se porter pour défenseur de l'ordre: il répondit qu'il étoit un gentil-homme sans lettres; mais qu'il se souvenoit d'avoir oui lire certaine lettre apostolique, ou il étoit dit que le pape s'étoit réservé le jugement de sa personne & de celle des principaux officiers de l'ordre; qu'en conséquence il demandoit à être conduit au pape qui devoit être son juge; qu'au reste il n'avoit qu'un mot à dire à sa sainteté, savoir qu'il rachoît autant qu'il pouvoit de faire honneur à Jesus-Christ & à l'église.

Les commissaires lui ayant dit qu'ils n'étoient point chargés du jugement de sa personne, mais seulement de celui de l'ordre, lui

demandèrent s'il trouvoit quelque chose à redire à l'information qui lui avoit été communiquée ; il répondit que non, & les exhorta à se bien conduire dans une affaire de cette importance. Il ajouta que pour la décharge de sa conscience, il avoit trois choses à déclarer au sujet de son ordre.

La première, qu'il ne connoissoit point d'églises, excepté les cathédrales où il y eût de plus beaux ornemens & plus de reliques, & où le service divin fût célébré par les prêtres avec plus de décence & de dignité que dans les églises des Templiers.

La seconde, que nulle part on ne faisoit plus d'aumônes que chez eux, puisque par un décret général de l'ordre, on la distribuoit trois fois par semaine dans chaque maison.

La troisième enfin qu'il n'y avoit point d'ordre religieux, ni de nation dans le monde qui montrât plus d'ardeur que ses chevaliers à répandre leur sang pour la foi de Jésus-Christ ; & à ce propos il rapporta ce qui s'étoit passé dans la Palestine, lorsque le comte d'Artois, frère de saint Louis, choisit par préférence les chevaliers du Temple pour former l'avant-garde de son armée.

Il faut avouer que cette défense du grand-maître étoit bien foible pour détruire les horribles accusations dont il s'agissoit : aussi les commissaires lui firent-ils remarquer que tout cet extérieur étoit inutile pour le salut sans le fondement de la foi chrétienne. Le grand-maître en convint, & se mit aussi-tôt à faire sa profession de foi, en disant, *je crois en un seul Dieu, la Trinité, & tout ce qui concerne la foi catholique.*

Il alloit poursuivre, lorsque Guillaume de Nogaret, garde des sceaux du roi, parut dans l'assemblée ; & voyant que le grand-maître perdoit le temps à de vains discours, il entreprit de le ramener au point de la question, en lui disant que la réputation de l'ordre étoit si bien établie sur le fait de l'impiété, & des abominations qui font rougir la nature, qu'on lisoit dans les chroniques de S. Denys, que Saladin, soudan de Babylone, ayant reçu l'hommage du grand-maître & des principaux de l'ordre, & apprenant un malheur qui leur étoit arrivé quelque temps après, dit publiquement que les Templiers étoient justement punis pour avoir prévariqué à leur foi, & pour s'être souillés d'impuretés exécrables.

Le grand maître parut fort surpris de ce discours du soudan, dont il assura qu'il n'avoit jamais entendu parler. Et à l'égard de l'hommage qui lui avoit été rendu par les chevaliers du Temple, il s'efforça de montrer que rien n'étoit plus innocent, puisque les Templiers tenant des places & des forteresses, situées sur les frontières de ce prince, n'avoient pû se dispenser de lui en rendre l'hommage, sans quoi elles eussent été saisies ; & il raconta ce qui s'étoit passé à ce sujet du temps du grand-maître de Beaujeu, qui se trouvant pressé de
rendre.

rendre l'hommage, fit comprendre la nécessité de cette démarche à ceux qui y étoient le plus opposés.

Ensuite le grand-maître demanda qu'il lui fût permis d'avoir sa chapelle & ses chapelains, afin d'entendre la messe, & d'assister à l'office divin, ce qu'on lui promit : mais sa demande prouve avec quelle rigueur il avoit été traité jusqu'alors, puisqu'on ne lui avoit pas même permis d'entendre la messe.

Tous ces faits sont tirés du procès-verbal des huit commissaires, & il suffit de le lire pour sentir que l'ordre ne pouvoit être plus mal défendu qu'il le fut par le grand-maître. Aussi les commissaires ne crurent-ils pas devoir rien décider sur une si foible défense. On représenta sans doute qu'il seroit odieux de condamner un ordre entier sur des faits si graves sans lui permettre de se justifier, & de répondre autrement que par la bouche d'un chevalier ignorant qui n'avoit pas la plus légère teinture des affaires.

XI. Le roi fut donc obligé de donner des lettres - patentes pour faire venir à Paris tous ceux des chevaliers détenus dans les provinces qui voudroient entreprendre la défense de l'ordre. Ces lettres étoient conformes aux intentions du pape, qui avoit enjoint aux commissaires d'informer également à charge & à décharge, en écoutant les défenses aussi bien que les accusations.

XII. En conséquence des ordres du roi, on amena à Paris soixante & quatorze chevaliers résolus de plaider pour défendre leur ordre. Ils comparurent devant les commissaires dans la salle de l'évêché le samedi 14 Mars de l'an 1310. On leur lut la commission du pape & les articles sur lesquels le saint Pere vouloit qu'ils fussent interrogés. Dans ces articles, étoient compris en détail les divers crimes dont les Templiers étoient accusés, & que plusieurs avoient déjà avoués. Ensuite on les remit en prison au Temple où on leur envoya des notaires pour prendre leurs défenses par écrit. Le frere Pierre de Boulogne, prêtre & procureur général de l'ordre, dicta aux notaires une courte apologie, dans laquelle il s'inscrivit en faux contre tous les faits abominables dont on accusoit les Templiers, disant que c'étoit autant de mensonges exécrables, inventés & forgés à plaisir par les ennemis de leur ordre, qui étoit pur & sans tache; que si quelques Templiers ont déposé ces mensonges comme des vérités, il falloit qu'ils fussent des gens lâches & pusillanimes, à qui la crainte de la mort, ou l'épreuve des tourmens avoient arraché de pareilles confessions, ou des misérables corrompus peut-être par argent, par sollicitations, par promesses ou par menaces.

Ils finissoient par demander pour Dieu qu'on leur fit justice en les délivrant d'une si longue & si cruelle oppression, & que dès à présent on les admît à la participation des sacrements de l'église.

Cette apologie fut écrite par les notaires le mardi 7 Avril 1310 & le même jour les commissaires se firent amener les freres Pierre de Boulogne & Renaud de Bruyno , tous deux prêtres avec sept chevaliers laïques. Ils présenterent aux commissaires une apologie plus longue & plus étendue que la première où ils persistoient à nier les faits & à recuser les témoignages & les aveux qu'on leur opposoit , comme étant des effets de la crainte ou de la séduction. Ils y peignoient des plus noires couleurs la prétendue malice de leurs ennemis , & demandoient à être remis en honneur & en liberté.

Les commissaires répondirent que leur pouvoir ne s'étendoit pas jusques à décider de leur sort , & qu'ils étoient seulement commis par le pape pour faire des informations dont ils rendroient un compte fort exact & fidele à sa Sainteté.

XIII. Le samedi suivant 11 d'Avril , les commissaires commencerent à entendre les témoins qui furent au nombre de deux cents quarante & un : mais leurs dépositions ne sont pas venues jusqu'à nous. M. du Pui , dans son histoire de la condamnation des Templiers n'en rapporte qu'une seule , c'est celle de Raoul de Presle , avocat dans la cour du roi , qui dépose qu'étant à Laon il y avoit connu le prieur des Templiers de cette ville , nommé frere Gervais de Beauvais , auquel il avoit oui dire qu'il se passoit dans l'ordre des choses si secretes & si singulieres , qu'il aimeroit mieux qu'on lui coupât la tête que de les révéler ; qu'il y avoit sur-tout un point qui regardoit le chapitre général dont le secret étoit de telle importance , que si lui Raoul de Presle ou le roi même le voyoit , rien n'empêcheroit les freres assemblés de les tuer s'ils le pouvoient.

Du reste il n'articula dans sa déposition aucun des crimes particuliers dont les Templiers étoient accusés. Mais il faut remarquer que ce secret qu'ils gardoient sur ce qui se passoit dans leurs assemblées soit de chapitre , soit de réception , étoit un des points sur lequel le pape avoit ordonné d'informer. Car il est dit dans les articles de l'information qu'il ordonne :

Que les Templiers tiennent secretement toutes leurs assemblées au commencement de la nuit , que lorsqu'on les tient , on fait sortir tous les domestiques de la maison , & que toutes les portes sont tellement fermées , qu'on ne peut approcher du lieu de l'assemblée , ni entendre ou avoir aucune connoissance de ce qui s'y passe ; que l'on posoit même des sentinelles jusques sur les toits de l'église , pour empêcher que personne n'en approchât lorsqu'on s'y assembloit ; que l'on observoit les mêmes précautions & la même clandestinité à la réception des freres , ce qui avoit donné de grands soupçons sur ce qui se passoit dans des assemblées que l'on cachoit avec tant de soin.

XIV. Le jeudi 7 de Mai 1310 , les défenseurs de l'ordre présenterent un nouvel écrit , pour se plaindre de la violence des procé-

dures que l'on avoit faites contre les Templiers , sans garder presque aucune forme judiciaire. Ils traitent toutes les confessions qui sont à leur charge de témoignages extorqués par les tourmens & par la crainte du feu. Ils prétendent qu'après avoir menacé les accusés de la plus cruelle question , & de les faire brûler vifs s'ils n'avoient pas , on leur montrait des lettres du roi , qui leur promettoient la vie , la liberté , & des pensions considérables s'ils faisoient les aveux que l'on désiroit ; qu'on leur ajoûtoit que l'entiere abolition de leur ordre étoit résolue , & qu'ainsi ils ne devoient plus compter sur une société qui ne subsisteroit plus. Leur mémoire finissoit par l'histoire du chevalier Adam de Valincourt, dont le Pere Daniel a parlé dans son histoire.

XV. Le dimanche suivant dixieme de Mai, Pierre de Boulogne demanda à parler aux commissaires qui l'admirent à leur audience. Il étoit accompagné de trois autres chevaliers , & il dit qu'il avoit appris que l'archevêque de Sens devoit incessamment tenir à Sens un concile provincial pour juger quelques-uns de leurs confreres ; sur quoi il lut un acte d'appel du concile de Sens au souverain pontife. L'archevêque de Narbonne , président de la commission , dit qu'il étoit inutile & contre l'usage de signifier aux commissaires du pape un appel qui ne les regardoit pas. Alors Pierre de Boulogne demanda qu'on le conduisit à l'archevêque de Sens , afin qu'il pût signifier son appel à celui dont il appelloit , & qu'on lui donnât deux notaires pour l'accompagner & pour transcrire son acte d'appel. Les commissaires le remirent jusques au soir , afin de délibérer entre eux sur la réponse qu'ils feroient à sa requête. Ils prirent enfin le parti de répondre qu'ils n'étoient commis par le pape que pour informer des crimes de l'ordre en général , & que les archevêques avoient une pareille commission du pape pour juger les particuliers dans leurs conciles provinciaux ; qu'ainsi leur commission ne leur donnoit rien à voir sur ce que faisoient les prélats dans le jugement des particuliers de l'ordre , pour lequel ils étoient spécialement autorisés par le pape.

L'appel des Templiers n'eut donc aucun effet , & l'archevêque de Sens ne laissa pas de tenir son concile à Paris pour juger un grand nombre de Templiers , & ce fut en conséquence de son jugement qu'il y en eut cinquante-neuf de brûlés à Paris en pleine campagne derriere l'abbaye de S. Antoine des Champs ; d'autres furent déga-gés de leurs vœux , d'autres condamnés à quelques peines canoniques , & d'autres enfin à une prison perpétuelle.

XVI. Au mois de Juin de la même année , l'archevêque de Reims tint son concile provincial à Senlis où il jugea neuf Templiers , qui furent brûlés vifs. Il est à remarquer que les cinquante-neuf qu'on brûla à Paris , ainsi que les neuf qui furent brûlés à Senlis retractèrent

en mourant les aveux qu'ils avoient faits , comme leur ayant été arrachés par la crainte des tourmens , & qu'ils persisterent jusqu'au dernier soupir , à dire qu'ils mouroient innocens , ce qui fit de grandes impressions en leur faveur sur l'esprit du peuple.

XVII. Les commissaires ayant entendu toutes les défenses de l'ordre , & ouï deux cents trente & un témoins , qui tous à l'exception d'un très-petit nombre , avoient chargé les Templiers de la plupart des crimes énoncés dans les articles proposés par le pape , jugerent à propos de mettre fin à leur information.

L'évêque de Bayeux fut chargé de se rendre auprès du pape , pour lui faire part du résultat de la procédure , après quoi ce prélat vint à Pontoise , où le roi tenoit son parlement. L'archevêque de Narbonne s'y trouva avec les autres commissaires. Ils eurent une conférence avec le roi , dans laquelle on convint qu'il n'y avoit plus de nouvelle information à faire , quoique le pape eût dit à l'évêque de Bayeux , que l'on pourroit peut-être rendre la procédure plus complète en interrogeant les Templiers d'outre-mer , sur la manière dont on y recevoit les chevaliers. D'ailleurs le temps pour le concile de Vienne approchoit , & quelques-uns des témoins avoient déposé sur la conduite & la réception des Templiers d'outre-mer. Ainsi les commissaires chargerent deux licentiés de porter au pape le registre de leurs procédures , avec une lettre datée de l'abbaye de Pontoise le 5 Juin de l'an 1311.

XIV. Le concile général fut assemblé à Vienne au mois d'Octobre de la même année. Le pape y fit lire toutes les procédures qui avoient été faites sur l'affaire des Templiers : tous les évêques d'Italie , excepté un seul , & tous ceux d'Espagne , d'Allemagne , de Dannemarc , d'Angleterre , d'Ecosse , d'Irlande sans exception , furent d'avis que l'on devoit écouter les accusés dans leur défense : ce fut aussi l'avis des évêques de France , excepté des archevêques de Reims , de Sens & de Rouen , qui prétendirent que l'ordre ayant été défendu autant qu'il pouvoit l'être pardevant les huit commissaires du pape qui s'étoient assemblés à Paris , il n'y avoit plus rien à écouter de nouveau pour avoir une pleine & entière connoissance de l'affaire. Le pape voyant presque tous les peres du concile dans une opinion contraire , ne se pressa pas de porter un jugement définitif , & il y eut diverses conférences à ce sujet qui eurent apparemment pour objet de réunir les esprits dans un même sentiment , & qui durèrent plusieurs mois.

Enfin le mercredi 22 Mars de l'année 1312 , le pape appella en conseil secret les cardinaux & plusieurs prélats , & prononça en leur présence une sentence qui cassa par provision plutôt que par voie de condamnation l'ordre des Templiers , réservant leurs personnes & leurs biens à la disposition & à celle de l'église.

Il publia ensuite la même sentence à la troisième session du concile où le roi de France fut présent , & qui se tint le 3 Avril de la même année. Quoique ce jugement ne fût que provisionnel, il eut tout l'effet d'un jugement définitif, & l'ordre demeura pour jamais pros crit & aboli.

XX. Cependant le grand-maître vivoit encore , & il fut question de décider de son sort & de celui des trois principaux officiers de l'ordre qui étoient avec lui ; & nous ne croyons pas pouvoir mieux remplir ce qui manque au récit du P. Daniel , à l'égard du dernier acte de cette sanglante tragédie , qu'en mettant ici sous les yeux du lecteur le récit qu'en a fait M. l'abbé de Vertot , dans le III livre de l'histoire de Malte.

« Les commissaires apostoliques se firent amener par le prévôt de » Paris Jacques de Molay , grand-maître des Templiers , dignité, dit » M. du Pui , qui l'égalait aux princes , ayant même en cette qua- » lité, eu l'honneur de tenir sur les fonds un des enfans du roi. Le » second de ces prisonniers s'appelloit Gui , & étoit frere du dauphin » de Viennois, prince souverain de Dauphiné.

Le P. Daniel a raison de l'appeller frere du dauphin d'Auvergne. Il a même fait une note pour remarquer qu'il étoit redevable de cette découverte au savant M. Baluze. M. Lancelot a démontré dans un mémoire , lu à l'academie des inscriptions & belles-lettres , la vérité du sentiment de M. Baluze, & c'est une faute évidente qui est échappée à M. de Vertot, quand il a dit que ce malheureux chevalier étoit frere du dauphin de Viennois ; il a suivi en cela M. du Pui , qui avoit fait la même faute dans laquelle il a entraîné la plupart des écrivains modernes. Reprenons le fil de la narration de M. de Vertot.

» Le troisième se nommoit Hugues de Peralde , grand prieur ou visi- » teur du prieuré de France , & le quatrième étoit grand-prieur d'A- » quitaine , qui avant sa détention , avoit eû la direction des finan- » ces du roi. M. du Pui dit seulement , *qu'il avoit eu charge aux fi-* » *nances du roi* ; ce qui ne signifie pas absolument qu'il en eût la prin- » cipale direction.

», Il ne paroît pas par les actes de ce fameux procès que ces prélats » les eussent de nouveau interrogés , ni qu'on les eût confrontés con- » tre des témoins , quoique cette procédure fût dans la forme ordi- » naire de la justice : apparemment que ces commissaires voulurent » se conformer à la conduite qu'avoient tenu le pape & le concile. » On se contenta de l'aveu qu'ils avoient fait devant le pape & le » roi , des crimes qu'on leur imputoit , & ce fut sur cet aveu , & sui- » vant les intentions du souverain pontife , que ces juges convinrent » entre eux , s'ils persistoient dans leur première confession , de ne » les condamner qu'à une prison perpétuelle.

» Mais comme il étoit important de calmer les esprits effrayés de

» tant de feux qu'on avoit allumés en différentes provinces du royaume, & qu'il falloit sur-tout convaincre le peuple de Paris, que
 » c'étoit avec justice qu'on avoit fait brûler un si grand nombre de
 » Templiers : on exigeoit de ces quatre derniers qui en étoient les
 » chefs, que s'ils vouloient qu'on leur sauvât la vie, & qu'on leur
 » tint la parole que le pape & le roi leur avoient donnée, ils fissent
 » en public une déclaration sincère des abus & des crimes qui se com-
 » mettoient dans leur ordre. Pour cet effet on dressa dans le parvis
 » de l'église cathédrale un échaffaut, sur lequel des archers & des sol-
 » dats amenerent les accusés. Un des légats monta en chaire, & ou-
 » vrit cette triste cérémonie par un discours où il exposa fort au long
 » toutes les impiétés & les abominations, dont les Templiers,
 » disoit-il, avoient été convaincus par leur propre aveu ; & pour
 » ne laisser aucun doute à l'assemblée, il somma le grand-maitre &
 » ses compagnons, de renouveler devant le peuple la confession
 » qu'ils avoient faite devant le pape de leurs crimes & de leurs
 » erreurs.

» Ce fut apparemment pour les déterminer à faire cette déclara-
 » tion, que d'un côté il les assura d'une pleine amnistie, & que de
 » l'autre pour les intimider des bourreaux dressaient un bucher com-
 » me si on eût dû sur le champ les y brûler, en cas qu'ils révoquassent
 » leur première confession. Les prieurs de France & d'Aquitaine
 » y persisterent, soit de bonne foi, soit par frayeur à l'aspect d'un si
 » rigoureux supplice : mais quand ce fut le tour du grand-maitre de
 » s'expliquer, on fut bien surpris lorsque ce prisonnier secouant les
 » chaînes dont il étoit chargé, d'une contenance assurée, s'avança
 » jusques au bord de l'échaffaut, puis élevant sa voix pour être mieux
 » entendu :

*Il est bien juste, s'écria-t-il, que dans un si horrible jour, & dans les
 derniers momens de ma vie, je découvre toute l'iniquité du mensonge,
 & que je fasse triompher la vérité. Je déclare donc à la face du ciel &
 de la terre, & j'avoue à ma honte éternelle, que j'ai commis le plus grand
 de tous les crimes : mais ce n'a été qu'en convenant de ceux que l'on
 impute avec tant de noirceur à un ordre, que la vérité m'oblige aujourd'hui
 de reconnoître pour innocent : je n'ai même passé la déclaration qu'on
 exigeoit de moi, que pour suspendre les douleurs excessives de la torture,
 & pour fléchir ceux qui me les faisoient souffrir. Je sais les supplices qu'on
 a fait subir à tous ceux qui ont eu le courage de révoquer une pareille
 confession. Mais l'affreux spectacle qu'on me présente, n'est pas capable
 de me faire confirmer un premier mensonge par un second : à une condition
 si infame, je renonce de bon cœur à la vie qui ne m'est déjà que trop
 odieuse : & que me serviroit-il de prolonger mes jours que je ne devrois qu'à
 la calomnie ?*

» Ce seigneur en eût dit davantage, mais on l'obligea de se taire.

„ Le frere du prince Dauphin qui vint après , tint à peu près le même langage , & protesta hautement de l'innocence de son ordre. Le „ légat ne fut pas celui qui , dans cette scene, remporta l'applaudissement du peuple , mais il eut bien-tôt sa revanche. On fit descendre „ le grand-maitre & ses compagnons de dessus l'échaffaut , & le prévôt de Paris les ramena en prison.

Le roi , naturellement vindicatif, qui regardoit la destruction „ des Templiers , comme son ouvrage , irrité de la retractation des „ chefs de cet ordre , le même jour les fit brûler tout vifs & à petit feu , dans une petite isle de la Seine qui étoit entre le jardin de ce „ prince & le couvent des Augustins.

„ Le grand-maitre , au milieu de ce cruel supplice , y montra la même fermeté qu'il avoit fait paroître dans le parvis de la cathédrale , & y tint à peu près les mêmes discours. Il protesta de nouveau de l'innocence de son ordre , mais que pour lui il méritoit „ la mort pour être convenu du contraire en présence du pape ou du „ roi.

„ Mezerai prétend avoir lû une relation , dans laquelle on rapporte , que ce grand-maitre n'ayant plus que la langue de libre , „ & presque étouffé dans la fumée , s'écria à haute voix : *Clément , juge inique & cruel bourreau , je t'ajourne à comparoître dans quarante „ jours au tribunal du souverain juge.* Quelques-uns croient qu'il ajourna pareillement le roi à y comparoître dans un an ; peut-être que „ la mort de ce prince & celle du pape , qui arriverent précisément „ dans les mêmes termes , ont donné lieu depuis à l'histoire de cet ajournement. Les deux grands-prieurs de France & d'Aquitaine , „ finirent leurs jours en prison : mais selon Paul Emile , l'un des „ deux fut brûlé avec le grand-maitre , & le frere du dauphin de „ Viennois , apparemment pour s'être retracté à leur exemple. „

C'est ainsi que M. l'abbé de Vertot décrit la fin tragique du grand-maitre , & des principaux officiers de l'ordre , sur laquelle on ne peut nier que le Pere Daniel n'ait coulé un peu trop légèrement , ainsi que sur un grand nombre de circonstances importantes de cette grande affaire.

XXI. M. l'abbé de Vertot paroît avoir embelli le discours que le grand-maitre tint sur l'échaffaut , dans le parvis de Notre-Dame , pour faire un défaveu des crimes de l'ordre , auquel les cardinaux ne s'attendoient pas. On parloit dans ce siècle-là avec bien plus de simplicité , & il n'y a pas d'apparence que le grand-maitre ait usé d'une éloquence si noble & si pompeuse. M. de Vertot a tiré le fond de ce discours de l'historien Paul Emile , qui y avoit déjà ajouté de sa propre rhétorique , sur lequel M. de Vertot en le traduisant , ou plutôt en le paraphrasant , a encore encheri.

XXII. M. du Pui , dans l'histoire de la condamnation des Tem-

pliers, les fait parler avec plus de simplicité, & d'une manière plus conforme au génie de leur siècle. Voici comment cet auteur habile & judicieux raconte le même événement.

„Le grand-maitre & trois autres des principaux officiers de l'ordre, „ furent conduits à Paris, & deux cardinaux aussi-tôt envoyés après „ pour déclarer quelle étoit l'intention du pape, touchant ces quatre „ principaux chevaliers du Temple.

„ Pour donc publier ce qu'il étoit de la volonté du pape, ces „ cardinaux firent dresser un échaffaut au parvis de Notre-Dame, sur „ lequel étant élevés, ils réciterent le décret & la déposition de ces „ quatre chevaliers, comme ils avoient reconnu la déposition de leur „ ordre eux-mêmes au pape & au roi. ●

„ Alors le grand-maitre & le frere du dauphin en présence du „ peuple, supplierent les cardinaux d'être ouïs, & dirent qu'ils avoient „ déposé à faux contre leur ordre, qu'il étoit tout saint; qu'ils se „ désistoient de ce qu'ils avoient dit à Poitiers, & que ce qu'ils en „ avoient fait, c'étoit à la persuasion du pape & du roi, & qu'ils étoient „ prêts de mourir pour soutenir cette vérité.

M. du Pui n'ignoroit pas cependant que divers écrivains avoient rapporté le propre discours du grand-maitre: mais il le regardoit plutôt comme l'ouvrage de ceux qui le rapportoient que comme les propres expressions de ce malheureux seigneur. Car il ajoute:

„ Quelques historiens remarquent que le grand-maitre dit quel- „ ques discours à la mort, mais on n'en rapporte, dit-il, les pro- „ pres paroles; Paul Emile en dit autant, mais en divers ter- „ mes, ce qui fait croire que ce sont choses inventées & faites à „ plaisir. „

XXIII. M. du Pui ne parle point, non plus que le Pere Daniel, de l'ajournement que le grand maitre fit au pape, pour comparoître au jugement de Dieu dans quarante jours, & au roi dans un an. Aucun historien primitif & contemporain, n'a parlé de ce fait; & Mariana étoit persuadé qu'on avoit renouvelé sur le pape Clément & sur Philippe le Bel, l'histoire d'un ajournement, qu'il prétend avoir été donné à Ferdinand IV, roi de Castille, par deux hommes que ce prince avoit condamnés fort légèrement à la mort. Ajournement qui fut si bien vérifié par la mort de Ferdinand, que la postérité lui donna le nom d'*Ajourné*.

Mais quelque grande que soit l'autorité de l'histoire, écrite par Mariana, peut-être seroit-il aussi difficile d'établir avec certitude la vérité de cet ajournement de Ferdinand IV que celle de l'ajournement prétendu du pape Clément V & du roi Philippe le Bel par le grand-maitre des Templiers.

XXIV. Paul Emile paroît supposer qu'il y eut deux chevaliers qui furent brûlés avec le grand-maitre. Les historiens contemporains, & après

SUR LE REGNE DE PHILIPPE LE BEL. 493
après eux M. du Pui, n'en marquent qu'un seul, qui étoit frere du dauphin d'Auvergne.

XXV. Guillaume de Nangis, auteur contemporain, dit expressément qu'à l'égard des deux autres qui ne parlerent point, *on leur fit exécuter la sentence*, qui les condamnoit à une prison perpétuelle.

XXVI. M. l'abbé de Vertot dit, en parlant de l'affaire des Templiers, que c'est l'énigme la plus impénétrable que la malice des historiens ait laissé à déchiffrer à la posterité. C'est en effet un problème historique des plus difficiles à résoudre, que de savoir s'ils ont été justement ou injustement condamnés. On ne doit pas en être surpris, les affaires criminelles où les accusés ont un intérêt capital de déguiser la vérité, sont quelquefois enveloppées de si épaisses ténèbres que les juges qui les interrogent, qui les confrontent, & qui suivent avec la plus scrupuleuse exactitude toutes les voies qui peuvent les conduire à cette vérité, ont souvent bien de la peine, & se trouvent même quelquefois dans une espece d'impossibilité, de la démêler & de la connoître. Combien doit-il donc être difficile de porter un jugement fixe & assuré, sur une affaire si éloignée de nos temps, dont tous les témoins ont disparu depuis tant de siècles, & dont nous n'avons pas même toutes les pieces authentiques ! Cependant le plaisir que les hommes trouvent à citer à leur tribunal, ceux qui ont autrefois exercé le pouvoir souverain, a porté la plupart des écrivains à juger de la conduite que le pape Clément V & le roi Philippe le Bel tinrent à l'égard des Templiers. Les uns ont eu la hardiesse de la condamner ouvertement, & de dire que leur ordre avoit été injustement sacrifié par le pape à la passion du roi. Les autres plus mesurés ont pris une espece de milieu, en disant qu'il n'étoit pas possible de décider cette question : mais ceux-mêmes qui ont paru s'attacher à ce principe, ne sont pas tellement demeurés neutres qu'ils n'aient laissé entrevoir beaucoup plus de penchant pour la cause des Templiers, que pour la conduite des juges. D'autres enfin ont cru devoir prendre dans cette affaire le parti du pape & du roi, & ont soutenu qu'il ne s'y étoit rien fait qui ne fût conforme aux regles de la justice.

Nous allons apporter quelques exemples de cette diversité d'opinions.

M. le comte de Boulainvilliers, raconte ainsi l'affaire des Templiers dans son abrégé de l'histoire de France.

„ Le roi demeura persuadé que les Templiers avoient fomenté la
„ sédition dans le chagrin qu'ils avoient de perdre sur leur argent
„ comptant.

L'auteur parle de la sédition qui arriva à Paris au sujet de la monnoie, puis il ajoute : “ Et comme le roi n'oublioit jamais une in-
„ jure reçue, on vouloit que la ruine de cet ordre militaire qui ar-

„ riva depuis , fut dès lors projetée. Et plus bas : En France le roi
 „ ne le porta pas loin aux Templiers. Après s'être assuré du pape ,
 „ dont il avoit besoin pour leur destruction , il trouva deux scelerats
 „ de l'ordre même , qui se rendirent dénonciateurs contre tout l'or-
 „ dre , de crimes abominables , & la plupart hors d'apparence ou con-
 „ tradictoires ; tels qu'étoient ceux imputés à Boniface que l'on accu-
 „ soit ensemble d'athéisme & de magie.

„ Après avoir reçu cette accusation , le roi alla s'aboucher à Poi-
 „ tiers avec le pape ; & ayant extorqué de lui un consentement de saisir
 „ les biens & les personnes de tout l'ordre , il les fit arrêter le 12 Octo-
 „ bre 1307 dans tout le royaume à la fois. Pour lui il se saisit personnel-
 „ lement du Temple à Paris , du trésor & des papiers. Le roi de Naples
 „ en fit autant dans son état , à la prière de Philippe. On enferma
 „ tous ceux qui furent arrêtés en France dans le château de Melun
 „ dont on donna la garde au confesseur du roi , pour mieux ménager
 „ leurs dépositions par son moyen , & pour donner plus de cours aux
 „ accusations.

„ Il restoit en Orient le grand-maître de l'ordre , nommé Jacques
 „ de Molay , qui résidoit dans l'isle de Chypre , avec environ soixante
 „ de ses chevaliers , & qui y faisoient rude guerre aux Turcs. On
 „ leur écrivit ce qui se passoit en France , & aussi-tôt ils se rendirent
 „ à Paris. Gui , frere du dauphin de *Viennois* , & Hugues de Peralde
 „ avec le grand-maître , étoient les principaux de cette bande.
 „ Dès qu'ils furent arrivés , on les arrêta au même jour , & on in-
 „ struisit leur procès hors les trois dont il a été parlé , le pape s'étant
 „ voulu réserver la condamnation de ce qui les regardoit.

„ On se servit de tous les moyens imaginables pour les porter à
 „ confesser les chefs d'accusation en tout ou en partie : les promesses ,
 „ les menaces , la torture , les tourmens les réduisirent tous à la né-
 „ cessité de confesser. On employa d'ailleurs toutes les précautions
 „ possibles pour assurer la vérité de ces confessions : car on les engagea
 „ à les répéter l'un après l'autre devant la noblesse & les principaux
 „ bourgeois. On les conduisit ensuite sur des échaffauts pour faire
 „ pareille reconnoissance devant tout le peuple. Les uns intimidés
 „ persisterent , les autres désavouèrent ; de sorte que les impressions
 „ que l'on en prit dans le public furent assez différentes. Enfin on les
 „ condamna au feu comme hérétiques , relaps & incorrigibles. Il
 „ y en eut trente-sept brulés vifs à petit feu , devant S. Antoine
 „ des champs , & trente-neuf à la pointe du Palais. Ils protestèrent
 „ tous de leur innocence , & désavouèrent leurs confessions : mais on
 „ les empêcha de s'expliquer & de parler au peuple ; plusieurs avoient
 „ des baillons dans la bouche ; & enfin l'université de Paris fit un dé-
 „ cret pour leur condamnation.

„ Ce qui se passoit en France fut à la poursuite du roi , imité dans

„ tous les autres états chrétiens : mais les procès n'y furent pas conduits si vite. On laissa mourir la plupart de ces chevaliers en prison ; & après la condamnation & abolition de l'ordre , prononcée au concile de Vienne , on laissa aller ceux qui restoient. La poursuite dura jusques en 1314 : cependant la justice divine se répandit sur les dénonciateurs , l'un fut pendu pour un crime nouveau , & l'autre fut assassiné. „

Ainsi parle cet auteur , recommandable , sans doute , plus par la force de son imagination , & par la hardiesse de sa plume , que par son exactitude , & par la solidité de son jugement.

Il y a premièrement dans son récit une faute considérable contre l'exactitude. Il suppose que le grand-maître apprit que l'on avoit arrêté en France tous les chevaliers du Temple , lorsqu'il étoit dans l'isle de Chypre , & que sur cette nouvelle , il se rendit à Paris où il fut arrêté lui-même , quoiqu'il soit constant par tous les monumens de ce temps-là , que le grand-maître fut arrêté à Paris le même jour que tous les autres chevaliers qui étoient en France. *Le grand-maître avoit toujours été à Poitiers (où étoit le pape ,) dit l'auteur de la première vie de Clément V , donnée au public par M. Baluze , d'où il étoit passé à Paris. Quelques cardinaux étoient convenus depuis long-temps de sa prise , & en laissoient l'exécution au roi Philippe ; & plus bas il ajoute , le lendemain de l'emprisonnement des chevaliers , &c.* Toute la suite de son discours prouve manifestement que le grand-maître fut arrêté le même jour que tous les autres chevaliers du royaume.

On voit de plus que le récit de M. de Boulainvilliers est tellement tourné , que les chevaliers paroissent tout-à-fait innocens des crimes qu'on leur impute. Toutes leurs confessions sont extorquées par la violence des tourmens , & il ne dit pas un mot qui ne tende à les justifier.

M. l'abbé de Vertot , dans son histoire de Malte , affecte de prendre un milieu.

„ Il y a , dit - il , trop de variété dans les anciens historiens , & trop de partialité entre les modernes , pour pouvoir prendre aucun parti avec sûreté. Parmi ces derniers , les uns se plaignent qu'on a accusé les Templiers , & qu'on leur a fait leur procès sur des intelligences avec Saladin ; & ils opposent à cette accusation qu'après la bataille de Tiberiade , ce prince victorieux fit couper la tête à tous les Templiers ses prisonniers de guerre , ce qui ne s'accorde gueres avec cette prétendue intelligence.

„ On ne trouve pas plus de vrai-semblance dans l'accusation qu'on leur intenta , d'avoir vendu la ville de S. Jean d'Acre à un des successeurs de Saladin ; puisqu'il est constant par tous les écrivains contemporains que trois cents Templiers périrent à la défense de

„ cette place, que le grand-maître de Beaujeu fut tué sur la breche ;
 „ & qu'il n'échappa de ce massacre que dix de ses chevaliers qui se
 „ jetterent dans une barque & gagnerent l'isle de Chypre.

Voilà comme l'on voit les Templiers clairement justifiés sur deux accusations graves & importantes : mais il faut remarquer que ces accusations n'entrèrent pour rien dans le procès, puisqu'il n'en est point parlé dans les articles sur lesquels le pape ordonna que ces chevaliers fussent interrogés, ni dans ce prodigieux nombre d'interrogatoires qui nous sont restés, & dont M. du Pui nous a donné le précis. Il est vrai qu'il en est fait mention dans les chroniques de S. Denys, comme de deux crimes dont les Templiers avoient été convaincus : mais le témoignage d'un historien ne peut jamais prescrire contre des actes authentiques, & il prouve seulement que plusieurs avoient cru ou soupçonné les Templiers coupables de trahison & d'intelligence avec Saladin ; que ces bruits s'étoient répandus parmi le peuple, & avoient fait grand tort à la réputation de cet ordre. Mais ils ne sauroient prouver que ces accusations aient fait la matière de leur procès contre l'autorité des actes qui n'en parlent pas. Il est vrai que le grand-maître fit mention de ces crimes dans sa justification devant les commissaires du pape : mais on ne voit nulle part que ces commissaires les lui aient jamais reproché. Il n'en parla sans doute que parce qu'il savoit qu'on en avoit parlé dans le monde, & qu'il se croyoit en état de réfuter ces bruits populaires avec avantage. Il étoit dans des circonstances où l'on tâche de tirer parti de tout, & où l'on cherche souvent à répondre à ce qu'on ne demande pas, quand on croit le pouvoir faire avec solidité, plutôt qu'à ce qu'on demande, & qu'on ne peut pas réfuter si facilement. Reprenons le discours de M. l'abbé de Vertot.

„ A l'égard des crimes contre la chasteté, & de ceux que la nature
 „ même ne souffre qu'avec horreur, ces écrivains prétendent qu'on
 „ ne doit point se prévaloir de leur confession ; qu'on leur présen-
 „ toit d'un côté une amnistie avec la promesse de la vie, de la li-
 „ berté & d'une bonne pension, & que de l'autre ils voyoient les
 „ feux allumés pour les brûler ; qu'il n'est pas étonnant que des
 „ hommes foibles se soient laissés intimider par la crainte d'un si affreux
 „ supplice.

„ D'autres historiens soutiennent au contraire qu'on ne peut réflé-
 „ chir sur la suite des procédures, sur le nombre infini de témoins
 „ tant Templiers qu'autres, sur la qualité des juges, sur la confor-
 „ mité des accusations faites contre les chevaliers dans tous les
 „ royaumes de la Chrétienté, sur la qualité même des coupables,
 „ sur le témoignage de plusieurs écrivains étrangers, sur le peu de
 „ penchant que le pape avoit d'abord à les condamner, & sur ce qui
 „ se passa au concile de Vienne ; qu'on ne peut, disent-ils, réfléchir

sur la nature & l'amas de ces différentes circonstances sans être persuadé de la justice de leur condamnation. Il y a bien de l'apparence, dit Mariana Jésuite, qu'ils n'étoient pas tous innocens, ni aussi tous coupables. C'est le sentiment de cet écrivain sage & judicieux, qui dit que ces supplices parurent cruels à beaucoup de monde, & qu'il n'étoit gueres vrai-semblable que ces désordres eussent infecté tous les particuliers d'un si grand corps répandu dans toutes les provinces de la Chrétienté.

Le Pere Daniel, ainsi que M. du Pui, ont pensé différemment. Ils ont cru que l'ordre étoit véritablement coupable des crimes dont on l'accusoit; & il est certain qu'à juger par les actes du procès qui nous restent, il paroît difficile de le justifier.

XXVII. Il faut d'abord établir pour principe qu'il n'est nullement question de savoir s'il y avoit plusieurs particuliers dans l'ordre qui fussent débauchés, impies, sacrilèges, sans foi, sans mœurs & sans religion; il y a tout lieu de le penser, puisque tous les historiens du temps conviennent assez uniformément que l'ordre des Templiers étoit tombé dans un grand relâchement; que l'oisiveté, le luxe, la dissipation, la mollesse, les frequens voyages d'outre-mer, & le commerce des chevaliers du Temple avec les Infideles dans le temps de la décadence des croisades, avoient introduit beaucoup de désordres parmi eux. Il s'agit donc de savoir si ces désordres qui avoient infecté plusieurs particuliers étoient véritablement avoués du corps, s'ils étoient autorisés par les supérieurs de l'ordre, s'ils avoient passé en maximes & en regles de conduite, si même on en avoit fait des statuts. Car on ne sauroit croire la distance infinie qui se trouve entre les vices personnels des particuliers qui forment un corps, & ceux du corps même; les désordres peuvent s'y maintenir dans le plus grand nombre des membres avant que d'y être publiquement autorisés. Les principes établis par les regles des fondateurs restent long-temps les maximes des corps où elles sont le moins pratiquées.

XXVIII. On ne peut nier que les pieces qui nous restent de ce grand procès, ne prouvent clairement que l'ordre des Templiers étoit parvenu à ce dernier degré de corruption, où l'on substitue aux premiers statuts qui ne contiennent que des principes de vertu, des statuts directement contraires, qui ne sont faits que pour autoriser les crimes les plus infames & les plus odieux. On voit dans le précis des pieces publiées par M. du Pui, qu'on y interroge principalement les chevaliers sur ce qui s'étoit passé à la cérémonie de leur réception & dans les chapitres. La plupart avouent tous les faits rapportés par le Pere Daniel, les dépositions qui sont innombrables sont presque toutes uniformes à cet égard, & varient seulement dans quelques circonstances. Dans l'information qui fut faite à Paris par le confesseur du roi, l'on prit la déposition de cent cinquante Templiers, &

entr'autres, de Gui, frere du dauphin d'Auvergne & du grand-maitre. Tous avouerent les crimes qui se commettoient à la réception des chevaliers; plusieurs y ajoûterent que dans les chapitres généraux, on adoroit une idole dont ils décrivoient la figure; d'autres dirent qu'ils n'avoient aucune connoissance de cette idole, parce qu'ils ne s'étoient trouvés à aucun de ces chapitres.

Ainsi à s'en tenir au témoignage des actes qui nous restent, il n'est pas permis de douter que l'ordre des Templiers ne fût entierement corrompu dans ses chefs comme dans ses membres: & c'est ce qui a persuadé M. du Pui & le Pere Daniel, que l'ordre entier étoit véritablement coupable de tous les crimes dont on l'accusoit.

XXIX. La premiere difficulté qui se présente d'abord contre leur sentiment, est le peu de vrai-semblance qu'il y auroit à supposer un ordre entier coupable de pareilles abominations. Mais quelque parti que l'on prenne sur cette affaire, l'on sera également effrayé par le défaut de vrai-semblance. Si l'on dit que les faits rapportés dans les informations ne sont point vrai-semblables, on pourroit répondre qu'il n'est pas moins contraire à la vrai-semblance de dire que tant de prélats, tant de conciles provinciaux, & un concile même général aient jugé un ordre entier coupable sur des dépositions fausses, & visiblement extorquées par la crainte des tourmens.

M. de la Chaize, dans son histoire de S. Louis, raconte un fait qu'il a tiré de Guillaume de Tyr, & qui, s'il est véritable, suffiroit seul pour rendre croyables les crimes dont cet ordre fut accusé dans la suite. En 1163 le prince des Assassins eut quelque désir d'embrasser la religion chrétienne; dans ce dessein il envoya des ambassadeurs au roi de Jérusalem, pour lui déclarer qu'il étoit disposé à recevoir le baptême, & qu'il prioit seulement qu'on le délivrât d'un tribut modique qu'il payoit aux Templiers: cette condition les alarma. Le roi de Jérusalem leur offrit un dédommagement du tribut qu'ils perdroient par la conversion de ce prince Mahométan: mais comme ils ne croyoient pas apparemment leur revenu suffisamment assuré sur la promesse du roi de Jérusalem, ils prirent le parti d'assassiner les ambassadeurs, lorsqu'ils retournoient vers leur prince. Le roi de Jérusalem justement indigné d'une action si noire, pria le grand-maitre Odon de S. Amand, de lui livrer le principal auteur de l'assassinat, qui s'appelloit Gautier du Mesnil. Odon répondit qu'il avoit mis ce chevalier en pénitence, & qu'il défendoit de la part du pape qu'on lui fit aucun mal. Le roi de Jérusalem ne laissa pas de faire arrêter du Mesnil: mais la mort de ce prince qui arriva pendant que l'on instruisoit son procès, délivra le criminel de la punition qu'il méritoit. Le prince Mahométan averti de cette perfidie, en conçut une horreur qui retomba sur la religion même qu'il vouloit embrasser.

S'il étoit permis de juger de la cause des Templiers sur de simples préjugés, ne pourroit-on pas dire : de quels crimes ne devoit pas être coupable un ordre militaire , où l'on étoit en possession depuis plus d'un siècle , de commettre impunément des assassinats dans de pareilles circonstances ?

XXX. On accuse le roi Philippe le Bel de n'avoir poursuivi l'ordre des Templiers avec tant de chaleur que par avarice & par vengeance. " Plusieurs , dit Villani , prétendoient que cet ordre avoit été „ détruit à cause de ses grands biens. Le pape à la vérité les donna „ aux chevaliers de l'Hôpital ; mais comme le roi & plusieurs prin- „ ces & seigneurs s'en étoient déjà emparés ; il fallut les racheter , „ & il en coûta de si grosses sommes aux Hospitaliers que leur ordre „ fut plus pauvre après cette acquisition qu'auparavant.

Mais M. du Pui s'inscrit en faux contre le témoignage de cet historien , & il prouve par des pièces authentiques que Philippe le Bel ne profita point de la dépouille des Templiers ; & que dès le commencement de l'affaire , il prit toutes les précautions possibles pour se laver à cet égard de tout soupçon de cupidité & d'intérêt. Le pape déclara dans une bulle , adressée aux huit commissaires chargés d'instruire le procès de l'ordre en général , *que le roi de France n'a été mû dans cette affaire par aucun sentiment d'avarice , n'ayant jamais eu intention de s'approprier aucun des biens dudit ordre , dont il laissoit l'administration générale au Saint siège , & l'administration particulière dans chaque diocèse aux évêques.*

On voit plusieurs lettres de Philippe au pape , qui ne permettent pas d'en douter. Dans l'une il approuve l'ordonnance du pape , qui vouloit que les biens des Templiers fussent employés au secours de la Terre-sainte , & il promet d'en maintenir l'exécution. Dans l'autre , il déclare qu'il n'a pas fait saisir les biens des Templiers pour en profiter , mais uniquement pour en empêcher la dissipation , & qu'il auroit soin que ces biens fussent remis incessamment entre les mains de ceux que le pape auroit chargé de les conserver. Il est vrai que le roi nomma des commissaires pour travailler conjointement avec ceux du pape à l'inventaire & à la conservation de ces biens : mais comme il s'agissoit des biens situés dans son royaume , parmi lesquels il devoit se trouver plusieurs seigneuries qui relevoient de sa couronne , il n'étoit pas naturel qu'il en abandonnât la direction aux seuls commissaires du pape.

Il eut même la précaution de ne nommer pour la régie de ces biens aucun de ceux qui étoient chargés de l'administration de ses finances , afin d'ôter tout soupçon , qu'il voulût en tirer aucun profit. L'histoire nous a conservé les noms de ces commissaires royaux chargés de veiller avec ceux du pape à la régie des biens des Templiers. C'étoit Guillaume de Gisors , archidiacre de l'église de Lizieux ,

Girard de Sabbanac, Jean Petit, docteur en droit, Bernard Barras, natif de Toulouse, Guillaume Pisdoue & Renier Bourdon. Ces deux derniers étoient valets de chambre du roi, d'où M. l'abbé de Vertot conclut, ce semble assez mal à propos, qu'il n'y eut que la forme du dépôt de changée, & que le roi resta toujours maître de ces biens.

Il est pourtant certain que les biens des Templiers furent d'abord mis en sequestre, & que l'on n'en prit seulement que ce qui étoit nécessaire pour l'entretien des prisonniers, pour les transporter d'un lieu à un autre, pour les gages de ceux qui les gardoient, & pour les autres frais de la procédure, & qu'enfin ils furent donnés à l'ordre de S. Jean de Jérusalem, qui en jouit encore aujourd'hui. M. du Pui rapporte une transaction passée le 14 Février 1315, entre le roi Louis Hutin & Foulque de Villaret, grand-maître des Hospitaliers, qui prouve 1°. que Philippe le Bel ne toucha jamais aux immeubles des Templiers. 2°. Que pour subvenir aux frais immenses de ce grand procès, il eut seulement quelque argent comptant & une partie des meubles des Templiers.

M. l'abbé de Vertot oppose à ces pieces un mémoire présenté à Philippe le Bel, dans lequel on propose un arrangement sur les biens des Templiers, qui lui auroit donné occasion de placer avantageusement un de ses enfans, en le faisant grand-maître d'un nouvel ordre militaire, auquel on donneroit tous les biens des Templiers avec ceux de tous les autres ordres militaires. Cet historien, après avoir fait le précis du mémoire, ajoute cette réflexion: *L'appas étoit séduisant pour un prince qui se voyoit trois enfans mâles.* Mais on peut dire que ce mémoire ne mérite aucune considération, puisqu'il est certain qu'il n'eut aucun effet, & que le roi ne pouvoit ignorer que les arrangemens qu'on y propose ne seroient jamais suivis.

XXXI. Il reste à examiner si Philippe le Bel a poursuivi les Templiers par un motif de vengeance. M. l'abbé de Vertot s'est fort attaché à exposer les griefs que ce prince avoit contre eux. " Les uns, „ dit-il, attribuoient l'emprisonnement des Templiers au ressentiment secret que ce prince, naturellement vindicatif, conservoit, „ dit-on, de ce que pendant ses différends avec le pape Boniface VIII, „ ils s'étoient déclarés en faveur de ce pontife. On prétendoit même „ qu'ils lui avoient fourni des sommes considérables; & pour aigrir „ le roi, on ajoûtoit qu'un Templier, trésorier de Philippe, avoit „ été assez infidèle à son maître, pour tirer cet argent des coffres „ même du roi, afin d'en aider son ennemi, ainsi qu'on le voit dans „ le sixieme article des accusations intentées contre eux, & rapportées dans les grandes chroniques de S. Denys, sous le regne „ de Philippe le Bel. *Qu'eux reconnurent du thrésor du roi à Amiens avoir donné à gens, qui au roi avoient fait contrariété, laquelle chose étoit même dommageable au royaume,*

» En

“ En ceci , dit Belleforest , entendoit-on Boniface VIII ennemi , mortel du roi , & avec lequel il avoit querelle ordinaire ? Il n'en falloit pas davantage sans doute pour déterminer un prince du caractère de Philippe le Bel , à se porter aux plus grandes violences à l'égard d'un ordre qui l'avoit si cruellement offensé , & à chercher toutes les occasions de le perdre.

Mais la justice ou l'injustice de la condamnation des Templiers , ne dépend nullement des motifs bons ou mauvais que Philippe pouvoit avoir eus de les poursuivre. Si le motif de vengeance qui détermine un accusateur , forme un préjugé contre la vérité de l'accusation , il ne suffit pas pour la détruire , parce qu'un ennemi quoique passionné peut fort bien accuser juste :

Philippe le Bel avoit , dit-on , mille raisons de haïr les Templiers. C'étoit un prince passionné & vindicatif , qui ne ménageoit rien quand il étoit question de se satisfaire , & qui portoit la haine jusques à la fureur. Il se fait en quelque sorte le dénonciateur de l'ordre des Templiers : il employe toute son autorité pour les perdre. Il se plaint de ce que le pape a suspendu les pouvoirs des inquisiteurs & des évêques ; il écrit à Clément les lettres les plus vives & les plus pressantes pour faire révoquer cette suspension. Il lui marque dans une de ses lettres que les Templiers ne manqueront pas de s'en prévaloir ; que Hugues de Pieralde ayant eu l'honneur de dîner avec les deux légats du pape , avoit déjà retracté sa première confession , & que l'on pouvoit perdre par là les preuves établies sur des confessions libres & ingénues qui n'avoient point été extorquées par les tortures.

Ces lettres , dit l'abbé de Vertot , font voir avec quelle impatience Philippe supportoit le moindre retardement dans cette affaire. Elles prouveront même si l'on veut , que ce prince agissoit avec passion ; mais il ne s'ensuit pas delà que les Templiers fussent innocens. A combien de gens des princes irrités & de puissans ministres , ont-ils fait faire le procès par un esprit de vengeance & de mécontentement sans que l'on puisse accuser pour cela les juges qui les ont condamnés , de prévarication & d'injustice ! C'étoit souvent la haine & la colere qui les avoit mis en cause , mais c'étoit la justice qui les condamnoit.

XXXII. On objecte que lorsqu'il fut question de l'abolition entière de l'ordre au concile de Vienne , il n'y eut qu'un très-petit nombre de prélats , qui fussent d'avis de le condamner ; que Clément lui-même qui avoit une connoissance si parfaite des informations ne condamna l'ordre que provisionnellement , & qu'il déclara que *selon les formes du droit* , il n'étoit pas en état de prononcer une sentence définitive.

On répond qu'il ne fut jamais question au concile de Vienne , de

mettre en doute après la lecture des informations, si les crimes des Templiers étoient suffisamment vérifiés ; mais uniquement *si selon les formes du droit*, le concile pouvoit prononcer définitivement sur le sort de l'ordre sans l'avoir entendu. C'est ce que le pape veut dire dans sa bulle, & ce que Walsingham, auteur Anglois, cité par du Pui, explique plus particulièrement. Ce fut pour éviter cette difficulté qui embarrassoit beaucoup les canonistes, que le pape prit le parti de prononcer seulement contre l'ordre une sentence d'abolition provisionnelle, qui fut approuvée de tout le concile sans qu'aucun des prélats ouvrit un seul avis favorable à l'innocence des accusés.

XXXIII. On dit encore pour infirmer la preuve tirée des actes du procès que ces actes contiennent plusieurs faits visiblement absurdes, & qui sont cependant avoués par les accusés ; ce qui paroît détruire absolument la force de leurs témoignages sur tous les autres. On voit dans la nouvelle histoire du Languedoc le sommaire des dépositions que firent les Templiers de cette province. Il y est dit qu'il paroïssoit un chat dans leurs chapitres, que toute l'assemblée adoroit ce chat, que ce chat parloit, &c. Et un des articles proposés par le pape aux commissaires qui devoient interroger les Templiers, porte *qu'ils adoroient un certain chat qui leur apparoiſſoit dans leurs assemblées*. Cette accusation prouve manifestement que l'on vouloit faire regarder les principaux chevaliers du Temple, comme autant de sorciers, à qui le démon se montrait sous la figure d'un chat, & leurs assemblées comme une espèce de sabbat. On ne voit point que les chevaliers, qui furent interrogés à Paris & dans beaucoup d'autres villes du royaume, l'ayent été sur cet article ; & si ceux de Languedoc l'avouèrent, il est évident que l'on ne pourroit tirer aucune conséquence de leur aveu sur les autres faits. Après tout, les Templiers auroient pu être très-coupables sans avoir été sorciers ni magiciens ; & la difficulté ne peut avoir lieu que par rapport à ceux du Languedoc, puisque les aveux & les dépositions faites ailleurs, ne contiennent rien de semblable.

XXXIV. On ne dissimulera pas une autre difficulté sur les actes qui nous restent de cette procédure, d'où l'on tire un argument très-fort pour la justification des Templiers. C'est de voir qu'il y est si souvent parlé de deux sortes de statuts de l'ordre. Les uns que l'on montrait au public, & d'autres que l'on cachoit avec soin, & qui n'étoient pas même connus de tous les chevaliers. On y parle aussi d'une idole qu'on adoroit dans les chapitres ; il ne paroît pas cependant que l'on ait représenté aux accusés cette idole & ces affreux statuts. S'ils avoient véritablement existé, on n'eût pas manqué de les produire ; & en les montrant on auroit fermé la bouche à tous ceux qui entreprennent de défendre les Templiers, & au grand-maître lui-même, quand il rétracta devant le peuple tout ce qu'il

avoit avoué devant les commissaires. Qu'auroient-ils pu répondre quand on leur auroit dit, Comment pouvez-vous nier des désordres qui se trouvent prescrits dans les statuts secrets de l'ordre des Templiers : lisez-les vous-mêmes, ils renferment une preuve de la corruption de cet ordre, qui ne peut être éludée par aucun subterfuge? Voilà l'idole que l'on adore dans vos chapitres : elle est telle que plusieurs accusés l'ont décrite dans leurs dépositions. Or nous ne voyons ni par les actes qui nous restent, ni par les bulles du pape, ni par les lettres du roi, que l'on ait jamais produit contre eux ces témoins muets, dont le témoignage est souvent plus fort & plus décisif que celui des témoins parlans.

Le roi avoit fait arrêter tous les Templiers en un même jour. On s'étoit emparé de leurs maisons ; on avoit saisi tous leurs papiers, pourquoi donc ces statuts & cette idole n'ont-ils jamais paru ?

On ne peut résoudre cette difficulté qu'en disant que les Templiers s'attendoient depuis long-temps à des recherches, dont la seule crainte leur avoit fait supprimer des preuves si concluantes lorsqu'ils étoient encore libres, & qu'ils avoient le pouvoir de les anéantir.

Clément V nous apprend dans une bulle, adressée à Philippe le Bel, que ce prince lui ayant parlé à Lyon des crimes dont on accusoit les Templiers, ils lui avoient paru incroyables : mais que sur les instances du grand-maître & de plusieurs chevaliers qui se soumettoient à toutes sortes de peines, en cas qu'ils fussent jugés coupables, il avoit ordonné que l'on en informât.

Le grand-maître s'attendoit donc à une information contre son ordre ; il la demandoit, & elle lui fut promise : étoit-il naturel qu'il laissât subsister des preuves qui l'eussent d'abord convaincu, & qu'il ne tenoit qu'à lui de faire disparaître ?

XXXV. Enfin on ne peut s'empêcher d'être frappé de la rétractation que le grand-maître, le frere du dauphin d'Auvergne, les cinquante-neuf chevaliers qui furent brûlés à Paris, & les neuf qui périrent à Senlis par le même supplice, firent au milieu des flammes, & qu'ils soutinrent jusqu'au dernier soupir, quoiqu'ils fussent assurés de la vie s'ils persistoient dans leurs dépositions. Il faut donc avouer ainsi qu'on l'a déjà remarqué, que quelque parti que l'on prenne sur l'affaire des Templiers, on y trouvera toujours des circonstances inexplicables.

III.

De Guillaume de Nogaret.

IL étoit né à S. Felix de Carmain ou de Caraman, au diocèse de Toulouse. Il fut d'abord professeur en droit de l'université de Montpellier, où il étoit établi en 1291. Il y demouroit encore en

1293, & il ne prenoit alors que la qualité de docteur en droit & de professeur ès loix. Il y joignit celle de chevalier en 1302, ce qui se prouve par un acte où l'on lui donne cette qualité comme un titre qu'il avoit acquis nouvellement, *per prædictum Guillelmum de Nogaret nunc militem regis Francorum.*

Il fut donc annobli par le roi Philippe le Bel, vers l'an 1300, ce fut en 1304 que ce prince lui donna la terre de Cauviffon, qu'il ne possédoit pas encore en 1302, quoique le pere Daniel l'appelle seigneur de Cauviffon dès l'an 1302.

Il fut fait garde du sceau royal en 1304, charge qu'il conserva jusqu'à sa mort, qui arriva en 1313.

Cependant lorsqu'il fut obligé de se rendre à Avignon, pour y poursuivre la mémoire du pape Boniface VIII, Gilles Aycelin archevêque de Narbonne, & ensuite de Rouen, fut nommé pour garder le sceau du roi, mais seulement par *interim*; car le sceau fut ensuite remis entre les mains de Nogaret, à son retour d'Avignon.

On voit des titres de 1308, où il n'est appelé que *vice-chancelier*, & d'autres de la même année où l'on lui donne la qualité de chancelier.

François du Chêne, dans son histoire des Chanceliers de France, prétend qu'il ne fut proprement fait chancelier qu'en 1309, & que jusques là il n'avoit eu que la garde du sceau royal, qui lui fut donné à Pontoise l'an 1307, lorsque l'on commença à poursuivre l'affaire des Templiers.

Les ducs d'Epervon prétendoient descendre du frere de Guillaume de Nogaret: mais M. de Thou fait entendre dans son histoire, que leur prétention étoit chimérique.

La plupart des faits & des dates que l'on vient de rapporter, sont prouvées par l'auteur de la nouvelle histoire de Languedoc, dans une note particuliere sur Guillaume de Nogaret.

IV.

Du temps où le parlement de Paris a commencé à être sédentaire.

LE pere Daniel, ainsi que tous les autres historiens modernes ont fixé ce temps à l'an 1302, ils se fondent sur une ordonnance de Philippe le Bel, dont voici les propres termes. *Præterea propter commodum subjectorum nostrorum & expeditionem causarum, proponimus quod duo parlamenta Parisius & duo scaccaria Rothomagi & dies Trecentis bis tenebuntur in anno, & quod parlamentum apud Tholosam tenebitur si generes prædictæ consentiant quod non appellatur à presidentibus in parlamento prædicto.*

„En outre ayant égard à la commodité de nos sujets, & à l'expédition des causes, nous ordonnons que l'on tiendra tous les ans

„ deux parlemens à Paris, deux échiquiers à Rouen, & aussi deux
 „ fois l'an les grands jours de Troyes, & qu'il y aura un parlement à
 „ Toulouse, si les gens de cette province consentent qu'il n'y ait
 „ point d'appel de ceux qui y siégeront „.

Tel est le soixante-sixième article d'une grande ordonnance de Philippe le Bel, datée de Paris l'an 1302, le lundi d'après la mi-carême qui tomboit cette année au 24 de Mars.

M. du Cange, qui rapporte dans son Glossaire, l'article qu'on vient de citer après ces mots *apud Tholosam tenebitur*, ajoute ceux-ci : *Sicut teneri solebat temporibus retroactis*, qui ne se trouvent point dans l'extrait de Pasquier, ni dans la grande ordonnance que M. Secousse a donnée au public. Mais comme cette addition n'ajoute rien au fond de l'ordonnance, il importe très-peu de savoir si elle est véritable ou non. Il est toujours constant que l'article dont il s'agit, nous donne une époque sûre du temps où le parlement, qui suivoit le roi, cessa d'être ambulatoire, & commença à tenir ses séances à Paris.

Il faut cependant observer que cet article ne constitue pas le parlement dans une séance fixe, & continuée comme elle est aujourd'hui, pendant tout le cours de l'année, puisqu'il est dit que l'on tiendra deux parlemens par an, ce qui suppose que le premier étant séparé, on devoit en assembler un autre quelque temps après.

Pasquier, au second livre de ses recherches, rapporte une ordonnance qu'il croit être de Philippe le Bel, qui règle le temps où ces deux parlemens devoient commencer & finir. Elle porte qu'il y aura deux parlemens, que l'un commencera à l'octave de Pâques, & l'autre à l'octave de la Toussaints, & que chacun ne durera que deux mois : qu'ils seront composés de deux prélats ; savoir, l'archevêque de Narbonne & l'évêque de Rennes, & de deux laïques, le comte de Dreux & le comte de Bourgogne, qui seront regardés comme présidens ; de treize conseillers clercs, & de treize conseillers laïques, qui sont tous nommés dans l'ordonnance.

Lorsque le parlement étoit assemblé, les lettres de la chancellerie, qui lui étoient adressées, portoient *aux gens tenants à présent notre parlement* : lorsqu'il étoit séparé, *aux gens qui tiendront notre prochain parlement* ; & ensuite lorsque les séances fixes & continuées furent établies, *aux gens qui tiennent & qui tiendront notre parlement*. Pasquier dit que l'on se servit de cette dernière formule, jusques bien avant dans le regne de Charles VI, où il prétend que les séances du parlement de Paris commencèrent à se tenir sans discontinuation. Avant ce temps-là, dit-il, à chaque ouverture, c'est-à-dire, à l'ouverture de Pâques & de la Toussaints, le roi donnoit de nouvelles lettres patentes en forme de commission, avec une liste de ceux qui devoient composer le parlement, & ceux qui avoient été du premier n'étoient pas toujours appelés au second. Il arrivoit même quelquefois que le

Recherches de
 Pasquier, l. 2.
 c. 3.

parlement ne s'assembloit qu'une fois l'année pour deux mois , & que l'on étoit une année entière sans en assembler.

On a cru long-temps que le parlement de Paris avoit commencé à tenir des séances fixes & continues , sous le regne de Louis Hutin.

Histoire de la
chancellerie, t. 2,
page 134.

On voit dans l'histoire de la chancellerie des remontrances du parlement de Paris , adressées au roi en 1571 , qui commencent ainsi. *Sire , votre cour de parlement est la plus ancienne & première cour de votre royaume , établie à Paris , dès le temps de Louis Hutin ; & dans des remontrances adressées à Louis XIII , en 1615 , on lit pareillement , que Philippe le Bel fut le premier qui rendit le parlement sédentaire , & que Louis Hutin l'établit à Paris.*

Jean du Tillet , dans son recueil des rois de France , ne fait pas encore remonter si haut l'établissement fixe & perpétuel du parlement de Paris.

„ Le parlement , dit-il , depuis Hugues Capet , composé desdits „ prélats , barons & maîtres , a rendu à la suite du roi la justice souveraine , jusqu'au roi Philippe de Valois , qui le fit stable en la „ ville capitale , en nombre centenaire , compris lesdits douze pairs „ de France , & huit maîtres des requêtes.

Pasquier soutient au contraire que les séances fixes & perpétuelles du parlement de Paris , ne commencèrent ni sous le regne de Louis Hutin , ni sous celui de Philippe de Valois , & il le prouve par les mémoriaux de la chambre des comptes , où l'on trouve des lettres datées du 12 Août 1347 , & adressées aux gens des comptes , par lesquelles le roi leur mande qu'il avoit délégué quelques conseillers & maîtres , pour faire le procès aux Lombards usuriers , attendu que le parlement n'étoit point alors assemblé. Il ajoute que , pendant la prison du roi Jean , Charles son fils , qui étoit régent , déclara par ses lettres du 8 Février 1356 , qu'il auroit soin que les chambres du parlement , enquêtes & requêtes , s'assemblassent à l'avenir sans discontinuation ; ce qui suppose qu'elles n'étoient pas encore en usage de tenir des séances fixes & continues , comme elles font aujourd'hui.

Mais ce ne fut qu'un simple projet , dit Pasquier , qui demeura sans exécution , jusqu'à ce que , pendant les troubles du regne de Charles VI , la cour divisée par des factions , ne songea plus à nommer les conseillers qui devoient s'assembler en corps de parlement deux fois l'année , & par là ceux qui se trouverent en place , commencèrent à tenir des séances fixes & continues.

V.

Circonstance particulière du démêlé avec le pape Boniface VIII.

LE pere Daniel fait mention des actes d'adhésion , à la cause du roi , qui lui furent envoyés au nombre de sept cents par les villes & les communautés régulières de son royaume. On a donné au pu-

blic un gros recueil de ces actes, sur lesquels on a jugé à propos de faire quelques observations.

1°. On trouve dans ce recueil vingt-six actes d'adhésion, signés par des religieux de l'ordre de Cîteaux, & six par lesquels d'autres religieux de cet ordre refusent nettement de se conformer aux intentions du roi. On en voit onze signés par des religieux de divers ordres où ceux qui parlent, semblent biaiser, & ne vouloir prendre aucun parti dans la querelle du roi & du pape.

2°. Il y a un acte daté de Paris le 15 Juin 1303, & qui fut scellé de 32 sceaux. Il est fait au nom de plusieurs archevêques, évêques, abbés, chevaliers du Temple & de S. Jean de Jérusalem, qui tous promettent d'assister le roi, & de ne point s'en séparer, quelque excommunication que le pape fasse publier contre eux, & quelque absolution du serment de fidélité qu'il puisse donner. Le roi donna en conséquence des lettres datées du même jour, par lesquelles il prend sous sa protection spéciale ceux qui ont signé cet acte, & promet de les défendre & de les soutenir contre les entreprises du pape. La reine & les deux fils de France, Louis & Philippe, y font la même promesse. Ce qu'il y a de singulier, c'est que le roi & la famille royale y prennent pour garant de leur promesse le comte de S. Pol, qui en avoit fait le serment en leur nom. De pareilles lettres furent accordées à frere Ytier de Nanteuil prieur de la maison de l'hôpital de S. Jean de Jérusalem; à frere Hugues de Peralde visiteur général des maisons de l'ordre du Temple, & aux freres Mineurs de la province de Touraine. Celles qui furent expédiées en faveur de l'ordre de Clugny, semblent supposer que l'abbé avoit trouvé de la résistance dans quelques-uns de ses religieux, à l'occasion de ce démêlé, puisqu'il est ordonné aux sénéchaux, baillifs, &c. de lui prêter main-forte contre les religieux qui refuseroient de lui obéir.

3°. L'acte par lequel les freres Prêcheurs de Paris se déclarerent pour le roi, porte cette clause, *sauf l'obéissance & la révérence particulière de leur ordre, pour l'église Romaine & la vérité de la foi catholique*. Ils sont tous nommés au commencement de l'acte, au nombre de plus de cent, entre lesquels frere Nicolas prend le titre de *confesseur dudit seigneur roi*.

4°. L'université de Paris & le chapitre de Notre-Dame, donnerent pareillement un acte d'adhésion. Il n'y eut qu'un chanoine nommé Martin de Ripa docteur & professeur en théologie, qui s'opposa d'abord à la conclusion du chapitre: mais il revint ensuite au sentiment des autres, & révoqua par un acte spécial toutes les protestations qu'il avoit faites.

5°. Toutes les villes de Languedoc envoyèrent leur adhésion, & l'on trouve dans le recueil de ces actes un détail circonstancié de ce qui se passa à Montpellier, entre les Jacobins de cette ville & les

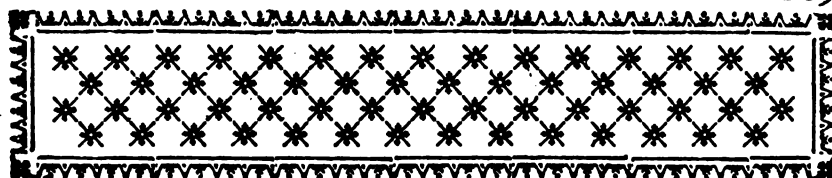
commissaires du roi. Ces commissaires étoient Amauri vicomte de Narbonne, & Denys de Sens clerc du roi, c'est-à-dire, un de ses secrétaires.

Ils se transporterent au couvent des Jacobins de Montpellier, qu'ils firent assembler en chapitre dans le réfectoire, pour leur demander une déclaration en faveur du roi. Ces religieux répondirent qu'ils ne la pouvoient donner sans un ordre exprès de leur prieur général qui étoit à Paris. Les commissaires du roi peu satisfaits de cette réponse, leur représentèrent que s'ils ne pouvoient donner une déclaration authentique & capitulaire, sans l'aveu de leur prieur général, rien ne les empêchoit de déclarer ce qu'ils pensoient chacun en particulier, ajoutant qu'ils étoient persuadés que le roi pourroit se contenter de ces déclarations particulières & secrètes. Alors le prieur prenant la parole défendit à tous ses religieux, en vertu de la sainte obéissance, de donner aucune déclaration, ni publique, ni particulière.

Les commissaires, suivant apparemment les ordres qu'ils avoient de la cour, déclarèrent aussi-tôt aux religieux assemblés, qu'ils eussent à sortir du royaume dans trois jours, sans autre délai, en les avertissant qu'ils n'étoient plus sous la protection du roi, & ils firent dresser un procès-verbal de ce qui venoit de se passer. Il y a lieu de croire que cet acte de fermeté ne contribua pas peu à déterminer la plupart des religieux à se conformer aux volontés du prince. On voit en effet une foule d'actes d'adhésion qui furent faits en ce temps-là dans la province de Languedoc, par un grand nombre de communautés séculières, ecclésiastiques & religieuses. On y trouve entre autres celui du comte de Rhodéz, de l'université de Montpellier, de l'abbé d'Alet & de l'évêque de Montpellier.

Les évêques de Bretagne ayant été invités par le roi de donner pareillement leur acte d'adhésion, répondirent d'abord qu'ils ne pouvoient prendre aucun parti dans une affaire de cette importance, sans avoir auparavant communiqué avec l'archevêque de Tours leur métropolitain, avec le duc de Bretagne & leurs chapitres. Mais quelque temps après, ils donnerent leur adhésion avec la clause que plusieurs avoient déjà mise avant eux, *sauf la fidélité qu'ils doivent à l'église Romaine & au pape.*





SOMMAIRE

DU REGNE

DE LOUIS X, DIT HUTIN.

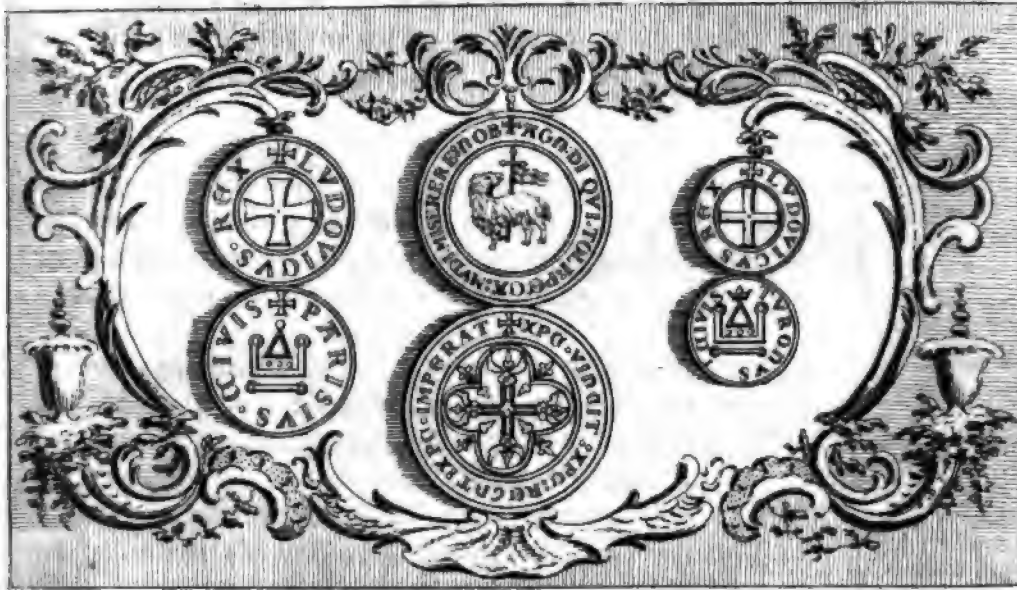
*S*ACRE du nouveau roi. Mouvements en quelques provinces; appaisés par la mort d'Enguerrand de Marigni. On fait le procès à ce ministre. Il est exécuté. Justification de ce ministre. Moyens employés par le roi, pour avoir de l'argent. Affranchissemens des Serfs. Il va en Flandre à la tête d'une armée, & revient sans avoir rien fait. Mort de ce prince. Ses enfans. La régence du royaume est donnée à Philippe son frere. Reglement pour la succession à la couronne, en attendant les couches de la reine. Election d'un nouveau pape, sous le nom de Jean XXII. Le régent fait la guerre au comte d'Artois, & pourquoi. Leur contestation est terminée par des arbitres. La reine met au monde un prince qui meurt peu après. Sa mort assure la couronne à Philippe.

1314.

1315.

1316.





HISTOIRE DE FRANCE.

LOUIS X. DIT HUTIN.



LOUIS X du nom, monta sur le throne à l'âge de 25 ans, selon ceux qui le font naître en 1289, ou à 23 selon d'autres, qui mettent sa naissance deux ans plus tard. Il ne fut sacré qu'au mois d'Août de l'année suivante à Reims, par l'archevêque Robert de Courtenai; ce qui ne l'empêcha pas de prendre en attendant le gouvernement de son état, quoiqu'avant ce temps-là on eût regardé la cérémonie du sacre presque comme essentielle à la royauté, & le jour où elle se faisoit comme celui

D d ij

1314.
Sacre du nouveau roi.

1315.

1315.
Continuat. Nan-
gii.

auquel le prince commençoit à être investi de la puissance royale. La cause de ce délai fut, qu'il vouloit être couronné & sacré avec la princesse Clémence, fille de Charles-Martel roi de Hongrie, qu'il attendoit pour l'épouser en secondes noces, Marguerite de Bourgogne sa première femme étant morte dès l'an 1313, dans sa prison de Château-Gaillard en Normandie, où elle avoit été renfermée pour ses désordres, dont j'ai parlé dans l'histoire du regne précédent.

Mouvements en quelques provinces.

Papirius Masso. lib. 3.

Annal. ex veterib. MSS.

Inventaire des chartes, tome 7.

Une autre raison put contribuer à ce retardement, savoir, le nouveau soulèvement des peuples de Vermandois, de Beauvoisis, de Champagne, de Bourgogne, de Forès, qui avoient renouvelé la ligue faite entr'eux sur la fin du regne de Philippe le Bel. Le changement de regne en une pareille conjoncture ne pouvoit gueres manquer de produire ce mauvais effet. Le roi chargea son oncle le comte de Valois d'appaiser par son autorité & par sa prudence ces nouveaux mouvements. Le roi écrivit à plusieurs des seigneurs confédérés, & fit précéder le comte de Valois par des commissaires qui devoient examiner leurs griefs, & les anciens usages, pour leur faire droit. Le comte eut ordre de demander à ces seigneurs les actes de la confédération qu'ils avoient faite entr'eux, avec promesse de les leur rendre, si avant la Pentecôte on ne leur donnoit pas satisfaction; & supposé que l'accommodement ne se fit pas, les seigneurs devoient en recevant ces actes, remettre aussi entre les mains des commissaires les lettres qu'ils avoient reçues du roi. Le comte de Valois termina l'affaire, en rétablissant au nom du roi les prérogatives de la noblesse sur le même pié qu'elles étoient sous le regne de S. Louis. Mais il trouva un autre moyen d'appaiser les peuples, que le soulèvement de la noblesse avoit remis en mouvement.

Lettres de commission au comte de Valois l'an 1315 17 de Mai, au registre du trésor des Chartes, coté 52.

Ibid.

Appaisés par la mort d'Enguerrand de Marigni.

En de pareilles occasions le ministre du prince, dont les peuples sont mécontents, est la victime la plus capable d'appaiser leur fureur. Ce fut par-là que le comte de Valois s'y prit, en leur promettant de les venger de celui qu'ils regardoient depuis long-temps comme l'auteur de leur misère. C'étoit Enguerrand de Marigni, dont ce prince leur sacrifia

la vie & l'honneur, en même-temps qu'il satisfaisoit la jalousie & la haine mortelle qu'il avoit lui-même contre ce ministre.

1315.

Enguerrand le Portier de Marigni étoit un gentilhomme d'une ancienne noblesse de haute Normandie. Il vint à la cour de Philippe le Bel, qui reconnoissant en lui beaucoup d'esprit, de pénétration, de sagesse & d'habileté dans les affaires, l'approcha de sa personne, le mit de son conseil étroit, le fit son chambellan, comte de Longueville, surintendant des finances, & son principal ministre. Il fut regardé en cette qualité par les Ultramontains, comme l'auteur de tout ce qui se fit contre le pape Boniface VIII, & de toutes les précautions que l'on prit en France pour engager le peuple, la noblesse & le clergé à s'unir avec le roi en cette cause, & pour rendre inutiles les excommunications & les interdits qu'on prévoyoit devoir venir de Rome. Les nouveaux impôts, & les changemens des monnoies lui attirèrent la haine du public : son grand crédit, la jalousie des grands, & une parole insolente qu'il dit au comte de Valois, oncle du roi, dans un emportement de colere, causa sa perte.

Continuat. Nangii.

Le roi étant un jour au conseil, on y parla des moyens de remplir le thrésor royal, qui se trouva très-dégarni à la mort de Philippe le Bel. Le comte de Valois dit, que Marigni en ayant eu l'administration, c'étoit à lui à rendre compte de la disette qu'on y voyoit. Marigni répondit qu'il étoit prêt de le faire. « Que ce soit donc tout maintenant, dit le » comte de Valois. J'en suis content, repartit Marigni. Je » vous en ai donné, Monsieur, une partie, & le reste a été » employé au service du roi. » Vous en avez menti, reprit le comte de Valois. Marigni outré d'un tel affront, ne se posséda pas, & rendit le démenti au prince, qui portant aussi-tôt la main à l'épée, fut prêt de le percer, sans aucun égard à la présence du roi, s'il n'eût été retenu. Peu de temps après Marigni fut arrêté, le comte de Valois ayant fort pressé le roi de lui faire faire satisfaction, & lui ayant fait comprendre par Frédéric de Pequigni, par le comte de S. Pol, & par d'autres seigneurs de son parti, que la dis-

Annal. de France.
Chronique MS.
du Héraut de Berri.

1315.

Continuat. Nan-
gii.*On fait le pro-
cès à ce ministre.*Chronique de
S. Denys.

grace de ce ministre étoit un moyen nécessaire pour satis-
faire les peuples de France infiniment animés contre lui.
Il fut d'abord mis dans la tour du Louvre, dont lui-même
étoit Châtelain : mais le comte de Valois, qui s'étoit em-
paré de l'esprit du roi, trouvant que cette prison, où Fer-
dinand comte de Flandre avoit été si long-temps prisonnier,
étoit trop honorable pour Marigni, obtint qu'il fût trans-
porté au Temple, & mis dans un cachot.

Bien des gens eurent part à sa disgrâce, & sur-tout ceux
qui avoient administré les finances sous lui ; on en mit en
diverses prisons, & on en appliqua quelques-uns à la ques-
tion, moins pour les obliger à révéler les secrets des finan-
ces, que pour en tirer de quoi charger le surintendant.

Si-tôt qu'il fût arrêté, on commença à lui faire son pro-
cès, toujours aisé à faire à ceux qui ont administré les finan-
ces des princes ; soit parce qu'il est rare de se modérer dans
ce poste, soit parce que dans un tel maniement, il est mora-
lement impossible de pouvoir rendre un compte exact de
tout. Les choses dont on le chargea, étoient que les im-
positions faites par ses conseils avoient été cause du souleve-
ment d'une grande partie du royaume ; qu'il s'étoit enrichi
aux dépens du roi & du peuple ; qu'il avoit retenu quarante
mille écus que le feu roi envoyoit au pape, & quinze mille
florins dont ce prince faisoit présent à Edmond de Goth,
parent du pape Clément V, ce seigneur étant mort avant
que de les avoir reçus ; que le roi l'avoit comblé de dons
immenses, qu'il avoit su s'attirer par mille lâches artifices ;
qu'il avoit fait sceller au chancelier plusieurs lettres en blanc ;
qu'il y avoit tout lieu de présumer qu'il les avoit remplies
de faux comptes, à moins qu'il ne montrât l'emploi de l'ar-
gent dont il y étoit fait mention ; qu'il avoit trahi le roi
dans la guerre de Flandre, & s'étoit laissé corrompre par
l'argent des Flamans, pour rendre cette expédition inutile.

C'étoit là à peu près à quoi se réduisoient quarante & un
chefs d'accusation proposés contre Marigni dans une assem-
blée tenue à Vincennes, où assisterent un grand nombre de
seigneurs & de prélats.

L'accusé demanda quelque délai pour pouvoir répondre.

à tous ces articles : mais il ne put jamais obtenir d'être oui, le comte de Valois, qui alors pouvoit tout, & qui le vouloit perdre, ayant toujours empêché qu'on écoutât ses défenses. L'évêque de Beauvais frère de Marigni, demanda qu'on lui communiquât le mémoire d'accusation, s'offrant de satisfaire sur tous les points : mais il fut toujours refusé.

1315.

Le roi, à qui l'on cachoit ces injustes procédures, & à qui l'on fit entendre que Marigni étoit convaincu de tout ce qu'on lui objectoit, ne put se résoudre à le condamner à la mort, se souvenant des grands services qu'il avoit rendus à l'état, qui méritoient qu'on le traitât avec moins de rigueur. Il conclut seulement à le bannir du royaume, & à le releguer en Chypre. Ce n'étoit pas ce que son ennemi prétendoit. Il fit en sorte que le roi suspendît le jugement pendant quelques jours, & se servit de ce temps pour dresser une autre batterie.

Il obtint qu'on arrêtât la femme & la sœur de Marigni ; & l'on trouva des témoins qui déposèrent, qu'à la sollicitation de Marigni elles avoient employé un magicien nommé Jacques de Lor, pour attenter sur la vie du roi par le moyen de certaines figures de cire, qu'on prétend être en usage parmi les gens de ce métier, & dont l'effet, dit-on, est de faire passer dans les personnes qu'elles représentent les opérations magiques qui s'exercent sur ces images ; de sorte qu'en les piquant, ou en les brulant, ces impressions se font sentir à celui qu'on veut tourmenter, & lui causent enfin la mort. On mit en prison ce prétendu magicien, qui se pendit de désespoir. Cette mort passa pour une conviction de son crime, & sa femme fût brûlée comme complice. Il n'en fallut pas davantage pour rendre Marigni criminel du plus détestable de tous les parricides. Il fut condamné par les commissaires qu'on lui avoit choisis exprès, à être pendu, nonobstant sa qualité de gentilhomme & de chevalier, & les grands emplois qu'il avoit eus dans l'état ; & pour pousser l'insulte & la cruauté jusqu'où elle pouvoit aller, on fit mettre son corps sur le gibet de Montfaucon, que Marigni avoit fait lui-même élever hors de Paris, pour y exposer les corps de malfaiteurs après leur supplice.

Il est exécuté.

1315.

Continuat. Nan-
gii.Au thiréfor des
chartes, cité par
Sainte-Marthe.Justification de
ce ministre.Continuat. Nan-
gii.

Ce fut là la déplorable fin d'un ministre d'état du plus grand mérite que la France eût peut-être eu jusqu'alors. Comme il protesta à la mort qu'il étoit innocent des crimes qu'on lui imposoit ; qu'il n'avoit jamais pû obtenir la permission de se défendre, & que supposé que l'altération des monnoies & les impôts qu'on avoit mis sur le peuple, fussent des crimes qui méritassent une mort si indigne de sa qualité, il n'y avoit point eu plus de part que les autres ministres & conseillers du feu roi ; le peuple, que le malheur des grands touche quelquefois autant que leur grandeur leur avoit été odieuse, parut tout consterné, & ne donna pas à sa mort les applaudissemens que le comte de Valois avoit espérés. Mais on rendit avec le temps à sa mémoire la justice qu'on avoit refusée à sa personne : car le roi ne fut pas longtemps à se repentir d'avoir si imprudemment abandonné un bon serviteur à la passion de son oncle : & dans le testament qu'il fit un peu avant sa mort, il laissa aux enfans de Marigni dix mille livres, cinq mille livres pour Louis l'aîné qui étoit son filleul, & le reste pour les autres ; ce qu'il fit, ainsi que porte le testament, *pour la grande infortune qu'il leur advint de la condamnation de leur pere*, & pour l'amour que portoit la reine mere du roi à la dame de Marigni. Jean de Marigni son frere, fut transféré de l'évêché de Beauvais à l'archevêché de Rouen, & sous le regne suivant le corps de Marigni, ayant été rendu à ses parens, fut enterré aux Chartreux.

Mais rien ne le justifia mieux, que la satisfaction publique que lui fit le comte de Valois lui-même dix ou onze ans après, lorsqu'il se crut prêt d'aller rendre compte au tribunal de Dieu d'une si excessive violence. Ce prince étant tombé en apoplexie, & demeuré paralytique de la moitié du corps, regarda ce mal comme un châtiment de l'injustice commise contre Marigni. Il ordonna qu'on distribuât une grosse somme d'argent à tous les pauvres de Paris, & ceux qui faisoient cette distribution disoient à chaque pauvre, en lui donnant l'aumône : *Priez Dieu pour monseigneur Enguerrand & pour monseigneur Charles*, nommant toujours, suivant l'ordre qu'ils en avoient, Enguerrand avant le prince.

L'histoire

L'histoire de cet événement tragique , qui n'est pas l'unique en ce genre , est une de celles qui font le mieux connoître le danger des hautes fortunes , les suites funestes de la fierté qu'elles inspirent , les excès où la passion soutenue de la puissance , engagent les princes , le triste repentir qui les suit , lequel , s'il est sincere & chrétien , peut obtenir de Dieu miséricorde , mais n'efface pas la tache , dont leur mémoire demeure ternie , comme l'est encore aujourd'hui celle de Charles de Valois , qui fut d'ailleurs un prince d'un mérite au-dessus de l'ordinaire.

1315.

A l'entrée de la Conciergerie de Paris , dans une petite cour à droite , on voit une statue plantée à terre , sans piédestal contre le bâtiment , laquelle , selon une ancienne tradition , est d'Enguerrand de Marigni , & qu'on assure avoir été abattue dans le temps de sa disgrâce , d'un endroit du Palais , ou de l'escalier qui y conduit , où elle avoit été placée. Elle est d'une assez bonne attitude. Il y paroît avec une taille un peu courte & assez fournie , d'un visage quarré & d'une assez belle physionomie. L'habillement est tel qu'on le portoit en ce temps-là. Il est long & descend beaucoup au-dessous des genoux. Il a sur la tête une espece de chapeiron , dont la pointe n'est pas rejetée par derriere , mais entortillée , & qui revient sur l'oreille gauche. Il a par dessus cet habit , un baudrier brodé , auquel l'épée est attachée.

La mort d'Enguerrand de Marigni , & le retranchement des nouveaux impôts , calma les peuples de France. Mais un changement de regne ne fut pas pour le comte de Flandre un motif de rentrer dans son devoir. Au contraire les troubles qu'il y voyoit naître le rendirent plus fier , & il ne se mit nullement en peine de tenir la parole qu'il avoit donnée , de se rendre en personne à Paris , pour y faire sa paix : de sorte que le nouveau roi fut obligé d'avoir recours à la voie des armes , comme son prédécesseur ; après avoir de nouveau déclaré le comte de Flandre rebelle , & ennemi de l'état , par deux Arrêts qu'il prononça contre lui dans la cour des pairs.

Ibid.

L'argent manquoit au roi , & il falloit imaginer un autre
Tome V. E e

Leibnitz in cod.

1315.
diplomat. p. 73 &
80.

*Moyens employés
par le roi, pour
avoir de l'argent.*

moyen que les impôts pour en trouver. La précédente guerre de Flandre avoit rendu les esprits des ministres féconds en ces sortes d'inventions sous le dernier regne. On se servit d'une qu'on avoit déjà commencé à mettre en pratique. Quelques vers ce temps-là presque par toute la France les habitans de la campagne, & de plusieurs petites villes étoient demeurés, comme ils étoient dès le commencement de la monarchie, avec la qualité de serfs. Ils étoient gens de corps, ainsi qu'on parloit alors, gens de morte-main, gens de poueste, c'est-à-dire, sous la puissance de leurs seigneurs. Il n'y avoit que les habitans des grandes villes, & de quelques autres qui fussent libres de la servitude, quelques-uns ayant conservé leurs privilèges & leur liberté, lorsque les François & les autres nations Germaniques s'étoient emparés des Gaules, & quelques autres l'ayant rachetée depuis par des sommes considérables, sur-tout dans le temps que les communes commencèrent à s'établir en France, & que fut instituée la justice des maires & échevins des villes, telle que nous la voyons encore dans les villes du royaume. Mais les bourgs & les villages étoient demeurés dans leur premier état, & quoiqu'il fût permis aux habitans d'avoir la possession de quelques terres, & d'autres revenus, en quoi ils différoient de la condition des esclaves; néanmoins & eux & leurs enfans ne pouvoient point sortir du domaine du seigneur où ils étoient nés. Ils étoient attachés au lieu & à la terre (a). Ils ne pouvoient s'établir, ni se marier ailleurs, sans encourir les peines enjointes par la loi de ce qu'on appelloit formariages, c'est-à-dire, des mariages faits hors de la terre du seigneur sans sa permission. Ils avoient plusieurs autres sujétions très-dures, qui n'étoient pas néanmoins tout à fait les mêmes par-tout.

*Affranchissement
des Serfs, établis-
sement des Juifs.*

Vide du Cange
in Glossario verbo
manumissio.

Mémorial de la
chambre des com-

Il fut donc proposé dans le conseil d'offrir à tous les gens de la campagne du domaine du roi, d'acheter leur enfranchissement par une somme d'argent. L'expédient fut trouvé bon; & Philippe le Bel s'en étoit servi dès l'an 1302, dans l'étendue du bailliage de Caën. On voit à la chambre des comptes de Paris, l'acte par lequel Louis Hutin donna cet

(a). Additi gl. bz.

affranchissement, daté du troisieme de Juillet de l'an 1315. Le motif qu'il apporta dans son édit étoit, que son royaume étant nommé le royaume des Francs, il vouloit qu'il n'y eût que des gens libres. Il y eut un grand nombre de serfs qui financerent pour obtenir ce privilège: plusieurs autres ne s'en mirent pas en peine, ou n'eurent pas de quoi l'acheter; car on trouve encore dans les regnes suivans, & même du temps de François I des exemples de manumissions, c'est-à-dire, des lettres par lesquelles nos rois affranchissoient de la servitude quelques-uns de leurs sujets. Ce fut par le même motif d'avoir de l'argent, que Louis permit aux Juifs de s'habituer en France, d'où son pere les avoit chassés. Avec ces secours il assembla son armée, & marcha à la fin du mois d'Août en Flandre, où Guillaume comte de Hainaut & de Hollande, aussi attaché à la France que son prédécesseur, avoit déjà commencé d'attaquer les Flamans par mer & par terre.

Le roi vint se camper à Lille, & les Flamans sur le bord de la Lis pour en défendre le passage, que le roi tenta en vain. Cette expédition fut aussi inutile & aussi peu glorieuse à la France que les précédentes. On ne vit jamais de pluies plus excessives, & elles causerent une extrême famine dans le royaume, le blé & le vin n'ayant pû venir à la maturité. Les chemins se trouverent par-tout si rompus, qu'il étoit impossible de faire marcher les troupes, & les convois ne pouvant arriver, l'armée fut en danger de périr misérablement. C'est pourquoi le roi, de l'avis des généraux & des principaux seigneurs, résolut de s'en retourner, sans avoir rien fait que d'augmenter la fierté des Flamans, qui depuis tant d'années tenoient tête à toutes les forces de France. On fut même obligé de brûler une partie des gros bagages, par l'impossibilité de les charrier.

Ce fut là l'unique expédition militaire du regne de Louis X, qui mourut à Vincennes le septieme du mois de Juin suivant, n'ayant régné qu'un an huit mois & six jours. La cause de sa mort fut qu'après s'être extraordinairement échauffé à jouer à la paulme au bois de Vincennes, il se retira dans une grotte pour prendre le frais: il y fut saisi

E e ij

1315.
ptes, coté A, fol.
77. v^o.
Divers mémo-
riaux de la cham-
bre des comptes.

Meyerus.

*Il va en Flandre
à la tête d'une ar-
mée, & revient
sans avoir rien
fait.*

1316.
*Mort de ce prin-
ce.*
Mémorial de la
chambre des com-
ptes de Paris, co-
té A, fol. 316 v^o.

1316.

chronique de Jean
de S. Victor. MS.
de sainte Genevie-
ve.

*Édit remarqua-
ble qu'il fit.*

Chopin sur la
coutume d'Anjou,
p. 121.

d'un grand froid, & ensuite d'une fièvre, qui l'emporta, si nous nous en rapportons à Jean, chanoine de S. Victor de Paris, dans la vie du pape Jean XXII. Ce jeune prince se livra fort à la débauche avant son mariage & à la prodigalité, & faisoit paroître beaucoup de légèreté dans sa conduite, & la brièveté de son règne ne lui laissa pas le temps de se corriger de ces défauts. Il fit un édit remarquable, par lequel il déclara qu'à lui seul appartenait dans son royaume le droit de battre monnaie, & se chargea de dédommager les seigneurs qui étoient en possession de le faire dans leurs terres. Cet édit ne regardoit ni le duc de Bretagne, ni les autres grands feudataires, mais plusieurs seigneurs moins puissans, tant laïques qu'ecclésiastiques. Le surnom de Hutin, qui lui fut donné, marque suivant le langage de ce temps-là, qu'il étoit d'un naturel vif, remuant, & peu endurant : car ce mot signifioit alors querelle, batterie, chamaillis.

Ses enfans.

Il eut de Marguerite de Bourgogne sa première femme, une fille nommée Jeanne ; & il laissa Clémence de Hongrie sa seconde femme grosse de son premier enfant, dans l'incertitude si ce seroit un prince ou une princesse. C'est pourquoi la régence de l'état fut destinée à Philippe, comte de Poitiers, frère puîné du feu roi, en attendant les couches de la reine, qui devoient lui assurer la couronne, ou l'en exclure.

Continuat. Nan-
gii.

Villani, lib. 9,
cap. 79.

Ce prince n'étoit pas à Paris, lorsque le roi son frère mourut, mais à Avignon, pour hâter l'élection d'un pape. Car Clément V étoit mort dès l'an 1314, & depuis ce temps-là les cardinaux ne pouvoient s'accorder pour lui donner un successeur. Les Gascons dont le défunt pape avoit rempli le sacré collège, en vouloient encore avoir un de leur nation, & les François joints aux Italiens s'opposoient à leur dessein. Ils s'étoient d'abord assemblés à Carpentras, où les cardinaux Gascons, ou du moins leurs domestiques ennuyés de la longueur du conclave, mirent le feu au lieu où il se tenoit. Les cardinaux s'en allèrent chacun de leur côté, après s'être promis mutuellement de se rassembler dans quelque temps au lieu dont ils conviendroient : mais ne pouvant s'accorder même sur cet article, les uns faisoient leur séjour

dans une ville, les autres dans une autre. Un des soins de Louis Hutin, quand il fut sur le throne, fut de tâcher de faire finir ce scandale, & il envoya pour cet effet Philippe son frere à Lyon.

1316.

Ce prince y attira sous divers prétextes tous les cardinaux, qui ne vinrent néanmoins le trouver, que sur la promesse qu'il leur fit à chacun en particulier, de leur laisser la liberté d'en sortir quand ils le voudroient. Mais quand il les eut assemblés au nombre de ving-trois, il les renferma malgré qu'ils en eussent dans le couvent des Dominiquains, & leur déclara qu'ils n'en sortiroient point, qu'ils n'eussent fait l'élection.

Ce fut au commencement de ce conclave, que Philippe ayant appris la mort du roi revint à Paris, laissant le comte de Forès pour garder le couvent des Dominiquains, & empêcher les cardinaux de se séparer de nouveau.

Comme il avoit fait son affaire d'obliger les cardinaux à faire un pape, il ne voulut point partir de Lyon, qu'il ne les vît disposés à y travailler sérieusement. Il ne se mit en chemin qu'à la fin de Juin, ou au commencement de Juillet; & ainsi il ne put arriver à Paris qu'environ trois semaines ou un mois après la mort du roi. Ce retardement lui causa de l'embarras; car le comte de Valois son oncle prétendant à la regence à son préjudice, s'étoit fait un puissant parti, où étoit entré Charles, comte de la Marche, frere de Philippe, Gui de Châtillon, comte de S. Pol, & plusieurs autres seigneurs. Mais le connétable Gaucher de Châtillon, & le comte d'Evreux, frere du comte de Valois, & oncle de Philippe, appuyerent fortement le droit qu'il avoit à la regence, en qualité d'héritier présomptif de la couronne. Lorsqu'ils le furent proche de Paris, il allerent au-devant de lui, & le menerent au Louvre. Le comte de Valois s'en étoit emparé, & avoit mis dedans & aux environs des soldats pour lui en empêcher l'entrée. Mais le connétable commanda aux bourgeois de se mettre sous les armes, & marcha à leur tête, pour forcer les gens du parti du comte de Valois, qui ne se voyant pas en état de résister, abandonnerent le Louvre à Philippe.

Continuat. Nan-
gii.
Bernardus Gui-
do.

Histoire de la
maison de Châtil-
lon, l. 7, c. 2.

1316.

*La régence du
royaume est donnée
à Philippe.*

Continuat. Nan-
gii.

Histoire de la
maison de Châtil-
lon, loc. cit.

Ce prince ayant pris toutes ses sûretés, & assisté le lendemain au service du roi son frere à S. Denys, convoqua le parlement où du consentement des seigneurs & des chevaliers qui s'y trouverent, la regence du royaume de France & de celui de Navarre lui fut déferée pour dix-huit ans (a), en cas que la reine accouchât d'un prince. On lui fit faire un sceau particulier pour sceller tous les actes publics qu'il passeroit, dont l'inscription étoit en latin à l'ordinaire, & qui signifioit en François, *Philippe, fils du roi des François, gouvernant les royaumes de France & de Navarre*. Le comte de Valois & tout son parti se soumirent à la décision du parlement.

La grossesse de la reine étoit une conjoncture, qui tenoit tous les esprits en suspens : car selon qu'elle accoucherait d'un prince ou d'une princesse, les choses devoient tourner d'une maniere très-différente par rapport à Philippe. C'est ce qui obligea Eudes, duc de Bourgogne IV du nom, à prendre ses précautions en faveur de Jeanne de France, fille du premier lit de Louis Hutin. Ce duc étoit fils puîné de Robert II, duc de Bourgogne, & avoit succédé en ce duché à son frere Hugues, mort sans enfans. Il étoit oncle de la jeune princesse Jeanne fille de Marguerite de Bourgogne sa sœur. Il n'en étoit pas de la couronne de Navarre comme de la couronne de France. La premiere pouvoit tomber en quenouille ; & ainsi en cas que la reine n'accouchât pas d'un prince, mais d'une princesse, la couronne de Navarre & le comté de Champagne regardoient la princesse Jeanne, qui étoit héritiere du roi son pere pour ces deux états, à l'exclusion de Philippe, qui n'étoit que frere du feu roi.

*Reglement pour
la succession à la
couronne, en at-
tendant les couches
de la reine.*

Thréfor des char-
tes chez Sainte-
Marthe.

Le duc de Bourgogne prenant donc en main les intérêts de sa niece, demanda que cet article de la succession fût réglé, & l'on ne put pas lui refuser une si juste demande. Supposé que la reine mît au monde un prince, toute difficulté seroit levée ; car il seroit également héritier de la couronne de France & de celle de Navarre, & du comté de Champagne. Ainsi il n'étoit question de déterminer la chose, qu'au

(a) Dans la vie de Jean XXII, par le chanoine de S. Victor, il est dit que la régence ou garde du royaume fut conférée à Philippe pour 24 ans.

cas qu'il ne vint qu'une princesse. Il fut arrêté qu'en tel cas la couronne de Navarre & le comté de Champagne appartiendroient à Jeanne & à la princesse qui naîtroit du second lit ; qu'on attendroit les couches de la reine , pour leur assigner à chacune leur partage ; que la princesse Jeanne , qui étoit fort jeune , seroit mise entre les mains du duc de Bourgogne son oncle , pour être élevée à sa cour ; qu'elle ne pourroit être mariée à qui que ce fût , qu'avec l'agrément de celui qui gouverneroit alors le royaume de France : & qu'en attendant que les deux princesses fussent en âge d'être mariées , Philippe auroit la régence du royaume de Navarre & du comté de Champagne , comme du royaume de France. Ce traité fut passé à Vincennes le dix-septieme jour de Juin de l'an 1316.

1316.

MS. de Sainte-Genevieve , intitulé Pairies tenues du régent de France, &c.

Leibnitz in cod. diplomar. p. 70. Continuar. Nangii.

Cinq ou six jours après, le regent, de concert avec plusieurs seigneurs, déclara qu'il étoit en résolution d'accomplir le vœu qu'il avoit fait de la guerre sainte, lorsque Philippe le Bel prit la croix après le concile de Vienne ; & il fixa même le départ des croisés au jour de la Pentecôte de l'an 1318 : mais il y avoit déjà long-temps que ces fortes de projets n'aboutissoient à rien , & il en fut de celui-là comme des autres. La politique dans le conseil des rois avoit insensiblement prévalu , & les raisons d'état souvent très-bonnes , l'avoient emporté sur ce zele précipité, qui caufoit de grands maux dans les royaumes de l'Europe , & produisoit peu d'avantages pour la religion en Asie.

Sur ces entrefaites le regent reçut la nouvelle de l'élection d'un pape après quarante jours de conclave. Ce fut le cardinal Jacques , appelé d'Ossa ou d'Osa par les historiens qui ont écrit de lui en Latin , évêque de Porto , natif de Cahors , qui prit le nom de Jean XXII. Si-tôt que Philippe eut avis de cette élection , il l'en fit complimenter par le comte de Forès , & le pria de différer la cérémonie de son couronnement , afin qu'il pût y être présent. Mais après quelques délais que le pape lui accorda avec assez de peine , les affaires de l'état ne permirent point au régent de s'y trouver. Charles , comte de la Marche son frere , & Louis comte d'Evreux son oncle , y assisterent de sa part , & y firent

Election d'un nouveau pape, sous le nom de Jean XXII.

Epist. Joan. pape apud Rainald.

1316.

Continuat. Nangii.

Le régent fait la guerre au comte d'Artois, & pour quoi.

dans la cérémonie la fonction de tenir les rênes du cheval du pape, comme le même comte d'Evreux l'avoit fait avec le comte de Valois au couronnement de Clément V.

Dans le temps que le regent donnoit toute son application à tenir le royaume en paix, il fut obligé de prendre les armes afin d'empêcher Robert d'Artois de continuer les voies de fait contre Mathilde, comtesse de Bourgogne sa tante, pour le sujet que je vais dire.

Robert II, comte d'Artois, qui fut tué à la journée de Courtrai en commandant l'armée Françoise, avoit eu un fils nommé Philippe, mort avant lui d'une blessure, qu'il reçut dans un combat en Flandre. Ce Philippe étoit déjà marié, & laissa en mourant quelques enfans tout jeunes; l'aîné de ces enfans fut Robert, dont je parle. Philippe avoit une sœur nommée Mathilde, mariée à Othon IV, appelé autrement Othelin, comte de Bourgogne. Mathilde après la mort de son pere prétendit que le comté d'Artois lui appartenoit au préjudice de ses neveux enfans de Philippe. Elle fondeoit son droit sur ce que selon la coutume d'Artois la représentation en matiere de succession n'avoit point de lieu, quand il y avoit d'autres héritiers en ligne directe, c'est-à-dire, que quand le fils, par exemple, mouroit avant son pere, les enfans du fils ne représentoient point leur pere pour succéder aux biens de leur ayeul; mais ces biens alloient aux autres enfans de l'ayeul, comme étant plus proches du défunt d'un degré, que ses petits-fils.

Acte de la donation chez Pé-

Continuat. Nangii.

* L'an 1302.

Mathilde & son mari Othon, autorisés par cette coutume demanderent au roi Philippe le Bel l'investiture du comté d'Artois. Les enfans de Philippe y firent opposition: mais comme Othon étoit alors fort puissant à la cour, & qu'il avoit fait donation au roi de son comté de Bourgogne, même au préjudice de ses propres enfans, il obtint l'investiture qu'il demandoit. * On y mit toutefois une clause, que ce seroit sans préjudice du droit que les enfans de Philippe prétendoient y avoir, & sur lequel ils faisoient actuellement leurs instances. (a)

(a) L'an 1308, il y eut à ce sujet une seconde décision de Philippe le Bel. Robert ayant atteint l'âge de sa majorité, qui étoit la vingt-unième année, redemanda Othon

Othon mourut presque aussi-tôt après avoir reçu cette investiture. La comtesse Mathilde demeura en possession de l'Artois : mais dès que Robert , fils aîné de Philippe fut en âge & en état de lui disputer ce comté, il ne manqua pas de le faire. Il en trouva l'occasion favorable dans un soulèvement qui se fit de la noblesse d'Artois contre la comtesse, sous le règne de Louis Hutin, sur ce qu'elle donnoit atteinte à quelques coutumes du pays. Une partie des seigneurs les plus puissans du Vermandois, de la Champagne, & de la Picardie se confédérèrent avec ceux d'Artois pour les seconder. Les seigneurs de Marquevel, d'Hangeft, de Mailli, de Pequigni, de Cayeu, de Fiennes, de Renti, & plusieurs autres entrèrent en cette confédération. La comtesse fort embarrassée eut recours au roi Louis Hutin, qui cita tous ces seigneurs, tant ceux de Champagne que de Picardie & de Vermandois, à comparoître devant lui, pour rendre raison de la hardiesse qu'ils avoient eue, de prendre les armes sans sa permission. Ils comparurent, & ayant demandé pardon au roi, ils obtinrent leur grace : mais ce prince étant mort peu de temps après, ils se confédérèrent de nouveau avec les Artesiens : & ce fut alors que Robert d'Artois, qu'on soupçonna d'avoir été l'auteur secret du premier soulèvement, se mit à leur tête.

Le regent, pour couper pié à ces nouveaux troubles, fit déclarer qu'il mettoit en sa main le comté d'Artois, en attendant qu'on jugeât le procès entre la comtesse & Robert d'Artois ; & envoya le connétable Gaucher de Châtillon, pour obliger la noblesse soulevée à mettre bas les armes : mais il ne fut point obéi, & Robert d'Artois enleva à la comtesse les deux plus considérables places de son comté, savoir Arras & saint Omer. Il fut cité au parlement de Paris, où il refusa de se rendre ; de sorte que Phi-

le comté d'Artois, tant en son nom qu'en celui de ses sœurs. Les parties convinrent de s'en rapporter à l'arbitrage de Philippe le Bel, avec un dédit de cent mille livres, pour celui qui refuseroit de s'y soumettre. Le roi prononça encore en faveur de Mathilde, à la charge qu'elle donneroit à Robert, pour lui & pour ses sœurs

quatre mille livres de rente en fonds de terre, hors de la comté d'Artois, & pour lui seul mille francs aussi en fonds de terre, & vingt-quatre mille francs payables en quatre ans ; ce qui fut exécuté. Voyez les manuscrits de l'académie des belles lettres, tome 10, page 574.

1316.

Meyerus.

Continuat. Nan-
gü.

1316.

lippe fut obligé de s'avancer avec une armée sur la frontière.

Il vint prendre l'oriflamme à S. Denys quelques jours avant la Toussaints. C'étoit la coutume en cette cérémonie, d'exposer sur l'autel la chasse de S. Denys, & celles des autres martyrs qui sont en cette abbaye, & d'y faire toucher l'étendart. Mais comme Philippe n'étoit point encore roi, & qu'il étoit incertain s'il le seroit, on ne fit ni l'un ni l'autre, pour mettre quelque distinction entre le roi & le régent du royaume.

Leur contestation est terminée par deux arbitres.

Le prince étant arrivé à Amiens avec de nombreuses troupes, Robert d'Artois ne se trouva pas en état de lui résister. Il fut obligé de consentir que l'affaire fût mise en arbitrage, ou traitée par les voies ordinaires de la justice. On convint de part & d'autre de choisir des arbitres, & quasi les arbitres ne pouvoient pas terminer le différend, il seroit décidé à la cour des pairs & des seigneurs de France. (a) Que nonobstant tout ce qui avoit été fait par le passé, on remettroit les choses en l'état où elles étoient à la mort de Robert, comte d'Artois, pere de Mathilde, & ayeul de Robert d'Artois; que le comté d'Artois seroit incessamment mis en sequestre entre les mains du comte de Valois & du comte d'Evreux; que Robert d'Artois, qui avouoit que c'étoit lui qui étoit l'auteur de la confédération de la noblesse d'Artois & du voisinage, se constitueroit prisonnier à Paris; mais à condition qu'on écouterait les défenses de cette noblesse, qui prétendoit n'avoir rien fait en cela contre le service de l'état, ni contre le respect dû à la majesté royale.

Robert d'Artois tint sa parole, & se rendit à Paris, où il fut d'abord mis au châtelet, & ensuite à saint Germain des Prés. Ce procès fut terminé quelque temps après à l'avantage de la comtesse, à qui Robert fut obligé de céder le comté d'Artois. On lui fit épouser la fille du comte de Valois pour le consoler. Mais ce jugement eut sous Philippe La reine met au de Valois de très-funestes suites pour le royaume.

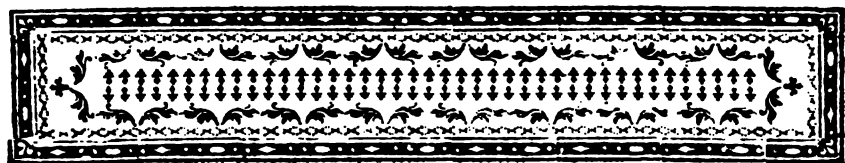
(a) Ce procès fut en effet jugé dans les formes, & décidé par un arrêt de la cour. On en a encore les pièces.

LOUIS X, DIT HUTIN. 227

A peine Philippe étoit-il de retour à Paris, que la reine Clémence mit enfin au monde un prince, à qui l'on donna le nom de Jean. Par cette naissance Philippe demouroit régent, & se voyoit exclus de la couronne: mais la prompte mort de cet enfant la lui assûra bien-tôt. La douleur que la reine avoit conçûe de la mort du roi son mari, lui avoit causé une fièvre quarte qui lui dura jusqu'à ses couches; & altéra tellement le tempérament de son enfant, qu'il ne vécut que sept ou huit jours, & selon d'autres vingt. C'est sans raison que quelques-uns ne le mettent pas au nombre des rois de France: il acquit ce titre en naissant; & il le porta en quelques pieces du thrésor des chartes. Dès qu'il eut expiré, Philippe quitta la qualité de régent, & prit celle de roi.

1316.
*monde un prince,
qui meurt peu a-
près.*





OBSERVATIONS

HISTORIQUES ET CRITIQUES

Sur le regne de Louis X, dit Hutin.

I.

Affaire de Pierre de La Tilly.

LE pere Daniel n'a point parlé de cette affaire, qui ne fit pas cependant moins d'éclat que celle d'Enguerrand de Marigni, sur laquelle il s'est beaucoup étendu.

Pierre de la Tilly, chanoine de l'église cathédrale de Soissons, étoit clerc du roi, c'est-à-dire, secrétaire l'an 1297. On voit au trente-huitieme registre du trésor des chartes, qu'il fut destiné cette année-là pour aller en qualité de commissaire du roi dans les sénéchaullées de Toulouse & d'Albigeois, afin d'y travailler à la conservation ou au rétablissement des droits royaux. Il fut fait ensuite archidiacre de l'église de Châlons sur Marne, dignité qui étoit alors plus considérable qu'elle n'est aujourd'hui, parce qu'elle frayoit le chemin à l'épiscopat; car on prenoit ordinairement pour évêque ceux qui tenoient un rang considérable dans les chapitres des cathédrales. La Tilly n'étoit encore qu'archidiacre de Châlons, lorsqu'il fut fait garde des sceaux dans un parlement que le roi Philippe le Bel tint à Poissi, l'an 1313, & quelques mois après il fut élu & confirmé évêque de Châlons sur Marne.

Philippe étant mort à Fontainebleau l'an 1314, les ministres qu'il avoit honorés de sa confiance n'eurent pas le même crédit sur l'esprit de Louis Hutin son fils & son successeur. Celui-ci fut absolument gouverné par le comte de Valois son oncle, qui résolut de les perdre. On accusa la Tilly de deux crimes énormes. Le premier d'avoir fait empoisonner le roi Philippe le Bel, son maître & son bienfaiteur. Le second d'avoir fait pareillement périr par le poison l'évêque auquel

il avoit succédé dans le siège de Châlons sur Marne, qui s'appelloit à ce que l'on croit Jean de Chateau-Vilain. Cette affaire fut poursuivie avec beaucoup de chaleur. On ôta les sceaux à la Tilly, mais comme il étoit évêque, il fallut recourir à la puissance ecclésiastique pour lui faire son procès.

On engagea donc Robert de Courtenai archevêque de Reims, son métropolitain à le faire arrêter, & à convoquer un concile provincial pour le juger. Le concile fut indiqué à Senlis pour le sixième d'Août l'an 1315. Le roi lui-même écrivit une lettre circulaire aux évêques de la province de Reims, pour les presser de se trouver au concile.

Cette lettre se voit au quatrième tome du Spicilege, & parce qu'il falloit au moins douze évêques pour porter un jugement, on invita pareillement quelques évêques des provinces voisines. Pierre de la Tilly comparut au concile de Senlis. Mais avant que de répondre sur les deux crimes dont on l'accusoit, il demanda qu'on le remit en liberté, & qu'on lui rendit ses biens dont on l'avoit dépouillé. Sa demande fut trouvée juste, & le concile jugea que la captivité & la privation des biens étoient des peines trop graves pour qu'on les fit souffrir à un homme de son caractère, sans qu'on eût avéré les crimes dont on l'accusoit.

Comme l'accusé entendoit parfaitement les affaires, il pria le concile d'informer, selon les regles, ce qu'on ne put lui refuser. Ainsi la procédure traîna en longueur, d'autant plus que les évêques qui le regardoient comme une victime de la passion de ses ennemis, n'avoient aucune envie de le condamner.

Le roi à la persuasion du comte de Valois, qui s'étoit rendu maître de son esprit, fit transférer le concile à Paris, dans l'espérance que sous les yeux de la cour la procédure deviendroit plus vive & plus animée; cependant elle continua avec la même lenteur. Plusieurs évêques s'absentoient du concile, & ne s'y trouvoient presque jamais en nombre compétent. Enfin après diverses prorogations, on assembla à Senlis un concile de 21 évêques, où l'on avoit appelé les archevêques de Rouen de Sens & de Bourges. La Tilly en sortit absous & justifié. Le comte de Valois se croyoit si sûr de la condamnation qu'il avoit fait élire son chambellan évêque de Châlons, à la place de la Tilly. Mais cette élection demeura sans effet, & la Tilly mourut paisiblement dans son évêché le 15 de Mars de l'année 1327. Il fut enterré dans sa cathédrale avec une épitaphe rapportée par François du Chêne, où l'année de sa mort est marquée, mais le jour où il mourut n'est marqué que dans le Nécrologe de l'église de Châlons sur Marne.

Il y a tout lieu de croire que ce prélat étoit innocent des crimes qu'on lui imputoit, & qu'il ne fut pas seulement sauvé par la faveur

des tribunaux ecclésiastiques. Quelle apparence qu'il eût voulu hâter la mort de Philippe le Bel, qui le comblait de biens, & dont la vie lui étoit si nécessaire pour la durée de sa fortune ! Quand on accuse des ministres & des favoris d'avoir abrégé les jours du prince qui les a élevés, il semble qu'une pareille accusation se détruise elle-même, puisque l'état où ils se trouvent après sa mort prouve sensiblement combien ils avoient d'intérêt de prolonger une vie qui seule pouvoit les mettre à couvert des poursuites de leurs ennemis.

Etienne de Mornai, qui étoit chancelier du comte de Valois fut fait chancelier de France après la disgrâce de la Tilly.

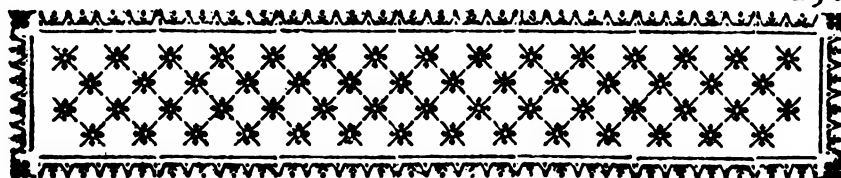
II.

Procès d'Enguerrand de Marigni.

ON n'entreprend pas ici de reprendre toute la suite de cette affaire, qui a été très-bien développée par le pere Daniel. On se contentera de suppléer à quelques omissions. Le vrai nom d'Enguerrand de Marigni étoit *le Portier*, auquel il ajoutoit celui de Marigni, parce qu'un de ses ancêtres nommé Hugues avoit épousé Mahaud, héritière de la maison de Marigni.

Outre la jalousie qui accompagne toujours les grandes fortunes, on prétend que le comte de Valois conçut une haine violente contre ce ministre à l'occasion d'un différend survenu entre le comte d'Harcourt & le seigneur de Tancarville, au sujet d'un moulin dont chacun d'eux prétendoit avoir la propriété. Le comte de Valois avoit pris le parti du comte d'Harcourt : mais le jugement de cette affaire ayant été renvoyé à Enguerrand de Marigni, il donna gain de cause au seigneur de Tancarville, malgré les vives sollicitations du comte de Valois, qui trouva dans la suite occasion de s'en venger.





SOMMAIRE

DU REGNE

DE PHILIPPE V, DIT LE LONG.

S *ACRE* de Philippe le Long. On lui conteste son droit à la couronne. La contestation est décidée, & le droit de Philippe confirmé. Son soin pour affermir la paix dans le royaume. Affaires de Flandre. Projet de traité sans fruit, suivi d'une trêve. La Flandre mise en interdit, & pourquoi. Les Flamans consentent à la paix. Le traité en est signé par le roi. Affaires d'Angleterre. Factions des Guelfes & des Gibelins, renouvelées en Italie. Le roi y marche pour la défendre. Il revient en France mécontent de son expédition. Il pense au voyage de la Terre-sainte, & le pape l'en détourne. Conspiration tramée par les Infideles avec les Juifs de France. La conspiration est découverte & l'on en punit les auteurs. Le roi tombe malade & meurt. Caractere de ce prince. Etablissemens qu'il fit ou qu'il projetta. Son zele pour le recouvrement de la Terre-sainte. Ses enfans.

1316.

1317.

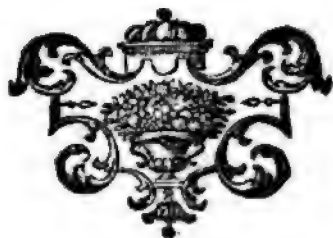
1318.

1319.

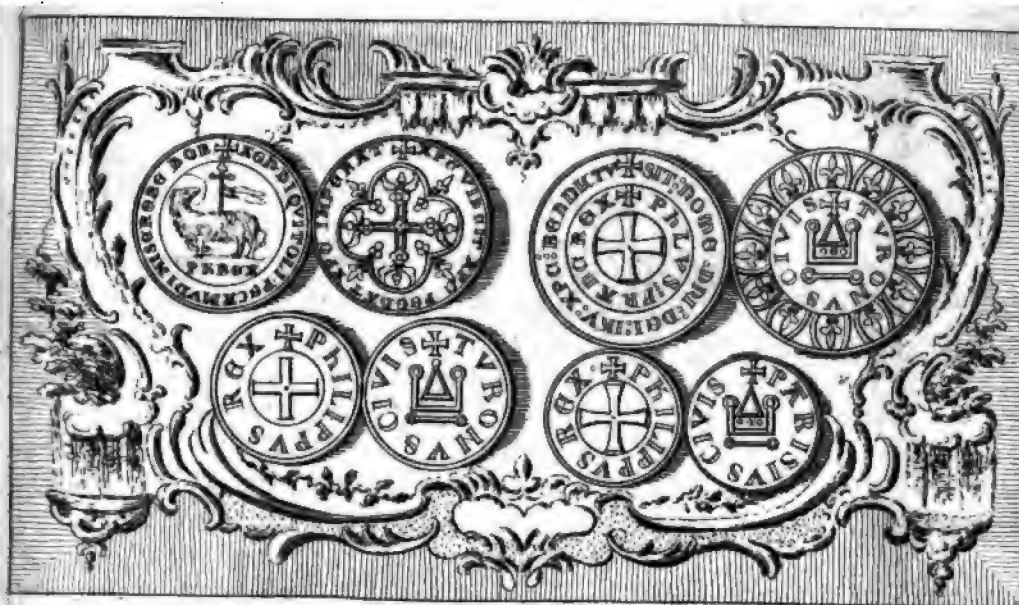
1320.

1321.

1322.

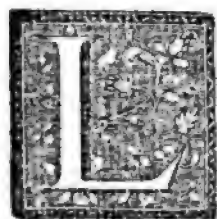


HISTOIRE



HISTOIRE DE FRANCE.

PHILIPPE V, DIT LE LONG.



A succession de la couronne de France , qui depuis Hugues Capet , tige de la troisieme race de nos rois , avoit toujours été transmise en ligne directe de pere en fils dans la personne de treize rois , passa pour la premiere fois à la ligne collatérale , du neveu à l'oncle. Philippe, alors âgé de vingt-trois ans , étoit le premier prince du sang royal entre plus de trente qui vivoient alors , sortis des branches de Valois , d'Alençon , d'Evreux, de Bourbon , d'Artois , d'Anjou , de Dreux , de Bretagne ,

Tome V.

Gg

1316.

Sacre de Philippe le Long.

*Sainte-Marthe.
Continuat. Nan-
gii.*

1316.

& de quelques autres. Il fut sacré à Reims avec la reine Jeanne sa femme, le dimanche d'après les Rois, en présence de ses deux oncles Charles de Valois & Louis comte d'Evreux, & grand nombre de pairs & de seigneurs. Mathilde comtesse d'Artois, mere de la reine y assista aussi, & en qualité de pair de France, elle soutint la couronne sur la tête du roi avec les autres pairs; ce qui parut fort extraordinaire, la chose ne convenant gueres à une femme, & étant sans exemple (a). Plusieurs en furent fort choqués. Il y eut aussi dans ce sacré une contestation pour la préséance entre l'évêque de Beauvais & l'évêque de Langres; & l'évêque de Beauvais l'emporta.

*On lui conteste
son droit à la couronne.*

Quoique le droit du roi à la couronne fût incontestable, on ne laissa pas de le lui contester. Louis Hutin avoit eu, comme j'ai dit, une fille nommée Jeanne, de la reine Marguerite de Bourgogne sa premiere femme. Eudes duc de Bourgogne, frere de cette reine, & oncle de la jeune princesse, soutint que par le droit naturel, & par le droit civil, elle devoit succéder au roi Jean son frere avant Philippe, oncle de ce prince. Il ne voulut point se trouver à son couronnement; il fit faire en son nom opposition au sacré, & protester en présence des pairs & des prélats, qu'on ne devoit point procéder au couronnement de Philippe, qu'on n'eût examiné le droit de la princesse Jeanne. On disoit même que le comte de Valois, chagrin de ce que Philippe avoit emporté sur lui la régence, favorisoit sous-main le parti du duc de Bourgogne. Charles comte de la Marche, frere du roi, affecta aussi de se ranger du côté des mécontents, dans l'espérance, sans doute, d'obtenir par cette voie quelque augmentation de son apanage; car il étoit contre ses plus essentiels intérêts, qu'on écoutât les prétentions du duc de Bourgogne, en faveur de Jeanne, vû qu'elles l'éloignoient lui-même du throne, où il monta en effet quelques années après. Il se comporta d'une maniere qui dut beaucoup déplaire au roi: car étant venu à Reims pour le sacré, il en

Ibid.

(a) Cette comtesse avoit aussi séance au parlement, en qualité de pair, ainsi qu'il est rapporté dans les actes du différend entre Charles de Blois & le comte de Montfort, pour le duché de Bretagne. *D'Argentré histoire de Bretagne*, l. 5, p. 391.

fortit dès le matin avant la cérémonie, lorsqu'on s'y attendoit le moins, & sa retraite jointe à la protestation du duc de Bourgogne, causa tant d'inquiétude, que pendant qu'on sacra le roi, on tint les portes de la ville fermées, & l'on s'en assura par des corps de garde.

1316.

Le roi ne voulant rien négliger dans une affaire de cette importance, où les moindres scrupules que l'on fait naître dans l'esprit des peuples, suffisent pour exciter de grands mouvemens, convoqua une assemblée pour le jour de la Purification, où un grand nombre de noblesse, presque tous les prélats, & les plus considérables bourgeois de Paris se trouverent. L'université y fut aussi appelée. L'assemblée se tint en présence du cardinal Pierre d'Arablai, qui avoit été chancelier de France. On examina les loix & la coutume de l'état pour la succession à la couronne. La chose étoit trop certaine pour souffrir de la difficulté : mais il fut arrêté par un nouveau décret, avec le consentement unanime de tous les assistans, que les femmes étoient incapables de succéder à la couronne de France. Le couronnement du roi fut unanimement confirmé, & tous s'obligèrent par serment à lui obéir ; & après lui à Louis son fils, comme à leurs légitimes souverains. Mais ce serment fut fort inutile à l'égard du jeune prince, car le roi son pere, qui n'avoit que lui de fils, eut la douleur de le voir mourir peu de jours après au commencement du carême. Les docteurs, ou maîtres de l'Université approuverent généralement le serment : mais soit qu'on ne l'exigeât pas d'eux, soit pour quelque autre raison qui n'est pas marquée, ils ne le firent pas.

La contestation est décidée, & le droit de Philippe confirmé.

Ibid.

Après un acte si authentique, personne n'osa plus contester le droit du roi, quoiqu'il y eût encore bien des mécontents qui tâchoient sous-main de brouiller l'état. De ce nombre étoient la reine Clémence, le comte de Valois, & le comte de la Marche ; c'est ce que l'on voit par quelques lettres secretes du pape au roi, & par celles qu'il écrivit à quelques-uns de ceux que je viens de nommer, pour les exhorter à demeurer dans le devoir ; & supposé qu'ils ne le fissent pas, Renaud, archevêque de Bourges, eut ordre de les excommunier. Les choses enfin se pacifierent : & le roi pour

1316.
Epist. Joan. pa-
pæ apud Rainald.

*Son soin pour af-
fermir la paix dans
le royaume.*

Trésor des char-
tes au registre
coté 55.

Meyerus.

gagner le duc de Bourgogne, dont il appréhendoit les intrigues, lui fit épouser Jeanne de France sa fille aînée, à laquelle il donna en dot le comté de Bourgogne. Par là Eudes devint possesseur des deux Bourgognes. Il n'y eut rien de changé à l'égard de la Navarre, dont le roi garda la régence jusqu'à la majorité de Jeanne de France sa niece, & même il prit dans la suite le titre de roi de Navarre avec celui de roi de France, sans qu'il paroisse que le duc de Bourgogne s'y soit opposé.

Le roi, qui avoit extrêmement à cœur l'exécution du vœu qu'il avoit fait du voyage d'outre-mer, souhaitoit fortement de voir la paix bien affermie dans son état. Il y avoit encore en diverses provinces du royaume des dispositions au soulèvement. C'étoient les suites de ces confédérations des seigneurs, dont j'ai parlé sur la fin du regne de Philippe le Bel, & au commencement de celui de Louis Hutin. Plusieurs villes des plus considérables du royaume paroissoient mécontentes du gouvernement. Leurs plaintes, aussi bien que celles de la noblesse, étoient fondées sur ce que l'on violoit leurs privilèges, & tous demandoient que les choses à cet égard fussent remises sur le pié qu'elles étoient sous le regne de saint Louis. Le roi envoya des commissaires en divers endroits pour étouffer ces semences de révolte, dissiper ces confédérations, écouter les griefs de la noblesse & des peuples, & leur déclarer que son intention étoit de réformer tous les abus conformément aux usages observés du temps de saint Louis. Il paroît qu'il vint à bout de ramener les esprits par la prudence des commissaires, & par diverses assemblées qu'il fit à Paris & dans les provinces, tant de la noblesse, que des plus considérables bourgeois des villes. Le plus grand obstacle qu'il eut à vaincre, pour procurer la paix à son royaume, fut la fierté des Flamans. Ces peuples lassés eux-mêmes de la guerre, vouloient aussi la paix, & pressoient leur comte de la conclure : mais la chose étoit difficile, d'autant que le roi prétendoit la faire en souverain, & que les Flamans accoutumés par la longueur de la guerre à regarder les rois de France comme ennemis, avoient presque oublié qu'ils étoient sujets.

PHILIPPE V, DIT LE LONG. 237

Dès le commencement de la régence de Philippe il y avoit eu quelque négociation à ce sujet. Les Flamans avoient envoyé des députés à Paris , & leur avoient ordonné de faire leur possible , pour obtenir des conditions dont ils pussent s'accommoder. Il se fit un projet de traité par le moyen du comte de Savoye & des comtes de Valois & d'Evreux , dont les principaux articles étoient : Que les Flamans enverroient au régent , pour lui demander pardon des grandes offenses qu'ils avoient commises contre le roi son pere , contre le roi son neveu , & contre lui. Que le comte de Flandre s'obligerait à passer la mer avec le régent , pour aller combattre les infideles. Que la citadelle de Courtrai , incontinent après la publication de la paix , seroit démolie , sans pouvoir jamais être rétablie , & qu'on en enverroit les pierres en France. Que Lille , Douai & Bethune demeureroient réunies à perpétuité au domaine de la couronne. Que Robert de Cassel , fils du comte de Flandre , pour expier les torts & les ravages qu'il avoit faits sur les terres de France , feroit le voyage de S. Jacques en Galice , & quelques autres pèlerinages aux lieux de dévotion les plus célèbres en France. Que le régent feroit raser la citadelle de Cassel , en la rendant au comte de Flandre : mais qu'elle ne lui seroit point rendue , que trois ans après qu'il auroit fait démanteler Gand , Bruges & Ypres. Que le comté de Flandre fût assuré à Louis , fils du comte de Nevers , & petit-fils du comte de Flandre , en cas que le comte de Nevers mourût avant son pere , sans que les autres fils du comte de Flandre y pussent rien prétendre. Que les différends , qui étoient entre les Flamans & le comte de Hainaut fussent remis à l'arbitrage du régent. A ces conditions le comte de Flandre & la comtesse sa femme devoient être rétablis dans leur pairie , dont ils ne pourroient être privés que dans les cas , pour lesquels les pairs de France perdent leur domaine par le jugement des autres pairs ; & l'on rétablissoit les Flamans dans tous leurs privilèges.

Ce projet de traité fut fait à Paris , au mois de Juin , au commencement de la régence de Philippe , & fut porté en Flandre. Les Flamans ne purent s'en accommoder : le com-

1316.
Affaires de Flandre.

Projet de traité sans fruit.

1316.

te de Flandre refusa de venir à Paris pour le signer. Plusieurs vaisseaux François furent enlevés par les Flamans, qui prétendirent que la suspension d'armes n'étoit que pour la terre, & la guerre recommença. Le régent fit saisir de nouveau Nevers & Retel, qui avoient été rendus à Louis de Nevers fils du comte de Flandre, parce qu'étant venu à la cour, il avoit paru bien intentionné pour le rétablissement de la paix. Il envoya des troupes du côté de S. Omer, sous la conduite du comte d'Evreux, qui firent le dégât en Flandre; & si-tôt qu'il fut roi, il fit marcher une nouvelle armée, commandée par le duc de Bourgogne, & le connétable Gaucher de Châtillon, qui mirent tout à feu & à sang jusqu'à Bergues. On parla quelque temps après d'une treve; & ce fut Louis, comte de Nevers, fils aîné de Robert, comte de Flandre, qui la propofa.

Le comte de Nevers étoit aimé en France, & malgré la guerre, il ne laissoit pas de faire sa cour au roi: & ce n'étoit pas sans raison. Quoique son pere fût vieux, il appréhendoit de mourir avant lui, & que ses freres ne s'emparassent du comté de Flandre au préjudice de Louis son fils. Il connoissoit l'humeur capricieuse des Flamans, & n'osoit s'y fier. C'est pourquoi il pensa à se faire un appui en France, pour soutenir les droits de son fils, & demanda en mariage la fille du comte de Valois, espérant qu'en vertu de cette alliance, son fils, quoi qu'il arrivât, seroit toujours soutenu par le roi. La proposition du mariage avoit déjà été faite, non pas avec la fille du comte de Valois, mais avec celle du comte d'Evreux: & c'étoit en considération de ce mariage, que dans le projet du traité de paix, dont j'ai parlé, on fit mention de la succession du comte de Flandre en faveur du fils du comte de Nevers. Mais le comte de Valois aima mieux voir sa fille que sa niece, comtesse de Flandre, & il fit aisément tourner le comte de Nevers de son côté, ayant en France une toute autre considération que son frere le comte d'Evreux.

Chronicon Nan-
gii.

Suivi d'une treve.

Le comte de Nevers fit donc en sorte que la treve fut conclue pour jusqu'à la Pentecôte de l'année 1317, & afin d'y venir plus sûrement à une solide paix, on mit une clause

dans le traité, que durant ce temps-là on prioit le pape d'en être le médiateur, en le faisant arbitre & maître absolu de tout.

1316.
Meyerus.

Le comte de Nevers fut encore plus heureux qu'il n'avoit espéré ; car comme il parloit au roi du mariage de son fils avec la fille du comte de Valois, le jour étant déjà pris pour la cérémonie des nœces, le roi lui demanda s'il ne seroit pas aussi content de donner son fils à Marguerite de France sa fille, que de lui faire épouser celle du comte de Valois. Cette proposition surprit agréablement le comte, qui l'accepta sans balancer : & ainsi le roi, sous prétexte d'ôter tout sujet de jalousie entre ses deux oncles, les supplanta tous deux, & on commença à travailler à la paix.

Le roi envoya pour ce sujet Henri de Sulli & Pierre Chappe à Avignon, où Robert de Cassel & les députés des principales villes de Flandre se rendirent. Après plusieurs conférences, comme il restoit plusieurs articles sur lesquels on ne pouvoit convenir, les plénipotentiaires François dirent, qu'il falloit s'en rapporter à la décision du pape, conformément au dernier traité de treve. Les Flamans, qui avoient fait leurs réflexions sur ce point-là, appréhendant qu'un pape François de nation, & qui avoit de grandes raisons de ménager le roi de France, ne lui sacrifiât leurs intérêts, dirent qu'ils n'avoient point d'ordre de conclure sans communiquer le traité à leur maître, & aux principales villes de Flandre. Dès le même jour Robert de Cassel disparut, & s'enfuit en Flandre, & n'y fut pas plutôt, qu'il assembla des troupes, avec lesquelles il assiégea les châteaux de Courtrai & de Cassel.

Le roi fut indigné d'un tel procédé : mais il n'avoit point de troupes sur pié, & il apprit bientôt que ces deux châteaux, faute de vivres, étoient sur le point de tomber entre les mains de l'ennemi. Cette fâcheuse conjoncture l'obligea de consentir à la proposition qui lui fut faite touchant la démolition de ces deux places, qu'il perdit avec moins de peine, parce que son ennemi n'en profitoit pas. La treve continua jusqu'à la Pentecôte selon le traité : & elle ne fut

*La Flandre mise
en interdit, &
pourquoi.*

1317.

pas plutôt expirée, que le pape irrité de l'inconstance où du peu de sincérité des Flamans, mit la Flandre en interdit; & en même temps le roi y envoya une armée sous le commandement du connétable, qui alla camper sous S. Omer, tandis qu'un grand détachement de cavalerie se postoit auprès d'Aire sous les ordres de Henri de Sulli.

1318.

*Les Flamans
consentent à la
paix.*

Robert, comte de Flandre, pour s'opposer à cette armée, donna rendez-vous à la sienne auprès de Cassel: mais la crainte des censures du pape rallentit fort l'ardeur des Flamans, & plusieurs s'excusèrent de servir. Le comte eut recours à son manège ordinaire: & pour détourner l'orage qui le menaçoit, il proposa une nouvelle conférence. L'impatience où l'on étoit en France de finir une guerre où l'on ne gagnoit rien, & qui coûtoit depuis long-temps beaucoup à l'état, fit qu'on lui accorda ce qu'il demandoit. On y conclut encore une treve pour un an. Enfin, après bien des négociations, des prolongations de treves, bien des souplesses du comte de Flandre, beaucoup de patience du côté de la cour de France, la paix fut faite par l'adresse du cardinal Goscelin, que le pape avoit chargé de terminer cette affaire.

1319.

Meyerus.

Il fut arrêté que Louis, comte de Nevers & de Rhetel; petit-fils du comte de Flandre, épouserait Marguerite de France, fille du roi; que Louis succéderait au comte de Flandre, quand même son pere mourrait avant son ayeul; que Lille, Douai, & Orchies demeureraient au roi; que les Flamans lui payeraient une grosse somme d'argent, les uns la font monter à deux cents mille livres, d'autres plus haut, & d'autres disent qu'elle n'étoit que de quatre-vingts-dix mille livres. Ils s'obligèrent de plus au roi par serment, de prendre les armes contre leur comte, en cas qu'il violât le traité de paix en quelqu'un des articles. Le traité fut conclu le deuxième de Juin de l'an 1320, & signé par le roi au mois d'Août suivant, seize ans après le traité du camp devant Lille, qui ayant fini une assez longue guerre, avoit été peu de temps après la source d'une autre encore plus opiniâtre, à cause de la dureté des conditions qu'on avoit imposées aux Flamans: exemple qui montre que les traités les plus

1320.

*Le traité en est
signé par le roi.*

plus glorieux ne sont pas toujours les plus avantageux, & que la modération du vainqueur sert quelquefois à lui rendre sa victoire plus utile, en faisant que les fruits en soient plus durables.

1320.

L'occupation que les affaires de Flandre donnoient au roi, ne l'empêcherent pas de sommer Edouard II, roi d'Angleterre, de lui venir rendre en personne son hommage en France, pour la Guienne & le comté de Ponthieu : mais ce prince s'en excusa sur les affaires qui l'obligeoient à ne pas s'éloigner de son royaume. Ses excuses furent bien reçues, soit en considération d'Isabeau de France, reine d'Angleterre, sœur du roi, soit plutôt parce qu'on étoit peu en état de l'y forcer, à cause de l'épuisement du trésor royal : car d'ailleurs nos rois avoient jusqu'alors tenu pour maxime, & avec grande raison, d'exiger de leurs vassaux à la rigueur ces sortes de devoirs, dont l'omission ne manque jamais dans la suite d'être tirée à conséquence. Sanche, roi de Majorque, vint aussi à Paris, afin de faire hommage au roi pour Montpellier, qui étoit encore du domaine de la maison d'Arragon.

Affaires d'Angleterre.

Du Tillet, Recueil des traités de France & d'Angleterre.

La même année que la paix fut faite avec les Flamans ; Philippe, fils du comte Charles de Valois, revint avec peu de gloire d'Italie, où le roi lui avoit permis de conduire des troupes pour la raison que je vais dire. Il y avoit depuis quelques années un grand schisme dans l'Empire. Les électeurs, après la mort de l'empereur Henri de Luxembourg, s'étoient partagés, & avoient élu les uns Fridéric d'Autriche, & les autres Louis de Baviere, tous deux cousins germains, mais qui n'en furent pas moins opiniâtres ennemis. Ces divisions donnerent moyen aux factions des Guelfes & des Gibelins, si funestes depuis long-temps à l'Italie, de s'accroître, & de ranimer leur haine naturelle. Les Guelfes avoient toujours été pour le Saint siège, & les Gibelins pour les empereurs & les rois des Romains. Mais comme il y avoit alors deux rois des Romains en armes l'un contre l'autre, les Gibelins ne purent être pour l'un & pour l'autre. Ils se déclarerent pour Louis de Baviere ; ce qui fit que les Guelfes prirent le parti de Fridéric. Le roi de Sicile, nommé aussi

Factions des Guelfes & des Gibelins, renouvelées en Italie.

1320.

Fridéric, prit le parti des Gibelins, & Robert, roi de Naples celui des Guelfes. Durant ces troubles, & pendant les autres guerres dont ils avoient été précédés, il s'étoit élevé en Italie plusieurs petits tyrans, qui s'étoient emparés de la domination des principales villes, & ces villes après avoir secoué le joug des empereurs & des papes, s'en étoient par là imposé un bien plus dur. Le pape jusqu'alors avoit affecté de ne confirmer ni l'une ni l'autre des élections des deux rois des Romains. Quelques-uns même crurent que son dessein étoit de faire tomber cette couronne à quelqu'un des princes de la maison de France. Mais cependant comme Fridéric d'Autriche avoit pour lui les Guelfes anciens partisans des papes contre les empereurs, le pape penchoit beaucoup plus de ce côté-là que de l'autre.

Joan. Villani,
lib. 9, cap. 102.

Entre ces petits tyrans d'Italie qui suivoient la faction Gibeline, les Viscomti de Milan étoient les plus redoutables & les plus déclarés contre le pape. Maffeo Viscomti étoit pere de quatre fils tous grands capitaines. Il s'étoit non-seulement rendu maître de Milan, mais encore de Pavie, de Plaisance, de Novare, de Verceil, d'Alexandrie, & de plusieurs autres places de Lombardie, & faisoit trembler toute l'Italie. Il assiégeoit Genes, malgré la défense & les excommunications du pape, à qui il ne fit point d'autres réponses, lorsqu'il lui envoya ordre d'en lever le siège, sinon que c'étoit une place de l'Empire, & non pas de l'Eglise, dont il ne devoit pas se mêler. Ce fut à cette occasion que le pape traita avec Philippe, fils du comte de Valois, & lui donna la qualité de lieutenant général de la sainte Eglise, pour la défendre contre les tyrans d'Italie, & sur-tout contre Viscomti, qui avoit pris d'abord le titre de vicaire de l'Empire pour le roi des Romains Louis de Baviere; mais depuis, il prit celui de seigneur de Milan.

Philippe de Valois
mar. he en Ita-
lie.

Philippe de Valois accepta avec joie cette dignité, & marcha en Italie suivi de beaucoup de noblesse François. Il se rendit à Ast, où il devoit être joint par le cardinal Poget, qui lui amenoit huit cents chevaux, partie Provençaux, partie Gascons. Son pere Charles de Valois lui envoyoit aussi un

renfort considérable. Il en devoit encore recevoir d'autres du roi de Naples, de la ville de Boulogne, de Sienne, de Florence, & tout cela réuni auroit fait une armée nombreuse, devant laquelle les Viscomti n'auroient osé paroître: mais un peu trop de précipitation dans un jeune prince impatient de se signaler, rendit inutiles tous les projets du pape.

1320.

Philippe s'avança jusqu'à Mortare, n'ayant pas avec lui plus de quinze cents chevaux. Son dessein étoit d'aller à Verceil soutenir la faction des Guelfes, qui étoient maîtres d'une partie de la ville, & qui en venoient tous les jours aux mains avec les Gibelins, lesquels s'étoient emparés de l'autre.

Maffeo Viscomti ayant eu avis de cette marche, & appréhendant que les Gibelins de Verceil, qui commençoient à manquer de vivres, ne fussent obligés d'abandonner la ville, fit marcher promptement de ce côté-là Galeace Viscomti son fils avec un corps de troupes beaucoup plus nombreux que celui des François. Quand Philippe en eut avis, il envoya vers Galeace lui demander s'il prétendoit en venir à un combat avec lui. Il répondit, qu'il étoit zélé serviteur du roi de France & du comte Charles de Valois, ayant eu l'honneur d'être fait chevalier de sa main; que son intention n'étoit point du tout d'attaquer les François, mais seulement de secourir ses alliés. Ce prince lui renvoya dire; que s'il entreprenoit de faire passer des vivres aux Gibelins de Verceil, il le trouveroit en chemin pour l'en empêcher. Galeace repartit, qu'il feroit tous ses efforts pour faire passer son convoi, & que si on l'attaquoit, il se défendrait.

Villani.

Philippe voyant bien qu'il en faudroit venir aux mains, quitta le poste où il étoit, & se campa avantageusement sur le chemin de Verceil, espérant toujours d'être joint par les troupes dont j'ai parlé: mais Galeace les avoit prevenues, & s'étoit mis entre elles & le prince.

Galeace ne fut pas long-temps sans paroître à la vue de la cavalerie Française. Un escadron de la cavalerie Allemande très-bien montée & très-bien armée marchoit devant; ensuite venoit le convoi au milieu d'un grand corps de trou-

1320.

*Il revient en
France mécontents
de son expédition.*

Villani.

*Il pense au voyage
de la Terre-
sainte, & le pape
l'en détourne.
Apud Rainald.*

pes ; & puis le général à la tête de l'arrière-garde beaucoup plus nombreuse : de sorte que Galeace avoit dix hommes contre un.

Alors Philippe voyant la partie si inégale , envoya prier Viscomti de faire alte , & lui dire , qu'il feroit bien-aïse d'avoir une conférence avec lui. Viscomti vint aussi-tôt ; & s'étant avancés tous deux entre les deux armées , ils eurent ensemble un long entretien plein d'honnêteté de part & d'autre , ainsi qu'on le remarqua à leur contenance : car ils étoient seuls , & ne firent part à personne de ce qui s'y étoit dit. Ensuite ils allèrent de compagnie à Verceil , & après que Philippe y eut demeuré quelques jours , il retourna en France , faute d'argent pour payer ses troupes , rejetant la faute de tout sur le pape & sur le roi de Naples , qui ne lui en avoient pas fourni , comme ils s'y étoient engagés. La vérité est , qu'il se laissa tromper & trahir par Bernard de Marceuil , gentilhomme banni de France , qui avoit été corrompu par l'argent de Viscomti , & qui pour se venger du roi , conseilla à Philippe de ne pas attendre le reste de ses troupes à Ast , en lui faisant accroire qu'il n'auroit qu'à se présenter devant Verceil pour s'en rendre maître. Cette expédition , par toutes ces circonstances , fit grand tort à la réputation de ce jeune prince , qui monta depuis sur le throne de France.

Le royaume étoit alors tout-à-fait tranquille : ce qui fit que le roi pensa plus sérieusement que jamais à l'expédition de la Terre-sainte ; & au lieu que les papes avoient souvent eu beaucoup de peine à engager les princes à s'acquitter de ce vœu , quand ils l'avoient fait dans quelque moment de ferveur , ou par politique , il fallut que le pape modérât l'ardeur de Philippe là-dessus. Car comme ce prince le pressoit de hâter cette expédition , il lui écrivit une lettre , pour lui représenter qu'en égard à l'état où se trouvoit l'Europe , il ne convenoit pas d'y penser , au moins si-tôt ; que l'Angleterre & l'Ecosse étoient en guerre l'une contre l'autre ; que l'Allemagne étoit déchirée par les guerres civiles ; qu'il n'y avoit entre les rois de Naples & de Sicile , qu'une trêve prête de finir ; que les rois d'Espagne avoient à se défendre

contre les Maures ; que l'Italie étoit par-tout en proie aux factions des Guelfes & des Gibelins ; qu'il n'y avoit pas jusqu'aux rois de Chypre & d'Arménie, que le voisinage des Mahométans devoit tenir les plus unis, qui ne fussent en mauvaise intelligence ; qu'il falloit avant toutes choses travailler à pacifier l'Europe ; que si nonobstant toutes ces importantes considérations il persistoit dans sa résolution, il devoit bien examiner avant que de s'engager à une telle entreprise, s'il étoit en état de soutenir seul le poids de la guerre, & prendre sur cela l'avis des seigneurs de son royaume, & des personnes les plus sages de son conseil.

Cette lettre fit, comme elle devoit, impression sur l'esprit du roi : mais il ne laissa pas de continuer à prendre ses mesures pour ce dessein ; & les princes infidèles en furent si persuadés, qu'ils pensèrent de leur côté à le rompre de quelque manière que ce fût ; & ils prirent pour cela le moyen le plus détestable qu'on eût jamais imaginé.

Ils avoient su que les Juifs ayant été chassés de France, & dépouillés de leurs biens par Philippe le Bel à cause de leurs excessives usures, y avoient été rappelés par Louis Hutin son fils, pour de l'argent, dont il avoit grand besoin. Ils jugèrent bien que ce rétablissement intéressé n'avoit pas éteint dans le cœur des Juifs la haine qu'ils avoient conçue contre la France pour leur exil, & pour l'enlèvement de leurs biens ; & que haïssant encore plus les Chrétiens, qu'ils ne haïssent les Mahométans, ils contribueroient volontiers au moins à la ruine des Chrétiens de France.

Ils les trouverent d'autant mieux disposés à écouter leur proposition, que tout récemment on leur avoit fait de très-cruels traitemens en France, quoique ce fût contre la volonté du roi, & que les auteurs en eussent été punis. C'étoit une troupe de scélérats de la lie du peuple, & de gens de la campagne, à qui on donna le nom de Pastoureaux, parce qu'il y avoit parmi eux plusieurs bergers. Une pareille canaille du temps de saint Louis avoit porté le même nom, & causé les mêmes désordres, & s'étoit attroupée sous un semblable prétexte, d'aller délivrer la Terre-sainte de la tyrannie des infidèles. Ceux dont il s'agit avoient à leur

H h iij

tête un curé ; qui avoit été privé de sa cure pour ses crimes, & un moine apostat de l'ordre de saint Benoît.

Ils commettoient les plus horribles violences dans tous les lieux où ils passaient : ils eurent l'insolence de venir forcer le châtelet de Paris, d'où ils tirèrent quelques-uns de leur faction qu'on y avoit mis en prison, & se rangerent ensuite en bataille dans le pré aux Clercs, prêts à donner combat, si on les eût poursuivis. Ils allèrent delà en Languedoc ravageant les provinces par où ils prirent leur route. Ils reçurent là la punition de leurs crimes. Celui qui y commandoit pour le roi ayant assemblé quelques troupes, donna sur eux, en prit un grand nombre qu'il fit pendre, & en peu de temps le reste fut dissipé.

C'étoit principalement contre les Juifs qu'ils exerçoient leur fureur, sous ombre que c'étoient des ennemis de Jesus-Christ. Ils en firent périr cruellement un très-grand nombre, & irritèrent jusqu'à la fureur cette nation contre les chrétiens de France.

Conspiration tramée par les Infidèles, avec les Juifs de France.

Invent. des chartes, tome 7.

Ce fut dans cette conjoncture, que les rois de Grenade & de Tunis, tous deux Mahométans, animés sans doute par les Mahométans d'Asie, qui se voyoient menacés d'une croisade, tramerent une conspiration avec les Juifs de France. Elle consistoit à empoisonner les puits & les fontaines par tout le royaume, & à y causer par ce moyen une telle mortalité, qu'il fût impossible d'y trouver assez de soldats, pour l'expédition que le roi méditoit.

L'entreprise parut dangereuse à ceux des Juifs à qui on la proposa. Ils dirent qu'on les veilloit de trop près en France, pour pouvoir se charger de l'exécution d'un tel dessein : mais ils promirent de faire ensorte que d'autres s'en chargeassent.

De qui ceux-ci se servirent pour empoisonner les puits & les fontaines.

Il y avoit alors en France un grand nombre de lépreux ; & d'hôpitaux de lépreux. Ils étoient regardés parmi les François à peu près comme nous voyons dans les écritures saintes, que l'étoient parmi les Juifs ceux qui se trouvoient frappés de cette horrible maladie : c'est-à-dire, qu'ils étoient séparés du reste des hommes, sans avoir aucune communication avec personne, qu'on les fuyoit quand on les rencon-

troit, & qu'ils donnoient autant d'horreur que de compassion. Quelque juste & quelque sage que fût cette police, pour empêcher que ce mal de lui-même contagieux, ne se communiquât, ces malheureux ne pouvoient l'approuver, & leur chagrin leur inspiroit une haine extrême contre les autres hommes. Ce fut à plusieurs d'entre eux que les Juifs, de concert avec les Mahométans, s'adressèrent pour mettre en exécution l'affreux attentat qu'ils méditoient. Ils leur donnerent de l'argent, & les assurèrent que le poison dont ils se serviroient rendroit lépreux tous ceux qui n'en mourroient pas: que bien-tôt toute la France seroit frappée de lepre; & que quand tous, ou la plupart de leurs compatriotes seroient attaqués de ce mal, il cesseroit de paroître honteux; qu'il n'y auroit plus de distinction, & qu'ils rentroient dans le commerce de leurs parens & de leurs amis comme les autres.

Cette espérance & leur avarice les firent consentir à ce crime. Ils le commencerent en Guienne avec quelque succès. Plusieurs personnes moururent pour avoir bû de l'eau des puits ou des fontaines empoisonnées. Ils ne purent faire par-tout la chose si secrètement, qu'on n'entrât en quelque défiance. Le bruit de cet empoisonnement se répandit, & on les en accusa. Le roi étoit alors en Poitou; il fit saisir quelques-uns de ceux qu'on soupçonnoit. Ils furent convaincus, & décelèrent leurs complices. On trouva même les lettres écrites en Arabe à un Juif nommé Samson, par les rois de Grenade & de Tunis. On fit brûler vifs plusieurs lépreux, on en fit autant à quelques Juifs, tous les autres furent chassés de France, & n'y ont plus été reçus depuis par autorité royale. On dit que dans le poison ils faisoient entrer des hosties consacrées. La source du mal étant découverte, on y apporta remède, & on se précautionna.

Cependant le roi continuoit à se préparer à la guerre sainte: mais Dieu content de sa bonne volonté, ne lui accorda pas la satisfaction de l'accomplir. Ce prince fut attaqué d'une violente fièvre quarte, accompagnée d'une dysenterie, dont il mourut après cinq mois de maladie, non sans quelque soupçon de poison. Ce fut avec de grands sentimens

1320.

1321.

La conspiration est découverte, & l'on punit les auteurs.

Ibid.

1322.

Le roi tombe malade & meurt.

1322.
Chronique de
France, MS. de
sainte Genevieve.
Ibid.
Caractere de ce
prince.

de pieté, le troisieme de Janvier de l'an 1322, à l'âge de 28 ans, après cinq années, & près d'un mois & demi de regne.

Philippe étoit un prince moderé, sage, pieux, courageux. Il aima les savans, & l'étoit lui-même autant qu'un prince le doit être. La paix qu'il rétablit dans son état, malgré les troubles & le mécontentement des princes & des seigneurs, qui éclata lorsqu'il en prit le gouvernement, est une bonne preuve de sa prudence. L'ardeur qu'il avoit pour la guerre sainte montre également son zele & son courage. Le continuateur de l'histoire de Nangis l'accuse d'avoir beaucoup chargé le peuple. Le sur-intendant de ses finances Girard Guecte, fut arrêté aussi-tôt après sa mort; & ayant été convaincu d'avoir détourné douze cents mille livres, il n'auroit pas évité le dernier supplice, s'il n'étoit mort de la violence de la question qu'on lui donna. Cet exemple, celui d'Enguerrand de Marigni, celui de la Brosse sous Philippe le Bel, & d'autres semblables dans les regnes suivans, rendoient ce poste infiniment dangereux; mais cela n'empêcha jamais qu'il n'y eût de l'empressement pour le remplir

*Établissement
qu'il fit ou qu'il
projeta.*

Le Blanc, traité
des monnoies de
France.

Philippe forma le projet d'établir par tout son royaume un même poids & une même mesure. Il eut aussi dessein de faire en sorte que par toute la France on se servît de la même monnoie; & dans cette vûe il se résolut, comme son prédécesseur l'avoit projeté, de se réserver à lui seul le droit de battre monnoie, qui avoit été communiqué principalement depuis la décadence de la monarchie sous les successeurs de Charlemagne, à une infinité de seigneurs & d'évêques, ou usurpé par eux. Il commença par envoyer des commissaires dans toutes les provinces, pour examiner les monnoies de tous ces seigneurs & évêques, & voir si elles étoient conformes aux loix: & comme il y avoit depuis longtemps de grands abus en cette matiere, ces commissaires trouverent beaucoup d'opposition & de difficultés de la part des intéressés. Le roi d'Angleterre ne fut pas exempt de cette recherche: car on voit par une commission du treizieme de Décembre 1320, que Pierre de Cahours maître

tre

PHILIPPE V, DIT LE LONG. 249

tre des monnoies, eut ordre de se transporter à Bourdeaux, & dans tous les autres lieux de la Guienne, pour saisir les coins, & s'informer de la qualité des monnoies, que ce prince faisoit battre. Philippe, afin de se faciliter l'exécution de cet important dessein, acheta de Charles de Valois son oncle les monnoies de Chartres & d'Anjou. Il acquit pareillement de Louis de Clermont, seigneur de Bourbon, grand chambellan, celles de Clermont & du Bourbonnois : mais sa mort précipitée ne lui permit pas de consommer une affaire également avantageuse aux rois de France & à leurs peuples.

1322.

On voit combien il avoit à cœur le rétablissement de la religion dans la Terre-sainte, par le testament qu'il fit à Conflans le vingt-sixieme d'Août de l'an 1321, c'est-à-dire, au commencement de la maladie dont il mourut. Il y ordonnoit que s'il étoit prevenu de la mort, son frere Charles de France, alors comte de la Marche entreprît ce voyage, & en cas qu'il y manquât, il laissoit à son oncle le comte de Valois cent mille livres pour le faire; & à son défaut, il en chargeoit Philippe comte du Mans, fils aîné du comte de Valois, & qui fut depuis roi de France, en lui substituant les cent mille livres. Il nomma pour exécuteurs de ce testament Henri Sire de Sulli, Ansel Sire de Gienville, & l'abbé de saint Denys.

Son zele pour le recouvrement de la Terre-sainte.

Thréfor des chartes, cité par Sainte-Marthe.

Sous le regne de Philippe, fut publiée la collection des constitutions du pape Clément V, appellées vulgairement clémentines. On en usa autrement en France pour cette collection, que pour celle de Boniface VIII son prédecesseur, connue sous le nom de *Sexte*, qui n'y a jamais été publiée ni reçue, à cause du mécontentement qu'on y avoit de ce pape.

Ce prince l'an 1319 fit une ordonnance, par laquelle il fixa le nombre des officiers qui devoient composer le parlement, & elle est remarquable pour un article qui regarde les évêques. Par cet article ils étoient exclus du parlement, d'autant que cela les empêchoit de résider. Voici les termes dans lesquels il est conçu: *Il n'aura nuls prélats depuis au parlement; car le roi fait conscience de eux empêcher au gouvernement de*

Pâquier, recherches, l. 2, c. 3.

1322.

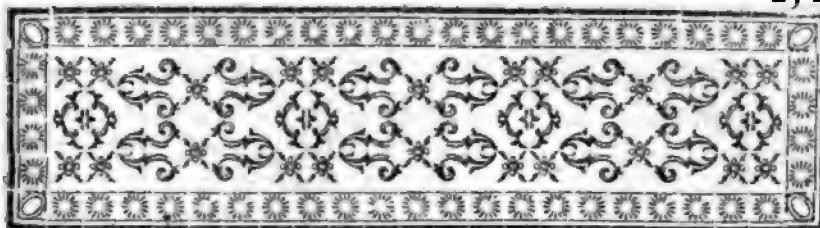
leurs spiritualités. Mais ce reglement n'étoit plus observé sous Charles VI & sous Charles VII, comme on le voit par les registres du parlement de ces temps-là. Ce fut aussi sous son regne, que le pape Jean XXII créa tant de nouveaux évêchés au delà de la Loire. Il érigea l'évêché de Toulouse en archevêché, & pour lui donner des suffragans il mit des évêques à Montauban, à saint Papoul, à Lavaur, à Rieux, à Lombez, à Mirepoix, & y ajouta Pamiers, qu'il détacha de la métropole de Narbonne. Il érigea encore les évêchés d'Alet, de saint Pont, de Tomieres, de Castres, de Condom, de Tulles, de Sarlat, de saint Flour, de Vabres, de Luçon, & de Maillelais, transporté depuis à la Rochelle. (a)

Ses enfans.

Philippe ne laissa que trois filles, Jeanne de France, qui épousa, comme j'ai dit, Eudes IV, duc de Bourgogne: Marguerite de France, dont j'ai marqué le mariage avec Louis, comte de Flandre, de Nevers & de Retel; & Isabelle, qui fut mariée avec Guigue, dauphin, comte de Viennois, d'Albon & de Vienne, Palatin, Sire de la Tour, fils du dauphin Jean II, quoiqu'elle eût été accordée quelque temps auparavant avec Alfonse XI, roi de Castille. Faute d'enfans mâles dans la branche royale, la couronne passa une seconde fois à la ligne collatérale; & Philippe le Long, ainsi dit à cause de sa haute stature, eut pour successeur Charles son frere, qui avoit porté jusqu'alors le titre de comte de la Marche.

(a) Ces créations se firent du consentement du roi. On a encore deux lettres que le pape écrivit à ce prince, pour les lui faire agréer, à l'égard des évêchés de Languedoc.





SOMMAIRE

DU REGNE

DE CHARLES IV, DIT LE BEL.

*S*ACRE de Charles le Bel. Il sollicite en cour de Rome la dissolution de son mariage. Il l'obtient, & le pape lui permet d'épouser une autre femme. Il épouse la fille du défunt empereur. Il reçoit l'hommage du comte de Flandre. Mort de la reine. Le roi épouse une troisième femme. Il a guerre avec le roi d'Angleterre, & pourquoi. Il assemble son armée & la fait marcher en Guienne. Le comte de Valois, qui la commandoit, soumet toute cette province. Treve entre les deux rois. Mort du comte de Valois. La treve est suivie de la paix. Situation des affaires d'Angleterre. Tyrannie des Spenfer ministres de cette cour. La reine d'Angleterre qui les haïssoit, passe en France, & pourquoi. Teneur du traité conclu entre les deux rois. La reine d'Angleterre refuse de retourner auprès du roi son époux. Les hostilités recommencent entre les deux nations à cette occasion. La reine est priée de sortir de France. Elle se retire chez le comte de Hainaut. Elle retourne en Angleterre à la tête d'une armée. Le roi sort de Londres, plutôt que de livrer ses ministres à qui la reine en vouloit. Le prince de Galles est proclamé régent en son absence. Le pape veut faire rentrer l'empire dans la maison royale de France. Intrigues du roi pour se faire élire roi des Romains. Il échoue dans ce projet. Il reçoit une ambassade de l'empereur d'Orient, & pourquoi. Le roi tombe malade & meurt. Son caractère. Il ne laisse point d'enfans mâles.

1322.

1323.

1324.

1325.

1326.

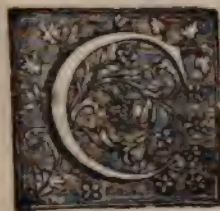
1327.

1328.



HISTOIRE DE FRANCE.

CHARLES IV, DIT LE BEL.



CHARLES monta sur le throne, & fut sacré au mois de Février, sans aucune opposition, & sans que personne, pour lui disputer la couronne, osât faire mention des filles du roi défunt. Toute difficulté avoit été levée par l'assemblée tenue à l'entrée du précédent regne, & ce qui y avoit été réglé n'étoit qu'une confirmation d'une loi & d'une coutume immémoriale de la monarchie, où, depuis huit ou neuf siècles qu'elle subsistoit, la couronne n'étoit jamais tombée en quenouille.

1322.

*Sacre de Charles
le Bel.
Continuat. Nan-
gii.*

1322.

Le duc de Bourgogne, qui avoit donné lieu à ce règlement, par la vaine tentative qu'il fit là-dessus en faveur de Jeanne de France fille de Louis Hûtin, fut un des premiers à rendre ses hommages au nouveau roi : mais il lui fit une nouvelle chicane sur un autre article.

1323.

Inventaire du
trésor des char-
tes, t. 4. Bourgo-
gne VI, n. 91.

Ce duc avoit épousé une autre Jeanne de France, fille de Philippe le Long, qui avant qu'il fût roi, avoit eu pour apanage le comté de Poitiers, & Jeanne étoit venue au monde dans le temps qu'il portoit encore le titre de comte de Poitiers. C'est sur cela que le duc de Bourgogne soutenoit qu'elle devoit hériter de ce comté. Le procès fut jugé au parlement en faveur du roi, sur ce que Philippe le Bel n'avoit donné le Poitou en apanage à Philippe le Long son second fils, qu'à condition que si ce prince mourait sans enfans mâles, ce comté retourneroit à la couronne. La chose étoit ainsi arrivée, & par cette raison la prétention de la duchesse de Bourgogne fut déclarée nulle par la cour des pairs.

Il sollicite en
cour de Rome la
dissolution de son
mariage.

Apud Rainald.

Tandis que ce procès s'examinait à Paris, le roi sollicitoit à la cour du pape une autre affaire qui ne lui étoit pas moins importante. Il n'avoit point d'enfans, & ne pouvoit se résoudre à reprendre sa femme Blanche de Bourgogne renfermée dans Château-Gaillard pour ses défordres dont j'ai parlé sous le regne de Philippe le Bel. Par bonheur pour ce prince, il se trouva qu'il y avoit eu dans son mariage un de ces empêchemens, que le droit canon appelle dirimens, & qui rendent le mariage nul. C'étoit, dit un de nos anciens historiens, qu'il avoit tenu Blanche sur les fonts de baptême : mais il se méprend, comme on le voit dans la sentence rendue par le pape, qui en apporte deux autres causes, l'une prise à la vérité de l'affinité contractée par le baptême, non pas que Charles eût tenu Blanche sur les fonts, mais parce que la comtesse Mathilde, mere de Blanche, y avoit tenu Charles ; ce qui suffisoit alors pour invalider le mariage entre la fille de la maraine & le filleul. Le second empêchement étoit, qu'ils étoient parens au quatrième degré. Il est vrai qu'on avoit demandé dispense pour ce mariage au pape Clément V, & il l'avoit donnée : mais elle n'étoit

Chronique de

CHARLES IV, DIT LE BEL. 255

pas en bonne forme, parce que les empêchemens n'y étoient pas suffisamment exprimés.

Le pape néanmoins voulant procéder mûrement en cette affaire, donna commission aux évêques de Paris & de Beauvais, & à Geoffroi du Plessis, protonotaire apostolique, de l'examiner. Sur leur rapport, & sur l'examen qu'il fit lui-même de la dispense donnée par son prédécesseur, il déclara le mariage nul, & permit au roi d'épouser une autre femme. La comtesse Mathilde porta fort impatiemment ce divorce, & pensa à s'y opposer, aussi bien que le duc de Bourgogne: mais celui-ci fut apaisé par le pape, & la comtesse appréhendant qu'il n'en coûtât la vie à sa fille, à qui on avoit de quoi faire le procès, comme à une adultere, acquiesça. (a) Le roi trois mois après épousa à Troyes en Champagne la princesse Marie, fille du feu empereur Henri de Luxembourg, & de Marguerite de Brabant, & sœur de Jean, roi de Bohême.

Le pape fut bien-aîsé d'avoir cette occasion de contenter le roi, dont il espéroit du secours, plus que d'aucun des autres rois de l'Europe, pour la chrétienté d'Asie, qui étoit en plus grand danger que jamais, de succomber entièrement sous les efforts des infideles. Il ne s'agissoit plus gueres de la Terre-sainte, entièrement subjuguée par les Mahométans; mais de l'Arménie, qui s'étoit soutenue jusqu'alors contre ces infideles, par l'alliance qu'elle avoit toujours entretenue avec les Tartares: mais le soudan de Babylone ayant gagné les Tartares à son parti, Leon, roi d'Arménie se trouvoit accablé de toutes parts. Il eut recours au pape, qui écrivit une lettre circulaire à tous les peuples & princes chrétiens, pour les animer à ne pas laisser périr ce reste de chrétienté dans l'Orient: mais il pressa le roi plus que tous les autres de se souvenir qu'il avoit pris la croix, & qu'il étoit temps de faire paroître son zele pour la religion.

Le roi étoit fort porté à entreprendre une croisade, & il envoya au pape des ambassadeurs, afin de dresser avec lui le projet de cette expédition, de convenir du nombre des

(a) Elle se fit religieuse à Maubuisson.

1323.

France, MS. de sainte Genevieve.
Il l'obtient, & le pape lui permet d'épouser une autre femme.

Villani, lib. 9, cap. 171.
Rainald. ex Epist. Secret. Joan. papæ.

Il épouse la fille du défunt empereur.

ibid.

1323.

soldats dont l'armée seroit composée, des fonds pour l'entretenir, du temps & du lieu de l'embarquement, & pendant combien de mois & d'années les croisés seroient obligés de servir au-delà de la mer : mais tout cela n'aboutit à rien. Les différends pour la succession du comté de Flandre, & les brouilleries qui survinrent entre la France & l'Angleterre, ne permirent pas au roi de donner toute l'attention nécessaire à l'exécution d'un pareil dessein. Il y avoit déjà long-temps que la situation des affaires de l'Europe, & les intérêts des princes rendoient ces entreprises de plus en plus impossibles.

Pour ce qui regardoit la succession de Flandre, j'ai dit que Louis, comte de Nevers & de Retel, fils de Robert, comte de Flandre, avoit marié son fils Louis avec Marguerite de France, fille de Philippe le Long. Une des conditions du traité étoit que quand même le comte de Nevers mourroit avant Robert son pere, Louis hériteroit du comté de Flandre. Robert de Cassel, frere du comte de Nevers, & oncle de Louis, bien que ce traité lui ôtât toutes les prétentions qu'il pouvoit avoir sur le comté de Flandre, y avoit souscrit, parce qu'on lui avoit assuré d'ailleurs des terres & des biens assez considérables. Mais le comte de Nevers étant mort, & le vieux comte de Flandre son pere ne lui ayant gueres survécu que deux mois, Robert ne voulut plus s'en tenir au traité, & pensa à s'emparer du comté de Flandre, au préjudice de Louis son neveu. Il vint trouver le roi à Paris, & le sollicita fortement de prendre son parti.

*Il reçoit l'hommage au comte de Flandre.
Meyerus.*

Louis cependant fondé sur le traité & sur l'alliance qu'il avoit avec le roi, dont il avoit épousé la niece, se fit rendre hommage par les seigneurs de Flandre, & Robert de Cassel ne put rien gagner sur l'esprit du roi, qui fit justice à Louis, après qu'il l'eut châtié, pour avoir osé recevoir les hommages des seigneurs de Flandre, avant que de lui avoir rendu le sien : car lui ayant ordonné de venir à Paris, où il se rendit aussi-tôt, il le fit mettre en arrêt dans le château du Louvre ; mais il fut relâché quelques jours après, & reçû à faire hommage pour le comté de Flandre & pour les

CHARLES IV, DIT LE BEL. 257

les comtés de Nevers & de Retel. Etant de retour en son comté, il fut sur le point d'entrer en guerre avec Guillaume, comte de Hainaut & de Hollande : mais le roi les accommoda par un traité qu'ils signèrent à Paris, dont le plus considérable article fut, que le comte de Flandre cederait au comte de Hainaut toutes ses prétentions sur les îles de Zélande, & que le comte de Hainaut abandonnerait tout le droit qu'il prétendait avoir sur Alost, sur le pays de Vaës, sur Gerardmont, & sur quelques autres territoires de Flandre.

1323.

Ouderghest. fol. 246.

Le roi après avoir réglé cette affaire, fit un voyage à Toulouse : le retour fut malheureux. Il avait mené avec lui la reine qui était grosse. La fatigue la fit accoucher avant le terme à Issoudun, d'un garçon, qui mourut presque aussitôt après sa naissance. Ce fut un très-grand sujet de douleur pour le roi, qui perdait par cette mort ce qu'il avait le plus ardemment désiré, d'avoir un fils qui succédât à la couronne. La reine mourut elle-même l'année suivante; & ce prince en troisièmes nœces épousa sa cousine germaine Jeanne d'Evreux, fille de Louis de France, comte d'Evreux son oncle. Ce fut dans l'intervalle de cette mort & de ce mariage, que la guerre commença entre la France & l'Angleterre à l'occasion que je vais dire.

1324.

Mort de la reine.

Continuatio Nangii.

Le roi épouse une troisieme femme.

Hugues, seigneur de Montpensat, sujet du roi d'Angleterre en Guienne, avait bâti un château dans une terre, qu'il prétendait être du domaine d'Angleterre; mais que le roi de France soutenait être dans le sien. Delà vint un procès, qui fut jugé au parlement de Paris. Le roi le gagna; & il fut déclaré que la terre & le château étaient du domaine de France. Aussi-tôt celui qui commandait pour le roi en ces quartiers-là, envoya des soldats qui se saisirent du château. Le seigneur de Montpensat fort chagrin de l'arrêt & de la saisie, fit mettre ses vassaux sous les armes, & accompagné du sénéchal du roi d'Angleterre qui lui amena d'autres troupes, vint assiéger le château, & l'emporta. La plupart des François qui s'y trouverent furent passés au fil de l'épée; & on assura même qu'on avait fait pendre quelques-uns des officiers qui y avaient été pris.

Il a guerre avec le roi d'Angleterre, & pourquoi. Du Chêne histoire d'Angleterre.

1324.

Le roi, qu'une telle insulte devoit naturellement porter à la vengeance, fit paroître beaucoup de modération en cette rencontre ; & avant que d'en venir à aucune voie de fait, envoya faire ses plaintes au roi d'Angleterre, & lui demanda satisfaction. Le roi d'Angleterre fit passer aussi-tôt en France Edmond, comte de Kent son frere avec quelques seigneurs, & leur donna un plein pouvoir de convenir avec le roi de la maniere dont on lui feroit satisfaction. Le roi leur déclara qu'il falloit premierement remettre le château entre les mains de ses officiers : & en second lieu lui livrer le sénéchal de Gascogne, le seigneur de Montpefat, & quelques autres qui avoient eu le plus de part à cette violence.

Les députés d'Angleterre firent semblant d'acquiescer à la volonté du roi, dans l'espérance apparemment que cette complaisance l'adouciroit, & qu'il se contenteroit de la restitution du château, sans exiger qu'on lui amenât le sénéchal & le seigneur de Montpefat : mais leur attente fut trompée, & le roi fit partir avec eux le chevalier Jean d'Arrablai, pour aller en Guienne faire exécuter les articles dont on étoit convenu.

Les Anglois favoient bien que ce n'étoit pas là l'intention du roi leur maître : c'est pourquoi quand ils furent arrivés en Guienne, ils tirèrent l'affaire en longueur, sous divers prétextes. Le seigneur d'Arrablai fut averti qu'ils remplissoient secrettement leurs places de munitions de guerre ; & qu'au lieu de penser à satisfaire le roi, ils se mettoient en état de se défendre en cas qu'il les attaquât. Il en donna avis au roi, qui résolut sur le champ de se faire justice lui-même, puisqu'on refusoit de la lui rendre.

*Il assemble son
armée & la fait
marcher en Guien-
ne.*

*Inventaire des
chartes, tome 1.*

*Valois 2, not.
52.*

Il assemble son armée, dont il donna le commandement au comte de Valois. Ce prince partit pour se rendre en Guienne accompagné de ses deux fils Philippe, & Charles, de Robert d'Artois, comte de Beaumont-le-Roger, & de Matthieu de Trie, maréchal de France. Si-tôt que le prince fut arrivé, il fit sommer toutes les villes de Gascogne & de Guienne de se rendre, d'autant que le roi d'Angleterre avoit négligé d'en faire hommage depuis que le roi étoit parvenu à la couronne.

La plupart des villes ayant refusé d'obéir, le comte de Valois entra avec son armée dans le pays : presque tout se soumit à la vue des troupes. Le comte de Valois fit raser le château de Montpesat, dont le seigneur mourut de chagrin d'avoir attiré sur lui cette tempête : & au commencement de Septembre, tout le pays fut réduit à l'obéissance du roi, excepté Bourdeaux, Bayonne, saint Sever, & la Reole. Le comte se présenta devant cette dernière place, où le comte Edmond s'étoit jetté. Ce comte fit une sortie où beaucoup de François furent tués, & de ce nombre furent le seigneur de Florentin & quelques autres chevaliers. Le comte de Valois en forma le siège, & le poussa si vivement, que la place fut obligée de capituler le lendemain de saint Matthieu.

Les articles de la capitulation furent, que la ville seroit rendue au comte de Valois. Qu'il seroit permis aux habitans, qui ne voudroient pas y rester, d'en sortir avec leurs meubles ; que ceux qui y demeureroient feroient serment de fidélité au roi de France. Qu'il y auroit une treve jusqu'à l'octave de Pâques. Que chacun garderoit les places dont il étoit en possession. Que si les villes & châteaux de Puissimixol & de Pena vouloient se rendre au comte de Valois, il pourroit les recevoir, & qu'en cas qu'ils ne le voulussent pas, les Anglois ne pourroient y faire entrer ni vivres, ni munitions ; qu'à cela près, on ne feroit aucune entreprise ni de part ni d'autre ; que s'il s'en faisoit quelque-une de la part des Anglois, les gentilshommes qui étoient actuellement dans la Réole seroient obligés de se déclarer contre le roi d'Angleterre : & pour assurance de ces conventions le comte Edmond donna quatre chevaliers Anglois en otage.

Ce comte eut permission de passer en Angleterre, pour proposer à Edouard de venir à la cour des pairs de France avant la fin de la treve, tant pour rendre son hommage au roi, que pour y exposer ses droits & ses griefs. Le comte Edmond s'obligea de plus à faire notifier au roi de France, au plus tard à Noël, si le roi d'Angleterre auroit ratifié le présent traité. Le comte de Valois ensuite de cette glorieuse

1324^{te}.

Du Tillet, Recueil des traités entre la France & l'Angleterre.

Le comte de Valois qui la commandoit, soumes sous cette province.

Treue entre les deux rois.

Mort du comte de Valois.

1324.

campagne congédia son armée, & revint à la cour, où il mourut quelque temps après avec les remords de conscience, dont j'ai déjà parlé touchant la mort d'Enguerrand de Marigni.

1325.

La treve est suivie de la paix.

Leibnitz cod. diplomat. p. 108.

Du Tillet, loc. cit. MSS. de Brienne, vol. 2.

Au mois de Mars suivant, la treve fut prolongée jusqu'à la quinzaine d'après la Pentecôte, & depuis encore jusqu'à un mois après la saint Jean par un traité fait à Fontainebleau. Ces prolongations de treve marquoient l'envie qu'on avoit de part & d'autre de faire la paix : & en effet, elle fut conclue trois jours après le traité de treve en présence d'Isabelle de France, reine d'Angleterre, qui étoit venue à Paris avec les ambassadeurs ; mais cette paix n'étoit pas l'unique but de son voyage : elle en avoit d'autres motifs secrets. Pour bien entendre cette intrigue, qui eut d'étranges suites, il faut savoir quelle étoit pour lors la situation des affaires & de la cour d'Angleterre.

Situation des affaires d'Angleterre.

Edouard II, prince d'un fort petit génie, incapable de gouverner par lui-même, se livra toujours à quelque favori, qui s'emparoit de son esprit. Il étoit constant dans l'attachement qu'il avoit une fois pris : qualité qui n'auroit pas été blâmable en lui, s'il avoit eu assez de discernement pour faire un bon choix.

Après la funeste mort de Gaveston, auquel il s'attacha d'abord, & dont j'ai parlé en passant dans l'histoire du règne de Philippe le Bel, les deux Hugues Spenser pere & fils devinrent tout-puissans sur son esprit & dans l'état. Le pere étoit un vieillard homme de probité, sage, qui s'étoit acquis beaucoup de réputation dans la guerre : mais le fils très-différend du pere, n'avoit rien de digne du poste qu'il occupoit, que l'esprit & la bonne mine, étant d'ailleurs d'une fierté intolérable, d'une ambition démesurée, d'une avarice insatiable, & d'une vie très-débordée. Le roi le haïssoit, & n'avoit jamais pû le souffrir : & ce fut pour cela même, que les seigneurs & les prélats d'Angleterre obligèrent ce prince de le faire son chambellan à la place de Gaveston, afin qu'il occupât le poste du favori, sans l'être : mais il s'insinua bien-tôt par son adresse très-avant dans les bonnes grâces d'Edouard, & s'empara de toute la faveur

& de toute l'autorité, & n'en fit part qu'à son pere. Par malheur dans le gouvernement de l'état, les vices du fils l'emportèrent sur les vertus du pere, qui, de peur de se perdre avec lui, se vit engagé non-seulement à dissimuler, mais encore à soutenir ses emportemens.

Devenus par leur puissance l'objet de la jalousie des grands du royaume, ils s'appliquerent à les tenir bas; & pour éviter le sort de Gaveston leur prédécesseur, qui avoit péri par la faction de ces seigneurs, ils résolurent de faire un exemple inigne sur les premiers qui cabaleroient. Le malheur tomba sur Thomas, comte de Lancastre & sur vingt autres des plus qualifiés de la noblesse, qui ayant été pris les armes à la main contre le roi, selon quelques historiens, & selon d'autres, arrêtés durant l'assemblée d'un parlement, furent condamnés à la mort & exécutés.

Cette exécution rendit les Spenfer redoutables: mais elle les mit en exécration à la cour, & dans tout le royaume. La sommation que le roi Charles le Bel, quelque temps après son avènement à la couronne, fit à Edouard de venir rendre son hommage, donna lieu d'espérer aux ennemis des deux ministres, de trouver le moyen de se venger d'eux pendant l'absence du prince. Mais ceux-ci s'opposèrent à ce voyage: & après avoir tâché en vain d'empêcher les envoyés de France de signifier leurs ordres à Edouard, ils lui firent quitter la résolution qu'il avoit prise, de passer en France. Ce fut ce refus, qui autorisa le roi de France à confisquer la Guienne, après que les deux rois se furent brouillés ensemble à l'occasion que j'ai dite.

Nonobstant le grand crédit des Spenfer, la reine Isabelle avoit toujours beaucoup d'ascendant sur le roi son mari. Ils en conçurent de la défiance, & vinrent à bout de la mettre mal dans son esprit au sujet de la guerre de France. Ils persuaderent au roi qu'il n'étoit pas à propos que durant la guerre cette princesse eût à sa disposition des terres & châteaux, comme elle en avoit selon la coutume de ce temps-là; car alors les reines, non-seulement en Angleterre, mais encore en France, avoient leur domaine particulier, dont elles jouissoient, & qui servoient à leur dépense & à l'en-

1325.

*Tyrannie des
Spenfer ministres
de cette cour.*

Walsingham;
Froissard.

Walsingham.

1325.

retien de leur maison. Le roi, à la persuasion de ses ministres, se saisit des terres de la reine, & l'obligea à se contenter d'une pension qu'il lui assigna. On lui ôta tous les François qu'elle avoit à son service, & on les obligea de repasser en France. On saisit pareillement tous les biens & tous les bénéfices des autres François, qui étoient établis en Angleterre, & ils furent réduits à de grandes extrémités.

Ibid.

On ne laissoit pas cependant de parler de paix entre les deux couronnes. Le pape avoit envoyé pour cela en Angleterre l'archevêque de Vienne & l'évêque d'Orange, qui engagèrent le parlement assemblé à Londres à faire passer à la cour de France les évêques de Wincester & de Norwich, & Jean de Bretagne comte de Richemont, pour traiter avec le roi. L'évêque de Norwich repassa peu de temps après avec un projet de paix. On délibéra sur ce projet dans le parlement; & il fut résolu qu'on prieroit la reine de se charger elle-même de la négociation.

La reine d'Angleterre qui les haïssoit passe en France, & pourquoi.

Chacun eut ses motifs pour proposer le voyage de la reine. Les deux Spenfer l'aimoient mieux en France qu'en Angleterre, où ils la redoutoient toujours. La faction opposée aux ministres souhaitoit aussi ce voyage, dans l'espérance que cette princesse irritée contre eux, pourroit engager le roi de France son frere, à appuyer leurs ennemis en la soutenant elle-même. A en juger par les suites que son séjour eut en France, & par les premières démarches qu'elle y fit, on ne peut douter qu'elle même n'eût aussi ces vûes. Elle y passa donc avec peu de suite, n'ayant avec elle que Jean Cromwel & quatre autres chevaliers Anglois, qui faisoient presque toute sa cour.

Froissard, l. 1, c. 6.

La paix ne fut pas la première chose dont elle parla au roi son frere. Elle commença par lui faire ses plaintes de la tyrannie des ministres d'Angleterre, des mauvais traitemens qu'elle en avoit reçûs, de la persécution qu'on y faisoit aux François, tant laïques qu'ecclésiastiques; elle le conjura de ne la point abandonner dans son malheur, & de l'aider à secouer l'indigne joug des deux Spenfer, qu'elle & toute la noblesse d'Angleterre ne pouvoient plus supporter.

Le roi tâcha de la consoler : mais il lui dit , que dans les conjonctures présentes, il ne pouvoit pas avec honneur prendre de tels prétextes pour sujet d'une nouvelle rupture avec le roi d'Angleterre ; qu'il avoit donné sa parole au pape pour la paix ; que la négociation étoit fort avancée ; que tout le monde étant persuadé qu'elle-même étoit venue pour la conclure , & que le roi son mari l'avoit chargée de ses intérêts , il seroit également surprenant & honteux pour elle , qu'on fût , qu'elle n'étoit venue en France que pour les trahir. Qu'au reste pour lui il ne lui manqueroit pas dans le besoin ; qu'il l'assûroit que dès que la paix seroit faite , toute son épargne seroit en sa disposition , qu'avec de l'argent on venoit à bout de tout ; & que par ce moyen il la secourroit plus utilement , que par un éclat , qui seroit peut-être inutile , & qui ne convenoit ni à l'un , ni à l'autre.

La reine d'Angleterre n'insista pas davantage , assez contente des espérances que le roi lui donnoit ; & l'on commença à travailler tout de bon à la paix.

Les négociations durèrent encore quelque temps , malgré l'application des deux évêques qui y agissoient au nom du pape. Le roi demandoit , qu'Edouard reconnût que la saisie qu'on avoit faite de la Guienne , étoit juste , & qu'il avoit eu droit de la faire. Edouard n'en vouloit point convenir , & prétendoit que le roi la lui rendît comme l'ayant injustement enlevée : mais enfin le dernier jour de Mai de l'an 1325 , le traité fut fait à Paris , ainsi que je l'ai dit , & conçu à peu près en cette forme selon les intentions du roi. Que faute au roi d'Angleterre d'avoir rendu son hommage , quand même il n'y auroit eu autre forfaiture , la saisie de la Guienne étoit juste ; que le conseil du roi d'Angleterre ne la pouvoit contredire , qu'elle subsisteroit , & que ce que le roi avoit saisi de la Guienne demeureroit en sa main , pour le gouverner & y mettre des officiers en son nom ; qu'il y nommeroit un sénéchal , tel cependant qu'il ne seroit point suspect au roi d'Angleterre. Que ce sénéchal n'auroit point droit de changer les capitaines ou commandans des forteresses , dont le roi d'Angleterre étoit demeuré en possession ; que hormis les garnisons , toutes les troupes des deux

1325.

Teneur du traité conclu entre les deux rois.

Leibnitz cod.

1325.

partis fortiroient du pays. Qu'à la mi-Août prochaine les deux rois se trouveroient à Beauvais ; que si Edouard offroit son hommage , le roi le recevrait , sans préjudice du droit qu'il prétendoit sur ce qu'il tenoit déjà en Guienne. Qu'après l'hommage fait , le roi en considération de la reine sa sœur , rendroit ce qu'il avoit saisi au roi d'Angleterre. Que pour les frais faits à l'occasion de ce différend & des autres difficultés , la cour des pairs de France en seroit juge , & qu'après la publication de la paix , les prisonniers seroient rendus de part & d'autre.

Continuat. Nan-
gii.
Walsingham.

Ce traité ayant été envoyé en Angleterre , fut assez agréé. Il n'y eut que l'article de l'hommage qu'Edouard devoit rendre en personne , qui fit de la difficulté. La reine lui écrivit si fortement là-dessus , qu'il s'y détermina : mais les deux Spenser , qui ne se croyoient pas en sûreté , si le roi s'éloignoit , s'y opposèrent. Comme cet article étoit essentiel , il falloit rompre , ou l'accorder. Il y eut divers pour-parlers là-dessus. L'on s'en tint à l'expédient que suggererent les deux ministres , qui fut , qu'Edouard cederait la Guienne & le Ponthieu à Edouard prince de Galles son fils : & que ce jeune prince , qui devenoit par là feudataire du roi de France à la place de son pere , iroit en personne rendre l'hommage pour ces deux fiefs , & prêter le serment de fidélité. Le roi d'Angleterre voulut qu'on ajoutât deux conditions à cet article. La première , que si son fils mouroit avant lui , ces deux fiefs lui reviendroient. La seconde , que le roi de France ne nommeroit point de tuteur , ni de curateur au prince de Galles pour l'administration de la Guienne & du Ponthieu , & ne seroit point maître de le marier à qui il voudroit. Le roi , qui vouloit la paix , consentit à ces deux points , qu'il auroit pû disputer à cause de sa qualité de souverain qu'il acquéroit sur le prince de Galles. Les choses étant ainsi arrêtées , le prince de Galles passa en France , accompagné de l'évêque d'Oxford , & avec un équipage conforme à sa naissance. Il fit son hommage au roi son oncle , & fut régalé de magnifiques présens , qui avoient été destinés à son pere.

La reine d'An-

La paix ayant été publiée , & le commerce rétabli entre
les

CHARLES IV, DIT LE BEL. 265

les deux nations, Edouard crut qu'un plus long séjour de la reine sa femme & du prince de Galles à la cour de France étoit inutile, & leur envoya ordre de revenir en Angleterre. La reine différa tant qu'elle put : mais enfin se voyant pressée, elle écrivit au roi, qu'elle ne croyoit pas pouvoir retourner en sûreté, tandis que les deux Spenfer ses ennemis déclarés seroient à la tête du conseil. C'étoit là en effet une des raisons qu'elle avoit de demeurer en France : mais elle en avoit une autre qu'elle ne disoit pas, & qui n'étoit pas ignorée de bien des gens : c'étoit un peu trop d'attachement qu'elle avoit pour Roger de Mortemer seigneur Anglois, qui s'étant échappé de la tour de Londres, où il avoit été renfermé après le dernier soulèvement d'Angleterre, s'étoit sauvé en France.

Edouard encore plus sensible à ce motif du refus de la reine, qu'au refus même, lui envoya de nouveaux ordres plus pressans que les premiers. Elle n'y eut nul égard, non plus que le prince de Galles, à qui elle avoit inspiré une grande haine contre les Spenfer. L'évêque d'Excester fit en vain tous ses efforts pour leur persuader d'obéir ; il ne put rien gagner sur leur esprit ; c'est ce qui le détermina à partir secrètement de la cour de France, & à repasser en Angleterre pour ne paroître pas complice de leur désobéissance.

Le roi de France laissa sur cela toute liberté à la reine d'Angleterre sa sœur. Il lui promit que rien ne lui manqueroit tandis qu'elle seroit à sa cour ; sur quoi elle renvoya la plupart de ses gens en Angleterre, & ne retint auprès d'elle & du prince de Galles, que des gens de confiance, du nombre desquels étoit Edmond comte de Kent, frere du roi d'Angleterre, aussi mécontent qu'elle du gouvernement.

Le roi d'Angleterre animé par ses ministres entra en une extrême colere contre la reine & contre son fils, jusquelà qu'il fit publier une proclamation dans Londres, par laquelle il déclara l'un & l'autre ennemis de l'état, avec tous ceux qui leur adhéroient. Cette division de la famille royale ne manqua pas de réveiller les esprits séditieux, dont plu-

Tome V.

L1

1325.

Angleterre refuse de retourner auprès du roi son époux.

Walsingham.

Continuat. Nangii.

Walsingham.

1325.

sieurs passaient tous les jours en France, pour aller offrir leurs services à la reine. De sorte qu'Edouard, pour empêcher cette défection, & le commerce des fugitifs avec les autres brouillons restés dans le royaume, fit fermer tous les ports d'Angleterre.

Les hostilités recommencent entre les deux nations à cette occasion.
Ibid.

Alors les hostilités recommencerent entre les deux nations. Le roi d'Angleterre, qui regarda la permission que le roi donnoit à la reine de demeurer en France, comme une infraction de la paix, envoya ordre aux commandans de sa flotte de courir sur tous les vaisseaux François, & six vingts navires appartenans aux marchands des ports de Normandie furent enlevés.

Olivier Ingham, que le prince de Galles avoit fait commandant de Guienne, avec l'agrément du roi son pere, gagné par les Spenser, se révolta, se jeta sur les terres de France, & s'empara de la ville de Xaintes. Le roi fut obligé d'envoyer une armée de ce côté-là, où la guerre se ralluma plus vivement que jamais. L'archevêque de Vienne & l'évêque d'Orange voyant avec douleur rompre une paix, qui étoit leur ouvrage, passèrent en Angleterre, pour empêcher les suites de ces nouvelles brouilleries, & pour réconcilier la reine avec son mari: mais ils ne purent réussir. Les choses s'aigrirent de plus en plus par une fausse nouvelle qui vint jusqu'au roi, qu'on avoit fait main-basse en Angleterre par ordre d'Edouard, sur tous les François qui s'y étoient trouvés, qu'on les avoit fait tous passer au fil de l'épée, & qu'on avoit confisqué tous leurs biens. Le roi, sans attendre un plus grand éclaircissement, qu'il étoit difficile d'avoir, parce que les ports d'Angleterre étoient fermés, fit arrêter tous les Anglois, qui se trouverent en France, & fit saisir tous leurs biens: mais la nouvelle du massacre d'Angleterre s'étant trouvée fausse, il les fit relâcher.

Cependant les ministres d'Angleterre, inquiets de l'appui que le roi de France donnoit à la reine, & instruits de divers complots & du commerce que cette princesse entretenoit avec plusieurs seigneurs, malgré les précautions qu'on prenoit pour l'empêcher, mettoient tout en œuvre pour la contraindre de revenir. Ils répandirent à Rome, à la cour

de France, & dans le conseil du roi, une infinité d'argent. Le roi d'Angleterre écrivit au pape & aux cardinaux des lettres très-pressantes, leur représentant l'injustice qu'on lui faisoit de retenir sa femme & son fils en France malgré lui, lui assurant que les soupçons qu'on avoit inspirés à la reine étoient sans fondement, qu'elle seroit en Angleterre non-seulement en sûreté, mais encore en liberté, & avec tout l'honneur qui étoit dû à son rang & à son sang; & que si on ne lui rendoit pas la justice qu'il demandoit, la guerre qui avoit déjà recommencé seroit éternelle.

1325.

Le pape, qui avoit extrêmement à cœur la paix entre les deux couronnes, & qui d'ailleurs ne pouvoit gueres disconvenir de la justice des demandes du roi d'Angleterre, écrivit au roi de France, pour le presser d'obliger la reine à retourner avec le roi son mari; & lui fit dire par l'Evêque de Xaintes, porteur de sa lettre, que si cette princesse ne partoît au plutôt, il ne pourroit pas se dispenser d'employer pour un tel sujet les censures de l'église.

Ces lettres ébranlerent le roi. Son conseil gagné par les présens des Spenser, fut d'avis qu'il falloit avoir égard aux instances du pape. Enfin on pria la reine de se disposer à partir au plutôt avec le prince de Galles. Cette princesse vit bientôt sa cour déserte, au lieu qu'auparavant il y avoit une foule de seigneurs & de gentilshommes qui lui offroient avec empressement leurs services. Le seul Robert d'Artois lui jura un éternel attachement, quoiqu'il n'osât plus gueres la voir qu'en secret.

*La reine est priée
de sortir de France.*

Ce qui chagrinoit cette princesse, n'étoit pas son retour en Angleterre, où elle avoit toujours été bien résolue de retourner: mais c'étoit la précipitation de son départ. La partie n'étoit pas encore bien liée avec les seigneurs Anglois de sa faction, qui ne l'attendoient pas si-tôt, & que ce contre-temps étoit capable de déconcerter.

Robert d'Artois qui avoit grand soin de s'instruire de tout ce qui se passoit au conseil, vint la trouver fort avant dans la nuit, & lui dit, qu'il falloit se hâter de quitter la cour, & qu'on avoit délibéré dans le conseil, si on ne l'arrêteroit pas avec le prince de Galles, le comte de Kent, & le sei-

1325.

gneur de Mortemer, pour les conduire au roi d'Angleterre ; qu'il falloit incessamment prendre le chemin de la mer comme pour s'embarquer à Boulogne, ou à Calais ; qu'alors il ne tiendrait qu'à elle de gagner le Hainaut, où elle pourroit se retirer chez Guillaume comte de Hainaut & de Hollande, à qui elle pouvoit se fier, comme à un prince dont il connoissoit la droiture & la générosité. La reine suivit ce conseil : elle partit, & dès qu'elle fut sur la frontière, elle se détourna du chemin, vint dans le Cambresis, qui n'étoit plus des terres de France, & alla descendre chez le Sire d'Ambricourt, d'où elle donna avis de son arrivée au comte de Hainaut qui étoit à Valenciennes.

*Elle se retire
chez le comte de
Hainaut.*

Ce comte l'envoya aussitôt saluer par Jean son frere, qui l'assura du désir qu'il avoit de la servir, & s'engagea dès cette première visite à l'accompagner lui-même en Angleterre. Il la conduisit de-là à Valenciennes, où elle fut très-bien reçue du comte de Hainaut.

Walsingham.

La reine, pour engager le comte dans ses intérêts, lui proposa le mariage du prince de Galles avec une de ses filles. L'offre fut acceptée avec joie, & on fiança dès-lors ce jeune prince avec Philippe la seconde des filles du comte, qui étoit celle qui lui agréoit le plus. Alors la reine fit au comte ouverture de ses desseins, l'assura du gros parti qu'elle avoit en Angleterre, & que pourvû qu'il la secondât de quelques troupes, elle y feroit bientôt la maîtresse.

Dès ce moment le comte de Hainaut donna ses ordres pour équiper des vaisseaux : beaucoup de chevaliers s'offrirent à être du voyage ; & elle s'embarqua quelques jours après à Dordrecht, escortée de près de trois mille hommes. Une tempête dont elle fut accueillie, l'écarta fort loin du lieu où elle avoit résolu de prendre terre : & ce fut un grand bonheur pour elle ; car le roi d'Angleterre ayant sû qu'elle y devoit débarquer, y avoit envoyé des troupes pour l'enlever.

*Elle retourne en
Angleterre à la tête
d'une armée.*

Le vent la conduisit au port d'Herwich sur les terres du maréchal d'Angleterre, qui étoit du nombre de ses partisans, & qui vint la recevoir accompagné du comte de Ley.

CHARLES IV, DIT LE BEL. 269

testre, de quantité d'autres seigneurs & chevaliers, des évêques de Lincolne, d'Herford, de Dublin, d'Eli & de plusieurs autres prélats. L'archevêque de Cantorberi lui envoya de l'argent pour soudoyer ses troupes, qui croissoient toujours; & après avoir séjourné quelques jours auprès de S. Edmond, & s'être assurée pendant ce temps-là de la bonne volonté de divers seigneurs du royaume, elle marcha à la tête de son armée, où une infinité de noblesse arrivoit de toutes parts.

Le roi apprit ces nouvelles à Londres. Il eut peine à les croire d'abord: mais n'en pouvant plus douter, il assembla les bourgeois, & leur demanda s'ils n'étoient pas prêts à prendre les armes pour son service & pour la sûreté de sa personne. Ils répondirent qu'ils conserveroient pour le roi, pour la reine, pour le prince de Galles, héritier de la couronne, le respect & l'affection qu'ils avoient toujours eue pour la famille royale; qu'ils feroient les portes de leur ville aux troupes étrangères, s'il s'en présentoit quelques-unes pour y entrer: mais que pour marcher en campagne, ils ne le feroient pas; qu'un de leurs privilèges étoit de n'être point obligés de servir hors de leurs murailles, que durant un jour, à condition d'y rentrer avant le soleil couché.

Cette réponse des bourgeois de la capitale fit comprendre au roi le danger où il étoit. Il se saisit de la tour de Londres, & y mit Jean son second fils avec la femme du jeune Spenser. Ensuite il partit, & marcha à l'ouest d'Angleterre, où il avoit plus de noblesse à sa dévotion, pour y assembler une armée qu'il pût opposer à celle de la reine. Avant que de partir, il fit faire une proclamation contre les rebelles, avec défense de leur fournir des vivres, & aucun autre secours, ordonnant qu'on leur courût sus, sans néanmoins rien attenter contre la reine, le prince de Galles, & le comte de Kent, sinon pour les prendre. Il mit aussi à prix la tête de Roger de Mortemer.

La reine de son côté fit une autre proclamation, par laquelle elle défendoit toute sorte de violence contre ses sujets, excepté contre les deux Spenser, contre Robert de

1325.

Le roi sort de Londres plutôt que de livrer ses ministres à qui la reine en vouloit.

Baldok chancelier d'Angleterre, & contre tous ceux qui entreprendroient de les soutenir.

Le roi ne fut pas plutôt sorti de Londres, que la populace prit les armes en faveur de la reine, & contraignit les principaux bourgeois & le maire de la ville à suivre le même parti. Il en couta la vie à l'évêque d'Excester, qui étoit de celui du roi, & à plusieurs autres. La tour de Londres fut aussi surprise, & tous les prisonniers mis en liberté, dont plusieurs vinrent joindre la reine.

Cette princesse poursuivoit toujours le roi, & le serroit de fort près. Il avoit jetté des troupes dans Bristol, sous le commandement de Spenser le pere. La reine mit le siège devant cette ville, qui après quelques jours lui fut livrée; & elle fit pendre Spenser avec l'applaudissement de toute l'armée & de tout le peuple.

Le roi se voyant abandonné de tout le monde, monta sur un vaisseau pour s'enfuir en Irlande avec le jeune Spenser, mais apparemment repoussé par le vent contraire, il rentra en Angleterre, & se cacha dans le pays de Galles.

Le prince de Galles est proclamé régent pendant son absence.

Si-tôt qu'on eut eu avis de sa fuite, la reine affecta d'en paroître fort fâchée. Un ordre fut publié par tout le royaume, portant que ceux qui auroient connoissance du lieu de sa retraite, ne manquassent pas de l'avertir au plutôt, qu'on souhaitoit le revoir en Angleterre, qu'on n'en vouloit point à sa personne, & qu'il pouvoit revenir prendre le gouvernement de ses états. Comme personne ne répondit pour lui, & qu'on n'eut point de ses nouvelles, les seigneurs déclarèrent le prince de Galles régent du royaume; on lui fit serment de fidélité: on établit de nouveaux officiers, & on fit chancelier du royaume l'évêque de Norwich.

Le roi son pere est déposé.

Cependant la reine, par ses émissaires, découvrit où le roi s'étoit caché. On l'envoya prendre; il fut amené avec le jeune Spenser, qui après les plus rudes traitemens, subit le même supplice que son pere, & fut pendu à Herford à une potence de cinquante piés de haut. Tel fut le sort de ces deux malheureux, dont la haute fortune avoit été si longtemps l'objet de l'envie & de la jalousie de tous les grands d'Angleterre.

Pour ce qui est du roi d'Angleterre, il fut déposé à Londres par le consentement unanime du parlement, au mois de Janvier de l'an 1327, & le prince de Galles fut déclaré roi. La reine ayant appris cette nouvelle, fit parfaitement le personnage d'une personne affligée à l'excès. Le prince de Galles en fit autant de son côté, & protesta qu'il n'accepteroit jamais la couronne du vivant de son pere.

1325.

Le parlement députa au roi pour lui apprendre sa déposition. Les députés lui conseillèrent en même-temps d'y consentir. Il fallut s'y résoudre crainte de pis. Son consentement ayant été apporté à Londres, la reine & le prince de Galles ne se montrèrent plus si difficiles à souscrire à l'arrêt du parlement, & le prince de Galles fut couronné.

Alors il ne manqua pas d'arriver ce qu'on voit toujours en pareilles conjonctures. Ceux qui ne trouvoient pas leur compte au nouveau gouvernement, & les partisans du prince prisonnier, commencerent à intriguer pour son rétablissement sur le throne : mais cela ne servit qu'à avancer sa mort, non pas du consentement du prince son fils, ni de la reine, mais par la cruauté de deux seigneurs, qui appréhendoient la révolution. Ils corrompirent son apothicaire, qui sous prétexte de lui donner un remede, inséra dans la seringue un fer tout rouge, qu'il lui enfonça jusques dans les entrailles.

Mort funeste de ce monarque.

Ainsi mourut cet infortuné roi, dont on attribua les malheurs au mauvais choix qu'il fit des ministres & des favoris qu'il approcha de sa personne. Mais l'indocilité des peuples qu'il avoit à gouverner y eut grande part. De tout temps il a été difficile aux rois d'Angleterre de trouver un tempérament de douceur & de sévérité qui les fit aimer & craindre de leurs sujets, & pour peu qu'ils s'en soient écartés, le défaut ou l'excès leur ont presque toujours été funestes.

On n'eût jamais pensé en France, que le traité de paix qui y avoit fait passer la reine d'Angleterre, dût avoir de si étranges suites, & que l'empressement du roi à faire sortir de sa cour sa propre sœur, pour faire plaisir au roi d'Angleterre, dût aboutir à le faire périr. Je vais reprendre mainte-

1325.

*Le pape veut
faire rentrer l'em-
pire dans la mai-
son royale de Fran-
ce.*

nant certaines choses qui regardoient plus immédiatement la France, & qui se passerent depuis la rupture avec l'Angleterre, & durant le traité qui la termina.

La plus considérable fut la nouvelle tentative que fit le pape, pour faire rentrer l'empire dans la maison royale de France. J'ai dit en parlant de l'expédition que Philippe comte du Mans, & fils de Charles comte de Valois, fit en Italie, que le pape gardoit une espece de neutralité entre Frédéric d'Autriche & Louis de Baviere, tous deux élus rois des Romains par une partie des électeurs; en sorte cependant que dans le fond, il étoit plus porté pour Frédéric d'Autriche, que pour Louis de Baviere. Mais les choses changerent de situation après la bataille de Muldorf, où Louis de Baviere défit Frédéric d'Autriche, & le prit prisonnier. Car alors le parti de Frédéric fut entièrement abattu, & la plupart des princes de l'empire qui l'avoient suivi, se soumirent à Louis de Baviere, partie d'eux-mêmes, partie par force, & le reconnurent pour roi des Romains.

Ce prince, qui avoit jusqu'alors gardé beaucoup de mesures avec le pape, se mit désormais peu en peine de le ménager, & fit plusieurs entreprises qui lui déplurent. Le pape qui n'avoit jamais été affectionné à Louis de Baviere, choqué de la conduite qu'il tenoit à son égard, & étant d'ailleurs animé contre lui par Léopold d'Autriche, & par les autres freres de Frédéric, non-seulement différoit de le reconnoître pour roi des Romains, mais encore le traversoit en tout; & comme il le trouvoit de plus en plus moins complaisant à son égard, il résolut de le déposer, sur ce que sans la confirmation du Saint siège, il se portoit pour roi des Romains & pour empereur. Il publia une bulle, dans laquelle il soutenoit, que depuis la translation de l'empire à Charlemagne, faite par le pape Léon III, l'élection à l'empire ne pouvoit avoir lieu, qu'après avoir été approuvée & confirmée par le pape; & qu'en cas d'interregne ou d'une double élection, c'étoit au Saint siège à régler les affaires de l'empire. Sur ce fondement il défendit à Louis de Baviere de se porter pour empereur ou roi des Romains, jusqu'à

jusqu'à ce qu'il en eut obtenu la permission du Saint siège.

Cette bulle fut mal reçue de la plupart des princes d'Allemagne, comme étant injurieuse à l'empire; & Louis de Baviere se voyant ainsi soutenu, protesta contre: surquo le pape le déclara hérétique, & fauteur d'hérétiques, l'excommunia comme tel, & chargea Léopold d'Autriche, frere de Fridéric, d'assembler les princes d'Allemagne de son parti, & de soutenir sa bulle contre Louis de Baviere.

L'archevêque de Mayence, quoiqu'il désapprouvât fort le procédé du pape, conseilla néanmoins à Louis de Baviere de prendre des voies de douceur, pour faire cesser les troubles de l'empire, & de s'accommoder avec les princes d'Autriche.

Ce prince suivit le conseil de l'archevêque. Il traita avec Fridéric son prisonnier, qu'il mit en liberté; & Fridéric avant que de sortir de prison, signa un acte, par lequel il renonçoit à toutes ses prétentions sur l'empire, tandis que Louis de Baviere vivoit. La réconciliation fut sincere, & le traité s'exécuta de bonne foi entre ces deux princes.

Ce n'étoit pas là l'intention du pape, qui voyant que tout tournoit si heureusement pour Louis de Baviere, résolut de lui opposer un puissant concurrent, & engagea le roi de France à négocier avec les princes d'Allemagne, pour se faire élire roi des Romains. On prétendit que la chose avoit été concertée dans un voyage que ce prince fit à Avignon.

Le roi, avant même la délivrance de Fridéric, avoit conclu un traité secret avec Léopold d'Autriche, qui s'étoit engagé à lui faire une forte brigade en Allemagne, & à obtenir de son frere Fridéric, qu'il se désistât en faveur de ce prince des prétentions qu'il avoit à l'empire. Le roi de son côté s'obligeoit à contraindre le duc de Baviere de delivrer Fridéric, & promettoit que la premiere chose qu'il feroit après son élection, seroit de donner trente mille marcs d'argent à Léopold. Sur ces entrefaites Fridéric étant sorti de prison, par le traité qu'il fit avec le duc de Baviere, ne s'opposa point aux desseins de Léopold en faveur du roi de France.

Tome V.

M m

1325.

Joan. Villani,
l.b. 9, cap. 248.

*Intrigue du roi
pour se faire élire
roi des Romains.*

Inventaire des
chartes, tome 7.

1325.

*Il échoue dans
ce projet.*

ce. Mais il étoit question d'assembler au moins un nombre considérable de seigneurs d'Allemagne, pour faire l'élection de ce prince. On prit ses mesures pour cela.

Il fut arrêté que Léopold d'Autriche, Jean roi de Bohême, beau-frère du roi, & tous ceux du parti opposé au duc de Bavière, ameneroient à Bar-sur-Aube le plus qu'ils pourroient de princes de l'empire, pour y faire cette élection. Le roi ne manqua pas de s'y rendre avec un équipage digne de la cérémonie qu'il méditoit : mais les princes Allemands lui manquèrent de parole. Le seul Léopold d'Autriche s'y trouva. Jean roi de Bohême, qui avoit jusqu'alors été tout-à-fait dans les intérêts du roi, s'en absenta comme les autres ; la mort de Marie reine de France sa sœur, qui mourut dans cet intervalle, le fit changer de parti, & il fut depuis dans celui de Louis de Bavière.

*Epist. Joan. ad
Carolus, apud
Rainald.*

Cette fausse démarche du roi lui causa autant de chagrin que de confusion, & le rallentit fort dans la poursuite de cette affaire. Le pape & Léopold d'Autriche firent tout leur possible pour le ranimer, l'assurant que pourvu qu'il voulût répandre quelque argent en Allemagne, plusieurs des princes & des électeurs, que l'excommunication fulminée par le pape contre Louis de Bavière, avoit fort ébranlés, seroient aisément déterminés à procéder à une nouvelle élection : mais ils ne purent rien gagner sur l'esprit d'un prince, dont l'ambition fut toujours médiocre, & qui appréhendoit un second affront. Ainsi il laissa le pape & Louis de Bavière se faire la guerre l'un à l'autre, tant par écrit, que par les armes ; & comme cette dernière voie est beaucoup plus efficace que l'autre, & que Louis de Bavière fut parfaitement s'en servir, il se maintint dans sa possession jusqu'à sa mort, que celle du pape précéda de plusieurs années.

Ce ne fut pas seulement à l'empereur d'Occident que le roi de France causa de l'inquiétude ; les deux empereurs d'Orient prirent aussi l'alarme sur les bruits qui couroient toujours, qu'on méditoit une croisade en ce royaume. Il est vrai que Philippe le Long y pensoit sérieusement quand il mourut ; qu'il y avoit une infinité de gens de toutes nations qui avoient pris la croix, & qui continuoient de la porter ;

CHARLES IV, DIT LE BEL. 275

mais ce n'étoit plus pour la plupart qu'une vaine parure; & il ne paroît pas que le roi prît des mesures pour cette expédition. Cependant comme le bruit étoit fort commun, qu'en cas qu'on fit une croisade, on la commenceroit par la conquête de Constantinople, les deux Androniques le pere & le fils, qui régnoient ensemble, en eurent peur.

Ce fut là le motif d'une ambassade qu'ils envoyèrent au roi l'an 1326, (a) pour l'assurer de la sincère disposition où ils étoient, de mettre fin au schisme qui les séparoit de l'église Romaine, & de vivre en paix avec tous les princes chrétiens, & en particulier avec la France. Le roi offrit volontiers ses bons offices pour un dessein si avantageux à l'église. Il envoya au pape sur ce sujet Benoît de Cunes de l'ordre de S. Dominique, qui après avoir traité à Rome de cette affaire, se transporta à la cour de Robert roi de Sicile, pour avoir son avis sur une chose de cette importance. Ce religieux passa ensuite à Constantinople, pour voir de plus près les dispositions de cette cour: mais sa négociation n'eut point de succès.

Le pape n'interposa pas plus heureusement son autorité, pour faire la paix entre Gui Dauphin de Vienne, & Edouard comte de Savoye, qui se faisoient une rude guerre. Le roi s'en fit aussi le médiateur. Il convoqua pour cela à Paris une

(a) Le pere Daniel ne parle point de la paix accordée par Charles le Bel, aux habitans de quelques villes de Flandre, qui s'étoient encore révoltés contre le comte de Flandre, leur légitime souverain, depuis le traité de paix conclu sous le regne de son prédécesseur. Charles envoya contre eux un corps de troupes, commandé par Alfonse d'Espagne, Matthieu de Trie & Miles de Noyers. Ils eurent recours à la clémence du roi, qui leur ordonna d'envoyer leurs députés à Arques, près de S. Omer, où ils se soumirent aux conditions qui leur furent imposées. On en peut voir le détail dans le second tome de l'histoire de la ville de Nîmes, où M. Menard a fait imprimer l'acte de la publication de la paix, dans lequel le traité est inséré. Les rebelles promirent de démolir les anciennes fortifications d'Ypres & de Bruges, & tou-

tes celles qu'ils avoient nouvellement construites en d'autres endroits, de renoncer à toute espèce de ligue & d'association; & il fut dit que celui qui contreviendrait à cet article, auroit la tête tranchée; de donner quatre mille livres tournois, pour fonder un couvent de Chartreux au pays de Courtrai, & de réparer les dommages faits aux églises pendant les troubles. Ceux de Bruges & de Courtrai s'engagerent à envoyer cent pèlerins à S. Jacques en Galice, cent à Notre-Dame de Vauvert, & cent à Notre-Dame de Rochemadour; & si le roi jugeoit à propos de les dispenser du voyage, ils devoient lui payer pour cette grace dix mille livres tournois. Ces articles furent lus & publiés à Paris, dans le palais du roi, en présence d'un grand nombre de témoins, le 26 Avril 1326.

M m ij

1325.

Sanut. in lit. ad Andronic.

1326.

Il reçoit une ambassade de l'empereur d'Orient, & pourquoi.

Epist. Joan. pape apud. Rainald.

1327.

1327.

assemblée de seigneurs, où les prétentions de ces deux princes furent discutées : mais il n'y eut pas moyen de les accorder, & on les laissa se battre.

1328.

Le roi tombe malade, & meurt.

Continuat. Nan-

gii.

Leibnitz in cod. diplomat. p. 114.

Quant à ce qui regarde l'Angleterre, le roi ne fit aucune démarche, par laquelle il parût reconnoître le jeune Edouard roi d'Angleterre, tandis que le pere de ce prince vécut : mais dès qu'il eut appris sa mort, il envoya ordre au nouveau roi, de lui venir faire hommage pour le duché de Guienne & le comté de Ponthieu. Car quoiqu'il l'eût rendu pour ce duché n'étant pas encore roi, il y avait obligation pour les rois d'Angleterre de le faire à leur avènement à la couronne, aussi-bien que toutes les fois qu'il y avoit un nouveau roi en France. Edouard pria le roi de lui accorder quelque délai, ses affaires ne lui permettant pas de passer si-tôt en France. Son excuse fut reçue, & le traité de paix fait sur la fin du regne d'Edouard II fut confirmé. Ce retardement de l'hommage d'Edouard III, fut cause qu'il n'en fit point d'autre sous ce regne, que celui qu'il avoit déjà fait : car Charles étant tombé malade le jour de Noël, mourut au bois de Vincennes le premier jour de Février 1328, ce qui n'est point contraire à la date de sa mort, que l'on voit sur son tombeau, où il est marqué qu'il mourut en 1327, parce qu'alors l'année ne commençoit en France qu'à Pâques : & selon l'usage Romain, que quelques historiens suivoient dans leurs écrits, & qui fut reçu dans ce royaume sous Charle IX, on comptoit l'année 1328.

Ce prince étoit dans sa trente-quatrième année, & n'avoit encore regné que six ans & trente jours. Il étoit le cadet de trois fils de Philippe le Bel, tous trois les princes du monde les mieux faits, qui donnoient à leur pere l'espérance d'une nombreuse postérité : mais l'objet des espérances & l'accomplissement des souhaits des princes comme des autres hommes, dépendent de Dieu ; & il leur apprend par ces sortes d'exemples à ne compter sur rien pour la durée de leurs familles, dont ils sont si jaloux.

Son caractère.
Joan. Villani,
lib. 9, cap. 61.
Continuat. Nan-
gii.

Charles fut un de ces princes ordinaires, qui n'eut rien de fort distingué, ni rien non plus qui le rendît indigne de la place où sa naissance l'avoit élevé. Il montra la sévérité de

CHARLES IV, DIT LE BEL. 277

sa justice en la personne de Jourdain de Lille, seigneur de grande qualité de Gascogne, qui avoit épousé la niece du pape Jean XXII. Ce seigneur ayant été accusé devant lui, & convaincu de dix-huit crimes, dont chacun méritoit la mort, il lui fit grace la premiere fois en considération du pape : mais ayant recommencé ses violences, & le marquis de Goth, neveu du pape Clément V, & le seigneur d'Albret s'étant déclarés ses parties, il le fit pendre à Paris, sans nul égard pour le pape.

1328.

Charles ne laissa qu'une fille de sa troisieme femme Jeanne d'Evreux, savor Marie de France, qui ne vécut pas long-temps, comme Louis Hutin son frere, la France en suspens & dans le doute, si la reine lui donneroit un successeur. Philippe de Valois, fils de Charles comte de Valois, fut institué régent du royaume, comme premier prince du sang, cousin germain du feu roi, & l'héritier présomptif de la couronne. Deux mois après la reine accoucha d'une fille qui fut nommée Blanche, ainsi la couronne appartenoit à Philippe. Il y eut toutefois des oppositions de la part d'Edouard, roi d'Angleterre: Charles les avoit prévues; c'est pourquoi dans un renouvellement d'alliance qui se fit en 1324 entre l'Ecosse & la France, on ajouta aux anciens traités ce qui suit :

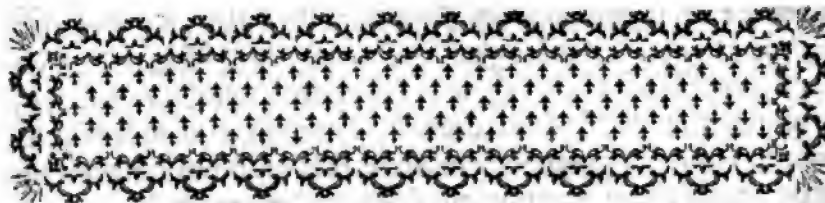
Il ne laisse point d'enfant mâle.

« Au cas que l'un des deux rois défaille, enforte qu'il est » incertain qui est le droit héritier pour succéder à la couron- » ne, lors le légitime héritier sera discerné par les princi- » paux seigneurs de tous les deux royaumes, lesquels déclara- » reront celui qui devra régner. Après non-seulement l'autre » roi empêchera tous autres tyrans de jouir d'icelui royaume » ayant été ainsi en dispute; mais aussi, si besoin est, se » présentera avec grande force personnellement, pour défendre le légitime héritier, &c. »

MSS. de Bethune dans la bibliothèque du roi, vol. conté 9687.

C'est par ces oppositions du roi d'Angleterre, que je commencerai l'histoire du regne suivant.





SOMMAIRE

DU REGNE DE PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS.

- 1228.** *LE* roi d'Angleterre dispute la couronne à Philippe. La contestation est décidée en faveur du dernier, & il est sacré à Reims. Semblable dispute pour la succession à la couronne de Navarre. A qui elle fut adjugée. Le roi accorde sa protection au comte de Flandre contre ses sujets. Il mene une armée contre eux. Danger du roi. Bataille entre les deux armées. Les Flamans sont taillés en pieces. Réduction de toute la Flandre. Remontrance du roi au comte de Flandre. Avantage que la France tira de cette réduction. Hommage du roi d'Angleterre pour la Guienne. Reglemens faits en France entre les ecclésiastiques & les juges laïques. Desordre en Guienne. Aête de l'hommage du roi Edouard. Autre accommodement entre les deux rois. Le comte d'Artois est cause de leur rupture. Quelle en fut l'occasion. Le comte d'Artois se réfugie en Angleterre.
- 1229.**
- 1330.**
- 1331.**
- 1332.**
- 1333.**
- 1334.**
- 1335.**
- 1336.**
- 1337.**
- 1338.**
- Prétexes de guerre que se donnent les deux rois. Ambassade du roi d'Armenie en France. Croisade projetée. Mort du pape. Benoît XII lui succede. Le projet de la croisade est sans succès. Causes de la guerre entre la France & l'Angleterre. Le roi d'Angleterre passe la mer. Zele des Normans pour le roi de France. Edouard ouvre la campagne par le siège de Cambrai, & le leve. Avantage des François en Guienne, & sur mer. Edouard engage les Flamans à se déclarer contre la France. Edouard prend le titre de roi de France. Combat naval entre*

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 279

les deux flottes défavantageux aux François. Siège de Tournai par le roi d'Angleterre; levé par un accommodement. Prétentions des deux parties pour conclure la paix. Différend qui donna lieu au renouvellement de la guerre. Elle commence par la Bretagne. Le comte de Montfort s'empare de cette province. Il est cité à la cour des pairs; y expose ses prétentions, & s'échappe de Paris. Le roi donne ordre d'assembler une armée en Bretagne. La ville de Nantes se livre au roi. Siège de Rennes. Prise de cette ville. Siège de Hennebon. Cette place est secourue par les Anglois, qui obligent les François de l'abandonner. Autre armement des Anglois. Mort du comte d'Artois. Les Anglois font trois sièges en Bretagne en même temps sans succès. Le roi d'Angleterre conclut une treve. Humbert dauphin de Viennois fait cession de ses états au second fils du roi. A quelles conditions. Le roi achète la seigneurie de Montpellier. Le roi d'Angleterre rompt avec la France. Mesures du roi pour s'opposer à ses desseins. Les Anglois débarquent à Bayonne. Ils prennent Bergerac. Combat défavantageux aux François. Les Anglois assiègent la Réole & l'emportent. Le sel est mis en parti en France. Sedition à Orléans & ailleurs, au sujet des impôts. Siège & prise d'Angoulême par les François. Ruse du gouverneur de cette place pour sauver sa personne & ses troupes. Autres expéditions des François. Les Anglois mettent une puissante flotte en mer. Ils débarquent à la Hogue. Se rendent maîtres de plusieurs places en Normandie & prennent Caen. Ils veulent assiéger Rouen. Comment ce dessein manqua. Ils s'approchent de Paris. Ils passent la Seine à Poissy. Pour suivis par le roi ils se retirent vers la Somme. Embarras du roi d'Angleterre. Il se dispose au combat. Premier usage du canon. Le roi va le reconnoître. Disposition de l'armée Française. Bataille de Créci où les Anglois ont l'avantage. Le roi se retire à Amiens. Perte des François. Suites qu'elle eut pour les Anglois. Ils forment le siège de Calais, & passent l'hyver devant cette place. Etat de la guerre en Bretagne. Combat entre les deux partis. Affaires d'Angleterre & d'Ecosse. Triste état de la France. Négociations faites pendant l'hyver. Suite du siège de Calais. Le roi y marche avec une armée. Il envoie reconnoître le camp des Anglois. Il se retire dans l'impossibilité de leur faire lever le siège. Extrémité

1339.

1340.

1341.

1342.

1343.

1344.

1345.

1346.

1347.

280 **SOMMAIRE DU REGNE, &c.**

où la ville est réduite. Dures conditions que le roi d'Angleterre en exige. Générosité admirable de six bourgeois qui se dévouent

1348.

pour la patrie. Reddition de la place. Treve entre les deux rois.

1349.

Famine & peste en France. Dessein de surprendre Calais sans succès. Bravoure du roi d'Angleterre. Effet de sa générosité.

1350.

Mort de la reine de France. Le roi se remarie. Il meurt lui-même peu après. Mode de ce temps-là. Enfants du roi.



HISTOIRE

Tiré d'après un Médailleur d'Or de M. l'Abbe Fumel.



HISTOIRE DE FRANCE.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS.

LE commence l'histoire d'un regne signalé par de grands événemens, partie heureux ; partie malheureux, avec cette différence que les malheureux eurent beaucoup plus de suite que les autres, & que la monarchie ébranlée par ces rudes coups, se vit dans les regnes suivans sur le penchant de sa ruine. Celui des ennemis de la France, qui commença à prendre sur elle

1328.

*Le roi d'Angle-
terre dispute la
couronne à Phi-
lippe.*

Legende de la médaille de Philippe de Valois PHILIPPVS SEXTVS FRANCORVM REX.
Inscription du revers. BLANCA Philippi REGIS NAVARRÆ FILIA.

Tome V.

Nn

1328.

une supériorité, que ses prédécesseurs n'avoient jamais eue, fut Edouard III, roi d'Angleterre, jeune prince plein de feu, d'esprit, de valeur, d'ambition; plus politique que ne le comportoit son âge, & qui eut par-dessus tout cela un regne de cinquante ans, pendant lequel il suivit toujours son principal dessein, qui étoit de détruire la monarchie Francoise.

Froissard, c. 22.

Il n'avoit que quinze à seize ans, quand Philippe âgé de trente-six^(a) monta sur le throne de France. Il commença par le lui disputer, & d'abord s'opposa au choix qu'on fit de ce prince pour la régence du royaume conformément au testament du feu roi: mais l'essentiel du différend étoit touchant la couronne même, en cas que la reine demeurée grosse à la mort du roi accouchât d'une fille, comme il arriva deux mois après.

Edouard d'Angleterre étoit fils d'Isabelle de France, sœur du feu roi, dont Philippe de Valois n'étoit que le cousin germain, étant fils de Charles, comte de Valois, frere de Philippe le Bel. Ainsi Edouard, comme neveu du feu roi, en étoit plus proche parent que Philippe de Valois: mais la parenté d'Edouard étoit par sa mere, & celle de Philippe par son pere.

Continuat. Nangii.

On convenoit de part & d'autre, selon la loi salique & la coutume inviolable de l'état, que les femmes ne pouvoient pas succéder à la couronne; que par cette raison la reine d'Angleterre, quoique sœur du dernier roi, ne pouvoit pas y prétendre: mais les jurisconsultes Anglois soutenoient que la personne la plus proche, où ce défaut du sexe ne se trouvoit point, étoit par la proximité du sang en droit de succéder; & c'étoit là le titre sur quoi Edouard fondeoit sa prétention, & pensoit à exclure Philippe.

La consécration est décidée en faveur du dernier, & il est sacré à Reims.

Ceux qui soutenoient le droit de Philippe, disoient au contraire, que le roi d'Angleterre ne pouvant avoir droit à la couronne de France que par sa mere, cette princesse n'y en ayant aucun, & n'y en pouvant avoir, il ne pouvoit non plus y en avoir lui-même. De plus par la coutume im-

(a) Il n'en avoit que trente-quatre, gner le 2 Avril 1327, veille de Pâques; étant né l'an 1293, il commença à régner le 2 Avril 1327, veille de Pâques. Voyez le P. Anselme, tome 1, p. 102.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 283

mémoriale de la nation, les enfans des filles de France n'avoient jamais été regardés comme héritiers présomptifs de la couronne ; & cette coutume faisoit clairement connoître le sens de la loi : d'où l'on concluoit invinciblement en faveur de Philippe, qu'étant le plus proche parent du dernier roi, entre tous ceux à qui leur naissance donnoit droit de succéder à la couronne, il n'y avoit personne qui la lui pût disputer. Tout ceci ayant été exposé, & mûrement examiné dans une assemblée des seigneurs du royaume, la couronne fut adjugée tout d'une voix à Philippe. Il se fit ensuite sacrer à Reims le vingt-septieme de Mai par l'archevêque Guillaume de Trie, & mit en sa personne sur le throne la branche des Valois, qui a donné treize rois de suite à la France pendant l'espace de deux cents soixante ans, & n'a fini qu'en 1589, par la mort de Henri III, roi de France & de Pologne.

Cette grande affaire étant décidée, il en restoit encore une autre de même espece à régler, mais dans laquelle il y avoit d'autres regles à suivre ; c'étoit la succession à la couronne de Navarre, où il y avoit beaucoup plus de prétendans que pour la succession à la couronne de France.

Pour bien entendre de quoi il s'agissoit, il faut se ressouvenir que la couronne de Navarre fut unie à celle de France par Jeanne héritiere du royaume de Navarre, qui épousa Philippe le Bel. Louis Hutin, fils aîné de ce prince, succéda à ces deux états. Il laissa en mourant Jeanne de France sa fille unique, à qui la couronne de Navarre comme tombant en quenouille, appartenoit de droit aussi bien que la Champagne & la Brie : ce qui n'empêcha pas Philippe le Long, oncle de la princesse, de joindre le titre de roi de Navarre, dont il avoit la régence, avec celui de roi de France, comme fit aussi Charles le Bel, qui fut pareillement régent du royaume de Navarre. Au reste ces deux princes prirent le titre de roi de Navarre sans conséquence, & ne donnerent en le prenant aucun soupçon, qu'ils voulussent retenir ce royaume ; car c'étoit alors une coutume, que les princes & les grands seigneurs ayant une tutelle, prissent le titre des terres de leurs pupilles. Le roi Philippe le Long

1328.

Semblable dispute pour la succession à la couronne de Navarre.

Voyez les observations de du Cange, sur l'histoire de S. Louis, p. 93.

1328.

maria cette héritière de Navarre à Philippe, comte d'Evreux, fils de Louis, comte d'Evreux, frère de Philippe le Bel.

Continuat. Nan-
gii.

Quoique ce droit de Jeanne à la couronne de Navarre parût incontestable, vû qu'elle étoit fille du fils aîné de Philippe le Bel, néanmoins la fille de Philippe le Long & les deux filles de Charles le Bel, soutinrent que cette succession leur appartenoit; parce que ces deux rois leurs peres étoient morts, saisis l'un & l'autre du royaume de Navarre. Enfin selon l'histoire d'Espagne, le roi d'Angleterre y prétendit aussi, par la raison qu'Isabelle sa mere étoit fille de Philippe le Bel & de Jeanne de Navarre.

A qui elle fut
adjudgée.

Inventaire du
trésor des char-
tes, tom. 2.
Champ. p. 10,
n. 43 & L. 6.

Malgré toutes ces oppositions que les princes ne font souvent, qu'afin d'acquérir une espece de droit pour l'avenir en faveur de leur postérité, Jeanne comtesse d'Evreux l'emporta, étant fille du fils aîné de l'héritière de Navarre, à condition d'assigner cinq mille livres de rente aux deux filles de Charles le Bel: & de plus, qu'en cas qu'elle & son mari mourussent sans enfans; la couronne reviendrait à ces deux princesses. Quelques années après en l'an 1335, fut fait un autre traité entre Philippe de Valois d'une part, & le roi de Navarre & la reine sa femme de l'autre, par lequel ce roi & cette reine quittoient au roi de France tout le droit qu'ils pouvoient avoir sur les comtés de Champagne & de Brie; & lui de son côté leur céda le comté de Mortain avec celui d'Angoulême, & leur donna encore quelques autres dédommagemens: mais on stipula, que si la reine de Navarre décédoit sans enfans, les comtés d'Angoulême & de Mortain, retourneroient à la couronne de France.

Continuat. Nan-
gii.

Le premier de ces deux traités fut passé en présence d'un grand nombre de seigneurs du royaume de Navarre, & fit beaucoup d'honneur au roi. Ce prince en usa dans cette occasion envers la princesse avec une générosité & une droiture qui charmerent tout le monde, & firent bien espérer d'un regne qui commençoit par un si grand exemple d'équité.

Le roi accorde

La protection qu'il donna aussi-tôt après à Louis, comte

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 285

de Flandre, lui acquit encore d'autant plus de gloire, qu'elle lui donna lieu de se signaler par son courage autant que par sa justice. Les Flamans, nation alors intraitable, également difficile à gouverner & à réduire, traitoient leur comte avec beaucoup de mépris & d'indignité. Sous le regne précédent, ils s'étoient révoltés contre lui, l'avoient long-temps tenu en prison, & ce ne fut qu'après les menaces réitérées de Charles le Bel, & les censures du pape, qu'ils le relâcherent.

1328.
*sa protection au
comte de Flandre,
contre ses sujets.*

Les troubles recommencerent à la mort de Charles le Bel. Le menu peuple se révolta de nouveau contre le comte & contre la noblesse. Le comte se réfugia en France de peur d'être encore arrêté, & beaucoup de seigneurs & de gentilshommes Flamans l'y suivirent. Il demanda du secours au roi, qui lui promit d'aller lui-même en Flandre après son sacre, & cependant il envoya l'évêque de Senlis à Tournai, d'où ce prélat fulmina l'excommunication contre les révoltés, & mit en interdit le comté de Flandre. Il avoit reçu cette commission du Saint siège, par le traité fait avec les Flamans du temps de Philippe le Bel, ainsi que je l'ai dit dans l'histoire de ce regne.

Meyerus.

Le comte de Flandre assista au sacre du roi, où il porta l'épée royale devant le prince. Il y étoit accompagné par quatre-vingt-six chevaliers Flamans, tous vêtus de la même maniere & de la même couleur. Le roi le fit lui-même chevalier la veille du sacre, & lui ceignit l'épée avec les cérémonies ordinaires en de pareilles occasions.

Sur la fin de Juillet, l'armée de France s'assembla auprès d'Arras. Le roi remplit de troupes Tournai, Lille & saint Omer, & s'avança vers cette dernière place avec l'armée. Elle étoit très-levée, & la plupart de ceux qui avoient assisté au sacre y suivirent le roi, entre autres Charles, comte d'Alençon, frere de ce prince, Philippe, roi de Navarre, les comtes d'Evreux & de Bar, le duc de Lorraine, Eudes, duc de Bourgogne, Guigue, dauphin de Vienne, & le comte de Savoye, que le roi avoit réconciliés ensemble, le duc de Bretagne, Robert d'Artois, (a) Gaucher de Creci,

*Il mene une ar-
mée contre eux.*

Villani, l. 10,
cap. 89.

(a) c'étoit Gaucher de Châtillon seigneur de Creci.

connétable de France, & Louis de Bourbon. Milès de Noyers portoit l'oriflamme. Il y avoit aussi beaucoup de noblesse de Flandre, dont les principaux étoient, outre le comte de Flandre, Robert de Cassel son frere, Guillaume, comte de Hainaut, Guillaume son fils, Jean son frere, Théodoric de Brederole, & Alard d'Egmont.

Le roi se campa sur la petite riviere de Peene, environ à une lieue de Cassel, dont les révoltés étoient maîtres. Ils parurent en bataille sur le penchant de la montagne où cette ville est située, ayant à leur tête Colin Zannec & Vinnoc Fiere, qui avec deux ou trois autres étoient les chefs de la révolte, & avoient tout crédit sur la populace.

Les Flamans insultent aux François.

On ne vit jamais rien de plus insolent que cette populace ramassée, mais cependant très-déterminée. Comme ils avoient derriere eux tout le pays à leur dévotion, & qu'ils n'appréhendoient pas qu'on entreprît de les forcer sur la montagne, où ils étoient retranchés, & soutenus de la ville, dans laquelle une partie de leur armée étoit logée, ils se moquoient impunément de l'armée de France, lui disoient mille injures, & faisoient des railleries sur le roi même. Entre autres insolences qu'ils firent, ils planterent au bord de leur camp une espece d'étendart, où il y avoit un coq en peinture avec ces deux vers autour.

*Quand ce coq chanté aura,
Le roi Cassel conquêtera.*

Cette fiere contenance des ennemis ne laissoit pas d'embarrasser le roi, & il étoit en danger de se voir obligé de retourner à Paris sans rien faire que des ravages, comme il étoit arrivé à quelques-uns de ses prédécesseurs, si les Flamans avoient eu assez de constance pour s'en tenir à l'avantage de leur terrain: mais leur propre témérité donna lieu aux François d'en venir aux mains avec eux.

Il y avoit déjà plusieurs jours qu'on étoit à se regarder les uns les autres. Le mépris que les François faisoient de l'armée Flamande, où il n'y avoit presque point de noblesse,

les rendoit moins vigilans à la garde du camp, faute assez ordinaire aux François de ce temps-là. Les généraux ennemis s'en apperçurent, & résolurent de profiter de cette négligence. Ils s'assurèrent de l'endroit où étoit la tente du roi, & entreprirent d'enlever ce prince avec tout son quartier.

1328.

Pour cet effet la veille de saint Barthelemi après midi, ils vinrent reconnoître le camp des François, où tout étoit fort tranquille, & où la plupart des soldats dispersés sans armes, dormoient à l'ombre des haies & des arbres pendant la chaleur du jour. Zannec ayant pris une partie de ses troupes, & donné ordre au reste de suivre quelque temps après, arriva par des détours & par des lieux couverts au quartier du roi, qui n'étoit pas mieux gardé que les autres quartiers. Le général Flamand avoit ordonné à ses gens de ne point quitter leurs rangs pour quoi que ce fût, & à moins qu'on ne les attaquât, de ne point se servir de leurs armes, qu'ils ne fussent arrivés à la tente du roi.

Ils veulent enlever le quartier du roi.
Continuat. Nangii.

Quand ils parurent, on crut dans le camp que c'étoit un renfort, qui venoit joindre l'armée. Le seigneur Renaud de Lor alla à eux dans cette pensée, pour leur demander de quelle banniere ils étoient. On ne lui répondit que par un coup de javelot ou de pique, qui le renversa mort par terre. En ce moment les Flamans mirent l'épée à la main, & commencerent à faire main-basse sur tout ce qui se rencontra. L'alarme se répand aussitôt dans le camp; chacun commence à fuir ou à crier aux armes. On étoit si peu sur ses gardes, que le premier qui courut à la tente du roi, pour l'avertir du péril où il étoit, fut son confesseur, religieux de saint Dominique, dont il se moqua d'abord, comme d'un homme, qui n'étant pas accoutumé à la guerre, avoit pris l'alarme à la vûe de quelque parti ennemi: mais à l'instant survint le seigneur de Noyers, qui assûra le roi que l'affaire étoit sérieuse; que les ennemis avançoient dans le quartier, & que tout y étoit en désordre. A peine le roi eut-il le temps de s'armer & de monter à cheval. Il étoit perdu, sans que par bonheur Robert de Cassel, frere du comte de Flandre, arrivant en ce moment d'une course qu'il venoit de faire aux

1328.

environs de Bergue , se trouva en état de faire tête pendant quelque temps aux ennemis ; & les arrêta assez long-temps , pour donner au roi le loisir de rassembler quelques troupes autour de sa personne.

Ce prince n'ayant encore que très-peu de monde , voulut aller soutenir Robert de Cassel , & se joindre à lui pour enfoncer les ennemis , qui n'avoient presque que de l'infanterie : mais le seigneur de Noyers lui conseilla de ne se point presser , & d'attendre que sa troupe fut grossie pour prendre les ennemis en flanc.

Cependant toute l'armée Flamande arrivoit ; & d'autre part le roi ayant fait lever son étendart en un lieu d'où il pouvoit être vû de loin , toute la cavalerie François se rangea promptement auprès de lui ; l'infanterie revenue de sa consternation se rassembla pareillement. On rangeoit l'armée à mesure que les troupes se rendoient au gros. L'affaire devint générale , & la bataille commença avec assez de confusion de part & d'autre.

*Bataille entre
les deux armées.
Continuat. Nan-
gii.*

La partie ne devoit pas être égale , les François ayant beaucoup de cavalerie , & les Flamans n'en ayant que très-peu. Ils suppléèrent quelque temps à ce défaut par leur bravoure , & par la précaution de Zannec , qui pour soutenir l'effort de la cavalerie , avoit bordé de piquiers les flancs & le front de son armée. On les chargea plusieurs fois sans pouvoir les enfoncer : mais enfin on fit breche à quelques endroits ; & quand une fois la cavalerie eut forcé le passage , elle fit un effroyable carnage de l'infanterie Flamande. Zannec combattant en désespéré contre les troupes du comte de Hainaut , resta mort sur la place percé de plusieurs coups. Il demeura près de douze mille Flamans sur le champ de bataille , sans parler de ceux qui furent tués dans la fuite.

Meyerus.

*Les François ont
l'avantage.*

*Continuat. Nan-
gii.*

Le roi dans une lettre qu'il écrivit sur ce sujet à l'abbé de S. Denys , fait monter le nombre des uns & des autres à dix-huit mille huit cents. Il y perdit peu de monde , & beaucoup plus de chevaux que d'hommes. Outre Renaud de Lor tué avant le combat , il n'y eut parmi les morts de personnes considérables , que le vicomte de la Brosse , & six autres chevaliers. Le duc de Bourgogne , le duc de Bre-
gne ,

Meyerus.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 289

gne, le comte de Bar, Louis de Savoye, Bouchard de Montmorenci, & Michel de Ligni furent blessés. Le comte de Hainaut fut renversé de son cheval, & eût péri, s'il n'eût été promptement secouru par ses gens.

1328.
D'Argentré, Hist.
de Bretagne.

Le roi étant de retour dans sa tente, y fit chanter le *Te Deum*, avant que de quitter ses armes, reconnoissant qu'il tenoit de Dieu seul, par l'intercession de la sainte Vierge & de saint Denys, l'heureuse issue d'une journée, dont les commencemens devoient naturellement avoir de fâcheuses suites.

Après cette défaite Cassel fut pris, sans que le coq représenté dans l'étendart Flamand eût chanté. La ville fut rasée & réduite en cendres. Toute la Flandre se soumit. Bergue, Furnes, Nieuport appréhenderent le sort de Cassel: mais le roi leur pardonna. Ypres fit mine de vouloir résister: mais dès que l'armée parut, les habitans demanderent à capituler. Le roi voulut qu'ils se rendissent à discrétion, & il fallut subir la loi du vainqueur. Cette place & la plupart des autres furent condamnées à payer de grosses sommes d'argent au comte de Flandre. Le roi fit amener d'Ypres cinq cents bourgeois à Paris pour servir d'ôtages, la ville de Bruges en donna mille. On fit la recherche des chefs de la sédition, & on en prit plusieurs qu'on fit mourir par divers supplices. Les privilèges de toutes les villes rebelles furent abolis, & ensuite rendus par de nouvelles chartes avec de grandes modifications: & le roi l'année suivante fit abattre les fortifications de Bruges, d'Ypres, de Courtrai, & dépendre leurs portes.

Réduction de toute la Flandre.

Continuat. Nangii.

Tout étant pacifié & soumis, le roi fit assembler les seigneurs de son armée, & parla au comte de Flandre en cette manière: « Comte, je suis venu ici sur la prière que vous m'en avez faite. Peut-être avez-vous donné occasion à tant de révoltes par votre conduite, en ne rendant pas assez bonne justice, ou en ne punissant pas assez sévèrement les coupables. Il m'a fallu faire de grandes dépenses pour une telle expédition; j'aurois droit de vous en demander le dédommagement: mais je vous tiens quitte de tout, & je vous remets toutes vos places. Faites en-

Rémontrance du roi au comte de Flandre.
Ibid.

1328.

« sorte que je ne sois plus obligé de revenir en Flandre pour
 « un pareil sujet ; car alors j'aurois plus d'égard à mes inté-
 « rêts qu'aux vôtres. »

Le comte fit de tendres remerciemens au roi de la générosité avec laquelle il en ufoit à son égard. Ce prince ayant fait la revue de ses troupes lui en laissa une partie , & s'en retourna en France. A son retour il alla rendre ses actions de grâces à Notre-Dame de Chartres , à saint Denys , & à Notre-Dame de Paris.

Epist. Joan. pa-
 pz ad Philipp. a-
 pud Rainald.

Il rendit compte au pape de cette grande victoire , & le pria de lever les censures qu'il avoit publiées contre les Flamans à cause de leur rébellion. Il obtint aisément ce qu'il demandoit , & l'archevêque de Reims & l'évêque de Senlis , qui avoient jetté l'interdit sur la Flandre au nom du pape , reçurent ordre de sa part de le lever.

*Avantage que la
 France tira de cette
 réduction.*

L'abaissement des Flamans si bien domptés , n'étoit pas seulement un avantage pour leur comte , mais encore pour la France même , dont les ennemis trouvoient toujours dans la haine de ces peuples , des dispositions à lui susciter des embarras de ce côté-là. Ils furent soumis au moins pour quelques années ; & leur punition fut un exemple , qui contint le jeune roi d'Angleterre , malgré sa fierté & le chagrin de l'exclusion qui lui avoit été donnée pour la couronne de France & pour celle de Navarre.

Ce chagrin l'avoit empêché d'assister au sacre du roi , comme il y étoit obligé en qualité de pair de France : mais il n'y avoit pas moyen de se dispenser de l'hommage pour le duché de Guienne & pour le comté de Ponthieu. C'étoit une cérémonie que tous les rois d'Angleterre faisoient toujours avec peine : mais ils aimoient mieux encore s'y soumettre , que de se voir dépouiller de ces deux états. Ils différoient pourtant le plus qu'ils pouvoient de la faire , & il falloit toujours les sommer.

Froissard , l. 1 ,
 c. 25.
 Chronique MS.
 de Jean abbé de
 Lion , dans la bi-
 bliot. de M. Rouf-
 seau auditeur des
 comptes.

Le roi à son retour de Flandre ne manqua pas de faire faire la sommation à Edouard. Il lui envoya pour ce sujet Pierre Roger , abbé de Fescamp , qui fut depuis pape sous le nom de Clément VI. Il ne put avoir audience d'Edouard , & fut seulement admis à celle de la reine-mère , avec laquel-

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 291

le il ne conclut rien ; car après son retour à Paris, le roi par l'avis de son conseil fit saisir les revenus du duché de Guienne & du duché de Ponthieu.

1328.

Après cette démarche, il envoya en Angleterre, pour faire une nouvelle sommation, le Sire d'Ancenis, le Sire de Beaufseaut, & deux conseillers clercs du parlement, nommés Pierre d'Orleans & Pierre de Maizieres. Edouard les reçut bien, & leur promit de passer au plutôt en France, pour s'acquitter du devoir qu'on avoit droit d'exiger de lui.

Il tint sa parole. Six ou sept mois après il se rendit à Boulogne, & delà à Amiens avec un nombreux cortège. Le roi l'y reçut accompagné du roi de Navarre, de Jean, roi de Bohême, de Jacques, roi de Majorque, & d'une infinité de seigneurs, qui faisoient une cour, dont la splendeur surprit le jeune roi.

1329.

Hommage du roi d'Angleterre pour la Guienne.

Après les premières entrevûes, où l'on se donna de part & d'autre de grandes marques d'amitié, il fallut en venir à l'hommage. Edouard dit qu'il étoit prêt de le faire : mais il demanda quelle espèce d'hommage on souhaitoit qu'il fit : on lui répondit que c'étoit un hommage-lige, c'est-à-dire, avec obligation de service en personne envers tous & contre tous, & avec toutes les cérémonies usitées en cet hommage, qui consistoient à se mettre à genoux devant le roi, tête nue, sans gands, sans épée, sans éperons, tenant les mains entre les mains du roi. Edouard soutint qu'il ne devoit qu'un hommage simple, par lequel il étoit seulement obligé de reconnoître que le duché de Guienne & le comté de Ponthieu étoient des fiefs mouvans de la couronne de France. Il ajouta, qu'avant qu'il fit hommage pour la Guienne, il falloit qu'on lui restituât, ou qu'on lui promît de lui restituer plusieurs terres & places en Guienne, que le feu roi de France avoit saisies sur le feu roi d'Angleterre, pour défaut d'hommage, & que l'on retenoit, quoique l'hommage eût été rendu depuis.

De Tillet, Recueil des traités, entre la France & l'Angleterre.

Peu s'en fallut que ces difficultés ne produisissent une rupture : mais enfin, après bien des négociations, la chose fut terminée de cette sorte : Que touchant les terres & les

1329.
Dans l'acte &
instrument de
l'hommage d'E-
douard III.

places de Guienne, qui étoient demeurées entre les mains des rois de France depuis les dernières saisies faites de ce duché, on s'en tiendrait au traité de paix passé quatre ans auparavant entre Charles le Bel & Edouard II, qu'on renouvelleroit les protestations qui y avoient été insérées touchant diverses prétentions qu'on avoit de part & d'autre, & que le roi d'Angleterre seroit reçu à poursuivre ses droits à la cour des pairs, où on lui rendroit justice.

Pour ce qui est de l'article de l'hommage, il fut réglé, que ce prince le feroit en termes généraux, & diroit seulement, qu'il rendoit hommage au roi de France tel que les rois d'Angleterre ses prédécesseurs l'avoient rendu, tant pour le duché de Guienne, que pour le comté de Ponthieu. On lui donna du délai, pour consulter les archives d'Angleterre, afin de s'instruire touchant la qualité de l'hommage qu'il devoit : & il s'obligea de faire dans peu de temps sa déclaration là dessus. Après cet accord la cérémonie de l'hommage se fit dans l'église cathédrale d'Amiens le sixième de Juin, de la manière dont on étoit convenu. Presque aussi-tôt après le roi d'Angleterre s'en retourna médiocrement content du roi de France, qui devoit moins encore l'être de lui.

*Reglemens faits
en France entre les
ecclésiastiques &
les juges laïques.*

Le roi voyant son état paisible, quoique le génie & la conduite du roi d'Angleterre donnassent lieu d'appréhender qu'on ne fût obligé d'en venir bien-tôt à une guerre, voulut faire quelques reglemens sur certaines contestations, qui de temps immémorial s'élevoient à tous momens en France entre les ecclésiastiques d'une part, & les juges laïques & la noblesse de l'autre, touchant leur juridiction & leurs droits. Sous la seconde race de nos rois, & sous les premiers regnes de la troisième, les ecclésiastiques avoient étrangement empiété sur la juridiction séculière, soutenus qu'ils étoient par les papes, dont la puissance s'accrut extrêmement durant ces temps-là. Philippe Auguste & saint Louis avoient un peu modéré les entreprises des ecclésiastiques : mais depuis les différends de Boniface VIII & de Philippe le Bel, on avoit resserré plus que jamais leur juridiction, & on leur faisoit de la peine sur bien des choses. Le roi à qui

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 293

on portoit des plaintes de part & d'autre, fit à Paris une assemblée d'évêques. * Le chevalier Pierre de Cugnieres procureur général du parlement, y parla fortement contre l'usage de porter devant les tribunaux ecclésiastiques certaines causes mixtes, dont le fond étoit quelquefois purement civil, mais où les parties étoient l'une ecclésiastique & l'autre laïque, ou dans lesquelles il s'agissoit de quelque crime capital commis par un clerc. Il soutint que ces causes regardoient la justice séculière, & devoient être jugées par le tribunal laïque. Bertrand évêque d'Autun, Pierre Roger nommé à l'archevêché de Sens, parlerent ensuite pour soutenir les intérêts du clergé. On dit des deux côtés tout ce qui pouvoit être de plus fort pour l'un & pour l'autre parti. Le roi après avoir entendu ces trois plaidoyers, ne voulut rien décider sur le champ.

Comme les évêques virent que la chose demeurait suspendue, ils vinrent trouver le roi le jour de la fête de saint Thomas de Cantorberi, & lui dirent qu'ils venoient le supplier de ne point abandonner la cause de l'église, & qu'ils l'en conjuroient au nom d'un saint qui avoit eu l'honneur de verser son sang pour la défense de la liberté ecclésiastique. Le roi, qui n'avoit pas encore pris son parti, leur répondit, qu'il auroit soin que rien ne se fit contre l'ordre. « Sire, (reprit l'évêque d'Autun,) souvenez-vous que c'est » par une espèce de miracle de la providence, que vous êtes » monté sur le throne; souffrez que des évêques qui offrent » tous les jours à Dieu le saint sacrifice pour votre prospérité, vous prient de ne les pas contrister en les renvoyant » avec une parole aussi ambiguë que celle que vous venez de » nous dire: » A quoi le roi répondit, que son intention n'étoit point d'abroger au préjudice de l'église, des usages qu'il trouveroit bien fondés.

On ne fait point en détail les reglemens qui furent faits sur cette matiere. On fait seulement qu'il y eut quelques abus retranchés dans la conduite & dans les procédures des officiaux, & que d'ailleurs les évêques furent contens. Le pape en remercia le roi. On prétend que c'est pour ce jugement qu'on donna à ce prince le surnom de CATHOLIQUE,

O o iij

1329.

* Voyez les observations.

Continuatio Nangii.

Spicileg. t. 6, p. 492. Biblioth. Patrum, t. 4.

Vide Rainald. ad an. 1329, & Spondan. ad eund. an.

Leibnitz, Cod. diplomar. p. 133.

Epist. Joan. ad Philipp. apud Rainald.

1329.

& que ce fut à cette occasion qu'on lui éleva une statue équestre à la porte de l'église cathédrale de Sens, avec une inscription en deux vers latins, qui signifioient qu'il étoit le protecteur du clergé.

La sagesse & la conduite modérée de Philippe lui faisoient pour le moins autant d'honneur, que la valeur qu'il avoit fait paroître à la bataille gagnée sur les Flamans; & la France voyoit par expérience, quel bonheur c'est pour un état dans un changement de regne, qu'un prince en montant sur le throne soit déjà d'un âge mur & expérimenté dans le maniement des affaires. Tout étoit tranquille & soumis, & on attendoit avec assez peu d'inquiétude le parti que prendroit le roi d'Angleterre touchant son hommage.

Froissard, l. 1,
c. 25.

Il fut même résolu qu'on le presseroit de se déclarer. Ce fut pour cela que le roi envoya quelques mois après en Angleterre le duc de Bourbon, le comte de Harcourt, le comte de Tancarville, Louis de Clermont, avec quelques autres chevaliers. Il les fit accompagner par des jurisconsultes, pour examiner avec le parlement, qui se tenoit alors à Londres, les actes des hommages rendus aux rois de France par les précédens rois d'Angleterre.

1330.
*Désordres en
Guienne.*

Chronicon Nan-
gii.

Durant le séjour des ambassadeurs François à Londres, il arriva du désordre en Guienne, & plus qu'il n'en falloit pour allumer une guerre. Les Anglois firent quelques violences & quelques hostilités sur les terres de France; & comme ils prévirent bien qu'on en voudroit avoir raison, ils commencèrent à se fortifier dans la ville & dans le château de Xaintes.

Le roi envoya promptement de ce côté-là Charles comte d'Alençon avec une armée. Ce prince usa non-seulement de représailles sur les terres des Anglois, mais encore attaqua Xaintes, l'emporta, & fit raser les murailles de la ville & du château. On prétendit qu'il avoit passé en cela ses ordres, & que le roi ne lui avoit pas dit d'en tant faire.

Cette conduite après tout fit comprendre au roi d'Angleterre, qu'on n'étoit pas en résolution de le ménager beaucoup, & que la Guienne couroit grand risque, s'il ne s'accommodoit au plutôt avec la France. Ce font là de ces con-

jonctures, où il faut que la fierté cede à l'intérêt. Il fut donc conclu, qu'Edouard passeroit en France, pour terminer à l'amiable la nouvelle affaire de Guienne, & qu'auparavant il reconnoîtroit l'obligation de l'hommage-lige envers le roi de France, pour la Guienne & pour le Ponthieu, & déclareroit que celui qu'il avoit fait l'année d'auparavant en termes généraux, devoit être regardé comme tel. L'acte en fut dressé; & il mérite d'être inséré dans cette histoire. Le voici tel qu'il est rapporté par un ancien historien; & il est conforme à la lettre ou acte que l'on garde dans le trésor des chartes.

1330.

Froissard.

« Edouard par la grace de Dieu roi d'Angleterre, seigneur
 « d'Irlande & duc d'Aquitaine : A tous ceux qui ces présen-
 « tes lettres verront & oront. Salut. Savoir faisons, que
 « comme nous fissions à Amiens hommage à excellent prin-
 « ce notre très-cher seigneur & cousin Philippe roi de Fran-
 « ce, lors nous fut dit & requis de par lui, que nous recon-
 « nussions ledit hommage être lige, & que nous, en faisant
 « ledit hommage, lui promissions expressément foi & loyau-
 « té porter, laquelle chose nous ne fimes pas alors, pour
 « ce que n'étions informés, & fimes audit roi de France
 « hommage par paroles générales, en disant que nous en-
 « trions en son hommage, par ainsi comme nos prédéces-
 « seurs ducs de Guienne étoient au temps jadis entrés en
 « hommage du roi de France, qui avoit été pour le temps :
 « & depuis en ça nous avons été bien informés de la vérité,
 « reconnoissons par ces présentes, que ledit hommage que
 « nous fimes, en la cité d'Amiens au roi de France (com-
 « ment que par paroles générales fût) est, & doit être en-
 « tendu, lige, & que nous lui devons foi & loyauté porter
 « comme duc d'Aquitaine & per de France, & comte de
 « Ponthieu & de Montreuil; & lui promettons foi & loyau-
 « té porter : & afin qu'au temps à venir de ce ne soit jamais
 « discord, nous promettons pour nous & nos successeurs
 « ducs d'Aquitaine, que ledit hommage se fera en cette ma-
 « niere. Le roi d'Angleterre & duc d'Aquitaine tiendra ses
 « mains ès mains du roi de France : & celui qui adressera ces
 « paroles au roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine, & qui par-

Acte de l'hommage du roi Edouard.

1330.

» lera pour le roi, dira ainsi : Vous devenez homme-lige au
 » roi mon seigneur qu'ici est, comme duc de Guienne & per
 » de France, & lui promettez foi & loyauté porter. Dites,
 » voire : & le roi d'Angleterre & duc de Guienne, & aussi
 » ses successeurs diront, voire. Et lors ledit roi de France
 » recevra ledit roi d'Angleterre & duc de Guienne audit
 » hommage-lige à la foi & à la bouche, sauf son droit &
 » l'autrui. Derechef quand ledit roi & duc entrera en hom-
 » mage du roi de France pour le comté de Ponthieu & de
 » Montreuil, il mettra ses mains entre les mains du roi de
 » France pour le comté de Ponthieu & de Montreuil, &
 » celui qui parlera pour le roi de France, adressera ces pa-
 » roles au roi & duc, & dira ainsi : Vous devenez homme-
 » lige du roi de France mon seigneur, qu'ici est, comme
 » comte de Ponthieu & de Montreuil, & lui promettez foi
 » & loyauté porter; dites, voire, & le roi comte de Pon-
 » thieu, dira, voire. Et lors le roi de France recevra ledit
 » roi & comte audit hommage à la foi & à la bouche : sauf
 » son droit & l'autrui : & ainsi sera fait & renouvelé toutes
 » les fois que l'hommage se fera : de ce que nous baillerons
 » & nos successeurs ducs de Guienne, après lefdits homma-
 » ges faits, lettres patentes scellées de nos grands sceaux,
 » se le roi de France le requiert. Et avec ce nous promet-
 » tons en bonne foi tenir & garder affectueusement la paix
 » & accord faits entre les rois de France & lefdits rois d'An-
 » gleterre ducs de Guienne, &c. »

Les ambassadeurs de France apporterent ces lettres au
 roi, dont il fut content, & il les fit mettre à sa chancellerie,
 afin qu'elles servissent désormais de modele pour les futurs
 hommages des rois d'Angleterre.

*Autre accom-
modement entre les
deux rois.*

Ibid.

An. 1331. MS.
de Brienne. vol.
18.

Edouard ayant appris que le roi étoit satisfait sur cet arti-
 cle, passa quelque temps après en France, pour régler l'au-
 tre, qui concernoit ce qui s'étoit passé en Xaintonge. L'ac-
 commodement se fit avec plus de facilité qu'on n'avoit es-
 péré. La ville & le château de Xaintes furent restitués au
 roi d'Angleterre, qui s'engagea à remettre entre les mains
 des gens du roi de France les auteurs de la révolte, pour les
 traiter & les châtier selon qu'il lui plairoit. Plusieurs autres
 articles

articles des traités faits auparavant furent réglés à l'amiable, & les rois se séparèrent, sinon amis, du moins sans paroître ennemis.

1330.

Ces deux princes en effet s'estimoient & se craignoient l'un l'autre beaucoup plus qu'ils ne s'aimoient : & rien n'est plus capable d'empêcher la guerre entre deux états voisins, que cette disposition mutuelle des souverains qui les gouvernent : mais le dépit d'un particulier trouva moyen de la faire changer, & fut le boutte-feu d'une guerre qui ne finit que plus d'un siècle après lui.

Leur estime réciproque.

Je parle de Robert d'Artois, prince jusqu'alors fort estimé à la cour de France pour son esprit, son courage, sa sagesse & son habileté ; mais qu'un lâche artifice indigne de sa naissance y rendit odieux. Il ne put en soutenir la honte, & en appréhenda le châtement. Poussé un peu trop rudement, il s'abandonna à son désespoir & causa des maux qu'apparemment il n'avoit pas prévus.

Le comte d'Artois est cause de leur rupture.

Ce prince ainsi que je l'ai raconté, avoit perdu un grand procès contre sa tante Mathilde, comtesse de Bourgogne, à qui le comté d'Artois avoit été adjugé à son préjudice, & qui venoit de mourir. Il y avoit eu sur cela deux arrêts, l'un de Philippe le Bel, & l'autre de Philippe le Long, prononcés en la cour des pairs ; & cette perte étoit pour lui sans ressource. Néanmoins, comme il avoit épousé Jeanne de Valois, sœur du roi, qu'il étoit tendrement aimé de ce prince ; qu'il avoit beaucoup de crédit sur son esprit ; qu'il lui avoit rendu des services considérables ; qu'il avoit surtout extrêmement contribué à lui faire déférer tout d'une voix la régence & la couronne, sans qu'on eût aucun égard aux prétentions du roi d'Angleterre : il espéra réussir contre les héritiers de Mathilde, nonobstant les deux arrêts, pour peu qu'il trouvât un prétexte plausible, & capable d'engager le roi à faire de nouveau examiner le procès.

Au trésor des chartes, registre, cote 55.

Froissard, l. 1, c. 22.

Il le trouva dans l'adresse d'une demoiselle native de Be-thune ; nommée Divion, la plus habile faussaire qui fût dans le royaume, & dont lui & la comtesse sa femme connoissoient parfaitement le talent. Il lui fit faire plusieurs faux titres, & entre autres un traité de mariage de Philippe d'Ar-

Quelle en fut l'occasion.

1330.
Inventaire des
chartes, tome 7.

tois son pere & de Blanche de Bretagne sa mere, par lequel le comte d'Artois son grand pere cédoit le comté à Philippe & à ses enfans mâles, à l'exclusion des filles, en s'en réservant seulement l'usufruit, & cela du consentement de Mathilde. On y voyoit jointe une confirmation du roi Philippe le Bel, scellée & signée par les pairs du royaume, & les dépositions de plusieurs témoins subornés, qui attestoient qu'ils avoient vû ces pieces, & d'autres favorables à Robert d'Artois.

Muni de ces titres, à qui l'on donna toutes les façons pour les faire paroître incontestables, Robert d'Artois va trouver le roi, lui expose l'injustice qu'on lui a faite en le privant du comté d'Artois, lui produit les titres, faute desquels il avoit été condamné, & qu'il avoit recouvrés comme par miracle, & demande en grace, qu'on fasse la révision du procès.

Le roi, quoique la chose fût fort extraordinaire, lui accorda sa demande; toute la difficulté roula sur les prétendus titres. La partie de Robert en obtint la communication, les fit examiner par des experts: & enfin après avoir tout bien considéré, on les trouva au moins suspects. Par malheur pour Robert d'Artois, on eut quelque défiance de la demoiselle. Elle fut arrêtée, & n'ayant pas eu l'impudence de nier en présence du roi la fausseté dont elle étoit soupçonnée, elle convint du fait, & avoua qu'elle avoit appliqué des sceaux de Philippe le Bel, que l'on avoit arrachés de quelques autres titres, & qu'elle les avoit mis aux actes qu'elle avoit contrefaits.

1331.
Continuat. Nangii.

Le roi indigné de cette lâcheté, chassa Robert de sa présence, mit la demoiselle entre les mains de la justice, qui la condamna au feu. Le bruit courut qu'avant que de mourir, elle avoit découvert bien d'autres intrigues.

Robert d'Artois qui avoit eu l'ame assez basse pour concerter une telle fourberie, n'eut pas assez de force d'esprit pour soutenir l'affront qu'elle lui avoit attiré, ni assez de modération pour ne pas s'emporter contre le jugement équitable du roi: mais afin de s'abandonner avec plus de liberté à ses ressentimens, & de se mettre en sûreté, il quitta

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 301

le royaume , & s'en alla chez le comte de Namur , qui pour ne pas s'attirer d'affaires du côté de la cour de France , le pria peu de temps après de se retirer.

Il se réfugia chez Jean , duc de Brabant , qui le reçut avec de grands témoignages d'amitié. Le roi , qui avoit déjà fait saisir toutes les terres de Robert , l'envoya citer juridiquement à comparoître devant lui & devant la cour des pairs , pour y être jugé sur les crimes dont on l'accusoit. C'étoit sans doute sur les dépositions que la demoiselle avoit faites en mourant. Il n'eut garde d'obéir : mais il se cacha dans un château du duc , qui appréhenda , aussi bien que le comte de Namur , la colere du roi , si Robert paroïssoit davantage dans ses états.

Le roi fit bien-tôt connoître au duc de Brabant , qu'il avoit de bons espions qui l'informoient de tout ; & ce duc fut fort surpris de se voir déclarer la guerre par l'évêque de Liège , par l'archevêque de Cologne , le roi de Bohême , le duc de Gueldre , le marquis de Juliers , & par plusieurs autres seigneurs des environs de son duché , à qui le roi fit distribuer beaucoup d'argent pour ce sujet. Il ne douta plus du motif de cette guerre , quand il vit le connétable de France avec un corps de troupes se joindre à celles de ces princes & seigneurs ligués , & faire de grands ravages dans toute sa frontiere.

Ce fut une nécessité pour le duc de Brabant de demander quartier ; ce qui ne lui fut accordé qu'à deux conditions : La premiere , qu'il satisferoit quelques - uns des princes ligués sur certaines prétentions. La seconde , que Robert d'Artois sortiroit incessamment des états de Brabant. Cela n'empêcha pas le duc de prendre quelque temps après le roi pour médiateur entre lui & le comte de Flandre , sur quelques différends survenus entre eux.

Cependant on procédoit toujours à Paris dans les formes contre Robert ; & sur ce qu'il ne comparut point après les citations ordinaires , il fut déclaré atteint & convaincu des crimes dont on l'accusoit , & ses biens confisqués au profit du roi. Dans cet intervalle , ce prince fugitif ne trouvant plus de sûreté nulle part en de-çà de la mer , se déguisa en

1331.

Froissard. loc. cit.

Continuat. Nau-
gii.

Froissard , loc. cit.

1332.

Le comte d'Artois chassé de France , se réfugie en Angleterre.

Invent. des chartes , tome 7.

1332.
Froissard, loc.
cit.

Cap. 27.

marchand, pour n'être point reconnu, & se sauva en Angleterre, malgré les précautions que le roi avoit prises pour le faire arrêter, en cas qu'il voulut passer la mer. C'étoit un coup qu'il ne falloit pas manquer, la seule impuissance de nuire pouvant empêcher tout ce qu'on avoit à craindre d'un homme de ce caractère. Le roi d'Angleterre n'oublia rien pour le consoler de sa disgrâce. Il lui assigna pour son entretien le comté de Richemont; & pour lui marquer l'estime qu'il faisoit de lui, & la confiance qu'il avoit en sa prudence & en sa fidélité, il lui donna une place dans son conseil d'état.

Quelque chagrin que le roi eut de cet accueil fait en Angleterre à Robert d'Artois, il affecta de paroître ne s'en pas mettre fort en peine. Le roi d'Angleterre avoit en effet alors de l'occupation du côté d'Ecosse, qui pouvoit l'empêcher de former des projets sur la France. Robert de Brus, roi d'Ecosse étoit mort, après le plus glorieux traité qu'il eût pû jamais faire pour sa nation. Par ce traité Edouard avoit renoncé à l'hommage, que les rois d'Angleterre prétendoient leur être dû par les rois d'Ecosse. Il avoit de plus obtenu en mariage, pour son fils David, encore tout jeune, Jeanne d'Angleterre; sœur d'Edouard. Les Anglois murmuroient fort de ce traité; & ce fut un des articles sur lesquels le procès fut fait à Roger de Mortemer, qui après avoir été le favori du roi, & quelque chose de plus à la reine-mère, périt par le même supplice qu'il avoit fait souffrir aux deux Spenser.

*Présentes de
guerre que se don-
nent les deux rois.*

Edouard fut ravi de voir qu'on eût fait un crime à son ministre, d'un traité dont lui-même se repentoit fort, & se fit auprès de ses sujets un mérite de le rompre. Edouard de Bailleul, fils de celui à qui Robert de Brus avoit enlevé la couronne, s'offrit à rendre l'Ecosse feudataire de la couronne d'Angleterre, pourvu que les Anglois prissent son parti contre David de Brus. Le roi d'Angleterre à ce prix abandonna ce jeune prince, qu'il devoit déjà regarder comme son beau-frère. David, après avoir perdu une armée de quarante mille hommes par une sanglante défaite, où le régent du royaume périt, fut contraint de quitter la partie;

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 303

& se sauva en France avec la reine sa mere. Le roi les reçut encore mieux qu'Edouard n'avoit fait Robert d'Artois, & leur assigna pour demeure Château-Gaillard, place d'une très-agréable situation sur la Seine, quelques lieues au-dessus de Rouen.

Il fit plus encore : par le roi d'Angleterre assiégeant en personne Barwik, défendu par les partisans du jeune roi, il envoya une flotte de dix vaisseaux au secours des Ecofois : mais les vents contraires l'empêcherent toujours d'aborder, & elle fut contrainte de relâcher aux côtes de Flandre.

C'est ainsi que les deux rois se donnoient l'un à l'autre des prétextes de guerres, moins cependant dans le dessein de ne s'y engager, que pour faire entendre qu'ils ne l'apprehendoient pas : mais ce n'en étoit pas assez pour satisfaire la haine de Robert d'Artois contre le roi de France, qui vers ce temps-là fit arrêter sa propre sœur, femme de Robert, pour quelques intrigues qu'elle faisoit dans le royaume en faveur de son mari. Il la fit renfermer dans le château de Chinon, & ses enfans dans celui de Nemours.

Robert attendoit avec impatience que les affaires d'Ecosse lui permissent d'inspirer à Edouard de plus grands desseins, & voyoit cependant avec une joie secrète, Philippe se préparer à une autre entreprise, qui lui coûteroit immanquablement la perte de ses états, si une fois il s'y engageoit. C'étoit une croisade à laquelle ce prince étoit plus déterminé, que ne l'avoit jamais été aucun de ses prédécesseurs depuis saint Louis. Il ne pensoit depuis plusieurs années qu'à se signaler par une expédition contre les Mahométans : c'étoit en cela qu'il mettoit toute sa gloire, & tout son mérite devant Dieu & devant les hommes.

Dès l'an 1331, il s'étoit offert à Alphonse, roi d'Arragon, de se joindre à lui, pour exterminer les Maures en Espagne. Il lui avoit envoyé, pour ce sujet, Ranulfe de Rochefort, lui promettant d'engager le roi d'Angleterre, le roi de Navarre, le roi d'Ecosse, le comte de Savoye, & le dauphin de Vienne, à venir en personne, avec toutes les forces de leurs états, fondre sur les Sarasins, qui ne pourroient pas

P p iij

1332.

Continuat. Nangii.

1333.

Ibid.

Ibid.

Suñta, l. 7, c. 14.

1333.

tenir une campagne contre tant & de si formidables ennemis. Mais le roi d'Arragon regarda cette ligue comme devant être aussi dangereuse pour lui que pour les Maures. Il vouloit des secours, dont il fût maître, & non pas des alliés qui pussent lui donner la loi jusques dans son propre royaume. Il répondit d'abord qu'il proposeroit la chose à son conseil; & sa dernière réponse fut, qu'il ne pouvoit point accepter une offre si avantageuse, parce que le roi de Castille son allié, avoit fait une trêve avec les Maures.

Continuat. Nan-
gii.

L'intention du roi dans cette négociation étoit, qu'après qu'on auroit exterminé ou chassé tous les Maures d'Espagne, les rois de Castille, d'Arragon & de Portugal se joignissent à lui pour la conquête de la Terre-sainte, pour laquelle il avoit déjà commencé à prendre des mesures avec le pape. Pierre de la Palu, patriarche titulaire de Jérusalem, y avoit été envoyé depuis quelque temps, moins pour traiter avec le soudan touchant la liberté des pèlerinages des Chrétiens, que pour s'instruire à fond de l'état de la Palestine, & pour voir s'il y auroit espérance de réussir, en cas qu'on se trouvât jamais en état de faire quelque tentative de ce côté-là. A son retour, après avoir rendu compte au pape de son voyage, il fut envoyé à la cour de France. Le roi lui donna audience en présence d'un grand nombre de prélats & de seigneurs. Il y fit un discours si touchant sur l'état pitoyable où la religion se trouvoit en ce pays-là, sur la dureté de l'esclavage où les Chrétiens y gémissaient, sur la facilité qu'il y auroit à en chasser les infidèles, qu'il inspira non-seulement au roi, mais encore à toute l'assemblée un extrême désir de prendre la croix.

*Ambassade du
roi d'Arménie en
France.*

Presque en même temps arriverent en France des ambassadeurs de Leon, roi d'Arménie. Le sujet de leur voyage étoit de demander du secours aux princes chrétiens contre les Mahométans, assurant que leur roi étoit sur le point de succomber sous la puissance de ces infidèles. Ce fut un nouveau motif dont le roi se servit, pour animer la noblesse Françoisse à seconder ses desseins. Il écrivit au pape, & le

pria de publier au plutôt la croisade , & de la faire prêcher par-tout. Il arriva vers ce temps-là une chose capable d'alterer la bonne intelligence qui étoit entre le pape & le roi. Le pape prevenu en faveur d'une opinion qui avoit été avancée par quelques anciens peres , savoir , que les ames des prédestinés ne jouïroient de la vision béatifique , qu'après la résurrection générale , avoit prêché cette doctrine le premier dimanche de l'Avent l'an 1331 en présence des cardinaux : beaucoup de gens en furent scandalisés : mais il paroît qu'après le premier éclat , l'affaire fut assoupie , jusqu'à ce qu'un Dominiquain , deux ans après , c'est-à-dire , l'année 1333 , parla dans un sermon contre cette opinion du pape , de quoi il fut puni par la prison.

Cependant Gerard , général des Cordeliers , & un Dominiquain , vinrent à Paris , pour sonder le gué , & voir de quelle maniere ce sentiment seroit reçu par la Faculté de Paris. Quelques-uns ont écrit qu'ils y étoient venus à ce dessein par ordre du pape : mais le pape dans une lettre au roi , protesta que c'étoit là une calomnie.

Le général des Cordeliers ayant hasardé cette proposition dans un sermon , il se fit un grand bruit dans l'auditoire par plusieurs docteurs qui y étoient présens , & il fut déferé au roi. Ce prince ayant assemblé les plus habiles de la Faculté , & entendu leurs avis , obligea le Cordelier à se rétracter. Le Dominiquain , qui étoit venu avec le Cordelier , voyant que la chose tournoit ainsi , ne passa pas outre.

Le roi écrivit au pape sur cette affaire , & avec menaces , si l'on en croit quelques-uns de nos historiens , (a) jusqu'à lui dire que s'il s'opiniâtroit à soutenir une telle doctrine , *il le feroit ardre*. Quoi qu'il en soit , la chose n'eut point de suite. Le pape n'avoit traité de cette doctrine , que comme d'une opinion qui lui paroïssoit soutenable ; parce qu'elle n'avoit jamais été condamnée , ni par le Saint siège , ni par aucun concile ; & il protesta , ainsi que Benoît XII son suc-

1333.

MS. de la bibliothèque de M. Rousseau.

Continuat. N. 8ii.

Belleforêt , &c.

(a) Ce fait est contesté par l'auteur de l'histoire de l'église Gallicane, tome XI ; il a été avancé par Pierre d'Ailly soixante & treize ans après. Villani auteur contemporain n'en parle pas. Il est vrai que cette parole fut dite par le roi au général des Cordeliers : mais il n'y a pas d'apparence qu'elle ait été écrite au pape même.

1333.

cesseur le témoigna depuis, qu'il n'avoit jamais eu intention de s'éloigner là-dessus en aucune maniere de la croyance de l'église catholique.

Croisade projetée.
Epist. Ioan. apud
Rainald.
Ibid.

Cet incident n'empêcha point qu'on ne traitât toujours de l'expédition contre les Mahométans. Le pape ne manqua pas de répondre aux pieuses intentions du roi, & commença par le nommer généralissime de la croisade. Il ordonna au patriarche de Jérusalem, & à tous les prélats de France de la publier, & de déclarer aux peuples, que tous ceux qui prendroient la croix eussent à se tenir prêts à partir deux ans après, à compter depuis la publication. Elle se fit avec grand zele par tout le royaume, & l'an 1333 le vendredi d'après la fête de saint Michel, le roi se croisa avec un grand nombre de seigneurs, & une multitude innombrable de peuple. Les rois de Bohême, de Navarre & d'Arragon se croisèrent aussi. Le temps pour se préparer au départ fut prolongé, & le terme fixé au premier jour d'Août de l'an 1336. Le roi tâcha durant cet intervalle, d'accommoder Louis de Bavière avec le pape, afin que ce prince pût contribuer aussi à la croisade : mais il n'en put venir à bout. Il réussit mieux à arrêter en France le pape, qui fut sur le point d'aller faire sa résidence à Bologne en Italie.

Continuat. Nan-
gil.

Mort du pape.

(a) Ce pontife agit fortement auprès du roi de Naples, auprès des Vénitiens, des Genoïs, du roi de Chypres, & généralement de tous les princes & républiques, qui pouvoient aider à faire réussir la croisade, en fournissant des troupes, ou des vaisseaux, ou des vivres, & toutes les autres choses nécessaires pour une telle expédition. Le roi fit préparer une flotte à Marseille, examina avec le pape tout ce qui pouvoit contribuer ou nuire au succès de l'entreprise : & pour ne rien omettre, & ne rien négliger, il envoya en Palestine le seigneur Jean de Cepoi, & le chargea de reconnoître la côte, & de s'instruire de tout ce qu'il

(a) Elie ou Helion de Villeneuve de la maison des barons de Vence qui subsiste encore aujourd'hui, étoit alors grand maître des chevaliers de S. Jean de Jérusalem, que l'on nommoit les chevaliers de Rhodes, & qu'on appella depuis che-

valiers de Malte. Il s'étoit rendu à Avignon pour les affaires de son ordre, & il promit au pape le secours de ses chevaliers qui s'étoient rendus redoutables dans l'Orient, par leur valeur & par leurs conquêtes.

pourroit

pourroit savoir de l'état des Mahométans. Enfin on n'avoit jamais pris de meilleures mesures , & jamais mieux pourvû à tout. On étoit en mouvement de toutes parts, les préparatifs s'avançoient, on voyoit le même empressement dans les premières croisades , lorsque la mort du pape survint au mois de Décembre de l'année 1334.

1333.

Ce fut là un fâcheux contre-temps pour la chrétienté : car ce pape s'étoit acquis une grande autorité sur l'esprit de la plupart des princes. Il eut pour successeur le cardinal Jacques du Four, natif du comté de Foix, qui prit le nom de Benoît XII.

1334.
Benoît XII lui
succède.

Dès que ce cardinal se vit élevé sur le throne de S. Pierre, il se proposa principalement trois choses : premièrement, de rétablir le siège épiscopal en Italie ; en second lieu , de ramener par douceur Louis de Baviere, & de l'engager à se reconcilier avec l'église , & enfin de presser l'exécution de la croisade.

Ces vûes n'étoient pas tout-à-fait conformes à celles du roi de France. Il est certain que le bien public de l'Italie demandoit la présence du pape ; tout y étoit en désordre & en combustion depuis la translation du Saint siège à Avignon : mais c'étoit de quoi Philippe ne s'embarassoit gueres. Un pape résidant dans son royaume , & par conséquent obligé d'avoir pour lui bien des complaisances, l'accommodoit mieux qu'un pape au-delà des Alpes & entièrement indépendant de lui. La plupart des cardinaux étant François , ses intérêts étoient toujours soutenus dans le conseil du pape. Depuis la demeure du pape en France, on n'entendoit plus de menaces d'excommunication , on ne voyoit plus d'interdits jettés sur le royaume , choses autrefois assez ordinaires, & les levées de décimes sur le clergé s'obtenoient sans beaucoup de peine dans les nécessités de l'état. Le roi par ces motifs avoit fait tous ses efforts , pour empêcher le feu pape de retourner en Italie ; & il en étoit venu à bout. Il continua de faire naître de pareils obstacles au dessein de Benoît XII, & comme il vit que la réconciliation de Louis de Baviere avec le Saint siège , feroit un acheminement au retour du pape à Rome , il changea de conduite à

1334.

cet égard : & au lieu que sous le précédent pontificat, il avoit agi auprès du pape en faveur de ce prince, dans l'espérance de fortifier la croisade du secours de l'Empire, il entreprit de traverser cet accommodement.

Albertus Argentinus.

D'autres raisons l'y déterminèrent encore. Il savoit que le roi d'Angleterre avoit de grandes liaisons avec Louis de Bavière, & vit bien que si ce prince étoit une fois paisible possesseur de l'Empire & absous de son excommunication, il auroit un puissant ennemi dans sa personne. Enfin le feu pape lui avoit donné en garde quelques villes de l'Empire ennemies de Louis de Bavière, desquelles il seroit obligé de se dessaisir, si la paix se faisoit.

Robert, roi de Naples, Casimir, roi de Pologne, Charles, roi de Hongrie, Jean, roi de Bohême, de tout temps fort attachés à Philippe, faisoient de concert avec lui des oppositions à cette paix, & menaçoient de faire créer un nouveau roi des Romains malgré le pape, s'il s'accommodoit avec Louis de Bavière sans les consulter.

Vide Rainald. ad an. 1335, n. 7.

Philippe fit de grandes plaintes au pape, de ce que sans lui rien dire, il avoit commencé un traité avec ce prince, & de ce que lui & Robert, roi de Naples ayant un si grand intérêt en cette affaire, il ne leur en avoit rien communiqué. Le pape par l'avis des cardinaux François, écrivit au roi comme pour se justifier là-dessus, & lui envoya le projet du traité, lui disant que les conditions qu'il proposoit à Louis de Bavière étoient si dures, qu'on prévoyoit bien qu'elles ne seroient pas acceptées, & que c'étoit là la raison pourquoi il ne lui en avoit rien dit. Il le prioit en même temps de tenir sa lettre secrète.

J'ai vu ces lettres en parchemin parmi quelques papiers trouvés chez M. du Fourni auditeur des comptes, après sa mort.

Pour ce qui est de la croisade, dont le pape souhaitoit l'accomplissement avec une extrême ardeur, le roi donna lieu de soupçonner que la sienne étoit un peu rallentie. Car quoiqu'il continuât ses préparatifs; qu'il fit travailler avec empressement à la flotte au port de Marseille; qu'il eût déjà fait expédier les lettres de lieutenant général du royaume pour Jean son fils aîné, sous la direction de la reine Jeanne de Bourgogne, à qui il donnoit beaucoup plus d'autorité qu'à son fils : néanmoins il faisoit des propositions au pape,

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 309

sur lesquelles il ne pouvoit gueres attendre que des refus ; & plusieurs crurent que ce n'étoit que pour avoir occasion de rompre la partie. Il demandoit que le thrésor du dernier pape destiné à une partie des dépenses de la croisade lui fût mis entre les mains ; qu'on lui permît de lever les décimes sur tous les biens ecclésiastiques du monde chrétien ; que le pape le créât vicaire de l'Empire en Italie ; qu'on donnât à Jean son fils aîné, qu'il avoit fait duc de Normandie, tous les droits qui avoient autrefois été usurpés sur les rois de France dans la Provence, dans le Lyonnais, dans la Bourgogne, & dans les autres lieux qui composoient l'ancien royaume d'Arles, & que les empereurs prétendoient leur appartenir. De plus ses envoyés faisoient souvent au pape des questions captieuses, sur l'étendue du commandement & de l'autorité qu'on lui donneroit à l'égard des croisés dont on l'avoit fait généralissime, & d'autres propositions embarrassantes sur l'article des conquêtes que l'on pourroit faire.

Le pape ne favoit que penser de tout cela. Il me paroît hors de doute, que Philippe avoit agi très-sincèrement jusqu'alors pour la croisade ; mais que les défiances qu'il conçut du roi d'Angleterre commencerent à le faire beaucoup balancer, & que plus le temps du départ approchoit, plus il eût souhaité ne s'être point engagé. Il fallut enfin qu'il prît son parti, & qu'il se déclarât. Les avis certains qu'il avoit des mauvais desseins & des intrigues du roi d'Angleterre, ne lui permettoient pas de quitter son royaume en de pareilles conjonctures sans une extrême imprudence. Il proposa au pape de remettre la croisade à un autre temps. Le pape ne put disconvenir de la force des raisons qu'il avoit de le faire, & il y consentit : dès-lors on prévint bien que ce délai feroit la ruine entière de l'entreprise. La chose arriva ainsi en effet, & tout ce que produisit ce grand éclat fait en Europe, fut d'alarmer les Mahométans en Asie, de leur faire rompre les treves qu'ils avoient faites avec le roi d'Arménie, qui fut poussé à bout, & bientôt réduit aux dernières extrémités. Les mauvais succès des croisades n'avoient pas empêché qu'on n'en fit depuis de nouveaux projets à diverses

1334.

Albertus Arger-
tinas.

Epist. secretæ
apud Rainald.

*Le projet de la
croisade est sans
succès.*

1334.

reprises : mais l'inutilité de ces projets fit enfin qu'on n'y pensa plus désormais, au moins en France.

Il faut maintenant rapporter un peu plus en détail les causes qui firent échouer celui-ci, & qui produisirent en même temps la guerre entre la France & l'Angleterre.

Cause de la guerre entre la France & l'Angleterre.

En vain prétendrait-on en charger Edouard seul ou Philippe seul ; tous deux y contribuèrent, tous deux eurent des sujets de se plaindre l'un de l'autre, & de quoi se disculper. Si le roi d'Angleterre avoit voulu beaucoup ménager le roi de France, il n'auroit pas reçu chez lui Robert d'Artois : mais ces deux rois n'étoient pas sur ce pié-là ; ils comptoient, pour ainsi dire, ensemble ric à ric ; & tout ce qu'ils pouvoient gagner sur eux, étoit de se rendre mutuellement les devoirs les plus indispensables, & rien de plus.

Le roi de France de son côté, en vertu de l'alliance qu'il avoit faite avec le dernier roi d'Ecosse Robert de Brus, avoit donné un asyle en France à son fils, & soutenoit le parti que ce prince avoit en Ecosse contre celui d'Edouard Bailleul, que le roi d'Angleterre protégeoit. C'étoit générosité au roi de France d'en user ainsi, & le roi d'Angleterre crut par un semblable motif, devoir aussi protéger Robert d'Artois, & adoucir la mauvaise fortune d'un prince malheureux, persécuté, poussé à toute outrance, qui ne savoit où se réfugier. On ne peut gueres douter qu'à ces nobles sentimens, le plaisir malin de se chagriner l'un l'autre n'eût beaucoup de part. C'étoit ce qui en devoit faire appréhender les suites, & le pape les prévoyoit. Il fit tout son possible par ses lettres & par ses envoyés, pour ôter ces sources de division, conjurant le roi d'Angleterre d'abandonner Robert d'Artois, & le roi de France de ne plus envoyer en Ecosse de secours en faveur de David de Brus.

Epist. Benedicti apud Rainald.

1335.

Edouard voulant mettre Philippe dans son tort, écrivit au pape qu'il remettrait volontiers tous ses intérêts entre les mains de Sa Sainteté ; il s'offrit même à être du voyage d'outre-mer avec le roi de France, & de remettre après le retour la décision des différends qu'il avoit avec lui touchant quelques places de Guienne, & qu'alors il s'en rapporterait au jugement du pape : mais il ne parloit point de Robert d'Ar-

PHILIPPE IV, DIT DE VALOIS. 311

tois, quoique le pape n'eût presque insisté dans ses lettres que sur ce point-là en particulier.

1335.

Philippe fut embarrassé de cette démarche du roi d'Angleterre, & le fut encore plus, lorsqu'à la sollicitation du pape, Edouard eut envoyé l'archevêque de Cantorberi en France, pour proposer de faire un nouveau traité de paix. Ce prélat fut reçu assez froidement : néanmoins le roi lui promit de contribuer de son côté à entretenir la paix, pourvu que le roi d'Angleterre voulût l'accorder à l'Ecosse. L'archevêque répondit qu'il n'avoit point d'ordre de rien arrêter sur cet article, & se retira. Il y eut encore quelques autres ambassades de part & d'autre, mais toujours sans effet.

Meyerus, l. 12.

Un prince aussi politique qu'Edouard n'attendit pas à s'assurer des alliés, que la guerre fût déclarée. Après plusieurs conseils secrets tenus sur ce sujet, où Robert d'Artois étoit toujours le plus écouté, il envoya l'évêque de Lincolne à Guillaume de Hainaut son beau-pere, non-seulement pour l'engager à prendre son parti ; mais encore pour le consulter sur les mesures qu'il y auroit à prendre avant que de se déclarer, & sur-tout s'il pourroit faire fond sur les seigneurs des Pays-bas & de la frontiere d'Allemagne.

Froissard, l. 1, c. 29.

L'évêque trouva le comte de Hainaut malade de la goute à Valenciennes, mais chagrin contre le roi de France, de ce qu'il avoit empêché le mariage de sa fille avec le duc de Brabant, pour faire épouser à ce prince Marie de France. Il dit à l'évêque que le roi d'Angleterre pouvoit compter sur lui & sur Jean son frere, comme sur des personnes qui lui étoient entierement dévouées, & qu'il préféreroit toujours les intérêts de son gendre à ceux de son beau-frere (car la comtesse de Hainaut étoit sœur du roi.) Que pour ce qui étoit des seigneurs des Pays-bas, & du voisinage du Rhin, il répondoit de les faire entrer dans le parti d'Angleterre, pourvu qu'on ne voulût point épargner l'argent : que l'évêque de Liège, l'archevêque de Cologne, le marquis de Juliers, le Sire de Fauquemont, le Sire Arnoul de Baquehen pourroient être facilement gagnés, & qu'étant libéralement payés, ils fourniroient aisément dix mille hommes d'excel-

1335.

lentes troupes. Que le duc de Brabant, tout gendre qu'il étoit du roi de France, ne seroit pas à l'épreuve des sterlins d'Angleterre, & qu'étant un des plus puissans seigneurs du pays, il étoit de la dernière conséquence qu'il entrât dans la ligue.

L'avis du comte de Hainaut fut exactement suivi. On traita avec tous ceux que j'ai nommés, & s'étant rendus à Valenciennes sous divers prétextes, ils conclurent la ligue avec l'Angleterre, excepté l'évêque de Liège, qui ne voulut point y entrer, ayant toujours été fort sincèrement attaché au roi de France. Quelques-uns proposèrent de fonder Jean, roi de Bohême : mais le comte de Hainaut, qui savoit les liaisons étroites qu'il avoit avec Philippe, ne jugea pas à propos qu'on s'ouvrît à lui. Ce prince étoit fils de l'empereur Henri VII, comte de Luxembourg. Il prétendoit à l'Empire : mais la grande puissance de Louis de Bavière lui étoit redoutable ; & après avoir fait quelques tentatives, il étoit résolu à attendre que les excommunications des papes lancées contre Louis eussent fait leur effet, avant que de s'engager. Il avoit marié Bonne sa fille avec Jean, fils aîné du roi, duc de Normandie & comte d'Anjou & du Maine. Cette alliance le lioit étroitement avec la France, & elle lui étoit trop importante dans les vûes qu'il avoit, pour espérer de l'en détacher. Le roi d'Angleterre avoit été lui-même très-mortifié de la préférence qu'on avoit donnée au roi de Bohême : car il offroit sa sœur en mariage au duc de Normandie, en lui donnant en dot plusieurs places de Guienne, qu'il prétendoit que la France lui retenoit injustement, & sur lesquelles, par le traité dont j'ai parlé, la cour des pairs devoit prononcer.

Edouard, dans le dessein qu'il avoit de soulever tous les Pays-Bas contre la France, souhaitoit fort d'engager les Flamans dans sa querelle : mais il ne savoit comment s'y prendre. Louis, comte de Flandre, avoit de trop grandes obligations au roi, qui l'avoit rétabli dans ses états ; & quand il eût été capable d'une telle lâcheté, il n'auroit pas été facile de l'y faire résoudre, à cause des comtés de Nevers & de Retel qui lui appartenoient, & dont la con-

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 313

fiscation auroit été la peine de son ingratitude. On s'y prit donc d'une autre maniere par le conseil du comte de Hainaut.

1335.

Il s'en falloit bien que le comte de Flandre ne fût maître chez lui : soit foiblesse dans ce prince , soit indocilité dans ses sujets , il ne pouvoit en venir à bout. La noblesse pour la plupart étoit dans ses intérêts : mais la populace étoit dans une révolte presque continuelle. Ce fut à elle que le roi d'Angleterre s'adressa sans s'embarrasser du comte.

Il y avoit alors à Gand (a) un brasseur de biere nommé Jacques Artevelle , l'homme du monde le plus insolent & le plus audacieux , aimé de la populace par la haine qu'il faisoit paroître pour la noblesse , & en même temps redouté pour les violences qu'il exerçoit contre quiconque osoit s'opposer à ses volontés. Il se faisoit accompagner par-tout de soixante ou quatre-vingts déterminés : & quand il trouvoit en son chemin quelqu'un dont il n'étoit pas content , trois ou quatre de ses gens , sur un signal qu'il leur donnoit , se détachent de la troupe , alloient faire une querelle à cet homme , & le tuoient sur le champ. Il avoit non-seulement des espions , mais même des partisans dans toutes les villes de Flandre , qui l'avertissoient de tout ce qui se passoit. C'étoit assez d'avoir dit un mot contre lui pour être assassiné , si on ne quittoit incessamment le pays : & on voyoit arriver tous les jours à saint Omer des gentilshommes qui s'y réfugioient , abandonnant leurs biens dont ce scélérat se faisoit aussi-tôt. Il en laissoit la moitié à la femme & aux enfans du gentilhomme , & prenoit le reste pour lui & pour ses gens. Il obligea le comte de Flandre à se retirer en France pour éviter ses embûches : & s'étant

Froissard , c. 3.
Meyerus.

(a) On ne regarde point en Flandre les Artevelles comme descendans d'un brasseur de biere : on y voit dans diverses archives plusieurs titres , qui semblent prouver incontestablement qu'Artevelle , dont parle ici le pere Daniel , étoit un gentilhomme d'une noblesse même distinguée dans la province , dont la postérité a toujours été admise dans les chapitres où l'on est le plus délicat sur les preuves

de noblesse. Ce qui peut avoir trompé les historiens , c'est qu'ils n'ont pas fait attention à l'usage de Flandre , où les corps de métier se sont toujours mis sous la protection de quelque grand seigneur , qui ne faisoit pas difficulté , sur-tout en ce temps-là , de permettre qu'on ajoutât à son nom celui du métier qu'il protégeoit.

1335.

emparé de tous les revenus du comté qu'il faisoit exactement payer, il en faisoit largesse à qui bon lui sembloit. Les magistrats des villes se créoient par ses ordres ou par son consentement, & jamais comte de Flandre n'avoit été plus absolu qu'il le devint dans la suite.

Son crédit étoit déjà très-grand dans le temps dont je parle. L'évêque de Lincolne l'alla trouver à Gand, & traita avec lui. Il ne put le résoudre à faire prendre aux Flamans les armes contre la France; la mémoire de la bataille de Moncassel & de ses suites étoit encore trop récente: mais il lui promit de ne point prendre le parti de France, de donner aux Anglois toute liberté en Flandre, & de les fournir de toutes les choses dont ils auroient besoin. Le roi d'Angleterre fut content de cette négociation, se promettant, sur l'antipathie des Flamans contre les François, de bientôt venir à bout de les faire déclarer contre la France.

Le séjour des ambassadeurs d'Angleterre aux Pays-bas; leurs fréquentes conférences avec le comte de Hainaut, leurs voyages continuels, tantôt à une cour, tantôt à une autre, ne laissoient au roi aucun lieu de douter des intrigues qui se formoient contre lui, & l'avertissoient de prendre ses mesures de son côté pour n'être pas surpris. Il s'assura du roi de Navarre, du duc de Bretagne, du comte de Bar & de ses autres vassaux; & du côté de l'Allemagne il fit agir le roi de Bohême, qui mit dans son parti Henri comte Palatin du Rhin & duc de Bavière. A celui-ci se joignirent l'évêque de Metz, Albert & Othon ducs d'Autriche, Valeran comte des deux Ponts, Henri comte de Vaudemont, Jean comte de Sarbruc, le duc de Lorraine, Théodore marquis de Montferrat, Amé comte de Geneve, & Imbert bâtard de Savoye. Les villes de Fontarabie, de saint Sebastien, & quelques autres de la même frontière lui promirent du secours, sans parler de la diversion que faisoient les Ecoissois partisans de David de Brus, qui étoit très-avantageuse pour la France.

Du Tillet, Recueil des traités &c.

Inventaire des chartes, tome 2. Champagne 2, n. 26.

Continuat. Nangii.

Il retint à son service les vaisseaux, les officiers de Marine, & les matelots qui devoient être employés au voyage de la Terre-sainte; & excepté quelques galeres qu'il joignit à

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 315

à celles du pape & à celles des Vénitiens en faveur des Grecs contre les Mahométans, il fit passer tous ces vaisseaux dans l'Océan. Les commandans & l'équipage pour la plupart étoient Génois. Cette flotte avec un grand nombre de navires que les ports de Normandie pouvoient fournir, étoit en état de tenir la mer devant celle du roi d'Angleterre.

1335.

Parmi tous ces mouvemens qu'on se donnoit de part & d'autre, il ne s'en faisoit aucun à qui l'on pût donner le nom d'acte d'hostilité. Au contraire on négocioit toujours. Il passoit des ambassadeurs de France en Angleterre, & d'Angleterre en France; les nonces du pape employoient tout leur esprit & toute leur adresse dans les deux cours, pour empêcher qu'on n'en vînt à la rupture. Les deux rois paroissoient ne rien souhaiter davantage que la paix: mais ils ne vouloient rien écouter sur certains points, qui ne pouvoient manquer de faire naître la guerre; & principalement sur la protection donnée par l'un à Robert d'Artois, & par l'autre au jeune roi d'Ecosse. Le roi de France fit publier par tout son royaume une déclaration du septieme de Mars 1336,

1336.

(a) par laquelle il déclaroit Robert d'Artois ennemi de l'état, criminel de lèse-majesté; & défendoit à tous ses vassaux liges & féaux de quelque état qu'ils fussent, demeurans dans le royaume ou hors du royaume, sur peine de confiscation de biens & de corps, de lui donner conseil ou secours, de le souffrir en leurs terres, & leur ordonnoit s'il y étoit, de l'arrêter prisonnier, & de le lui envoyer, ou de le garder jusqu'à ce qu'il l'envoyât prendre, pour en faire justice. Ces mots *Vassaux demeurans hors du royaume*, mis dans l'écrit, ne pouvoient regarder que le roi d'Angleterre: c'étoit le menacer ouvertement de la faisie du Ponthieu & de la Guienne, s'il continuoît à protéger Robert d'Artois.

Du Tillet, loc. cit.

D'autre part le roi d'Angleterre redemandoit quelques places en Guienne, qui avoient été enlevées au roi son pere par Philippe le Bel, & par Charles le Bel, & disoit qu'il avoit autant de droit de soutenir Robert d'Artois, que le

(a) C'étoit 1337, selon notre maniere de compter d'aujourd'hui.

1337.

Froissard, c. 38.

roi de France prétendoit en avoir de protéger le jeune roi d'Ecosse.

Sur ces entrefaites Guillaume comte de Hainaut mourut. C'étoit lui qui étoit l'ame de la ligue des Pays-bas en faveur de l'Angleterre. Cette mort rallentit l'ardeur des ligués. Le duc de Brabant le plus puissant de tous paroissoit irrésolu. Il entretenoit toujours commerce avec Philippe, & lui protestoit même que jamais il ne feroit rien contre son service. C'est pourquoi Artevelle écrivit au roi d'Angleterre, pour le prier de venir au plutôt aux Pays-bas, d'autant que sa présence y étoit absolument nécessaire, & que sans cela la ligue couroit risque d'être rompue.

1338.

Le roi d'Angleterre passe la mer.

Edouard crut ce conseil, & passa la mer. Il rassembla tous les princes & seigneurs ligués, & les pressa de se mettre en état d'agir. Ils répondirent deux choses; la première, qu'ils vouloient auparavant voir le duc de Brabant ouvertement déclaré contre la France; la seconde, que n'ayant en particulier aucun sujet de faire la guerre au roi de France, ils ne pouvoient pas la lui déclarer en leur nom; mais qu'étant pour la plupart vassaux de l'Empire, il falloit que l'empereur Louis de Bavière leur ordonnât comme leur souverain de faire cette démarche: qu'il en avoit un prétexte très-raisonnable; que suivant les anciens traités faits entre l'Empire & la France, le roi de France ne pouvoit rien tenir ni acquérir dans l'Empire; que cependant il s'étoit emparé de Cambrai, & qu'il avoit acquis depuis peu dans le Cambresis le château de Crevecœur, & quelques autres forteresses.

*Epistolæ Benedi-
cti apud Rainald.*

Cette difficulté n'étoit pas capable d'arrêter le roi d'Angleterre, parce qu'il avoit déjà engagé Louis de Bavière dans ses intérêts. Le pape Benoît depuis son élection négocioit continuellement avec Louis de Bavière, & avec les rois de France & d'Angleterre; & les deux rois traitoient aussi toujours avec ce prince. Le pape ne souhaitoit rien tant que l'accommodement avec Louis de Bavière, pourvu qu'il fût utile & honorable au Saint siège. Les choses furent presque accommodées, & puis après rompues. Le roi de France & le roi d'Angleterre sur le point de se faire la

guerre, avoient grande envie d'avoir ce prince dans leur parti : mais comme il étoit excommunié depuis plusieurs années, cela les inquiétoit, soit par scrupule, soit parce qu'ils appréhendoient de s'attirer eux-mêmes les censures du Saint siège. Ainsi l'un & l'autre prièrent le pape de ne point trouver mauvais, que dans les conjonctures présentes, ils s'appuyassent de l'alliance de ce prince. Le pape répondit toujours, que tant qu'il seroit l'ennemi déclaré du Saint siège, on ne pouvoit point faire d'alliance avec lui. Philippe s'en tint là : mais le roi d'Angleterre sans s'embarasser de l'agrément du pape, traita avec Louis de Bavière, qui lui promit de déclarer la guerre à la France, en cas qu'elle ne s'accommodât point avec l'Angleterre, & par là ce prince violoit un traité qu'il avoit fait douze ans auparavant avec le roi de France, par lequel il s'étoit engagé à ne donner aucun secours aux ennemis du royaume.

1338.

Leibnitz in code diplomat. p. 147.

Le roi d'Angleterre avoit conclu son traité avec Louis de Bavière, lorsque les seigneurs des Pays-bas lui firent la proposition que j'ai dite, de se faire donner un ordre par ce prince, de déclarer la guerre à la France en son nom, & comme ses vassaux. Edouard l'approuva, & le marquis de Juliers fut député vers Louis de Bavière pour cet effet. Il obtint aisément ce qu'il demandoit : & même Louis de Bavière pour donner plus d'autorité au roi d'Angleterre, le déclara son vicaire dans l'Empire. Après cela le duc de Brabant, qui n'avoit pas voulu qu'on fît mention de lui dans cette députation, ne put résister aux sollicitations d'Edouard, & emporté par le torrent, entra dans la ligue comme les autres.

Cependant le roi envoya commission à Pierre de Marmande sénéchal de Périgord & de Querci, pour mettre en sa main le duché de Guienne, & tous les domaines que le roi d'Angleterre possédoit en ces quartiers-là. Il adressa une pareille commission au bailli d'Amiens pour saisir le comté de Ponthieu. Le motif de la saisie spécialement exprimé dans ces commissions, étoit que le roi d'Angleterre donnoit refuge dans ses états à Robert d'Artois mortel ennemi du roi, banni du royaume, criminel de lèse-majesté, & qu'il l'y

Commissions adressées de la part du roi au sénéchal de Périgord & au bailli d'Amiens. Procès verbal de l'exploit de Mainmise, &c.

1338.

retenoit contre la foi & loyauté qu'il lui avoit jurées comme son homme-lige & pair de France ; & ces commissions furent juridiquement signifiées aux commandans des frontieres du roi d'Angleterre, tant en Guienne qu'en Picardie.

Zeile des Normans pour le roi.

Quoique les personnes les plus sages du royaume prévissent de grands maux de cette guerre, néanmoins le peuple & la noblesse Françoisse paroissoient très-disposés, non-seulement à la bien soutenir, mais encore à la commencer. Les Normans en cette occasion signalerent leur zele plus que tous les autres. Ils étoient très-puissans sur la mer par le grand nombre de leurs vaisseaux, & l'attachement qu'ils avoient pour le fils du roi leur duc, leur fit faire une proposition qui dût être également agréable au pere & au fils. Se ressouvenant de ce qui s'étoit fait sous le regne de Philippe Auguste dans la guerre qu'il eut avec Jean Sans-terre roi d'Angleterre, pendant laquelle Louis son fils passa de France dans cette isle, & la conquist presque toute entière, ils proposerent au roi de mettre à leur tête le duc de Normandie, pour aller porter la guerre en Angleterre, s'offrant de faire la plûpart des frais de cette expédition.

1339.

Du Tillet, Recueil des traités &c.

Inventaire des chartes, tome 3. Normandie, 1. 2. 4.

Leurs députés eurent audience du roi au bois de Vincennes le vingt-troisième de Mars de l'année 1339, & lui dirent qu'ils fourniroient quatre mille hommes d'armes, c'est-à-dire, quatre mille gentilshommes; car c'est ce qu'on doit entendre dans notre histoire dans ces temps-là, toutes les fois qu'il y est fait mention d'hommes d'armes. Ils promirent de plus de fournir quarante mille hommes de pié, dont dix mille seroient arbalétriers. Le roi accepta leur offre, excepté qu'il ne voulut que la moitié de l'infanterie. Ce dessein d'attaquer l'Angleterre étoit si fort du goût des Normans, que grand nombre de seigneurs de cette province, à l'exemple de la capitale, donnerent par écrit leur promesse au roi de le seconder de toutes leurs forces dans cette entreprise. On y voit la signature de Raoul comte d'Eu connétable de France, de Jean comte de Harcourt, de Robert Bertrand Sire de Briquebec maréchal de France, de Goderoi de Harcourt, de Jean Mallet Sire de Guérarville, de

Guillaume Mallet Sire de Montagu, de Robert de Harcourt Sire de Beaumesnil, de Raoul d'Estouteville, de Guillaume Martel, de Matthieu de Trie, de Richard d'Yvetot, de Jean Martel de Basqueville Sire de S. Vigor, de Robert d'O, & de quelques autres tant chevaliers, que bacheliers & écuyers. Le duc de Normandie devoit joindre à ces troupes mille hommes d'armes, qu'il pourroit lever ailleurs qu'en Normandie : mais c'étoit cette province qui s'engageoit à les soudoyer sur le pié de la grande paye, c'est-à-dire, à payer trente sous par jour aux chevaliers levant bannière, appelés pour cela bannerets, quinze sous pour les bacheliers, qui étoient des chevaliers à qui leur âge encore trop jeune, ou leur peu de bien ne permettoit pas de lever bannière, & qui s'attachoient à la personne & à la bannière d'un chevalier banneret ; & six sous & demi pour les écuyers, c'est-à-dire, pour les simples gentilshommes & pour les jeunes seigneurs, qui n'avoient point encore mérité par leurs services l'honneur de la chevalerie, ou qui étoient au-dessous de vingt & un ans, âge requis pour y prétendre.

Ces troupes devoient être soudoyées aux dépens de la province de Normandie pendant douze semaines : & si le duc en avoit plus long-temps affaire, ce seroit à lui à les entretenir. Il y avoit encore dans le mémoire qui fut présenté là-dessus, quelques autres articles, qui concernoient la sûreté du passage en Angleterre, le partage des terres après que ce royaume seroit conquis, la possession de cette couronne, qui devoit être conférée au duc de Normandie aussi-tôt après la conquête. Mais tout ce beau projet s'en alla en fumée, par les bons ordres qui furent donnés pour la sûreté des côtes d'Angleterre ; & le roi fut obligé de faire marcher toutes ses troupes vers les Pays-bas, où Edouard, par le conseil d'Artevelle, ainsi que je l'ai dit, étoit passé plutôt qu'on ne s'y attendoit en France.

Il n'étoit pas cependant lui-même sans inquiétude & sans chagrin. Il s'ennuyoit fort des longueurs des alliés, & de la grande dépense qu'il lui falloit faire, tant pour l'entretien de ses troupes, que pour maintenir la ligue, dont cha-

1339.

Froissard, c. 32.

Continuat. Nan-
gii.Edouard ouvre
la campagne par le
siège de Cambrai
& le leve.

Froissard, c. 39.

que membre vendoit son service le plus cher qu'il pouvoit. Il pressoit sans cesse les ligués d'envoyer déclarer la guerre à la France. On s'assembla enfin sur ce sujet. La déclaration de la guerre fut conclue, & l'évêque de Lincolne nommé pour aller *defer* le roi de France, ainsi qu'on parloit alors. Il s'acquitta de cette commission avec tant de fermeté, & d'ailleurs avec tant d'honnêteté, que le roi de France & le roi d'Angleterre furent également contens de sa conduite.

Comme on étoit prêt de part & d'autre, on ne fut gueres long-temps sans se mettre en campagne. Il y avoit déjà eu quelques hostilités du côté de la Guienne, même avant la déclaration de la guerre: mais toute l'attention étoit du côté des Pays-bas, où devoient se faire les plus grands efforts.

Le roi d'Angleterre ouvrit la campagne par le siège de Cambrai, dont Philippe qui prévoyoit ce siège, avoit confié le commandement à un brave chevalier Savoyard, nommé le Galois de la Baume, auquel il avoit joint messire Thibaud de Marneil, & le seigneur de Roye. La garnison étoit nombreuse, & la ville bien pourvue de vivres; aussi la défense fut-elle très-vigoureuse, & telle que le roi d'Angleterre fut contraint de lever le siège, après avoir bien perdu du temps, & beaucoup de soldats devant la place. Robert d'Artois, qui étoit le plus écouté dans le conseil, déterminâ le roi d'Angleterre à abandonner cette entreprise, d'autant que la saison étoit déjà fort avancée. Il fut d'avis qu'on entrât en Picardie, & qu'on fit le dégât pour attirer les François à la bataille. Le nouveau comte de Hainaut, ayant appris cette résolution, vint trouver le roi d'Angleterre, & le pria de trouver bon qu'il se retirât, disant, qu'en qualité de vassal de l'Empire, il avoit fait le service qu'il devoit à l'empereur, pour le siège de Cambrai; mais qu'il ne passeroit pas outre, puisqu'il s'agissoit d'entrer sur les terres du roi de France son oncle, dont il suivroit toujours le parti contre tous ses ennemis, à l'exception de l'empereur. Il défendit à tous ses gens, *sur la hart*, c'est-à-dire, sous peine de la corde, de faire la moindre violence dans tout le pays François, & se retira avec le comte de Namur;

qui suivit son exemple. Il fallut que le roi d'Angleterre consentît à cette retraite, qui lui fit beaucoup de peine, & dont il se vengea dans la suite par les ravages que ses troupes firent dans le comté de Hainaut.

1339.

Si-tôt que le roi, qui étoit à Compiègne, eut appris la marche & le dessein des ennemis, il fit un détachement sous la conduite de Raoul, comte d'Eu & de Guines, connétable de France, & ordonna à ce seigneur de s'aller poster à S. Quentin, pour couvrir cette place & les environs. Il renforça les garnisons de Ham, de Guise, de Ribemont, & des autres forteresses de la frontière, & s'avança avec le reste de son armée du côté de Peronne. Les Anglois commencerent à faire des courses vers Bapaume, Peronne & S. Quentin. Ils furent vigoureusement repoussés d'Honnecourt, qu'ils avoient espéré d'emporter d'emblée.

Le roi d'Angleterre s'avança jusqu'au mont S. Quentin, & delà fit des détachemens, pour ravager la Tierache & le Laonnois. La ville de Guise fut emportée & brûlée par Jean de Hainaut, oncle du comte de Hainaut : mais il n'osa attaquer la forteresse. Tous les détachemens, après avoir fait le dégât, furent rappelés par le roi d'Angleterre, qui s'étoit campé à Sarnaques, & avoit su que Philippe s'avançoit vers S. Quentin à la tête d'une nombreuse armée. En effet ce prince fit en ce lieu-là passer la Somme à son armée, & s'alla camper à Vironfosse à deux lieues de la Capelle, où le roi d'Angleterre s'étoit retiré.

Le comte de Hainaut avec cinq cents lances arriva au camp du roi, qui ne laissa pas de lui faire quelques reproches, sur ce qu'il avoit mené des troupes au siège de Cambrai : mais en pareil cas les excuses sont aisément reçues, & on lui donna son quartier dans le camp.

Il n'y avoit rien entre les deux camps, qui empêchât d'en venir à la bataille, excepté un petit défilé aisé à forcer. A cela près, c'étoit une plaine, où il n'y avoit ni bois ni rivières, & toute propre à donner un combat décisif. Si l'on eût suivi l'avis de plusieurs seigneurs de l'armée, le roi, au lieu de camper, auroit été droit attaquer les ennemis; & c'étoit le sentiment du roi même : d'autres s'y opposerent, en

Disposition des deux armées pour une bataille, qui pourtant ne se donna point.

1339.

représentant que l'armée avoit fait cinq lieues ce jour-là ; que les chevaux & les soldats n'avoient pû ni se reposer , ni repaître : ils firent valoir la difficulté du défilé , & ajoutèrent un motif de pitié , à quoi le roi étoit fort sensible , c'est que c'étoit un vendredi , jour consacré à la passion de Jesus-Christ , & auquel il ne falloit point , sans y être contraint , répandre le sang humain. Le roi se rendit à ces raisons , remit l'attaque au lendemain , & ordonna à toute l'armée de s'y préparer par la confession & la communion.

Diversité d'opinions là-dessus.

Le succès est ordinairement la règle sur laquelle on approuve ou l'on condamne le parti qu'un prince ou un général d'armée prend en ces sortes de délibérations. A en juger sur ce pié , le roi mérite d'être blâmé : car par ce délai le roi d'Angleterre , dont l'armée étoit beaucoup moins forte que la sienne , lui échappa. Edouard cependant fit bonne contenance : mais la nuit il décampa sans trompette , & se retira aux Pays-bas.

Ibid.

Froissard, l. 1, p. 34.

C'est ainsi qu'un de nos historiens raconte la chose : mais un autre plus favorable aux Anglois la rapporte tout autrement. Selon lui le roi d'Angleterre envoya un heraut offrir la bataille au roi de France , & le presser de convenir du jour. Ce jour , dont les deux rois convinrent , fut le vendredi. Les armées furent rangées en bataille de part & d'autre. On étoit sur le point de donner , lorsqu'on représenta au roi que s'il gagnoit la bataille , le roi d'Angleterre avoit sa retraite aux Pays-bas , sans qu'on pût lui enlever aucunes places : que si au contraire on la perdoit le royaume seroit à la merci des ennemis. Il ajoute , que le roi avoit reçu un peu auparavant des lettres de Robert , roi de Naples , par lesquelles il le conjuroit de ne point donner bataille quand Edouard seroit en personne à la tête de son armée : que des gens très-habiles en Astrologie l'avoient assuré que l'étoile d'Edouard étoit à cet égard la plus heureuse du monde , & celle du roi de France très-malheureuse. Que nonobstant toutes ces raisons le roi étoit résolu de combattre ; mais qu'il se laissa aller aux pressantes remontrances que lui firent les seigneurs auxquels il avoit le plus de confiance. Que les armées ,
après

après avoir été en présence tout le jour sans combattre , se séparèrent ; & que le lendemain chacun s'en alla de son côté. Quoi qu'il en soit de toutes ces circonstances , & des motifs qui firent agir les deux rois , ils firent ce qu'il falloit faire pour leur réputation en paroissant souhaiter la bataille , & ce que la prudence demandoit d'eux en l'évitant ; Edouard à cause de l'inégalité de ses forces , & Philippe pour ne pas exposer son état.

1339.

La levée du siège de Cambrai ne fut pas le seul désavantage qui arriva au roi d'Angleterre : car tandis que le roi en personne couvrait ses frontières du côté de Picardie , ses généraux faisoient assez heureusement la guerre en Guienne , où ils prirent Bourg , Blaye , & quelques autres forteresses sur les Anglois.

*Avantages des
Français en Guien-
ne.*

*Continuat. Nam-
gii.*

Ils eurent aussi un avantage considérable sur la mer dans un combat qui se donna entre les deux flottes. Ils prirent deux des plus gros vaisseaux d'Angleterre , avec plusieurs autres petits , & il y périt plus de mille Anglois. Il se fit des descentes de part & d'autre. Les Anglois brûlèrent le Treport & les fauxbourgs de Boulogne , avec quelques barques qu'ils trouverent à sec au bord de la mer. Les Français en firent autant à Portsmouth qu'ils surprirent , & d'où ils enleverent un grand butin. Ils réduisirent aussi en cendres tous les bourgs & villages de l'isle de Grenezai , & il n'y demeura sur pié que la seule forteresse , qu'ils n'osèrent attaquer. On n'avoit point vu depuis long-temps en France la guerre si allumée par-tout : mais ce n'étoit encore rien en comparaison de ce qui suivit.

*Et sur mer.
Ibid.*

Froissard. c. 36.

Le roi d'Angleterre n'avoit pas sujet d'être fort content de sa campagne. Il avoit fait d'excessives dépenses sans aucun succès. C'étoit beaucoup pour Philippe de l'avoir empêché de rien faire sur les frontières de Picardie , & de l'avoir entamé pendant ce temps-là dans la Guienne. Encore une campagne inutile auroit épuisé les trésors d'Edouard , & eût découragé les Anglois , qui bien qu'ennemis opiniâtres des Français , n'ouvroient pas si volontiers leurs bourses en ces temps - là. L'expérience des regnes précédens apprenoit à Edouard , que le parlement se rebutoit aisément

1339.

en pareilles occasions , & que sa coutume étoit de mettre obstacle aux plus glorieuses entreprises commencées par le prince , pour n'être point obligés de charger les peuples. Il falloit donc qu'il disposât tellement les choses , qu'il leur fit paroître le succès infaillible. Il voyoit bien qu'il n'avoit pour cela rien de meilleur à faire , que d'engager les Flamans à déclarer la guerre à la France. S'il en pouvoit venir à bout , il auroit des soldats sans nombre , & de bons soldats , & qui feroient la guerre aux François autant par inclination , que par l'espérance du butin.

Le point capital étoit de gagner Artevelle : car ce tyran insolent , ainsi que je l'ai dit , avoit obligé le comte de Flandre à quitter le pays , & à se sauver en France avec la comtesse sa femme & ses enfans. Il étoit le maître absolu , & avoit établi comme un gouvernement républicain , où cependant rien ne se faisoit que par ses ordres. Le roi d'Angleterre n'épargnoit rien pour le porter à déclarer la guerre à la France , & lui faisoit beaucoup plus la cour , que ce braiseur ne la lui faisoit à lui-même.

*Edouard engage
les Flamans à se
déclarer contre la
France.*

Edouard fit à Bruxelles une grande assemblée de tous les ligués , où Artevelle à sa prière se trouva , avec les consuls ou maires des principales villes de Flandre. On leur proposa d'entrer dans la ligue , & de déclarer la guerre à la France. On savoit que ce qui leur avoit fait le plus de peine dans les derniers traités de paix faits avec nos rois , étoit le démembrement de la Flandre walonne , & la cession qu'ils avoient été contraints de faire de Lille , de Douai , de Bethune , & de quelques autres places. Edouard leur offrit de les aider à reprendre ces places , & à ne jamais traiter avec le roi de France , qu'à condition qu'elles seroient réunies au comté de Flandre. Les Flamans goûterent fort cette proposition , & demanderent seulement du temps pour l'examiner.

Après avoir délibéré entre eux , ils revinrent trouver le roi d'Angleterre , & lui dirent , que toute leur inclination étoit de le satisfaire , & de se soulever contre la France : mais qu'ils étoient arrêtés par les sermens qu'ils avoient faits dans les derniers traités de paix , & par la peine à laquelle ils s'étoient soumis , en cas qu'ils prissent les armes contre le

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 325

roi de France : c'étoit de payer deux millions de florins à la chambre apostolique : « Mais, (Sire , ajoûta Artevelle) il » est aisé d'accommoder les choses. Vous avez fait valoir » votre droit sur la couronne de France après la mort de » Charles le Bel : ce droit est assez bien fondé , pour vous » autoriser à prendre le titre de roi de France ; prenez-le , & » écartelez les armes de France avec celles d'Angleterre , » nous vous reconnoîtrons aussi-tôt : nous vous supplierons » en qualité de notre roi , de nous tenir quitte de nos ser- » mens ; vous nous l'accorderez , & ensuite nous serons en- » tierement à votre disposition , aux conditions que vous » nous proposez. »

Edouard , ce prince judicieux & délicat sur sa réputation , jugea que la chose méritoit qu'on y pensât. Il savoit bien que ses droits sur la couronne de France étoient fort chimériques : il y avoit même renoncé authentiquement par l'hommage qu'il avoit fait à Philippe comme à son légitime souverain , pour le duché de Guienne & le comté de Ponthieu. La guerre ne lui donnoit point un nouveau droit , & d'ailleurs il ne pouvoit prendre la qualité & les armes de roi de France à titre de conquête , n'ayant pas encore gagné un pouce de terre dans le royaume. Il consulta là-dessus les principaux chefs de la ligue , & son conseil secret composé de Robert d'Artois , & de quelques autres de ses confidens. La chose parut toujours bizarre : mais l'utilité qui en revenoit , fit passer par-dessus toute considération. Le traité fut conclu & signé à Gand avec Artevelle. Celui-ci s'obligea avec les Flamans , à faire la guerre à la France , & le roi d'Angleterre à prendre le titre & les armes de roi de France. Il promit de reprendre Lille , Douai & Béthune , pour les réunir au comté de Flandre : & on résolut dès-lors de commencer la campagne prochaine par le siège de Tournai. Ce prince reçut donc l'hommage des Flamans comme de ses vassaux , & eux lui firent serment de fidélité comme à leur souverain : après quoi il s'embarqua à Anyers pour repasser en Angleterre. Il laissa la reine sa femme à Gand , & les comtes de Salisberi & de Suffolc à Ypres , pour courir pendant l'hiver sur les terres de France.

1339.

Le traité en est conclu, & Edouard prend le titre de roi de France pour dégager les Flamans de leur serment de fidélité envers le roi.

1340.
Cap. 47.

Epist. Bened.
apud Rainald.

Le roi apprit avec beaucoup de chagrin cet attentat des Flamans. Il fit ce qu'il put pour les regagner. Il leur offrit de leur remettre les sommes d'argent, dont ils lui étoient encore redevables par les derniers traités. Il promit d'accorder de nouveaux privilèges à leurs principales villes : mais Artevelle ne voulut rien écouter. Les sollicitations du pape n'eurent pas plus d'effet. Il écrivit sur ce sujet, non-seulement aux Flamans, mais encore au roi d'Angleterre, & lui reprocha en même temps l'indigne action qu'il avoit faite, en recevant la qualité de vicaire de l'Empire de la part de Louis de Baviere qui étoit excommunié, & que le Saint siège ne reconnoissoit point pour empereur. Il lui offrit de nouveau sa médiation pour la paix entre les deux états : tout cela ne produisit rien ; & Edouard sur de son parlement, qu'il disposa à seconder ses desseins, résolut de pousser la guerre à toute outrance.

Philippe voyant les Flamans opiniâtres dans leur révolte, ordonna au maréchal de Trie, qui commandoit le quartier d'hyver sur la frontiere, au seigneur Jean de Roie, & à Godemar du Fai, de porter le ravage en Flandre le plus loin qu'ils pourroient, & de faire main-basse par-tout : cet ordre fut parfaitement exécuté. Artevelle voulant avoir sa revanche, donna rendez-vous à une partie de ses troupes entre Oudenarde & Tournai, pour faire des courses dans le Tournesis. Il devoit être joint par les comtes de Salisberi & de Suffolc, pour agir tous ensemble : mais ces deux généraux ayant donné dans une embuscade, que leur dresserent les habitans de Lille, & y ayant été faits prisonniers, il n'osa rien entreprendre, & retourna sur ses pas, dès qu'il eut appris cette nouvelle.

Le comte de Hainaut devient aussi l'ennemi du roi.

Une autre exécution militaire que les François firent en Hainaut, où ils brûlerent la ville d'Haspre, parce que les habitans de ce comté avoient fait des courses dans le Cambresis, fit un nouvel ennemi au roi du comte de Hainaut. On avoit toujours assez peu compté sur lui en France, à cause des liaisons qu'il avoit prises d'abord avec le roi d'Angleterre, & le roi parut ne s'en pas mettre fort en peine : mais les frontieres de Picardie en souffrirent beaucoup. On

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 327

s'en vengea peu de temps après : car dès le printemps le roi envoya aux Pays-bas le duc de Normandie son fils, qui étant entré en Hainaut & le ravageant tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, mit tout ce pays dans la dernière désolation, tandis que le comte du Hainaut couroit en Angleterre & en Allemagne, pour demander du secours.

Il y avoit sur l'Escaut au-dessous de Cambrai une petite place, nommée Trin-l'Evêque, dont les ennemis s'étoient emparés, & qu'ils avoient beaucoup fortifiée. Ils faisoient delà des courses dans tout le Cambresis. Le duc de Normandie, à la prière de l'évêque & des bourgeois de Cambrai, résolut de la reprendre. Un gentilhomme Limousin, nommé Richard, sujet du roi d'Angleterre, & deux frères du comte de Namur, qui avoit suivi l'exemple du comte de Hainaut, en se déclarant contre la France, s'étoient chargés de la défense de la place, & s'en acquitterent en braves gens. Ils furent vivement attaqués : mais ce qui les désoloit principalement, c'étoient certaines machines d'une force extraordinaire, qui lançoient en l'air des pierres d'une extrême pesanteur, lesquelles en retombant sur les maisons, en crevoient les toits, & enfonçoient les planchers : de sorte que la garnison & les habitans furent obligés de se loger dans les caves voûtées, qui seules pouvoient résister à la pesanteur des pierres. Ce ne fut pas là la plus grande incommodité : on se servoit de ces mêmes machines pour jeter dans la place les chevaux & les autres bêtes qui mouroient dans le camp ; & l'infection dans cette petite ville devint insupportable. On ne s'y soutenoit que par l'espérance du secours, que le comte de Hainaut promettoit d'amener bien-tôt : mais enfin les maladies qui augmentoient tous les jours obligèrent les commandans à capituler. Il fut arrêté qu'il y auroit une suspension d'armes pendant quinze jours, & que si avant ce terme le comte de Hainaut ne venoit pas avec une armée pour le secours de la place, elle se rendroit.

Le comte de Hainaut averti de l'extrémité où ses gens étoient réduits, fit diligence, & s'avança avec une armée jusqu'à la vue de la place assiégée. La ville est située du côté

1340.

Cap. 49.

*Vengeance que
le roi en prit.*

Cap. 50.

1340.

de l'Artois, l'armée de France étoit de ce côté-là ; celle de Hainaut de l'autre , & l'Escaut entre-deux. Les troupes du comte grossissoient tous les jours : Jacques Artevelle y vint avec soixante mille Flamans ; & c'est ce qui obligea le roi, sur les avis qu'il reçut du duc de Normandie , de décamper de Peronne où il étoit , pour venir au secours de ce prince.

*Ce prince remet
le commandement
de l'armée à son
fils, & pourquoi.
Ibid.*

*Du Tillet, re-
cueil des traités,
&c.*

L'histoire remarque en cet endroit , que dès que le roi entra dans le Cambresis, il se démit du commandement de l'armée , le remit entre les mains du prince son fils , & lui dit , qu'il ne vouloit y être que comme simple soldat. La raison qui obligeoit le roi à en user ainsi , étoit les anciens traités faits par les rois de France avec les empereurs , par lesquels ils s'obligeoient à ne point faire la guerre sur les terres de l'Empire , comme étoit le Cambresis. C'étoit là réduire l'exécution des traités à bien peu de chose : mais on vouloit au moins marquer à l'empereur , par cette cérémonie , qu'on le ménageoit autant qu'il étoit possible dans la conjoncture des affaires. Et en effet , le roi agissoit alors auprès de lui , pour le détacher des intérêts du roi d'Angleterre.

Le comte de Hainaut se voyant avec de si nombreuses troupes , envoya défier au combat le duc de Normandie. Ce prince répondit au héraut , qu'il consulteroit là-dessus son conseil. Comme la réponse tardoit trop long-temps , le héraut ennuyé s'en retourna sans l'avoir reçue. Il en vint un autre trois jours après pour le même sujet , à qui le duc dit , que le comte de Hainaut étoit trop pressé , & que pour lui , il n'avoit pas encore pris son parti. Il étoit pourtant bien résolu de ne pas combattre sans y être forcé , conformément au système pris dans la dernière campagne , de ne point exposer le royaume au hasard d'une bataille. De plus il favoit bien , que pour peu qu'il temporisât , l'armée du comte de Hainaut se dissiperoit d'elle-même , la plupart des seigneurs qui lui avoient amené des troupes , ne l'ayant fait que dans l'espérance de la bataille.

Le compte, qui le prévoyoit bien lui-même, assembla tous les seigneurs de son parti , & leur proposa de faire des ponts

sur l'Escaut , pour aller attaquer les François dans leur camp : l'entreprise étoit trop hasardeuse. On commença à se regarder les uns les autres sans dire mot , personne n'osant répondre du succès , & d'ailleurs ne voulant pas s'opposer à la proposition , de peur d'être accusé de timidité. Enfin le duc de Brabant , qui étoit le plus considérable de la troupe , & celui qui avoit le plus d'autorité , prit la parole , & représenta la difficulté de l'entreprise. Il ajouta , que ce n'étoit pas là pourtant ce qui devoit l'empêcher ; mais qu'il ne falloit pas y penser par une autre raison. C'étoit que le roi d'Angleterre étoit sur le point d'arriver en Flandre ; qu'on lui avoit promis de l'attendre pour faire le siège de Tournai ; que si par malheur on perdoit la bataille , on ne seroit pas en état de le seconder en un si important dessein ; & que par là son voyage deviendroit inutile. Il dit donc que son avis étoit qu'on abandonnât aux François la place assiégée , & que ce seroit pour eux un très-petit avantage , qui seroit bientôt récompensé par la prise de Tournai. Il fallut que le comte de Hainaut en passât par là. L'armée se sépara aussi-tôt , & la place fut rendue au duc de Normandie.

1340.

Continuat. Nangui.

Ce ne fut là qu'un prélude de la campagne , & le roi pensoit actuellement à quelque chose de plus important. C'étoit d'empêcher le roi d'Angleterre d'aborder en Flandre. Il avoit avis que la flotte qu'on équippoit en Angleterre , mettroit incessamment à la voile , & celle qu'il prétendoit lui opposer étoit déjà en mer ; & comme on savoit que le dessein du roi d'Angleterre étoit d'aborder à l'Ecluse , la flotte François se trouva à temps à la hauteur de cette place. Elle étoit composée de plus de six-vingts gros vaisseaux , parmi lesquels étoit le Christophe pris l'année précédente sur les Anglois. Il y en avoit encore un grand nombre de plus petits ; & l'on comptoit sur cette flotte près de quarante mille hommes , pour la plupart Normans , Picards & Génois. Les François étoient commandés par les amiraux de Hue de Keruel & Pierre Bahuchet , & les Génois avoient leur amiral Italien nommé Barbeveré. Il avoit été mis en délibération , si l'on iroit au-devant de la flotte Angloise ,

Il veut empêcher le roi d'Angleterre d'aborder en Flandre.

Froissard , c. 51.

Continuat. Nangui.

1340.

ou si on l'attendoit auprès de l'Ecluse. On prit ce dernier parti, de peur que quelque accident n'empêchât de la rencontrer en mer.

Le roi d'Angleterre, qui savoit que la flotte de France l'attendoit pour l'attaquer, marcha en ordre de bataille, & arriva à la vûe des François le vingt-troisième de Juin. La plupart des historiens disent, que sa flotte étoit moins nombreuse que celle de France. Il avoit mis les plus gros vaisseaux à la tête, pour soutenir le premier choc de l'armée François. Les autres faisoient une seconde ligne; & il fit comme un corps de réserve de quelques autres vaisseaux.

*Combat naval
entre les deux flot-
tes, désavanta-
geux aux François.*

Les Anglois en cet ordre s'approchoient de la flotte de France, & firent une si belle manœuvre, qu'ils gagnèrent le vent sur elle, & mirent le soleil derrière eux. Ils commencerent le combat avec cet avantage; & après qu'on eut tiré de part & d'autre un nombre infini de fleches, on se mêla, & on vint à l'abordage. Comme on ne l'évitoit ni de part ni d'autre, & que chacun au contraire lançoit ses grapins pour accrocher le vaisseau ennemi qu'il avoit en tête, le combat devint furieux, & dura long-temps avec divers avantages & désavantages. Mais les François s'apperçurent enfin de la faute qu'ils avoient faite, d'avoir pris leur poste si près des côtes de Flandre: car durant qu'on se battoit, les Flamans firent sortir de leurs ports tous les vaisseaux qu'ils y avoient, & vinrent se joindre aux Anglois. Ce renfort les encouragea autant qu'il déconcerta les François. Ceux-ci ne purent soutenir ce nouvel effort, plusieurs de leurs vaisseaux furent enlevés, & tout ce qui étoit dedans passé au fil de l'épée. La déroute entière suivit bientôt après. Ceux qui purent se débarrasser firent force de voiles pour s'enfuir, & gagnèrent les ports de France. La flotte Angloise entra triomphante dans celui de l'Ecluse. Il périt dix mille François en cette occasion; presque autant furent pris. Il en coûta quatre mille hommes au roi d'Angleterre; & lui-même reçut une blessure à la cuisse.

*Continuat. Nan-
gu.*

La perte de cette bataille fut attribuée à la méfintelligence qui étoit entre les deux amiraux François, dont l'un, savoir Pierre Bahuchet fut tué & ensuite pendu par les Anglois

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 331

glois à un des mâts de son navire , & l'autre fut fait prisonnier.

Cette perte consterna le roi, qui quitta le Cambresis, & se retira avec son armée sous Arras. Au contraire la victoire du roi d'Angleterre donna à ce prince un crédit & une autorité extraordinaires dans la ligue, dont il fût bien se prévaloir : car après avoir été rendre ses actions de graces à Notre-Dame de Rotembourg, & vû la reine son épouse à Gand, il assembla tous ses alliés à Wilvorde, où à sa sollicitation le duc de Brabant, le comte de Hainaut, & Artevelle firent pour les Brabançons, les Flamans & les peuples du Hainaut, une ligue particuliere. Ils jurèrent de ne se jamais séparer d'intérêt, & de se soutenir les uns les autres contre quiconque les attaqueroit. Ensuite on tint un grand conseil de guerre, où selon le projet qui avoit été fait l'année précédente, on résolut de faire le siège de Tournai.

Tandis qu'on s'y préparoit, Robert d'Artois, qui n'avoit pas allumé cette guerre pour n'en point profiter, vint avec Artevelle pour assiéger S. Omer. Eudes duc de Bourgogne, & comte d'Artois par sa femme Jeanne, petite fille de la comtesse Mathilde, alla au-devant de lui. Il eut d'abord quelque désavantage : mais s'étant fait joindre par Philippe son fils & par le comte d'Armagnac, il poussa à son tour les ennemis, leur défit quelques troupes, leur prit du bagage, & quelques étendarts aux armes de Robert d'Artois, qu'il envoya au roi, & les obligea de se retirer.

Cependant le roi pourvut à la sûreté des principales places de la frontiere. Il y jeta une partie de ses troupes, pour y demeurer jusqu'à ce que le roi d'Angleterre fût attaché à quelque siège. Il envoya le seigneur de Beaujeu à Mortagne, qui étoit une des plus exposées du côté du Hainaut : mais comme il avoit des avis presque certains, que c'étoit à Tournai qu'on en vouloit, ce fut là qu'il mit ce qu'il avoit de meilleures troupes. Grand nombre de braves chevaliers s'y enfermerent. Les principaux furent le comte d'Eu connétable de France, le comte de Guines son fils, Robert Bertrand & Matthieu de Trie, tous deux maréchaux de France, Aimeri de Narbonne, Aimé de Poitiers, Geoffroi

1340.

Froissard, c. 52.

Continuat, Nan-
gii.

Froissard, c. 52,
53.

1340.

de Charni, Girard de Montfaucon, le seigneur de Cayeux; le sénéchal de Poitou, le Sire de Châtillon, & Godemar du Fai. La place fut abondamment pourvue de vivres, d'artillerie, & de toutes les choses nécessaires pour une vigoureuse défense.

Siège de Tournai par le roi d'Angleterre.

Cap. 57.

Elle fut investie sur la fin de Juillet. Le roi d'Angleterre avoit à ce siège plus de six vingts mille hommes. On attaqua & on se défendit avec beaucoup de valeur. Les seigneurs qui s'étoient enfermés dans la place, résolus de la défendre jusqu'à l'extrémité, & appréhendant que les vivres ne manquaissent aux soldats, firent sortir après quelques semaines les bouches inutiles en plein jour. Ces pauvres malheureux se voyant à la merci de l'ennemi, tournerent vers le quartier du duc de Brabant, qui en eut pitié, & leur donna permission de se retirer du côté d'Arras. On prétend que ce duc, qui avoit eu assez de peine à s'engager dans la ligue, n'avoit pas fort envie que Tournai fût pris, & qu'avec les convois qui arrivoient à son camp, il y avoit de temps en temps des munitions pour la garnison de Tournai, qu'on y faisoit passer secrètement.

Cap. 62.

*Continuat. Nan-
gii.*

Dès que le siège de Tournai fut formé, le roi s'avança avec son armée entre Lille & Douai. Il avoit rappelé auprès de lui une partie des garnisons des places de la frontière, & tous les jours son armée croissoit par l'arrivée de ses vassaux & de ses alliés. Les rois de Bohême, de Navarre & d'Ecosse, le duc de Lorraine, le comte de Savoye, le comte de Geneve, le comte de Montbéliart, l'évêque de Metz, l'évêque de Verdun, le duc de Bretagne, le comte de Flandre, le duc de Bourbon, le comte de Bar, le comte de Forêts, le comte d'Alençon, le comte d'Armagnac, les comtes de Blois, de Dammartin & de Harcourt, le Sire de Couci, & un très-grand nombre d'autres vinrent le joindre pour se trouver à la bataille qu'on prévoyoit bien que le roi donneroit, plutôt que de laisser prendre Tournai.

*Ce monarque invite le roi à un combat singulier.
Ibid.*

Du Tillot, re-

Après dix semaines de siège, le roi sachant que les assiégés commençoient à être fort pressés, décampa; il passa le pont de Bouvines, & vint se poster à deux lieues du camp des ennemis. Ce fut là que le roi d'Angleterre envoya un

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 333

Cartel à Philippe , par lequel , après lui avoir déclaré qu'il avoit passé la mer , pour se venir mettre en possession du royaume de France qui lui appartenoit , il lui offroit de vuidier leur querelle par le duel , ou par le combat de cent hommes choisis dans chacune des deux armées , ou par une bataille générale. Le roi lui répondit , que les rois d'Angleterre étant vassaux des rois de France , comme il l'avoit reconnu lui-même par l'hommage qu'il lui avoit fait pour le duché de Guienne , & pour le comté de Ponthieu , il ne lui convenoit nullement de défier son seigneur ; qu'il espéroit , malgré toutes ses intrigues , & la révolte des Flamans qu'il avoit injustement soulevés contre leur souverain , le chasser des frontieres de France ; que Dieu ne pouvoit manquer d'être de son côté contre un prince qui avoit empêché l'expédition d'outre-mer , qu'on préparoit en France , pour délivrer les Chrétiens de la tyrannie des Infideles ; qu'au reste en une telle partie il falloit que le risque fût égal de part & d'autre. Que dans le duel qu'il lui proposoit , il ne hasarderoit rien ; qu'il falloit au moins qu'il mît au jeu le royaume d'Angleterre contre le royaume de France ; qu'en ce cas on l'écouterait , quoique le royaume d'Angleterre ne valût pas à beaucoup près le royaume de France ; & qu'il étoit prêt à cette condition de le combattre en champ-clos quand il lui plairoit. Ces deux princes avoient assez de cœur pour ne se pas craindre l'un l'autre : mais ils avoient trop de prudence pour faire ces défis à dessein d'en venir à l'exécution. Cela leur servoit au moins à leur faire réputation auprès du peuple & du soldat. Edouard n'insista pas davantage , & on se mit de part & d'autre en état de donner bataille : mais les affaires prirent un autre tour.

Jeanne de Valois , sœur du roi , mere du comte de Hainaut , & belle-mere du roi d'Angleterre , avoit jusqu'alors tâché par toutes sortes de moyens de réconcilier ces deux princes , & elle redoubla ses efforts pour faire la paix entre eux , les voyant au moment d'en venir à une sanglante bataille. Elle fit si bien , par le moyen du seigneur d'Augimont , que les deux rois considéroient beaucoup , qu'elle obtint leur

1340.
cueil des traités ,
&c.

Jeanne de Valois
travaille à les accommoder.
Froissard , c. 64.

1340.

Continuatio
Nangii.

consentement pour une conférence entre les députés des deux partis.

Froissard, loc. cit.

*Ils signent une
treve.*

Continuat. Nan-
gii.

Mémorial de la
chambre des com-
ptes de Paris, cot-
té B. fol. 158.

Cette conférence se tint dans la chapelle de Desplechin, voisine des deux camps. Les agens pour le roi furent Jean, roi de Bohême, Arnoul, évêque de Liège, Raoul, duc de Lorraine, Amé, comte de Savoye, & le comte d'Armagnac. Ceux du roi d'Angleterre furent le duc de Brabant, le duc de Gueldre, le marquis de Juliers, & Jean de Hainaut, comte de Beaumont. La comtesse de Hainaut assista à la conférence comme médiatrice. La négociation dura trois jours. Le premier jour on ne put convenir de rien : sur le soir du second jour, après bien des difficultés, la comtesse vint à bout de faire approcher les deux partis ; & le troisieme on signa un traité de treve pour jusqu'à la S. Jean-Baptiste de l'année suivante. Elle devoit commencer en Flandre aussi - tôt qu'elle seroit acceptée par les deux rois, dans vingt jours en Guienne, & dans vingt-cinq jours en Ecosse : & en cas que les Ecossois ne voulussent pas l'accepter, le roi s'obligeoit à ne les point secourir durant ce temps-là. Dans cette treve furent aussi compris les rois d'Arragon & de Castille, les Génois, les Provençaux, l'évêque & le chapitre de Cambrai, & quelques seigneurs particuliers.

Comme ce traité n'étoit qu'une disposition à la paix, on convint de tenir de nouvelles conférences à Arras en présence des légats du pape ; & les deux rois promirent de souscrire à ce qui y seroit déterminé.

Froissard, loc.
cit.

La chose fut ainsi conclue le vingtieme de Septembre : & dès le lendemain les ennemis décamperent de devant Tournai, plus contents pour la plupart de cet accommodement que le roi d'Angleterre, qui vouloit pousser le siège, & qui ne signa le traité que par une complaisance forcée pour ses alliés, qu'il appréhenda d'aliéner de lui. C'est assez l'ordinaire de ces grandes ligues de former de grands desseins, & de les voir avorter. Pour peu qu'un ennemi prudent temporise, il naît toujours quelque incident qui les déconcerte. Edouard l'expérimenta en cette occasion. Il repassa la mer, ne remportant avec lui que la gloire d'avoir gagné

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 335

une bataille navale, & le chagrin de n'en avoir tiré aucun avantage.

1340.

C'en fut un très-grand pour le roi, & qui lui valut une victoire, d'avoir rendu inutile celle d'Edouard. Il entra dans Tournai, marqua aux commandans & aux soldats la satisfaction qu'il avoit de leur conduite : & pour témoigner aux habitans combien il étoit content de leur fidélité, il leur rendit leurs privilèges, qu'on leur avoit ôtés pour quelque raison que notre histoire ne marque point. Il rétablit la justice de la maison de ville, leur permit d'élire des prévôts & des jurés selon leurs anciens usages, leur confia à eux-mêmes la garde de leur ville, sans leur donner de gouverneurs François, comme ils en avoient toujours eu depuis plusieurs années; & ce prince, après avoir mis ordre à tout, congédia son armée, & revint à Paris.

La nouvelle de cette treve, & du consentement des deux rois, pour remettre leurs intérêts au jugement du Saint siège, réjouit extrêmement le pape. Il envoya ses ordres à ses nonces de France & d'Angleterre, pour travailler à la paix, & traitoit par lui-même avec les agens que ces deux princes lui envoyèrent à Avignon : mais leurs prétentions étoient si opposées, qu'il voyoit de grandes difficultés à les rapprocher.

Le roi d'Angleterre entreprenoit de soutenir son prétendu droit sur la couronne de France : mais il paroît par un écrit qu'il fit présenter au pape, que si le roi eût voulu lui laisser posséder la Guienne en toute souveraineté sans hommage & sans serment, il auroit pû s'en contenter.

*Prétentions des
deux parties pour
conclure la paix.
Apud Rainald.
ad an. 1340.*

Le roi au contraire, soutenoit qu'il n'y avoit qu'un article qui pût entrer en question entre lui & le roi d'Angleterre, savoir quelques places & quelques terres de Guienne, que Charles de Valois son pere avoit enlevées à Edouard II, sous le regne de Charles le Bel, & qu'on n'avoit point rendues, parce qu'on les regardoit comme justement confisquées. Pour ce qui est du reste, le roi ne pouvoit souffrir qu'on en parlât. De plus il étoit d'avis que, sans faire de paix, le roi d'Angleterre se retirât de France qu'il avoit envahie, & aux armes.

*avant qu'on traitât
de la paix, & aux armes.*

1340.

Leibnitz. Cod.
diplomat. anno
1341, p. 153.
Epistolæ Eduar-
di apud Walsin-
gam.

Edouard ne pouvoit se résoudre, de peur de tomber dans le ridicule, qu'il avoit prévu que cette démarche lui donneroit, lorsqu'il la fit, s'il ne la soutenoit pas. Ainsi toutes ces négociations du pape & de ses nonces n'eurent point d'autre effet, que des prolongations de treve, pendant lesquelles chacun songeoit à affoiblir son ennemi, & à se fortifier contre lui.

En effet, le roi fit si bien, par le moyen de l'impératrice sa niece, que l'empereur Louis de Baviere abandonna le parti d'Edouard, & lui ôta la lieutenance générale de l'Empire, sous prétexte qu'il avoit fait la treve de Tournai sans le consulter, & traita de nouveau avec le roi. Edouard fit son possible pour le regagner, s'excusant sur ce qu'il n'avoit fait cette treve que par force, & contraint par les princes ligués. Il ne put le faire changer. Le roi de son côté, ainsi qu'il s'y étoit engagé à l'empereur, agit auprès du pape, pour le reconcilier avec lui : mais il ne réussit pas ; le pape demandant des conditions auxquelles l'empereur ne put se soumettre.

Le roi mit aussi dans ses intérêts les archevêques de Mayence & de Treves ; & l'on voit dans le thrésor des chartes une infinité d'actes datés de ce temps-là, par lesquels ce prince s'engagea à des pensions viagères & à des rentes assignées sur divers fonds envers quantité de seigneurs de Savoye, de Dauphiné, & d'autres endroits voisins de la France, à condition qu'ils prendroient les armes pour lui avec leurs vassaux, quand il auroit besoin de leur service. De plus il sollicita les Flamans de rentrer dans leur devoir : & quoique ce fût à son occasion qu'ils avoient été excommuniés, & que la Flandre avoit été mise en interdit, il agit auprès du pape pour faire lever ces censures : mais les Flamans de ces temps-là étoient une étrange nation. Leurs Députés soutenus de la recommandation du roi, étant allés trouver le pape pour solliciter leur absolution, il leur demanda, si en cas qu'il la leur donnât, ils s'engageroient au nom de ceux qui les envoyoient, à demeurer fideles au roi de France. Ils répondirent, que s'ils faisoient une telle promesse, il leur en couteroit la tête quand ils retourneroient

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 337

en Flandre : « Ho bien , repartit le pape , retirez-vous , il » n'y a point d'absolution à attendre pour des incorrigi- » bles. » Ainsi ils demeurèrent excommuniés , & attachés au roi d'Angleterre , qui à son retour ne fut pas sans affaires.

1340.

Epist. Benedicti
apud Rainald.

Le jeune roi d'Ecosse David de Brus avoit quitté la cour de France , & repassé la mer , tandis qu'Edouard étoit aux Pays-bas. Il avoit reconquis la plûpart des places que les Anglois avoient prises sur lui , & étoit entré en Angleterre , où il faisoit de grands ravages. Le roi d'Angleterre ne fut pas plutôt débarqué , qu'il marcha du côté de Salisberi que les Ecossois assiégeoient. Sur l'avis de sa marche , ils leverent le siège. Ce prince les poursuivit jusques bien avant dans l'Ecosse , & après quelques petits combats , il se fit une treve entre les deux nations du consentement du roi de France , qui eut en cela plus d'égard aux intérêts de son allié , qu'aux siens propres : car il étoit d'une conséquence extrême pour la France , qu'Edouard eût de l'occupation au-delà de la mer.

Si Philippe eût eu le secret de lui en faire de ce côté-là , il ne l'auroit pas trouvé en son chemin en une affaire très-importante , qui se passa dans le royaume , & qui fut l'occasion de recommencer la guerre entre les deux nations , d'une maniere encore plus violente qu'on ne l'avoit faite jusqu'alors.

Jean III duc de Bretagne , comte de Richemond & vicomte de Limoge mourut sans laisser d'enfans l'an 1341. Ce duc avoit toujours été très-fidele & très-attaché aux rois de France. Il avoit accompagné Louis Hutin dans son expédition de Flandre , & Philippe de Valois à la bataille de Montcassel , où il se comporta avec beaucoup de valeur , & fut même blessé. Ces deux princes lui donnerent en diverses rencontres des marques de leur amitié & de leur reconnaissance.

*Différend qui
donna lieu au re-
nouvellement de la
guerre.*

Dès l'an 1334 se voyant hors d'espérance d'avoir des enfans , & prévoyant que sa succession causeroit de grandes guerres au préjudice de ses sujets qu'il aimoit tendrement , & dont il mérita le surnom de *Bon* , il forma divers projets , pour s'assurer de son vivant un successeur , qui fût en état

D'Argentré hist.
de Bretagne.

1340.

Continuat. Nan-
gii.

par sa puissance, d'arrêter l'ambition & les mouvemens des divers prétendans à son duché de Bretagne. Il jeta les yeux sur le roi de France, à qui il résolut de proposer l'échange du duché de Bretagne avec le duché d'Orléans, en faveur de Jeanne sa niece, fille de Gui son frere, comte de Penthievre, déjà mort : mais son dessein ayant été su des barons de Bretagne, ils s'y opposerent, & lui témoignèrent qu'ils souhaitoient avoir un duc, comme ils avoient eu de tout temps, & qu'ils ne pourroient se résoudre à voir réunir le duché de Bretagne à la couronne de France. Il ne voulut pas, ou n'osa pas forcer leur inclination.

Il proposa un autre expédient, savoir qu'après sa mort, le duché fût mis en sequestre entre les mains du roi de France, pour être donné à celui des prétendans, à qui la cour des pairs l'adjugeroit selon les loix de la justice. Il traita avec Philippe de Valois sur ce sujet : mais les barons appréhendant que ce prince ne s'emparât du duché, ne purent encore s'accommoder de cet expédient. C'est pourquoi le duc se déterminà à déclarer Jeanne de Penthievre sa niece héritiere de tous ses états, & à lui faire épouser un mari qui entreroit dans ses droits pour les soutenir.

Du Chêne his-
toire de Châtillon.

Après avoir long-temps balancé sur le choix de la personne, il jeta les yeux sur Charles, fils de Philippe roi de Navarre, qui fut accordé avec Jeanne. Les seigneurs de Bretagne ne furent point encore contens de ce choix, Charles étant trop jeune, & n'étant pas à cause de son âge en état de se maintenir contre ceux qui entreprendroient de lui disputer la succession. Ils prièrent le roi d'agir auprès du duc pour lui faire changer cette résolution. Le roi le fit, & engagea le roi de Navarre à rendre au duc la parole qu'il lui avoit donnée pour son mariage avec Jeanne.

L'an 1338 le duc de Bretagne assembla les états de son duché, & leur déclara qu'il étoit déterminé pour le repos de ses sujets à prendre une dernière résolution, de peur des malheurs qu'il prévoyoit, s'il étoit prevenu de la mort, avant qu'une si importante affaire eût été réglée, & il les conjura de lui donner là-dessus leurs avis, afin de suivre celui qu'il croiroit le plus avantageux pour ses peuples. Ils ne purent

purent s'accorder entr'eux , chacun , comme il arrive en ces sortes de rencontres , se conduisant par ses vûes particulières & suivant ses intérêts. Sur cela , ils conclurent de s'en rapporter au duc lui-même , supposé qu'il eût quelque nouvelle pensée à leur proposer. Il leur dit , que puisqu'ils le faisoient entièrement maître de la chose , il choisissoit Charles de Blois , autrement dit Charles de Châtillon , fils puîné de Gui de Châtillon , comte de Blois , de Dunois , seigneur d'Aveines & de Guise. Il leur dit , que c'étoit un seigneur d'un âge mûr , & capable de bien soutenir les droits de son épouse : qu'il étoit neveu du roi de France par sa mère Marguerite de Valois , sœur de ce prince , qui ne manqueroit pas de l'appuyer de toutes ses forces en cas de besoin. Les états agréèrent Charles de Blois , & la chose fut arrêtée en présence de Jean de Bretagne , comte de Montfort , frère de père du duc , mais d'un autre lit , le plus intéressé dans cette affaire & le plus capable de s'y opposer. Il ne manquoit pas d'envie de le faire : mais il vit qu'il n'étoit pas temps. Le mariage fut fait , & le duc de Bretagne fit rendre hommage par ses barons à Charles de Blois , comme à son successeur & comme à leur maître futur.

1341.

Environ trois ans après le duc de Bretagne mourut. Sa mort , malgré ses précautions , causa tous les malheurs qu'il avoit appréhendés. La guerre civile s'alluma en Bretagne , mais une guerre qui dura vingt-deux ans. Ce fut comme un incendie qui se communiqua d'abord à la France & à l'Angleterre qu'on vit bien-tôt à cette occasion reprendre les armes l'une contre l'autre. Tout à coup parut un parti formé en faveur de Jean de Bretagne , comte de Montfort , assez puissant pour tenir tête à Charles de Blois. Celui-ci fut protégé par le roi de France , & l'autre soutenu de toute la puissance d'Angleterre. Ces deux concurrens étoient à peu près de même âge , pleins de valeur & d'ambition , quoique l'une & l'autre fussent moins vives dans Charles de Blois que dans Montfort , également animés par la gloire & par l'intérêt , & encore plus par leurs femmes qui étoient deux héroïnes , sur-tout la comtesse de Montfort. Le malheur de leurs époux pris dans la fuite l'un

*Elle commence
par la Bretagne.*

1341.

au jugement des pairs. On le fit citer. Il donna audience à Nantes aux envoyés du roi, leur fit mille caresses, leur promit de se rendre incessamment à la cour, & les pria d'assurer le roi de sa soumission & de son obéissance à ses ordres.

Ibid.
Cap. 60.

En effet, il arriva peu de temps après à Paris avec une suite de quatre cents chevaux. Le roi le reçut bien, & il ne laissa pas de lui reprocher l'irrégularité de sa conduite, & lui témoigna qu'il étoit surpris des entreprises qu'il avoit faites en Bretagne, pour s'emparer de ce duché qui ne lui appartenoit pas : mais qu'il se tenoit fort offensé de ce qu'il avoit été trouver le roi d'Angleterre, ennemi juré de la France, & de ce qu'il lui avoit fait hommage pour le duché de Bretagne.

Le comte ne pouvoit pas disconvenir du voyage d'Angleterre : mais il nia qu'il eût fait l'hommage. Il tâcha de se justifier sur l'article des places dont il s'étoit emparé, & ajouta qu'il ne l'avoit fait, que parce qu'étant frere du feu duc, il étoit son héritier naturel & légitime ; ce qu'il entreprit de prouver sur le champ au roi. Ce prince l'interrompant, lui dit, qu'il n'étoit pas maintenant question d'entrer en cette contestation ; qu'il auroit toute liberté d'exposer ses prétentions devant les pairs de France ; qu'on lui feroit justice ; qu'on travailleroit incessamment à l'examen de cette affaire ; qu'elle seroit terminée avant quinze jours, & qu'il lui défendoit de sortir de Paris avant ce terme : le comte le lui promit.

La cour des pairs s'assembla, où les deux parties fournirent leurs écrits en maniere de requête au roi : & sur la communication qu'on leur fit réciproquement des mémoires qu'ils produisoient l'un contre l'autre, ils firent leurs contredits & leurs répliques : en voici les principaux articles.

Y expose ses prétentions.

Inventaire des chartes, t. 3. Bretagne, n. 44.

Le comte de Montfort se fondeoit sur ce qu'il étoit frere du duc Jean dernier mort & son plus proche parent, sans aucun empêchement qui le rendit incapable de succéder. Que la comtesse de Penthièvre, femme de Charles de Blois, n'étoit que la niece du feu duc, & par conséquent plus éloi-

gnée d'un degré : que la Bretagne avoit été érigée en pairie par le roi Philippe le Bel ; & que sur-tout à l'égard des pairies & baronnies , quand il s'agissoit de successions collatérales , tant qu'il y avoit des mâles , les femmes en étoient exclues : que selon la coûtume de France , le mort saisissant le vif plus prochain , il devoit être réputé par la mort de son frere , saisi du duché & de toutes ses appartenances ; que le feu duc son frere l'avoit déclaré son héritier ; & par ces raisons & par quelques autres qu'il alléguoit , il demandoit à être reçu du roi à foi & hommage pour le duché de Bretagne.

1341.

Charles de Blois s'appuyoit sur la coûtume de Bretagne , où la représentation a lieu , & disoit , que si Gui , frere puîné du feu duc , & aîné du comte de Montfort , étoit encore vivant , on ne lui disputeroit pas le duché ; que par conséquent la comtesse de Penthievre , fille de Gui , représentant son pere , le duché lui appartenoit. Que c'étoit là non-seulement la coûtume de Bretagne , mais encore des provinces voisines , savoir de l'Anjou , du Maine , de la Touraine , du Poitou. Que selon la même coûtume de Bretagne & de plusieurs autres , les filles succédoient aux fiefs , duchés , comtés , pairies , baronnies , ce qu'il prouvoit par les exemples qu'on avoit vus aux comtés d'Artois , de Champagne , de Toulouse & de Bretagne , & en particulier par celui d'Alix , femme de Pierre de Dreux , dit Maucler , duc de Bretagne , laquelle avoit succédé à ce duché.

Le comte de Montfort répliquoit principalement , que la coûtume de Bretagne pour la représentation ne regardoit que les biens des sujets , & non pas le duché même , qui étant mouvant de la couronne de France , & ressortissant en la cour du parlement de Paris , comme membre & partie de la couronne , devoit suivre à cet égard la coûtume la plus reçue en France.

Comme c'étoit particulièrement sur le droit de représentation fondé en la coûtume de Bretagne , que Charles de Blois appuyoit le plus , il répliqua encore là-dessus. Et le roi , après avoir vu tous les mémoires de part & d'autre , députa des pairs , des prélats , des conseillers-clercs & des

1341.

conseillers chevaliers , pour informer plus en détail des faits allégués dans les mémoires des deux parties. Celui du testament du feu duc en faveur du comte de Montfort , étoit selon toutes les apparences faussement allégué : car il n'en est point fait mention dans les informations , il ne fut point produit , & il n'a jamais paru.

Il s'échappe de Paris.
Froissard , c. 70.

Cependant le comte de Montfort s'aperçut bien que l'air du bureau n'étoit pas pour lui : c'est pourquoi appréhendant qu'on ne l'arrêtât , afin de l'empêcher de brouiller davantage en Bretagne , il ne crut pas être obligé de garder la parole qu'il avoit donnée au roi. Il se déguisa & s'évada accompagné de peu de cavaliers , à qui il avoit confié son secret. Le roi en fut fort chagrin : toutefois dans l'arrêt qui fut rendu à Conflans le septieme de Septembre de l'année 1341 , en faveur de Charles de Blois , on ne fit nulle mention de cette fuite , ni des autres forfaitures dont le comte de Montfort étoit coupable , mais seulement des raisons produites de part & d'autre , afin qu'il parût que dans ce jugement on n'avoit eu égard qu'à la seule justice de la cause. Charles de Blois fut reçu à hommage , salué duc de Bretagne , fait chevalier par le roi , & assuré d'un prompt secours contre son ennemi.

Le roi donne ordre d'assembler une armée pour marcher en Bretagne.

Le roi donna ordre au duc de Normandie d'assembler sans tarder un corps d'armée , & de marcher en Bretagne. Le rendez-vous fut à Angers , d'où l'on prit la route de Nantes. On s'empara en chemin , non sans peine , de Chatoceaux , où le comte de Montfort avoit mis une garnison , qui auroit fort incommodé l'armée , si on l'avoit laissé derrière. On vint ensuite investir Nantes , où ce comte s'étoit renfermé pour la défendre.

La ville de Nantes se livre au roi.

L'attaque & la défense furent vigoureuses d'abord , surtout en une occasion où les assiégés ayant fait une sortie , voulurent enlever un convoi aux assiégeans. On se battit là rudement ; il y eut beaucoup de morts de part & d'autre , & deux cents des habitans furent faits prisonniers. Cet accident remplit la ville de consternation & de douleur , & ralentit fort le zèle qu'on y avoit fait paroître jusqu'alors pour le service du comte de Montfort. Le danger que couroient

les prisonniers, l'arrêt de la cour des pairs en faveur de Charles de Blois, la présence du duc de Normandie qui assiégeoit la place en personne, persuaderent aux plus considérables de la ville, que de trahir le comte de Montfort, c'étoit rendre un service signalé à l'état & à sa patrie. Ils traitèrent secrètement avec les généraux François; & ils promirent de livrer une porte, à condition qu'on rendroit les prisonniers, & qu'on ne feroit aucun désordre dans la ville. La chose fut exécutée un matin vers la fête de la Toussaints. A peine le comte de Montfort, qui ne s'attendoit à rien moins, put-il gagner le château. On en rompit les portes, & on l'arrêta prisonnier.

Quelques-uns attribuerent cette trahison à Henri de Leon. C'étoit un seigneur, à qui Montfort avoit les dernières obligations; & il étoit redevable à sa valeur & à sa prudence de la plupart des places qui avoient embrassé son parti en Bretagne. Montfort l'avoit maltraité de paroles à l'occasion de la sortie dont j'ai parlé, comme s'il eût manqué de conduite ou de courage en cette rencontre. Un homme de cœur n'est gueres à l'épreuve de tels reproches, & fait quelquefois une lâcheté, pour se venger d'avoir été traité de lâche. Henri de Leon eut au moins le malheur d'être soupçonné de celle-ci, d'autant plus qu'après la prise de Nantes, il passa au service de Charles de Blois. Le comte de Montfort fut conduit sous bonne garde à Paris, & mis prisonnier dans la tour du Louvre. Ce fut là le succès de la campagne du duc de Normandie qui paroissoit un coup décisif pour Charles de Blois, en faveur duquel la plupart de la noblesse s'étoit déclarée: mais la fermeté & l'adresse d'une femme empêchèrent la révolution, & soutinrent le parti du comte de Montfort, sur le point qu'il étoit de succomber à ce premier malheur.

Je parle de Jeanne de Flandre, épouse du comte de Montfort, laquelle doit passer sans doute pour une des plus illustres princesses, & une des plus extraordinaires femmes dont notre histoire fasse mention. Nous la verrons bientôt soutenir des sièges, marcher en campagne le casque en tête & l'épée à la main, & commander & combattre comme une Amazone.

1341.

Ce fut moins par ses attraits, dont on ne la loue pas, que par ses manières grandes & nobles, qu'elle se donna en une conjoncture si fâcheuse, assez d'autorité sur les esprits de la noblesse, des soldats & des bourgeois de plusieurs villes de Bretagne, pour les maintenir dans ses intérêts. Elle étoit à Rennes quand son mari fut pris. Elle assembla les habitants & la milice, & leur parla si pathétiquement tenant entre ses bras son fils qui n'avoit que cinq ans, reste unique, (leur disoit-elle,) de la race masculine de leurs ducs, pour qui ils avoient toujours eu un grand attachement, qu'ils lui promirent de prendre sa défense aux dépens de leurs biens & de leurs vies. Elle fit en même-temps de grandes largesses aux troupes : & après s'être assurée de leur fidélité, & leur avoir donné pour commandant Guillaume Cadoudal, brave chevalier Breton, elle parcourut toutes les places qui s'étoient déclarées pour le comte de Montfort, y mit des garnisons, eut soin qu'elles fussent toujours bien payées, & alla se renfermer dans Hennebon, pour y attendre les secours qu'elle espéroit recevoir d'Angleterre.

1342.
Siege de Rennes.
Froissard, c. 79.

Charles de Blois étoit demeuré à Nantes, pour disposer toutes choses pendant l'hiver, afin d'ouvrir la campagne de bonne heure : & dès qu'il y eut du fourrage, l'armée de France entra en Bretagne. Charles se mit à la tête de cette armée accompagné du duc de Bourgogne, de Charles d'Alençon, frère du roi, du duc de Bourbon, du comte d'Eu, connétable de France, du comte de Guines, fils du connétable, de Jacques de Bourbon, de Louis d'Espagne de la maison de la Cerda, & d'un très-grand nombre d'autres seigneurs & gentilshommes. Il y avoit de l'infanterie à proportion, à laquelle se joignirent quelques troupes auxiliaires Genoises & Espagnoles. On tint conseil de guerre à Nantes, & on y résolut le siège de Rennes : on marcha aussitôt de ce côté-là. Le siège fut formé & vivement poussé : mais comme la place étoit bien munie, que Guillaume Cadoudal qui y commandoit étoit un homme de résolution & de tête, la défense ne fut pas moins vigoureuse.

Cap. 80.

La comtesse de Montfort n'eut pas plutôt appris les préparatifs qu'on faisoit en France, qu'elle envoya en Angleterre

ter Amauri de Clifson, pour demander du secours, conformément au traité fait l'année précédente entre Edouard & le comte de Montfort. Elle le chargea aussi de proposer le mariage de son fils unique avec une des filles du roi d'Angleterre; & ce fut vrai-semblablement alors, qu'elle envoya cet enfant au delà de la mer, tant pour le mettre en sûreté, que pour marquer au roi d'Angleterre la confiance entière qu'elle avoit en lui.

1342.

L'envoyé de Bretagne fut très-bien reçu à la cour d'Angleterre, & ses propositions fort goûtées. Edouard, qui rouloit toujours dans sa tête de grands desseins sur la France, n'avoit garde de manquer une si belle occasion. La Bretagne dans ses intérêts lui ouvroit l'Anjou, le Maine, la Normandie, anciennes possessions de ses ancêtres, & par où il pourroit bien plus aisément entamer le royaume de France, que du côté de Flandre & de Guienne, où les frontières étoient fortifiées. Il nomma le seigneur Gautier de Mauni, un des meilleurs capitaines d'Angleterre, pour commander le secours qu'on enverroit en Bretagne. Il lui ordonna de convenir avec Clifson du nombre de gendarmes nécessaires pour cette expédition, & de prendre avec eux six mille archers. Les ordres furent exécutés aussi promptement qu'il fut possible, & Gautier de Mauni monta sur mer avec un corps d'armée considérable: mais le temps qu'il fallut à assembler les troupes & à équiper les vaisseaux, & de plus les vents contraires qui tinrent la flotte quarante jours sur la mer, donnerent loisir aux François, non-seulement de reprendre Rennes, qui se rendit au commencement de Mai; mais encore d'assiéger Hennebon, où la comtesse s'étoit renfermée. Charles de Blois en entreprenant ce siège avoit plus d'envie de prendre la comtesse que la place, sûr de finir par là la guerre, qui dureroit longtemps si elle lui échappoit.

Prise de cette ville.

La comtesse ne fut pas prise au dépourvû. La place étoit en état de faire une vigoureuse défense; elle y avoit avec elle plusieurs braves chevaliers Bretons, & son exemple fit, qu'il n'y eut pas jusqu'aux femmes & aux filles qui ne partageassent les dangers & les fatigues du siège avec les sol-

1342.

Cap. 82.

1342. dats. A peine les troupes Françoises furent-elles logées ; qu'elle fit faire une sortie sur les milices de Genes, qui s'étoient avancées jusques fort près de la barriere d'une des portes. L'escarmouche fut rude, & les Génois furent obligés de s'éloigner, après avoir fait une grande perte. Il se fit durant ce siège plusieurs actions de valeur : mais la plus remarquable fut celle que fit la comtesse durant un assaut, que les François donnerent à la même barriere.

Ils furent d'abord vivement repoussés, & les soldats rebutés lâcherent le pié : mais on recommença peu de temps après. On se battit long-temps avec beaucoup d'opiniâtreté de part & d'autre, jusqu'à ce que la comtesse étant montée sur une tour de la ville pour considérer l'état du camp ennemi, trouva moyen de faire finir l'assaut. Elle vit un quartier du camp très-mal gardé & presque abandonné, ceux qui en étoient chargés s'en étant éloignés pour être spectateurs du combat de la barriere. Elle monta à cheval, & s'étant mise à la tête de trois cents cavaliers, elle sortit par une autre porte, & vint donner sur ce quartier du camp, où elle renversa tout ce qui s'y trouva, & y mit le feu. Elle poursuivit sa pointe, & enleva quelques autres quartiers. Le bruit de cette attaque, l'incendie du camp, la fuite de ceux qui avoient été surpris, répandirent par-tout l'alarme, on fit cesser l'assaut, & Louis d'Espagne marcha avec ses troupes vers le quartier embrasé.

La comtesse voyant que tout avoit réussi selon son intention, rallie ses soldats & reprend le chemin de la ville : mais elle fut coupée par d'autres troupes, qui s'étoient postées entre elle & la porte. Elle prit son parti sur le champ, qui fut de commander à ses gens de se débander, & de la suivre du côté de Brest. (a)

Louis d'Espagne se mit à leurs trouffes, attaqua quelques-uns des plus mal montés, & fut bien surpris d'apprendre que la comtesse avoit été en personne à l'attaque du camp, & qu'elle étoit dans la troupe qu'il poursuivoit : elle lui échap-

(a) La nouvelle histoire de Bretagne il est difficile de croire que la comtesse eût pu revenir en si peu de temps de Brest à Hennebont avec des troupes. du pere Lobineau, tome 1, page 322, dit que ce fut à Aurai que la comtesse se retira. Cela paroît fort vrai semblable ; car

pa : mais les assiégés furent dans une grande consternation, ne sachant pas ce qu'elle étoit devenue.

1342.

Elle ne les laissa que cinq jours dans cette inquiétude : car après avoir ramassé cinq ou six cents cavaliers bien armés & bien montés, elle revint, & fit si grande diligence, qu'elle arriva le sixieme jour à la pointe du jour à la vûe de Hennebon. La porte du château fut ouverte sur le signal qu'elle donna : il se fit une sortie au-devant d'elle, & elle rentra ainsi dans la place trompettes sonnantes à la vûe du camp ennemi, qui ne put assez admirer une telle résolution dans une femme.

Les François cependant avoient fait une breche à la muraille, mais d'assez difficile accès. On résolut d'y donner l'assaut, parce qu'on appréhendoit toujours l'arrivée du secours d'Angleterre. L'assaut ne réussit point; & il fallut se retirer après avoir perdu bien du monde.

Charles de Blois vit bien qu'il s'étoit méconté pour ce siège. Il ne voulut pas cependant avoir l'affront de le lever : il surfit seulement les attaques pour quelques jours jusqu'à ce qu'il eût reçu douze grandes machines qu'il avoit laissées à Rennes, & avec lesquelles il espéroit avoir bientôt renversé la muraille. De plus, afin de ne pas occuper tout son temps & toutes ses troupes à cette place, il laissa le commandement du siège à Louis d'Espagne, & s'en alla avec un détachement mettre le siège devant Aurai, à trois lieues de Vannes. Il prit avec lui le comte de Blois son frere aîné, le duc de Bourbon, & Robert Bertrand, maréchal de France, & laissa avec Louis d'Espagne, Henri de Leon, & le vicomte de Rohan.

Quand les machines furent arrivées, on battit la place d'une si terrible maniere, que les murailles menaçoient ruine en divers endroits. L'ardeur des assiégés commença à se rallentir. La crainte d'être emportés d'assaut leur fit proposer à la comtesse de Montfort une entrevûe entre l'évêque de Leon qui étoit dans la place, & Henri de Leon son neveu qui étoit dans le camp, pour obtenir une capitulation honorable : elle s'y opposa en vain, & l'évêque ayant demandé un sauf-conduit, alla trouver son neveu. Il fut

1342.

conclu entre eux , que l'évêque feroit tout son possible pour engager les chevaliers enfermés dans la place à la rendre , & que Henri demanderoit à Charles de Blois l'amnistie pour toute la garnison & pour les bourgeois , & la conservation de leur vie , de leur liberté & de leurs biens. Il l'obtint , & l'évêque étant rentré dans la ville , fit part aux principaux officiers de ce qui avoit été résolu. Tous les avis allèrent à se rendre : mais la comtesse les conjura de lui accorder seulement encore trois jours , les assurant qu'elle avoit des avis certains que le secours étoit proche. L'évêque soutint que c'étoit une témérité de tarder davantage , & que les breches étoient si grandes , qu'il ne répondoit pas même , que les ennemis ne l'emportassent la nuit suivante , s'ils donnoient l'assaut. Ainsi il fut résolu que le lendemain on accepteroit la capitulation.

Dès le matin Henri de Leon s'approcha des murailles pour la conclure avec l'évêque , lorsque la comtesse au désespoir , étant montée sur la tour la plus élevée de la ville , vit paroître la flotte Angloise. Aussi-tôt elle s'écria : *Voilà le secours , voilà le secours , courage enfans , nous sommes sauvés.* Chacun court aussi-tôt à la tour , d'où l'on vit en effet les vaisseaux Anglois , qui s'approchoient de la côte vent en poupe. Un bonheur si inespéré , & qui arrivoit si juste , fit reprendre cœur aux assiégés. Ils déclarèrent à l'évêque , qu'il n'étoit plus question de capitulation. Cela lui causa un grand embarras , & prévoyant bien que les avances qu'il avoit faites , lui attireroient de mauvais traitemens de la part des Anglois , & qu'au moins il perdrait tout le crédit qu'il avoit eu jusqu'alors dans son parti , il demanda à la comtesse la permission de se retirer , & elle la lui accorda.

*Cette place est
secourue par les
Anglois qui obli-
gent les François
de l'abandonner.
Froissard , c. 82.*

En arrivant au camp des François , il leur apprit qu'on découvroit le secours. Sur cette nouvelle on recommença à battre la ville avec toutes les machines , pour donner un assaut général , & on se repentit trop tard d'avoir perdu deux jours sans rien faire. La flotte cependant entra dans la rivière de Hennebon. Le seigneur de Mauni mit une grande partie de son monde à terre , & la comtesse le reçut comme un

ange tutélaire envoyé du ciel, pour la tirer de l'extrémité où elle se trouvoit. Il s'instruisit de l'état de la place, & sans tarder davantage fit une grande sortie du côté des machines, dont il mit en pieces la principale, après avoir fait fuir ceux qui la gardoient. Delà il alla attaquer un des quartiers du camp, où il mit le feu. Il y eut là un combat sanglant. Le général Anglois voyant que les troupes de France grossissoient à tous momens, & qu'il couroit risque d'être enveloppé, fit retraite en se battant toujours jusques sur le bord du fossé. Il y forma un gros escadron de chevaliers qui l'avoient suivi, & soutint l'effort de la gendarmerie Françoisise, jusqu'à ce que l'infanterie fût rentrée dans la place, d'où l'on tiroit une infinité de fleches sur les François, qui furent obligés de se retirer à leur tour. Louis d'Espagne, dont l'armée étoit beaucoup affoiblie, & qui s'en voyoit une en tête derriere les murailles de la place, leva le siège: trop persuadé par sa propre expérience, qu'en matiere de guerre, les plus importans succès dépendent d'un moment, & que le retardement d'un jour lui avoit enlevé des mains une conquête dont il croyoit être assuré.

Il fit sa retraite avec beaucoup d'ordre, & défit quelques troupes de la ville qui l'étoient venu charger en queue. Il alla joindre Charles de Blois au siège d'Aurai, dont le fort château ne se rendit qu'au bout de dix semaines. Durant qu'on pouffoit ce siège, qui fut suivi de l'attaque & de la prise de Vannes, Louis d'Espagne fût envoyé avec son corps d'armée à Dinant, & delà à Guérande. Il se rendit maître de l'une & de l'autre. Il trouva au port de cette dernière place un grand nombre de vaisseaux marchands, dont il se servit, pour aller faire des descentes en basse Bretagne dans les endroits qui tenoient pour le comte de Montfort. Il avoit près de six mille hommes sur cette flotte, & il descendit vers Quimperlé. Comme dans ce quartier-là on ne s'attendoit à rien moins, on y trouva un grand butin, qu'on enleva sans résistance: mais de si heureux commencemens furent suivis d'un grand malheur. Le général Anglois ayant été averti de la route que la flotte Françoisise avoit prise, monta sur ses vaisseaux avec Amauri de Clifson, & quelques

1342.

Cap. 27.

Cap. 28.

1342.

autres chevaliers , & beaucoup de très-bonnes troupes. Ils arriverent au lieu où Louis d'Espagne avoit laissé sa flotte, presque dégarnie , d'autant qu'il avoit laissé presque tout son monde entrer plus avant & plus sûrement dans le pays. Mauni se saisit de tous les vaisseaux , & plus prévoyant que Louis d'Espagne , ayant laissé dessus & sur les siens un nombre de soldats suffisant pour les garder , il s'informa du chemin que ce général avoit tenu.

Il partagea son armée en trois petits corps , qui marcherent séparés , mais à peu de distance , pour pouvoir être soutenus les uns des autres , & battre en même temps plus de pays , afin de rencontrer l'ennemi. Louis d'Espagne fut averti par ses coureurs , qu'il étoit suivi : il rassembla ses troupes , & reprit le chemin de sa flotte. Il ne manqua pas de rencontrer une des trois troupes qui le cherchoient. Il crut que c'étoit toute l'armée , il la chargea , & la mit presque en déroute : mais les deux autres corps s'étant promptement avancés , ils l'investirent de toutes parts. Il se défendit avec une valeur & une habileté extraordinaires , & se feroit peut-être débarrassé , si une grosse troupe de milices du pays qu'il avoit pillé , s'étant venu joindre aux Anglois , n'eût fait un nouvel obstacle à sa retraite. Alors accablé du nombre , il fut entièrement défait. Il voulut gagner ses vaisseaux avec environ trois cents hommes qui lui restoient des six mille qu'il avoit amenés : mais en y arrivant il fut fort surpris d'y voir des soldats Anglois qui commencerent à tirer sur lui.

Dans cette extrémité , tout blessé qu'il étoit , il attaqua une barque , & s'en étant emparé , il s'échappa. Il fut poursuivi par quelques vaisseaux de la flotte ennemie , qui ne le perdirent jamais de vue , mais sans pouvoir l'atteindre. Il entra par l'embouchure de la riviere de Vilaine , & gagna Rhedon. Ne s'y trouvant pas en sûreté , il se retira à Rennes , suivi du peu de gens qui s'étoient sauvés de cette malheureuse expédition , où en perdant beaucoup d'hommes , il n'auroit rien perdu de la réputation qu'il avoit de grand capitaine & de brave soldat , sans la faute capitale qu'il fit d'abord , en ne faisant pas bien garder sa flotte.

Le reste de la campagne se passa à s'emparer de part & d'autre de quelques petites places. Charles de Blois tenta encore inutilement l'attaque de Hennebon, & puis chacun se retira dans ses quartiers.

1342.

Malgré la défaite de Louis d'Espagne, le secours d'Angleterre, & le courage de la comtesse de Montfort, le parti de Charles de Blois prévaloit en Bretagne. Il étoit maître des plus considérables villes de ce duché, la plus grande partie de la noblesse étoit pour lui, la cour de France se faisoit un point de politique de le soutenir, il avoit tout le royaume derrière lui, d'où les troupes lui venoient sans peine & sans aucun embarras. Au contraire la comtesse de Montfort retranchée dans la basse Bretagne ne pouvoit avoir de secours que par mer, sa fortune dépendant également de l'inconstance de cet élément, & de la bizarrerie d'une cour étrangère. Le retardement de ce secours l'avoit déjà mise à deux doigts de sa perte. Il étoit de la prudence de Charles de Blois de la serrer de près, & de pousser vivement la guerre sans discontinuer: mais il n'eut pas la fermeté de rejeter la proposition d'une trêve, que quelques seigneurs de Bretagne lui firent, sous prétexte de donner aux peuples le moyen de respirer pendant quelques mois. C'étoit un ressort que faisoit jouer sous main la comtesse de Montfort de concert avec le roi d'Angleterre, qui lui avoit conseillé de temporiser le plus qu'elle pourroit, pour lui donner le temps de faire ses préparatifs, & qui avoit ordonné au seigneur de Mauni, de ménager cette trêve à quelque prix que ce fût: elle commença à la Toussaints, pour durer jusqu'à la mi-Mai suivante.

Cap. 8.

La comtesse de Montfort profita de cet intervalle, & passa en Angleterre, pour traiter elle-même avec le roi, & en amener les nouveaux secours qu'il lui promettoit. La conjoncture ne pouvoit être plus favorable: car le temps de la trêve conclue entre la France & l'Angleterre étoit prêt de finir, & la guerre, qui jusqu'alors s'étoit faite en Bretagne sous le nom de Charles de Blois & du comte de Montfort, alloit désormais se faire sous les auspices des deux rois.

Cap. 9.

1342.
Cap. 92.

Edouard fit une treve pour deux ans avec les Ecoissois : & ce qui est de plus surprenant , c'est que ceux-ci la firent confirmer par le roi de France , qui la crut apparemment nécessaire pour empêcher le roi d'Ecosse de succomber entièrement : mais il attira par là sur ses états tout le poids de la guerre. Robert d'Artois , depuis la treve , étoit demeuré oisif , & en attendoit la fin avec impatience. La comtesse de Montfort , qui savoit la haine qu'il avoit pour le roi de France , prévoyant qu'elle s'en accommoderoit mieux que d'un général Anglois , le demanda au roi d'Angleterre , pour commander en Bretagne , ou du moins l'accepta avec joie quand on le lui proposa , & on ne pensa plus qu'à se mettre en mer , pour arriver avant la mi-Mai , terme de la treve , & qui étoit proche.

1343.
Autres armemens des Anglois que les François veulent empêcher d'aborder.

La flotte étoit de quarante-cinq vaisseaux chargés de bonnes & de nombreuses troupes , parmi lesquelles il y avoit beaucoup de seigneurs d'Angleterre. Cet armement n'étoit pas ignoré en France , & on se prépara à empêcher les Anglois d'y aborder. Louis d'Espagne fut chargé du commandement d'une flotte de trente-deux vaisseaux , dont la grandeur suppléoit au plus grand nombre des vaisseaux Anglois. Il alla se poster vers l'isle de Grenesai , & envoya à la découverte , pour savoir des nouvelles de la flotte Angloise : il apprit qu'elle venoit droit à lui. Elle parut vers le soir. On n'hésita ni de part ni d'autre à donner la bataille. Elle dura avec beaucoup de furie jusqu'à la nuit , qui la fit cesser. La comtesse y paya de sa personne autant qu'aucun des plus braves chevaliers. On jeta l'ancre des deux côtés , en résolution de recommencer le combat dès la pointe du jour. Mais il survint durant la nuit une furieuse tempête , qui obligea les deux flottes de se séparer. Louis d'Espagne craignant d'être poussé sur les rochers , se mit en haute mer , & fut porté jusques sur les côtes de Biscaye , où deux de ses vaisseaux périrent : il se dédommagea de cette perte par quatre navires de Bayonne qu'il prit. La flotte de la comtesse fut si habilement ou si heureusement conduite durant la tempête , qu'elle doubla le cap d'Ouessant , & se trouva le lendemain à la hauteur de Vannes , d'où elle alla à Hennebon.

Robert

Robert d'Artois ne fut pas long - temps sans entrer en action. Il partit de Hennebon avec la comtesse de Montfort, qui voulut se signaler en prenant des villes aussi bien qu'en les défendant. Ils vinrent mettre le siège devant Vannes, où s'étoient renfermés, avec une assez forte garnison, quatre chevaliers Bretons fort attachés à Charles de Blois , savoir , les seigneurs Henri de Leon, Olivier de Clifton , & les Sires Tournemine & de Loheac. Après bien des sorties & des attaques , où les assiégeans & les assiégés signalèrent leur courage , l'assaut fut donné à la place par trois endroits , & soutenu pendant tout un jour avec grand carnage de part & d'autre. La nuit le fit cesser : mais le dessein de Robert d'Artois n'étoit pas d'en demeurer là. Il commanda qu'on se tint sous les armes. Il fit seulement reposer l'armée pendant quelques heures , & apporter à manger & à boire aux soldats ; ensuite il la partagea en trois corps. Il en donna un au comte de Quenfort & au seigneur Gautier de Mauni , à qui il ordonna de s'avancer sans bruit à la faveur des tenebres , vis-à-vis d'un endroit de la muraille où elle étoit fort basse , de se coucher là sur le ventre , & de profiter , s'il y avoit lieu de le faire , du désordre où il alloit tâcher de mettre les ennemis. Il donna une autre troupe au comte de Salisberi , pour aller attaquer la barrière d'une des portes , & se mit à la tête de la troisième , pour en faire de même à une autre barrière.

S'étant avancés l'un & l'autre vers le poste qu'ils devoient insulter , ils firent allumer tout à coup de grands feux de ces deux côtés-là , afin d'éclairer les attaques , & les commencer avec autant de vigueur que de bruit. Les commandans de la place surpris de ce retour imprévu , se donnerent à peine le temps de s'armer , pour courir à ces deux endroits. Toute la garnison y fondit fort en désordre , & soutint néanmoins l'assaut. Ce que Robert d'Artois avoit prévu , arriva : toute l'attention des assiégés fut à ces deux postes si vivement attaqués , & l'endroit de la muraille dont le comte de Quenfort & le seigneur de Mauni s'étoient approchés , demeura dégarni. Ils ne manquerent pas de profiter de cette faute : ils descendirent dans le fossé , dressèrent

1343.
Cap. 93.

1343.

leurs échelles qu'ils avoient toutes prêtes, monterent sur la muraille sans aucune résistance, & vinrent fondre en criant victoire, sur ceux qui défendoient les deux barrières, & les taillèrent en pièces. Les portes aussi-tôt furent ouvertes, tous ceux des deux fausses attaques entrèrent l'épée à la main, & firent un horrible carnage de tout ce qu'ils rencontrèrent. Les quatre chevaliers furent assez heureux pour échapper, & la ville fut pillée & impitoyablement saccagée.

Cap. 24.

*Mort du comte
d'Artois.*

Après un si heureux succès, dont la comtesse de Montfort étoit autant redevable à l'imprudence des commandans de la place, qu'à l'habileté de Robert d'Artois, elle se retira à Hennebon, & laissa ce prince dans la place. Il détacha de son armée mille hommes d'armes, trois mille archers, & quelque infanterie sous le comte de Salisberi, pour aller faire une tentative sur Rennes, d'où Charles de Blois étoit parti quatre jours auparavant : mais la ville se trouva bien munie, de sorte que le comte de Salisberi n'osa en former le siège, & se contenta de faire le dégât aux environs.

Cependant Olivier de Clifton & Henri de Leon, qu'on rendoit par-tout responsables de la perte de Vannes, où l'on s'étoit attendu qu'ils arrêteroient long-temps les ennemis, étoient au désespoir, & résolurent à quelque prix que ce fût, de rétablir leur réputation. Ils engagèrent tous leurs amis à les seconder, assemblèrent non-seulement les gentils-hommes leurs vassaux, mais encore presque tous les payfans de leurs terres, & ayant obtenu quelques autres troupes de Charles de Blois, ils firent un corps de douze mille hommes, avec lesquels ils vinrent attaquer Vannes. Ils donnerent un si terrible assaut à toutes les barrières des fauxbourgs, qu'ils les emporterent, & dans un second ils forcerent les murailles, dont on n'avoit encore pu réparer les breches. La garnison fut taillée en pièces : Robert d'Artois dangereusement blessé, leur échappa. Il gagna Hennebon, & parce qu'il n'y avoit pas de fort bons chirurgiens, il se fit transporter en Angleterre : mais l'air de la mer, l'agitation du vaisseau le mirent en si mauvais état, qu'à peine fut-il arrivé à Londres, qu'il mourut.

Ainsi finit un des princes des plus accomplis de son temps, mais à qui un malheureux dépit fit faire un très-mauvais usage des grandes qualités qu'il avoit reçues de la nature. Les caresses & les bienfaits dont le roi d'Angleterre le combla, eurent pour but de chagriner la cour de France : mais la grande confiance que ce prince lui témoigna toujours depuis, étoit fondée sur l'estime singulière qu'il faisoit de sa prudence, de la solidité & de l'étendue de son esprit, de son courage & de son habileté dans le métier de la guerre : son affabilité, & ses manières franches & honnêtes lui avoient gagné le cœur des Anglois. Il fut regardé avec compassion comme un homme de mérite persécuté, & on le vit sans jalousie dédommagé par les bonnes grâces du prince qui le protégeoit. Il avoit rendu des services essentiels à Philippe après la mort de Charles le Bel, & lui avoit beaucoup facilité le chemin au trône de France : mais il vouloit en être payé par une injustice. La honte d'avoir eu recours à la fourbe, chose plus indigne d'un prince que de tout autre homme, l'affront d'en avoir été convaincu, le chagrin de l'avoir inutilement employée, & sans autre effet que la perte de son honneur, l'engagerent dans la révolte contre son souverain, crime encore plus grand que le premier qu'il avoit commis. Il n'eut que trop de fermeté pour le soutenir jusqu'au bout. Il satisfit sa vengeance en inspirant au roi d'Angleterre le dessein de renverser la monarchie Française : & il aura toujours le malheur de passer dans notre histoire, conformément aux mémoires de ces temps-là, pour le premier & le principal auteur de toutes les calamités, dont sa patrie fut accablée pendant plus d'un siècle.

Le roi d'Angleterre témoigna l'estime & l'amitié qu'il avoit pour lui, non-seulement par les magnifiques obseques qu'il lui fit faire à Londres dans l'église de S. Paul, où il fut enterré ; mais encore en s'engageant par un serment à venger sa mort, & à en faire souvenir la Bretagne pendant plusieurs années, par les ravages qu'il y alloit faire. Ce prince politique, qui mettoit tout à profit, fut bien aise de voir la cour & le peuple d'Angleterre sensibles à cette

1343.

Ibid.

1343.

*Les Anglois font
trois sièges en Bre-
tagne en même
temps sans succès.*

mort. Il se servit de cette disposition, pour hâter le grand armement qu'il méditoit contre la France, par d'autres vûes que de venger la mort de Robert d'Artois.

Ayant assemblé toutes ses troupes il monta sur sa flotte, & arriva au Morbrian proche de Vannes. Il voulut d'abord jeter la terreur dans le pays par trois sièges, qu'il fit presque en même temps des principales villes du duché de Bretagne, savoir, de Rennes, de Nantes & de Vannes. Rennes étoit déjà assiégée par quelques troupes Angloises & Bretonnes lorsqu'il débarqua. Il commença lui-même celui de Vannes, où se trouverent, pour la défendre, les quatre mêmes seigneurs qui y étoient, lorsqu'elle fut prise par Robert d'Artois, savoir, les seigneurs Olivier de Clifton, Henri de Leon, les Sires Tournemine & de Loheac, auxquels s'étoit joint le Sire Geoffroi de Malétroit. La comtesse de Montfort vint voir Edouard en ce camp devant Vannes, & après quelques conférences sur leurs intérêts communs, elle retourna à Hennebon.

Cap. 95.

Le roi d'Angleterre trouva tant de résistance dans les assiégés, qu'après un assaut, qui dura un demi jour, où il perdit beaucoup de monde, il ne jugea pas à propos de s'arrêter davantage devant cette place : & sous prétexte que le pays des environs tout désolé ne pouvoit fournir ni assez de fourrages, ni assez de vivres pour tant de troupes, il en partit avec le gros de son armée, en laissant une petite partie sous les ordres du comte d'Arondel, du baron de Stafort (a), de Gautier de Mauni, du seigneur Yves de Treziguidi, & de Richard de Rochefort, pour continuer le siège.

Il alla à Rennes qui se défendoit bien. Il ne demeura là que cinq jours, & puis il marcha vers Nantes, pour y mettre le siège, ou attirer au combat Charles de Blois qui s'y étoit renfermé. La grandeur de la ville ne lui permit pas de l'investir entièrement avec ses troupes. Il ne laissa pas de se loger devant, & d'en commencer les attaques : mais il fut toujours repoussé avec perte : & après s'être mis en bataille

(a) Froissard le nomme Stanfort, mais cet auteur est accoutumé à défigurer la plupart des noms.

sur une colline comme pour défier Charles de Blois, qui ne vouloit rien hasarder avant que d'avoir reçu le secours de France qu'il attendoit, il partit encore delà. Avant son départ il établit un camp, & un petit corps de troupes, plutôt pour dire, qu'il ne levoit pas le siège, que dans l'espérance qu'elles pussent venir à bout de la place.

1343.

Après tant de tentatives inutiles, il alla attaquer Dinan, selon un ancien historien, ou Guin-Camp, selon l'histoire de Bretagne. Cette place étoit sans murailles, & n'étoit défendue que par une palissade. Le seigneur de Portebœuf qui y commandoit, ayant refusé de se rendre, fut forcé, fait prisonnier, & la place abandonnée au pillage.

Froissard.
D'Argentan.

Ce n'étoit pas là un fort grand exploit pour le roi d'Angleterre, qui en voulant trop entreprendre à la fois, ne faisoit rien digne de lui. Les sièges de Rennes & de Nantes n'avançoient point : celui de Vannes étoit poussé avec plus de vigueur. La place courut risque d'être emportée, à l'occasion d'une sortie que firent les assiégés sur les ennemis, qui entreprirent de forcer la barrière d'une des portes. Les Anglois furent d'abord très-mal menés, & poussés fort loin. Ils repoussèrent les François à leur tour, & quelques-uns passèrent pêle-mêle avec les Bretons au-delà de la barrière. Ceux de la ville y accoururent promptement, & fermèrent la barrière avant qu'Olivier de Clifton & Henri de Leon fussent rentrés. Ils furent faits prisonniers par les Anglois, & pareillement le comte de Stafort du côté des Anglois, s'étant engagé au-delà de la barrière, fut pris par les assiégés. Il y eut en cette occasion bien des gens de tués de part & d'autre.

Froissard, c. 96.

Tandis que tout cela se passoit en Bretagne, Louis d'Espagne étoit en mer avec une flotte, & enlevait les convois qui venoient d'Angleterre, d'où il ne passoit rien qu'avec d'extrêmes dangers. Il tenta de surprendre la flotte Angloise, qui étoit toujours au Morbihan proche de Vannes : mais il fut trop tôt aperçu. Une partie des troupes du camp de devant la place monta sur la flotte pour la défendre : ce qui n'empêcha pas Louis d'Espagne d'en prendre quatre vaisseaux, & d'en couler trois à fond. Cet échec obligea le

Cap. 97.

1343.

roi d'Angleterre à la mettre en un lieu plus sûr, & à en envoyer une partie à Brest, & l'autre à Hennebon.

Cap. 98.

Comme les villes de Bretagne qui tenoient pour Charles de Blois étoient bien fournies de troupes, & que le partage que le roi d'Angleterre avoit fait des fiennes ne faisoit appréhender que des ravages qui contribuoient à les affamer eux-mêmes, on ne se pressoit pas en France, & le duc de Normandie assembloit à loisir ses troupes à Angers. Quand il les eut toutes ensemble, il marcha en Bretagne du côté de Nantes, ayant sous lui les maréchaux Charles de Montmorenci, & Robert de S. Venant, le comte d'Alençon son oncle, le comte de Blois, le duc de Bourbon, les comtes de Boulogne, de Vendôme, de Dammartin, les Sires de Couci, de Craon, de Sulli, de Frêne, de Roye, & quantité d'autres seigneurs & gentilshommes de Normandie, d'Auvergne, de Berri, de Poitou, de Xaintonge, du Limousin & du Maine. Toute l'armée étoit de quatre mille hommes d'armes, & de trente mille hommes d'autres troupes.

A cette nouvelle, le roi d'Angleterre, qui étoit retourné au siège de Vannes, délibéra sur le choix du poste où il attendroit le duc de Normandie, qui selon toutes les apparences ne tarderoit pas à le venir chercher. Sa première pensée fut de lever le siège de Vannes, & de venir se camper vers Nantes. Il y auroit eu de l'honneur pour le roi d'Angleterre à prendre ce parti. C'auroit été faire connoître au duc de Normandie qu'il ne le craignoit point, & qu'il faisoit volontiers la moitié du chemin pour donner bataille : mais le coup étoit hasardeux. C'étoit s'engager bien avant dans le pays ennemi, s'éloigner beaucoup des ports où étoit sa flotte, d'où il recevoit la plupart de ses vivres, & lever le siège de Vannes, dont il pouvoit espérer un plus heureux succès que de ceux de Nantes & de Rennes qu'il continuoit encore. C'est ce qu'on lui représenta dans son conseil, & ce qui le détermina à demeurer au siège de Vannes, & à y rappeler les troupes qui perdoient inutilement le temps devant Nantes. Il laissa toutefois devant Rennes celles qui y étoient, jusqu'à ce qu'on eût vû si le duc de Normandie

entreprendroit de secourir cette place, ou de faire lever le siège de Vannes.

1343.

Ce duc séjourna quelques jours à Nantes, où il apprit des nouvelles des deux sièges. Il fut que Rennes n'étoit pas fort pressée; que les ennemis y avoient donné un très-rude assaut pendant un jour entier, mais qu'ils avoient été repoussés avec grande perte, & n'étoient gueres en état de tenter une nouvelle attaque. Que le baron d'Ancenis, les Sires du Pont, Jean de Malétroit, Yvain Charuel le jeune, Bertrand du Guesclin, l'évêque même de la ville, étoient des gens, sur la résolution & sur la fidélité desquels on pouvoit compter. Que Vannes au contraire étoit serrée de fort près, & assiégée depuis long-temps; que le roi d'Angleterre étoit au siège en personne, & que les assiégés ne se soutenoient plus que par l'espérance d'un prompt secours.

Cap. 99.

Sur cela le duc de Normandie ne balança pas à marcher vers Vannes. Il fut joint à Nantes par Robert de Beaumanoir maréchal de Bretagne, qui commandoit quelques troupes de Charles de Blois, de sorte qu'après cette jonction l'armée du duc étoit de plus de quarante mille hommes.

Le roi d'Angleterre ayant su le dessein du duc de Normandie, fit venir incessamment le petit corps d'armée qui attaquoit Rennes, afin de fortifier la sienne; car il n'avoit devant Vannes que deux mille cinq cens hommes d'armes, six mille archers, & quatre mille hommes de pié.

Le duc de Normandie en arrivant auprès de Vannes, trouva le roi d'Angleterre retranché dans son camp d'une manière à ne pouvoir être attaqué. Il retrancha aussi le sien, résolu de n'attaquer les ennemis, qu'en cas qu'ils entreprissent de donner quelque assaut à la ville. Mais le roi d'Angleterre n'osa jamais le faire, de sorte que la garnison, qui d'ailleurs ne manquoit de rien, eut tout le loisir de se reposer. Il n'en étoit pas ainsi dans le camp des Anglois, où les vivres ne venoient pas en abondance, Louis d'Espagne continuant avec sa flotte d'empêcher la communication de l'Angleterre & de la Bretagne. Ainsi Edouard étoit plutôt assiégé qu'assiégeant. On ne laissoit pas de souffrir aussi beaucoup dans l'armée de France, non pas par la disette, mais par les mau-

1343.

vais temps : car les deux armées demeurèrent en cette situation fort avant dans l'hyver. Il y a beaucoup d'apparence, que pour peu que la patience n'eût pas manqué aux François, le roi d'Angleterre auroit eu peine à se tirer de ce mauvais pas : mais il en sortit à la faveur d'une négociation qui sauva son honneur, & ce qui lui restoit de troupes.

*Comment le roi
d'Angleterre sortit
de ces expéditions.*

Le pape Benoît XII étoit mort dès l'an 1341, sans avoir pu venir à bout, comme il l'auroit fort souhaité, de rétablir la bonne intelligence entre les deux couronnes : Pierre Roger, Limoufin de nation, & cardinal du titre des saints Nérée & Achillée, avoit été élu en sa place, & avoit pris le nom de Clément VI. Il n'avoit pas moins de zèle que son prédécesseur pour cette paix. Il envoya pour ce sujet le cardinal évêque de Palestrine, & le cardinal évêque de Tusculum, afin d'y travailler. Ils furent quelque temps à la cour de France, où ils disposèrent le roi à donner la liberté à Jean comte de Montfort, toujours prisonnier à la tour du Louvre, dont on voit l'acte d'élargissement écrit dès le mois de Septembre 1343, mais qui ne fut pas mis dès-lors en exécution. Quand ces deux légats furent que les deux armées étoient en présence auprès de Vannes, ils s'y transporterent & agirent auprès du roi d'Angleterre & du duc de Normandie, qui avoit les ordres du roi son pere pour accepter l'accordement, en cas que le roi d'Angleterre consentît à lever le siège de Vannes.

Du Tillet, recueil des traités, &c.

*Il conclut une
treve.*

Les deux cardinaux obtinrent d'abord une suspension d'armes ; & ensuite on conclut une treve pour jusqu'à la saint Jean. Elle fut signée le dix-neuvième de Janvier à Malétroit. Pendant cette treve Vannes devoit être mise en sequestre entre les mains des légats, qui étoient néanmoins obligés de la remettre après un certain temps entre les mains du roi de France. Ce n'étoit qu'une formalité dont on usa pour contenter le roi d'Angleterre, qui ne vouloit pas qu'il fût dit qu'il avoit levé le siège. Les deux rois s'engagerent à envoyer dans cet intervalle des plénipotentiaires à Avignon pour traiter de la paix, & ce devoient être des princes de leur sang, & des personnes les plus qualifiées de leur royaume.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 383

me. Il fut arrêté que les conférences se tiendroient en présence du pape, non pas afin qu'il décidât sur les intérêts de ces princes par sentence, & avec autorité de juge, (c'étoit là une restriction que Philippe le Bel avoit mise en usage, & que ses successeurs n'omettoient gueres depuis en pareilles occasions :) mais afin qu'il inspirât par sa présence & par ses conseils des sentimens de paix aux députés des deux partis. Les légats & le pape ne purent venir à bout de faire la paix ; on conclut seulement une treve de trois ans, tant pour la France & pour l'Angleterre, que pour la Bretagne, l'Ecosse, la Guienne, les Pays-bas, & pour tous les alliés de part & d'autre.

1343.

La France en fut la dupe. Edouard ne pensoit qu'à se retirer de Bretagne : il vouloit toujours la guerre, & n'acceptoit la treve que pour s'y mieux préparer, ayant toujours en tête ses vaines prétentions sur le royaume de France. Le roi relâcha avec trop de facilité le comte de Montfort, en tirant promesse de lui, que pendant le temps de la treve, il s'en tiendrait à l'arrêt prononcé dans la cour des pairs en faveur de Charles de Blois, pour le duché de Bretagne. Jean fils de Bouchard comte de Vendôme, neveu du comte de Montfort, le cautionna sur cet article : mais il falloit avant toutes choses obliger la comtesse de Montfort à rendre Hennebon & Brest. Les promesses, les sermens, les cautions ne font point des remèdes suffisans contre la tentation de régner. En effet, le comte ne fut pas plutôt sorti de prison, qu'il rentra en Bretagne, où les hostilités recommencerent.

Ibid.

Vers le temps de ce traité, Philippe en fit deux autres qui lui furent beaucoup plus avantageux. Le premier fut celui, par lequel Humbert II comte Dauphin de Vienne, fit cession de ses états en faveur de Philippe de France, second fils du roi, & à son défaut les substitua à un des fils du duc de Normandie. Voici les motifs & les principales clauses de ce traité.

Humbert Dauphin de Viennois fait cession de ses états au second fils du roi.

Humbert se voyant sans enfans, & se trouvant à cet égard dans la même situation où s'étoit trouvé Jean duc de Bretagne, eut aussi la même crainte que lui touchant la ruine de

Actes du transport du Dauphiné à la maison de France.

1343.

A quelles con-
ditions.

ses sujets , par les guerres civiles à l'occasion de sa succeſſion après ſa mort. L'exemple de ce qu'il voyoit en Bretagne , & qui ne fût pas arrivé , ſi le duc eût ſuivi ſes premières vûes de donner ſon duché au roi de France , le détermina à prendre ce parti pour ſes états. L'affaire fut traitée en préſence du pape Clément VI, de pluſieurs ſeigneurs & prélats du Dauphiné , & de ceux des autres domaines du comte Dauphin , & des députés du roi. Il étoit marqué dans le traité que c'étoit une donation entre vifs , *ſans nul rappel* ; qu'elle ne ſubſiſteroit que ſuppoſé que le comte Dauphin mourût *ſans hoirs mâles ou femelles nés en loyal mariage* ; qu'en cas qu'il lui vînt des enfans , & que la poſtérité de ces enfans vînt à manquer , le préſent traité ſubſiſteroit pour la poſtérité du roi ; c'eſt - à - dire , qu'alors un des enfans de France entreroit en poſſeſſion du Dauphiné , & des autres domaines qui y ſont unis ; que ſi le comte Dauphin avoit des filles légitimes , Philippe de France , ou un des fils du duc de Normandie épouſeroit l'aînée , qui lui apporteroit la ſucceſſion de ſon pere ; & que ſi l'aînée n'étoit point agréée par le prince , pour quelque notable déformité , ou pour être *autrement inhabile* , il épouſeroit la cadette ou une des cadettes qui dès-là ſeroit déclarée héritière de ſon pere ; & que le duc de Normandie , ſ'il ſe trouvoit libre , pourroit l'épouſer lui-même. Que celui des fils de France , à qui le Dauphiné écheroit , s'appelleroit Dauphin , & écartelleroit les armes du Dauphiné avec celles de France ; qu'il ne pourroit laiffer ni le nom de Dauphin , ni les armes du Dauphiné ; & que cet état ne ſeroit , ni ne pourroit être uni au royaume de France , que comme l'Empire y ſeroit uni , ſi le roi étoit élu empereur. (a) Que celui qui auroit le titre de dauphin , ſeroit obligé aux hommages , reconnoiſſances , & autres choſes , auxquelles les comtes Dauphins étoient obligés envers les églifes de Vienne , de Lyon & de Grenoble : qu'il conſerveroit les libertés , franchises , privilèges &

(a) C'eſt ainſi que j'explique ces termes du traité *ſors ſans comme l'Empire y ſeroit uni*. Le ſavant M. de Valbonais , premier préſident de la chambre des comptes de Grenoble , les entend autre-

ment dans ſon hiſtoire de Dauphiné , & prétend que cela veut dire , que le Dauphiné ne pourroit être uni à la France que l'Empire ne le fût auſſi.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 365

bonnes coutumes du Dauphiné à l'égard de tous les états qui le composoient. Que le roi donneroit à Humbert six vingts mille florins d'or de florence payables à certains termes ; & de plus dix mille livres de rente viagere , & lui assigneroit sur des terres , ou sur de semblables fonds deux mille livres de rente à perpétuité , qui avoient été jusqu'alors prises au thrésor royal. Que Humbert de son côté , pour sûreté de sa parole , livreroit incessamment au roi plusieurs forteresses qui sont nommées dans l'acte , dans lequel outre cela on assuroit le douaire de la mere du comte Dauphin laquelle vivoit encore , & celui de la comtesse Dauphine. Je passe sous silence plusieurs articles , & diverses circonstances moins importantes.

Le comte Humbert Dauphin vécut encore plusieurs années après ce traité , sans y rien changer , sinon que le droit de Philippe de France fut transporté au duc de Normandie fils aîné du roi. L'an 1349 Humbert ratifia à Lyon tout ce qui avoit été fait en 1343 & en 1344 , se dessaisit réellement de ses états , pour en mettre en possession Charles fils aîné du duc de Normandie. Il entra quelque temps après dans l'ordre de S. Dominique. Le pape le fit depuis patriarche titulaire d'Alexandrie , & consentit à ce qu'il eût l'administration perpétuelle de l'archevêché de Reims. Depuis ce temps-là le Dauphiné est demeuré à la couronne de France , dont il avoit été détaché plusieurs siècles auparavant. C'est le titre de tous les princes fils aînés de nos rois , quoique cela ne fût point stipulé dans le traité , & que même il dût être d'abord pour le second fils de Philippe de Valois. Ces princes écartelerent toujours depuis les armes de Dauphiné avec les armes de France : quelques-uns même étant devenus rois ont continué de les écarteler en plusieurs de leurs monnoies , ou d'y joindre le dauphin avec la fleur-de-lis. C'étoit pour l'ordinaire dans celles qui étoient frappées en Dauphiné (a).

Quoique ce traité eût été fait avec le roi de France dès l'an 1343 & 1344 l'exécution en étoit très-incertaine , & pouvoit être fort éloignée par la clause que ce n'étoit que

(a) Il y en a qui ont été frappées ailleurs avec la même marque.

1344.

Mémorial de la
chambre des com-
tes de Paris , cot-
té 2. B. fol 1x , x,
xx.

Des Ponts actes
du transport du
Dauphiné. Invent.
des chart. tome 4.
Dauphiné 5.

1344.

Hist. de Dau-
phiné par M. de
Valbonais.

supposé que le comte Dauphin mourût *sans hoirs mâles ou femelles nés en légitime mariage*. Car ce prince n'avoit alors gueres que trente & un ans, & Marie des Baux sa femme étoit jeune. Elle ne mourut qu'en 1347, & alors le comte pensa à se remarier. Il y eut des négociations pour son mariage avec Blanche sœur du comte de Savoye. Il y en eut ensuite une autre pour lui faire épouser Jeanne de Bourbon, fille aînée du duc de ce nom, & sans quelques incidens qui arriverent à diverses reprises, l'affaire eût été conclue. On fut là-dessus en inquiétude à la cour de France jusqu'à l'an 1349, que le comte se détermina enfin à la cession réelle de ses états, & à quitter absolument le monde de la manière que je l'ai dit (a).

Le roi achete la
seigneurie de Mont-
pellier.

Tandis que Philippe de Valois travailloit à consommer une affaire de cette importance, il en fit encore une autre pour l'augmentation de son domaine avec Jacques d'Arragon, roi de Majorque. Ce prince avoit été dépouillé de ses états par Pierre IV, roi d'Arragon, surnommé le Cérémonieux; & ne sachant comment s'y prendre, pour se venger & pour remettre des troupes sur pié, il vendit à Philippe la seigneurie de Montpellier, qui depuis long-temps avoit passé dans la maison d'Arragon. Ce domaine fut toujours une source de beaucoup de différends entre les rois de France & les princes de la maison d'Arragon, & étoit fort à la bienséance de Philippe, qui ne manqua pas cette occasion de le réunir à la couronne. Tout ceci se passa un peu avant la conclusion de la treve entre la France & l'Angleterre, qui ne fut pas de longue durée: elle ne fut même presque point observée ni en Bretagne, ni en Guienne, où il se fit toujours quelques hostilités de part & d'autre; mais pour la rompre dans les formes, les deux rois prirent chacun leur prétexte. Ce fut cependant le roi d'Angleterre qui fit le défi, ou la déclaration de guerre, à l'occasion que je vais dire.

(a) Pierre de Salvain, seigneur de Boissieu, homme de grand crédit dans le conseil d'Humbert, obtint du roi la permission d'ajouter à ses armes une bordure de France, parce qu'il avoit contribué plus que personne à la cession du Dauphiné.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 367

Le roi ayant fait publier un tournois, pour la cérémonie des nœces de Philippe de France son second fils, avec Blanche, fille posthume de Charles le Bel; plusieurs chevaliers de divers pays & de diverses provinces de France s'y trouverent, & entre autres Olivier de Clifson, seigneur Breton, qui avoit toujours suivi le parti de Charles de Blois, & s'étoit signalé dans la défense de Vannes, où il avoit été pris dans une sortie par les Anglois, qui l'avoient envoyé prisonnier à Hennebon. Le roi d'Angleterre en passant par Hennebon pour retourner dans son royaume, lui avoit rendu la liberté, par un échange avec le comte de Stafort, qui fut pris par la garnison de Vannes, au même temps que Clifson l'avoit été par les Anglois.

On raisonna fort sur la délivrance de Clifson, & sur la préférence que le roi d'Angleterre lui avoit donnée en cette rencontre sur Henri de Leon, autre seigneur de Bretagne, qui étoit pareillement prisonnier, & qui pouvoit prétendre aussi bien que Clifson à être échangé avec le comte de Stafort. On donna au roi quelque soupçon de ce seigneur; & on lui fit entendre qu'il pourroit bien avoir acheté sa liberté au prix de sa fidélité. On n'a jamais su en détail la vérité de ce fait, sur lequel le roi ne s'expliqua jamais qu'en général: mais la maniere dont ce prince en usa à l'égard de Clifson, ne laisse nul lieu de douter, qu'il n'eût autre chose que des soupçons. Clifson vint à la cour pour le tournois, & dès qu'il y fut arrivé, le roi le fit arrêter & mettre au châtelet. Il s'assura en même temps des deux seigneurs de Malétroit pere & fils, & de quelques autres gentilshommes Bretons & Normans, à qui il fit peu de temps après couper la tête, aussi bien qu'à Olivier de Clifson.

La maniere dont le roi d'Angleterre reçut cette nouvelle, est une preuve des liaisons qu'il avoit avec ces gentilshommes. Il voulut user de représailles sur Henri de Leon, qu'il avoit encore en sa puissance, & le faire mourir. Henri de Lancastre, comte de Derbi, en qui il avoit grande confiance, & qui étoit son proche parent, l'en dissuada: mais ce qui leva tout doute la-dessus, c'est qu'Edouard regarda cette exécution comme une infraction à la treve, & n'ap-

1345:
*Tournois pour la
cérémonie des nœ-
ces du second fils
de France.*
D'Argentré.
Hist. de Breta-
gne.
Walsingham.

*Le roi d'Angle-
terre rompt avec
cette couronne.*
Froissard, cap.
102.

1345.

porta point d'autre cause de la guerre qu'il déclara au roi ; ce qui n'eût pas eu la moindre apparence de raison , s'il n'eût pas supposé que ces seigneurs étoient entrés dans son parti. Il fit venir en sa présence Henri de Leon , & lui parla de la sorte. « Messire Henri , la conduite du roi de France m'autorise à vous traiter comme il a fait le seigneur de Clifson , » & les autres chevaliers qu'il a fait mourir : mais je ne prétends pas suivre un si mauvais exemple , quoiqu'il n'y ait personne qui ait fait plus de mal que vous au parti que je défends. Comme vous êtes un des plus riches chevaliers de Bretagne , je pourrois encore exiger de vous une rançon de quarante mille écus : mais je ne veux pas vous traiter même sur cela à la rigueur : je vous quitte pour dix mille , à condition que vous irez vous-même trouver de ma part Philippe de Valois , lui reprocher sa cruauté , & lui dire , qu'ayant rompu la treve par l'injuste arrêt qu'il a prononcé contre ces braves chevaliers , j'y renonce moi-même , & le défie. » Henri de Leon accepta la commission , & l'exécuta , adoucissant autant qu'il lui fut possible la dureté d'un tel compliment. Il prit ensuite congé du roi , & mourut en chemin des fatigues qu'il avoit souffertes sur la mer , où le mauvais temps l'avoit retenu durant quinze jours.

Du Tillet , Recueil des traités , &c.
Walsingham.

Du Tillet , loc. cit.
† Leibnitz in cod. diplomat. p. 180 & 186.

Le roi voyant bien par le succès des conférences qui s'étoient tenues devant le pape pour la paix , que le roi d'Angleterre vouloit la guerre , ne fut point surpris de cette déclaration. Il fit seulement une protestation par laquelle il rejettoit la cause de la rupture sur le roi d'Angleterre , qui contre un des articles de la treve , avoit suborné des sujets de la couronne de France , pour les mettre dans son parti , & traité par écrit avec eux. Il ne songea plus qu'aux moyens de se défendre. Il fit construire quantité de vaisseaux : il se ligua avec le roi Alphonse de Castille , & négocia le mariage de Blanche de Navarre , fille de Philippe roi de Navarre , avec dom Pedre , fils aîné d'Alphonse : mais cet article du traité ne fut point exécuté. Il traita avec l'amiral de Castille , nommé Bouche-Noire , pour une nombreuse flotte bien équipée , mit dans son parti Engilbert de la Marck , élu

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 369

depuis peu évêque de Liège : & par le moyen de Louis comte de Blois , il gagna Jean de Hainaut , comte de Beaumont , qui avoit jusqu'alors été un des plus zelés partisans du roi d'Angleterre , & qui étoit devenu régent du Hainaut , par la mort du comte Guillaume son neveu tué depuis peu en Frise. Le roi espéra aussi ramener les Flamans depuis la mort d'Artevelle , qui avoit été massacré à Gand dans une émeute de la populace ; car telle fut la fin de ce scélerat si dévoué au roi d'Angleterre , qu'il avoit proposé aux Flamans d'élire ce prince pour leur comte à la place de leur légitime seigneur : & Edouard dans cette espérance étoit venu à l'Ecluse avec une flotte. C'est à quoi les Flamans ne voulurent jamais consentir , & ce qui fut cause de la mort d'Artevelle , lorsqu'ils virent qu'il prenoit des mesures pour les y contraindre. Le roi fit aussi savoir au roi d'Ecosse l'état des choses , & ce prince lui promit de ne pas manquer à faire diversion.

Tandis que le roi se mettoit ainsi en état de s'opposer aux desseins du roi d'Angleterre sur la France , Charles de Blois entra en campagne , & vint assiéger Quimper-Corentin qu'il emporta , & ou quatorze cents habitans furent passés au fil de l'épée. Le comte de Montfort tenta de reprendre cette place : mais Charles l'obligea de lever le siège. Montfort passa en Angleterre , pour conjurer Edouard d'augmenter le nombre des troupes Angloises qu'il avoit laissées en Bretagne. Ce prince l'auroit fait volontiers : mais il avoit affaire de ses forces ailleurs ; & dans ces sortes de ligue , où les alliés ne sont pas égaux , c'est toujours l'intérêt du plus puissant , qui donne le mouvement à tout. Le comte de Montfort étant de retour en Bretagne , fut attaqué d'une maladie dont il mourut au château de Hennebon. On peut dire que ce comte ne manqua pas à sa fortune , mais que sa fortune lui manqua toujours. A la mort du duc son frere , elle lui ouvrit une belle carrière. Il s'y engagea sans hésiter : peu de temps après il fut pris , il demeura prisonnier pendant long-temps , & à peine fut-il en état de profiter de sa liberté , qu'il mourut. Ses malheurs toutefois furent inutiles à son concurrent , qui d'ailleurs étoit assez sage & vaillant

1345.

Meyerus.

*Mesures du roi ,
pour s'opposer à ses
desseins.*

*D'Argentré, hist.
de Bretagne, l. 5 ,
cap. 119.*

1345.

pour en tirer avantage. Mais la comtesse de Montfort ne fut pas plus déconcertée par la mort, que par la prison de son mari. Son fils Jean, âgé de sept à huit ans, étoit en sûreté en Angleterre. C'étoit un gage de la fidélité des Bretons de son parti pour Edouard, & en même temps un motif pour ce prince de les soutenir plus puissamment, de peur qu'une telle conjoncture ne les déterminât à mettre fin à la guerre, en reconnoissant Charles de Blois. La comtesse fût se prévaloir de ces motifs auprès des Bretons & auprès d'Edouard : & nous verrons comment elle y réussit, après que j'aurai raconté ce qui se passa en Guienne, en Normandie, & en Picardie entre la France & l'Angleterre.

Froissard, vol. 1.

Dès qu'Edouard eut déclaré la guerre au roi, il fit partir le comte de Derbi pour la Guienne avec des troupes, afin d'y commencer la guerre. Ce comte avoit parmi les troupes une grande estime, & beaucoup d'autorité, dont il étoit moins redevable à sa haute naissance qu'à son habileté dans la guerre, à ses manières honnêtes, à son désintéressement & à sa libéralité envers la noblesse & envers les soldats, auxquels il abandonnoit généreusement tout le butin, sans se réserver que la gloire. C'est là en effet le plus sûr moyen d'en acquérir pour un général d'armée.

Les Anglois débarquent à Bayonne.

Cap. 103, 104.

Du Chêne, histoire d'Angleterre.

Il débarqua à Bayonne : & après avoir laissé reposer son armée durant sept jours, il marcha jusqu'à Bourdeaux. Il y résolut d'attaquer Bergerac, où (a) le comte de Lille, Gascon, commandant pour le roi en ces quartiers-là, s'étoit retranché avec le peu qu'il avoit pû ramasser d'assez méchantes troupes, ne pouvant gueres compter que sur la bravoure de quelques seigneurs qu'il avoit avec lui. Les principaux étoient les comtes de Comminges, de Perigord, de Duras, de Valentinois, de Mirande, les vicomtes de Carmain, de Villemur, de Châtillon, le seigneur de Mirande, les Sires de la Barde, de Pincornet, & de Château-neuf.

(a) Froissard le nomme de Laille, & le pere Daniel l'avoit nommé ainsi d'après cet historien : mais l'auteur de la nouvelle histoire de Languedoc, a prouvé dans ses notes qu'il se nommoit Bertrand de Lilledain.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 371

Le comte de Derbi s'avança jusqu'au château de Montcroulier, où il y avoit garnison Angloise, & envoya delà reconnoître les retranchemens de Bergerac, qui furent trouvés d'assez difficile accès, à cause qu'on avoit fait entrer dans le fossé la riviere de Dordogne. Ils furent pourtant emportés au premier assaut, l'infanterie Françoisse ayant lâché le pié, sans que les chefs pussent l'arrêter. Les Anglois poussant leur pointe se rendirent aussi maîtres du fauxbourg séparé de la ville par la riviere. Les Sires de Châteauneuf, de Châtillon, de Leon, & le vicomte de Bouquentin y furent pris. Les Anglois (a) y perdirent le Sire de Mirepoix. La ville n'avoit de ce côté-là qu'une palissade au lieu de muraille. Le comte de Derbi ayant fait venir des bateaux de Bourdeaux, entreprit de l'insulter. On attaqua, & on se défendit avec pareille vigueur. Les Anglois firent breche en un endroit de la palissade, & s'y logerent.

Le comte de Lille, quoique l'ennemi fût à l'entrée de la place, fit bonne contenance le reste du jour derriere un retranchement : mais voyant qu'il n'y avoit pas moyen de soutenir un second assaut, il permit aux habitans de capituler, & sortit de la ville la nuit avec ses troupes. Dès qu'il fut parti, les bourgeois se rendirent, & furent favorablement traités du comte de Derbi, qui se voyant maître de la campagne, entra dans le Perigord. Deux cents lances de la garnison de Périgueux étant sorties la nuit, attaquèrent son camp, & lui enleverent un quartier, où le comte de Kenfort fut pris avec trois de ses chevaliers. Diverses forteresses ouvrirent leurs portes aux Anglois. Ils furent repoussés à d'autres, & s'étendirent beaucoup dans ces quartiers-là. Après cette premiere expédition le comte de Derbi se retira à Bourdeaux.

Le comte de Lille, qui s'étoit jetté dans la Réole, ayant

1345.
Ils prennent Bergerac.
Froissard, cap.
104.

Cap. 106.

Combat désa-

(a) Suivant le même auteur « ce ne fut pas le seigneur de Mirepoix lui-même qui fut tué dans cette occasion, mais son fils aîné nommé Jean. Jean II du nom, seigneur de Mirepoix son pere, lui survécut long-temps; comme on le peut voir dans l'histoire généalogique des grands officiers de la couronne, où l'on en apporte la preuve. » L'historien du Languedoc ajoute, que Jean fils du seigneur de Mirepoix, suivoit les enseignes du comte de Lille-Jourdain, & non pas celles des Anglois, comme le dit Froissard, que le pere Daniel a suivi.

1345.
*avantageux aux
 François.*
 Cap. 107, 108.

appris que le général Anglois avoit séparé son armée, rassembra dix à douze mille hommes, & vint assiéger la forteresse d'Auberoche, que les Anglois avoient prise. La garnison, après six jours de siège, demanda à capituler : mais on ne la voulut recevoir qu'à discrétion. Le commandant de la place n'ayant pû s'y résoudre, se défendit si bien, qu'il donna le temps au comte de Derbi de venir à son secours avec mille hommes de cavalerie. Les François se laissèrent surprendre. L'infanterie ne fit aucune résistance, & s'enfuit dès le commencement de l'attaque. Il y eut un rude combat entre la cavalerie Angloise & la cavalerie François. Les assiégés ayant fait en même temps une sortie, prirent à dos les François, qui combattoient fort en désordre. Ils furent défaits, & le comte de Lille lui-même fort blessé fut fait prisonnier avec les comtes de Perigord & de Valentinois. Louis de Poitiers & le Sire de Duras furent tués sur la place, & plus de deux cents gentilshommes pris.

Les Anglois assiégent la Réole, & l'emportent.

Cap. 109.

La prise du général François, la perte considérable qu'on avoit faite dans ce combat, le défaut des troupes dans le pays, permirent au comte de Derbi de pousser ses conquêtes : & dès le commencement de la campagne suivante il assiégea la Réole. Cette ville défendue par un commandant Provençal, nommé Agout de Baux, arrêta neuf semaines les Anglois : & de Baux ne pouvant plus la défendre, se jeta dans le château, où après avoir encore tenu quelque temps, sachant que les ennemis l'avoient tout miné, il se rendit. Avant que d'arriver à la Réole, les Anglois s'étoient rendus maîtres d'Aiguillon, forteresse imprénable ; ce ne fut que par la lâcheté du Châtelain, qui en porta lui-même les clés au comte de Derbi. D'autres places suivirent ce méchant exemple. Ce comte prit encore Monsegur, Montpefat, Mauron, Villefranche, Miremont, Tonneins, & la forteresse de Damassen ; Angoulême, après s'être défendue quelque temps, capitula, & promit de se rendre dans un mois, si le secours ne paroissoit point. Il fallut s'y résoudre après le terme expiré. De toutes les places que le comte de Derbi attaqua, il n'y eut que Blaye où il ne réussit point. La valeur de deux braves chevaliers qui y commandoient, l'o-

bligea de lever le siège. Ce furent Guischard d'Angle, & Guillaume de Rochechouart.

Il est étonnant qu'on laissât ainsi l'ennemi courir impunément toute la Guienne pendant un an entier, sans y envoyer une armée, pour arrêter ses progrès. Mais il arriva alors ce qui arrive souvent en ces sortes de conjonctures, où le prince, sur le point de se voir une grande guerre sur les bras, manque d'argent pour la soutenir. Il faut augmenter les impôts, & employer d'autres moyens désagréables aux peuples, qui ressentant plus vivement leurs maux particuliers, qu'ils n'appréhendent le mal général de l'état, rompent quelquefois par leur indocilité, les mesures les mieux prises pour leur conservation. Le roi prévoyant la guerre d'Angleterre, fit une chose qui n'avoit point encore été pratiquée en France, & qui y est demeurée depuis; il mit le sel en parti, & ordonna que désormais on le viendrait acheter aux greniers qu'il avoit fait bâtir pour cela, & cette marchandise, dont on ne se peut passer, en devint notablement plus chère qu'elle n'étoit auparavant. De plus il augmenta de beaucoup la valeur des monnoies, ce qui fit extrêmement enchérir les denrées, & en particulier le blé. Il n'en falloit pas davantage pour irriter les esprits. Le roi s'aperçut de ce mécontentement de ses sujets, dont il avoit été jusqu'alors tendrement aimé. Il se fit une sédition à Orléans. Il y eut un bourgeois de Compiègne qui eut l'insolence à cette occasion de dire publiquement, qu'Edouard avoit plus de droit sur la couronne de France que Philippe. Il fut sévèrement puni: mais un châtiment même aussi juste & aussi nécessaire que celui-là, en inspirant de la crainte aux mutins, ne les arrête que pour un temps, & ne les apaise pas. Il parut en Normandie des commencemens de révolte. Il y avoit d'autant plus à appréhender de ce côté-là, qu'un seigneur puissant dans le Cotentin, qui avoit été un des hommes de la cour le plus aimé & le plus considéré du prince, ayant été disgracié, & obligé de s'enfuir sur quelques soupçons qu'on avoit eus de sa fidélité, s'étoit retiré à la cour d'Angleterre, où Edouard l'avoit comblé de grâces. C'étoit Geoffroi d'Harcourt, homme hardi, violent, intri-

A a ij

1345.

Le sel est mis en parti en France.

Autres moyens d'avoir de l'argent.

Matth. Villani, l. 1, c. 76. Gaguinus.

Sédition à Orléans & ailleurs. au sujet des impôts.

Masson.

Froissard, cap. 125. Gaguinus.

1345.

Froissard, cap.
119, an. 1345.

quant & entreprenant , & qui remplaça Robert d'Artois auprès du roi d'Angleterre, par la fureur qu'il fit paroître contre sa patrie après sa disgrâce. Tout cela retarda d'abord la marche des troupes en Guienne. Il arriva même que le duc de Normandie étant en chemin pour y aller, changea d'avis sur les nouvelles qu'il eut du mauvais état où les choses se trouvoient en ce pays-là. Ce jeune prince avoit jusqu'alors fait la guerre avec assez de gloire. Il appréhenda de se commettre & de perdre sa réputation en une occasion si périlleuse. Non - seulement il s'arrêta, mais même il rebroussa chemin, jusqu'à ce qu'ayant reçu de nouveaux ordres du roi son pere, & des renforts considérables, il reprit sa marche vers la Garonne, & arriva à Toulouse avec une nombreuse armée à la fin du mois de Décembre de l'an 1345.

1346.

*Siège & prise
d'Angoulême par
les François.*

Il fit aussi-tôt un détachement sous la conduite des maréchaux de Montmorenci & de S. Venant, qui attaquèrent & reprirent la forteresse de Miremont, ensuite Villefranche, & vinrent mettre le siège devant Angoulême.

Le comte de Derbi résolu de se tenir sur la défensive, à moins que quelque occasion favorable ne se présentât d'attaquer le duc de Normandie avec avantage, envoya Gautier de Mauni, le comte de Pembroc, & grand nombre d'autres chevaliers à aiguillon, qu'il fournit abondamment de vivres & de toutes sortes de munitions, & les conjura de ne rien oublier pour la conservation de cette importante place. Il profita aussi de l'imprudence des deux généraux François, qui après avoir brûlé Villefranche, l'avoient abandonnée sans en raser le château, & sans y laisser aucunes troupes; & il s'en saisit de nouveau.

Cap. 120.

Comme il ne se trouvoit pas assez fort, il ne crut pas devoir tenter le secours d'Angoulême, dont le gouverneur Jean de Norwic, après une assez longue & fort vigoureuse défense, se trouva fort pressé & fort embarrassé, parce que les vivres commençoient à lui manquer. Désespérant de sauver la place, il pensa à sauver la garnison & sa propre personne. Il usa pour cela d'une ruse, & ne communiqua son dessein à qui que ce fût. La veille de la Purification de la

Vierge il parut sur les creneaux tout seul, & fit un signal avec son chaperon aux corps de garde du camp. On lui envoya un officier à qui il dit, qu'il seroit bien-aîsé de parler au duc de Normandie, ou à l'un des deux maréchaux. Le duc y alla lui-même. Le gouverneur lui ayant fait une profonde révérence, ce prince lui dit en riant : « Je vois bien, mon-

» sieur le gouverneur, que vous voulez vous rendre ; point

» du tout, monseigneur, (reprit Norwic :) mais sachant que

» vous avez, aussi-bien que moi, beaucoup de dévotion

» pour la sainte Vierge, j'ai pensé à vous prier de m'accor-

» der une suspension d'armes seulement durant la fête de

» demain, & qu'il ne soit permis ni à vos soldats, ni aux

» miens, de tirer l'épée pendant tout ce saint jour les uns

» contre les autres. » Le duc le lui accorda volontiers.

Norwic ayant tiré cette parole du prince fit charger pendant la nuit tous ses bagages sur des chariots, & le lendemain matin fortit à la tête de sa garnison, marchant vers le camp. Aussi-tôt les assiégeans se mettent sous les armes, croyant qu'il venoit les attaquer. Il fit signe qu'il vouloit parler au commandant du quartier, & lui dit qu'il ne venoit point pour se battre, mais qu'il se servoit du privilège de la treve accordée pour ce jour-là par le duc de Normandie ; qu'il étoit bien aîsé de se promener hors de la place, où il étoit renfermé depuis si long-temps, & qu'il étoit persuadé que le prince ne violeroit pas la parole qu'il lui avoit donnée le jour d'auparavant. Les commandans ne laisserent pas de l'empêcher de passer outre, avant qu'on eût reçu de nouveaux ordres du prince. On l'alla aussi-tôt avertir. Cela le fit rire. « Ils m'ont trompé, répondit-il : mais

» *laissons-les aller de par Dieu*, contentons-nous d'avoir la

» ville. » Dès le lendemain les bourgeois demanderent quartier, on le leur accorda, & le duc mit dans la place, pour commander, Antoine de Villiers avec une garnison.

De là il alla attaquer la forteresse de Damassen, qui fut emportée d'assaut, & la garnison sans quartier passée au fil de l'épée. Tonneins fut pris par capitulation. Le port de sainte Marie sur la Garonne fut forcé comme Damassen, quoique les Anglois l'eussent beaucoup fortifié. Tout cela

1346.

Ruse du gouverneur de cette place pour sauver sa personne & ses trou-
pes.

Autres expéditions des François.

1346.

Cap. 121.

fut fait avant Pâques, excepté l'attaque du port Sainte-Marie, qui ne se fit que quelques jours après. Ensuite le duc se prépara au siège d'Aiguillon, dont il connoissoit l'importance & la difficulté. Il le forma avec une grosse armée; car depuis son entrée en Guienne, il lui venoit tous les jours de nouveaux renforts. Ce siège dura jusqu'à la Saint-Remi, premier jour d'Octobre, (a) & il le fallut lever: mais ce qui obligea à prendre ce parti, ce ne fut pas tant la force de la place, ni la vaillance des assiégés, qui firent des merveilles, que le danger pressant où se trouva alors le royaume du côté de la Normandie & de la Picardie. Je vais raconter ce qui le mit dans cette fâcheuse situation.

Les Anglois mènent une puissante flotte en mer.

Le roi d'Angleterre ayant appris par les couriers du comte de Derbi, les conquêtes du duc de Normandie en Guienne, & que s'il venoit à bout d'Aiguillon, les Anglois étoient en danger de perdre toutes les places qu'ils avoient conquises l'année d'auparavant, & la Gascogne même, se hâta de mettre à la voile, & s'embarqua sur la fin de Juin à Southampton, sur une flotte que quelques-uns font monter jusqu'à onze cents vaisseaux de toutes sortes de grandeurs, partie vaisseaux de guerre, partie vaisseaux plats, partie vaisseaux de charge, pour porter les vivres. Il y avoit sur cette flotte quatre mille hommes d'armes, six mille archers, & une nombreuse infanterie. Le prince de Galles, fils aîné du roi d'Angleterre, âgé de treize à quatorze ans, fut de cette expédition. Il étoit sur le même vaisseau que le roi son père aussi-bien que Geoffroi d'Harcourt. On fit voile d'un bon vent vers les côtes de Gascogne: mais il changea presque aussi-tôt, & obligea la flotte à relâcher sur les côtes de Cornouailles, où elle demeura à l'ancre cinq ou six jours.

Ils débarquent à la Hogue.

Par malheur la flotte du roi ne se trouva pas prête assez tôt pour disputer le passage: mais ce ne fut pas là le plus grand mal. Geoffroi d'Harcourt avoit toujours été d'avis, qu'au lieu d'aller en Gascogne, on allât descendre en Nor-

(a) C'est la date qui se trouve dans vers monumens que ce siège étoit levé Froissard: mais l'auteur des notes sur dès le 22 Août. l'histoire du Languedoc, prouve par di-

mandie. Il proposa de nouveau ce dessein, & les raisons dont il l'avoit appuyé, savoir, qu'il n'y avoit point d'armée dans cette province; que tout étoit en Gascogne; que c'étoit un pays abondant, exempt de guerre depuis très-long-temps, qui fourniroit par lui-même de quoi entretenir l'armée de vivres, & qu'il y avoit plusieurs bonnes villes riches, dont la plupart n'étoient ni fortifiées, ni même fermées. Il dit qu'il répondoit sur sa tête du succès de cette descente; & que puisque le vent portoit de ce côté-là il falloit s'en servir. Edouard ayant assemblé son conseil, la chose fut approuvée. On mit à la voile, & la flotte arriva heureusement à la Hogue, où l'on débarqua.

Il arriva là au roi d'Angleterre, ce qu'on raconte de Jules César, lorsqu'il prit terre en Afrique, pour aller combattre Scipion; il tomba en mettant pied à terre, & si rudement qu'il saigna beaucoup du nez. Quelqu'un lui ayant voulu faire de cette chute un mauvais présage, il s'en moqua, & tourna la chose en plaisanterie. Dès que l'armée fut à terre, il en nomma connétable le seigneur d'Arondel & en fit maréchaux Geoffroi d'Harcourt & le seigneur de Warwick; & donna quelques troupes au comte de Hastindonne pour la garde de la flotte.

Edouard partagea son armée en trois corps, qui se répandirent dans tout le Cotentin, & se rendirent maîtres de presque toutes les places, savoir, de Harfleur, de Montebourg, de Valognes, de Carentan, de S. Lo, de Cherbourg: mais ils n'attaquèrent point le château de cette dernière place, parce qu'il les eût arrêtés trop long-temps. Ensuite on marcha vers Caën, ce qui donna beaucoup de joie à l'armée, qui espéroit bien s'enrichir par le pillage de cette capitale de la basse Normandie.

Ces nouvelles portées au roi lui causèrent de grandes inquiétudes. Il fit promptement partir le comte d'Eu connétable de France, & le comte de Tancarville, pour se jeter dans Caën avec plusieurs gendarmes. Ils y arrivèrent avant l'armée Angloise, & se mirent en état de défendre la place. Ils y trouverent Guillaume Bertrand évêque de Bayeux, qui y étoit accouru avec la noblesse des environs,

1346.

Se rendent maîtres de plusieurs places en Normandie, & s'approchent de Caën.
Cap. 122.

Gaguin.

1346.

C'étoit une entreprise difficile, que la défense de Caën. Cette ville dès ce temps-là étoit fort marchande, fort riche & bien peuplée : mais elle n'étoit pas fermée de murailles en quelques endroits. Il y avoit un bon château, où commandoit le seigneur de Wargni, ayant sous ses ordres trois cents Gênois : mais ce château ne couvroit la ville que d'un côté.

On ne fut pas long-temps sans apprendre l'arrivée des Anglois, & qu'une partie de leur flotte étoit à Etrehan, à l'embouchure de la rivière d'Orne, sur laquelle la ville de Caën est située. Le connétable d'abord fut d'avis d'abandonner les fauxbourgs aux Anglois, ne voyant pas d'apparence à les sauver, de border la rivière de troupes, & ne penser qu'à bien défendre le pont & les portes : mais il vit tant d'ardeur dans les bourgeois, qui joints à la noblesse & aux troupes qu'il avoit amenées, faisoient une assez nombreuse armée, que sur la proposition qu'ils lui firent d'aller au-devant de l'ennemi, il s'y détermina. Il les rangea donc au-delà du pont.

Ils y sont fort mal-traités, & ne laissent pas de piller la ville.

Froissard, cap.

123.

Continuar. Nan-
gii.

Les Anglois conduits par Geoffroi d'Harcourt, s'avancèrent en bataille, & firent une si rude décharge, que cette bourgeoisie plia dès le premier choc, & abandonna le connétable, qui étant accablé par le nombre, fut obligé de quitter le champ de bataille. Les Anglois poursuivirent les fuyards l'épée dans les reins, & entrèrent pêle-mêle avec eux dans la ville. Le connétable & Tancarville, qui firent ferme à l'entrée de la porte sur le pont devant l'église de S. Pierre, voyant que tout étoit perdu sans ressource, appellerent un chevalier du parti ennemi, nommé Thomas Holland, avec qui ils avoient autrefois fait amitié dans les guerres de Prusse & de Grenade, & se rendirent à lui. Une partie des bourgeois se sauva dans le château; les autres rentrés dans leurs maisons s'y défendirent, & à coups de pierres & de fleches qu'ils tiroient de dessus les toits, & des fenêtres, tuoient beaucoup d'Anglois qui couroient sans ordre dans les rues. Il en demeura bien cinq cents sur la place. Mais les maisons furent bientôt forcées. On mettoit le feu par-tout, on pilloit, on tuoit, on violoit; c'étoit

c'étoit dans tous les quartiers de la ville un désordre effroyable.

1346.

Le roi d'Angleterre irrité de la résistance des habitans, & de la mort d'un si grand nombre de ses gens, ne se mettoit point en devoir d'arrêter la fureur du soldat. Geoffroi d'Harcourt l'alla trouver, & lui représenta que pour son intérêt, il étoit à propos de faire cesser le carnage; qu'on se battoit dans tous les quartiers de la ville; qu'il perdoit beaucoup de braves hommes, & qu'il avoit besoin de ménager ses troupes, le roi de France devant bientôt arriver avec une armée; & il lui conseilla de commander à ses soldats de faire quartier à ceux qui mettroient bas les armes. Il se rendit à ses remontrances; & ce seigneur courant à cheval par toutes les rues avec sa bannière, défendit de la part du roi d'Angleterre, sous peine de la vie, de mettre le feu aux maisons, & de tuer ceux qui ne feroient point de résistance.

Froissard, cap. 124, 125.

Les troupes obéirent; & les habitans, sur la parole qu'on leur donna de leur laisser la vie, ouvrirent leurs maisons. Alors le pillage se fit sans meurtre & sans violence pendant trois jours. Les soldats s'enrichirent de butin, & le prince ne s'oublia pas lui-même. Il renvoya en Angleterre son plus grand navire chargé de toutes sortes de richesses, de trois cents des plus riches bourgeois de la ville pillée, pour leur faire payer leur rançon, & de plus de soixante chevaliers pris en cette occasion. Il fit aussi passer en Angleterre le connétable & le comte de Tancarville, qu'il avoit achetés du chevalier Thomas de Holland. L'arrivée de ce navire fut comme un commencement du triomphe du prince, & une amorce pour les Anglois, qui leur donnoit envie de venir partager avec leurs compatriotes les richesses du royaume de France.

Le roi d'Angleterre en renvoie un navire chargé de butin.

Deux cardinaux légats, savoir Annibal de Ceccano, évêque de Tusculum, & Etienne d'Albert, que le pape avoit envoyés, pour tâcher de ménager encore quelque trêve, & que le roi d'Angleterre ne voulut point écouter, furent témoins de cette triste désolation. Mais le prince ne s'arrêta pas en si beau chemin. Il profita de la consternation, où la ruine de

Il veut assiéger Rouen.

Continuat. Nangii.

1346.
Froissard, cap.
125.

Caën avoit jetté toute la Normandie ; & ayant laissé le château , qu'il voyoit en état de lui faire une longue résistance , il marcha droit à Rouen pour assiéger cette capitale de Normandie , dont Jean , comte d'Harcourt , frere de Geoffroi , étoit gouverneur.

Le roi le prévint , en ordonnant qu'on rompît tous les ponts de la riviere de Seine entre Paris & Rouen , & en particulier celui de cette ville-là ; & il arriva lui-même à Rouen avec une armée , avant le roi d'Angleterre. Comme Paris même , dans une si fâcheuse conjoncture , n'étoit pas en sûreté , il ordonna au prévôt de la ville de faire des retranchemens tout à l'entour : mais comme les ingénieurs vouloient pour cela abattre quelques maisons , les propriétaires s'y opposerent , & souleverent le peuple. Cette sédition alloit causer un nouvel embarras au roi , si le roi Jean de Bohême , qui étoit proche , y étant accouru avec cinq cents chevaux , n'eût arrêté la premiere émeute. Il jugea plus à propos d'apaiser le peuple en faisant cesser les travaux , que de l'irriter en une telle circonstance , où il étoit à craindre qu'il ne prît de fâcheuses résolutions.

Comment ce dessein manqua.
Gaguinus.
Froissard.
Continuat. Nan-
gii.

Il s'approche de Paris.

Le roi d'Angleterre étant arrivé assez près de Rouen , au-delà de la riviere , fut que le pont étoit rompu , & que l'armée du roi campoit aux environs de la ville. Ainsi il ne pensa plus à en faire le siège. Philippe lui envoya offrir la bataille , à quoi il répondit , qu'il falloit la différer , jusqu'à ce qu'il fût arrivé dans les campagnes de Paris. Il continua en effet sa marche en montant la riviere de Seine. Il brûla en chemin faisant les fauxbourgs du Pont-de-l'Arche , ceux de Vernon , & de Meulan ; il pilla Louviers , ville alors riche & fort marchande , & fit faire des courses jusques dans le pays Chartrain. Il s'avança jusqu'à Poissi à six petites lieues de Paris , & trouvant le pont rompu , il ne laissa pas de faire passer quelques troupes dans des bateaux , qui allerent brûler le château royal de Saint Germain , Nanterre , Ruel , & d'autres bourgs & villages , jusqu'au pont de Neuilli , dont on voyoit l'incendie de dessus les tours de Paris.

Le roi côtoyoit toujours l'armée d'Angleterre , en mar-

chant de l'autre côté de la rivière , espérant qu'Edouard s'engageroit si avant , qu'il lui seroit difficile de se retirer : & certainement la retraite étoit déjà difficile ; car le roi , outre l'armée qu'il commandoit en assembloit une autre à Saint Denys des milices de tout le royaume , & de ses alliés ; & Jean , roi de Bohême avec son fils Charles , depuis empereur , Jean de Hainaut , le duc de Lorraine , le comte de Flandre , le comte de Blois , & un grand nombre de noblesse François s'y étoient rendus.

1346.

Quand le roi , qui étoit revenu à Paris , voulut en sortir pour aller joindre l'armée de Saint Denys , les bourgeois le conjurerent de demeurer avec eux , & de ne les point abandonner dans le danger où ils étoient. Ce prince les assura qu'il ne s'écarteroit point tandis que les Anglois seroient proche de lui , & que ce n'étoit que pour les contraindre de s'en éloigner , qu'il alloit se mettre à la tête de son armée.

Il passe la Seine à Poissi.

Sur ces entrefaites il eut avis , la veille de l'Assomption , que le roi d'Angleterre se préparoit à passer la Seine , afin de marcher du côté de Flandre , & que ne pouvant la passer à Poissi , il vouloit le faire plus haut. L'avis étoit véritable pour le premier article. Il étoit encore vrai que le roi d'Angleterre avoit décampé de Poissi , & qu'à en juger par sa marche , il prétendoit tenter le passage au-dessus : mais ce n'étoit qu'un stratagème & un piège où le roi donna , en allant se camper au pont Antoni , pour couper le passage aux Anglois ; c'étoit justement ce qu'Edouard avoit prétendu. Il fit aussi-tôt une contremarche , & n'ayant plus d'armée en tête à Poissi , il rétablit le pont avec une promptitude merveilleuse , & fit passer son armée.

A peine les Anglois étoient-ils passés , que les milices de la commune d'Amiens , commandées par quatre chevaliers Picards , parurent. On fut surpris de part & d'autre , & on en vint aux mains sans délibérer. Les Picards n'avoient affaire qu'à l'avant-garde des ennemis , qui avoient pris les devans , & n'étoit point soutenue du reste. C'étoit Geoffroi d'Harcourt qui la commandoit. Le combat fut sanglant. Les Picards furent défaits , il en resta douze cents sur la place , & tout leur bagage fut pris.

Continuat. Nangis. Froissard, c. 125.

1346.

Soit bonheur, soit habileté des capitaines, tout réussissoit à Edouard, qui connoissant toutefois le péril où il étoit, ne pensoit plus qu'à faire retraite, & à gagner la Flandre, pour se joindre aux Flamans, qu'il maintenoit toujours dans ses intérêts, trop glorieux d'avoir traversé la France presque d'un bout à l'autre en la ravageant, & jetté l'épouvante jusques dans la capitale du royaume.

*Poursuivi par le
roi il se retire vers
la Somme.*

Il avoit deux jours d'avance sur le roi, qui se mit à ses trousses dès qu'il fut qu'il avoit passé la Seine. Edouard gagna le Beauvoisis, passa sous les murailles de Beauvais, dont les fauxbourgs furent pillés & brûlés, & arriva enfin sur les bords de la Somme. Ce fut là où il se trouva étrangement embarrassé. Tous les ponts étoient très-bien fortifiés, & très-bien gardés. Les deux maréchaux de l'armée Angloise Varvik & Geoffroi d'Harcourt firent une tentative pour forcer le pont de Pequigni : mais ils n'y réussirent pas. Ils n'osèrent attaquer le pont de Remi, parce qu'ils le virent trop bien retranché. D'ailleurs il y avoit de l'autre côté de la rivière un corps d'armée de près de douze mille hommes, commandé par Godemar du Fay, chevalier Bourguignon, pour soutenir les troupes des ponts. Les maréchaux vinrent rendre compte de tout cela au roi d'Angleterre, qui apprit en même temps que le roi de France, avec une nombreuse armée, étoit arrivé à Amiens. Il n'y avoit pas un moment à perdre, il falloit passer, ou combattre avec un extrême danger.

*Continuat. Nao-
gii.*

*Embarras du roi
d'Angleterre.
Froissard, c. 126.*

Dans cette extrémité, le roi d'Angleterre s'avisa d'assembler tous les prisonniers qu'on avoit faits dans tout le pays, leur demanda si quelqu'un d'eux ne savoit point quelque gué dans la rivière de Somme, & promit à celui qui lui en montreroit, non-seulement sa liberté, mais encore celle de vingt autres à son choix, & une bonne somme d'argent.

Entre ces prisonniers, il s'en trouva un, qui oubliant ce qu'il devoit à sa patrie, s'offrit au roi d'Angleterre de lui enseigner un gué, où pourroient passer douze hommes de front, & les charois mêmes, pourvu que l'on fût en état de passer entre les deux marées. Ce gué étoit celui qu'on appelle en-

core aujourd'hui Blanquetaque au-dessous d'Abbeville, où il y a très-peu d'eau quand la mer est retirée, & dont le fond est solide.

1346.

Edouard profita de cet avis, & ayant lui-même reconnu le gué, il rangea ses troupes & ses bagages, pour les faire défilér : mais aussi-tôt parut de l'autre côté Godemar du Fay avec son corps d'armée, prêt à charger les premiers qui oseroient passer. En une autre occasion Edouard auroit délibéré : mais en celle-ci il n'y avoit pas deux partis à prendre. Varvik & Geoffroi d'Harcourt se mirent à la tête. Quelques chevaliers François se détachèrent du gros de l'armée, & vinrent avec la lance jusques dans la rivière fondre sur les Anglois. Il y eut là un rude choc : & cependant les deux rivages étoient bordés d'Archers, qui tiroient incessamment, ceux des Anglois pour écarter les François, & les François pour arrêter les Anglois. La nécessité de vaincre fit faire à ceux-ci des prodiges de valeur. Ils passèrent sur le ventre à tout ce qui s'opposa à leur passage. Les deux maréchaux ayant atteint le rivage, & formé quelques escadrons, chargerent à leur tour les premiers escadrons François, les culbuterent, gagnèrent du terrain, où se rangeoient les troupes à mesure qu'elles sortoient de la rivière. La vigueur & le succès de cette première action anima autant les Anglois, qu'elle étonna les François : la frayeur eut bien-tôt saisi des troupes qui n'étoient pour la plupart composées que de bourgeois d'Abbeville, de Montreuil, d'Arras, de S. Riquier, & des bourgades des environs. Ainsi l'armée Angloise passa, & échappa au roi. Ce prince ayant eu avis de la retraite des Anglois, avoit marché à grande hâte : mais ses premiers escadrons n'arriverent à Blanquetaque que quand les derniers du roi d'Angleterre passaient. On donna dessus, & ils furent taillés en pièces. On enleva quelques chevaux & quelques restes de bagages : mais le roi d'Angleterre s'estima heureux d'avoir fait une si belle & si nécessaire retraite à si bon marché.

Cap. 127.

Le roi proposa à ses généraux de passer le gué, & de suivre les Anglois ; & l'on eût apparemment pris ce parti, si la marée qui commençoit à monter, n'en eût ôté le moyen.

B b b ij

1346.

Il fallut marcher à Abbeville pour passer la rivière sur le pont.

Ce retardement donna le temps au roi d'Angleterre d'avancer toujours. Il fit piller en passant le Crotoi. Il mit entre lui & le roi la forêt de Creci, & tint conseil de guerre, pour délibérer sur ce qu'il y avoit de meilleur à faire dans la suite, parce qu'il ne pouvoit pas douter que l'armée François ne vînt bien-tôt tomber sur lui. La sienne étoit fort diminuée, celle du roi étoit belle & beaucoup plus nombreuse. Il y avoit encore de là bien des journées jusqu'en Flandre. Il ne pouvoit avoir de vivres que par le pillage des bourgs & des villes ouvertes, & étoit toujours en danger d'être chargé dans sa marche, chose infiniment périlleuse : car il est aisé de passer d'une retraite précipitée à une fuite, quand l'ennemi survient : mais d'ailleurs il savoit qu'il y avoit trente mille Flamans qui étoient déjà en Artois pour le venir joindre, & il espéra qu'ils arriveroient bientôt. Cette raison lui fit prendre la résolution de ne point précipiter sa marche, d'éviter seulement, ou de différer la bataille ; mais de s'y préparer, & en cas de nécessité de suppléer au nombre par les campemens avantageux. Il se posta donc le vingt-cinquième d'Août sur une colline au-dessus du village de Creci, qui est sur le bord de la petite rivière de Maye : il fit travailler toute la nuit à un grand retranchement le long d'un bois qui étoit derrière son camp. Il y fit mettre tous ses bagages & tous ses chariots, n'y laissant qu'une entrée du côté du camp. C'étoit apparemment pour se retirer là comme dans un fort en cas qu'il fût poussé par les François. Son armée, selon quelques-uns, étoit encore de quatre mille hommes d'armes, & de trente mille archers, d'autres lui en donnent beaucoup moins.

Cap. 128.

Joan. Villani,
lib. 12, cap. 66.
Froillard, loc.
cit.

*Il se dispose au
combat.*

Le lendemain sachant que le roi approchoit, il rangea son armée sur trois lignes. La première étoit commandée par le prince de Galles son fils, âgé alors de quatorze à quinze ans, qui avoit sous lui le comte de Varvik & Geoffroi d'Harcourt, maréchaux généraux de l'armée, avec un très-grand nombre des plus braves seigneurs d'Angleterre. La seconde ligne étoit sous les ordres des comtes de Northam-

pton & d'Arondel. Edouard étoit lui-même à la tête de la troisième. Toutes ces troupes furent rangées sur le penchant de la colline, où elles s'étoient campées le jour d'auparavant. Le roi d'Angleterre avoit du canon; & il ne paroît pas que les François en eussent en cette occasion. Peut-être que voulant atteindre le roi d'Angleterre, qu'ils poursuivoient, ils avoient appréhendé de retarder leur marche en trainant après eux cette espèce de nouvelle artillerie. Ce qui est certain, c'est qu'elle étoit déjà en usage en France: on le voit par un registre de la chambre des comptes de Paris, où dès l'an 1338, c'est-à-dire, huit ans avant la bataille de Creci, Barthelemi de Drach, trésorier des guerres, marque sur ses comptes l'argent donné à *Henri de Famechon, pour avoir poudres & autres choses nécessaires aux canons qui étoient devant Pui-Guillaume*. Cette époque est d'autant plus remarquable, que ceux qui ont écrit de l'invention du canon, la placent les uns vingt ans, & les autres trente ans plus tard.

Edouard ayant mis son armée sous les armes, la parcourut accompagné de ses deux maréchaux, animant le soldat à bien faire contre un ennemi qu'ils étoient en possession de battre depuis long-temps, leur représentant la nécessité où ils étoient de vaincre ou de périr, & faisant paroître sur son visage un air de gaieté & de confiance, qui en inspiroit à ceux qui le voyoient. Il fit distribuer à boire & à manger à tous les soldats, & leur ordonna de se reposer, sans quitter leurs rangs & leurs armes en attendant l'arrivée de l'ennemi.

Il ne furent pas long-temps sans le voir paroître. Le roi étoit parti d'assez grand matin d'Abbeville; & après avoir fait deux lieues, il avoit détaché quelques troupes sous la conduite des seigneurs de Noyers, de Beaujeu, d'Aubigni, & de Bascle dit le moine, pour aller reconnoître la disposition de l'armée Angloise. Ils s'approchèrent fort près du camp. Les Anglois à leur approche prirent leurs armes: mais nul ne se détacha du gros pour les charger.

Ces quatre chevaliers étant de retour, le roi fut surpris de ce que leur demandant des nouvelles des ennemis, ils paroissoient embarrassés, & chacun vouloit charger les au-

1346.

Villani, loc.
cit.
Premier usage
du canon.

Vide du Cange
in Glossar. verbo
bombarda.

Le roi va le re-
connoître.
Froissard, c. 134.

1346.

très de faire le rapport. Enfin le roi ordonna au Sire de Bas-
cle de parler. Il étoit au roi de Bohême, & passoit pour un
des vaillans chevaliers de son temps. (a) Il parla donc, &
dit : « Sire, nous venons de voir des gens dans la meilleure
» posture du monde, dans un très-bel ordre de bataille, qui
» nous attendent de pié ferme, & très-bien posés. Je trou-
» ve que votre armée marche fort en désordre, & que vos
» soldats en arrivant à la vûe de l'ennemi, seront fort fati-
» gués d'une si longue marche. Mon avis seroit que vous
» campassiez ici aujourd'hui, que vous différassiez jusqu'à de-
» main l'attaque de l'armée Angloise; que vous vous donnas-
» siez le loisir de faire un ordre de bataille plus exact & plus
» régulier, & que vous délibérassiez sur la maniere dont vous
» feriez l'attaque, & par quels endroits du camp vous la
» ferez. »

*Disposition de
l'armée Françoisse.*

Villani, loc.
cit.

Le roi approuva fort ce conseil, & envoya ordre aux trou-
pes qui étoient déjà fort avancées de s'arrêter : mais on eut
beau faire, on ne put en venir à bout. Celles qui marchaient
devant s'imaginèrent qu'on ne vouloit leur faire faire alte,
que pour donner la tête de l'armée à d'autres qu'à elles :
celles qui suivoient ne vouloient point s'arrêter tandis qu'el-
les voyoient marcher les autres : & ainsi le roi malgré lui
fut entraîné & contraint de suivre dans le plus grand désor-
dre du monde. Cependant en approchant du camp ennemi,
l'armée se trouva à peu près rangée en trois corps. Six mille
arbalétriers, la plupart Génois, conduits par Charles Gri-
maldi & Antoine Doria, étoient à la tête. Charles, comte
d'Alençon, frere du roi, commandoit le corps de bataille,
où il y avoit quatre mille hommes d'armes, & une grosse
infanterie. Le roi étoit à l'arrière-garde accompagné d'un
très-grand nombre de seigneurs. Dans cette armée étoit le
roi Jean de Bohême, qui, tout aveugle qu'il étoit, voulut y
assister avec son fils Charles, élu roi des Romains. Ce vieux
prince, dont le duc de Normandie avoit épousé la fille, fut
toujours jusqu'à la fin extrêmement attaché aux intérêts de
la France.

(a) Sa maison subsiste encore en connue en Champagne, sous le nom de
plusieurs branches, dont l'aînée est le Bascle d'Argenteuille.

Les Anglois laisserent approcher l'armée Françoisse sans branler, & sans même escarmoucher. Il n'y eut que les archers de la premiere ligne, qui voyant les arbalétriers Génois venir à eux, s'avancerent quelques pas, & commencerent à tirer d'une grande force. Il s'en fallut bien que les Génois répondissent de même. Ils avoient par malheur essuyé durant la marche un gros orage, & la pluie avoit lâché les cordes de leurs arbalètes, de telle sorte, que quand ce vint à tirer, ils ne pouvoient pour la plûpart les bander, ni s'en servir. Ce fut là la premiere cause du désordre : car se voyant accablés des fleches des Anglois, & foudroyés par le canon, ils commencerent à lâcher le pié, & à se renverser sur la seconde ligne où ils mirent la confusion.

1346.

Continuat. Nant.

Le comte d'Alençon, qui commandoit cette seconde ligne, indigné de la lâcheté des Génois, qu'il soupçonna même de trahison, cria à ses gens de faire main-basse sur ces traîtres ; & ceux-ci se trouvant en même temps exposés aux traits des ennemis, & affommés par les François, fuyoient de tous côtés.

Le prince de Galles profita de cet embarras, & fit avancer ses gendarmes, qui firent un terrible carnage. On se mêla, & le combat devint en cet endroit-là infiniment sanglant. Le comte d'Alençon avec la gendarmerie Françoisse, & le comte de Flandre avec ses troupes soutinrent bravement le choc ; & ayant fait une ouverture dans leur ligne, pour laisser fuir les Génois, allerent prendre en flanc le prince de Galles.

Bataille de Crécy
où les Anglois ont
l'avantage.

Le comte de Varvik ayant prévu le danger où ce jeune prince se trouva en effet, avoit envoyé un chevalier au roi d'Angleterre, pour lui demander un renfort. Edouard, qui du haut de la colline, où il demeura toujours avec son corps de troupes, voyoit la disposition des deux armées, demanda au chevalier, si le prince de Galles étoit mort. Non, Sire, (répondit le chevalier.) « Est-il blessé, (ajouta le roi :) il ne l'étoit pas encore quand je l'ai quitté, (repartit le chevalier.) Ho bien, (reprit le roi,) je veux que mon fils & ceux à qui je l'ai confié ayent tout l'honneur de la victoire.

1346.

Continuat. Nau-
gu.

« re. J'ai affaire de mes troupes pour d'autres usages, qu'il
 » vainque avec les siennes. » Cette réponse ayant été rap-
 portée au prince de Galles & au comte de Varvik, les piqua
 tellement d'honneur, qu'il redoublèrent leurs efforts, re-
 poussèrent le comte d'Alençon, qui fut tué sur la place, &
 mirent en déroute cette seconde ligne. Geoffroi d'Har-
 court, qui étoit avec le prince de Galles, & qui avoit vu
 la bannière de son frere Jean d'Harcourt parmi les troupes
 du comte d'Alençon, l'eût bien voulu rencontrer, pour le
 sauver : mais ce seigneur avoit déjà été tué avec son neveu
 le comte d'Aumale. Jean d'Harcourt étoit le premier de
 cette illustre famille, qui avoit été honoré du titre de com-
 te, ses ancêtres avant lui n'ayant porté que la qualité de
 barons.

Le roi s'avança en vain avec l'arrière-garde, pour soutenir
 le comte d'Alençon. Il eut son cheval tué sous lui, & fut
 secouru à propos par Jean de Hainaut, qui lui fit donner le
 cheval d'un de ses chevaliers. Il se trouva presque abandonné
 en un moment, & il ne vit plus autour de lui que soixante
 cavaliers, tout le reste ayant pris la fuite. Alors Jean de
 Hainaut le conjura de se retirer; & comme il n'en vouloit
 rien faire, il saisit la bride de son cheval, & l'emmena mal-
 gré lui.

Froissard, c. 131.

Le combat avoit duré jusqu'à deux heures avant dans la
 nuit : & les Anglois au milieu des tenebres n'étoient pas
 encore trop sûrs de leur victoire : mais ils commencerent à
 s'en assurer par le peu de bruit qu'ils entendoient au tour de
 leur camp. Le roi d'Angleterre fit allumer par-tout des feux,
 à la faveur desquels il vit la campagne abandonnée par les
 François. Alors il descendit de la colline avec les troupes
 qu'il avoit avec lui, qui n'avoient point combattu, & vint au
 quartier du prince de Galles, & lui dit en l'embrassant, ces
 paroles : *Beau fils, Dieu vous doint bonne persévérance : vous
 êtes mon fils, car loiaument vous vous êtes acquitté en ce jour ;
 je êtes digne de terre tenir.*

Le roi se retire à
Amiens.

Cependant le roi très-peu suivi gagna en piquant le châ-
 teau de Broie, qu'il trouva fermé. Il fit appeller le châte-
 lain, qui étoit venu aux creneaux, & ayant demandé qui

c'étoit , le roi lui cria : *Ouvrez , ouvrez , châtelain , c'est la fortune de France.* Le châtelain ayant reconnu sa voix , fit baisser les ponts-levis. Le roi entra , n'ayant avec lui que Jean de Hainaut , les seigneurs de Montmorenci , de Beaujeu , d'Aubigni , & de Montfort. Comme il n'étoit pas de sa prudence de s'enfermer dans cette petite place , il remonta à cheval , après avoir fait un léger repas fort à la hâte , & se fit conduire à Amiens par des guides que le châtelain lui donna.

1346.

Ce fut là le funeste succès de la bataille de Creci , dont Edouard fut redevable à sa sage conduite , à la bravoure de ses troupes , au malheur & à l'imprudence de ses ennemis. Il y eut selon quelques-uns , trente mille François de tués , selon d'autres vingt mille , en comptant ceux qui furent raillés en pieces le lendemain dans la déroute des communes de Rouen & de Beauvais , qui ne sachant pas ce qui s'étoit passé le jour précédent , venoient joindre l'armée , & se trouverent investis par les Anglois.

Froissard, c. 131.
Joan. Villani.
loc. cit.

Une infinité de noblesse François y périt ; sans parler du comte d'Alençon , & des autres que j'ai déjà nommés. Le roi de Bohême par un excès de bravoure , qui l'a rendu fameux dans l'histoire , & qui paroitra sans doute aux plus sages n'avoir gueres été de saison , sachant que la bataille étoit commencée , demanda à quelques chevaliers qui étoient auprès de lui , s'ils voudroient bien le mener à l'endroit où ils croyoient qu'étoit son fils Charles. Ils lui représenterent qu'étant aveugle , c'étoit se précipiter inutilement à la mort. « N'importe , (dit-il ,) je veux faire un coup d'épée , & il ne » sera pas dit , que je serai venu ici pour rien , me refuseriez- » vous cette amitié ? Sire , (reprirent-ils ,) nous vous accompagnerons par-tout. » Alors , pour ne le pas perdre dans la mêlée , ils attachèrent la bride de son cheval aux brides de leurs chevaux , & entrèrent avec lui dans le milieu de la bataille. Il y fut tué avec tous ceux qui l'accompagnoient : & on les trouva le lendemain morts les uns auprès des autres avec leurs chevaux encore attachés ensemble.

Perte des François.

Le comte de Blois , neveu du roi , Louis , comte de Flandre , le comte de Sancerre , le comte d'Auxerre , le duc de

Cap. 132.
Continuat. Nann.
gii.

1346.

Joan. Villani.

Lorraine, le duc de Bourbon, Grimaldi & Doria qui commandoient les Génois, plus de douze cents chevaliers furent tués sur la place. Quatre-vingts bannieres, que portoient les seigneurs Bannerets, furent trouvées sur le champ de bataille. Charles, fils du roi de Bohême y reçut trois blessures. Les historiens étrangers disent que le roi fut aussi blessé : mais les nôtres n'en disent rien. Il y eut un grand nombre d'autres blessés, & très-peu de prisonniers, parce que la nuit empêcha les Anglois de poursuivre les fuyards : cette défaite fut regardée comme une des plus sanglantes qui fût de long-temps arrivée à la France, & elle causa par tout le royaume autant de larmes & d'épouvante que celle qui arriva aux lignes de Courtrai du temps de Philippe le Bel.

*Suite qu'elle eut
pour les Anglois.*

Du caractère dont étoit le roi d'Angleterre, il n'avoit garde de manquer de mettre à profit une si belle victoire. Il comprit de quelle importance il lui seroit pour la suite d'avoir sur cette côte voisine de son royaume, un port qui pût lui donner une entrée facile en France : au lieu que jusqu'alors lui & ses prédécesseurs avoient été obligés de traverser un grand espace de mer, pour aller débarquer en Gascogne, ou de dépendre des Flamans, pour le faire en Flandre. Rien pour cela n'étoit plus à sa bienfaisance que Calais, séparé seulement de l'Angleterre par l'endroit le plus étroit de la Manche. Il résolut d'en former le siège malgré les grandes difficultés qu'il y prévoyoit. Il décampa de Creci le vingt-huitième d'Août, se présenta devant Montreuil & devant Boulogne, pour voir si la seule présence de son armée, vû la consternation de tout le pays, ne lui en feroit point ouvrir les portes. Ces places se trouverent bien garnies, & les commandans lui déclarerent, qu'ils étoient résolus de se bien défendre. Ainsi, sans s'y arrêter, il vint en désolant toute la campagne investir Calais.

Ils forment le siège de Calais, & passent l'hiver devant cette place.

Le commandant de la place étoit un vaillant chevalier Bourguignon, nommé Jean de Vienne, dont la résolution fit comprendre au roi d'Angleterre, non-seulement qu'il l'arrêteroit long-temps, mais encore qu'on auroit peine à le forcer. C'est ce qui lui fit prendre le parti de tâcher de l'atta-

Froissard, c. 122.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 391

mer, sans se mettre fort en peine du temps qu'il lui faudroit, pour le faire. La plus grande difficulté étoit de passer l'hiver campé autour de la place; car on étoit déjà au mois de Septembre. Il appréhendoit que les seigneurs aussi bien que les soldats de son armée ne se lassassent, & ne l'obligeassent à abandonner une entreprise, dont il vouloit absolument venir à bout. Pour aller au-devant de tous ces obstacles, voici comme il s'y prit.

1346.

A peu de distance de Calais un bras de la riviere de Haule s'en écarte du côté de l'occident, & laisse entre son lit, la mer, & la ville, un espace de terre assez étendu. Edouard fit bâtir en cet endroit comme une nouvelle ville, & construire des maisons de bois de charpente, que l'on couvrit de chaume & de genêt. Les rues aboutissoient à une place où se tenoit le marché le mercredi & le samedi. Il y avoit des boutiques, des halles, & des hôtelleries comme dans les bonnes villes, & on y apportoit de Flandre & d'Angleterre toutes sortes de marchandises, pour y trafiquer.

Cap. 133.

Dès que le commandant de la place vit qu'on le vouloit réduire par la famine, il mit dehors les bouches inutiles au nombre de dix-sept cents tant hommes que femmes & enfans. Le roi d'Angleterre leur permit de passer au travers de son camp, leur donna des vivres, & à chacun deux sterlins. Cette générosité lui fit beaucoup d'honneur dans le monde. Il demeura ainsi retranché contre la ville & contre les secours du dehors pendant près d'une année, durant laquelle il se passa plusieurs choses mémorables, tant en Guienne, qu'en Bretagne & en Angleterre, qu'il faut que je raconte ici.

Après la défaite de Creci, le roi envoya ordre à son fils le duc de Normandie, de lever le siège d'Aiguillon, que Gautier de Mauni avoit bravement soutenu jusqu'alors, & qu'il étoit en état de soutenir encore long-temps. Le duc décampa de devant la place le premier jour d'Octobre: * & après avoir mis des garnisons dans les principales forteresses de Guienne, s'achemina vers Paris, pour rassurer les esprits des peuples, qui étoient toujours dans une extrême consternation. Le comte de Derbi, lieutenant géné-

Cap. 134.

Continuat. Nangii & alii.
* Voyez la note ci-dessus, 1. 370.

1346.

ral du roi d'Angleterre, se voyant par cette retraite maître de la campagne, tira les troupes des garnisons, vint assiéger Mirebeau, & prit d'assaut la ville & le château. Il emporta pareillement Lusignan, dont il ne put forcer le château, s'empara de Taillebourg & de Saint-Jean d'Angeli, & fut repoussé de Niort. Il y donna en vain trois assauts, qui furent soutenus avec beaucoup de valeur par un chevalier qui y commandoit, nommé Guichard d'Angle. Il se saisit encore de Montreuil-Boivin, & d'autres petites places. Il se rendit maître de Poitiers, & l'abandonna, parce que la grandeur de la place demandoit une trop grosse garnison : & il se contenta de faire faire par les habitans serment de fidélité au roi d'Angleterre. Après ces conquêtes, qui lui ouvrirent tout le pays de delà la Loire, il mit ses troupes en quartier d'hiver.

1347.

Etat de la guerre en Bretagne.

La guerre n'étoit pas moins vive en Bretagne, où la comtesse de Montfort, toujours secondée des troupes d'Angleterre, tenoit tête à Charles de Blois. Il y eut divers petits combats à la campagne ; on prenoit & on reprenoit des places, sans qu'on en vint à aucune action décisive ou fort considérable, jusqu'à l'an 1347, qu'il se donna au mois de Juin un sanglant combat à l'occasion que je vais dire.

D'Argentré hist. de Bretagne.

Le comte de Northampton & Thomas d'Argone, qui commandoient les Anglois en Bretagne, s'étoient rendus maîtres de la Roche-de-Rien, à une lieue de Tréguier. C'étoit une forteresse importante, qui dominoit tout ce canton de la basse Bretagne. Charles de Blois résolut de la reprendre. Il fit un effort pour mettre ensemble deux mille hommes d'infanterie, seize cents hommes d'armes, quatre-vingts chevaliers, & vingt-trois bannieres.

Il investit la place, & posta une partie de ses troupes en un lieu nommé le Placeix-vert, dans la paroisse de l'Angonnet sur la riviere de Jaudi, & se logea lui-même de l'autre côté entre un moulin & une maladrerie, vers la porte appelée de Jumont. La place fut battue avec tant de violence, que le capitaine Richard Anglois, qui y commandoit, demanda à capituler. On ne voulut le recevoir qu'à discrétion : il ne put s'y résoudre : mais il manda à la comtesse de Montfort,

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 393
qu'il seroit obligé de le faire , s'il n'étoit promptement
secouru.

1347.

Elle ne put assembler que neuf mille hommes , dont il n'y
avoit que mille hommes d'armes , le reste n'étoit que de l'in-
fanterie. Ce corps marcha avec beaucoup de diligence , com-
mandé par Thomas d'Argone , Jean de Hartecelle , & un sei-
gneur Breton , appelé Tannegui du Châtel. Ils arriverent la
nuit à l'abbaye de Bégar, qui n'étoit pas fort loin de la Roche-
de-Rien.

Charles de Blois savoit bien que le secours venoit : mais
il ne le croyoit pas encore si proche. Il s'étoit persuadé que
si les ennemis attaquoient son camp , ce ne seroit que par
le Placeix-verd : & il avoit ordonné à celui qui comman-
doit en ce quartier - là , de ne point quitter ce poste quoi
qu'il arrivât , jugeant que les ennemis pourroient faire de
fausses attaques par d'autres endroits , mais que la véritable
se feroit là.

D'Argone s'étoit parfaitement instruit de la situation de la
place , de tous les environs , & de la disposition du camp
ennemi. Il résolut de l'attaquer pendant la nuit. Il donna le
mot du guet à tous ses soldats , & des marques pour se recon-
noître dans l'obscurité , & marcha après minuit droit au camp
des assiégés.

Il l'attaqua , non pas par le Placeix-verd , comme l'avoit
crû Charles de Blois , mais ayant passé la riviere de Jaudi
sur le pont d'Asiob , il vint tomber sur le quartier même de
Charles de Blois , entre le moulin & la maladrerie. Malgré la
surprise , ce poste fut vigoureusement défendu , & d'Argone
lui-même pris : mais il fut repris aussi-tôt par quelques-uns
de ses gens.

Tandis qu'on arrêtoit les assaillans à l'entrée du camp ,
Charles de Blois eut le temps de ranger ses troupes en batail-
le , & ayant fait allumer quantité de feux , pour mieux dé-
couvrir le nombre des ennemis , il vint à la tête de quelques
escadrons charger les Anglois. Ce fut là que le combat
devint très-sanglant. D'Argone y fut pris une seconde fois ,
sans que ses gens perdissent cœur pour cela. On ne reculoit
ni de part ni d'autre : mais ce qui donna la victoire aux Anglois,

*Combat entre les
deux partis.*

1347.

fut une sortie de cinq cents hommes que le commandant de la place fit à propos. Ils prirent à dos Charles de Blois, délivrèrent une seconde fois d'Argone, & firent une si grande exécution avec des haches d'une figure & d'une grandeur extraordinaires, qu'ils manioient avec beaucoup d'adresse, que le quartier fut forcé, & Charles de Blois mis tout-à-fait en déroute. Ceux du quartier de Placeix-verd auroient pû venir à son secours : mais ils observerent aveuglément l'ordre qui leur avoit été donné de ne point quitter leur poste, quoi qu'il arrivât. Ils ne combattirent point, & furent comme les autres, quand le camp eut été forcé. Il périt dans ce combat peu de noblesse de Bretagne : le vicomte de Rohan, le Sire de Laval, les seigneurs de Château-Briand & de Roye, les Sires Geoffroi Tournemine, de Rieux, Thibaud de Boisboicel, de Machecou, de Rosternen, de Loheac, de la Jaille, demeurèrent morts sur le champ de bataille. Le fils du seigneur de Laval, le Sire de la Roche-Bernard son frere, le Sire de Derval, le Sire de Quintin, Guillaume son fils, & Jean son frere furent pris prisonniers, & ce dernier y fut blessé.

Charles de Blois, voyant son armée en déroute, voulut faire retraite à la tête de quelques troupes, toujours en combattant, & gagner une colline appelée la montagne aux Meseaux. Il avoit avec lui le vicomte de Coetmen, & le maréchal de Beaumanoir. Les Anglois le poursuivirent & l'investirent de toutes parts. Il étoit déjà blessé de sept coups : il vit bien qu'il falloit mourir ou se rendre. Il fit appeller un chevalier Breton, qu'il reconnut parmi les ennemis, nommé par quelques-uns Everard, & par d'autres Tannegui du Châtel, & se rendit à lui. Le maréchal de Beaumanoir fut pris aussi, & ils furent conduits dans la Roche-de-Rien. Delà Charles fut transporté à Rennes, & quand ses blessures furent à peu près guéries, on le fit passer en Angleterre.

Affaires d'Angleterre & d'Ecosse.

La prison & puis la mort du feu comte de Montfort avoient obligé la comtesse sa femme à se charger du soin des affaires de la guerre. La duchesse de Bretagne se trouva dans la même nécessité par la prise de Charles de Blois son mari.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 395

mari. Elles s'en acquitterent parfaitement l'une & l'autre, & ne penserent pas plus à faire la paix que l'auroient fait leurs maris. Ce fut sans doute à leur exemple, que la reine d'Angleterre voulut aussi en une occasion se faire voir à la tête des armées, & remplacer le roi son époux, toujours occupé au siège de Calais. Philippe pour l'obliger à l'abandonner & à repasser en Angleterre, lui avoit suscité le roi d'Ecosse, qui dès que la treve faite entre les Anglois & les

Froissard, c. 137,
138.

Ecossois fut expirée, fit de grands préparatifs, pour entrer en Angleterre. Edouard n'en fut point ébranlé, & comptant sur la fortune, sur la prudence, & sur la résolution de la reine sa femme, il la chargea de défendre le royaume, & demeura dans son camp. David, roi d'Ecosse, à la tête d'une armée de cinquante mille hommes, entra en Angleterre par le Northumberland, où il fit de très-grands ravages, & ses partis couroient jusqu'à Yorck, où la reine d'Angleterre faisoit son séjour ordinaire depuis quelque temps, pour observer de plus près les démarches des Ecossois. Cependant elle assembloit les troupes Angloises, & quoiqu'elle n'eût pas encore tout ce qu'elle attendoit, elle s'avança jusqu'à Newcastle sur le Thin, fort près du lieu où l'armée ennemie étoit campée. Quand elle eut reçu la plupart de ses troupes, elle accepta le défi du roi d'Ecosse pour la bataille; elle alla elle-même dans le champ où l'on rangeoit l'armée, parcourut tous les rangs, pour animer les commandans & les soldats à bien faire leur devoir, & ne se retira dans Newcastle, que quand on fut prêt de donner. Le combat fut sanglant, les Ecossois furent battus, & le roi pris prisonnier. Tel étoit par-tout le bonheur d'Edouard, pour le malheur de la France.

La reine n'ayant plus gueres à craindre du côté de l'Ecosse, voulut aller elle-même recevoir du roi son mari les complimens de sa victoire. Elle confia la garde du Nord d'Angleterre aux seigneurs de Prei & de Neuville, vint à Londres, où elle fit mettre le roi d'Ecosse dans la tour avec le comte de Mourai & les autres seigneurs Ecossois pris à la bataille, & puis s'embarqua pour Calais avec un grand

1347.
Cap. 139.

nombre de dames , & arriva au camp trois jours avant la Toussaints. Elle y fut reçue avec la joie & les honneurs qu'on peut imaginer. Ce ne fut pendant plusieurs jours que festins , & réjouissances en l'honneur des dames qu'on y régaloit avec autant de magnificence que l'on eût pû faire à Londres.

Triste état de la France.

Continuat. Nangii.

Ce n'étoit pas de même en France , où l'on ne voyoit partout que misères. Le pays étoit désolé aux environs de la capitale , & dans ce grand espace que les Anglois avoient parcouru , en ravageant depuis l'extrémité de la basse Normandie jusqu'aux frontieres de Picardie. C'étoit la même chose au-delà de la Loire , principalement dans le Poitou & dans la Xaintonge. Par-dessus tout cela vinrent les impôts excessifs , que le roi fut obligé de lever , pour prévenir le danger pressant de l'état , le rehaussement des monnoies qui ruinoit le commerce , les insolences & les extorsions des soldats , & la licence de la noblesse , que le roi n'osoit réprimer , de peur de la chagriner dans des conjonctures où il avoit un extrême besoin d'elle. Il ne se pressoit pas néanmoins d'aller au secours de Calais , espérant que l'hyver contraindrait le roi d'Angleterre , malgré qu'il en eût , à lever le siège , sur-tout s'il pouvoit détacher de ses intérêts les Flamans , qui fournissoient aux Anglois des vivres en abondance. Ce n'étoit pas une chose facile à cause de la haine de cette nation contre les François , qui lui étoit comme héréditaire depuis plus d'un siècle. Ils s'étoient même assemblés en corps d'armée depuis la bataille de Creci , & étoient venus assiéger Bethune , ayant à leur tête Oudard de Renti , seigneur François , disgracié depuis quelque temps , & qui s'étoit réfugié en Flandre. La résistance de Geoffroi de Charni , que le roi avoit fait commandant de la place , rendit leurs efforts inutiles , & les obligea de lever le siège.

Négociations faites pendant l'hyver.
Froissard, c. 140.

Louis , comte de Flandre , avoit été tué à la journée de Creci , & avoit laissé un fils de même nom que lui , qui n'avoit encore que quinze ans. Il avoit toujours été élevé à la cour de Philippe. Il y étoit encore , & étoit autant François d'inclination , que les Flamans étoient envenimés contre la

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 397

France. Le roi d'Angleterre entreprit de le gagner, en lui offrant sa fille Isabelle en mariage. Il envoya aux Communes de Flandre, pour les engager à seconder ce dessein, leur promettant de ne point finir la guerre, qu'il n'eût fait réunir au comté de Flandre la châtellenie de Lille, Douai, Orchies & Bethune. C'étoit les prendre par l'endroit le plus sensible: car ce démembrement, qui s'étoit fait sous le regne de Philippe le Bel, leur tenoit toujours fort au cœur. Les Flamans conclurent le traité avec lui, & lui promirent de ne jamais reconnoître Louis pour leur comte, qu'à condition qu'il épouserait la princesse.

1347.

D'autre part, Jean duc de Brabant avoit la même vue pour sa fille, que le roi d'Angleterre pour la sienne. Philippe s'y étoit opposé jusqu'alors, étant mécontent de ce duc, pour les grandes liaisons qu'il avoit toujours entretenues avec le roi d'Angleterre. De sorte qu'il avoit traversé non-seulement ce mariage, mais encore d'autres mariages avantageux à la fille du duc, & il avoit fait en sorte que le pape refusât les dispenses nécessaires à cause de la parenté, qui étoit entre la fille du duc & les princes à qui son pere l'avoit destinée en divers temps. Le duc de Brabant profita de la conjoncture présente: & connoissant les grands intérêts que le roi de France avoit à empêcher le mariage d'Isabelle d'Angleterre avec le comte de Flandre, le pria de le seconder dans cette négociation, & se fit fort de détacher les Flamans d'avec l'Angleterre, si le comte de Flandre épousait sa fille. Le roi ne balança pas à prendre ce parti, & il n'eut pas de peine à y déterminer le jeune comte, qui ne pouvoit souffrir les Anglois, qu'il regardoit comme les auteurs de la mort du comte son pere.

Harzi annales
Brabant.

Le duc de Brabant s'étant ainsi assuré du roi de France, traita secrètement avec les Flamans, & si efficacement, qu'il les gagna. Ils convinrent avec lui de faire venir le jeune comte en Flandre, de le reconnoître pour leur seigneur, de le remettre en possession paisible de l'héritage de ses ancêtres, & de s'unir étroitement avec le Brabant par le moyen du mariage proposé. Ils envoyèrent à Louis une solennelle ambassade, pour le prier de venir prendre le gouvernement

Froissard, loc. cit.

de ses états , de rendre ses bonnes grâces à des sujets , qui ne souhaitoient rien plus passionnément, & de suivre le conseil qu'ils lui donnoient d'épouser la fille du duc de Brabant , pour rétablir une parfaite union entre deux peuples voisins , qui n'auroient rien à craindre de leurs ennemis , tandis qu'ils seroient en bonne intelligence. Ces ambassadeurs furent parfaitement bien reçus , le comte partit aussi-tôt pour la Flandre , où toutes les villes lui donnerent les marques d'attachement , de respect & de tendresse qu'il pouvoit souhaiter.

Le roi d'Angleterre averti de ce changement des Flamans , ne se rebuta point. Il envoya promptement les comtes de Northampton & d'Arondel , & le seigneur Renaut de Gobehen aux principales villes de Flandre , pour les fommer de leur parole , leur représenter les avantages qu'ils perdoient en rompant le traité qu'ils avoient fait ; qu'un comte tout François tel que le leur , joint au duc de Brabant les livreroit au roi de France pour les dépouiller ensuite de leur liberté & de toutes leurs franchises , qu'ils avoient conservées jusqu'alors avec tant de peines , tant de dépense & tant de sang ; qu'étant destitués du secours du roi d'Angleterre , ils seroient bientôt contraints de subir un joug qu'il leur seroit après impossible de secouer. Ces motifs ranimerent le parti que les Anglois avoient parmi les bourgeois , dont plusieurs n'avoient consenti qu'avec peine au traité fait avec le duc de Brabant. Les autres furent regagnés à force de présens & de promesses : de sorte que personne n'osa plus parler en faveur du duc de Brabant : & il fut arrêté que le comte de Flandre épouserait au plutôt la princesse d'Angleterre : mais il étoit question de l'y faire consentir lui-même.

Les communautés de Flandre lui députerent pour cela quelques-uns de leurs membres , qui furent très-mal reçus : & ils n'eurent point d'autre réponse , sinon qu'il ne se résoudroit jamais à épouser la fille de celui qui avoit tué son pere ; c'est ainsi qu'il s'exprimoit. Les Flamans , toujours portés à la violence , voyant qu'ils ne pouvoient rien gagner sur son esprit , ni par les prières , ni par les avantages

qu'ils vouloient lui faire voir dans l'alliance dont il s'agissoit, lui donnerent des gardes; & quoiqu'ils ne le missent pas tout à fait en prison, il n'avoit liberté d'aller nulle part sans cette désagréable escorte qui le gardoit à vue, & on ne lui permettoit pas même d'aller prendre l'air dans la campagne.

Ce jeune prince s'ennuya bientôt d'un état si gênant, & fit semblant de condescendre à la volonté des Flamans, qui donnerent aussi-tôt avis au roi d'Angleterre de la disposition où ils avoient mis leur comte. On ne perdit point de temps, on convint d'une entrevûe à Bergues Saint Vinox, où le comte se rendit avec un grand cortège de Flamans. Le roi & la reine d'Angleterre y menerent la princesse Isabelle. Edouard fit au comte mille caresses, auxquelles il parut être sensible, & sans différer davantage, on le fiança, pour faire le mariage quelques semaines après.

Les Flamans fort satisfaits de leur comte le ramenerent avec eux, & lui laisserent désormais d'autant plus de liberté, qu'il affectoit de faire paroître beaucoup d'impatience pour l'accomplissement du mariage: mais il les trompoit, & il leur échappa. Ce fut dans la semaine Sainte, huit ou dix jours avant le jour marqué pour la cérémonie des nûces. Le comte étant sorti de Gand le mercredi comme pour aller à la chasse du héron, son fauconnier lâcha un faucon & lui un autre, qu'ils suivirent en piquant. Le comte avoit eu soin ce jour-là de prendre un cheval très-vîte. Dès qu'il fut un peu écarté de sa troupe, il courut à toute bride vers un endroit de l'Escaut, où deux gentilshommes ses confidens l'attendoient avec des chevaux frais. L'un s'appelloit Louis Vandenvalle, & l'autre Roland de Poukes. Ils passerent la riviere à la nage, & ne s'arrêtèrent point qu'ils n'eussent gagné l'Artois. De là ils allerent à Paris, où le roi reçût le comte avec la joie qu'on peut s'imaginer. Le roi d'Angleterre eut beaucoup de chagrin de cette fuite. On en fit des chansons à la cour de France, dans lesquelles la princesse Isabelle déplorait son malheur. Mais, pour ôter toute espérance au roi d'Angleterre, le comte de Flandre peu de temps après épousa Marguerite fille de Jean duc de Brabant, suivant les intentions du roi.

1347.

Meycrus.

Continuatio
Nangii.

1347.
*Suite du siège de
Calais.*

L'hyver se passa à ces négociations, & en divers petits combats entre les Anglois & les garnisons des places Françoises voisines de Calais. Edouard étoit toujours constant dans la résolution d'avoir la place à quelque prix que ce fût. Le commandant étoit aussi très-déterminé à la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Tout consistoit d'une part à la secourir d'hommes & de vivres, & de l'autre à empêcher ce secours. Chacun de son côté pensa dès le commencement de l'été à prendre pour cela ses mesures.

*Le roi y marche
avec une armée.
Froissard, c. 140.*

Les assiégés étoient réduits à une grande disette. Rien ne leur venoit du côté de la terre, & presque rien du côté de la mer. Tout ce qu'ils recevoient de vivres leur étoit apporté par le moyen de deux habitans d'Abbeville, l'un nommé Marante, & l'autre Mestriel, hommes hardis, qui connoissoient parfaitement bien la côte, & qui entrèrent souvent durant le siège dans le port de Calais, & en sortirent toujours poursuivis par les Anglois, dont ils évitèrent toutes les embuscades : mais ces petits secours n'empêcherent pas que la disette n'augmentât tous les jours. Ils en furent même tout-à-fait privés par le moyen d'un fort que le roi d'Angleterre fit construire sur une langue de terre à l'entrée du port ; de sorte qu'on étoit réduit dans la place à manger les chevaux & les autres animaux domestiques. Il n'y avoit plus d'espérance que dans un effort contre le camp des Anglois. C'est à quoi le roi se disposa. Il assemble une nombreuse armée à Amiens, d'où il vint par Arras & par Hedin à la vûe de Calais.

Le roi d'Angleterre étoit bien averti de tout, & se prépara de son côté à faire tête aux François. Il ajouta de nouvelles fortifications à son camp, il fit approcher des Dunes plusieurs vaisseaux, sur lesquels il y avoit du canon, & posta au pont de Nieullai le comte de Derbi, qui étoit venu de Gascogne le joindre par mer. C'étoit une nécessité aux François de venir par un de ces deux endroits, à cause des marécages dont le reste de la ville est entouré.

*Il envoie reconnoître le camp
des Anglois.*

Le roi étant arrivé à Sangate, envoya les maréchaux de Beaujeu & de S. Venant, pour reconnoître le camp des Anglois, & déterminer les endroits par où l'on feroit l'attaque.

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 401

Ils furent épouvantés de ce qu'ils virent. Ils dirent au roi, que ce camp étoit inaccessible, & que d'en tenter l'attaque, ce seroit mener des foldats à la boucherie. Sur ce rapport le roi prit le parti d'envoyer offrir la bataille au roi d'Angleterre, & lui proposer de convenir ensemble du lieu. Il donna cette commission aux seigneurs Geoffroi de Charni, Eustache de Ribeaumont, Gui de Nesle, & au maréchal de Beaujeu; & leur ordonna en même temps de bien remarquer en passant l'état du camp & des retranchemens.

Le comte de Derbi les reçut au pont de Nieullai, lui-même leur fit considérer la situation & les fortifications du camp, qu'ils admirèrent. Ayant été admis à l'audience du roi d'Angleterre, le seigneur de Ribeaumont porta la parole, & exposa le sujet de sa commission. Edouard lui répondit que Philippe lui retenoit injustement la couronne de France; qu'elle lui appartenoit, & qu'il étoit résolu de soutenir son droit; qu'il y avoit près d'un an qu'il l'attendoit devant Calais, dont la prise lui étoit assurée; qu'il y auroit de l'imprudence d'exposer au sort d'une bataille une conquête qui ne pouvoit lui manquer, & pour laquelle il avoit essuyé tant de fatigues, & fait tant de dépense; que c'étoit à son ennemi à chercher les moyens de le forcer dans son camp, & qu'il n'avoit point d'autre réponse à lui rendre.

Le roi très-persuadé de l'impossibilité qu'il y avoit à réussir dans cette entreprise, demeurait néanmoins toujours à la vue du camp, pour donner courage aux assiégés, & les empêcher de se rendre, parce qu'il attendoit l'arrivée des cardinaux Etienne, du titre de S. Jean & de S. Paul, & Annibal évêque de Tusculum, qui venoient de la part du pape, pour faire des propositions de paix. Ils arrivèrent en effet, & présentèrent des lettres de la part du pape au roi & à la reine d'Angleterre & au prince de Galles, où il les conjuroit de faire au moins une trêve. Le roi d'Angleterre, pour ne pas tout refuser aux cardinaux, consentit à une conférence entre les députés que les deux rois nommerent. Il nomma de son côté le comte de Northampton, le comte

1347.
Cap. 145.

*Il se retire dans
l'impossibilité de
leur faire lever le
siège.*

*Epist. Clement.
apud. Rainald.*

1347.
Froissard, loc.
cit.

de Derbi, les seigneurs Renaut de Gobehen & Gautier de Mauni. Les députés du roi furent le duc de Bourgogne, le duc de Bourbon, Louis de Savoye & Jean de Hainaut comte de Beaumont. Ces conférences se tinrent durant trois jours, pendant lesquels Edouard continua de fortifier son camp par de nouveaux retranchemens. On ne put jamais rien avancer dans ces conférences, le roi de France demandant pour première condition, que le roi d'Angleterre levât le siège, & ce prince voulant avant toutes choses qu'on lui remît Calais entre les mains. Les cardinaux voyant qu'ils ne gagnoient rien, prirent congé des deux rois, & se retirèrent à saint Omer. Dès le lendemain le roi décampa, & fit comprendre par sa retraite aux assiégés, qu'il n'y avoit plus de secours à attendre. Les Anglois donnerent sur la queue de l'armée, enleverent quelques bagages, & firent quelques prisonniers.

*Extrémisté de la
ville.*

Ce fut une étrange consternation dans la ville, vû l'état où elle étoit réduite par le défaut de vivres, qui manquoient entierement. Les bourgeois allerent trouver le commandant Jean de Vienne, & le conjurerent de demander à capituler, & de leur obtenir les plus tolérables conditions qu'il pourroit. Ce seigneur ne put refuser une si juste demande à des gens qui avoient donné tant de marques de courage pendant un si long siège, & conservé avec tant de patience une parfaite fidélité à leur souverain. Il monta sur la muraille, & fit signe aux sentinelles avancées qu'il vouloit parler.

Cup. 146.

Le roi d'Angleterre lui envoya les seigneurs Basset & de Mauni. « Mes seigneurs, (c'est ainsi que les chevaliers se » traitoient alors entr'eux) mes seigneurs, (leur dit-il,) » vous êtes vaillans chevaliers, le roi mon maître m'avoit » confié cette place. Il y a près d'un an que vous m'y assié- » gez ; j'y ai fait mon devoir, aussi-bien que ceux qui y sont » renfermés avec moi. Nous n'avons plus aucune espérance » de secours. Je sai que vous n'ignorez pas l'état où nous a » réduit la disette de vivres, nous sommes résolus de nous » rendre ; l'unique grace que nous demandons, c'est qu'on » nous assure la vie & la liberté ».

Mauni

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 403

Mauni lui répondit, qu'il savoit à peu près les intentions du roi d'Angleterre : qu'il étoit si irrité contre les habitans de Calais, pour les pertes qu'ils lui avoient causées à lui & à ses sujets sur mer & sur terre, qu'il étoit résolu de ne les recevoir qu'à discrétion, pour tirer d'eux tel châtiment & telle rançon qu'il jugeroit à propos. Le gouverneur lui représenta, que ce n'étoit point là la maniere dont on devoit en user envers de braves gens ; que si quelqu'un des chevaliers Anglois avoit été à sa place, il auroit fait & dû faire pour son prince, ce que lui avoit fait pour le sien ; & que le roi d'Angleterre étoit trop généreux, pour ne pas louer la fidélité que les habitans de Calais avoient fait paroître pour leur souverain ; qu'au reste si on les jettoit dans le désespoir, ils se défendroient jusqu'au bout, & qu'ils étoient résolus de périr les armes à la main, plutôt que de s'exposer à mourir par la main d'un bourreau : mais qu'ils espéroient que lui-même plaideroit leur cause auprès du roi d'Angleterre.

1347.

Mauni & Basset firent leur rapport au roi, qu'ils trouverent inflexible. Mauni lui représenta, qu'en usant de cette sévérité il donnoit un exemple que le roi de France en pareille occasion pourroit imiter contre les chevaliers Anglois, & contre les autres sujets de la couronne d'Angleterre : & que s'il ne vouloit avoir nul égard pour les assiégés, il devoit en avoir pour ses serviteurs.

Le roi après avoir pensé quelque temps, lui répondit en ces termes. « Sire Gautier, vous direz au capitaine de la » ville, que la plus grande grace qu'il pourra trouver en » moi, c'est qu'ils se partent de la ville six des plus notables » bourgeois, les chefs tout nuds & tous déchaussés, les » hars au col, & les clés de la ville & du châtel en leurs » mains, & de ceux je ferai en ma volonté, & le remanant » je prendrai à merci ».

*Dures conditions
que le roi d'An-
gleterre en exige.*

Les deux mêmes seigneurs allerent porter la réponse du roi au gouverneur, qui demanda quelques heures, pour faire la proposition à la garnison & aux bourgeois. Il les rassembla dans la place de la ville, & leur exposa les intentions du roi d'Angleterre. Ces pauvres bourgeois tout con-

1347.

Générosité admirable de six bourgeois qui se dévouent pour la patrie.

sternés ne répondirent que par leurs larmes & leurs gémissemens, tous regardant le malheur de leurs chefs comme le leur propre. Un tel spectacle tira les larmes des yeux du gouverneur : mais il falloit prendre son parti. Alors un des principaux bourgeois, nommé Eustache de S. Pierre, prit la parole ; il parla avec un courage & une fermeté qui auroit fait honneur à ces anciens citoyens Romains du temps de la république, & dit qu'il s'offroit à être la première victime pour le salut du reste du peuple, & que plutôt que de voir périr tous ses compatriotes par le fer & par la faim, il vouloit être un des six qu'on livreroit à la vengeance du roi d'Angleterre. Cet exemple en fit parler un autre de la même manière appelé Jean d'Aire ; deux autres nommés Jacques de Wuisant, & Pierre son frere en firent autant : ils étoient tous quatre parens ; enfin deux autres des plus considérables de la ville, qui ne sont point nommés dans l'histoire, mais qui méritoient de l'être, firent le cinquième & le sixième.

Le gouverneur partit sur le champ, pour porter la réponse aux deux seigneurs Anglois, & les pria d'aller à la porte de la ville recevoir les six bourgeois. On les leur livra, & dans l'équipage que le roi d'Angleterre avoit ordonné, au milieu des cris confus & lamentables du peuple, qui pleuroit déjà leur mort. Ils furent présentés à ce prince en présence de sa cour & de son armée, ils se jetterent à ses piés ; ils lui demanderent leur grace, qu'il leur refusa jusqu'à ce que la reine touchée de compassion sur le récit que le seigneur de Mauni fit de la générosité de ces six hommes, qui se sacrifioient, pour sauver le reste des habitans de leur ville, se jeta à genoux devant le roi fondant en larmes, & désarma sa colere. Elle les fit venir dans son appartement, & leur fit donner à manger, des habits & quelque argent, pour aller où ils voudroient.

Cap. 147.

Ce qui suivit ne fut gueres moins lugubre, pour la plupart de ceux qui se trouverent dans Calais. Le roi d'Angleterre envoya le seigneur de Mauni, & les comtes de Varvik & de Stafort prendre possession de la ville. Ils arrêterent prisonniers par ordre du roi le commandant, &

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 405

tous les autres chevaliers. Ils ordonnerent aux soldats de mettre toutes leurs armes en un monceau dans le marché, & déclarerent à tous les habitans, hommes, femmes & enfans, qu'il falloit sans délai quitter la ville, & aller s'établir ailleurs. Ils retinrent seulement un prêtre; & deux des plus anciens habitans, pour être instruits des revenus de chaque famille.

Tous ces malheureux exilés sortirent, & passerent au travers de l'armée Angloise avec une contenance aussi triste qu'on peut l'imaginer de gens qui perdent tout, & dont plusieurs se voyoient passer en un moment d'une grande richesse à une extrême pauvreté. Dès que le château eut été préparé pour loger le roi & la reine, ils entrèrent triomphans dans la ville au bruit des tambours & des trompettes, le troisième jour d'Août. Ils y demeurèrent jusqu'aux couchés de la reine, qui y mit au monde une princesse, que l'on nomma Marguerite. Le roi donna en propriété aux principaux seigneurs de son armée les plus belles maisons de la ville, la repeupla d'Anglois, y fit établir des plus gros marchands de Londres, la mit en défense & en état de ne rien craindre. Elle a demeuré entre les mains de ses successeurs pendant plus de deux cents dix ans, jusqu'à ce qu'elle fut reprise en 1558 par François duc de Guise, sous le regne de Henri II.

Au reste le roi de France ne fut pas méconnoissant de la fidélité des habitans de Calais; & c'est une malignité de l'écrivain contemporain dont j'ai pris le détail de ce siège, ou plutôt une négligence à s'instruire de ce qui se passoit en France, qui lui a fait dire le contraire. Dans un registre des anciennes ordonnances, on en voit une (a) datée du huitième de Septembre de l'an 1347, en faveur des habitans de Calais, par laquelle le roi leur octroye & donne toutes les forfaitures, biens meubles & héritages qui écherront au roi, pour quelque cause que ce soit: comme aussi tous les offices quels qu'ils soient vacans, dont il appartient au roi, ou à ses enfans d'en pourvoir, pour la fidélité qu'ils ont gardée au roi, & jusqu'à ce qu'ils soient tous & un chacun récompensés des

(a) Citée par du Tillet, Recueil des Traités, &c.

1347.

Reddition de la place.

Froissard.

1347.

Ibid.

pertes qu'ils ont faites à la prise de leur ville. Deux ans après il fut déclaré par un arrêt que les offices du parlement n'étoient point compris en cette ordonnance, parce qu'ils devoient être donnés, *pour mérites & suffisances, & non point pour récompense de pertes.*

Treuve entre les deux rois.

Le roi d'Angleterre, après la prise de Calais, se rendit beaucoup plus facile pour la treuve. (a) Le cardinal Gui de Boulogne la fit conclure pour jusqu'après la saint Jean prochaine, chacun demeurant en possession de ce qu'il tenoit. Cette treuve fut prorogée à diverses reprises, jusqu'à l'an 1350.

1348.

Famine & peste en France.
Continuat. Nangii.

La France n'en fut gueres plus heureuse. La famine causée par la guerre fut suivie d'une peste, qui fit sur-tout à Paris un ravage effroyable pendant deux ans. Elle se répandit dans les autres parties de l'Europe. On en fit les Juifs responsables, comme s'ils avoient empoisonné les eaux. Une infinité furent mis à mort sur ce soupçon, qui apparemment étoit faux, & l'on en vouloit plus à leurs biens qu'à leurs personnes.

Froissard, c. 148.

Dessin de surprendre Calais sans succès.

Cap. 150.

La treuve ne s'observa pas avec beaucoup d'exaétitude; soit entre les Ecoissois & les Anglois, soit en Guienne, où l'on surprit de part & d'autre divers châteaux, soit en Bretagne, où le parti de Charles de Blois reprit la Roche-de-Rien: à cela près néanmoins il ne se passa rien de considérable, en ces quartiers-là. Il y eut une autre infraction de la treuve du côté de Picardie, qui eût eu plus de suite, si un dessein parfaitement bien concerté n'eût pas été découvert. Geoffroi de Charni, qui commandoit à saint Omer, & sur toute cette frontiere, entreprit de surprendre Calais, sans en rien dire au roi, sûr qu'il étoit, que si la chose réussissoit, il ne seroit pas désavoué; & voici comme il s'y prit.

Le roi d'Angleterre avoit confié la garde de cette importante place à un Italien nommé Aimeri de Pavie, qui avoit été son gouverneur pendant son enfance. C'étoit un bon soldat, mais qui avoit beaucoup plus de passion pour

(a) Les lettres du pape marquent que Etienne Aubert & Annibal Cellano, cette treuve fut ménagée par les cardinaux

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 407

l'argent que pour la gloire. Charni connoissoit parfaitement la foible de cet homme. Il le fit tenter par cet endroit. Le marché fut conclu : & Aimeri s'engagea à lui livrer la place pour vingt mille écus dans un certain temps dont ils convinrent. Il fut trahi, & le roi d'Angleterre averti du traité.

1348.

Ce prince, sans tarder envoya ordre sous quelque prétexte à Aimeri, de le venir trouver à Westminster. Celui-ci persuadé que la chose étoit demeurée très-secrete, passa la mer, & vint trouver le roi, qui l'ayant fait entrer seul dans son cabinet, lui reprocha sa perfidie, & lui fit le détail de toute la conjuration. Le gouverneur se voyant convaincu, se jeta à ses piés confessant son crime, & le suppliant de le lui pardonner. « Je te le pardonne, (dit le roi,) mais à condition que tu me livreras les François par qui tu t'es laissé corrompre. » Cet Italien fut trop heureux d'en être quitte pour une seconde trahison. Le roi d'Angleterre le renvoya après avoir concerté la chose avec lui, & pris ses autres suretés.

Comment il manqua.

La place selon le traité devoit être livrée la nuit du dernier de Décembre au premier de Janvier. Peu de jours auparavant le roi d'Angleterre avoit fait tenir un vaisseau prêt à Douvres, où Gautier de Mauni se rendit avec trois cents hommes d'armes & six cents archers. Quand tout fut prêt, le roi avec le prince de Galles partit secretelement de la cour, & monta déguisé sur le vaisseau, & comme un simple gentilhomme qui suivoit la bannière du seigneur de Mauni. Il fit en sorte que le vaisseau n'arrivât à Calais qu'à l'entrée de la nuit. Il entra dans le château sans que personne en fût rien, & s'y tint jusqu'au jour marqué, qui étoit proche.

1349.
Cap. 151.

Le seigneur de Charni ayant rassemblé à Arras quelques troupes, qui excepté quelques seigneurs à qui il confia son secret, ne savoient où il les menoit, arriva auprès de Calais vers le minuit. Il envoya deux de ses écuyers à la porte du château, où ils trouverent Aimeri qui les attendoit. Ils lui demanderent s'il étoit temps de faire avancer les troupes. Il répondit qu'oui. Charni sur cette réponse fit passer le pont de Nieullai à tout son monde, & détacha douze chevaliers

E e iij

avec cent armures de fer, (c'est ainsi qu'on appelloit en ce temps-là des gens armés de pied en cap,) pour se rendre maîtres du château. Il se tint à quelque distance de la porte appelée la porte de Boulogne, par où il devoit entrer avec le reste de ses troupes.

Oudart de Renti, qui depuis la treve s'étoit remis dans les bonnes grâces du roi, commandoit ceux à qui le château devoit être livré, & étoit chargé de vingt mille écus qu'il mit en entrant entre les mains du gouverneur. Celui-ci les conduisit dans la grosse tour. Il n'y fut pas plutôt, que deux cents lanciers criant de toute leur force, *Mauni, Mauni, à la recousse*, sortirent de leur embuscade, & investirent ceux qui étoient entrés. Le roi d'Angleterre parut à l'instant. Il n'y avoit pas moyen de se défendre, & il fallut se rendre.

Cependant la porte de la ville ne s'ouvroit point : sur quoi Charni, qui se croyoit sur de son coup, dit en riant aux chevaliers qui étoient avec lui, que ce Lombard ne s'appercevoit pas qu'il les faisoit mourir de froid ; à quoi le seigneur Pepin de Verre répondit : « Vous avez affaire à un » homme qui compte vos florins, & qui n'en recevra pas un » qui ne soit de poids. » Dans ce moment la porte s'ouvrit avec grand bruit, & il en sortit quantité de cavaliers & plusieurs bannières, criant *Mauni, Mauni, à la recousse*. Charni vit bien qu'il étoit trahi. Il dit aux chevaliers qui étoient avec lui, « Mes seigneurs, si nous fuyons, nous » sommes perdus ; car nous serons coupés avant que de » pouvoir gagner le pont de Nieullai : il faut faire ferme, » arrive qui pourra. » Ils lui promirent de ne le point abandonner, & de périr avec lui. Comme leurs chevaux n'en pouvoient plus de fatigue, ils les quitterent, & formèrent un bataillon, étant chacun armés de leurs lances.

Il commençoit à faire jour, & l'on pouvoit se voir de part & d'autre. Le roi d'Angleterre étoit à pié armé de toutes pièces sous la bannière du seigneur de Mauni, sans aucune distinction qui le fit reconnoître. Mauni détacha six bannières avec autant d'escadrons, pour aller se saisir du pont de Nieullai. Ils furent arrêtés par quelque cavalerie

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 409

Françoise, qui étoit entre le pont & Calais. Il y eut là un rude choc ; mais les François accablés par le nombre furent enfoncés & mis en déroute : environs six cents furent tués ; quelques-uns se sauverent par le pont , où le seigneur Monau de Frêne & le Sire de Cresque soutinrent long-temps l'effort des Anglois.

1349.

Durant qu'on se battoit de ce côté-là , le roi d'Angleterre vint à la tête de son bataillon attaquer celui de Charni. Il fut reçu de la maniere qu'on pouvoit attendre des plus braves chevaliers de France. Parmi eux le roi d'Angleterre remarqua Eustache de Ribau mont , qui faisoit des prodiges , renversant à droit & à gauche tout ce qui se rencontroit à la portée de son sabre. Il prit envie à ce prince de s'éprouver avec lui ; il avance hors du bataillon , & lui crie , *à moi Ribau mont* : il y fut aussi-tôt. Ils commencèrent à donner l'un sur l'autre d'estoc & de taille , parant & attaquant avec une adresse & une force merveilleuse. Ribau mont assena un si terrible coup , que le roi d'Angleterre en tomba à genoux ; mais il se releva au même moment couvert de son bouclier. Cela arriva deux fois , & sans la bonté extraordinaire de ses armes , il eût été assommé. Ce duel dura assez long-temps , & cependant le bataillon François fut défait. Ribau mont se voyant presque seul , recula de quelques pas , & s'arrêtant , dit au roi d'Angleterre , sans le connoître encore , « Sire » chevalier , je me rends votre prisonnier , » & en même temps lui présenta son épée. Tout ce qu'il y avoit là de chevaliers François fut pris ou tué.

Bravoure du roi d'Angleterre.

Les prisonniers furent conduits au château de Calais , où le roi d'Angleterre les ayant fait venir devant lui , leur apprit qu'il étoit bien plus près d'eux qu'ils ne pensoient. Il les traita fort civilement , loua leur courage & les belles actions qu'il leur avoit vû faire. Il leur fit l'honneur de les faire asseoir à sa table , où ils demeurèrent jusqu'après le premier service : car au second , par respect pour le roi & le prince de Galles , les chevaliers d'Angleterre , & les chevaliers François se leverent , & allerent se mettre à une autre table qui leur étoit préparée.

Après le souper le roi d'Angleterre marchant dans la

Effet de sa générosité.

1349.
Cap. 12.

chambre, parloit tantôt à l'un, & tantôt à l'autre. Il dit en riant, mais cependant un peu ému, au seigneur de Charni :
 » Messire Geoffroi, je vous dois par raison peu aimer, car
 » vous avez voulu avoir pour vingt mille écus ce qui m'a-
 » voit coûté beaucoup plus cher, mais vous y avez été at-
 » trappé : » Puis adressant la parole à Eustache de Ribau-
 mont, lui dit, « Messire Eustache, vous êtes le chevalier
 » au monde que veisse oncques plus vaillamment assaillir ses
 » ennemis, ne son corps défendre, ni ne me trouvé oncques
 » en bataille, où je veisse qui tant me donnât affaire, corps
 » à corps, que vous avez hui fait. Si vous en donne le prix,
 » & aussi sur tous les chevaliers de ma cour par droite sen-
 » tence. »

Adoncques, continue l'historien, prit le roi son chappelet qu'il portoit sur son chef, qui étoit bon & riche, (c'étoit une espece de bourlet tout couvert de perles fines,) & le mit sur le chef de Monseigneur Eustache, & dit: Monseigneur Eustache, je vous donne ce chappelet pour le mieux combattant de la journée de ceux de dedans & de dehors: & vous prie que vous le portiez celle année pour l'amour de moi: je sai bien que vous êtes gai & amoureux, & que volontiers vous vous trouvez entre dames & demoiselles, si dites par-tout là où vous irez, que je le vous ai donné. Si vous quitte votre prison, & vous en pouvez partir demain, s'il vous plaît.

Les autres n'en furent pas quittes à si bon marché, & il fallut payer une grosse rançon. Cette entreprise néanmoins fut sans conséquence. Le roi d'Angleterre, content de la gloire qu'il avoit acquise en cette occasion, tint la treve, sans doute parce que le roi de France défavoua Charni: outre que la peste qui ravageoit toute l'Europe, étoit une raison suffisante, pour suspendre pendant quelque temps l'animosité des deux rois.

*Mort de la reine
de France.*

Dans le temps de cette treve en 1348, mourut Jeanne de Bourgogne, reine de France. Cette mort fut suivie de celle de Bonne de Luxembourg, fille de Jean, roi de Bohême, sœur de Charles de Luxembourg, empereur, & femme du duc de Normandie. Peu de temps après deux mariages remplacèrent ces deux princesses. Le roi épousa Blanche de Navarre

*Le roi se rema-
rie.*

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 411

Navarre, fille de Philippe, roi de Navarre, & de Jeanne de France, fille de Louis Hutin. Elle avoit d'abord été destinée au prince Pierre, fils aîné d'Alfonse XI, roi de Castille. C'étoit Philippe de Valois lui-même qui avoit été l'auteur de ce projet; ensuite il la demanda pour le duc de Normandie son fils: mais la trouvant parfaitement belle, quand elle arriva à la cour de France, il la prit pour lui-même, & fit épouser au duc de Normandie Jeanne, comtesse de Boulogne, fille de Guillaume, comte de Boulogne & d'Auvergne, & de Marguerite d'Evreux, & veuve de Philippe de Bourgogne, comte d'Artois, mort d'une chute de cheval devant Aiguillon, lorsque le duc de Normandie assiégeoit cette place.

1349.

Ces mariages & l'espérance de la paix, à laquelle le pape travailloit auprès des deux rois, avoient un peu ramené la joie à la cour: mais elle fut troublée par la mort du roi même. Elle arriva à Nogent-le-Roi, le vingt-deuxième d'Août 1350, en la cinquante-septième année de son âge, après vingt-deux ans cinq mois & vingt & un jours de regne.

1350.

*Il meurt lui-même peu après.
Froissard, c. 153.*

On douta si la mort de ce prince étoit un mal pour la France, tant le malheur sembloit être depuis longt-temps attaché à sa personne. On ne peut pas moins bien remplir le surnom de Bien-fortuné, qui lui avoit été donné au commencement de son regne, à l'occasion de ce que la fortune sembloit, contre toute espérance, l'avoir élevé sur un thron dont il étoit fort éloigné. Mais ce qui fit sa mauvaise destinée, fut l'ennemi qu'il avoit en tête, aussi vaillant que lui, mais beaucoup plus prudent, plus grand capitaine, & plus habile politique. Il en fut toujours prevenu, toujours surpris, toujours trompé: autant que l'un concertoit bien ses desseins, autant l'autre agissoit-il par impétuosité. Entraîné par ses troupes, quand il falloit temporiser, il mettoit au hasard d'une bataille des avantages qu'il eût pû gagner sans tirer l'épée, ou bien mal secondé par ses généraux, faute d'intelligence entre eux, il échouoit dans toutes ses entreprises; au lieu qu'Edouard donnant par lui-même le mouvement à tout, étoit toujours bien servi & bien obéi. Il

*Récapitulation
de son regne.*

1350.

fût admirablement profiter des conjonctures, & l'on peut dire avec vérité, qu'il fut redevable de ses plus grandes victoires à deux rebelles François, savoir, à Robert d'Artois, & à Geoffroi d'Harcourt, que Philippe devoit ou ménager, ou prévenir en les mettant hors d'état de lui nuire. Ce prince d'ailleurs n'étoit pas dépourvu de bonnes qualités. Avec un air & une majesté digne du throne, il avoit beaucoup de bonté pour ses peuples, dont il fut extrêmement aimé. La nécessité de défendre son état l'obligea de les charger d'impôts, & lui attira leur haine. Avant la guerre d'Angleterre il avoit mis l'ordre & l'abondance dans le royaume. Il étoit magnifique, sincère, zélé protecteur des églises, ce qui lui fit donner le surnom de vrai catholique. Il étoit naturellement porté à la clémence : il en donna une grande marque à Geoffroi d'Harcourt, lorsque ce seigneur, après le ravage de la France, touché de douleur pour les maux qu'il avoit causés à sa patrie, vint se jeter à ses piés ayant une espee d'écharpe au cou en guise de corde, pour lui témoigner qu'il étoit prêt d'expier son crime par le plus infame supplice. Philippe donnant à la compassion beaucoup plus qu'à sa juste colere, lui pardonna. Il eut de la piété & de la conscience : & quoiqu'on trouve dans l'histoire qu'il eut un fils naturel nommé Jean, il ne passa jamais pour débauché ni pour scandaleux. Il sut ménager ses vassaux pour l'aggrandissement de sa puissance. L'union des états du dauphin de Viennois à la couronne, celle de Montpellier qu'il acheta du roi de Majorque, qui lui céda encore, ou du moins lui engagea le Roussillon, sont des marques qu'il entendoit ses intérêts à cet égard. Il ne tint qu'à la noblesse Bretonne, que Jean, duc de Bretagne ne lui cédât ce grand duché ; & s'il l'avoit fait, l'Angleterre n'auroit jamais prevalu contre la France comme elle fit depuis. Il eut plus de soin de l'éducation de Jean son fils, qu'on n'en avoit eu de la sienne, car il n'avoit eu nulle teinture des sciences. Il lui choisit pour gouverneur Jean de Moreuil, qui s'en excusa d'abord, sur ce qu'avec cet emploi il ne pouvoit garder celui de maréchal de France, & qu'en le lui ôtant on feroit tort à sa réputation : ce qui marque qu'alors cette illustre dignité

PHILIPPE VI, DIT DE VALOIS. 413

n'étoit pas à vie. Il l'accepta néanmoins , après que le roi l'eut assuré par une lettre , qu'il étoit autant persuadé de son courage & de son habileté dans la guerre , qu'il étoit content des services qu'il avoit rendus à l'état ; mais qu'il le prioit de lui en rendre un encore plus considérable , en se chargeant de l'éducation de celui qui devoit un jour monter sur son throne. On attribue à Philippe l'érection des pairies d'Evreux; d'Alençon, de Bourbon, (a) d'Artois, de Bretagne, de Clermont en Beauvoisis , & de Beaumont-le-Roger. Je trouve néanmoins dans l'inventaire du trésor des chartes , que le duché de Bretagne avoit été fait pairie dès le regne de Philippe le Bel : & le comté d'Artois avoit eu aussi la même prérogative sous le même regne.

1359.

T. 3. Bretagne ,
c. 25.

Sous le regne de Philippe de Valois , la mode vint de porter une longue barbe , & des habits fort courts. C'étoit , selon la description qu'en fait l'auteur contemporain , une espece de pourpoint , qui ne passoit de gueres la ceinture du haut-de-chaussé , au lieu qu'auparavant on se servoit d'un habillement beaucoup plus long que nos juste - au - corps d'aujourd'hui , ce qui avoit quelque chose de bien plus grave. C'est pourquoi , ainsi que le marque le même écrivain , les princes du sang conserverent l'ancien habillement , & ne suivirent point en cela la bizarrerie populaire.

Mode de ce temps-là.
Continuat. Nangii , p. 790.

Ce fut encore sous le même roi , que le pape Clément VI acquit au S. siège la ville d'Avignon , qu'il acheta de Jeanne reine de Naples avec l'agrément de l'empereur Charles de Luxembourg : cette ville avoit été depuis long-temps jusqu'alors un fief de l'Empire , dont elle fut à cette occasion entièrement affranchie , l'empereur ayant cédé tous ses droits au pape.

Gesta Clement. V.

Philippe eut plusieurs enfans , dont quelques-uns moururent avant lui. Ceux qui lui survécurent furent Jean , duc de Normandie, son successeur à la couronne ; Philippe de France , duc d'Orleans & comte de Valois. Ces deux princes furent du premier lit, fils de Jeanne de Bourgogne. Il laissa sa seconde femme Blanche de Navarre enceinte d'une fille , appelée Jeanne , qui vécut jusqu'à dix - huit ou dix-neuf

Enfans du roi.

(a) D'autres ont attribué l'érection de Bourbon en Pairie à Charles le Bel.

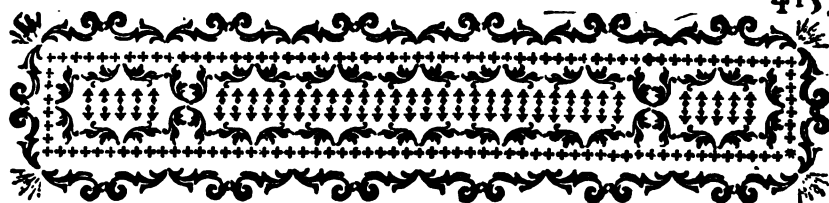
1350.

ans, & mourut à Besiers comme elle alloit en Espagne épouser Jean, duc de Gironne, fils aîné de Pierre IV, roi d'Aragon.

Pierre, comte de Dreux, transporta à Philippe la châellenie du Château du Loir sur les confins de la Touraine & du Maine; & Jean, comte d'Armagnac traita avec lui pour la cession du droit qu'il avoit aux vicomtés de Lomagne & d'Auvillars, à la ville & au château de Blancafort, & à quelques autres lieux. Il eut aussi d'Ingerger d'Amboise, seigneur de Rochecorbon, & de Marie de Flandre, dame de Nesle sa femme, les terres & châtellemies de Crevecœur, & de S. Sulpice, la pairie de Rumilli, & Maisniers, tenues de l'évêché de Cambrai.

On voit encore un acte, par lequel Jean, roi de Bohême céda à Philippe de Valois la seigneurie de la ville & comté de Lucques l'an 1334, par un traité fait à Vincennes au mois d'Octobre : mais l'histoire ne nous instruit point des suites de ce traité.





OBSERVATIONS

HISTORIQUES ET CRITIQUES

Sur le regne de Philippe VI, dit de Valois.

I.

De Pierre de Cugnieres.

ON reproche au pere Daniel de s'être extrêmement étendu sur le détail des guerres, & d'avoir trop négligé celui des affaires qui concernent l'état civil & la police intérieure du royaume. Il parle, à la vérité des différends qui s'éleverent sous le regne de Philippe de Valois, entre les évêques & les magistrats : mais peut-être en parle-t-il trop succinctement. Il sembleroit à lire son récit que tout cette affaire fut terminée dans une seule assemblée, & il est certain que l'on en tint plusieurs en présence du roi, où la matiere fut agitée & discutée de part & d'autre, avec beaucoup de vivacité. Le pere Daniel réduit pareillement toute la dispute à un ou deux chefs, & elle rouloit sur une infinité d'articles, puisque le mémoire des griefs contre le clergé présenté par Pierre de Cugnieres, en contenoit soixante & six.

On a donc crû devoir reprendre toute la suite de cette affaire pour suppléer autant qu'il sera possible aux omissions du pere Daniel.

Le premier jour de Septembre de l'an 1329, c'est-à-dire, au commencement de la seconde année de son regne, Philippe convoqua à Paris les évêques avec les principaux seigneurs & officiers de justice, pour les entendre conférer en sa présence sur les griefs qui faisoient la matiere de leurs différends.

« Etant venu à notre connoissance, dit-il aux évêques, dans la » lettre de convocation qu'il leur adressa, que d'une part, vous & vos » officiaux, vous vous plaigniez des atteintes continuelles que les sei- » gneurs de notre royaume, & nos officiers donnoient en plusieurs

F ff iij

» rencontres à votre juridiction, & que de l'autre les seigneurs &
 » nos officiers se plaignoient réciproquement de vous, ce qui trou-
 » bloit cette union mutuelle, qui doit être indissoluble entre vous &
 » eux, & que nous avons dessein d'entretenir : nous vous mandons
 » de vous rendre à Paris pour le jour de l'octave de S. André, & d'y
 » apporter des mémoires détaillés sur les différens sujets de plaintes
 » que vous pouvez avoir. Nous donnons en même-temps un ordre
 » semblable à nos barons, baillifs & autres officiers, afin de nous
 » mettre en état de rétablir entre vous & eux l'union & la paix ».

En conséquence de ces lettres, plusieurs prélats se trouverent à Paris le 7 de Décembre, qui étoit le jour de l'octave de S. André : mais ils ne s'assemblerent que le 15 du même mois, parce que le roi dans ses lettres avoit seulement fixé le jour où les prélats devoient se trouver à Paris, se réservant à marquer ensuite un autre jour pour les conférences.

La première se tint donc à Paris le 15 Décembre, dans le palais du roi. Vingt prélats y assistèrent ; savoir, cinq archevêques & quinze évêques.

Les cinq archevêques étoient Guillaume de la Brosse archevêque de Bourges, Guillaume de Flavacourt archevêque d'Auch, Etienne de Bourgueil archevêque de Tours, Guillaume de Durefort archevêque de Rouen, & Pierre Roger élu archevêque de Sens.

Les évêques étoient ceux de Beauvais, de Châlons sur Marne, de Laon, de Paris, de Noyon, de Chartres, de Coutances, d'Angers, de Poitiers, de Meaux, de Cambrai, de S. Flour, de S. Brieux, de Châlons sur Saone, & d'Autun.

Le roi ayant pris place sur son throne, Pierre de Cugnieres chevalier & conseiller du roi, prit la parole & prononça un long discours après avoir pris pour texte ces paroles de l'évangile : *Rendez à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui est à Dieu.* Ce discours ne contenoit que des maximes générales sur le respect qui étoit dû au roi, & sur la distinction des deux puissances, dont la temporelle appartient au roi & à ses officiers, & la spirituelle aux évêques. Ce discours fut prononcé en latin : mais ensuite Pierre de Cugnieres se mit à parler François, & il dit que le roi désirant rétablir la juridiction temporelle dans toute sa vigueur, il alloit exposer les diverses entreprises des ecclésiastiques contre cette juridiction. Ces entreprises consistoient en soixante & six articles que Pierre de Cugnieres avoit fait mettre en écrit, & qu'il donna aux évêques, après qu'il en eut fait la lecture & l'exposition, afin qu'ils prissent tout le temps nécessaire pour en délibérer & pour y répondre.

Après quoi l'on se retira. Pierre Roger élu archevêque de Sens, fut chargé par les évêques de répondre au nom du clergé aux griefs proposés par Pierre de Cugnieres, & il le fit dans une seconde con-

sérence qui se tint à Vincennes le vendredi suivant 22 Décembre. Il protesta d'abord qu'il ne prétendoit nullement soumettre les droits de l'église à aucun jugement ; mais qu'il parleroit seulement pour éclairer la conscience du roi & de son conseil. Ensuite il prononça un long discours après avoir pris pour texte ces paroles de S. Pierre, *craignez Dieu, honorez le roi*. Surquoi il débita d'abord plusieurs maximes générales, puis venant au point de la question, il se mit à répondre plus directement au discours de Pierre de Cugnieres, qu'il accusa d'avoir dit que les deux puissances étoient tellement distinguées & séparées, qu'elles ne pouvoient se trouver réunies dans la même personne, principe dont il prouva la fausseté, en montrant que quoique la puissance temporelle & la spirituelle fussent essentiellement différentes, elles n'avoient cependant rien de contraire. D'où il concluait qu'elles ne pouvoient être incompatibles dans une même personne, parce que l'incompatibilité ne pouvoit être produite que par la contrariété.

Il apporta ensuite divers exemples & textes de l'écriture, dont il fit une application qui ne paroîtroit pas aujourd'hui fort juste & fort concluante.

Pierre de Cugnieres, de son côté, à en juger par les réponses de l'archevêque en avoir produit quelques-uns qui n'avoient pas plus de rapport à la question. Cette maniere de raisonner étoit assez ordinaire en ce temps-là.

Quoi qu'il en soit, le discours de l'archevêque paroît tendre à maintenir la juridiction ecclésiastique dont les évêques étoient en possession, sauf à corriger les abus s'il s'en étoit glissé quelques-uns dans l'exercice de leur puissance. Cependant il ne répondoit point au détail des griefs énoncés en soixante-six articles, dans le mémoire de Pierre de Cugnieres. C'étoit pourtant ce que l'on demandoit, puisque le roi cherchoit bien moins à remonter aux principes généraux qui établissent les bornes & la distinction des deux puissances, qu'à connoître en détail les abus dont on se plaignoit, & les moyens propres à y remédier.

Pierre Bertrandi évêque d'Autun, fut donc chargé de répondre à ces articles, & il le fit dans une troisième conférence, qui se tint à Paris dans le palais du roi le 29 Décembre.

Là, il parcourut tous les articles, il en nia quelques-uns, qu'il traita de calomnies. Il en admit quelques autres, qu'il prétendit être exagérés, il en justifia la plus grande partie, s'offrant toujours à réformer les abus qui pourroient s'être glissés dans la pratique.

On n'entrera point ici dans le détail de tous ces articles, il suffira de remarquer qu'ils rouloient principalement sur quatre chefs, les matieres, les personnes, les censures & les exactions.

A l'égard des matieres, on accusoit les tribunaux ecclésiastiques

de prendre souvent connoissance des matieres purement civiles, & qui par conséquent n'étoient nullement de leur compétence.

On leur faisoit le même reproche à l'égard des personnes laïques, qu'ils prétendoient soumettre en tout à leur juridiction, comme les orphelins, les possédés, les veuves, les gens qui mouraient sans avoir fait de testament, les pauvres & les malades qui demeuroient dans les hôpitaux, dont le clergé se rendoit juge, sous prétexte qu'il étoit chargé de les protéger & de les soigner par un devoir de charité.

A l'égard des censures & des excommunications, on se plaignoit de ce qu'elles étoient multipliées à l'excès, & quelquefois pour des causes très-légères, ou pour des intérêts purement temporels. Enfin on reprochoit au clergé de ce que les officiaux multiplioient les vexations, pour contraindre ceux qui en étoient l'objet à s'en rédimer à prix d'argent.

On a déjà indiqué la maniere dont l'évêque d'Autun s'y prit pour justifier le clergé, sur tous ces chefs. Il fonda principalement cette justification sur les usages établis, & sur les concessions des souverains.

Le roi voulut que le clergé donnât ses réponses par écrit : mais on en fit seulement un extrait en forme de requête, qui fut remise entre les mains de Sa Majesté.

Le vendredi 9 Janvier 1330, les prélats se rendirent à Vincennes, pour attendre la réponse que l'on devoit donner à leur requête. Pierre de Cugnieres leur répondit au nom du roi, que l'intention de Sa Majesté étoit de maintenir tous les droits de l'église, qui seroient autorisés par les loix & par une coutume juste & raisonnable. L'évêque d'Autun demanda au nom des prélats une réponse plus nette & plus détaillée. Alors le roi prit la parole & dit qu'il n'entendoit point attaquer les usages de l'église, dont on lui donneroit une pleine connoissance : ce qui au fond ne décidoit pas plus clairement les différens objets de la contestation que la réponse de Pierre de Cugnieres.

C'est pourquoi les évêques retournerent à Vincennes le dimanche suivant, pour tâcher d'obtenir, s'il étoit possible, une réponse plus claire & plus positive. L'archevêque de Sens, après avoir remercié le roi de la première réponse qu'il avoit donnée, représenta à Sa Majesté que les juges royaux avoient ordonné des publications qui étoient absolument contraires aux droits du clergé, & qu'il supplioit Sa Majesté de les révoquer. Par-là il croyoit sans doute faire sentir au roi la nécessité d'entrer dans le détail des points contestés : mais le roi se contenta de répondre que ces publications n'avoient point été faites par son ordre, qu'il n'en avoit aucune connoissance, & qu'il ne les approuvoit pas. L'archevêque répliqua que les évêques avoient pris de si bonnes mesures pour la réforme des abus dont on s'étoit plaint, que

que le roi & les seigneurs en seroient contents. Il finit par supplier le roi de vouloir bien donner à la requête que le clergé lui avoit présentée une réponse capable d'éclaircir & de lever toutes les difficultés. Alors Pierre de Cugnieres prenant la parole, prononça au nom du roi cette espece de sentence : « Il plaît au roi de vous accorder jusqu'à » Noël prochain, pour que vous corrigiez ce qui demande à être ré- » formé : pendant cet intervalle toutes choses demeureront au même » état ; mais si vous négligez de faire d'ici là les réformes qu'on sou- » haite, le roi ordonnera lui-même des remèdes qui seront agréa- » bles au roi & à l'état.

I L

Procès de Robert d'Artois.

Monsieur Lancelot a fait de grandes recherches sur cette affaire, qu'il a données au public, dans un mémoire intitulé *Justification de la conduite de Philippe de Valois, dans le procès de Robert d'Artois*, qui se trouve imprimé au huitième & au neuvième volumes des Mémoires de l'Académie des Inscriptions & belles lettres.

Cet habile critique reproche au pere Daniel : 1°. d'avoir dit que Robert fut poussé trop rudement, & qu'il s'abandonna à son désespoir, 2°. de l'avoir représenté comme un prince malheureux, poussé à toute outrance, qui ne savoit où se réfugier, qui fut regardé avec compassion, comme un homme de mérite persécuté, & que l'on vit sans jalousie dédommagé par les bonnes grâces du roi d'Angleterre. Ces reproches ne paroissent pas tout à fait justes, puisque l'on a pu voir dans l'histoire de Philippe de Valois, que le pere Daniel blâme très-fortement la conduite de Robert d'Artois, en plus d'un endroit, & qu'il n'en donne pas une idée plus avantageuse que celle qui résulte du mémoire de M. l'Anselot. On peut encore observer que s'il échappe au pere Daniel quelques expressions favorables à ce prince, elles se rapportent plutôt à ce que les Anglois en publioient, & à ce que les François ennemis du gouvernement pouvoient en penser, qu'à ce qu'il en pensoit lui-même.

M. Lancelot ajoute que du Haillan & Mezeray avoient déjà parlé sur le compte de ce prince à peu près avec autant de ménagement que le pere Daniel, faute d'avoir assez réfléchi sur sa conduite & sur celle de Philippe de Valois. Il prouve ensuite par la simple exposition des faits que Robert d'Artois s'étoit rendu digne des plus rudes châtimens, & que Philippe de Valois fit tout son possible pour les lui épargner.

A peine Robert eut-il atteint l'âge de 21 * ans, qu'il réclama con-

* C'étoit l'âge marqué en ce temps- Les roturiers étoient majeurs à 14 ans, pour la majorité des nobles mâles. & les filles nobles à 15.

tre le jugement rendu pendant sa minorité, par le roi Philippe le Bel, en faveur de la princesse Mathilde sa tante, à qui le comté d'Artois avoit été adjudgé, conformément à la coutume du pays où la représentation n'a point lieu.

Cette réclamation n'avoit sans doute rien de criminel en elle-même, d'autant plus que par le premier arrêt rendu en faveur de Mathilde, les droits des mineurs, c'est-à-dire, ceux de Robert & de ses sœurs, avoient été spécialement réservés. Il lui étoit donc permis de les faire valoir.

On revint donc à un nouvel examen, & par un second jugement, l'arrêt donné en faveur de Mathilde, fut confirmé le 9 Octobre de l'an 1309.

Robert parut acquiescer à ce nouvel arrêt; il reçut les sommes & les fonds de terre qui lui furent adjudgés, ainsi qu'à ses sœurs, comme héritières de Philippe d'Artois leur pere. Ainsi il renonça du moins tacitement à toutes ses prétentions, sur le comté d'Artois, dont la paisible possession demeura à sa tante Mathilde.

Cependant l'an 1316, après la mort de Louis Hutin, il favorisa la révolte de la noblesse d'Artois, contre Mathilde, & força le régent les armes à la main, de regarder le jugement de Philippe le Bel comme nul, & de rappeler les droits de Robert à un nouvel examen. Mais ils étoient si peu fondés que par un troisième jugement rendu au mois de Mai de l'an 1318, l'Artois fut adjudgé de nouveau à la comtesse Mathilde, & Robert d'Artois ne put s'empêcher encore d'acquiescer lui-même à cet arrêt. Les regnes de Philippe le Long & de Charles le Bel, se passerent sans que Robert songeât à renouveler ses prétentions: mais Philippe de Valois étant monté sur le throne, après quelques contradictions que Robert lui aida à surmonter, ce prince s'imagina qu'il n'y avoit point d'injustice, que Philippe de Valois ne dût faire pour payer ses services. Le roi, pour le dédommager de la comté d'Artois, avoit érigé en pairie la terre de Beaumont le Roger, que Robert possédoit, ce qui étoit en ce temps-là une distinction particuliere: mais elle ne put satisfaire cet esprit inquiet & ambitieux. Le pere Daniel a marqué dans son histoire les indignes moyens dont il se servit pour se faire adjudger l'Artois au préjudice de sa tante, on peut les voir plus en détail dans le premier des mémoires de M. Lancelot, inséré au dixieme tome des Mémoires de l'Académie des belles lettres: écritures contrefaites, pieces falsifiées, témoins subornés, sceaux ajoutés après coup à des pieces supposées & altérées, enfin tout ce qu'il y eut jamais de plus atroce & de plus noir fut employé par ce prince, par la comtesse de Beaumont sa femme, & par ceux qu'ils mettoient en œuvres.

Les jugemens définitifs qui avoient été rendus sur cette affaire en 1309 & en 1318, ne permettoient pas, ce semble, d'y revenir pour

l'examiner de nouveau. Cependant Robert d'Artois ayant demandé au roi un nouvel examen, sous prétexte qu'il avoit à produire des titres incontestables, & des preuves par témoins très-décisives, qui lui avoient été inconnues jusqu'alors, le monarque voulut bien lui accorder sa demande, quoiqu'elle parût contraire aux règles ordinaires de la justice: cette demande fut faite au mois de Juin de l'an 1329, & la comtesse Mathilde se préparoit à soutenir cette nouvelle attaque à laquelle elle ne se fût jamais attendue, lorsqu'elle mourut le 27 Octobre suivant. La commune opinion fut qu'elle avoit été *enherbée*, ainsi qu'on parloit en ce temps-là, c'est-à-dire, empoisonnée: mais comme ce fait ne fut point approfondi, il ne resta à Robert d'Artois que l'odieux d'un si horrible soupçon.

« La reine Jeanne, fille aînée de Mathilde, & veuve de Philippe le Long, demanda que la jouissance provisionnelle de l'Artois lui fût adjugée. Elle l'obtint: mais en même temps on admit la requête de Robert d'Artois, tendante à être oui à dire & proposer ce qui lui semblera à faire contre cette princesse; elle ne survécut qu'un mois à cette déclaration, le même genre de mort qui avoit emporté la mere, fit disparaître la fille. » Un officier de sa bouche, qui avoit été au service de Mathilde, lui présenta de l'hypocras, dont elle mourut peu d'heures après avec des marques indubitables de poison, disent les chroniques de Flandre.

Jeanne, fille aînée de Philippe le Long, & de cette princesse, qui avoit épousé le duc de Bourgogne, parut pour demander le comté d'Artois comme héritière de sa mere. Ce fut donc contre elle que Robert d'Artois fut obligé de produire les faux titres qu'il avoit fait fabriquer. Mais la duchesse de Bourgogne s'inscrivit en faux contre ces titres, dont la supposition étoit visible. On arrêta le clerc, c'est-à-dire, le secrétaire de la Divion, femme intrigante & habile faufaire; ce clerc avoua tout. La Divion elle-même ne put s'empêcher de reconnoître le mystère d'iniquité. Philippe de Valois fit appeller Robert d'Artois, lui montra ces pieces; & l'exhorta vivement à y renoncer, il lui fit même parler par des princes du sang & des prélats: mais Robert persista toujours contre l'évidence du fait à soutenir que les pieces étoient véritables.

La comtesse de Beaumont, sœur du roi, & femme de Robert, étoit entrée fort avant dans cette malheureuse intrigue, & quelques-unes de ces pieces avoient été fabriquées en sa présence; il étoit prouvé au procès que cette princesse avoit travaillé elle-même à la subornation de plusieurs témoins, jusqu'à les menacer de la mort, s'ils ne déposeroient conformément aux sentimens de son mari. Le roi lui envoya des gens de son conseil pour l'engager à se désister d'une procédure si monstrueuse: mais elle fut inflexible.

Le roi fut donc obligé de rendre un jugement sur cette affaire,
G g ij

par lequel les piéces produites par Robert d'Artois, furent déclarées fausses & supposées. L'arrêt est du 23 Mars l'an 1330, & il fut prononcé en présence de Robert d'Artois. Le procureur général lui demanda s'il prétendoit encore se servir des piéces qu'il avoit produites : il n'eut pas le front de soutenir à la face de ses juges des piéces de cette nature, & il déclara qu'il ne prétendoit plus s'en servir. On fit venir la Divion, qui déclara elle-même, en présence des juges, la manière dont elles avoient été fabriquées, sans en omettre la moindre circonstance, & comme on a encore ce fameux procès en original, M. Lancelot qui l'a lû avec soin est entré là-dessus dans un fort grand détail, tiré du procès même.

La conduite de Robert étoit si noire & si criminelle, que la cour des pairs qui jugea le procès avec le roi, sollicita ce prince de faire arrêter Robert d'Artois, afin de le punir selon la rigueur des loix. Mais le roi toujours porté à la clémence, & qui ne pouvoit se résoudre à perdre un prince qu'il avoit aimé, voulut absolument lui donner le temps de rentrer en lui-même.

Mais au lieu de profiter de l'indulgence du roi, Robert ne parloit que de se venger ; il se répandoit en invectives contre le roi & son conseil, tandis que la comtesse sa femme, retirée en Normandie, y tenoit pareillement des discours séditieux.

Robert qui connoissoit les périls auxquels il s'exposoit par une telle conduite, commença par faire embarquer ses chevaux & son trésor, qui selon les historiens étoit très-considérable, pour les faire passer en Angleterre. Après avoir pris cette précaution, il sortit des terres qui étoient sous l'obéissance du roi, & se retira à Bruxelles, auprès du duc de Brabant.

Alors le roi le fit ajourner pour comparoître à sa cour : mais on laissa exprès de longs intervalles entre les ajournemens, pour donner à ce prince le temps de se reconnoître.

Pendant ce temps-là Robert, accompagné de quelques scélérats, dévoués à toutes ses volontés, songeoit à employer le sortilège & l'assassinat pour se venger. Il avoit un religieux auprès de lui, qu'il voulut engager à baptiser une de ces images de cire, par lesquelles on croyoit pouvoir faire mourir les personnes qu'elles représentoient : mais ce religieux refusa de se prêter à ce maléfice. Robert avant que de lui découvrir son noir projet, lui avoit fait promettre le secret de la confession. Ce religieux étant pris dans la suite & conduit dans les prisons de l'évêque de Paris, eut d'abord scrupule de le révéler, & il fallut que l'évêque, après avoir consulté les plus savans docteurs, lui déclarât authentiquement que la proposition d'un crime est bien différente de l'aveu qu'en fait un pénitent dans une confession sacramentelle.

Robert fit aussi partir quelques assassins pour la France. Ils alle-

rent jusqu'à Reims : mais on leur manda qu'ils y étoient connus, & que s'ils y restoient ils ne pouvoient manquer d'être arrêtés, ce qui les obligea de retourner en Brabant.

Robert y étoit errant dans différentes maisons, craignant toujours d'être surpris. Il eut cependant la hardiesse de faire un voyage en France, pour y voir la comtesse de Beaumont sa femme, avec laquelle il passa quatre jours. Il se rendit ensuite à Namur. Ses plus intimes confidens étoient persuadés que les conseils de sa femme l'avoient jetté dans le précipice où il étoit, & qu'ils acheveroit de le perdre.

Enfin, la justice éclata contre lui : le roi séant au Louvre, en son lit de justice, assisté des pairs, des prélats & autres grands du royaume, Robert d'Artois fut banni & tous ses biens confisqués par un arrêt solennel & définitif.

On a encore trois manuscrits de ce fameux procès, tous trois écrits & rédigés dans le temps même qu'il fut jugé. Il y en a deux au greffe de la chambre des comptes, l'un est apparemment la minute ; car il s'y trouve des ratures & des renvois. Il est signé à toutes les pages *J. de Melun* ou *Melsun Gorly*, *Cordier*, *Molesme* & *Dubois*. La séance du lit de justice est représentée à la tête de ce registre.

Lancelot, Mémoires de l'académie, Tome X.

L'autre est une copie faite d'après cette minute, & dans le même temps : elle est sans signature au bas des pages & sans miniature.

Le troisieme registre étoit dans la bibliotheque de M. de Harlay, on y voit au bas des pages les mêmes signatures que dans la minute, & au commencement la même miniature.

Robert d'Artois passa en Angleterre vers les premiers mois de l'an 1334. Froissart que le pere Daniel a suivi, place cette retraite avant l'expédition faite en Ecosse, par le roi Edouard III, & avant la prise de Barwick : mais la capitulation de Barwick, que l'on voit dans les actes de Rymer, prouve que cette ville fut prise au mois de Juillet de l'an 1333, & il est prouvé d'ailleurs que Robert d'Artois fut malade à Namur, aux fêtes de Noël de la même année 1333, c'est-à-dire, plus de cinq mois après la prise de Barwick. Il n'arriva donc pas en Angleterre avant qu'Edouard III se fût rendu maître de cette ville.

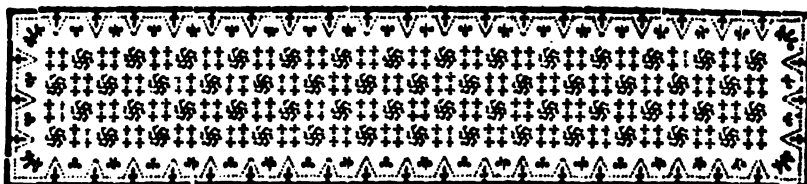
Froissart dit encore que le roi d'Angleterre fit Robert d'Artois comte de Richemond : mais il est encore prouvé par les actes de Rymer, que le duc de Bretagne étoit alors en pleine possession du comté de Richemond, qu'il garda jusqu'à sa mort arrivée en 1340, six ans après la retraite de Robert en Angleterre.

M. Lancelot, qui a suivi tous ceux qui ont eû le titre de comte de Richemond, depuis le duc de Bretagne, ne croit pas que Ro-

bert d'Artois l'ait jamais possédé, ni qu'on doive préférer le témoignage d'un historien à celui des pièces authentiques, rapportées par Rymer.

Il ne croit pas même que Robert ait eu aucune récompense publique, & connue du roi d'Angleterre, avant que ce prince eût déclaré la guerre à la France, ce qui n'arriva qu'en 1337.





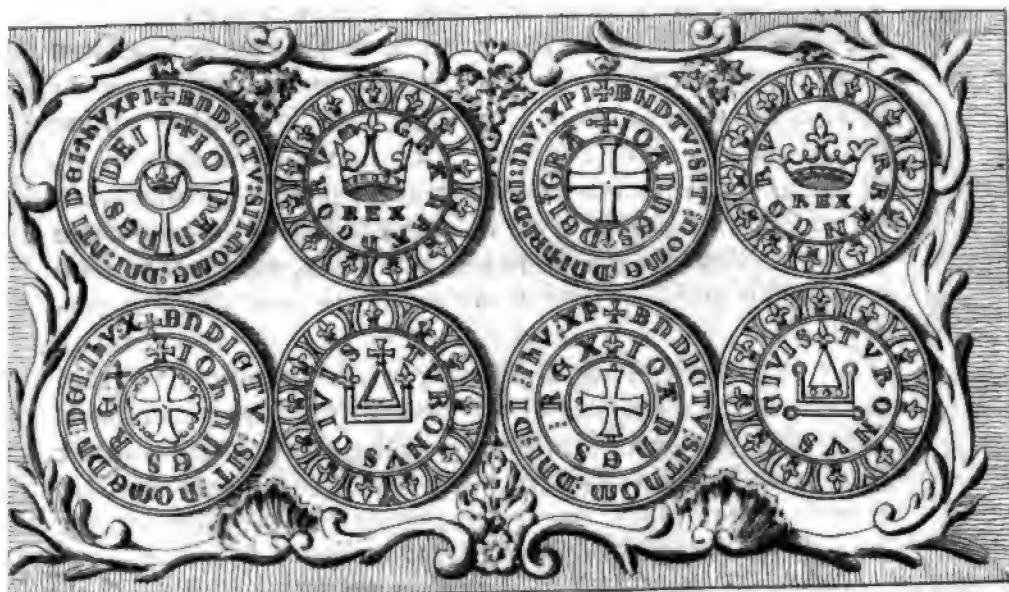
SOMMAIRE

DU REGNE

DE JEAN II.

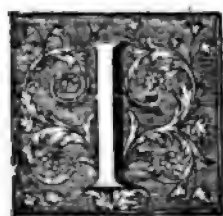
LE roi est sacré à Reims. Mort tragique du connétable de Guines, à quoi attribuée. Fin de la treve entre la France & l'Angleterre. Ordre de l'étoile établi en France. Avili depuis. Combat des Trente en Bretagne. Conquête du roi d'Angleterre sur la France. Treve prolongée entre les deux nations. Troubles dans le royaume, à qui imputés. Assassinat du connétable Charles d'Espagne par le roi de Navarre. Le roi de Navarre demande pardon au roi pour la forme seulement. Sa conduite devient de plus en plus suspecte. La guerre recommence avec l'Angleterre. Assemblée des états pour défendre le royaume. Secours qu'elle donne au roi. Capitation générale. Le dauphin se laisse séduire à de mauvais conseils contre le roi son pere. L'intrigue est découverte. Le roi de Navarre est arrêté avec d'autres seigneurs séditieux. Châtiments de quelques-uns des plus coupables. Les amis du roi de Navarre prennent les armes. Les troupes Angloises se joignent à eux. Bataille de Maupertuis ou de Poitiers. Le roi y est fait prisonnier par le prince de Galles. Assemblée des états pour la liberté du roi & pour l'administration du royaume. Mutinerie des Parisiens, au sujet des monnoies. Ceux du Languedoc se distinguent par leur zele pour le bien public. Nouvelle sédition à Paris comment apaisée. Autre assemblée des états généraux. Treve conclue avec le prince de Galles. Brouilleries entre la noblesse & les Bourgeois de Paris. Le roi est mené prisonnier en Angleterre. Fermeté du Dau-

phin au milieu de tous ces désordres. Il va demander du secours aux principales villes du royaume. Il revient à la prière des Parisiens qu'il trouve pleins de soumission. On lui conteste de nouveau son autorité. Les factieux veulent se donner un chef, & délivrent pour cela le roi de Navarre de sa prison. Ce prince vient à Paris. Il y harangue le peuple d'une manière seditieuse. Le Dauphin est contraint de dissimuler. Il accorde au roi de Navarre toutes ses demandes. Le roi de Navarre met tout en usage pour debaucher les peuples de Normandie. Paris recommence à se partager en factions. Le Dauphin rassemble auprès de lui la noblesse. Audace du prévôt des marchands. Extrémité où le Dauphin est réduit. Nouvelle assemblée des états. Fidélité de la plupart des villes de France. Le Dauphin est déclaré régent du royaume. Nouvelle audace du prévôt des marchands de Paris. Le régent demande du secours aux états de Champagne, & aux états généraux assemblés à Compiègne. Revolte des paysans de Brie & de Picardie. Blocus de Paris par les troupes du régent. Le prévôt des marchands traite avec le roi de Navarre, qui veut se faire déclarer roi de France. Ce traître est massacré par un bourgeois. Le régent revient à Paris, où il est reçu avec joie. Le roi de Navarre lui déclare la guerre. Le régent consent de faire sa paix avec lui. Traité désavantageux projeté par le roi pour sa délivrance. Le régent le communique aux états, qui refusent d'y consentir. Le roi d'Angleterre recommence la guerre. Il entre en Champagne, il assiege Reims sans succès. Il marche vers Paris, & dans le pays Chartrain. Nouvelles négociations de paix. Accident qui oblige le roi d'Angleterre d'y donner les mains. Articles du traité conclu à Breugni. Il est ratifié par le régent. Le roi part de Calais, & arrive à Paris. Affection des Parisiens pour le prince. Peu de droiture du roi d'Angleterre dans l'observation du traité de paix. Ravages de quelques troupes qu'il avoit à sa solde. Un imposteur se fait proclamer roi de France. Mort du duc de Bourgogne. Mouvement des cours de France, d'Angleterre & de Navarre pour sa succession. Le roi va à Avignon, & pourquoi. Il y consent à une croisade. Elle est prêchée en divers lieux. Le roi passe en Angleterre. Il y meurt. Caractère de ce prince. Réunions qu'il fit à la couronne. Son corps est rapporté en France. Ses enfans.



HISTOIRE DE FRANCE.

JEAN II.



Il y avoit tout lieu d'espérer que le regne de Jean seroit plus heureux que celui de son prédécesseur. Outre qu'il montoit sur le throne à un âge mûr , âgé d'environ quarante ans ; il avoit déjà beaucoup d'expérience , parce que le roi son pere lui avoit toujours donné grande part au gouvernement. Il avoit commandé souvent les armées avec succès , & fait paroître de la capacité dans la guerre. Il étoit aimé & estimé des peuples. La treve prolongée avec l'Angleterre , quoiqu'assez mal gardée , lui donnoit le temps de se

Tome V.

H h h

1350.

*Age du nouveau
roi & son expé-
rience.*

1350.

reconnoître , de régler son état , & de prendre des mesures pour se précautionner contre les desseins de ses ennemis : mais nonobstant tous ces avantages , la destinée de ce prince fut de voir son regne augmenter les malheurs de la France , & d'expérimenter lui-même , & en sa propre personne , les plus fâcheuses disgrâces de la fortune. Elles eurent presque les mêmes causes que celles de son pere , un courage trop bouillant , que la prudence ne modéroit pas assez : la perfidie d'un prince son proche parent , qui paroît n'avoir eu d'autres vûes & d'autre plaisir que de bouleverser l'état : & enfin le roi d'Angleterre un ennemi dangereux accoutumé depuis longtems à insulter à la France , & qui vouloit la réduire à la plus extrême misere , afin de la contraindre d'avoir recours à lui , & de chercher dans sa propre personne un restaurateur & un roi.

*Il est sacré à
Reims.
Froillard, c. 153.*

Environ un mois après la mort de Philippe , Jean se fit sacrer & couronner à Reims avec Jeanne de Boulogne sa seconde femme , le vingt-sixieme de Septembre. Il fit chevaliers à l'occasion de cette cérémonie , en leur ceignant l'épée , Charles son fils aîné , qui porta le premier le titre de Monseigneur le dauphin , Louis son second fils , le duc Philippe d'Orléans son frere , Philippe , duc de Bourgogne , fils de la reine , qu'elle avoit eu de son premier mari de même nom. Il fit le même honneur à plusieurs autres jeunes seigneurs. De Reims il vint par Laon , par Soissons & par Senlis à Paris , où il fut reçu avec beaucoup de magnificence le dix-septieme jour d'Octobre. La fête dura huit jours , & fut bien-tôt après suivie d'une exécution de justice , dont la maniere fut aussi mystérieuse , que les causes en furent d'abord tenues secretes.

*Mort tragique
du connétable de
Guines.*

Raoul , comte d'Eu & de Guines , connétable de France , qui avoit été pris avec le comte de Tancarville par les Anglois , lorsqu'ils emporterent Caën d'assaut , étoit nouvellement revenu de sa prison d'Angleterre. Le roi étant à l'hôtel de Nesle , le connétable y vint pour faire sa cour , & y fut arrêté par le prévôt de Paris , mis prisonnier dans le même hôtel : & trois jours après , sans qu'on gardât les formes ordinaires de la justice , on lui trancha la tête au même lieu , en

présence du duc de Bourbon, du comte d'Armagnac, de Jean de Boulogne, comte de Montfort, & de quelques autres seigneurs & chevaliers.

Un tel traitement fait à un homme de ce rang, qui avoit eu toute la faveur & toute la confiance du feu roi, & qui sortoit d'une longue prison soufferte pour l'intérêt de l'état, surprit étrangement le monde, & chacun tâchoit d'en deviner la cause. Un historien contemporain, quoique peu favorable à nos rois, dit qu'il avoit été convaincu de grandes trahisons, & qu'il les avoua en présence de plusieurs seigneurs. Un autre marque en particulier, que le connétable étoit convenu avec le roi d'Angleterre d'une rançon de quatre-vingts mille écus d'or; & qu'en cas qu'il ne pût lui payer cette somme, il lui donneroit le comté de Guines qui confine avec le territoire de Calais. La ville de Guines, qui donne le nom à ce comté, étoit alors une ville importante, & qui couvroit la France de ce côté-là. On convainquit sans doute le connétable, que cette alternative de payer quatre-vingts mille écus d'or, ou de céder le comté de Guines, n'étoit qu'un artifice, pour mettre le roi d'Angleterre en possession de cette clé du royaume: & que corrompu par les promesses de ce prince, il avoit conspiré contre l'état. Le roi crut ne devoir pas en cette occasion observer les formes juridiques, le connétable ayant beaucoup d'amis & de parens parmi les seigneurs, & dans le parlement, qui l'auroient aisément soustrait aux rigueurs de la justice. Il auroit pû lui échapper pendant les longueurs inévitables dans ces sortes de procès, comme Robert d'Artois & Geoffroi d'Harcourt avoient échappé à Philippe de Valois, & se sauver en Angleterre, pour faire ensuite les mêmes maux à la France que ces deux seigneurs y avoient faits sous le regne précédent. De plus, le roi d'Angleterre auroit pû intervenir dans cette affaire, à cause de la rançon, & prendre ce prétexte spécieux de rompre la treve. Ainsi le roi jugea à propos de passer en cette occasion par-dessus les formalités ordinaires, & de se défaire promptement de ce seigneur, comme d'un homme qui pouvoit causer de grands maux à son royaume, s'il s'étoit évadé. Le roi d'An-

 1350.

A quoi attribuée.

Froissard,
Ibid.

Matth. Villani,
lib. 2, cap. 50.

1350.

gleterre, qui savoit apparemment qu'on avoit en main des preuves certaines de la trahison, ne parut pas s'en mettre en peine. Le comté de Guines & le comté d'Eu, en vertu de sa forfaiture, furent confisqués au profit du roi, qui ne réunit toutefois à la couronne que le comté de Guines, & donna le comté d'Eu à Jean d'Artois, fils du fameux Robert d'Artois, dont les enfans après la mort de leur pere, avoient été rétablis dans les bonnes graces du roi.

La charge du connétable fut conférée à Charles d'Espagne, surnommé de la Cerda, qui en avoit déjà fait les fonctions durant la prison du comte d'Eu, & étoit frere de Jean d'Espagne, qui commanda divers armemens de mer sous le regne de Philippe de Valois.

1351.

*Fin de la treve
entre la France &
l'Angleterre, de
quoi suivie.
Ibid.*

Tout ceci se passa durant la treve, qui ne fut pas plutôt finie, qu'on entra en action en Gascogne. Il y eut un combat entre les Anglois & les François : ceux-ci étoient commandés par Gui de Nesle, seigneur d'Offemont, maréchal de France, & furent taillés en pieces : le maréchal y demeura prisonnier avec Guillaume de Nesle son frere, le seigneur Arnoul d'Andrehen, & quelques autres chevaliers. Alors les Anglois étoient comme en possession de battre partout les François, qui néanmoins peu de temps après eurent leur revanche par la prise de saint Jean d'Angeli, que les Anglois tenoient depuis cinq ans, & qui se rendit faute de vivres.

La guerre avoit à peine recommencé, qu'il se fit une nouvelle treve. Les deux nations étant lasses de se battre, & ne pouvant se résoudre à faire la paix. Cette treve fut conclue pour un an, & on promit de part & d'autre de l'observer dès le moment qu'elle fut signée, sans attendre la publication.

Voyez du Tillot, Recueil des traités, &c.

Ces intervalles de tranquillité ne servoient aux deux rois que pour se préparer à la guerre. On voit dans le thrésor des chartes quantité d'hommages rendus en cette année au roi par des seigneurs & des chevaliers de diverses nations, pour des pensions qu'il leur assignoit sur le thrésor royal, à condition de lui faire service avec un certain nombre de trou-

pès, & pendant un certain temps. Il conclut une ligue défensive avec Louis, comte de Flandre contre l'Angleterre, & fit pour s'attacher la noblesse du royaume, une chose dont on n'avoit point encore vu d'exemple en France jusqu'alors.

Ce fut l'institution d'un ordre de chevalerie à l'honneur de Notre-Dame, qui dans une lettre circulaire écrite aux chevaliers, où sont marqués les reglemens de l'ordre, est appelé l'ordre des chevaliers de Notre-Dame de la noble-maison. Cette noble maison étoit celle de saint Ouin entre Paris & saint Denys, où les chevaliers devoient s'assembler tous les ans, & où le roi fit bâtir, & fonda une chapelle destinée à cet usage. Cet ordre fut aussi nommé l'ordre de l'Etoile, parce que les chevaliers devoient porter au chaperon & au manteau, en devant, une étoile blanche sur un émail rouge. Il y avoit au centre de l'étoile un petit soleil d'or au milieu d'un cercle d'azur.

L'institution de cet ordre fut faite à l'imitation de celui de la Jarretiere, institué depuis peu par le roi d'Angleterre, pour honorer les chevaliers qui l'avoient servi avec le plus de distinction dans la guerre de France.

Comme le roi ne vouloit point faire de jaloux dans la situation où se trouvoient ses affaires, la premiere création de chevaliers fut de cinq cents. Ce nombre fut bientôt notablement augmenté : ce qui avilit tellement cette marque d'honneur, que le successeur de Jean l'abandonna aux chevaliers du guet, (a) qui en portent encore aujourd'hui les symboles sur leurs casques.

Quoique la Bretagne fût comprise dans les treves, on ne les y observoit pas. Le parti de la comtesse de Penthièvre, femme de Charles de Blois, étoit sans cesse aux mains avec celui de la comtesse de Montfort. Ce fut durant ces treves, que se donna entre Ploërmel & Joffelin le combat des Trente, si célèbre dans l'histoire de Bretagne, c'est-à-dire, de trente chevaliers Bretons du parti de Charles de Blois, contre vingt Anglois, six Allemands & quatre Bretons du

1351.
Ibid.

*Ordre de l'étoile
établi en France.
Extrait de la
chambre des com-
ptes. R. E. F. 120.*

Avili depuis.

*D'Argentré, Hist.
de Bretagne, lib.
5, cap. 225.*

(a) Cet ordre ne fut pas si-tôt avili, des princes qui en portoient les marques, puisque sous Louis XI il y avoit encore ques.

1351.

parti de la comtesse de Montfort : en voici l'occasion & le succès.

Richard Bembro , Anglois , commandoit dans Ploërmel , & ravageoit les terres de la noblesse du parti de Charles de Blois. Le seigneur de Beaumanoir lui fit demander un sauf-conduit , pour l'aller trouver , & traiter avec lui , afin de modérer les excès qui se commettoient de part & d'autre contre les gens de la campagne , & négocier en même temps pour la rançon de quelques prisonniers.

Dans la conférence on parla de la bravoure des deux nations , & on se ménagea assez peu de part & d'autre sur cet article. Bembro fit paroître peu d'estime des Bretons en comparaison des Anglois , & Beaumanoir parla de ceux-ci à peu près de même. La fierté des deux négociateurs empêcha le succès des négociations , sur les points pour lesquels on s'étoit assemblé. Beaumanoir dit à Bembro d'un air insultant , qu'il ne tiendrait qu'à lui , que les Bretons & les Anglois s'éprouvassent les uns contre les autres , & que , s'il vouloit , cent ou cent cinquante , ou trente Bretons , ou autant qu'il jugeroit à propos , se trouveroient dans un champ de bataille dont on conviendrait , pour combattre un pareil nombre d'Anglois.

Combat particulier entre trente Bretons & un pareil nombre d'Anglois.

Bembro accepta le défi , qui fut fait sur le modèle de celui que fit le roi d'Arragon à Charles d'Anjou , dont j'ai parlé dans l'histoire du règne de saint Louis. Le lieu du combat fut auprès d'un chêne , appelé le chêne de mi-voie , parce qu'il étoit à mi-chemin entre Josselin & Ploërmel. Le jour fut le samedi de devant le quatrième dimanche de carême. Le nombre des combattans fut fixé à trente de chaque côté ; & il ne fut plus question que de choisir les champions.

Beaumanoir étant retourné chez lui , annonça cette nouvelle aux gentilshommes Bretons , dont beaucoup s'empresferent pour être de la partie. Voici les noms de ceux qui furent choisis , dont douze étoient chevaliers , & les autres écuyers. J'ai déjà remarqué ailleurs , que les qualités de chevalier & d'écuyer n'étoient point une distinction qui vint de la naissance ; mais qu'elles marquoient seulement la diffé-

rence de l'âge: car excepté les princes que l'on faisoit souvent chevaliers plus jeunes, il falloit régulièrement parlant parmi la noblesse un âge plus avancé, pour être fait chevalier, & jusqu'à ce temps-là les plus grands seigneurs ne prenoient que la qualité d'écuyer, & servoient sous les chevaliers; il falloit encore que par leurs belles actions ils méritassent ce rang, que les rois, les princes & les seigneurs mêmes chevaliers, donnoient aux écuyers en certaines occasions.

1351.

Les chevaliers Bretons qui furent de ce combat étoient; le Sire de Tinteniach, messire Yves Cherruel, messire Huon de S. Yvon, messire Olivier Arel, messire Jean Rouxelet, Robin de Beaumont, Alexandre Fardet, Haterel, messire Geoffroi de Rochefort, messire Robin de Ragueneil, messire Karo-de-Bodegat, messire Geoffroi Dubois.

Les écuyers furent Guillaume de Montauban, Tristan de Pestivian, Olivier de Kaërentaye, Geoffroi de la Roche, Geoffroi de Beaucorps, Jeannot de Serrens, Huet de Trozuiguidi, Maurice & Geslin Dentragui, Guillaume de la Lande, Olivier de Monteville, Simon Richard, Geoffroi Poulard, Alain de Tinteniach, Alain de Kaerentaye, Louis Goyon, Guyon de Pontblanc, Maurice de Parc.

Quelques mémoires y mettent deux freres de la maison de Fontenai: si cela est il falloit qu'ils fussent trente-deux, sans y comprendre encore les deux chefs Beaumanoir & Bembro; & l'on aura nommé ce combat, le combat des trente, en le marquant par un compte rond, au lieu de l'appeller le combat des trente-trois.

Bembro ne put trouver dans sa garnison & aux environs assez d'Anglois sur lesquels il pût compter, pour faire ce nombre, dans une action aussi importante pour la gloire de la nation. Il n'eut dans sa troupe que vingt Anglois, les autres étoient Allemans & Bretons. Je ne trouve les noms que de vingt-six, savoir messire Robert Cnole, Croquart, qui de valet d'un gentilhomme de Hollande, devint un fameux brigand, & puis servit les Anglois dans la guerre de Bretagne, où il se rendit si considérable par sa bravoure, que le roi de France voulut l'attirer à son service, en lui

1351.

offrant de lui assurer deux mille livres de rente, & de le faire chevalier : mais la manière dont les Anglois faisoient alors la guerre en Bretagne, avoit plus de rapport à son ancien métier de voleur, que celle dont il l'auroit faite au service de France, & il ne voulut point le quitter. Messire Hervé de Lexvalen, Messire Jean Plesanton, Ridard, Hugue son frère, Jannequin Taillard, Rupeford, Richard de la Lande, Thomelin Billefort, qui combattoit avec un maillet de plomb pesant vingt-cinq livres, Hucheton Clamaban qui se servoit dans les combats d'une faux courbée & à deux tranchans, Jannequin de Garneloup, Hannequin Herouard, Jannequin le maréchal, Thomelin Huleton, Robinet Malipas, Yfrai, Valentin, Jean Troussel, Caurelée, Crenolles, d'Agorne. Les quatre Bretons de ce parti étoient, Perrin de Camaleon, Jean le Gaillard, Raoullet Provôt & Dardainès.

Ils s'armerent tous de pied en cap, mais pour les armes offensives chacun les prit telles qu'il voulut.

Comment réglé.

Il fut réglé que l'on combattroit à pié, contre l'ancienne manière de la gendarmerie : mais l'usage changea vers ce temps-là. Nous avons déjà vû que dans le combat qui se donna auprès de Calais, lorsque Geoffroi de Charni voulut surprendre cette place, le roi d'Angleterre & les chevaliers qui l'accompagnoient, étoient à pié aussi-bien que Charni, Ribaumond & les autres chevaliers François. Nous verrons la même chose dans la suite en diverses occasions, où les chevaliers dans les combats faisoient garder leurs chevaux par leurs pages & leurs valets, & formoient ensemble des bataillons ou des files, pour aller à l'ennemi.

Il y eut une chose remarquable à cet égard dans la rencontre dont je parle, c'est qu'il fut permis à Guillaume de Montauban, & à lui seul, de combattre à cheval, les Anglois y ayant consenti apparemment à cause de quelque incommodité qui lui étoit survenue depuis qu'il avoit été choisi pour ce combat, & qui ne permettoit pas à ce seigneur de combattre à pié.

Quand les deux troupes se furent rendues au champ de bataille, les deux chefs les rangerent, & leur firent chacun
une

une courte harangue militaire , pour les exhorter à soutenir avec leur vaillance ordinaire l'honneur de la nation ; & entre autres choses que Bembro dit aux siens , il les assura , que parmi les prophéties de Merlin , fort fameuses en Angleterre , il y en avoit une qui promettoit ce jour-là même une victoire aux Anglois.

1351.

Toutefois ce capitaine , qui faisoit semblant de faire plus de fond sur une telle prédiction , qu'il n'en faisoit en effet , parut se repentir de s'être engagé à cette partie : & comme on étoit prêt à donner , il fit signe au seigneur de Beaumanoir , pour lui parler en particulier.

Ils s'avancerent l'un & l'autre , & Bembro dit à Beaumanoir , qu'avant que de passer outre il étoit bien aise de lui représenter , qu'il lui sembloit qu'une affaire de cette importance avoit été engagée un peu légèrement ; qu'un combat de cette nature ne devoit point se donner sans la permission des deux rois , & qu'on pouvoit différer jusqu'à ce qu'on l'eût obtenue.

*Les chefs des deux partis s'avancent l'un vers l'autre , & pour-
quoi.*

Beaumanoir répondit , qu'il s'y prenoit un peu tard ; que la noblesse Bretonne s'étant donnée la peine de venir sur le champ de bataille , elle ne s'en retourneroit point sans rien faire , & sans mener les mains , & savoir qui avoit plus belle amie ; (car selon les idées de l'ancienne chevalerie , ces combats singuliers se faisoient toujours à l'honneur des dames que les chevaliers servoient) que néanmoins il ne refusoit point de prendre sur cela l'avis de ses compagnons d'armes.

La réponse des chevaliers Bretons fut , qu'il n'étoit plus question de délibérer , & que si l'on se séparoit sans combattre , ce seroit apprêter à rire , non-seulement à toute la France & à toute l'Angleterre ; mais encore à toutes les nations qui entendraient parler d'une telle levée de bouclier.

Beaumanoir porta la réponse , & sur quelques instances que Bembro lui fit encore pour le délai , il coupa court , & le quitta en lui disant , qu'il alloit faire sonner la charge. On ne pensa donc plus qu'à bien attaquer & à se bien défendre.

1351.

*Ils commencent
la charge.*

Il paroît par la relation, qu'ils étoient de chaque côté rangés sur une ligne, & que chaque combattant avoit affaire à celui qui lui étoit opposé dans le rang-ennemi.

Ils partirent de la main au signal, & se chargerent d'une maniere terrible. Les lances dont quelques-uns se servoient, quoique cette arme ne fût gueres autrefois en usage que dans les combats à cheval, sauterent en éclats; les épées, les sabres, les épieux donnant sur les armures à l'épreuve, faisoient feu de tous côtés. Chacun combattoit de pié ferme sans reculer, & le bruit des armes mêlé aux voix des combattans acharnés les uns sur les autres, faisoit un spectacle affreux.

Les Bretons furent très-mal menés dans le premier assaut. Geoffroi Poulart y fut tué, Cherruel & Pestivian ayant été terrassés par leurs adversaires furent pris, & Bodegat & Rouxellet mis hors de combat par leurs blessures; de sorte que les Bretons ne furent plus que vingt-cinq contre trente, & quelques-uns d'entre eux se trouverent avoir deux hommes sur les bras.

Beumanoir voyant la partie devenue inégale en combattant d'homme à homme, prit sagement son parti, & ayant rassemblé ses gens en une espece de bataillon, obligea les Anglois à en faire autant. On se chargea de nouveau avec la même furie, plusieurs de part & d'autre furent blessés. Ce second assaut dura très-long-temps, & mit les combattans des deux partis si fort hors d'haleine, qu'ils se firent comme de concert, pour prendre un moment de relâche, & se firent apporter à boire.

On retourna aussi-tôt au combat, Bembro se lança sur Beumanoir, le saisit au corps, & lui cria de se rendre en lui assurant la vie: mais dans le moment Alain de Kaerentaye donna à Bembro dans le visage un coup de lance qui le renversa par terre. Il tomba aux piés de Geoffroi du Bois, qui le choisissant au défaut de la cuirasse, lui passa son épée au travers du corps, & lui coupa la tête.

Les Anglois après la perte de Bembro leur chef commencerent à prendre l'épouvante. Cherruel & Pestivian, ces deux gentilshommes Bretons qui avoient été faits pri-

sonniers à la première charge, se servirent habilement de ce moment, pour s'échapper du lieu où on les gardoit, & vinrent rejoindre Beaumanoir : mais Croquart ranima les Anglois, & leur cria de se serrer autour de lui, de Caurelée, de Billefort & de Cnole, dont la bravoure rétablit le combat. D'Agorne Anglois & deux Allemans furent tués un peu après Bembro, & Beaumanoir fut blessé du côté des Bretons.

1351.

Ce seigneur pressé de la soif causée par la fatigue & par le sang qu'il perdoit, cria que quelqu'un lui apportât à boire. A quoi Dubois répondit : *Beaumanoir, boi de ton sang, la soif passera, il faut aller jusqu'au bout* ; & tous en ce moment firent un nouvel effort pour enfoncer les Anglois.

Dans ce même-temps Montauban, qui étoit à cheval, se sépara du gros. Beaumanoir croyant qu'il fuyoit, lui cria, *Faux & mauvais chevalier que fais-tu là ? Fais bien ta besogne*, reprit Montauban, *& je ferai la mienne*.

En effet ayant rabattu sur le flanc des Anglois, il poussa son cheval à toute bride, passa sur le corps à plusieurs, & à grands coups de sabre qu'il donnoit à droit & à gauche, en abbatit sept à ses piés.

Après cette nouvelle perte les Anglois ne purent tenir. Ils furent entièrement rompus. Cnole & Caurelée furent faits prisonniers, & le reste dans l'impuissance de se rejoindre, & de résister davantage, abandonna le champ de bataille.

Les Anglois sont vaincus.

Telle fut l'issue du fameux combat des trente si glorieux à la nation Bretonne, mais qui ne décida rien pour les affaires générales des deux prétendans à la possession du duché de Bretagne.

Le maréchal d'Offemont étant sorti de sa prison, fut envoyé l'année suivante en Bretagne au secours du parti de Charles de Blois. Plusieurs seigneurs Bretons le joignirent, entre autres Jean Sire de Rieux, Jean Sire de Kergolai, le vicomte de Rohan, Beaumanoir, Montauban, Tournemine, Tintiniac & Monboucher. Il fut encore plus malheureux en Bretagne, qu'il n'avoit été en Gascogne : car ayant attaqué Vencelé commandant des troupes Angloises auprès

1352.

Wallingam.
Kington.
Froullard.

1352.

Enquête pour
la canonisation de
Charles de Blois.

de Mauron château voisin de S. Meen, que ce général venoit de prendre, il fut non-seulement battu, mais encore tué, le quatorzième d'Août. Cent quarante chevaliers, & beaucoup d'autres de son armée demeurèrent sur la place, & de ce nombre furent le vicomte de Rohan, le comte de la Marche, le seigneur de Briquebec, le châtelain de Beauvais, & Tinteniac. Charles de Blois, apprenant cette triste nouvelle en Angleterre, ne dit point autre chose, sinon, *que Dieu soit benî pour tout ce qu'il nous envoie.*

La comtesse de Penthievre, deux ou trois mois après cette défaite, de concert avec les états de Bretagne de son parti, fit passer Beaumanoir en Angleterre, où il fut accompagné par le jeune Bertrand du Guesclin, & par quelques chevaliers Brerons, pour négocier la délivrance de Charles de Blois, qui durant sa prison travailloit avec plus de succès pour ses intérêts, qu'il n'avoit fait jusqu'alors les armes à la main. La reine d'Angleterre, dont il étoit cousin germain, agissoit en sa faveur auprès du roi son mari; & peu s'en fallut que ce prince gagné par la reine, n'abandonnât la comtesse de Montfort. Le comte de Derbi, qui étoit tout dévoué à cette comtesse, rompit le coup, en représentant au roi, qu'il avoit donné trop solennellement sa parole, pour s'en dédire, qu'il y alloit de son honneur de maintenir en possession du duché de Bretagne le jeune comte de Montfort, à qui il avoit fait l'honneur de faire épouser sa fille; que cette infidélité, où l'on vouloit l'engager, feroit grand tort à sa réputation dans le monde, & qu'il pouvoit beaucoup plus compter sur l'attachement du comte, que sur celui de Charles de Blois, qui étant tout François d'inclination, ne lui seroit fidele qu'autant qu'il verroit le roi de France hors d'état de le soutenir.

Lobineau nouvelle hist. de Bretagne.

La reine voyant ce coup manqué, ne se rebuta pas, & continua de solliciter la délivrance de Charles : mais elle n'en vint à bout que deux ans après, l'an 1355. Charles convint de sa rançon. Il donna pour ôtage ses deux fils, en attendant qu'il l'eût payée, & promit que jusqu'à ce qu'il eût fourni la somme il ne prendroit point les armes contre la comtesse de Montfort. Il fut relâché & retourna en Bretagne, laissant ses deux fils en Angleterre.

Tandis qu'on négocioit pour la délivrance de Charles de Blois, le roi d'Angleterre, nonobstant la treve, fit une conquête considérable sur la France. Le gouverneur de Guines étant allé à Paris, pour assister à une assemblée des chevaliers de l'étoile, laissa le soin de la place à son lieutenant, qui la vendit & la livra au gouverneur de Calais. Ce gouverneur de Calais étoit Aimeri de Pavie, à qui nonobstant la trahison par laquelle il avoit voulu livrer cette place aux François, Edouard en avoit rendu le gouvernement. Le roi envoya demander raison à Edouard, de la surprise de Guines, à quoi ce prince ne répondit que par une raillerie pleine d'insulte; que les surprises des places n'étoient point défendues dans les traités de treve; qu'on en étoit persuadé en France, témoin Charni, qui sur la fin du dernier regne, avoit durant la treve voulu surprendre Calais; & que toute la différence qu'il y avoit, étoit que l'un avoit réussi, & l'autre non. Le roi s'en plaignit au pape Clement VI, mais la mort de ce pape survenue peu de temps après, ne lui permit pas d'agir là-dessus. On entreprit le siège de Guines: mais les Anglois le firent lever. Les choses en demeurèrent là, le roi d'Angleterre prétendant toujours avoir droit sur Guines, pour se dédommager de la rançon qu'il avoit perdue à la mort du feu connétable.

Aimeri de Pavie ayant si bien réussi à la surprise de Guines, voulut faire une tentative sur S. Omer. Geoffroi de Charni, qui étoit de retour de sa prison d'Angleterre, y commandoit toujours. Il en fut averti, & en donna avis au maréchal de Beaujeu, qui alla au-devant des Anglois. Le maréchal fut tué dans cette rencontre: mais les Anglois furent défaits: Aimeri de Pavie fut pris & conduit à saint Omer, où Charni le fit écarteller, pour le punir de la perfidie qu'il lui avoit faite à Calais; digne supplice de sa double trahison.

Cependant on prolongea de nouveau la treve, par la médiation du cardinal de Boulogne, oncle de la reine de France, envoyé pour ce sujet par le pape Innocent VI, successeur de Clement VI. Ces prorogations se firent tous les ans, jusqu'à l'année 1355, par les soins du Saint siège, qui em-

1352.
*Conquête du roi
d'Angleterre sur la
France.*

Matth. Villani,
lib. 3.

Meyerus. *Annales
Flandriz.*

*Treve prolongée
entre les deux na-
tions.*

1352.

ploya en vain toute son autorité & toute l'adresse de ses légats pour amener les deux rois à la paix. Il auroit sans doute plus aisément réussi, si la conquête de Calais n'avoit fait concevoir à Edouard l'espérance de se rendre maître de la France, dont il soutenoit toujours que la couronne lui appartenoit, & si ce prince n'eût regardé les nouvelles brouilleries qui arrivoient tous les jours dans le royaume, comme des événemens heureux, & propres à lui faciliter le chemin au throne de France.

Troubles dans le royaume à qui imputés.

Favyn. Hist. de Navarre.

L'auteur de ces nouveaux troubles fut Charles roi de Navarre. Il étoit proche parent du roi, étant fils de Jeanne de France, fille de Louis Hutin, reine de Navarre, & de Philippe comte d'Evreux, qui étoit aussi prince du sang. Ce jeune roi avoit été élevé à la cour de France. Le roi Philippe son pere étoit mort de ses blessures en combattant en Espagne contre les Maures l'an 1343, & il avoit perdu la reine sa mere en 1349. Il étoit alors âgé de dix-sept à dix-huit ans. Il alla prendre possession de sa couronne, & immédiatement après il défit quelques rebelles, qu'il châtia sévèrement. Jusqu'à la mort de Philippe de Valois, il avoit fait les délices de la cour de France. Son esprit, sa vivacité, sa politesse le faisoient briller par-tout; civil, honnête; populaire, éloquent jusqu'au prodige, il s'étoit rendu maître de tous les cœurs: mais il abusait étrangement dans la suite de toutes ces belles qualités. Il devint fourbe, perfide, vindicatif, cruel, & fut la cause de la ruine entière de la France.

Ayant appris la mort de Philippe de Valois, il fit lieutenant général de ses états son frere Louis, & revint en France avec Philippe son autre frere comte de Longueville. Le roi Jean lui fit aussi-tôt épouser sa fille Jeanne de France. C'étoit un des desseins que Charles s'étoit proposés en revenant à la cour: mais il en avoit encore un autre. Comme il voyoit les affaires de ce royaume en très-mauvais état, & l'embarras que les Anglois caufoient au roi, il crut la conjoncture favorable, pour faire valoir les prétentions qu'il avoit sur les comtés de Champagne & de Brie, & sur le duché de Bourgogne, qu'il prétendoit lui appartenir du

chef de Jeanne sa mere , malgré les traités qui s'étoient faits entre cette princesse & les prédécesseurs du roi , & nonobstant les échanges & les dédommagemens dont on étoit convenu dans ces traités. Il ne fut pas écouté là - dessus : mais ayant représenté au roi que le comté d'Angoulême , qui étoit une des échanges qu'on avoit faits pour la Champagne , étoit entierement ruiné par les Anglois , & qu'il n'en pouvoit rien tirer , ce prince lui donna au lieu du comté d'Angoulême , les villes de Mante & de Meulan , ce qui le rendoit fort puissant en Normandie , où il possédoit déjà en vertu des anciens traités , & du chef de son pere , le comté d'Evreux , celui de Mortain , & quelques autres places.

Le roi n'eut pas plutôt retiré de ses mains le comté d'Angoulême , qu'il le donna au connétable Charles d'Espagne son favori , que le roi de Navarre haïssoit. Ce prince jaloux du connétable jusqu'à la fureur , porta très-impatiemment de voir ainsi son ennemi enrichi de sa dépouille. Il dissimula néanmoins sa colere , pour se venger plus à coup sur , & il laissa passer quelque temps , sans faire paroître son ressentiment : mais un jour sachant que le connétable étoit à l'Aigle en Normandie sans se défier de rien , il y alla accompagné de son frere Philippe de Navarre , & de Louis d'Harcourt , de Geoffroi d'Harcourt , du seigneur de Gravelle , & de plusieurs autres gentilshommes tant de Normandie que de Navarre. Il y arriva la nuit , fit investir l'hôtellerie où le connétable s'étoit logé , & le fit massacrer dans son lit.

Après ce lâche & cruel assassinat , il se retira à Evreux , d'où il envoya un manifeste à plusieurs des principales villes du royaume , pour les informer de ce qu'il avoit fait , les priant de regarder cette mort comme le châtimement des injures particulieres qu'il avoit reçues du connétable , & de l'abus qu'il faisoit de son autorité , par les mauvais conseils qu'il donnoit au roi au désavantage des peuples , & il les conjura de prendre son parti , en cas qu'il en fût besoin , contre les amis du connétable. Il traita secretement par son chancelier avec le comte de Derby , fait depuis peu duc de

1354.

Assassinat du connétable Charles d'Espagne par le roi de Navarre.
Froissard, c. 154,
an. 1354.

Procès MSS. du roi de Navarre de la bibl. oth. que du collège de Louis le Grand.

1354.

Lancastre, qui lui promit du secours, & l'assura qu'il ne seroit pas désavoué par le roi d'Angleterre. Il envoya au comte de Flandre, pour emprunter de l'argent sur des joyaux qu'il lui engagea, & se mit de toutes manieres en état de se défendre, si on entreprenoit de l'inquiéter sur cette noire action.

Le roi apprit l'assassinat du connétable avec autant de douleur que d'indignation & de colere : mais la qualité du coupable, qui se faisoit honneur d'un tel crime, qui étoit roi & son gendre, lui causoient un égal embarras. C'étoit un attentat prémédité, une insulte à la majesté royale, & une de ces entreprises, qui ne se font que quand on est prêt ou résolu à lever l'étendart de la révolte. Il savoit en général, que le roi de Navarre tramoit quelque intrigue ; on l'avoit averti qu'il faisoit travailler aux fortifications des places qui lui appartenoint en Normandie & ailleurs ; les lettres qu'il avoit affecté d'écrire pour sa justification à diverses villes du royaume, marquoient qu'il y avoit des correspondans & des partisans ; tout faisoit appréhender une guerre civile au roi, déjà trop embarrassé à trouver les moyens de se défendre contre les ennemis du dehors. La treve ne s'observoit presque nulle part. On faisoit des hostilités en Bretagne, en Picardie, dans le Maine, en Normandie : & les Anglois venoient de surprendre le château de Domfront dans cette dernière province. C'étoit là la fâcheuse situation où se trouvoit le roi, à qui il paroissoit également dangereux de dissimuler, & d'entreprendre de punir le crime du roi de Navarre.

Continuat. Nan-
gii.

D'Argentré, hist.
de Bretagne

Froissard. loc.
cit.

Continuat. Nan-
gii.

Sur ces entrefaites le comte de Namur arriva à Paris, envoyé par le roi de Navarre, & chargé de faire de sa part plus de plaintes que d'excuses. Le comte fit comprendre au roi, combien il seroit dangereux dans les conjonctures de pousser ce jeune prince, & lui persuada de ne pas refuser un accommodement, & de se contenter de quelque satisfaction. Gui, cardinal de Boulogne, qui étoit à la cour pour travailler à la paix des deux couronnes, la reine Jeanne, veuve de Charles le Bel, tante du roi de Navarre, la reine Blanche de Navarre, sœur de ce prince, veuve de
Philippe

Philippe de Valois, employèrent leurs bons offices pour le même sujet. Le cardinal, le duc de Bourbon, le comte de Vendôme, & l'évêque de Laon, furent chargés de la négociation, & allèrent trouver le roi de Navarre à Mante.

1354.

Cette députation lui fit comprendre qu'on le craignoit, & le rendit plus fier que jamais. Il se fit beaucoup prier, pour se résoudre à faire au roi quelque excuse, & n'y voulut jamais consentir, qu'on ne lui promît de nouveaux dédommagemens pour le comté de Champagne, & de lui payer certaines sommes d'argent qui lui étoient dûes par les anciens traités. Il demanda qu'on lui cédât le comté de Beaumont-le-Roger, Conches, Orbec, le vicomté de Pont-Audemer, le bailliage de Cotentin, & quelques autres domaines : que les seigneurs d'Harcourt, & quelques gentilshommes de ses amis, entraissent en sa foi & hommage, pour toutes leurs terres en quelque quartier du royaume qu'elles fussent situées; que toutes les terres & domaines qu'il demandoit, aussi bien que ceux qu'il possédoit déjà en France, fussent tenus par lui en pairie. Qu'il pût assembler deux fois l'année un échiquier, pour les procès de ses vassaux, avec toutes les mêmes prérogatives qui étoient attribuées à l'échiquier de Normandie, & que ni lui, ni ceux qui avoient contribué à la mort du connétable, ne pussent jamais être recherchés ou inquiétés sur ce sujet.

*Comme cette
affaire fut accom-
modée.*

Le cardinal retourna au roi chargé de ces propositions. Celle qui regardoit les nouveaux dédommagemens étoit d'autant plus difficile à accorder, que la plupart des domaines dont il s'agissoit, faisoient partie des apanages de Philippe, duc d'Orléans, frère du roi. Néanmoins après bien des délibérations, le roi de l'avis de son conseil, accorda tout, à condition que le roi de Navarre lui demanderoit pardon en plein parlement.

Ce prince, qui ne s'embarrassoit pas d'une satisfaction, que tout le monde verroit bien n'être qu'une cérémonie, & qui lui apportoit de si grands avantages, y consentit : mais il eut la hardiesse de demander, qu'avant qu'il entrât à Paris, on lui donnât en ôtage le comte d'Anjou, second fils du

1354.

Le roi de Navarre demande pardon au roi pour la forme seulement.

Froissard, loc. cit.

roi. On lui passa encore cet article, parce qu'on vouloit finir l'affaire.

Tout ayant été ainsi réglé, le roi de Navarre comparut devant le parlement le quatrieme de Mars. Le roi y étoit en son lit de justice, accompagné de plusieurs pairs de France, du cardinal de Boulogne, des présidens & conseillers du parlement, & des gens de son conseil. Le roi de Navarre en présence de cette assemblée, dit au roi, qu'il le prioit de lui pardonner la mort du connétable Charles d'Espagne, quoiqu'il eût eu de bonnes raisons pour le traiter comme il avoit fait, & qu'il les lui déclareroit en temps & lieu : qu'au reste il protestoit avec serment, qu'il n'avoit rien fait en cette occasion à dessein d'offenser le roi, ni par mépris pour la charge de connétable, que rien ne l'affligeoit davantage, que d'être tombé par là dans l'indignation de Sa Majesté.

Si-tôt qu'il eut dit ces paroles, le roi pour la forme ordonna à Jacques de Bourbon, nouveau connétable, de mettre Charles de Navarre en arrêt. Il le conduisit hors de la chambre, & aussi-tôt, ainsi qu'on en étoit convenu, les deux reines douairieres se jetterent aux piés du roi, pour lui demander la grace du roi de Navarre, qu'il leur accorda. En même temps le connétable & les maréchaux de France allerent le reprendre, le ramenerent dans la chambre, le placerent entre les deux reines, qui étoient demeurées debout devant le roi.

Le cardinal de Boulogne prit la parole, & l'adressant au roi de Navarre, lui représenta les grands sujets de mécontentement qu'il avoit donnés au roi son beau-pere & son seigneur, & l'avertit de ne pas abuser dans la suite de la bonté d'un prince qui l'aimoit si tendrement, & qui vouloit bien lui accorder sa grace après un si grand crime.

Le cardinal ayant achevé de parler, le roi de Navarre & les deux reines se jetterent à genoux devant le roi, & le remercierent du pardon qu'il lui accordoit. Le roi les ayant fait relever, le cardinal dit tout haut, que le roi prétendoit que ce pardon fût sans conséquence : & que si jamais il arrivoit à qui que ce fût d'attenter à la vie du moindre de ses

officiers , il en feroit châtié selon toute la rigueur de la justice , fût-il fils de roi. C'est ainsi que finit cette espece de comédie , où celui qui faisoit le personnage de juge , tint une contenance beaucoup plus contrainte que le criminel. Il n'en coûta au roi de Navarre que la fondation de quelques messes pour le repos de l'ame du connétable.

Jean , comte d'Harcourt & Louis d'Harcourt son frere , obtinrent aussi leur grace ; & eurent permission quelques mois après de revenir à la cour. Le bruit fut que pour rentrer dans les bonnes grâces du roi , ils lui découvrirent bien des intrigues du roi de Navarre , & les motifs secrets de la mort du connétable ; qu'ils lui apprirent entre autres choses , que Robert de Lorris son chambellan avoit des liaisons très-étroites avec le roi de Navarre , & qu'il lui donnoit avis de toutes les résolutions qui se prenoient dans le conseil. C'est au moins ce qui se disoit alors , quand on vit le chambellan s'échapper de la cour , & s'enfuir hors du royaume. Quelques mois après néanmoins ce seigneur ayant obtenu un sauf-conduit du roi , se disculpa , & assista aux conférences qui se tinrent à Avignon pour la paix entre les deux couronnes en présence du pape. Ces conférences , où les plénipotentiaires pour la France furent le duc de Bourbon , & Pierre de la Forêt , archevêque de Rouen , & chancelier de France , & pour l'Angleterre le duc de Lancastre , ne produisirent encore rien autre chose , qu'une prorogation de treve jusqu'à la S. Jean d'été.

On étoit cependant à la cour fort attentif à toutes les démarches du roi de Navarre , dont la conduite devint plus que jamais suspecte , lorsqu'on eut appris qu'il étoit parti secrètement de Normandie , qu'il avoit été à Avignon , & delà en Navarre ; on ne douta pas qu'il n'eût pris à Avignon de nouvelles mesures avec les députés d'Angleterre. La chose étoit très-véritable : & ce qu'il y eut de surprenant , c'est qu'après en être sorti , il y entra la nuit , & y demeura quinze jours caché , tantôt dans l'hôtel du cardinal d'Offie , tantôt dans celui du cardinal Gui de Boulogne , qui étant médiateur au nom du pape entre la France & l'Angleterre , étoient en même temps d'intelligence avec

1354.
Continuat. Nau-
gii.

Froissard , loc.
cit.

Du Tillet , re-
cueil des traités ,
&c.

*La conduite de-
vient de plus en
plus suspecte.*

Procès MSS. du
roi de Navarre.

1354.

un homme qui trahissoit le roi , & avoit toutes les nuits des conférences avec le duc de Lancastre , pour perdre ce prince & son royaume.

Troissard , loc.
cit.

Sur ces nouvelles le roi vint en Normandie , pour mettre en sa main toutes les terres & toutes les places que le roi de Navarre y possédoit. Plusieurs châteaux reçurent les officiers du roi : mais on ne voulut point reconnoître les ordres de ce prince dans les principales forteresses , où il y avoit de bonnes garnisons de Navarrois , comme à Evreux , au Pont - Audemer , à Cherbourg , à Avranches , à Mortain & à Gavre.

1355.

Annales de France.

Procès MSS. du
roi de Navarre.

Le roi de Navarre ayant eu avis de la faïsie faite par le roi de quelques-unes de ses places , lui dépêcha au mois de Février le seigneur Gaucher de l'Orme , pour se disculper , & pour demander un sauf-conduit , afin de venir lui-même rendre compte de sa conduite. Le roi le lui accorda , & cependant il envoya Charles dauphin , son fils aîné en Normandie , où la noblesse du pays lui fournit trois mille hommes d'armes pour trois mois. Le roi de Navarre ne retourna en France qu'au mois d'Août : mais il y vint accompagné de deux mille hommes , avec lesquels il débarqua à Cherbourg , sans pourtant accepter , ni aussi sans rejeter entièrement l'offre que lui faisoit le roi d'Angleterre , de venir descendre en Normandie , pour le seconder de toutes ses forces.

Le roi fait la
paix avec lui.

La garnison Navarroise d'Evreux ayant su son arrivée , commença à courir sur les terres du roi , & surprit le château de Conches. La prise de cette place donna moins d'inquiétude , que le débarquement du roi de Navarre en Normandie. Le roi envoya promptement des troupes à Caen , sous la conduite du comte de Savoye & de Jacques de Bourbon , connétable de France. Gaucher de Brienne , duc d'Athènes , & Geoffroi de Charni se jetterent aussi dans la place. Le connétable avoit ordre de ne point commencer les hostilités ; mais au contraire de faire un nouveau traité de paix avec le roi de Navarre , s'il pouvoit l'y engager , parce qu'on sçavoit que le duc de Lancastre étoit à l'isle de Grenesee , & que le roi d'Angleterre se préparoit à faire

voile en Normandie, dès que le roi de Navarre l'y appellerait. Le connétable demanda au roi de Navarre une entrevue qu'il lui accorda : elle se fit à Valogne. La paix fut achetée au prix de cent mille écus, qui furent promis au roi de Navarre. Après cela il protesta qu'il ne souhaitoit rien plus, que de convaincre le roi de sa fidélité & de son attachement pour la France : on le crut, ou l'on fit semblant de le croire. Le connétable le mena de Valogne au Vaudreuil, où étoit le dauphin, avec lequel il vint à Paris au mois de Septembre. Il salua le roi, s'excusa sur son départ de Normandie ; lui jura que depuis la mort du connétable il n'avoit rien fait contre l'état, & le supplia de lui accorder ses bonnes grâces. On affecta de part & d'autre de paroître content, sans l'être. C'étoit une nécessité pour le roi de dissimuler, voyant que la guerre étoit sur le point de recommencer plus vivement que jamais avec l'Angleterre.

En effet le prince de Galles, qui s'étoit rendu en Gascogne avec des troupes, commença au mois d'Octobre à ravager les terres de France jusqu'à Toulouse, passa la Garonne, & vint brûler les fauxbourgs de Carcassonne, s'avança jusqu'à Narbonne en continuant le dégât, & retourna au mois de Novembre à Bourdeaux avec un grand butin & quantité de prisonniers. Il fit toutes ces courses sans opposition, quoique le connétable de Bourbon fût dans le pays avec plus de monde que n'en avoit ce prince : mais il avoit ordre de ne rien hasarder.

D'autre part le roi d'Angleterre voyant qu'il n'y avoit plus rien à faire en Normandie, prit terre à Calais, se mit aussi en campagne, & s'avança jusqu'à Hedin, dont il pillait les environs : le roi étoit alors à Amiens avec son armée. Il ne fut pas plutôt le roi d'Angleterre en campagne, qu'il décampa, pour aller au-devant de lui. Ce prince évita sa rencontre, & se retira à Calais. Le roi vint camper à Saint-Omer, d'où il envoya au roi d'Angleterre le maréchal d'Andrehen, pour lui offrir la bataille ou le duel. Il ne voulut accepter ni l'un ni l'autre ; & l'hyver approchant, ils s'en retourna en Angleterre : c'est tout ce qui se passa dans cette première campagne.

1355.

La guerre recommence avec l'Angleterre.

*Continuat. Naa-
gii.*

1355.

Les peuples de France respiroient encore à peine , & des treves si mal gardées ne leur avoient pas laissé le moyen de se remettre des pertes causées sur la fin du regne précédent par la plus cruelle de toutes les guerres , par la famine & par la peste , qui avoient entierement désolé le royaume. Ils se voyoient à la veille de retomber dans les mêmes malheurs : on ne pouvoit s'en exempter que par une vigoureuse défense. Les soldats ne manquoient pas ; tout un royaume est bientôt agguerri , quand l'ennemi s'y fait voir de tous côtés , comme il étoit arrivé devant & après la bataille de Creci : mais il falloit de l'argent. Le roi n'osoit mettre de nouveaux impôts , de peur d'exciter des révoltes ; ainsi le parti qu'il prit , fut d'assembler les états à Paris , pour concerter avec eux les moyens de défendre le royaume.

Première assemblée des états pour défendre le royaume

Froissard, c. 155.

Registre B. fol. 66 verso.

C'est là proprement la première fois que la France fut représentée dans cette assemblée par les trois corps , qu'on a depuis appelés les états. Jusqu'alors nos rois n'avoient gueres convoqué , pour délibérer sur les nécessités du royaume , que la noblesse & les prélats : ce qu'on appelle le tiers état n'avoit point encore paru en ces occasions , comme faisant un membre du corps de l'état , & comme autorisé à donner son suffrage dans les délibérations publiques. On voit bien par un registre de la chambre des comptes de Paris , que le feu roi Philippe de Valois fit l'an 1332 à Orléans une ordonnance touchant les monnoies , & quelques autres points de police , par l'avis des prélats , barons & notables du royaume : mais il ne paroît pas que cette assemblée fût générale. Le roi ordonna donc , que vers la S. André , non-seulement les seigneurs , les prélats , & les députés des chapitres se trouvassent à Paris ; mais encore il envoya ordre à toutes les principales villes du royaume , de députer pour cette assemblée quelques-uns de leurs plus notables bourgeois , afin de donner leurs avis sur les conjonctures présentes.

MSS. de Brienne, vol. 276.

Quand on se fut assemblé dans la chambre du parlement , le roi ordonna à son chancelier Pierre de la Forêt , (a) car-

(a) Il n'étoit pas encore cardinal , cembre. Voyez du Chêne , *histoire des chanceliers*, & Aubry, *hist. des cardinaux*.

dinal & archevêque de Rouen, d'exposer le sujet pour lequel il avoit jugé à propos de convoquer les états du royaume. Il le fit avec beaucoup d'éloquence ; exposa les dangers pressans d'une guerre qu'on n'avoit pû éviter, quelques efforts qu'on eût faits, pour vaincre l'opiniâtreté d'un ennemi déterminé à envahir le royaume ; montra la nécessité absolue qu'il y avoit de chercher les moyens de se défendre ; qu'il y alloit de la vie & des biens de tous les particuliers ; que l'épargne du prince étant épuisée, c'étoit aux peuples à lui fournir des fonds pour soutenir une guerre qu'il ne faisoit point pour sa propre gloire, ni pour ses intérêts particuliers, mais uniquement pour le salut de ses sujets. Il dit que le roi avoit encore une ressource, qui étoit d'augmenter la valeur des monnoies ; mais que les peuples s'étoient trouvés depuis long-temps si incommodés de ce moyen, qu'il étoit résolu de ne s'en plus servir, & qu'il lui falloit trouver d'autres secours.

A ce discours Jean de Craon, archevêque de Reims, au nom du clergé, Gaucher de Brienne, duc d'Athenes, au nom de la noblesse, & Etienne Marcel, prévôt des marchands de Paris, au nom du tiers-état, répondirent qu'ils étoient prêts de sacrifier leurs biens & leurs vies au service du roi & au salut de l'état, & requirent qu'il leur fût permis de délibérer.

Après la délibération, ces trois chefs des états vinrent dire au roi en pleine assemblée, qu'on lui feroit une armée de trente mille hommes d'armes pendant un an, dont l'entretien seroit pris sur la gabelle qui seroit établie dans tout le royaume, & sur un impôt de huit deniers par livre qu'on mettroit sur toutes les denrées. Que comme on ne pouvoit pas encore savoir, si les sommes qu'on tireroit de ces deux fonds, seroient suffisantes, on en feroit la discussion, & qu'on se rassembleroit au premier jour de Mars, pour résoudre de la maniere dont on suppléeroit au défaut de ce qui pourroit manquer. On le fit au temps marqué par une capitation, dont personne ne fut exempt, non pas même les princes du sang ; & chacun selon son rang & ses facultés fut taxé. Il se conclut vers ce temps-là un traité de ligue

1355.

*Secours qu'elle
donna au roi.*

*Capitation gé-
nérale.*

offensive & défensive entre le roi & Pierre d'Arragon ; mais qui ne fut point exécuté , apparemment faute d'argent.

1355.
Du Tillet, Recueil des traités &c.

Froissard. c. 156.

Quoique tout se fût passé assez tranquillement aux états de Paris, & que les résolutions dont j'ai parlé, y eussent été prises d'un consentement presque général, il ne laissa pas d'y avoir quelques esprits brouillons, qui tâcherent sous-main d'en empêcher le succès, & de traverser les desseins du roi. Le comte Jean d'Harcourt, de concert avec le roi de Navarre, & quelques autres seigneurs, avoient fait tout leur possible pour cela. Le roi ne l'ignoroit pas, & il avoit su que le jour qu'une des séances s'étoit tenue à Ruel, ce comte avoit dit en présence de quantité de seigneurs des paroles très-injurieuses contre sa personne. De plus, quand il fut question de se rassembler au commencement de Mars pour la dernière conclusion, diverses villes de Normandie, & quelques-unes de Picardie, n'avoient point voulu envoyer une seconde fois leurs députés. Plusieurs gentilshommes qui devoient y assister, s'en absenterent. Il s'étoit fait depuis à Arras une sédition du peuple contre la noblesse, où il y avoit eu plus de vingt gentilshommes tués, & les autres ayant été contraints de sortir de la ville, la populace s'en étoit rendue la maîtresse. Tout cela tendoit à un même but, c'est - à - dire, à susciter de nouveaux embarras au roi.

Le dauphin se laisse séduire à de mauvais conseils contre le roi son pere.

Ce qui le chagrina le plus, c'est qu'il n'y eut pas jusqu'au dauphin son fils aîné, qui ne se laissât séduire. Le roi de Navarre le prit par l'endroit le plus sensible à un jeune prince. Il lui dit qu'ayant déjà dix-huit ans, c'étoit une chose indigne que le roi son pere ne l'eût pas encore pourvu d'un gouvernement ; qu'il savoit de bonne part, que toute sa tendresse étoit pour ses cadets, & qu'il n'avoit nulle amitié pour lui ; qu'il n'en obtiendrait rien, à moins qu'il ne se fit craindre, & qu'en faisant le personnage de mécontent, il auroit infailliblement ce qu'il ne pouvoit gagner par la complaisance aveugle qu'il avoit pour lui. Ce jeune prince ne fut que trop susceptible de ces mauvais conseils. Il lya la partie avec le roi de Navarre ; il résolut de quitter la cour, & de se reti-

rer avec lui à celle de l'empereur son oncle Charles IV. On voit même par les dépositions d'un gentilhomme nommé Friquet, qui étoit du complot, & à qui on fit le procès long-temps après sous le regne de Charles VI pour d'autres affaires, où le roi de Navarre l'avoit engagé : on voit, dis-je, par ces dépositions, que le but de cette retraite étoit de prendre des mesures avec l'empereur, pour se saisir de la personne du roi, le renfermer en quelque château, & ensuite attenter sur sa vie : le jour fut pris pour le départ. Le roi de Navarre vint de Paci à Mante, & envoya delà, comme on en étoit convenu, vingt ou trente cavaliers, pour servir d'escorte au dauphin : mais l'intrigue fut découverte. Le roi fit comprendre à son fils l'imprudence de sa conduite, de se livrer ainsi aveuglément au plus grand ennemi de l'état & de la maison royale. Il le fit avec douceur rentrer en lui-même ; & pour lui ôter tout prétexte de mécontentement, lui donna le duché de Normandie. Les cavaliers étoient déjà partis, lorsque le roi de Navarre reçut une lettre du dauphin, qui lui mandoit que le roi savoit leur dessein. Aussi-tôt, le roi de Navarre envoya Friquet, & le seigneur de Landas après les cavaliers, qu'ils trouverent à S. Cloud, & qu'ils firent retourner sur leurs pas.

1355.

L'intrigue est découverte.

MSS. de Brienne, vol. 276.

Le roi voyoit bien par cette conduite du roi de Navarre, qu'il avoit tout à craindre de lui, dès que la prochaine campagne seroit commencée, & que les Harcourt étoient gens capables de faire soulever la Normandie. C'est ce qui lui fit prendre la résolution de s'assurer du roi de Navarre, du comte d'Harcourt, & des plus puissans de leurs amis. Il n'y avoit pas moyen de le faire à force ouverte, le roi de Navarre ayant soin d'être toujours bien accompagné ; il fallut avoir recours à la surprise, & voici comment la chose fut exécutée.

Le prince Charles, dauphin, ainsi que je viens de dire, avoit été fait duc de Normandie : c'étoit une raison pour ce jeune prince de faire son séjour ordinaire en cette province, depuis que la guerre avoit recommencé. Un de ses plus grands soins étoit de veiller sur les démarches du roi de Navarre, qui y faisoit aussi sa résidence, à cause des grands

1356.

Le roi de Navarre est arrêté avec d'autres seigneurs séditieux.

1356.

domaines qu'il y possédoit. Le dauphin affectoit avec lui & les Harcourt beaucoup de franchise & de cordialité apparente, afin de les mieux engager dans le piège. Ils vinrent à Rouen durant le carême. Le dauphin en ayant donné avis au roi, ils convinrent ensemble du jour & de la manière qu'ils prendroient pour s'en saisir sans bruit, & sans qu'ils pussent leur échapper.

Continuat. Nan-
gii.

Le cinquieme d'Avril, qui étoit un mardi d'après la mi-carême, le dauphin les invita tous à dîner au château de Rouen. Le roi étoit parti avant le jour du village de Maineville, accompagné seulement de cent lances, ayant avec lui Louis, comte d'Anjou, son second fils, le duc d'Orléans son frere, Jean & Charles d'Artois, le comte de Tancarville, Arnoul d'Andrehen, maréchal de France, & quelques autres barons & chevaliers. On s'arrêta quelque temps à un village proche de Rouen, pour attendre l'heure marquée, qui étoit celle du dîner. Dès que le roi fut averti qu'on étoit à table, il vint avec son monde en grande diligence, entra dans le château par la porte de la campagne; qu'on lui avoit tenue ouverte; se saisit de toutes les avenues de la place, & parut bien accompagné dans la salle, avant que le roi de Navarre fût averti de rien. Il donna sur le champ ordre qu'on se fît de ce prince, & de tous les autres qui étoient à table avec le dauphin, savoir, du comte Jean d'Harcourt, de Louis & de Guillaume d'Harcourt, freres du comte, des seigneurs de Préaux, de Clere, de Friquant, de Graville, de Tournebu, (a) de Maubue, & de deux écuyers nommés Olivier Doublet & Jean de Vaubatu. On les enferma tous dans diverses chambres du château, & cela fut exécuté, sans que dans la ville on eût aucun soupçon de ce qui se passoit.

Châtimens de

Le roi se fit apporter à manger, & délibéra durant le repas

(a) M. de Boulainvilliers a remarqué que ce seigneur ne s'appelloit pas de Maubue, mais Maubué, qui étoit son nom de Baptême, Froissard l'appelle Maubué de Mamefnars. Il est nommé Maubué de Mainemares, dans les grandes chroniques MSS, dans l'histoire MSS. de Jean le Feron, & dans la chronique MSS. de Normandie. Voyez l'histoire de la maison d'Harcourt, tome 3, page 271, on y rapporte un extrait des chroniques de Froissard, où il est pareillement appelé Maubué de Mainemares.

avec le dauphin & les principaux seigneurs de sa compagnie, ce qu'il y avoit à faire touchant les prisonniers. Il fut résolu de punir sur le champ le comte d'Harcourt, les seigneurs de Graville & de Maubue, & Olivier Doublet. Le roi les fit conduire jusqu'à un champ proche delà, appelé encore aujourd'hui le champ du pardon, & leur fit couper la tête. Leurs corps furent pendus au gibet, & leurs têtes plantées au même lieu.

1356.
*quelques uns des
plus coupables.*

Le lendemain le roi de Navarre fut mené sous bonne garde à Château-gaillard, & delà au châtelet de Paris, avec le seigneur de Friquant & Vaubatu. Les autres qui avoient été arrêtés, furent mis en liberté, parce que le roi ne voulut pas trop examiner lesquels d'entre eux méritoient, ou ne méritoient pas d'être punis.

Après cette exécution, le roi envoya le maréchal d'Andrehen en Artois sous prétexte de visiter les places de cette province, & pourvoir à leur défense. Il entra dans Arras, & ayant avec beaucoup d'adresse & sans bruit, fait arrêter une centaine des plus séditieux & des plus coupables du dernier tumulte, il fit couper la tête à vingt, mit les autres en prison jusqu'à nouvel ordre, & se rendit maître de la place par une bonne garnison.

*Autres puni-
tions.
Froissard, loc.
cit.*

La nouvelle de ce qui étoit arrivé à Rouen, & de la prison du roi de Navarre fit grand bruit dans le royaume, & chacun en parloit selon ses idées & ses inclinations. Le coup auroit été le plus heureux du monde, & sans aucune conséquence, si l'on eût pu attirer dans la même embuscade, Philippe, frere du roi de Navarre, & Geoffroi d'Harcourt, le plus dangereux homme de cette famille, & celui qui avoit introduit en Normandie le roi d'Angleterre sous le dernier regne. Il avoit obtenu son pardon de Philippe de Valois : mais c'étoit un esprit inquiet, & toujours mécontent du gouvernement. Il courut aux armes avec Philippe de Navarre. Celui-ci donna promptement avis de la prise du roi son frere à toutes les places qui appartenoient à ce prince, & fit comprendre aux commandans, que la vie de leur maître dépendoit de leur fidélité à les bien garder. Geoffroi d'Harcourt se jeta dans le Cotentin, & tous deux

*Les amis du roi
de Navarre pren-
nent les armes.
Les troupes An-
gloises se joignent
à eux.*

1356.

Froissard, loc.
cit.

ensemble s'y cantonnerent avec les partisans du roi de Navarre, qui s'y rendirent de toutes parts.

Le roi envoya attaquer Evreux ; ceux qui la défendoient se jetterent dans le château, & mirent en s'y retirant le feu à la ville, qui en fut toute consumée. Ils se rendirent ensuite par composition, & passerent à Pont-Audemer, place alors très-forte. Le roi la fit aussi-tôt assiéger par Robert de Hotetot maître des arbalétriers de France, charge qui répondoit à celle de grand-maître de l'artillerie d'aujourd'hui.

Les troupes Angloises se joignent à eux.

C'est là l'état, où étoient les choses, lorsqu'au mois de Juin le duc de Lancastre arriva d'Angleterre au Cotentin avec quatre mille hommes, & y joignit les troupes de Philippe de Navarre & de Geoffroi d'Harcourt. Ils s'avancèrent vers Lisieux, renforcèrent les garnisons des places qui tenoient pour le roi de Navarre, & marcherent à Pont-Audemer, pour faire lever le siège. Le général François, qui ne se trouvoit pas assez fort, le leva avant leur arrivée, & y abandonna son artillerie. Ils allerent delà attaquer Verneuil au Perche, qu'ils prirent.

Cependant l'armée du roi s'assembloit sous Compiègne. Il se mit à la tête, passa la Seine, & marcha du côté de Verneuil, pour aller combattre le duc de Lancastre. Ce duc ne se trouvant pas assez fort, se retira vers la forêt de l'Aigle, en des lieux où il fut impossible de l'aborder. Le roi ne pouvant l'attirer au combat attaqua Tillieres & le prit. Il mit ensuite le siège devant Breteuil, qui tint deux mois, & se rendit par composition.

La campagne étoit déjà avancée, & l'on commençoit à se rassurer en France. On avoit crû d'abord, que dès le commencement de l'été toutes les forces d'Angleterre fondroient dans le royaume ; & c'étoit en effet le dessein d'Edouard : mais il ne trouva pas dans ses sujets toute la disposition qu'il auroit souhaitée à le seconder. On se plaignit dans son royaume des grandes dépenses qu'il faisoit pour la guerre de France, qui étoit devenue très-à charge aux peuples. L'ordre ecclésiastique lui avoit refusé les nouvelles levées qu'il se proposoit de faire sur le clergé, & l'avoit obligé de

se contenter d'une assez petite contribution. D'ailleurs les Ecoissois continuoient la guerre : & le roi s'étoit engagé par un nouveau traité à leur fournir quelques troupes. C'étoit une diversion qui embarrassoit encore Edouard, & qui l'empêcha de passer la mer en personne. Ainsi il chargea le prince de Galles de toute la conduite de la guerre pendant cette campagne.

Ce prince étoit passé en Gascogne : & quoi qu'il n'eût avec lui que deux mille hommes d'armes & six mille archers, il ne laissoit pas de faire bien du désordre sur les terres de France d'au-delà de la Loire. Il avoit passé la Garonne, pénétré en désolant tout le pays jusques dans l'Auvergne & dans le Limousin, & étoit entré dans le Berri, où il fit même donner quelques assauts à Bourges & à Issoudun, mais inutilement. Le roi étonné de la témérité de ce jeune prince, qui s'engageoit si avant dans un pays ennemi, se consolait par l'espérance dont il se flattoit, de le couper, & de lui empêcher le retour. Il marcha vers lui avec grande diligence, & le prince de Galles étant encore à Vierzon, apprit que l'armée royale étoit déjà à Chartres.

Le prince de Galles avoit eu quelque pensée de passer la Loire, pour joindre le duc de Lancastre dans le Perche ; mais il fut que tous les passages de cette rivière étoient si bien gardés, qu'il n'y avoit pas d'apparence de pouvoir les forcer. Il prit donc la résolution de retourner à Bourdeaux par la Touraine & par le Poitou : mais il voulut encore, avant que de partir delà, emporter le château de Remorantin, où les seigneurs de Craon, de Boucicaut, & l'Hermite de Chaumont s'étoient jettés. Il en vint à bout après quelques assauts, par le moyen de quantité de feux d'artifices qu'il y fit jeter, & qui mirent le feu par-tout.

Le retardement de quelques jours, qu'il employa à la prise de cette place, devoit naturellement être la cause de sa perte : car pendant ce temps-là le roi faisoit de tous côtés des détachemens pour aller passer la Loire, & se mettre aux trousses de l'armée Angloise, pour la harceler & l'embarrasser dans sa retraite. Il arriva lui-même à Loches, & delà à la Haye, sur la rivière de Creuse, allant toujours vers

1356.

Du Tillet, recueil des traités, &c.

Le prince de Galles entre en Gascogne.

Froissard, loc. cit.

Froissard, c. 139.

1356.

Poitiers, sur les avis qu'on avoit que les Anglois marchoient à grands pas de ce côté-là, mais toujours en bon ordre. Il les joignit en effet à Maupertuis, à deux lieues de Poitiers, où le prince de Galles, averti par ses coureurs de l'approche de l'armée Françoisse, s'étoit campé.

*Il s'y retranche
à la vue de l'armée
du roi.*

Ce jeune prince se trouvant dans la même conjoncture, où il s'étoit vû avec le roi son pere dix ans auparavant à Creçi en Picardie, pressé par une armée quatre fois plus nombreuse que la sienne, & obligé de vaincre ou de périr; profita d'une si utile expérience; & pour suppléer au nombre de ses soldats, il se posta dans un lieu de très-difficile abord, coupé de haies, de vignes, de buissons, où il étoit difficile à la cavalerie de pénétrer, & à l'infanterie d'attaquer. C'étoit un samedi au soir 17 Septembre, que les armées se trouverent en présence.

Cap. 160.

Le dimanche dès le grand matin, le roi entendit la messe dans sa tente, & y communia avec les quatre princes ses fils, qui l'avoient suivi en cette expédition. Après la messe, il assembla le conseil de guerre, où entre autres seigneurs se trouverent le duc d'Orleans, frere du roi, le duc de Bourbon, le comte de Salbruche, le Sire Jacques de Bourbon, le duc d'Athenes, le comte de Tancarville, le comte de Dammartin, le comte de Ventadour, le seigneur de Clermont, Arnoul d'Andrehen, maréchal de France, les seigneurs de S. Venant, de Landas, de Ribaumont, de Fiennes, de Charni, de Châtillon, de Sulli, de Nesle & de Duras.

Dans ce conseil l'attaque du camp Anglois fut résolue. Si ce n'eût pas été alors la mode en France de se piquer d'une fausse bravoure, le prince de Galles étoit perdu. Il n'y avoit pas encore vingt-quatre heures qu'il étoit dans son camp, & les vivres commençoient à lui manquer. Le roi en faisant marcher le tiers de son armée du côté de Poitiers, comme il le pouvoit sans crainte de trop s'affoiblir, auroit affamé l'armée Angloise, & l'eût obligée à se rendre sans coup férir. Mais on ne pouvoit en ce temps-là dans les armées Françoises proposer des conseils modérés, sans passer pour timide; & cependant ce qui est fort remarquable, jamais la

noblesse François ne soutint moins bien que dans ces deux derniers regnes , la réputation de valeur qu'elle s'étoit acquise sous les rois précédens.

1356.

Disposition de celle-ci.

On ne pensa donc plus qu'à se préparer à l'attaque. Le connétable & les maréchaux partagerent l'armée en trois corps , chacun de seize mille hommes. Le premier , qui étoit le plus avancé vers le camp ennemi , & où il y avoit trente - six bannieres , étoit commandé par le duc d'Orleans , frere du roi. Au second un peu plus reculé , en tirant vers la gauche , étoit le dauphin , avec les deux princes Louis & Jean ses freres. Le roi étoit à la tête du troisieme , qui étoit comme un corps de réserve , avec Philippe son quatrieme fils , qui n'avoit alors que quatorze à quinze ans.

Tandis que le connétable & les maréchaux rangeoient l'armée , le roi donna ordre aux seigneurs de Ribault , de Landas & de Beaujeu d'aller reconnoître du plus près qu'il seroit possible le camp des Anglois , & de déterminer les endroits par où l'on pourroit y donner l'assaut. Il parcourut tous les rangs , animant les officiers & les soldats à faire leur devoir , les faisant ressouvenir de l'empressement qu'ils lui témoignoiient depuis long-temps de se vanger des maux que les Anglois leur faisoient souffrir depuis tant d'années. *Voici le jour venu* , leur dit - il , & *j'espère vous donner bon exemple.* On répondit de toutes parts par de grands cris de joie , qui marquoient l'envie qu'on avoit de bien faire.

Ribault étant revenu avec ses deux compagnons , rendit compte au roi de la disposition du camp ennemi. Ceux qui donnent le plus de troupes au prince de Galles en cette journée , disent qu'il n'avoit que douze mille hommes.

Foiblesse de celle des Anglois.

On ne pouvoit point aller à lui que par un chemin bordé de haies , derriere lesquelles il avoit posté un grand nombre d'archers , dont il falloit essuyer les décharges avant que d'arriver au gros de l'armée , & il ne pouvoit entrer dans ce chemin que quatre cavaliers de front. A l'extrémité du défilé du côté du camp , étoient les gendarmes Anglois , la plupart à pié sur une ligne , ayant devant eux grand nombre

d'archers. Le terrain étoit là fort inégal, embarrassé de vignes & de buissons, & il étoit impossible de les y attaquer à cheval. Le prince de Galles avoit pris son poste dans le fond des vignes, au milieu de la ligne que formoient les gendarmes.

Le roi demanda l'avis du seigneur de Ribaumont sur la maniere dont on feroit l'attaque. Il répondit au roi, qu'il ne voyoit qu'un moyen de réussir, vû la qualité du poste que les ennemis occupoient : que selon lui il falloit que la cavalerie mît pied à terre; qu'on choisit seulement trois cents gendarmes des plus braves, des plus vigoureux, & des mieux armés de toutes les troupes, qui entraissent à cheval dans le défilé, pour essuyer la premiere décharge des archers qui le bordoient, & pour rompre les autres qui couvroient la gendarmerie ennemie; & qu'après qu'ils leur auroient passé sur le ventre, les gendarmes à pié dont ils seroient suivis entrant par cette breche, donnassent l'épée à la main sur le gros de l'armée Angloise.

Ce projet d'attaque fut approuvé du roi, qui envoya aussitôt ses deux maréchaux par toute l'armée faire le choix de trois cents gendarmes, de qui devoit principalement dépendre le succès de cette importante action. Plusieurs écuyers partagerent cet honneur avec les chevaliers, & prirent avec joie cette occasion d'acquérir la chevalerie. Ils s'avancerent à la tête de l'avant-garde, armés de toutes pieces. Le reste des troupes étoit à pié, excepté quelques escadrons Allemans, qu'on jugea à propos de faire tenir à cheval, en cas que dans la suite de l'action, on eût besoin de cavalerie.

Propositions d'accommodement faites au moment que le roi alloit les assaquer.

Cap. 161.

Toutes choses étant ainsi disposées, on étoit au moment de donner, lorsqu'on vit un cavalier accourir à toutes jambes vers le roi. C'étoit le cardinal de Talayrand, dit autrement le cardinal de Perigord. (a) Il avoit été envoyé depuis peu par le pape avec le cardinal de Capociac (b) vers les rois de France & d'Angleterre, pour tâcher de renouer les

(a) Il étoit accompagné du cardinal d'Urgel.

Capoche, ou le cardinal d'Urgel, à cause de son évêché.

(b) Il s'appelloit le cardinal Nicolas

négociations,

négociations , & pour traiter aussi de la liberté du roi de Navarre. Ils n'avoient pû rien obtenir : mais le cardinal de Perigord ne se rebutant point , & voyant que les armées tiroient du côté du Poitou , étoit venu à Poitiers dans le dessein de faire encore quelque tentative. Il conjura le roi de suspendre pour un moment l'attaque du camp Anglois , & de lui donner audience. Il lui représenta , qu'il alloit inutilement mener à la boucherie la fleur de la noblesse Francoise ; que les Anglois étoient à lui , s'il le vouloit , sans tirer l'épée ; & que pourvû qu'il lui donnât la permission d'aller à leur camp , pour leur faire connoître le péril inévitable , où ils se trouvoient , il leur persuaderoit de se rendre. Le roi lui dit , qu'il seroit ravi d'épargner le sang , non-seulement de ses soldats , mais encore de ses ennemis , pourvû qu'ils ne lui échappassent point ; qu'il pouvoit aller au camp Anglois , mais que s'il étoit long-temps sans revenir , il ne laisseroit pas ralentir l'ardeur de ses soldats : le cardinal lui promit d'être bien-tôt de retour , & piqua vers le prince de Galles.

1356.

Il n'eut pas de peine à lui faire comprendre le danger où il étoit , & ce prince lui dit qu'il étoit prêt d'accepter toute sorte d'accommodement , pourvû qu'il ne se fit pas aux dépens de son honneur , & de celui de sa nation.

Après cette réponse , le cardinal retourna au roi. Il lui dit , qu'il n'y avoit pas à craindre que les Anglois lui échappassent , & que le prince de Galles étoit disposé à une capitulation ; mais qu'il falloit quelque temps pour en régler les articles ; & il le supplia de lui accorder le reste du jour , pour consommer un ouvrage si important. Le roi le refusa d'abord : mais après bien des instances , il y consentit , & les troupes furent renvoyées dans leurs quartiers.

Le cardinal employa tout le jour à porter des paroles , & à passer d'un camp à l'autre. Après diverses propositions la dernière du prince de Galles fut , que pour avoir permission de se retirer à Bourdeaux sans être poursuivi , il rendroit au roi de France toutes les places qu'il avoit conquises cette campagne , & tous les prisonniers qu'il avoit faits , & s'engageroit à ne point porter les armes contre lui pendant sept

Elles sont rejetées & l'on se dispose à l'attaque de leur camp.

1356.

ans. Le roi rejetta cette proposition, & s'en tint à celle-ci : qu'il laisseroit aller l'armée Angloise en toute liberté, à condition que le prince de Galles & cent chevaliers Anglois se rendissent ses prisonniers. C'eût été là le vrai moyen de ravoir Calais & les autres places de Picardie & de Guienne, prises par les Anglois depuis le commencement de la guerre : mais le prince de Galles répondit au cardinal, que s'il étoit jamais pris avec ses chevaliers, ce seroit les armes à la main, & qu'il périroit plutôt que de faire jamais rien de pareil à ce qu'on lui proposoit. Ainsi l'on se prépara au combat pour le lendemain. Les Anglois profitèrent cependant de cet intervalle, pour fortifier leur camp, & creuserent de profonds fossés devant tous les endroits où leurs archers devoient être postés, les borderent de bonnes palissades, & les rendirent presque inaccessibles.

Dès le lendemain, qui étoit le lundi dix-neuvième de Septembre, le roi remit son armée en bataille dans le même ordre que le jour précédent. Les Anglois ne changerent rien non plus dans l'ordonnance de leurs troupes, sinon qu'ayant su le dessein du roi de faire commencer le combat par les trois cents gendarmes à cheval, ils firent aussi un pareil corps de cavalerie, pour soutenir les archers qui faisoient le front du corps de bataille ; & de plus ils mirent à la droite de leur camp, à côté d'une petite colline, trois cents gendarmes à cheval, & six cents archers aussi à cheval, qui devoient durant le combat faire le tour de la colline, & venir prendre en flanc la bataille du duc de Normandie, qui débordoit un peu de ce côté-là. Le cardinal de Perigord vint encore, pour tâcher de faire suspendre l'attaque : (a) mais on ne voulut plus l'écouter. On sonna la charge, & au son des tambours & des trompettes, les trois cents gendarmes à cheval conduits par les deux maréchaux de

(a) Villani raconte que le roi étoit prêt d'accepter les conditions proposées par les deux cardinaux, s'il n'en avoit été détourné par les conseils violents de Renaud Chauveau, évêque de Chalons sur Marne, qui se trouvoit à l'armée, & qui fut tué dans la bataille. Cet auteur rapporte même le discours que ce prélat

fit au roi, pour l'animer au combat. Knygthon auteur Anglois & contemporain, dit que les deux cardinaux médiateurs, qui avoient toujours agi conjointement dans cette affaire, se retirèrent pendant l'action sur une montagne voisine, pour voir quelle en seroit l'issue.

France Arnoul d'Andrehen & Jean de Clermont entrerent dans le défilé.

1356.

Première charge désavantageuse aux François.

Il n'y furent pas plutôt engagés, qu'une grêle de fleches tirées des deux côtés au travers des haies, leur tomba sur le corps : & comme elles étoient décochées de fort près, il n'y avoit gueres d'armes qui se trouvassent à l'épreuve. Un grand nombre d'hommes & de chevaux furent tués ou blessés dès les premières décharges. Les chevaux & les cavaliers tombant les uns sur les autres embarrassoient le passage d'ailleurs fort étroit : quelques-uns des chevaux ne pouvant secouer les fleches dont ils étoient atteints, s'emportoient & s'élançoient à droite & à gauche, & jettoient par terre ceux qui les montoient, & qui ne pouvoient en être les maîtres. Cependant une partie des gendarmes, malgré ces embarras, poussa fort avant, & marchoit avec une admirable résolution vers les archers du front de l'armée Angloise.

Froissard, c. 162.

Ils n'étoient pas encore à la portée du trait, que ces archers s'ouvrirent, & qu'un escadron des gendarmes Anglois, ayant à leur tête Jean Audeley un des généraux, celui qui avoit fait l'ordonnance de leur armée, vint fondre sur les gendarmes François. Il s'attacha au maréchal d'Andrehen, qui fut renversé de son cheval, & pris prisonnier. Le sort du maréchal de Clermont fut encore plus malheureux ; car son cheval s'étant abattu sur lui, il ne put se relever, & fut tué sur la place.

Les gendarmes François se trouvant ainsi arrêtés au bout du défilé, ceux qui étoient derriere, qui ne pouvoient ni avancer ni reculer, demeuroient exposés à la décharge des archers, lesquels les choissoient des deux côtés, & les massacroient sans qu'ils pussent se défendre. Les gendarmes à pié qui suivoient, voyant qu'il n'y avoit pas moyen d'avancer, & qu'ils demeuroient eux-mêmes inutilement en bute aux fleches des archers Anglois, commencerent à reculer & à fuir, & vinrent pêle-mêle se réfugier dans le corps que commandoit le dauphin. Ils y annoncerent la mort d'un des maréchaux, & la prise de l'autre. Cette nouvelle jeta la consternation dans ces troupes. La plus grande partie des

Il sont repoussés & mis en fuite.

M m m ij

1356.

gendarmes qui, comme j'ai dit, avoient tous été mis à pié, coururent au quartier où étoient leurs chevaux. Le dauphin en arrêta à peine une partie : mais dans ce moment de désordre, les six cents cavaliers Anglois, qui avoient été postés à côté de la colline, étant venus fondre fort à propos sur lui, acheverent de le mettre en déroute, & de tailler en pieces tout ce qui ne fuit pas assez promptement.

Les seigneurs de Landas, de Bodenai & de S. Venant, à qui le roi avoit recommandé le soin de ses trois fils qui étoient dans ce corps, le voyant presque entierement défait, obligèrent le dauphin & ses deux freres à faire retraite, les faisant couvrir par huit cents lances, qui prirent avec lui le chemin de Chauvigni. Le départ de cette troupe en détermina plusieurs autres à la fuite.

Le duc d'Orleans, qui étoit à la tête du corps le plus avancé vers le camp des Anglois, mais qui n'avoit point encore combattu, ne fit honneur ni à son sang, ni à sa nation ; & au lieu d'aller aux ennemis, marcha sur la droite, & rabbattit tout à coup en fuyant aussi du côté de Chauvigni. Il y eut cependant plusieurs braves chevaliers, qui ne pouvant se résoudre à une si honteuse fuite, demeurèrent sur le champ de bataille, & résolus de périr, allerent joindre le troisieme corps, où étoit le roi à pié, qui attendoit l'ennemi sans branler.

Le prince de Galles avoit retenu auprès de lui un vaillant & expérimenté capitaine nommé Jean Chandos, qui dès qu'il vit la troupe des deux maréchaux défaite, & le dauphin en déroute, dit au prince : *C'en est fait, ils sont à nous, il est temps que nous marchions à eux.* Le prince commanda aussi-tôt, que la gendarmerie, qui étoit jusques-là demeurée à pié, montât à cheval. Alors toute l'armée Angloise sortit de son camp en bataille, & vint attaquer ce troisieme corps, où le roi étoit accompagné de Gaucher de Brienne, duc d'Athenes, connétable de France, & de la plupart des plus grands seigneurs du royaume, & de ceux qui n'avoient pas voulu suivre les fuyards. Le roi avoit encore autant de monde que les Anglois : mais leur gendarmerie étoit à che-

val, & toute la sienne à pié, excepté quelques Allemans, désavantage qui ne se peut gueres compenser dans un combat en rase campagne.

1356.

On n'alla jamais à la charge avec plus de furie de part & d'autre, les François étant animés par la présence & par le danger du roi, & les Anglois par l'espérance de la victoire déjà plus qu'à demi gagnée. On se choqua de toutes parts, criant les uns *Mont-joie S. Denys*, & les autres *S. George Guienne*. Le prince de Galles chargea le connétable, qui avoit avec lui la cavalerie Allemande commandée par les comtes de Salbruche, de Nosto, & de Nydo. Ces trois seigneurs furent tués sur la place, & leur mort ayant découragé les Allemans, ils lâcherent le pié. Le connétable affoibli par la fuite des Allemans, tint encore avec ses François : mais il fut aussi tué, & ses gens mis en déroute. Alors tout le poids de la bataille tomba sur le roi, qui fit des prodiges de valeur : & les historiens des deux partis assûrent que si les François avoient suivi l'exemple qu'il leur donna en cette rencontre, ils auroient battu les Anglois.

*Seconde charge
où le roi est fait
prisonnier.*

Le roi investi de toutes parts ne cherchoit plus qu'à mourir glorieusement avec quelques restes de seigneurs François, qui tomboient à chaque moment à ses piés les uns après les autres : mais on ne vouloit pas le tuer. Il n'y avoit point là de chevalier Anglois qui ne prétendît à la gloire de le prendre vif. Plusieurs l'aborderent lui criant de se rendre : mais il assommoit avec une hache d'armes, dont il se servoit à merveille, quiconque osoit l'approcher. Enfin lassé de tuer, & n'en pouvant plus, il vint un chevalier qui fendait la presse, lui cria de nouveau, « Sire, je vous en conjure, rendez-vous. » Le roi lui dit : « A qui me rendrai-je ? » où est mon cousin le prince de Galles ; s'il étoit ici je verrois ce que j'aurois à faire. » Le chevalier lui répondit, qu'il étoit fort loin delà. « Qui êtes-vous, » reprit le roi. « Je suis, (répondit-il,) le chevalier Denys de Morbec du pays d'Artois, qui ai été obligé de me retirer en Angleterre, parce qu'on me poursuivoit en France pour avoir tué un homme. » Le roi lui jeta son gantelet, en lui di-

Christine de Pi-
fan. MSS. de la
bibliothèque du
roi, fol. 36.

1356.

fant ; « Je me rends à vous , » & se remit entre ses mains avec Philippe son fils , qui à l'âge de quatorze ans donna en cette périlleuse occasion de grandes preuves de son intrépidité , & y fut blessé , ce qui lui mérita le surnom de Philippe le Hardi. (a) Une lettre du comte d'Armagnac écrite de Moissac aux consuls de Verdun sur la Garonne , nous apprend une circonstance que je ne vois point marquée dans nos histoires , savoir , que le roi en cette occasion reçut deux blessures au visage.

Il est reçu du prince de Galles avec beaucoup de générosité.

Lo rey monseignor es naffrat el visarge de doas plagas.

Cependant le prince de Galles ne voyant plus ni bataillons , ni escadrons , ni bannières Françaises dans la campagne , & que tout étoit en fuite , s'étoit fait dresser une tente en un endroit du champ de bataille assez éloigné de là , où il se reposoit , demandant à tous ceux qui arrivoient des nouvelles du roi de France. On l'assûroit qu'il n'avoit pas fui , ayant toujours combattu à pié , & qu'il falloit qu'il fût mort ou pris. Il ordonna au prince de Warvik & au seigneur Renaud de Gobehen , d'aller en apprendre des nouvelles. Ils apperçurent une troupe de soldats qui revenoient vers le camp des Anglois à pié fort lentement. Ils piquerent à eux , & leur demanderent , s'ils n'avoient point de nouvelles du roi de France , ils crièrent qu'ils l'amenoient prisonnier. Ce fut un bonheur pour le roi , que la rencontre de ces deux seigneurs : car les Gascons & les Anglois disputoient à qui l'auroit. Ils l'avoient ôté au seigneur de Morbec , & peu s'en fallut que quelques soldats brutaux , pour empêcher que les autres n'eussent l'honneur & le profit de la prise , ne le tuassent. Les deux généraux Anglois descendirent aussitôt de cheval , & vinrent avec beaucoup de respect faire la révérence au roi , qu'ils conduisirent au prince de Galles. Ce jeune prince se montra digne de sa victoire par les ma-

(a) L'original de cette lettre en langage Gascon étoit dans la bibliothèque de M. Foucant , conseiller d'état , qui l'avoit tiré des archives de Verdun , sur la Garonne. Les deux blessures que le roi reçut au visage sont encore masquées dans une lettre que le comte d'Armagnac écrivit de Moissac aux habitans de Nîmes , dont l'original se conserve dans les

archives de cette ville. On y voit une autre circonstance dont le pere Daniel n'a point parlé , & qui semble démentir ce qu'il dit du peu de courage que le duc d'Orléans fit paroître en cette occasion. Le comte d'Armagnac assure que le roi avoit envoyé ordre au duc de Normandie à monseigneur d'Anjou & de Poitiers , & au duc d'Orléans , de se sauver.

nieres honnêtes & généreuses avec lesquelles il le reçut , lui rendant tous les honneurs dûs à son rang , le consolant dans son malheur , louant sa bravoure , & l'assurant que le roi son pere en useroit avec lui d'une maniere dont il seroit content. Le roi répondit à ces honnêtetés en des termes qui marquoient autant de fermeté que de reconnoissance , & que tout vaincu & captif qu'il étoit , il se souvenoit qu'il étoit roi.

1356.

Ce malheureux combat se donna dans le champ de Beauvoir & de Maupertuis , avec bien de l'imprudence du côté du roi , beaucoup de honte pour la plupart de la noblesse Françoisé , qui abandonna lâchement son prince , & une grande gloire pour le prince de Galles , qui à l'âge de vingt-quatre à vingt-cinq ans , avec un nombre de troupes très-inférieur à celui des ennemis , gagna par sa conduite & par sa résolution une victoire si glorieuse & si complete.

Froissard, c. 164.

Plus la lâcheté de ceux qui fuirent dès le commencement du combat , fut honteuse , plus la bravoure des autres qui signalerent leur fidélité & leur affection pour leur roi fut recommandable , & mérite d'être marquée dans l'histoire. Voici les noms de ceux qui combattirent jusqu'au bout , ou jusqu'à la mort auprès de la personne de ce prince , ou sous ses ordres. Outre les maréchaux d'Andrehen & de Clermont , dont le premier fut pris & l'autre tué dès le commencement de l'attaque du camp des Anglois , les relations de ce temps-là nomment parmi les morts Robert de Duras , Gaucher de Brienne duc d'Athenes , connétable de France , les comtes de Salbruche , de Nosto , de Nydo , tous trois Allemans , le duc Pierre de Bourbon , Guichard de Beaujeu , Guillaume de Neelle , Eustache de Ribault , le Sire de la Tour , Guillaume de Montagu , de Chambli , de la Heuse , de Pons , le Sire de Landas , qui , après avoir mis les trois princes en sureté , étoit revenu avec Thibaud de Bodenai rejoindre le roi , le comte de Dammartin , Richard d'Angle , Geoffroi de Charni , qui portoit la bannière royale , & ne la quitta qu'avec la vie , d'Urfé , de Laval , de la Fayette , d'Humieres , de la Rochefoucaut.

Seigneurs François qui se signalerent dans ce combat.

Dans la liste de ceux qui furent , les uns prisonniers , les

Prisonniers & blessés.

1356.

autres blessés, se trouvent Thibaud de Bodenai, dont je viens de parler, le seigneur de Pompadour, Renaud Chauveau évêque de Châlons en Champagne, le comte de Vaudemont, le comte de Vendôme, les Sires Louis de Malval, de Pierre Buffière, de Sauverac, Jean de Melun comte de Tancarville, Jacques de Bourbon, Jean & Charles d'Artois, le vicomte de Rochechouart, de Dampmaire, de Partenai, de Montendre, Jean de Ceintré, Barthélemy de Brunes, le comte d'Erampes, le comte de Graville, & Guillaume de Melun archevêque de Sens.

*Noms de ceux
qui échappèrent
après avoir bien
combattu.*

Parmi ceux qui combattirent jusqu'à l'entière déroute, & qui échappèrent, sont marqués les Sires de Montabouton, de Surgeres, d'Argenton, de Linieres, de Châteauvillain, de Ceruolle, de Marcueil, de Chalenton, de Rochefort, de la Chaire, d'Achon, de Linal, de Noruel, de Marle, de Renneval, de S. Digier, de Chauni, de Heli, de Monfaut, de Hagnes, Jacques de Beaujeu, les comtes d'Aulnoy, de Ventadour & de Montpensier. Le nombre des morts fut d'environ six mille hommes, parmi lesquels il y avoit plus de dix-sept cents, tant gentilshommes que seigneurs. Les Anglois y perdirent peu de monde, & y firent des prisonniers sans nombre, sur-tout aux portes de Poitiers, qui furent fermées aux fuyards, de peur que les Anglois n'y entraissent avec eux, & ne s'emparassent de la ville.

*Autre marque
de la générosité du
prince de Galles.
Froissard, c. 167.*

Le soir le prince de Galles donna magnifiquement à souper au roi, aux princes & aux autres gens de qualité prisonniers. Il servit lui-même le roi à table, & ne voulut jamais s'y asseoir, quelque instance qu'il lui en fit, s'excusant toujours sur le respect qu'il devoit à la Majesté royale. Cette modestie en un jeune guerrier vainqueur, qui savoit si bien se posséder & se contenir dans un si grand succès, sans rien perdre de ses manières nobles, fit dire aux François, que l'Angleterre auroit en lui quelque jour un roi qui donneroit à la France autant d'inquiétude, que celui qui régnoit actuellement. La prophétie cependant ne fut pas accomplie, car il mourut avant son père.

Dès le lendemain le prince de Galles se mit en marche
pour

pour Bourdeaux, sans rien entreprendre sur Poitiers, comme le Dauphin l'appréhendoit, & où il avoit fait entrer pendant la nuit le Sire de Roie avec cent lances, pour la défendre en cas d'attaque. La consternation causée par la prison du roi étoit si grande, que l'armée d'Angleterre traversa le Poitou, la Xaintonge, & tout le pays jusqu'à Bourdeaux, sans qu'il parût aucunes troupes Françoises pour l'inquiéter, les commandans & les châtelains ne pensant à rien autre chose qu'à conserver leurs places.

Charles Dauphin, duc de Normandie, n'avoit encore que dix-neuf à vingt ans. C'étoit cependant de ce jeune prince, qui n'avoit presque aucune expérience dans le gouvernement, que devoit dépendre le salut de la France, dans une des plus fâcheuses situations où elle se fût jamais trouvée. Il étoit prudent, & modéré beaucoup au-dessus de son âge; & le bon usage qu'il fit de ces deux belles qualités, lui acquit avec le temps le glorieux surnom de sage. Le royaume sous la conduite d'un tel prince auroit pû se soutenir malgré l'extrémité où il étoit réduit, s'il avoit trouvé des sujets dociles & affectionnés: mais le danger de l'état est souvent ce qui fait perdre la soumission aux peuples, parce qu'il rend le prince plus dépendant de leur caprice.

Charles, après que le prince de Galles eut quitté le Poitou, & se fut retiré à Bourdeaux, revint à Paris accompagné d'un grand nombre de seigneurs. Il y fut reçu avec beaucoup d'honneur & de grandes marques de tendresse par les bourgeois, qu'on n'avoit pas encore travaillé à lui débaucher. Son premier soin fut d'assembler les états, * pour délibérer sur les moyens de sauver le royaume, & de tirer le roi de sa prison; & principalement pour avoir des troupes & de quoi les entretenir. Il y fut d'abord reconnu pour lieutenant du royaume: mais avant qu'on délibérât sur la proposition qu'il fit à l'assemblée touchant les secours dont il avoit besoin pour les pressantes nécessités de l'état, il y eut des préliminaires qui lui déplurent beaucoup.

On examina d'abord quelle maniere de gouvernement seroit la plus avantageuse au royaume durant la prison du roi. C'étoit donner atteinte à l'autorité du Dauphin, qui

Seconde assemblée des états pour la liberté du roi, & pour l'administration du royaume.

Continuat. Nangii.

Froissard. Annales de France.

** Voyez les observations.*

1356.

Froissard, c. 170.

MSS. de Brienne, vol. 176.

Cap. 177.

prétendoit qu'il ne devoit y avoir aucun changement à cet égard, & que tenant la place du roi son pere, c'étoit à lui à gouverner l'état avec le secours de son conseil, sans que d'autres s'en mêlassent. Il fut néanmoins résolu que chacun des trois états choisiroit douze personnes de son corps, qui non-seulement feroient chargés de l'examen des principales affaires pour en faire rapport à l'assemblée tandis que les états se tiendroient, mais encore dont la commission durerait après leur séparation; que ces députés s'assembleroient souvent à Paris, pour y délibérer entre eux sur ce qui concernoit le bien, la sûreté & la réformation du royaume; qu'ils représenteroient les états assemblés, & en auroient toute l'autorité. Ces députés furent élus à la pluralité des voix, & parmi eux il y en avoit plusieurs dont le régent ne pouvoit gueres s'accommoder.

Il fut encore proposé de faire rendre compte des finances du trésor royal, qui se trouvoit épuisé, quoique dans les dernières années on eût fait des levées extraordinaires & excessives, dont on ne voyoit point l'emploi. Les députés nommés par les états eurent ordre d'entrer dans ce détail, & d'aller jusqu'à la source des désordres. Ils le firent; & sur leur rapport, les états requièrent, qu'on fit le procès à Pierre de la Forêt archevêque de Rouen & chancelier, à Simon de Buffi premier président au parlement, à Nicolas de Braque trésorier de France, maître des comptes, & maître de l'hôtel du roi, (on lui donne la qualité de messire & de monseigneur, c'est-à-dire, qu'il étoit chevalier,) à Robert de Loris chambellan, à Jean de Poillevillain général des monnoies, & à quelques autres qui avoient eu le maniment des affaires ou des finances. Enfin ils demanderent qu'on mît hors de prison le roi de Navarre. A ces conditions les états offroient d'entretenir trente mille hommes aux dépens des provinces, pour la délivrance du roi: & même ils commencerent dès-lors à soudoyer un petit corps de troupes, qu'on envoya dans le Cotentin contre Geoffroi de Harcourt, qui de son château de Saint-Sauveur faisoit des courses dans toute la basse Normandie, & même jusques dans la haute. Il se donna un combat, où ce seigneur rebelle fut tué: mais

cette mort ne répara pas les maux qu'il avoit causés à sa patrie.

 1356.

La requête que les états avoient faite en faveur du roi de Navarre, montre qu'il avoit beaucoup de partisans dans cette assemblée. Les plus déclarés étoient Robert le Coq évêque de Laon, Jean de Pequigni gouverneur d'Artois, & Etienne Marcel prévôt des marchands de Paris. Le Dauphin voyoit bien de quelle importance il étoit pour lui & pour le royaume, que le roi de Navarre fût hors d'état de brouiller. Il répondit sur cet article, que le roi son pere ayant fait mettre ce prince en prison, il ne lui convenoit pas de le délivrer sans sa permission, devant supposer qu'il avoit eu de bonnes raisons de le faire arrêter.

Pour ce qui regardoit le chancelier, le premier président, & les autres qu'on prétendoit inquiéter, on ne passa pas outre alors, parce qu'ayant été avertis sous main par le dauphin, ou par leurs amis, de ce qui se tramoit contre eux, ils sortirent secretement de Paris, & se retirerent hors du royaume.

A l'égard du nouveau conseil qu'on vouloit établir pour le gouvernement de l'état, le dauphin fit au moins semblant d'y consentir. Mais afin de se tirer de l'embarras qu'on lui faisoit sur tous ces points, & prendre à loisir ses mesures, il résolut de renvoyer les états, en leur disant, qu'il les rassembleroit dans quelque temps: & pour les congédier sans qu'ils eussent sujet d'en être choqués, il prit le prétexte d'un voyage qu'il étoit obligé de faire à Metz, où l'empereur Charles IV son oncle maternel devoit tenir une grande diette aux fêtes de Noël, dans laquelle on traiteroit de la délivrance du roi son pere.

Continuat. Nan-
gii.

En effet le pape innocent VI, n'eut pas plutôt appris la nouvelle de la défaite de Maupertuis & de la prise du roi, qu'il écrivit à l'empereur, pour l'engager à prendre en main avec plus de zele que jamais les intérêts de ce prince, qui lui avoient toujours été si chers. Le cardinal de Perigord & le cardinal de Capoue, vinrent à Metz par l'ordre du pape, qui fit enforte que le roi d'Angleterre y envoyât des ambassadeurs. Le dauphin s'y rendit; mais l'affaire dont il

Marth. Villani,
lib. 7, cap. 46.
Epist. Innocent.
apud Rainald.

1356.

s'agissoit étoit de nature à n'être pas si promptement vidée. Le roi étoit encore à Bourdeaux , & Edouard , quelque mine qu'il fit de vouloir la paix , étoit résolu de ne rien conclure jusqu'à ce qu'il vît ce prince amené prisonnier en Angleterre. Ainsi le voyage du dauphin fut inutile , & son absence ne servit qu'à augmenter l'insolence des mutins à Paris.

*Mutinerie des
Parisiens au sujet
des monnoies.
Annales de France.*

En partant pour Metz , il avoit nommé pour son lieutenant , tandis qu'il seroit hors du royaume , Louis , comte d'Anjou son frere , & l'avoit laissé à Paris. Ce jeune prince , suivant l'ordre qu'il en avoit reçu de son frere , fit publier une ordonnance le dixieme du mois de Décembre 1355 , pour donner cours à une nouvelle monnoie qu'il fit répandre en même temps dans la ville. L'article de la monnoie étoit un des points sur lesquels les états avoient prétendu que le dauphin ne pouvoit rien statuer sans eux. Etienne Marcel , prévôt des marchands , un de ceux du conseil des trente-six , alla aussi-tôt au Louvre bien accompagné , & demanda insolemment au comte d'Anjou la révocation de l'ordonnance , protestant que ni lui ni ses collegues ne souffriroient jamais que cette monnoie eût cours. Le comte d'Anjou , faute de pouvoir prendre un meilleur parti , lui répondit qu'il délibereroit avec son conseil sur cette affaire , & que le lendemain il vînt recevoir sa réponse. Marcel n'y manqua pas. Il revint suivi d'une grande multitude de peuple , dont les manieres séditieuses firent comprendre au prince le danger d'un refus. C'est pourquoi il suspendit l'effet de son ordonnance , & le cours de la monnoie jusqu'au retour du duc son frere , à qui il fit savoir ce qui s'étoit passé.

*Ceux du Lan-
guedoc se distin-
guent par leur zele
pour le bien pu-
blic.
Ibid.*

Ce prince partit de Metz fort inquiet , ne sachant sur quoi faire fond , ni sur qui compter. Le seul Languedoc , où il avoit fait tenir les états séparément par le comte d'Armagnac , lieutenant de roi de cette province , paroissoit sensible aux maux publics. On s'y étoit engagé à fournir dix mille hommes entretenus , dont il y auroit cinq mille hommes d'armes : & pour marquer combien les peuples prenoient part aux malheurs du roi , les états firent défendre les diver-

tiffemens publics , & les parures extraordinaires , jusqu'à ce qu'il fût délivré de sa prison. Mais le Languedoc étoit à l'autre extrémité du royaume ; & il n'étoit pas à propos de le dégarnir à cause du voisinage de la Guienne , où les Anglois avoient plusieurs places. D'ailleurs presque tous les pays maritimes de France depuis la Gascogne jusqu'en Flandre étoient partie occupés , partie infestés par les ennemis ; & la capitale du royaume , par son indocilité , déconcertoit toutes les mesures qu'on auroit pû prendre pour la défense de l'état.

1356.

Le dauphin occupé de tant de sujets d'inquiétude , arriva à Paris le vingt-cinquieme * de Janvier , accompagné de Pierre de la Forêt , archevêque de Rouen , chancelier de France , que sa dignité de cardinal , dont le pape l'avoit honoré depuis un mois , sembloit devoir mettre à couvert des poursuites que les états avoient entrepris de faire contre lui. Une des premières choses que fit le prince après son retour , fut d'envoyer ordre au prévôt des marchands , de se trouver à l'heure qu'il lui marqua dans une maison voisine de saint Germain l'Auxerrois , pour s'y aboucher avec deux personnes du conseil sur des affaires importantes. Le prévôt y vint vers le midi escorté non-seulement d'une nombreuse populace , mais encore de gens armés.

* Le 22. Voyez les observations.

Les deux personnes envoyées de la part du dauphin , présenterent ce magistrat d'employer le crédit qu'il avoit sur l'esprit du peuple , pour l'exécution de l'ordonnance publiée par le comte d'Anjou , & pour donner cours à la nouvelle monnoie , parce que dans la nécessité pressante d'argent , où se trouvoit ce prince , c'étoit le moyen le plus naturel , le plus aisé & le plus prompt qu'il pût prendre pour augmenter ses finances , & pour avoir de quoi lever des soldats. Le prévôt des marchands répondit tout haut , qu'il ne consentiroit jamais à cette nouveauté. La troupe séditieuse qui l'accompagnait le seconda de ses cris ; & peu s'en fallut que quelques-uns des plus emportés ne fissent violence aux deux envoyés du prince. La chose s'étant bien-tôt répandue dans Paris , chacun courut aux armes. Les artisans fermerent leurs boutiques , le menu peuple dans les rues crioit de

Nouvelle sédition à Paris , comment apaisée.

tous côtés contre l'ordonnance & contre la nouvelle monnoie : le soulèvement fut si subit & si général , que le dauphin se crut obligé de céder , & de faire publier par-tout qu'on supprimeroit la nouvelle monnoie.

Cette déclaration apaisa le peuple : mais le prévôt des marchands n'en demeura pas là. Comme il vit la consternation de la cour , il demanda qu'on rassemblât les états ; qu'on expédiât incessamment les lettres patentes pour la convocation , & qu'on les lui mît entre les mains ; & on le lui promit. Son audace croissant à proportion de la facilité qu'on avoit à lui accorder tout ce qu'il proposoit , il représenta que le chancelier & le premier président de Bussi étant accusés de malversation , il ne convenoit pas qu'ils fussent envoyés à Bourdeaux en qualité de plénipotentiaires , pour traiter avec le prince de Galles touchant la délivrance du roi ; qu'on disoit cependant que le dauphin les avoit nommés pour cet emploi ; mais qu'il étoit à propos d'en choisir d'autres , & qu'il requéroit la révocation de leur commission. Le dauphin accorda la révocation à l'égard du premier président & de quelques autres : mais il dit que pour le chancelier , il ne pouvoit pas l'empêcher d'aller à Bourdeaux , parce qu'il vouloit donner la démission de sa charge , & qu'il falloit pour cela qu'il remît les sceaux entre les mains du roi même. Le prévôt des marchands obtint encore qu'on mît garnison chez le premier président , chez le sieur de Braque , & chez tous les autres à qui les états avoient demandé qu'on fit le procès ; & l'inventaire de tous leurs biens , tant meubles qu'immeubles , fut fait en vûe de les faire confisquer.

Cette conduite des Parisiens envers le dauphin , la ruine de son autorité faite d'avoir de quoi la soutenir , la requête que les états avoient présentée pour la délivrance du roi de Navarre , lorsqu'ils furent assemblés pour la première fois , releverent le courage des partisans de ce roi , & les enhardirent à tout entreprendre pour son service. Philippe de Navarre son frere étoit revenu d'Angleterre , avec assurance d'être soutenu ; & faisoit des courses depuis le Cotentin , où il s'étoit fortifié dans saint Sauveur-le-Vicomte , jusques

dans le milieu du royaume. Il étoit venu avec huit ou neuf cents hommes faire le dégât dans le pays Chartrain, sans que personne s'y fût opposé, parce que le régent n'osoit s'éloigner de Paris, où il voyoit des dispositions si prochaines à une entière révolte. La perte du château & de la ville d'Evreux, que Guillaume de Gravelle, partisan secret du roi de Navarre, surprit par la trahison de quelques bourgeois, fut encore pour lui une très-fâcheuse nouvelle. Philippe de Navarre vint au plutôt s'y poster, & par le moyen des troupes qu'il y fit venir, il fut bien-tôt en état de soutenir le parti qu'il avoit à Paris.

Cependant les états * se rassemblèrent dans cette capitale sur les lettres patentes du prince extorquées par le prévôt des marchands. Ils tinrent plusieurs séances aux Cordeliers, dans l'une desquelles le troisieme jour de Mars, l'évêque de Laon, (a) un des plus séditieux de l'assemblée, demanda en présence du dauphin & des deux princes ses freres, que l'on continuât incessamment les procédures commencées contre le chancelier, le premier président, le président d'Orgemont, & les autres dont j'ai parlé, & supplia le dauphin au nom des états, de les déclarer privés de leurs charges, de nommer des commissaires, pour aller de sa part dans toutes les provinces s'instruire des abus qui s'étoient glissés dans le gouvernement, de casser plusieurs officiers du parlement & de la chambre des comptes, contre lesquels les états avoient reçu de grandes plaintes, & d'agir en cela de concert avec les députés, qui furent nommés sur le champ, savoir pour la noblesse Jean de Pequigni, homme tout dévoué au roi de Navarre, le prévôt des marchands & un nommé Colard le Caucher pour le tiers-état; l'évêque de Laon fut apparemment lui-même le député du corps ecclésiastique. Il insista fort encore sur l'article de la monnoie, & promit ce qui avoit déjà été offert dans les premiers états, que pourvu qu'on écoutât leurs justes demandes, le prince auroit en peu de temps une armée de trente mille hommes sur pié.

Il fallut que le dauphin passât tout cela. Il déclara déchûs

(a) Robert le Coq.

1356.
Annales de France.

Froissard.
Cap. 176.

*Autre assemblée
des états généraux.
* Voyez les observations.*

MSS. de Brienne,
vol. 276.

1356.

de leurs charges le chancelier, le premier président, & ceux qu'on accusoit avec eux ; consentit aux changemens des officiers du parlement & de la chambre des comptes. Les présidens & les conseillers du parlement furent réduits au nombre de seize. Des quinze maîtres des comptes qui étoient alors, nul ne fut conservé. On en élut quatre nouveaux, pour faire toutes les affaires, & pour examiner les comptes : mais ces quatre ne sachant comment s'y prendre, on fut obligé d'en rétablir quatre des anciens.

*Treuve conclue
avec le prince de
Galles.
Annales de France.*

Sur ces entrefaites l'archevêque de Sens, (a) le comte d'Eu, & le comte de Tancarville arriverent de Bourdeaux, où ils avoient conclu avec le prince de Galles un traité de treuve pour deux ans, qui fut publié à Paris le cinquième d'Avril. Le duc prit occasion de là de congédier les états, & de déclarer qu'il ne les rassembleroit point quinze jours après Pâques, quoiqu'en la dernière séance on fût convenu de le faire. Il prit pour prétexte, que la treuve étant conclue, il ne vouloit point charger le peuple du subside qu'on lui avoit promis : que comme les états ne devoient se rassembler que pour délibérer sur ce point-là, il étoit inutile de le faire ; & ajouta que les plénipotentiaires lui avoient apporté, de la part du roi son pere, défense de continuer les assemblées. Mais les émissaires des états, ou du moins de ceux qui y dominoient, & vouloient s'attirer toute l'autorité, qu'ils tâchoient d'enlever au prince, souleverent le peuple de Paris, en lui persuadant que de casser les états, c'étoit le livrer à la discrétion du dauphin & de son conseil, composé de gens intéressés, qui n'avoient que leurs avantages en vûe, & nullement le bien public. On ne voyoit par-tout que cabales, qu'assemblées de bourgeois dans les rues, dans les places, dans les cabarets ; on disoit tout haut que l'archevêque de Sens, & les comtes d'Eu & de Tancarville étoient des traîtres : & la chose alla si loin, que ces trois seigneurs ne se crurent pas en sûreté à Paris. Ils en sortirent extrêmement irrités, & en menaçant les bourgeois de les faire repentir de leurs insultes.

Brouilleries entre la noblesse & les bourgeois de Paris.

Quoiqu'après leur départ le prince eût été contraint de

(a) Guillaume de Melun.

continuer

continuer les états malgré qu'il en eût, néanmoins ces commencemens de brouilleries entre la noblesse & les bourgeois de Paris pouvoient lui être avantageux, vû la situation où il se trouvoit : car si une fois les seigneurs & les gentilshommes formoient un parti, il ne pouvoit manquer d'être bientôt à leur tête, & c'étoit le meilleur moyen qu'il pût avoir, pour soumettre une populace mutine, dont il étoit insolemment gourmandé. Tel est le malheur d'un royaume révolté contre son prince légitime, la division entre les membres qui le composent, quoique d'ailleurs le plus grand de tous les maux, est regardée comme un remède nécessaire pour y établir l'ordre. Il y avoit déjà des semences d'animosité entre la noblesse & le peuple. Les chevaliers & les autres gentilshommes, qui étoient revenus de la bataille de Poitiers, avoient été très-mal reçus à leur retour, dans tous les lieux où ils avoient passé : on les avoit regardés comme des lâches, qui avoient abandonné leur roi dans le péril ; & en quelques-unes des principales villes de France, on avoit fait à cette occasion de grands affronts à plusieurs d'entre eux. Le peuple de Paris qui se croyoit invincible par la multitude, faisoit paroître un grand mépris de cette noblesse : mais il en avoit de la défiance sur-tout depuis les menaces des comtes d'Eu & de Tancarville ; c'est pourquoi les bourgeois pensèrent à leur fureté.

1356.

Froissard, c. 170.

Continuat. Nangu.

Ce fut alors, & pour cette raison, que commença l'usage de mettre & de tendre des chaînes dans les rues de Paris. On fit creuser des fossés devant les murailles de la ville du côté du Louvre, où il n'y en avoit point encore, aussi bien que du côté où fut depuis construite la Bastille. On éleva des parapets sur les murailles, on les munit de canon & d'autres machines desquelles on se servoit toujours, même depuis l'invention du canon, dont l'usage n'étoit pas encore extrêmement commun : & le peuple souffrit patiemment une chose, pour laquelle il s'étoit soulevé sous le précédent regne, lors même que le roi d'Angleterre étoit campé à Poissy à six petites lieues de Paris, savoir, qu'on ruinât quantité de maisons, pour en employer le terrain aux fortifications de la ville, l'esprit de sédition faisant oublier

*Ceux-ci tendent
des chaînes dans
les rues.
Ibid.*

1356.

*Le roi est mené
prisonnier en An-
gleterre.*

aux Parisiens des intérêts particuliers, auxquels dix ans auparavant ils avoient presque sacrifié le salut de tout le royaume.

Tandis que tout étoit ainsi dans le désordre à Paris, le prince de Galles prenoit ses mesures à Bourdeaux, pour faire passer le roi de France en Angleterre. Un de ses motifs pour conclure la treve, avoit été de faire cesser les hostilités des deux nations sur la mer, afin de pouvoir faire le trajet plus sûrement avec son prisonnier. Il eut encore à vaincre les oppositions que lui faisoient les Gascons, qui vouloient que le roi demeurât en France en quelque château de Gascogne: mais le prince de Galles ne se fioit pas assez à eux pour cela; & il avoit ordre du roi son pere d'amener au plutôt le roi à Londres. Il dit aux Gascons, que ce voyage du roi étoit absolument nécessaire pour conclure la paix. Il le fit monter sur son vaisseau l'onzième d'Avril, & arriva en peu de jours heureusement en Angleterre.

On peut aisément s'imaginer la joie & les applaudissemens avec lesquels le prince de Galles fut reçu. Mais ce prince gardant toujours son caractère de modestie, entra dans Londres monté sur une petite haquenée noire, comme accompagnant par honneur le roi de France, à qui il avoit fait donner un grand coursier blanc & magnifiquement enharnaché. C'étoit là mener son prisonnier en triomphe d'une manière toute différente de celle de ces anciens Romains, qui traînoient après eux les rois captifs enchaînés à leur char: mais il goûtoit en cela même une gloire plus délicate, qui le dédommageoit bien du faste que sa modération retranchoit. Tel fut le bonheur d'Edouard III, roi d'Angleterre, non-seulement d'avoir vaincu les deux rois ses voisins, desquels seuls il avoit à craindre, je veux dire le roi de France & le roi d'Ecosse; mais encore de les voir tous deux en même temps ses prisonniers, contraints de recevoir les conditions qu'il voudroit leur prescrire, pour acheter leur liberté. Le roi d'Ecosse obtint la sienne après neuf ans de prison. Le roi de France ne fut délivré qu'au bout de trois ou quatre ans, pendant lesquels il se passa d'étranges choses dans son royaume.

Froissard, c. 173.

Paris étoit devenu une ville de guerre ; on y montoit tous les jours la garde , & il y avoit jour & nuit quantité de compagnies de bourgeois sous les armes. On étoit fort alerte aux portes , pour examiner tous ceux qui y entroient , ou qui en sortoient : mais c'étoit une pitié que de voir les ravages qui se faisoient aux environs. Les Navarrois de la garnison d'Evreux y venoient faire des courses jusques sous les murailles ; la campagne étoit pleine de voleurs , les payfans qui aussi bien que les bourgeois avoient conçu un grand mépris pour la noblesse depuis la bataille de Poitiers , l'insultoient , & en étoient eux-mêmes fort maltraités : plusieurs quittoient leurs villages ; les religieux & les religieuses , qui avoient leurs monasteres à la campagne , contraints de les abandonner , venoient de tous côtés se réfugier dans Paris , & les vivres y enchérissoient de jour en jour. Les mêmes désordres se commettoient dans les provinces. Les gros bourgs & les petites villes mal fermées étoient pillées par des brigands , qui s'assembloient sous divers chefs , & qui formoient ces troupes de scélérats , qu'on appella dans la suite *les compagnies* , si fameuses dans l'histoire de ces temps-là par leurs brigandages , & par la désolation qu'elles causerent dans toute la France. Pour les grandes villes elles se trouvoient comme Paris , obligées à faire bonne garde , les bourgeois n'osoient en sortir , & on y avoit beaucoup de peine à sublister.

L'inconstance des peuples est souvent une ressource pour le prince , & les maux qu'ils se sont attirés eux-mêmes par leur indocilité , servent quelquefois à les faire rentrer dans le devoir. Les bourgeois de Paris & ceux des autres principales villes du royaume , fatigués de tous ces maux , en rejetterent la faute sur les états. Ils s'aperçurent que ceux qu'ils avoient élus pour lever le subside qui devoit servir à faire des troupes , n'étoient pas fideles ; que c'étoit pour leur propre intérêt qu'ils avoient demandé le changement des officiers des comptes & des finances par tout le royaume ; & on rétablit à Paris & ailleurs la plupart de ceux qui avoient été déposés.

Le dauphin profita de cette conjoncture. Il fit venir le

O o o ij

1356.

*Les Parisiens se
mettent sous les ar-
mes.*

Continuat. Nan-
gii.
Froissard, c. 177.
178.

*Fermeté du dau-
phin au milieu de
tous ces désordres.*

Annales de Fran-
ce.

1356.

prévôt des marchands , & les plus factieux des députés des états , qui demeuroient à Paris : il leur parla avec beaucoup de fermeté sur les désordres publics dont leurs cabales étoient les causes : leur déclara que désormais il ne vouloit plus avoir de curateurs , & qu'il prétendoit gouverner par lui-même. Le prévôt des marchands & les autres , étonnés de ce discours , ou appréhendant que le peuple ne les rendît responsables de la suite de tant de misères , firent paroître beaucoup de respect & de soumission : & l'évêque de Laon , qui avec le prévôt des marchands étoit l'ame de toute la faction , ayant eu ordre d'aller à son diocèse , sortit sans tarder de Paris.

*Il va demander
du secours aux
principales villes
du royaume.*

Le dauphin voyant tout assez tranquille , & les bourgeois beaucoup revenus à son égard , en partit quelque temps après , tant pour aller solliciter lui-même des secours d'hommes & d'argent dans les plus considérables villes du royaume , que pour se tirer d'une espece de captivité , où il étoit depuis plusieurs mois dans Paris , par le crédit que les factieux y avoient eu jusqu'alors. La maniere dont il fut reçu par-tout fit appréhender aux Parisiens , qu'il ne se servît pour les châtier de la bonne volonté & des secours que lui fourniroient les provinces. C'est pourquoi ils lui envoyèrent des députés , pour le supplier de leur part de revenir à Paris , l'assurant qu'il seroit content de leur obéissance & de leur zele.

*Il revient à la
prière des Parisiens
qu'il trouve pleins
de soumission.*

Il se laissa gagner , & revint au mois d'Octobre. Il fut reçu avec des témoignages de joie extraordinaires. Les Parisiens s'engagerent à lui fournir de grandes sommes d'argent pour la rançon du roi , cessèrent de lui présenter des requêtes contre ses ministres & ses officiers , & ne lui parlerent plus de la délivrance du roi de Navarre. Ils le supplierent seulement de vouloir bien faire venir de vingt ou trente des principales villes du royaume , des personnes capables de l'informer de l'état & des nécessités des provinces , afin que sur l'exposé qu'ils lui en feroient , il pût travailler plus sûrement , pour rétablir l'ordre dans le royaume.

*On lui conteste
de nouveau son au-
torité.*

Le dauphin très-satisfait de la conduite des bourgeois de Paris , leur accorda plus qu'ils ne demandoient : car il leur

promit d'ordonner, non pas à trente, mais à soixante & dix villes du royaume, de lui envoyer des députés, pour délibérer sur les affaires publiques ; & il exécuta incessamment sa promesse : mais il ne fut pas long-temps sans s'en repentir : car ces députés gagnés sous-main par les factieux, lui dirent qu'ils n'avoient pas l'autorité suffisante, pour ordonner des taxes, des subsides & des levées de troupes ; qu'il falloit pour cela que les états y donnassent leur consentement, & qu'ils le supplioient de vouloir bien les convoquer. C'étoit le jeter de nouveau dans les embarras qu'il avoit prétendu éviter. Il tâcha enfin de les engager à consentir au nom des villes qui les avoient députés, à la levée des subsides dont il avoit besoin : il ne put en venir à bout, & ce fut une nécessité pour lui de leur accorder la convocation des états. Il fit expédier des lettres patentes, pour les assembler à Paris au septieme de Novembre : mais on lui préparoit pendant ce temps-là de bien plus dangereuses affaires, auxquelles il ne s'attendoit pas.

Le seigneur Jean de Pequigni avoit toujours d'étroites liaisons avec le prévôt des marchands & avec l'évêque de Laon. C'étoit cette espece de triumvirat qui avoit donné jusqu'alors tout le mouvement aux états, Pequigni dans l'ordre de la noblesse, l'évêque dans l'ordre ecclésiastique, & le prévôt des marchands dans le tiers-état. Ils voyoient avec chagrin le dauphin prendre insensiblement le dessus, & que la noblesse & l'ordre ecclésiastique indignés de leur insolence & de leurs intrigues, les désapprouvoient hautement. L'un & l'autre ordre firent paroître leur indignation d'une maniere très-imprudente, ou du moins très-désavantageuse au prince contre leur intention : c'est qu'au jour marqué pour l'assemblée des états, il ne s'y trouva aucun gentilhomme, & qu'il n'y vint que très-peu de députés de l'ordre ecclésiastique. Cela fit croire à ces trois chefs des factieux qu'on les craignoit, ou plutôt qu'on méditoit quelque dessein qui devoit les faire craindre eux-mêmes. C'est pourquoi ils résolurent de se donner un chef, dont l'autorité pût les maintenir.

Le roi de Navarre étoit un homme tel qu'ils le pouvoient

O o o üj

Froissard, c. 179.
Annales de France.

Les factieux venant

1356.

*lent se donner un
châf, & délivrent
pour cela le roi de
Navarre de fa pri-
son.*

souhaiter pour cet effet , & ils formerent le dessein de le tirer de prison à quelque prix que ce fût. Pequigni se chargea de l'exécution de cette entreprise. Il commandoit dans l'Artois , & c'étoit à Arleux , qui est dans ces quartiers-là , que le roi de Navarre étoit prisonnier ; quelques-uns disent que c'étoit au château de Crevecœur en Cambresis. Pequigni prit le temps que Tristan du Bois , qui étoit chargé de la garde du roi de Navarre , n'y étoit point. Il contrefit un ordre , soit de ce seigneur , soit du dauphin , & donna des marques si plausibles au châtelain de sa commission pour la délivrance du prisonnier , qu'il lui fut livré. Aussi-tôt il le fit monter à cheval , & le conduisit à Amiens. Ce prince y gagna d'abord le cœur du peuple par ses manieres populaires ; il racontoit à tous ceux qui vouloient l'entendre , les maux qu'on lui avoit fait souffrir dans sa prison , malgré son innocence , qu'il faisoit fort valoir : & pour se rendre encore plus agréable à la populace , il fit de sa propre autorité ouvrir toutes les prisons de la ville.

Cette nouvelle consterna le dauphin. En même temps les deux reines de France douairieres , qui avoient obtenu la grace du roi de Navarre , pour l'assassinat du connétable , (l'une étoit sa sœur , & l'autre sa tante) vinrent se jeter aux piés du dauphin , & le conjurerent de recevoir ce prince en son amitié , lui promettant de l'engager à se comporter désormais d'une maniere dont on seroit content. Le prévôt des marchands & l'évêque de Laon , qui étoit revenu pour l'assemblée des états , lui firent les mêmes prieres. Il les auroit inutilement refusés : ainsi prenant le parti de la dissimulation , il leur dit , qu'il étoit prêt de bien recevoir le roi de Navarre , & lui fit expédier un ample sauf-conduit pour venir à la cour , sans restriction , ni pour le nombre ni pour la qualité des gens qu'il voudroit amener avec lui. Toutes les personnes sages & bien intentionnées pour leur patrie , prévirent dès-lors avec douleur les maux dont elle étoit menacée ; & il y eut plusieurs membres du tiers-état , sur-tout des Champenois & des Bourguignons , qui pour n'être point obligés de ratifier la délivrance du roi de Navarre , qu'ils savoient être tout-à-fait contre les intentions

du roi, & très-pernicieuse à la France, se retirèrent dans leurs provinces.

Le roi de Navarre demeura quinze jours à Amiens, pour se mettre en équipage. Il arriva à Paris la veille de S. André : l'évêque de Paris & le prévôt des marchands allèrent au-devant de lui jusqu'à S. Denys, & l'accompagnerent jusqu'à l'abbaye de S. Germain des Prés, où on lui avoit préparé son logement. Dès le lendemain il fit connoître ce qu'on devoit attendre de lui. Il donna ordre au prévôt des marchands de faire enforte par ses émissaires, qu'un grand nombre de peuple se rendit auprès de l'abbaye de S. Germain du côté du Pré aux Clercs. Il s'y trouva dix mille personnes, & le prévôt des marchands y vint lui-même avec plusieurs de ses officiers.

Il y avoit là une espee d'échafaut appuyé contre la muraille de l'abbaye, où le roi se plaçoit quelquefois, pour voir l'exercice de la joute qui se faisoit dans ce champ. Le roi de Navarre y monta, y fit de-là une harangue séditionneuse en maniere de sermon; car il commença par un texte de l'écriture, où il entreprit de prouver qu'il avoit été mis en prison contre toute sorte de justice, & exagéra l'indignité avec laquelle on l'avoit traité tout roi qu'il étoit. Il dit des choses très-choquantes contre les ministres du roi & du dauphin, sans épargner même ces deux princes, dont il parla en termes couverts, mais qui n'étoient pas difficiles à entendre.

Le lendemain premier jour de décembre le prévôt des marchands, accompagné de plusieurs gens de sa faction, vint trouver le dauphin, & requit au nom du tiers-état, qu'il eût à faire justice au roi de Navarre sur les mauvais traitemens que ses ennemis lui avoient attirés. L'évêque de Laon, sans attendre que le prince répondît, ou lui donnât ordre de répondre de sa part, dit que monseigneur le dauphin feroit au roi de Navarre grace & courtoisie, comme bon frere à autre doit faire. Tous ceux qui étoient présens, surpris de cette hardiesse, se regarderent les uns les autres : mais aucun n'osa parler. Jamais prince n'eut plus d'occasion d'apprendre à se contraindre que le dauphin; & si toute la

1356.

Ce prince vient à Paris.
Annales de France, an. 1356.

Il y harangue le peuple d'une maniere séditionneuse.

Continuat. Nangii.

Le dauphin est contraint de dissimuler.

1356.

suite de sa vie n'eût montré que cette modération venoit d'un grand fond de sagesse, on auroit eu peine à ne la pas attribuer à lâcheté. Il est vrai qu'entouré de toutes parts de gens suspects & mal intentionnés, & qui avoient alors un chef, sa colere auroit été au moins inutile, & peut-être très-dangereuse; ainsi sans contredire l'évêque de Laon, ni sans rien ajouter à sa réponse, il le laissa aller avec le prévôt des marchands.

Il affecta même de faire paroître de la confiance en ce prélat, & de suivre ses avis en beaucoup de choses. Ce fut par son conseil qu'il eut peu de jours après une entrevue avec le roi de Navarre, qui depuis son retour à Paris n'avoit pas daigné le venir saluer. Ils se virent à l'hôtel de la reine Jeanne veuve du roi Charles le Bel. Le dauphin s'y rendit le premier, & le roi de Navarre y arrivant avec une forte garde, celle du dauphin fut obligée de se retirer, & de céder la porte à la sienne. On se salua de part & d'autre fort froidement, & l'entretien ne fut pas long. Le roi de Navarre demanda qu'on écoutât plusieurs requêtes qu'il avoit à présenter sur divers griefs, qui regardoient principalement sa prison, & les gentilshommes qu'on avoit fait mourir à cette occasion. Le duc lui nomma des gens de son conseil à qui il pourroit les communiquer, & ensuite ils se séparèrent.

Le lendemain les requêtes furent rapportées dans le conseil, où se trouva le prévôt des marchands avec quelques gens de sa faction. Tous opinèrent en faveur du roi de Navarre; & comme le dauphin avoit peine à passer quelques articles, le prévôt des marchands lui dit insolemment :
 « Monseigneur, accordez de bonne grace au roi de Navarre
 » ce qu'il demande, car il faut que cela soit ainsi, » lui faisant entendre qu'il s'y opposeroit en vain.

*Il accorde au roi
de Navarre toutes
ses demandes.*

Les principaux articles de ces requêtes étoient l'amnistie pour le roi de Navarre, & pour tous ceux qui avoient suivi son parti; qu'on lui rendît les places qui lui appartenoient en Normandie; qu'on rétablît la mémoire de ceux qui avoient été pris à Rouen avec lui, & à qui le roi avoit fait couper la tête, & dont les corps avoient été attachés au gibet

gibet après leur mort ; qu'on ordonnât la restitution des biens de ces gentilshommes , qui avoient été confisqués , & qu'on la fit à leurs enfans. Enfin le roi de Navarre demandoit des intérêts , c'est-à-dire , une grosse somme d'argent , pour réparation des injures qu'il prétendoit qu'on lui avoit faites , & d'autres dédommagemens qu'il ne spécifioit pas : mais on disoit que c'étoit le duché de Normandie ou le comté de Champagne. On remit à parler une autre fois de ce dernier article ; tous les autres furent accordés , & le dauphin envoya des ordres aux places de Normandie du domaine du roi de Navarre , qu'on avoit mises en la main du roi , pour les lui faire remettre. Après cela le dauphin & le roi de Navarre se virent souvent , parurent réconciliés , & mangerent plusieurs fois ensemble.

1356.

Le dauphin toujours de plus en plus embarrassé , fit répandre le bruit que le roi avoit conclu son traité avec le roi d'Angleterre , & qu'il repasseroit au plutôt en France. C'étoit pour tenir les esprits en suspens , au moins pendant quelque temps , & arrêter les intrigues du roi de Navarre en Normandie : mais cet artifice produisit peu d'effet.

Annales de France.

Le treizieme de Décembre le roi de Navarre , après avoir reçu des présens , de l'argent , & d'autres grandes marques d'affection des Parisiens , partit de Paris pour aller à Mantel , où plusieurs commandans des places qui lui avoient été jusqu'alors fideles , vinrent lui faire leur cour. Il les régala magnifiquement , & eut avec quelques-uns d'eux de longs entretiens , dont le dauphin fut averti. Il en prit beaucoup d'inquiétude , & à l'occasion des ravages que quelques troupes de Philippe , frere du roi de Navarre , vinrent faire jusqu'à Villepreux , il résolut de faire venir à Paris celles qu'il avoit dans les provinces voisines. Les Parisiens , qui appréhenderent que ce ne fût contre eux-mêmes , en firent du bruit. Le dauphin eut beau leur représenter que c'étoit pour mettre à couvert les environs de la ville , il ne put les rassurer. Les bourgeois redoublerent les gardes de leurs portes ; on fouilloit tous ceux qui y entroient , & on n'y recevoit aucun homme armé.

Le roi de Navarre averti que le dauphin faisoit des levées

Ces deux princes

Tome V.

P p p

1356.
*font des levées cha-
cun de leur côté.*

de soldats dans les provinces , en fit autant de son côté. D'ailleurs les gouverneurs de Pont-Audemer , de Breteuil , & de quelques autres places qui devoient lui être restituées , bien informés que les ordres du dauphin avoient été extorqués , ne voulurent point y déférer ; & dirent qu'ils ne sortiroient point des places que le roi leur avoit confiées , sans un consentement exprès signé de la main de ce prince même. Le roi de Navarre fit grand bruit de ce refus , accusant le dauphin de collusion avec les commandans de ces places , ce qui n'étoit pas sans vrai-semblance : mais en attendant qu'il pût le contraindre à l'exécution de cet article , il travailla à celle de quelques autres qui dépendoient de lui-même.

1357.
*Le roi de Na-
varre met tout en
usage pour débau-
cher les peuples de
Normandie.*

Il alla à Rouen au commencement de Janvier , où les habitans lui firent de grands honneurs. Le même jour qu'il arriva , ses gens brulerent Couronne à deux lieux de Rouen ; c'étoit une maison de plaisance qui appartenoit au dauphin. Peu de jours après , en exécution de l'arrêt pour le rétablissement de la mémoire des quatre gentilshommes qui avoient été arrêtés avec lui à Rouen , & décapités , il fit détacher leurs corps du gibet où l'on les avoit mis , excepté celui du comte d'Harcourt , que la famille de ce seigneur en avoit fait enlever secrètement depuis quelque temps , & leur fit faire de magnifiques obseques. Tout fut plein d'affectation dans cette pompe funebre , en vûe de toucher le peuple de compassion pour ces seigneurs , pour faire paroître combien lui-même étoit sensible aux malheurs de ses bons serviteurs , & inspirer en même-temps de l'indignation contre les auteurs de leur mort.

Il alla en personne jusqu'au pié du gibet , où les corps venoient d'être ensevelis & mis dans des chariots couverts de drap noir. Il y fut suivi d'une grande foule de noblesse & de peuple. On marcha de-là vers la ville ; cent hommes en deuil portant chacun une torche à la main précédoient un nombreux clergé ; & au milieu d'eux étoient les chariots. Dans le premier étoient les corps des seigneurs de Maubué & Doublet ; il étoit suivi de deux écuyers à cheval armés des armes de ces deux seigneurs , ornés de leurs

écussions ; suivoient leurs domestiques , leurs parens & leurs amis. Dans le second chariot étoit le corps de Jean de Gravelle. Il étoit suivi de quatre hommes à cheval , dont deux portoient chacun une bannière aux armes de ce seigneur , les deux autres étoient montés sur deux chevaux de bataille , l'un armé comme pour un jour de combat , & l'autre comme pour un tournoi ; les gens de sa maison & de sa famille grossissoient le cortége. Le troisieme chariot étoit vuide , & ne servoit qu'à une représentation funebre , en l'honneur du comte d'Harcourt. Il étoit suivi des bannières d'Harcourt , & puis du roi de Navarre & de toute sa cour.

1357.

En passant sur le champ où ces seigneurs avoient été décapités , on s'y arrêta , & on y chanta des vigiles sur le lieu même du supplice. Delà les corps furent portés à la cathédrale , & mis sous une chapelle ardente , & ensuite enterrés.

Le lendemain le roi de Navarre fit assembler le peuple devant l'abbaye de S. Ouen , monta sur un échafaut élevé exprès , leur fit un discours qu'il commença par ces paroles du psalmiste , *Innocentes & recti adhaeserunt mihi* , c'est-à-dire , ceux qui se sont attachés à moi étoient justes & innocens. Il fit l'éloge des quatre seigneurs , en parla comme d'autant de martyrs , répéta ce qu'il avoit dit dans ses harangues d'Amiens & de Paris touchant les mauvais traitemens qu'on lui avoit faits ; & après , pour gagner davantage le peuple , il fit manger à sa table le maire de ville , qui n'étoit qu'un marchand de vin.

Continuat. Nangii.

Annales de France.

Il étoit visible que toute cette conduite ne tendoit qu'à débaucher les peuples , & à les soustraire à l'obéissance qu'ils devoient à leur légitime souverain : mais le dauphin n'étoit pas en état de s'y opposer. Assez empêché à maintenir la capitale du royaume dans le devoir , il étoit contraint d'abandonner le soin des provinces ; car Paris recommençoit à se partager ouvertement en factions.

Le prévôt des marchands tout dévoué au roi de Navarre , ne gardoit plus gueres de mesures. Il rejettoit sur la négligence du dauphin , tous les ravages qui se faisoient par

Paris recommen-
ce à se partager en
factions.

1357.

Continuat. Nan-
gii.

les Navarrois & par les brigands aux environs de Paris ; dans le même-temps qu'il lui ôtoit tous les moyens d'y remédier, soit en empêchant qu'on ne lui fournît de l'argent, soit en faisant courir le bruit qu'il ne vouloit assembler des soldats que pour opprimer le peuple ; il déclamoit sans cesse contre les ministres & contre les confidens du prince, qui ne lui donnoient que des conseils pernicioeux, & tendans à la ruine & à l'oppression du royaume ; il disoit hautement qu'il étoit temps que les bons François s'unissent ensemble, pour remédier aux désordres de l'état, & pour empêcher sa prochaine ruine. Ses discours étoient reçûs avec applaudissement de la populace, toujours aisée à séduire par un zele apparent du bien public ; & même plusieurs des principaux bourgeois, qu'il flattoit de l'espérance d'avoir part au gouvernement, le secundoient de tout leur possible. Il fut résolu dans une de ces assemblées séditieuses qu'il tenoit tous les jours, qu'on prendroit une marque pour se distinguer de ceux qu'ils appelloient traîtres & les ennemis du peuple. Cette marque fut de porter le chaperon ou capuce mi-parti de deux couleurs rouge & bleu (car on ne se servoit point encore alors de chapeaux.) La chose fut aussi-tôt exécutée, & on ne voyoit par-tout dans Paris que ces chaperons rouges & bleus : ceux qui étoient les plus ennemis de la sédition étant obligés d'en prendre, de peur d'être massacrés par la populace.

*Le dauphin ras-
semble auprès de
lui la noblesse, &
harangue la popu-
lace dans les hal-
les.*

C'étoit là lever hautement l'étendart de la révolte. C'est pourquoi le dauphin rassembla auprès de lui ce qu'il put y faire venir de noblesse, dont la plupart voyoient depuis long-temps avec chagrin croître l'audace des bourgeois & des payfans. Il se hasarda de faire une assemblée du peuple de Paris dans les halles, malgré tout ce que purent faire l'évêque de Laon & le prévôt des marchands pour l'en empêcher, sous prétexte que c'étoit exposer sa personne & sa dignité à la brutalité d'une canaille, qui lui manqueroit de respect, & feroit peut-être quelque chose de pis. Il ne les écouta point, il harangua l'assemblée, lui rendit compte de sa conduite, lui dit que de tout l'argent qui avoit été levé, il ne lui en étoit rien venu entre les mains ; qu'on avoit fait

Annales de Fran-
ce.

malicieusement courir le bruit qu'il ne vouloit faire venir des troupes à Paris, que pour punir & piller la ville; qu'il n'avoit jamais eu un tel dessein, mais seulement celui d'empêcher les brigandages des environs de Paris. Que si jusqu'à présent il avoit été le maître, comme il le devoit être, le royaume ne seroit point accablé de misères, & rempli de désordres comme il l'étoit par-tout: que c'étoit la faute de ceux qui s'ingéroient dans le gouvernement sans y avoir aucun droit; qu'au reste son intention étoit de gouverner désormais, & de châtier sévèrement ceux qui voudroient lui disputer une autorité due à sa naissance.

1357.

Ce discours du prince plut au peuple, & fit du changement dans les esprits, jusqu'à inquiéter le prévôt des marchands, qui un jour ou deux après harangua à son tour dans l'église de saint Jacques de l'Hôpital. Il dit au peuple, que ce qui empêchoit la paix, étoit qu'on ne rendoit pas au roi de Navarre les villes de Normandie qui lui appartenoient, & qu'il ne tenoit qu'au régent de satisfaire ce prince, en exécutant le traité qu'on avoit fait avec lui. Le dauphin ayant été averti de ce qui se passoit, vint lui-même à l'église de saint Jacques, parla de nouveau au peuple, & l'assûra que la restitution des places de Normandie ne se différoit point par ses ordres; mais qu'il tenoit aux commandans à qui le roi son pere les avoit confiées, & qui refusoient d'en sortir sans son commandement exprès.

*Changement que
ce discours produi-
sit.*

C'étoit pour le prince faire un étrange personnage, que d'être obligé de plaider sa cause en présence de la populace de Paris, contre un prévôt des marchands. Le plus grand mal fut, qu'il ne la gagna pas; le peuple se trouva partagé, & on pensa en venir aux mains: mais le grand nombre étoit pour le prévôt, & il convint au prince de se retirer. Si-tôt qu'il fut parti, un bourgeois nommé Roussac, homme accrédité parmi le peuple, & dans les intérêts du prévôt des marchands, parla de nouveau pour réunir tous les esprits. Il fit l'éloge de ce séditieux comme d'un homme qui se faisoit la victime du bien public par le seul amour de sa patrie, dit cent choses offensantes contre le prince & contre ses ministres, & ranima plus que jamais la populace contre la cour.

Un séditieux ranime la populace contre la cour.

1357.

Durant tous ces tumultes les deux reines douairières faisoient tous leurs efforts , pour faire la paix entre le dauphin & le roi de Navarre. Tout dépendoit de la restitution des places , & du payement de la somme promise par le traité au roi de Navarre. Le dauphin ne pouvoit ou ne vouloit pas lui ôter ce prétexte de guerre ; & le roi de Navarre en eût cherché un autre , si celui-là lui eût manqué. Le seigneur de Pequigni y vint de sa part demander l'exécution de ces deux articles au dauphin , qui répondit que la chose n'étoit point en son pouvoir.

Annales de France.
cc.

Il reçut sur le même sujet une requête au nom de l'université , du prévôt des marchands & de quelques autres de la cabale. La parole lui fut portée par un Jacobin nommé Simon de Langres , qui lui dit nettement , que s'il ne satisfaisoit le roi de Navarre , les corps qui le députoient prendroient d'autres mesures , & se déclareroient contre celui qui mettroit obstacle à la paix. Le dauphin n'eut point d'autre réponse à faire , sinon qu'il feroit tout ce qui dépendroit de lui : mais quelques jours après on vit le prévôt des marchands porter son audace jusqu'aux dernières extrémités.

1358.

Audace du prévôt des marchands.

Il fit venir devant le Palais deux ou trois mille hommes armés , la plupart gens de métier , avec leurs chaperons mi-partis de bleu & de rouge , & ayant pris avec lui les plus déterminés d'entre eux , il monta à l'appartement du dauphin. Ce prince le voyant entrer dans sa chambre ainsi escorté , en parut étonné. « Monseigneur , (lui dit le prévôt ,) » ne soyez pas surpris de ce qui se va faire , c'est pour le bien » public. » Ayant dit ces paroles , il fit un signe à ceux de sa suite , qui mettant aussi-tôt l'épée à la main , se jetterent sur Robert de Clermont , maréchal de France , & sur Jean de Conflans , maréchal de Champagne , qu'ils massacrèrent à la vue & aux piés du prince. Tous ceux de la cour du prince qui étoient dans la chambre appréhendant un pareil traitement , s'enfuirent. Le dauphin demeura seul , & demanda au prévôt , si on en vouloit à sa personne. « Non , » Monseigneur , (répondit-il) ; mais pour vous mettre en » sûreté , prenez mon chaperon. » Le prince le prit , & lui

donna le sien , que cet insolent porta à sa tête pendant tout ce jour-là. Les corps des deux seigneurs assassinés furent traînés dans la place devant le palais , & y demeurèrent tout le jour exposés aux insultes de la populace , sans qu'aucun de leurs domestiques osât les enlever.

1358.

Le prévôt des marchands, ensuite de cet horrible attentat, s'en alla à la Grève, & d'une des fenêtres de l'Hôtel de ville, rendit compte au peuple de ce qu'il avoit fait, disant que ces deux seigneurs étoient des traîtres, & que leur mort étoit le salut de Paris. Il fut remercié & applaudi, & le peuple lui jura fidélité jusqu'à la mort. Comme il vit que son crime étoit approuvé, il retourna au Palais bien escorté. Il pressa le dauphin de ratifier ce qui s'étoit fait, & en cas qu'il y eût en cela quelque apparence de crime, de lui accorder sa grace, aussi bien qu'à ceux qui avoient contribué à l'action, & de s'unir avec les bourgeois de Paris contre tous ceux qui prendroient un parti contraire. Le dauphin, qui se voyoit à la merci de ces brutaux, consentit à tout. Le prévôt se retira, & peu d'heures après il envoya au prince quantité d'étoffe rouge & d'étoffe bleue, pour en faire des chaperons semblables à ceux que portoient les bourgeois de Paris, & les distribuer à toute sa cour. Cela fut exécuté, & les officiers de la chambre des comptes & tous les autres furent obligés d'en prendre de même, de peur d'être insultés par le peuple.

*Extrémité où le
dauphin est ré-
duit.*

Le dauphin, après que le tumulte fut cessé, ayant ordonné qu'on enterrât les corps des deux maréchaux dans l'église des chanoines réguliers de sainte Catherine, l'évêque de Paris s'y opposa à l'égard du corps du maréchal de Clermont, parce que quelques jours auparavant ce seigneur, par l'ordre du dauphin, avoit enlevé de l'église de saint Jacques de la Boucherie un scélerat nommé Perrin Marc, & l'avoit fait pendre, pour avoir assassiné Jean Baillet, trésorier de l'épargne de ce prince. L'évêque de Paris prétendoit que le maréchal, pour avoir tiré de l'église par force ce criminel, avoit encouru l'excommunication, & qu'étant mort excommunié, il ne devoit pas être enterré en terre sainte. Ainsi tous sembloient agir de concert pour insulter le prince, & ruiner son autorité.

1358.

*Nouvelle assem-
blée des états.
Annales de Fran-
ce.*

Pendant tous ces défordres, les états s'étoient assemblés à Paris : mais il y avoit très-peu de gentilshommes & de prélats, le gros de l'assemblée n'étoit que du tiers-état. Le prévôt des marchands entreprit d'y faire déclarer, que ce qu'il avoit fait au palais étoit pour le bien public : quelques-uns furent de cet avis : mais il ne paroît pas que la chose eût passé. Le dauphin étant allé le lendemain au parlement, le prévôt des marchands s'y rendit avec sa suite ordinaire de gens armés, & requît que le dauphin observât les ordonnances faites dans les premiers états tenus après la prison du roi : que les gens commis par les états eussent l'administration des finances, & qu'il mît dans son conseil les personnes qu'ils lui nommeroient. Le prince fit semblant d'agréer toutes ces propositions, ne pouvant faire autrement.

*Fidélité de la
plupart des villes
de France.*

Sur ces entrefaites le roi de Navarre arriva à Paris avec une grosse garde, & alla descendre à l'hôtel de Nesle, où le prévôt des marchands vint aussi-tôt le trouver, & le supplia de prendre la protection des Parisiens, & de ne pas désapprouver l'exécution qui s'étoit faite au palais en présence du dauphin. Le roi de Navarre, qui ne crut pas qu'il fût encore temps de se déclarer, lui donna des réponses générales, l'assurant de son amitié, & l'exhortant de continuer à bien servir l'état. Le prévôt ne fut pas content de cette modération du roi de Navarre. Il voyoit bien que son crime étoit de la nature de ceux qui ne se pardonnent jamais par les princes, & que tôt ou tard il lui en coûteroit la vie, s'il ne trouvoit le moyen de bouleverser tout le royaume.

*Annales de Fran-
ce.*

C'est pourquoi il résolut de faire tous ses efforts, pour engager les autres villes considérables de France, à signer une confédération avec la capitale. Il dépêcha des couriers de tous côtés ; & pria les communes de ces villes, de s'unir avec Paris pour le rétablissement du bon gouvernement du royaume, & leur proposa de faire prendre à tous les bourgeois le chaperon mi-parti, leur disant qu'ils ne feroient en cela que ce que le dauphin avoit fait lui-même, aussi bien que le duc d'Anjou, frère du roi, le roi de Navarre, & une infinité d'autres, dont on pouvoit sans rien craindre suivre l'exemple.

l'exemple. Mais ces villes plus fideles à leur devoir n'en voulurent rien faire, & pas une ne lui fit réponse. Ainsi son unique ressource étoit dans le roi de Navarre, qui avoit aussi besoin de lui pour l'exécution du dessein qu'il méditoit depuis quelque temps, de se faire roi de France.

 1358.

Ce projet lui avoit apparemment d'abord paru chimérique à lui-même : mais la disposition qu'il trouvoit dans l'esprit des peuples, qui étoient de tous côtés en mouvement, sans presque savoir ce qu'ils vouloient, la faveur des Parisiens hautement déclarés pour lui, l'animosité des bourgeois & des paysans contre la noblesse, d'où il se formoit deux partis en France, dont l'un ne pouvoit manquer de grossir le sien : enfin les prétentions mêmes que le roi d'Angleterre avoit sur la couronne de France autorisoient les siennes, & lui servoient comme d'un titre pour les faire valoir.

En effet, supposé que la couronne de France eût pu tomber en quenouille, il y auroit eu droit avant le roi d'Angleterre : car il étoit fils d'une fille de Louis Hutin, & par conséquent il devoit être préféré à Edouard, qui n'étoit qu'en ligne collatérale, & seulement neveu de ce roi par sa mere Isabelle. Le roi de Navarre avoit déjà fait naître quelque soupçon de ses intentions à cet égard dans ses harangues séditieuses, par certaines expressions assez fortes : mais cependant la crainte qu'il avoit d'être abandonné du roi d'Angleterre, ou même de l'avoir pour ennemi en devenant son concurrent, l'empêchoit de faire les démarches les plus hardies, sur lesquelles, du caractère dont il étoit, il n'eût pas hésité. Il se contentoit de se faire par-tout des créatures, de se fortifier en Normandie, d'entretenir toujours les Parisiens dans l'inclination qu'ils avoient pour lui, & de faire de temps en temps certains actes d'autorité, qui en l'absence du roi ne convenoient gueres qu'à un homme qui espéroit un jour tenir sa place. Il osa, par exemple, étant à Paris, donner à la vûe du dauphin des sauf-conduits à diverses personnes, pour aller en certains lieux du royaume, les adresser aux magistrats des provinces & aux gouverneurs des villes ; & il arrivoit souvent que ses ordres

Annales de France.
cc.

1358.

étoient plus respectés que ceux du dauphin. Il lui dressa une embuscade auprès de saint Ouën, maison de plaisance à deux petites lieues de Paris, où ce prince pensa être enlevé : & l'on prétend que ce fut vers ce temps-là qu'il lui fit donner un poison lent, dont sa santé fut fort altérée, & qui lui abrega ses jours. Ces attentats, ainsi qu'on le verra dans la suite, étoient tout-à-fait du génie du roi de Navarre.

*Le Dauphin est
déclaré régent du
royaume.*

Le dauphin, qui s'étoit fait une loi de tout dissimuler jusqu'à ce qu'il vît quelque jour à se mettre en liberté, loin de faire des plaintes, affectoit avec lui beaucoup d'ouverture & de franchise. Ils mangeoient souvent ensemble, & se rendoient de fréquentes visites. Le roi de Navarre en fut la dupe : car étant sorti de Paris le douzième de Mars, le dauphin, qui n'avoit eu jusqu'alors que la qualité de lieutenant de roi en France, se fit déclarer deux jours après par le parlement régent du royaume dans toutes les formes. Il fut ordonné que désormais en cette qualité il auroit un sceau, qui fut mis entre les mains de Jean de Dormans, évêque de Beauvais son chancelier. (a) Les factieux ne s'y opposèrent point, parce qu'en même temps le prince déclara, qu'il vouloit mettre dans son conseil le prévôt des marchands, Charles Rouffac, échevin, Robert de Corbie & Jean de Lisle, qui se voyoient par là en honneur & en autorité plus que jamais, & en état de perdre le régent, supposé qu'il n'agît pas suivant leurs vûes.

*Continuat. Nan-
gii.*

Mais ce ne fut pas à cela seul que servit ce manège du régent. Il ôta par ce moyen au prévôt des marchands une partie de ses défiances. Ce prince ne fut plus observé de si près, & vint enfin à bout de s'échapper de Paris, & de gagner Senlis, & puis Compiègne, où il avoit donné ordre à quantité de noblesse de le venir trouver.

*Continuat. Nan-
gii.*

Les Parisiens & le roi de Navarre se voyant ainsi trompés, s'unirent plus étroitement que jamais contre le régent. Cependant le roi de Navarre ne rompit pas encore si-tôt ouvertement avec ce prince. Il eut même avec lui une confé-

(a) On voit à la chambre des comptes déclaré chancelier. *Extraits de la chambre des comptes, mémorial C. 6. f. 127.*

rence à Clermont en Beauvoisis, où il tâcha en vain de le persuader de retourner à Paris. Avant cette conférence, le prévôt des marchands avoit obligé l'université de députer au prince quelques personnes de son corps, pour l'engager aussi à son retour, en lui répondant du respect & de la fidélité de tous les habitans. Il les reçut à Compiègne avec beaucoup de bonté : il les assura qu'il aimoit les Parisiens; qu'il étoit persuadé qu'il avoit parmi eux beaucoup de serviteurs; qu'il ne prétendoit point que toute la ville fût responsable du crime de quelques particuliers, & que pour les convaincre de ce qu'il leur disoit, il se contenteroit qu'on lui livrât dix ou douze de ceux qui se trouveroient les plus coupables du massacre des deux seigneurs qu'on avoit égorgés à ses piés, sans nul égard pour sa personne; qu'à cette condition, & non autrement, il rendroit son amitié aux Parisiens.

Les députés de l'Université rapportèrent cette réponse, qui ne pouvoit pas plaire au prévôt des marchands; car il voyoit bien que dans la liste des coupables qu'on demanderoit, il seroit certainement mis à la tête. Toute son application fut donc à animer le peuple, soit par lui-même, soit par ses émissaires, à ne plus rien ménager, & à se disposer à la guerre, si le régent entreprenoit de la leur faire. Il fit transporter à la Greve un magasin d'artillerie que le régent avoit fait au Louvre. Quatre mille hommes furent employés à travailler sans relâche aux fortifications de la ville. On boucha une partie des portes, pour n'être point obligé à les garder. On creusa des fossés, & on éleva des remparts en quelques endroits où il n'y en avoit point encore. Sur ces entrefaites le roi de Navarre arriva à Paris. Il y fut reçu avec de grandes acclamations, & déclaré Capitaine ou gouverneur de la ville. Il fit serment en présence du peuple de servir les Parisiens envers tous & contre tous, excepté contre le roi; & le prévôt des marchands lui promit de faire son possible, pour engager toutes les villes de France à le reconnoître en qualité de capitaine de tout le royaume. On remarqua toutefois que lorsque l'échevin Rouffac fit la proposition de reconnoître le roi de Navarre pour capitaine de

1358.

*Nouvelle audace
du prévôt des mar-
chands de Paris.*

*Annales de Fran-
ce.*

1358.

Le régent demande du secours aux états de Champagne.

Paris, plusieurs gens du peuple apostés ayant crié de tous côtés *Navarre, Navarre*, la plus grande partie ne cria point, ce qui déplut fort à ce prince & à ceux de son parti.

Le régent s'étoit bien attendu à tous ces nouveaux mouvemens : mais il comptoit sur la noblesse, dont l'indignation contre les bourgeois avoit beaucoup augmenté par la mort des deux maréchaux massacrés dans le palais. Il étoit demeuré très-peu de gentilshommes à Paris, & la plupart se déclaroient pour le régent. La Champagne avoit toujours paru lui être fort affectionnée ; & même, ainsi que je l'ai dit, ceux qui étoient venus de cette province, pour assister aux états de Paris, voyant que tout s'y faisoit par d'injustes cabales, s'en étoient retirés. Le régent résolut d'assembler les trois états de cette province séparément, & de leur demander du secours. Il les convoqua à Provins, & puis à Vertus. Il y invita le roi de Navarre, & fit proposer au prévôt des marchands d'y envoyer des députés pour la ville de Paris. Le roi de Navarre promit d'abord de s'y trouver : mais il ne tint pas sa parole. Paris députa pour y aller Robert de Corbie & Pierre de Rosni. Les états promirent au régent tout ce qui dépendoit d'eux pour son service ; & ce prince se voyant sûr des Champenois, crut pouvoir faire un coup d'autorité qui lui réussit.

Et aux états généraux assemblés à Compiègne.
Ibid.

Les états de tout le royaume avoient été convoqués à Paris pour le premier jour de Mai. Il fit publier qu'il les transféroit à Compiègne, & que ce seroit là qu'ils se tiendroient. Les Parisiens en furent très-mécontents : mais la plupart des autres villes, qui étoient jalouses de l'autorité que Paris vouloit s'attribuer sur tout le reste du royaume, témoignèrent au régent qu'il leur faisoit plaisir. Les choses s'y passèrent fort heureusement pour le prince. On lui accorda des subsides ; & les trois états se cottisèrent pour lui fournir des troupes & de l'argent.

Continuat. Nangui.

Aussi-tôt après, les hostilités commencèrent entre la noblesse qui étoit avec le régent, & les Parisiens, & il se donna plusieurs petits combats aux environs de Paris. Le régent fit de Meaux & de Melun ses places d'armes. Il s'empara de Corbeil, & fit construire un pont sur la Seine entre cette

place & Paris, pour avoir la liberté de faire des courses des deux côtés de la rivière. C'étoit là déjà un demi-blocus, dont le prévôt des marchands prévint les conséquences. Il marcha à la tête d'une grande troupe de soldats & de bourgeois, attaqua Corbeil, y força les troupes du régent, les en chassa, & ruina le pont.

1358.

La guerre ne fut pas plutôt déclarée, que le nombre des brigands qui composoient ces troupes de scélérats, dont j'ai parlé, & qu'on appelloit les *Compagnies*, se multiplia à l'infini. Les bois, les grands chemins, toutes les routes d'Orleans, de Picardie, de Normandie en étoient infestées. Ils attaquoient également ceux du parti des Parisiens, & ceux du parti du régent, les Anglois & les Navarrois.

Pour achever de tout perdre, il se fit alors une révolte des payfans de Brie & de Picardie. Cette nouvelle faction fut appelée la *Jaquerie* à cause de leurs Jaques, qui étoient une espèce de longue casaque de toile qu'ils portoient; & selon d'autres, parce qu'ils avoient à leur tête un nommé Jacques Bonshoms. Ces payfans voyant leurs maisons & leurs granges au pillage; que personne ne les défendoit, & que toute la campagne étoit abandonnée à la fureur des soldats & des voleurs, s'unirent entre eux, & résolurent de faire ce qu'on leur faisoit chez eux, c'est-à-dire, de ravager & de piller tout ce qu'ils pourroient. Ils n'osoient pas s'attaquer aux villes; ils ne vouloient pas non plus faire de mal à leurs semblables. Ainsi ils prirent le parti de se jeter sur les biens que la noblesse avoit à la campagne, disant que c'étoient les gentilshommes, tant chevaliers, qu'écuyers, qui étoient cause de tous les maux qui accabloient le royaume; qu'ils avoient laissé prendre le roi, que c'étoient des lâches qui faisoient la honte de l'état, & qu'il falloit les exterminer.

*Révolte des pay-
sans de Brie & de
Picardie.
Annales de Fran-
ce.
Froissard, c. 182.*

Ils s'assemblerent d'abord dans le Beauvoisis au nombre de cent. Ils pillèrent & brûlèrent plusieurs châteaux. L'espérance du butin en attira bien-tôt beaucoup d'autres. Le nombre crut jusqu'à six mille, & à bien plus encore dans la suite. Ils se firent des chefs qui étoient toujours les plus bru-

1358.

taux & les plus cruels d'entre eux. Il n'y eut point de barbarie qu'ils n'exerçassent contre tous les gentilshommes qui tomboient entre leurs mains, jusqu'à les embrocher & les faire rôtir à petit-feu. Ils violaient les dames & les demoiselles, & ensuite les massacroient. Ce n'étoit par-tout qu'incendies & que ravages dans le pays de Laon, de Soissons, sur les bords de la Marne & de l'Oise; & le mal s'étendit jusques dans le pays d'Artois.

Cap. 183 & 184.

Les gentilshommes furent obligés de s'unir entre eux plus étroitement que jamais, pour se défendre & pour dissiper cette canaille. Les partisans du régent & ceux du roi de Navarre, les Anglois & les François se secoururent les uns les autres. Le roi de Navarre en tailla en pieces un grand corps auprès de Clermont en Beauvoisis, & trois mille demeurèrent sur la place. Ils vinrent attaquer Meaux au nombre de plus de neuf mille. La duchesse de Normandie épouse du régent, d'autres princesses, & plus de trois cents dames & demoiselles s'y étoient réfugiées. Dès qu'ils parurent devant la ville, la populace qui étoit d'intelligence avec eux, leur ouvrit les portes. La duchesse & tant d'autres personnes de qualité n'auroient pas échappé à leur fureur, si par bonheur le comte de Foix & le Captal de Buch, quoique celui-ci fût du parti des Anglois, ayant appris le danger où elles étoient, ne fussent venus le jour d'auparavant leur offrir leur service. Ils étoient dans la ville avec environ soixante lances, lorsque les paysans y entrèrent. Si-tôt qu'ils furent avertis de la trahison des bourgeois, ils firent armer tous leurs gens, & vinrent avec eux se ranger en bataille, dans le marché de Meaux; & puis sortant delà sans s'embarrasser du nombre des ennemis, ils les chargèrent se tenant toujours serrés & en bon ordre. Ces paysans étoient pour la plupart très-mal armés, & n'étoient pas accoutumés à se battre contre de la cavalerie. Les plus hardis d'entre eux ayant été tués, le reste prit l'épouvante: on n'eut plus que la peine de les assommer, plusieurs se noyèrent dans la Marne, ou ils se jettoient pour échapper à ceux qui les poursuivoient l'épée dans les reins. Il en périt sept mille dans cette occasion.

Après qu'on eut poursuivi quelque temps les fuyards dans la campagne , le comte de Foix & le capital de Buch firent mettre le feu aux fauxbourgs de Meaux & à la ville , & la plupart des bourgeois furent passés au fil de l'épée, ou périrent dans l'incendie. Ce carnage que l'on fit de ces payfans en diverses rencontres , les dissipa enfin ; mais ce ne fut qu'après qu'ils eurent commis les plus effroyables désordres.

1358.

Comme à l'exemple des Parisiens , les bourgeois des villes voisines n'étoient gueres moins animés contre la noblesse que les payfans , aussi la noblesse les haïssoit presque également : & le régent qui avoit besoin d'elle , n'avoit pas toute l'autorité nécessaire pour arrêter ses emportemens. Un grand nombre de gentilshommes après le saccagement de Meaux , firent une conspiration contre la ville de Senlis , où ils entrèrent un jour avec furie dans le dessein de la saccager : mais les bourgeois qui avoient été avertis s'étant tenus sur leur gardes , & les ayant laissé engager dans les rues , donnèrent sur eux avec tant de résolution , & si à propos , qu'ils les taillèrent en pieces , de sorte que très-peu en échappèrent.

Cependant le régent , qui vouloit à quelque prix que ce fût , dompter Paris , & s'en rendre maître , avoit assemblé grand nombre de noblesse , non-seulement de France , mais encore des terres de l'Empire ; il avoit bien trente mille chevaux , & parmi eux trois mille lances. Il se posta à Charenton & à S. Maur , empêcha que rien ne descendît à Paris par la Seine & par la Marne : & pour faire plutôt crier le bourgeois , il fit brûler tous les villages des environs.

*Blocus de Paris
par les troupes du
régent.*

*Froissard, c. 185.
Annales de France.*

Cela lui réussit. Il se fit de grands murmures contre le prévôt des marchands. Le parti du régent, qui depuis long-temps n'osoit paroître , commença à se relever & à grossir , principalement par le crédit de deux riches & honorables bourgeois , dont l'un s'appelloit Jean Maillard , & l'autre Simon Maillard son frere , toujours fideles & parfaitement dévoués au régent.

Quoique la faction du prévôt des marchands prévalût encore , néanmoins le roi de Navarre prévoyoit bien que pour

1358.

peu que le régent continuât à serrer Paris de près, il s'y feroit quelque révolution. C'étoit pourquoi, de peur d'avoir l'affront de quitter la partie par contrainte, il pensa à s'en retirer sous prétexte qu'il étoit à propos qu'il eût une armée en campagne, tandis que le régent y avoit la sienne. Il fit agréer son départ aux Parisiens, & alla se camper à S. Denys avec un corps de troupes. La reine Jeanne douairière de France, tante du roi de Navarre, étoit alors à Lagni, & faisoit tous ses efforts pour raccommo-der le régent avec ce prince. Ils eurent à sa prière plusieurs conférences. Ils firent mêmes quelques traités, mais inutilement, par l'inconstance ou par la malice du roi de Navarre, qui donnant de belles paroles aux Parisiens, & faisant semblant de s'accorder avec le régent, jouoit les uns & les autres. Il y eut durant ce temps-là plusieurs escarmouches entre les Parisiens & ceux de l'armée du régent, où les Parisiens furent ordinairement battus. Il en demeura encore grand nombre sur la place en deux ou trois occasions contre quelques troupes Angloises, qui, quoiqu'elles fussent dans le parti du roi de Navarre, avoient pris querelle avec ces bourgeois.

Le prévôt des marchands traite avec le roi de Navarre, qui veut se faire déclarer roi de France.

Continuat. Nangii.

Froissard.
Annales de France.

Ce nouvel incident avoit fort embarrassé le prévôt des marchands, à qui il étoit difficile de demeurer neutre dans ces querelles particulières. De quelque dissimulation qu'il usât, les Parisiens s'aperçurent qu'il avoit beaucoup plus d'égard pour le roi de Navarre que pour eux dans leurs démêlés avec les Anglois. Cette conduite fit passer plusieurs bourgeois dans le parti du régent. Le prévôt vit bien que plus il différoit à prendre son parti, plus le danger deviendroit pressant pour lui. Ainsi il se hâta de traiter avec le roi de Navarre. Il convint avec lui de le faire entrer dans Paris avec toutes ses troupes; que dès qu'il y seroit entré, on marqueroit toutes les maisons des partisans du régent; qu'on feroit main-basse sur eux, & qu'ensuite le roi de Navarre, en vertu du droit qu'il prétendoit avoir à la couronne, du chef de sa mere, fille du roi Louis Hutin, seroit salué & couronné roi de France.

Ce traître est

Le premier jour d'Août fut marqué pour l'exécution de
ce

ce dessein. Les troupes du roi de Navarre s'approcherent durant la nuit, tant du côté de la porte S. Honoré, que du côté de la porte S. Antoine; & un peu avant le jour le prévôt des marchands vint à celle-ci. Il commanda à quelques-uns des bourgeois qui étoient de garde, de s'en retourner chez eux, disant qu'il n'étoit pas nécessaire de tant de monde pour garder ce poste. Ceux qu'il renvoyoit étoient des gens dont il se défioit, & il ne retenoit que ceux dont il étoit bien sûr. Quelques-uns firent difficulté de se retirer, & de remettre entre les mains du prévôt les clés de la porte qu'on leur avoit confiées. On donna avis de ce qui se passoit à Jean Maillard, qui commandoit dans un quartier de la muraille proche de la porte. Il vint au corps de garde où l'on contestoit. Il résista au prévôt des marchands, & on s'échauffa de part & d'autre. Maillard soupçonnant la trahison, dit au prévôt, qu'il n'étoit pas l'heure de changer ni d'affoiblir la garde des portes, & que sa conduite ressembloit fort à celle d'un homme qui vouloit trahir la ville. Le prévôt dit à Maillard, qu'il en avoit menti, & le traita fort mal. Celui-ci, sans délibérer davantage, leva une hache d'armes qu'il tenoit, & en fendit la tête au prévôt des marchands, qu'il renversa mort à ses piés. Aussitôt lui & ceux de son parti chargerent les gens du prévôt, en tuèrent six, & mirent le reste en fuite. Après cette exécution il monta à cheval accompagné de ses amis; & ayant pris une bannière aux armes du roi, il avança dans la ville, criant avec sa troupe *Mont-joie S. Denys*. Ce bruit réveilla les bourgeois, dont la plupart, qui ne savoient rien de ce qui se passoit, étoient encore au lit. Il s'en va à la porte de S. Honoré, se saisit de ceux de la garde qui étoient partisans du prévôt des marchands, & les fit mettre en prison. Il alla aux Halles, où il raconta au peuple la trahison du prévôt des marchands, qui étoit sur le point de livrer la ville aux Navarrois & aux Anglois. La populace en fureur courut à la porte S. Antoine, traîna dans les rues les corps du prévôt des marchands & de ceux qui avoient été tués avec lui, leur fit mille insultes, & les laissa au milieu de la rue, comme il étoit arrivé dans le même endroit aux corps

1358.
massacré par un
bourgeois.

1358.

des deux seigneurs que le prévôt des marchands avoit fait massacrer dans le palais à la vûe du prince ; ce qui fut regardé comme une vengeance singulière de la justice de Dieu. On commença à se déchaîner contre le roi de Navarre , à crier par-tout contre lui dans les rues & dans les places publiques , & enfin à demander le retour du régent.

Jean Maillard voyant le peuple dans cette disposition ; assembla les principaux bourgeois dès que le tumulte fut un peu apaisé. On députa deux conseillers du parlement nommés Jean Alfonse & Jean Pastorel vers le prince à Charenton , pour l'inviter à revenir à Paris , en l'assurant qu'on y avoit fait justice du prévôt des marchands & de ses autres ennemis.

Le régent revient à Paris, où il est reçu avec joie.

Ce fut là une agréable nouvelle pour le régent , qui se rendit sans tarder à Paris bien accompagné , & y fut reçu avec toutes les démonstrations de joie qu'il pouvoit souhaiter. Il trouva tout soumis à ses ordres , & grand nombre de complices du prévôt des marchands en prison , dont plusieurs furent exécutés quelques jours après. Il pardonna aux autres , & donna une amnistie générale.

Le roi de Navarre lui déclare la guerre.
Froussard, c. 188.

La mort du prévôt des marchands , qui fut le salut du régent , avoit ruiné tous les projets du roi de Navarre ; & ce prince vit bien qu'il n'avoit plus rien à ménager. C'est pourquoi levant le masque , il envoya déclarer la guerre au régent , se croyant en état de la soutenir , non-seulement par les places qu'il avoit en Normandie , mais encore par les partisans qu'il avoit dans les provinces voisines de Paris : comptant principalement sur les Anglois , dont il seroit toujours appuyé , & qui malgré la treve , faisoient par-tout des hostilités en France. Il avoit tiré de Paris , par le moyen du prévôt des marchands , des sommes immenses. Il s'en servit à lever des soldats de toutes nations , qui lui venoient en foule , tant parce qu'il les payoit bien , que parce qu'il leur donnoit grande liberté de piller.

Comte de Nangis.

Dès que la guerre fut déclarée , il fit par lui-même & par ses partisans des entreprises de toutes parts. Le seigneur de Pequigni , qui lui fut toujours tout dévoué , pensa surprendre Amiens par la trahison du maire ; mais le comte de S,

Pol, & le connétable de Fiennes, sur l'avis qu'ils eurent du mouvement des Navarrois, accoururent de Corbie où ils étoient, & s'étant mis à la tête de quantité de braves bourgeois, repoussèrent les Navarrois, & saurerent la place.

 1358.

Le roi de Navarre réussit mieux à Melun, qui lui fut livré par sa sœur la reine Blanche, veuve de Philippe de Valois, & lui servit à bloquer Paris : car étant maître de Melun au-dessus de cette capitale, comme il l'étoit de Mante & de Meulan au-dessous, rien ne pouvoit arriver à Paris, ni de Bourgogne, ni de Normandie, de sorte que les vivres, le vin, & le bois même y renchérent considérablement.

Ce prince, qui commençoit à désespérer de se voir jamais roi de France, entreprit de faire la guerre plutôt en bandit qu'en conquérant. Toute son application fut à se saisir de tous côtés de divers forts, qui par leur situation lui servoient à lever de grandes contributions dans la Picardie & aux environs de Paris. Il s'empara de Creil sur Oise au-dessous du pont Sainte-Maixence, du fort de Mauconseil auprès de Noyon, & de quelques autres du côté d'Amiens & de Compiègne. De là il rançonnoit tout le pays, & personne n'osoit paroître à la campagne sans des sauf-conduits signés par les gouverneurs de ces forts, & qui les vendoient bien cher. La noblesse de Picardie fut défaite par Pequigni devant Mauconseil, qu'elle avoit eu ordre du régent d'attaquer. On n'entendoit parler de tous côtés que de rencontres, de combats, d'incendies, de ravages, la guerre se faisant par-tout au nom du régent, & au nom du roi de Navarre ; mais selon le caprice des plus puissans de leurs partisans, qui pour la plupart ne cherchoient qu'à s'enrichir par le butin, & à se faire de la réputation par leurs expéditions, aux dépens des peuples réduits à la dernière misère.

Froissard, loc.
cit.
Cap. 193 & 194.

Après tout le roi de Navarre voyoit bien que Paris étant dans les intérêts du régent, que la plupart de la noblesse de Picardie & de Champagne ayant pris les armes en faveur de ce prince, que la Normandie étant fort partagée, il auroit peine à tenir long-temps la partie s'il n'étoit soutenu. C'est

*Es se ligue avec
le roi d'Angleterre.*
re.

1358.

Continuat. Nan-
gii.

pourquoi il fit un traité de ligue offensive avec le roi d'Angleterre, qui n'attendoit que la fin de la treve, pour continuer ses conquêtes en France.

Cela n'empêchoit pas qu'à la cour de Londres, on ne négociât avec le roi de France pour sa délivrance, & on l'y traitoit avec beaucoup d'honnêteté. Ce prince n'étoit point renfermé, il avoit liberté de se promener, & d'aller à la chasse. Il étoit de tous les divertissemens de la cour d'Angleterre. On le flattoit de l'espérance de repasser bientôt en son royaume; & sur les instances que faisoit le pape auprès du roi d'Angleterre, on conclut un traité avec lui, quoiqu'à des conditions assez dures, mais qui paroissent tolérables, vu l'état des affaires de France. Par ce traité le roi devoit, pour obtenir sa liberté, céder la Normandie, le Boulenois, le comté de Guines, & quelques autres territoires moins considérables, & donner six cents mille écus d'or. Après qu'on fut convenu de ces articles, les deux rois s'embrassèrent avec des protestations d'une sincère & éternelle amitié: mais il n'y avoit en tout cela nulle sincérité du côté du roi d'Angleterre, qui portoit ses vûes plus loin, & avoit toujours en tête de se faire roi de France.

Matth. Villani,
lib. 8, cap. 51 &
101.

Epist. Innoc. ad
cardinal. S. Vita-
lis apud Rainald.

Continuat. Nan-
gii.

Dans le même-temps qu'il traitoit avec le roi, il fournissoit des troupes au roi de Navarre; & par les ravages que celui-ci faisoit en France, par les continuelles alarmes qu'il caufoit par-tout, il mettoit le régent hors d'état de pouvoir trouver de quoi payer la rançon de son pere. Auxerre fut surpris par les Anglois qui étoient au service du roi de Navarre, & Epernai le fut aussi. Cependant le roi d'Angleterre se faisant honneur des avances qu'il faisoit pour la paix, accusoit le roi d'en retarder la conclusion, en empêchant qu'on ne payât sa rançon. Le pape averti de cette conduite peu sincère du roi d'Angleterre, ordonna au cardinal Talayrand, & au cardinal de S. Vital ses légats en France, de faire tous leurs efforts pour engager le roi d'Angleterre à agir de meilleure foi: mais toutes leurs exhortations furent inutiles.

1349.

Le regent con-

Sur ces entrefaites le connétable de Fiennes prit S. Valeri par composition; & peu de temps après le régent, sollicité

par les Parisiens, alla mettre le siège devant Melun, le pressa avec beaucoup de vigueur, & y donna un assaut où il fut repoussé. Les deux reines douairieres de France, & la reine de Navarre se trouvoient dans la place. Le danger de ces trois princesses, qui toutes trois étoient dans les intérêts du roi de Navarre, donna lieu aux deux légats de proposer à ce prince de faire la paix avec le régent. Il dit qu'il ne demandoit pas mieux, & l'on n'eut pas de peine à y résoudre le régent. Les conférences se tinrent à Pontoise, & puis à Vernon. Le traité fut conclu. La principale condition fut que Melun seroit rendu au régent, & que ce prince confirmeroit au roi de Navarre la possession de Mante, de Meulan, & de quelques autres places de Normandie. Philippe frere du roi de Navarre, peut-être de concert avec lui, ne voulut point souscrire à ce traité, & lui reprocha qu'il violoit celui qu'il avoit fait avec le roi d'Angleterre. Il partit lui quatrième, & se retira au Cotentin, à saint Sauveur le vicomte, place que Geoffroi d'Harcourt avoit autrefois vendue au roi d'Angleterre, & où il y avoit garnison Angloise.

Le régent fit d'autant plus volontiers cette paix avec le roi de Navarre, que la treve avec l'Angleterre étoit prête de finir. Dès qu'elle fut expirée les hostilités recommencerent de toutes parts. C'étoient presque les mêmes ennemis que ceux à qui on avoit eu affaire auparavant, mais qui ayant fait jusqu'alors la guerre au nom du roi de Navarre, la continuoient au nom du roi d'Angleterre, & dans les mêmes endroits; car les commandans des forteresses qui avoient été prises sous les ordres du roi de Navarre, étant la plupart Anglois, ou dans les intérêts d'Angleterre, n'avoient pas voulu s'en désaisir nonobstant le traité de Vernon.

Il se donna un sanglant combat entre Eustache d'Auberticourt chevalier du comté de Hainaut, qui étoit un des généraux du roi d'Angleterre, & Brocart de Feneustranges Lorrain, qui étoit au service du régent. Ce fut auprès de Nogent sur Seine. D'Auberticourt après une vigoureuse résistance fut défait & pris prisonnier. Cette défaite fit rentrer plusieurs forteresses de ce quartier-là, & en quelques autres endroits, sous l'obéissance du régent. Quelques-unes furent

R r iij

1359.

sens de faire sa paix avec lui.

Froissard, chap.

197.

Vie de Bertrand du Guesclin, c. 9.

Continuar, Nangii.

Froissard, c. 199.

1359.

abandonnées, d'autres cédées pour de l'argent, comme Nogent sur Seine, Creil sur Oise, & le fort de Mauconseil auprès de Noyon; ce fort fut ensuite rasé. Ce ne fut pas encore un petit avantage pour le régent, que la mort de Pequigni, qui fut étranglé par son valet de chambre au château d'Heriolle, d'où il faisoit des courses dans une grande partie de la Picardie, & incommodoit beaucoup Amiens. D'autre part, Pont Sainte-Maixence fut pris par les Anglois, aussi-bien que Clermont en Beauvoisis. On recommençoit pareillement à se battre au de-là de la Loire, lorsque Guillaume de Melun archevêque de Sens, le comte de Tancarville son frere, le comte de Dammartin, & le maréchal d'Andrehen, qui avoient été faits prisonniers à la bataille de Poitiers, arriverent d'Angleterre portant un nouveau traité de paix fait entre les deux rois, afin de le communiquer au régent & aux états de France, & le leur faire agréer.

Traité désavantageux projeté par le roi pour sa délivrance.

Du Tillet, Recueil des traités, &c.

Ce traité étoit tel, qu'on voyoit bien que l'ennui de la prison l'avoit emporté dans l'esprit du roi sur les intérêts de son état. Ce prince, outre quelques autres articles moins considérables, y cédoit à Edouard, non-seulement tous les domaines qui avoient autrefois été possédés en France par les Anglois en titre de fiefs mouvans de la couronne: mais encore il renonçoit à la souveraineté & aux hommages que les rois d'Angleterre avoient toujours faits aux rois de France pour ces fiefs: c'est-à-dire, qu'il accordoit à Edouard la possession & la souveraineté des duchés de Normandie & de Guienne, des comtés de Poitou, de Touraine, d'Anjou & du Maine, avec les appartenances telles qu'elles étoient du temps du roi Richard I, de l'Agenois, du Querci, de la Xaintonge, tant en de-çà qu'au-delà de la Charente, de l'Angoumois, du Limousin, du Périgord, du diocèse de Tarbe, des comtés de Bigorre & de Grave, avec leurs dépendances, & tout ce que le roi Jean y tenoit avant la bataille de Poitiers. De plus Edouard retenoit Calais, avec les comtés de Boulogne & de Guines, & entroit en possession du comté de Ponthieu & de la vicomté de Montreuil. Le roi consentoit encore que le duc de Bretagne fit hommage

de son duché au roi d'Angleterre, & que ce prince fût juge du différend qui étoit pour la possession de ce duché entre Jean de Montfort & Charles de Blois. Enfin on donnoit pour la rançon du roi & des seigneurs prisonniers, quatre millions d'écus d'or; & pour tout cela le roi d'Angleterre renonçoit aux droits qu'il prétendoit avoir sur la couronne de France.

1359.

C'étoit là pour Edouard se mettre en possession de la couronne sous prétexte d'y renoncer; c'étoit assiéger de tous côtés le reste de la France qu'il laissoit au roi, & se mettre en état de le lui enlever sur le premier prétexte qu'il voudroit prendre de quelque atteinte donnée au traité, & qui lui fourniroit occasion de renouveler ses prétentions.

Le régent ayant lû ce traité, en fut surpris. Il expédia des lettres patentes pour la convocation des états, afin de le leur communiquer. Il avoit en cela deux vûes. La première de ne pas prendre sur lui le refus de la paix & de la délivrance du roi son pere à des conditions si désavantageuses: la seconde, d'animer les peuples à soutenir la guerre contre l'Angleterre, & à lui fournir volontiers les secours d'argent dont il avoit besoin. Peu de gens se rendirent des provinces à Paris pour les états, parce que de tous côtés les chemins étoient remplis de voleurs & d'ennemis. Ceux qui y vinrent eurent ordre de se trouver au palais le dix-neuvieme de Mai, & les bourgeois de Paris dans la cour du palais. Le régent vint sur le perron accompagné des principaux des états, exposa en peu de mots le sujet pour lequel il avoit assemblé le peuple, & ordonna à Guillaume de Dormans avocat du roi, de faire à haute voix la lecture du traité. Cette lecture eut tout l'effet que prétendoit le régent. On cria de toutes parts que la guerre étoit préférable à une si honteuse paix, & qu'on étoit prêt de tout sacrifier pour la défense de l'état.

Le régent le communiqua aux états qui refusèrent d'y consentir.

Annales de France.

Le régent dit, qu'il étoit ravi de voir des sentimens si généreux & si utiles à la patrie, & qu'il étoit lui-même résolu de périr pour la gloire & pour le salut de la nation; mais qu'il falloit se mettre en état de soutenir une si belle

1359.

résolution. Ensuite les états délibérèrent sur les mesures qu'il y avoit à prendre en de si étranges conjonctures, promirent au régent de faire les plus grands efforts pour le seconder, & s'obligerent à lui fournir de très-gros subsides.

Le roi d'Angleterre recommence la guerre.

Ce résultat de l'assemblée des états ayant été porté en Angleterre, les deux rois en furent également offensés. Le roi de France qui l'attribua au roi de Navarre, dont il avoit appris la réconciliation avec le régent, dit ces paroles rapportées en la chronique de saint Denys : *Ha! beau fils, beau fils, tu te fies au roi de Navarre, qui en meneroit au marché cent tels que toi.* Pour le roi d'Angleterre, il résolut de faire la guerre à toute outrance. Il ne put toutefois entrer en France avant la fin d'Octobre : & étant sur son départ, il fit renfermer le roi & le prince Philippe dans la tour de Londres, soit de peur que pendant son absence, ils ne fussent pas assez observés, soit pour obliger par-là le régent & les François à ne se pas rendre si difficiles sur le traité proposé.

Froissard, c. 206.

Il entre en campagne.
Froissard, c. 205.

Il avoit fait prendre les devans au duc de Lancastre avec quatre cents hommes d'armes & deux mille archers. Ce duc trouva à Calais & aux environs un très-grand nombre d'Allemands, de Flamans, de Brabançons, & de gens d'autres nations, dont une partie des chefs avoient traité avec le roi d'Angleterre pour être à sa solde. Les autres qui faisoient le plus grand nombre, étoient venus seulement dans le dessein d'avoir part au pillage de la France. Plusieurs d'entre eux avoient dépensé tout l'argent qu'ils avoient apporté. Le duc de Lancastre, le plus généreux seigneur qui fût alors, en fournit à ceux qui n'en avoient point; & pour les faire subsister aux dépens de la France, les mena dans l'Artois. Il leur abandonna toute cette province, qui fut mise au pillage, excepté les villes fermées, que le duc ne jugea pas à propos d'attaquer. Ils la ravagerent & la pillèrent d'une manière étrange. Ils s'approcherent ensuite de la rivière de Somme, attaquèrent Brai, mais sans le pouvoir forcer, ayant été repoussés par le comte de S. Pol & le seigneur de Lameval, qui s'étoient jettés dans la place. Ils passerent
la

la Somme pour continuer leurs ravages dans la Picardie : mais à peine étoient-ils passés , que le jour de la Toussaints ils apprirent l'arrivée du roi d'Angleterre à Calais , & reçurent ordre de l'y venir joindre.

1359.

En approchant de Calais , ils trouverent l'armée Angloise entre cette ville & l'abbaye de Liques rangée en bataille. Le comte de la Marche, connétable d'Angleterre, conduisoit l'avant-garde composée de cinq cents chevaliers armés de pied en cap , & de mille archers. Le roi d'Angleterre étoit au corps de bataille , où il y avoit trois mille gendarmes & cinq mille archers : ensuite étoient les bagages de l'armée. Il y avoit bien six mille chariots chargés de vivres , de moulins à bras , d'artillerie , & tout ce qui étoit nécessaire pour attaquer des places , & pour subsister dans un pays entièrement ruiné. L'arrière-garde étoit commandée par le prince de Galles , accompagné de ses trois freres cadets , Leonnel , Jean , & Edmond. Il n'y avoit dans ce corps que deux mille hommes d'armes armés de toutes pieces. Les Allemands & les autres étrangers furent charmés de la beauté de cette armée , & de l'ordre qui s'y observoit. On peut dire avec vérité , que jusqu'alors nul prince n'avoit si bien entendu la guerre qu'Edouard , soit pour la conduite d'une armée , soit pour les sièges : & c'étoit cette habileté , qui jointe à son activité & à sa vigilance , rendoit inutile la bravoure Françoisise , & la déconcertoit dans toutes les occasions.

Le régent , qui n'avoit pas de quoi tenir la campagne devant une si grosse armée , & qui d'ailleurs voyoit la saison fort avancée , prit le parti de jeter le peu qu'il avoit de forces , dans les villes de la frontiere. Il envoya le comte de S. Pol à Arras , le connétable de Fiennes à Amiens , le Sire de Montfaut à Corbie , Odoart de Ranci & Enguerrand de Hedin à Bapaumes , Baudouin d'Annequin , maître des archiers à saint Quentin , & le seigneur Galhaut de Ribeaumont à Peronne , où il entra dangereusement blessé , après avoir défait une troupe d'Allemands , qu'il avoit attaqués en chemin faisant. Un des généraux d'Edouard prit saint Quentin : mais ce prince voyant toutes les autres places en état

1360.

*Il assiege Reims
sans succès.
Cap. 206.*

1360.

*Il marche vers
Paris.**Froissard, c. 208.**Continuat. Nan-
gu.*

de défense, n'osa les attaquer. Il entra en Champagne, & vint mettre le siège devant la ville de Reims, en résolution de s'y faire couronner roi de France après l'avoir prise. La place étoit bien fortifiée. L'archevêque Jean de Craon, le comte de Porcien, Hugues de Porcien son frere, & plusieurs braves chevaliers s'y étoient renfermés en résolution de s'y bien défendre. Ils firent si bien leur devoir, que le roi d'Angleterre, après sept semaines de siège, contraint par la rigueur de la saison, & par le défaut de fourrages & de vivres, se retira de devant la place, & marcha vers la Bourgogne, dont le duc racheta le pillage par la somme de deux cents mille francs : le Nivernois en fit autant. C'étoit une malheureuse nécessité pour ces pays ouverts de tous côtés, & un grand avantage pour le roi d'Angleterre, qui en ruinant la France, & en l'épuisant d'argent trouvoit par là le moyen d'y entretenir ses troupes aux dépens des François mêmes. Enfin, après avoir fait reposer quelque temps son armée dans les endroits qui n'étoient pas tout-à-fait si ruinés que les autres, il tourna vers Paris, s'empara de Châtres, de Montlheri, & vint jusqu'à Lonjumeau au mois d'Avril de l'an 1360. Le roi de Navarre, qui jusqu'alors avoit paru parfaitement réuni avec le régent, sortit brusquement de Paris, & s'étant retiré à Mante, lui envoya déclarer la guerre, sans qu'on en pût deviner la raison : mais il n'en falloit point d'autre à ce prince, que l'envie de perdre la France, & son penchant à mettre par-tout le désordre. Sa déclaration après tout n'eut point d'autre suite, que de nouveaux ravages qu'il faisoit de concert avec le roi d'Angleterre. Le royaume étoit ainsi en proie aux Anglois, sans qu'il parût de troupes Françaises en campagne, hormis quelques partis trop peu nombreux pour faire rien de considérable. Il n'y eut que quelques gentilshommes Normans, Picards & Flamans, qui ayant rassemblés plusieurs vaisseaux, allerent faire une descente en Angleterre, ils surprirent Winfele, qu'ils pillerent, & y mirent tout à feu & à sang.

Le roi d'Angleterre, qui avoit étendu ses quartiers aux environs de Paris, comme à Mont-rouge, à Vanvres, à Gen-

tilli , à Vaugirard , envoya défier le régent à la bataille. Ce prince ne l'accepta pas : & même pour empêcher les Anglois de se loger dans le fauxbourg saint Germain & dans les autres , il y fit mettre le feu , résolu de soutenir le siège dans cette capitale , qu'il étoit difficile aux Anglois d'attaquer à cause de sa grande étendue , & du nombre de troupes que le prince y avoit rassemblées , après y avoir fait un très-grand amas de vivres & de munitions. Les deux princes ses freres , & le duc d'Orleans son oncle y étoient avec lui. C'étoit là sa dernière ressource. Les Anglois auroient pu l'y forcer par un blocus , si eux-mêmes avoient pu subsister en un pays entierement désolé , & s'ils avoient eu assez de troupes , pour les partager dans les villes d'au-dessus & d'au-dessous : mais Edouard avoit perdu beaucoup de soldats dans les grandes marches qu'il avoit faites pendant la plus rigoureuse saison de l'année , & dans quantité de petits combats , où beaucoup de ses gens furent tués , lorsqu'ils s'écartoient du gros de l'armée pour aller chercher des vivres. La difficulté d'en avoir obligea quelque temps après les Anglois à marcher vers le pays Chartrain , afin de s'étendre dans le Maine & dans la Normandie.

1360.
Froissard, c. 212.

*Es dans le pays
Chartrain.*

Quoique la guerre se fit avec beaucoup d'animosité , on ne laissoit pas de négocier pour la paix : & ce fut par l'avis de (a) Guillaume de Montagu , évêque de Terouenne , & chancelier de France , à qui le cardinal de la Forêt avoit cédé cette dignité , que l'on continua la négociation , malgré le peu d'apparence qu'il y avoit à y réussir.

(a) André de la Roche , abbé de Cluni , envoyé par le pape pour tâcher de trouver quelques voies d'accommodement , étoit présent aux conférences , Simon de Langres , docteur de l'ordre de saint Dominique , & Hugues de Genève , chevalier & seigneur d'Autun étoient ceux , qui , de la part du régent , traitoient de cette importante affaire avec les députés du roi d'Angleterre. Les principaux de ceux-ci étoient le prince de Galles , le duc de Lancastre & le comte

Nouvelles négociations de paix.

(a) Il s'appelloit Gilles & non pas Guillaume. pape Innocent VI *Androinus de Rocca*, ce que l'on a coutume de traduire par

(b) Il est appelé dans les lettres du Androin de la Roque , & non pas André.

1360.

de la Marche. Plusieurs jours se passèrent sans qu'on pût convenir de rien, le roi d'Angleterre s'en tenant toujours au traité de Londres, & le régent sans l'ordre duquel les députés ne pouvoient rien conclure, persistant dans la résolution de tout hasarder, plutôt que de se soumettre à des conditions si dures & si honteuses.

Par bonheur le duc de Lancastre, le plus modéré & le plus écouté des plénipotentiaires d'Angleterre, étoit fort porté à adoucir les choses, & ébranloit quelquefois le roi, en lui représentant, que quelques avantages qu'il eût en cette guerre, elle lui coûtoit infiniment : que ses soldats s'enrichissoient de la ruine de la France ; mais qu'il ne pourroit pas long-temps soutenir la dépense qu'il étoit obligé de faire ; que ses peuples s'ennuioient de lui fournir de si gros subsides ; qu'il ne prenoit point de places considérables ; que quand tout le pays seroit ruiné, il seroit obligé de l'abandonner ; que la noblesse & les peuples étoient enragés contre les Anglois, qui les pouissoient à bout en sacquant leurs terres ; que la nécessité de se défendre avoit réuni tous les François entre eux, excepté quelque peu qui suivoient le roi de Navarre ; que ce prince étoit un homme inconstant, intéressé, perfide, sur qui on ne pouvoit compter, qui prétendoit ouvertement à la couronne de France, en cas que les François pensassent jamais à en exclure le roi Jean & ses enfans ; que, supposé l'exclusion de ces princes, à laquelle il n'y avoit gueres d'apparence qu'on pût jamais faire résoudre les peuples de France, son droit étoit visiblement le mieux fondé ; qu'enfin la conquête de toute la France par les armes, étoit une entreprise au-dessus des forces de tout prince étranger ; qu'il valoit mieux se servir de l'extrémité où ce royaume étoit réduit, pour en avoir sûrement une partie considérable, & pour s'y bien établir, que de s'exposer à tout perdre en voulant tout avoir.

Le roi d'Angleterre ne pouvoit disconvenir de la force de ces motifs : mais il ne pouvoit se résoudre à demeurer en si beau chemin, & à abandonner une entreprise qu'il voyoit si avancée. Il fallut que Dieu s'en mêlât, pour faire sentir à ce

prince tout le poids des raisons du duc de Lancastre. Un accident qui fut regardé comme un miracle, produisit cet effet : voici comme la chose arriva.

1360.

Comme le roi d'Angleterre campoit assez près de Chartres, il survint un orage & un ouragan des plus furieux qu'on eût vû de mémoire d'hommes. Le ciel se couvrit de nuages épais, les éclairs faisoient à tous momens paroître l'air tout en feu, c'étoit des éclats de tonnerre qui faisoient trembler les plus assurés; une pluie effroyable mêlée de grêle d'une grosseur extraordinaire, qui assommoit les hommes & les chevaux, inonda en moins de rien toute la campagne, renversa toutes les tentes du camp, dissipa les chevaux, & fit comme une mer d'une grande étendue de pays, où l'artillerie, les bagages, & les chariots furent abîmés. Chacun fuyoit sur les hauteurs, & un grand nombre de soldats furent tués ou noyés. Il ne se vit jamais une plus grande consternation. Le roi d'Angleterre, tout intrépide qu'il étoit, se jeta à genoux tout consterné, & se tournant du côté des clochers de Notre-Dame de Chartres, implora l'assistance de la Sainte Vierge: il fit vœu sur le champ d'accorder la paix à la France, dont il crut que Dieu prenoit la protection, & vouloit venger les maux extrêmes qui lui avoient été causés par les Anglois.

Accident qui oblige le roi d'Angleterre d'y donner les mains.

Froissard, c. 211, vol. I.

L'orage ayant cessé, voyant tous ses équipages perdus, & l'impossibilité de retirer ses chariots du milieu de ce déluge, qui en avoit entraîné une partie, il fit venir les députés de France à Bretigni (a) où il étoit logé. Il leur ordonna d'aller à Paris trouver le régent, & de lui dire de sa part, qu'il étoit résolu de traiter avec lui, aux conditions que ce prince lui avoit offertes dans les dernières conférences, & qu'il lui envoyât incessamment des gens avec plein pouvoir de les signer.

(a) Le traducteur de la géographie du sieur Baudrand, remarque qu'il n'y a point de Bretigni auprès de Chartres: mais que ce village est auprès de Châtres, & qu'ainsi c'est auprès de Châtres, & non auprès de Chartres, que ce fameux traité a été fait: mais avant que d'avancer un tel paradoxe, il auroit dû

mieux examiner les choses, & il auroit trouvé qu'il y a auprès de Chartres un hameau nommé Bretigni, & c'est là que ce traité fut conclu. Un mémorial de la chambre des comptes de Paris marque expressément Bretigni lès Chartres. *Mémorial coté D. fol. 32, verso.*

Sffij

1360.
Annales de France.

Une nouvelle si inespérée remplit de joie le régent & tout Paris. Il nomma aussi-tôt Jean de Dormans, évêque de Beauvais, chancelier de Normandie, & qui avoit ses sceaux, Jean de Melun, comte de Tancarville, le maréchal de Boucicaut, (a) les seigneurs de Montmorenci, de Vignai, Jean de Grolée, Simon de Buffi, Etienne de Paris, Jean des Marès, avocat au parlement, & Jean Maillard, bourgeois de Paris, que le régent confidéroit fort, pour le grand service qu'il avoit rendu dans la réduction de cette ville. Ils s'assemblerent à Bretigni avec le duc de Lancastre, les comtes de Northampton, de Warvik, de Suffolc, Renaud de Colestan, Gautier de Mauni, & quelques autres.

Articles du traité conclu à Bretigni.

Du Tillet, Recueil des traités, &c.

Les conférences durèrent sept ou huit jours, & furent occupées à modérer les conditions du traité de Londres. Celui de Bretigni fut fait le huitieme de Mai. Les principaux articles furent, que le Poitou, les fiefs de Touars, la terre de Belleville, la Xaintonge tant au de-çà qu'au de-là de la Charente, la Rochelle, l'Agenois, le Perigort, le Limousin, le Querci, le Rouergue, le pays de Tarbe, l'Angoumois, les comtés de Bigorre & de Grave seroient cédés au roi d'Angleterre avec tous les hommages des seigneurs, dont les terres seroient contenues dans tout ces pays. Cette clause regardoit particulièrement les comtes de Foix, d'Armagnac, & quelques autres, dont les ancêtres avoient fait des traités avec les rois de France, par lesquels leur hommage ne pouvoit être aliéné ni cédé à un autre prince, ni les appellations de leurs vassaux ressortir ailleurs qu'au parlement de Paris. De plus, on cédoit au roi d'Angleterre les comtés de Ponthieu & de Guines, la ville de Montreuil & ses dépendances, Calais, Merk, Sangate, Coloigne, Hommeswale & Oye, avec leurs appartenances, & tout cela pour être possédé comme il avoit été par les rois de France, tant en titre de domaine, qu'en titre de souveraineté : & par-là on renonçoit aux hommages que les rois d'Angleterre avoient été jusqu'alors obligés de faire à la couronne de France ; c'est-à-dire, que ces princes cessoient d'être feudataires de la couronne & deve-

(a) Il s'appelloit Jean le Maingre.

noient souverains de ces pays sans nulle mouvance. Le roi d'Angleterre & le prince de Galles renonçoient de leur part à porter dans leur écu les armes de France, au titre de roi de France, & à toutes leurs prétentions sur la couronne, aux droits qu'ils s'attribuoient sur les duchés de Normandie & de Touraine, sur les comtés du Maine & d'Anjou, aux souverainetés & aux droits d'hommage qu'ils vouloient avoir selon le traité de Londres sur le duché de Bretagne & sur le comté de Flandre. Pour ce qui est de la rançon du roi prisonnier, elle fut taxée à trois millions d'écus d'or payables en divers termes; savoir six cents mille dans quatre mois à compter du jour que le roi Jean arriveroit à Calais, quatre cents mille l'année d'après, & pareille somme tous les ans jusqu'à l'entier paiement. Tous ces payemens se devoient faire à Londres, excepté le premier qui se feroit à Calais. Pour assurance de l'exécution du traité, le roi de France devoit donner quarante ôtages, (a) dont il conviendrait avec le roi d'Angleterre dans leur entrevue à Calais.

Il y eut aussi dans ce traité un article concernant les différends de Charles de Blois & de Jean comte de Montfort. Il fut arrêté que les deux rois agiroient de concert pour les accorder; que si un an après l'arrivée du roi de France à Calais, on n'avoit pu en venir à bout, ils nommeroient des arbitres amis des deux parties, pour terminer l'affaire à l'a-

1360.

Mémorial de la
chambre des com-
ptes de Paris, cot-
té D. fol. 32 vers.

(a) Le traité que l'on peut voir dans les actes de Rymer, en marque quarante & un, en comprenant dans ce nombre seize princes ou seigneurs qui étoient déjà prisonniers en Angleterre, & qui devoient y rester pour servir d'ôtages; savoir Philippe de France, les comtes d'Eu, de Longueville, de Ponthieu, de Tancarville, de Joigny, de Sancerre, de Dammartin, de Ventadour, de Sarbruch, &c. Il fut encore réglé que le roi, trois mois après son départ de Calais, enverroit en Angleterre quatre des principaux bourgeois de la ville de Paris, & deux des villes de Rouen, de S. Omer, d'Arras, d'Amiens, de Beauvais, de Lille, de Douay, de Tournay, de Reims,

de Châlons, de Troyes, de Chartres, de Toulouse, de Lyon, d'Orléans, de Compiègne, de Caën, de Tours & de Bourges.

Tous ces ôtages furent en effet livrés au roi d'Angleterre. La seule ville de Toulouse négligea d'envoyer les siens. Plusieurs d'entr'eux moururent en Angleterre. Quelques-uns racheterent leur liberté pour des sommes d'argent. D'autres obtinrent permission de revenir en France, pour vaquer à leurs affaires, avec promesse de retourner en Angleterre, & ils manquèrent à leur parole.

On peut voir la preuve & le détail de ces faits dans les actes de Rymer.

1360.

miable; que si ces arbitres pouvoient y réussir dans l'espace de six mois, les deux rois sur leur rapport porteroient un jugement qu'ils feroient exécuter; que si les arbitres ne pouvoient convenir, on laisseroit les parties vuides seules leur querelle. Que si l'un des deux refusoit de comparoitre pour être jugé, au cas que les arbitres convinssent entr'eux, ou qu'il refusât de se soumettre au jugement, les deux rois s'uniroient pour l'y obliger; mais que quoi qu'il arrivât, la paix des deux couronnes n'en recevroit aucune atteinte. Que l'hommage & la souveraineté de la Bretagne appartiendroit au roi de France, soit que Charles de Blois, soit que Jean de Montfort prévalussent. Qu'en attendant, le comté de Montfort seroit rendu au comte, avec les autres terres qui lui appartenoient hors du duché de Bretagne, à condition des hommages & des autres devoirs accoutumés.

Le roi d'Angleterre étoit trop obligé à la maison de Navarre, qui l'avoit si bien secondé dans la ruine de la France, pour l'oublier dans ce traité. Il y fit comprendre nommément Philippe, frere du roi de Navarre, & voulut qu'on stipulât que Philippe, sa femme, & tous leurs adhérens seroient remis en jouissance paisible de toutes leurs terres, & que le roi leur accorderoit une amnistie générale pour tout ce qu'ils pouvoient avoir fait contre son service.

Comme la France avoit toujours soutenu le roi d'Ecosse contre l'Angleterre, & que pareillement le roi d'Angleterre avoit toujours entretenu une ligue avec les communautés de Flandre contre la France, il fut convenu que de part & d'autre on renonceroit à ces alliances, comme étant capables de rallumer aisément la guerre entre les deux couronnes. Enfin le pape fut déclaré garant du traité; & tous les pairs de France devoient donner chacun en particulier un écrit signé de leur main, & scellé de leur sceau, par lequel ils jureroient d'exécuter le traité autant qu'il seroit en leur pouvoir (a).

Le jour de devant l'entiere exécution de la paix, c'est-à-dire, le septieme de Mai, on fit un traité de treve par

(a) On a encore sur cela la promesse d'Archambaud évêque de Châlons, en qualité de pair, scellée de son sceau.

mer & par terre jusqu'au jour de S. Michel de l'an 1361, par lequel on convint que si dans cet intervalle il se faisoit quelques hostilités, elles seroient sans conséquence pour le traité de paix, vû la difficulté qu'il y auroit à les éviter, à cause que les Anglois tenoient des places dans presque tous les quartiers de la France, & qu'il seroit impossible que dans la marche des troupes, & dans l'évacuation des places qu'on devoit quitter de part & d'autre, il n'arrivât bien des querelles particulieres : mais les deux rois s'obligerent mutuellement à faire bonne & prompte justice de tous ceux qui se trouveroient être cause des désordres. Cette précaution fut sagement prise ; car il se fit en effet dans la suite bien des choses capables de ranimer la haine entre les deux nations, dont l'antipathie étoit alors extrême.

Les affaires ayant été ainsi réglées à Bretigni, six chevaliers Anglois vinrent à Paris, où le traité fut ratifié par le régent, & les sermens faits avec les solennités ordinaires en leur présence, par ce prince, le dixieme de Mai. Six chevaliers François furent pareillement envoyés à Louviers en Normandie, où étoit le prince de Galles, qui fit ce que le régent avoit fait à Paris. Ensuite le roi d'Angleterre retourna en son royaume par Calais. Il commença à exécuter le traité, en faisant sortir le roi de la tour de Londres ; & cinq ou six semaines après, il le fit passer à Calais, où il arriva le huitieme de Juillet. On étoit convenu qu'il y attendroit le retour du roi d'Angleterre, qui ne s'y rendit qu'au mois d'Octobre.

Il est ratifié par le régent.

Durant cet intervalle le régent eut la permission d'y aller voir le roi son pere : mais il n'en voulut pas user, qu'on n'eût donné des otages pour sa sureté. Deux des princes cadets du prince de Galles lui furent envoyés à Boulogne, d'où il partit aussi-tôt pour Calais. Après y avoir conféré avec le roi sur les précautions qu'il y avoit à prendre pour l'exécution du traité, il retourna à Boulogne, & rencontra à moitié chemin les deux princes d'Angleterre, qui furent remis entre les mains de l'escorte Angloise.

Le roi d'Angleterre étant de retour à Calais, la paix fut confirmée & jurée par les deux rois le vingt-quatrieme d'Oct.

Le roi part de Calais.

1360.

Froissard, c. 213.

tobre. Les sermens se firent dans l'église sur le corps de Notre-Seigneur, en une messe solennelle qui fut chantée avec grande célébrité pour ce sujet. Quand ce vint à l'offertoire, le diacre porta au roi de France la patene à baiser; il ne le voulut pas faire avant le roi d'Angleterre, qui lui fit une pareille civilité. Pour terminer cette contestation d'honnêteté, ils ne la baisèrent ni l'un ni l'autre, & n'allèrent point à l'offrande: mais au lieu de cela ils s'embrassèrent en signe de paix en présence de toute l'assemblée. Ce même jour la paix fut aussi faite entre le roi & le roi de Navarre. Ce prince avoit envoyé à Calais son frere, qui fit le serment en son nom. Le lendemain (a) vingt-cinquieme d'Octobre, le roi partit de Calais; le roi d'Angleterre le conduisit près d'une lieue, & ils se séparèrent avec mille protestations d'amitié. Le prince de Galles l'accompagna jusqu'à Boulogne, où la paix fut de nouveau confirmée & jurée. Ils firent ce voyage à pié, parce qu'ils le faisoient comme un pèlerinage à Notre-Dame de Boulogne.

Le roi avant que de partir de Calais, avoit livré une partie des ôtages, qui devoient demeurer entre les mains du roi d'Angleterre jusqu'à l'entiere exécution du traité. C'étoient Louis duc d'Anjou & Jean comte de Poitiers ses deux fils cadets, Philippe duc d'Orléans son frere, Pierre comte d'Alençon & Jean comte d'Erampes, prince du sang, les comtes de Blois, de S. Pol, d'Harcourt, de Valentinois, de Porcien, de Brêne, de Forès, de Vendôme & de Ventadour, le comte dauphin d'Auvergne, Gui de Blois, les seigneurs de Preaux, d'Etouteville, de Roie, d'Andresel, de Grand-Pré, de la Roche-Guion, de Montmorenci, de S. Venant, de Hangeft, de Craon, de Ligni, de Garancieres, de la Tour d'Auvergne, de Couci. Le roi ne voulut pas consentir que le prince Philippe le plus jeune de ses enfans qui avoit été pris avec lui à la bataille de Poitiers, & qui lui avoit toujours tenu compagnie dans sa prison, retournât en Angleterre avec les autres ôtages: mais il fut obligé de le laisser encore quelque temps à Calais jusqu'à

(a) Il n'en partit que le 28 d'Octobre, veille des Apôtres S. Simon & S. Jude, selon Froissard.

l'évacuation de la Rochelle, qui ne se fit qu'au mois de Janvier suivant. Il érigea en sa faveur la Touraine en duché-pairie, dont il l'avantagea, & donna à son troisième fils au lieu du comté de Poitiers qu'on cédoit au roi d'Angleterre, le Berri & l'Auvergne, dont il fit aussi une duché-pairie. Il en fit autant du comté d'Anjou en faveur de son second fils. Les autres otages, qui ne furent pas encore livrés alors, devoient être quatre bourgeois de Paris, deux de Rouen, autant de Reims, de Compiègne, de Chartres, de Caen, d'Orléans, de Tours, de Sens, de Bourges, de Lyon, de Toulouse, de Châlons, de Troyes, d'Amiens, de Beauvais, d'Arras, de S. Omer, de Tournai, de Douai, & de Lille. C'étoit une précaution du roi d'Angleterre, qui vouloit par-là engager non-seulement la maison royale & les familles des principaux seigneurs, mais encore toute la France, à procurer avec empressement l'exécution du traité de paix.

A l'égard des seigneurs donnés en otage, il fut stipulé, que si le traité n'étoit pas entièrement exécuté dans un an, ils pourroient être relevés par d'autres de même qualité. Ce qui fut ajouté, parce que plusieurs avoient peine à se résoudre à passer en Angleterre, sans qu'on limitât le temps qu'ils y devoient demeurer.

Un des articles les plus essentiels du traité de Bretigni, & que le régent avoit eu le plus de peine à passer étoit celui de la cession de la souveraineté pour la Guienne, & pour les autres pays qui avoient été de tous temps des fiefs mouvans de la couronne. Il est surprenant qu'on ne le voye point dans l'écrit qui fut signé à Calais par les deux rois. Il est difficile de croire ce que dit le savant écrivain, qui a fait sur les pièces contenues dans le trésor des chartes, le recueil & l'abrégé des traités entre la France & l'Angleterre, savoir que le régent eût retranché cet article, sans que le conseil du roi d'Angleterre s'en aperçut. Il n'est pas vraisemblable que le retranchement d'un point de cette importance, qu'Edouard avoit tant à cœur, eût échappé à sa connoissance. Il est plus croyable que le roi à la persuasion du régent, refusa de le ratifier; & qu'on y fit seu-

T t t ij

1360.

Invent. des chartes, tome 1. Berri
2. n. 9.

Annales de France.
cc.

Du Tillot, Recueil des traités
&c.

1360.

lement de commun accord, un changement qui se voit en effet dans une confirmation postérieure au traité de Calais. Ce changement fut, (a) que cette renonciation aux hommages & à la souveraineté des terres quittées au roi d'Angleterre, se feroit seulement à la Saint-André suivante de l'année 1361, lorsque le roi d'Angleterre auroit envoyé à Bruges la renonciation qu'il faisoit de son côté à ses prétentions sur la couronne de France, sur la Normandie, la Touraine, l'Anjou, & le Maine, & sur la souveraineté & les hommages du duché de Bretagne & du comté de Flandre : & que cependant le roi de France dans cet intervalle n'useroit pas de son droit de souveraineté & de ressort à l'égard des provinces dont il s'agissoit. Au reste ce changement qui se fit de cet article ne fut pas inutile au régent, quand il fut parvenu à la couronne, & il s'en servit très-avantageusement, parce que le roi d'Angleterre manqua d'envoyer ses députés à Bruges dans le temps marqué, pour faire l'échange de ces renonciations mutuelles. Ce prince apparemment se ravisa, & crut que celle qu'il faisoit à ses prétendus droits sur la couronne de France, sur la Normandie, la Touraine, le Maine & l'Anjou, lui causoit un préjudice beaucoup plus grand, que n'étoit l'avantage qu'il retiroit de la renonciation que le roi de France faisoit à la souveraineté de la Guienne, & des autres domaines cédés par le traité de Bretigni : & en effet le roi ayant fait faire diverses sommations au roi d'Angleterre sur ce sujet, il n'y voulut jamais entendre.

Mémoire MS.
de la bibliothèque
de M. Colbert,
cote 1051.

Et arrive à Paris.
Annales de France.
Continuat. Nangis.

Le roi dans l'impatience de se rendre à Paris, après quatre ans de prison, pour y chercher les moyens de rétablir quelque ordre dans son état, où tout étoit dans la confusion, fit peu de séjour à Boulogne. Il vint par Compiègne & par Senlis jusqu'à saint Denys. Dans le temps qu'il entendoit la messe devant le grand autel de cette abbaye, le roi de Navarre survint, & fut beaucoup mieux reçu qu'il ne

(a) Cet article ne fut point un changement, mais une suite du traité de Bretigni, dont l'article XII portoit que les deux rois conviendroient ensemble à Calais du temps & du lieu où & quand lesdites renonciations se feroient. *Rymer*, tome 6.

méritoit. Il renouvella au roi ses protestations d'une fidélité parfaite, & en fit serment au même lieu sur le corps de JESUS-CHRIST. Le roi après la messe le prit par la main, & le mena dîner avec lui. L'entrée du roi à Paris se fit le treizieme de Décembre avec une extrême joie des Parisiens, & avec toute la magnificence que la misere des temps pouvoit permettre. Toutes les rues par où il passoit étoient tendues, & il marcha jusqu'au palais sous un dais de drap d'or, suivi d'une multitude innombrable de peuple, criant sans cesse & de toutes parts, *Vive le roi.*

1360.

L'affection des Parisiens ne se borna pas là. Comme le régent avoit été obligé de tout vendre, pour subvenir aux plus pressantes nécessités, à peine étoit-il resté au roi quelques assietes & quelques plats d'argent pour sa table. La ville lui fit présent de mille marcs d'argent en vaisselle, & lui promit de ne rien épargner, pour contribuer au payement de sa rançon, & au rétablissement de ses équipages.

Affection des Parisiens pour ce prince.

Un des premiers soins du roi fut de trouver de l'argent pour cette rançon. Le pape lui accorda pour cela deux décimes sur le clergé de France. Les Juifs, qui avoient été chassés du royaume sous les précédens regnes, lui offrirent de grosses sommes pour avoir la permission d'y rentrer. Il leur accorda leur demande, & des lettres patentes pour y demeurer & y trafiquer pendant vingt ans. Ce fut par le même motif d'avoir de l'argent, qu'on fit épouser Isabelle de France, fille du roi, à Jean Galeas, seigneur de Milan, qui n'étoit pas encore parfaitement affermi dans cette seigneurie, & à qui sa naissance n'eût pas permis, sans cette nécessité de l'état, de prétendre à l'honneur d'un tel mariage. Il falloit que la disette d'argent fut extrême en France, si ce que Philippe de Comines dit est véritable, qu'après les levées faites pour la rançon du roi, on fut obligé de s'y servir d'une monnoie de cuir, où il y avoit seulement un petit clou d'argent.

Bulle du pape Innocent VI, au trésor des chartes, an. 1361.

Trésor des chartes. Registre 89. Annotations sur Froissard.

Comines, pag. 222.

Mais cette difficulté de payer la grosse rançon du roi, à cause de l'épuisement du royaume, n'étoit pas l'unique à vaincre pour l'affermissement de la paix. On en prévoyoit

1360.

de grandes pour la restitution des places occupées par les Anglois & par leurs partisans. On savoit de plus la répugnance que le comte de Foix , le comte d'Armagnac & quelques autres seigneurs voisins des Pyrenées auroient à se soumettre à la domination Angloise, & à ratifier la cession de leurs hommages , que le roi avoit faite au roi d'Angleterre par le traité de Bretigni.

*Peu de droiture
du roi d'Angleterre
dans l'observation
du traité de
paix.*

Les deux rois à la vérité étoient convenus de traiter comme rebelles & comme traîtres ceux de leurs sujets ou vassaux, qui s'opposeroient à l'exécution des articles du traité : mais rarement deux souverains naturellement ennemis , & qui ne se reconcilient que par politique , peuvent se résoudre à concourir efficacement à un même dessein. On pouvoit se promettre de la droiture du roi Jean , & du mauvais état de ses affaires , que rien ne manqueroit de son côté à cet égard : mais il n'en étoit pas ainsi du roi d'Angleterre. Il étoit saisi des places & des ôtages de France , il avoit intérêt à entretenir toujours des troubles dans le royaume , & ne s'étoit résolu à la paix que contre son inclination ; il différoit toujours de faire la renonciation à ses prétentions sur la couronne de France , quelques sommations qu'on lui en fit , & montrait assez par cela même , que volontiers il verroit naître de nouveaux sujets de guerre.

Ravages de quelques troupes qu'il avoit à sa solde.

En effet , quoique pour sauver les apparences , il envoyât des ordres aux commandans des places de les restituer au roi , il ne se mettoit nullement en devoir d'y contraindre ceux qui refusoient de le faire , & qui apportoit pour prétexte , qu'il leur étoit dû de grandes sommes pour leur solde. C'étoit au roi d'Angleterre à les payer , & il en étoit convenu par un des articles du traité : mais il ne se pressoit point de le faire. Quand les commandans , qui obéissoient aux ordres , étoient sortis avec leurs garnisons , elles se débandoient , & se réunissant sous d'autres chefs , elles formoient des corps nombreux qui prenoient le nom de *compagnies* , comme avoient déjà fait certaines troupes de brigands durant la prison du roi , couroient toute la France , & y faisoient d'aussi grands ravages que durant la guerre. Elles étoient pour la plupart composées d'Allemans , de

Brabançons, de Gascons, de soldats de Hainaut, & de quelques François accoutumés au pillage, & à qui la paix ôtoit le moyen de subsister. On pria le roi d'Angleterre de rappeler ces troupes qui avoient été à sa solde: mais la chose ayant été examinée dans son conseil, il fut résolu de n'en rien faire, tant parce qu'il y avoit parmi ces troupes peu d'Anglois, que parce qu'ils auroient fait, disoit-on, en Angleterre les mêmes désordres qu'ils faisoient en France. Mais la véritable raison étoit, qu'on espéroit qu'ils iroient en Bretagne offrir leurs services au comte de Montfort, toujours soutenu par l'Angleterre, & qu'il s'en serviroit pour accabler Charles de Blois.

Peu y allerent néanmoins: mais ils se répandirent en Champagne, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans le Lyonnois, désolant tout le plat-pays, prenant même de petites villes, & s'emparant de divers forts, où ils mettoient leur butin à couvert. Le nombre en crût jusqu'à seize mille. Quelques gentilshommes se joignirent à eux, & ils mirent à leur tête un chevalier Gascon nommé Seguin de Badofol.

Le roi aussi inquiet que chagrin de voir de si funestes effets d'une paix qu'il avoit achetée si cherement, fut contraint malgré qu'il en eût de prier sa noblesse de monter à cheval pour dissiper ces scélérats, qui faisoient plus de mal en France que les Anglois n'y en avoient jamais fait. Il choisit Jacques de Bourbon pour commander l'armée. Ce prince étoit alors à Montpellier avec Jean Chandos, chevalier Anglois, & lieutenant général de Guienne, pour régler les limites de France & d'Angleterre du côté de Guienne. Comme les peuples & la noblesse l'aimoient, il eut bien-tôt assemblé jusqu'à dix ou douze mille hommes avec lesquels il marcha vers Lyon.

Il trouva l'armée des *compagnies* campée à trois lieues de cette place, auprès de la petite rivière de Brignais, où elle s'étoit postée sur une colline, située entre deux montagnes plus élevées, derrière lesquelles étoit une plaine. Ils avoient retranché ce poste par des fossés creusés devant eux à droit & à gauche, n'ayant laissé qu'une ouverture

1350.

Froissard, c. 214.

1361.

*Le roi envoie
contre elles une
armée à qui elles
font souffrir un
grand échec.*

1361.
Annotation 88,
sur Froissard.

de quelques pas au milieu pour faire des sorties en cas de besoin. Les commandans ne placèrent sur cette colline qu'environ le tiers de leurs troupes, cachèrent le reste dans la plaine derrière les deux montagnes avec leurs bagages.

Jacques de Bourbon les envoya reconnoître de fort près. On lui rapporta qu'ils étoient avantageusement postés sur le penchant de la colline; mais qu'ils n'étoient pas plus de cinq ou six mille hommes assez mal armés. Sur ce rapport il ne balança pas, & marcha en bon ordre pour les forcer dans leur camp. Les ennemis le reçurent avec beaucoup de résolution, & lui tuèrent bien du monde dès le premier assaut. La noblesse qui faisoit la plus grande partie de l'armée de Jacques de Bourbon, indignée de ce que cette canaille osoit tenir devant elle, redoubla ses efforts, qui furent soutenus avec le même succès: mais ce fut une grande surprise pour le général, lorsqu'il vit tout à coup un grand corps de troupes à côté d'une montagne qui flanquoient le camp ennemi, s'avancer en bataille, & s'étendre dans la plaine, pour venir prendre en flanc les assaillans. Ils le firent sans tarder avec une impétuosité extrême, & ceux du camp sortirent en même temps sur ceux qu'ils avoient en tête. Cette attaque imprévue mit en un moment la déroute dans l'armée; on commença à fuir de toutes parts, & tout ce qui osa faire ferme fut taillé en pièces. Un très-grand nombre de gentilshommes demeura sur la place, parmi lesquels fut trouvé le jeune comte de Forès: Renaud de Forès son oncle, Robert de Beaujeu, Louis de Châlons, les comtes de Tancarville, de Salbruche, & de Joigni, & plus de cent chevaliers furent pris. Jacques de Bourbon & Pierre son fils y furent dangereusement blessés. Jacques mourut trois jours après de ses blessures à Lyon, & son fils ne lui survécut que peu de jours. (a) Cette défaite arriva le vendredi d'après Pâques de l'an 1361. Telle étoit la destinée du prince régnant, de voir chaque année de son regne marquée par quelque insigne malheur.

Froissard, c. 215.

(a) Ce fait est déplacé, toutes les lettres de Innocent VI supposent que la prise du pont S. Esprit, & la croisade publiée contre les *compagnies*, précédèrent la défaite & la mort de Jacques de Bourbon de quelques mois.

La victoire des *compagnies* les mit en état de tout entreprendre. Le pillage du bagage, la rançon de tant de chevaliers, & le ravage qu'ils firent au comté de Forès les enrichirent. Ils se séparèrent en deux corps. Seguin de Badefol demeura avec trois mille hommes dans une petite place proche de la Saone, nommée Anse, dont il s'étoit saisi, & couroit delà tout le Mâconnois, le Lyonnois, le Beaujolois, & le Nivernois. Les autres sous divers capitaines marcherent du côté d'Avignon, à dessein de s'emparer des thrésors du pape & des cardinaux. Après une marche forcée de quinze lieues, ils arriverent au Pont Saint-Esprit, qu'ils surprirent. Ils y firent un butin inestimable, & y comirent les plus effroyables désordres, en pillant, tuant, violant, mettant le feu par-tout. Ils y laisserent une forte garnison, dont le chef se surnomma lui-même, *l'ami de Dieu & l'ennemi de tout le monde*. Ils faisoient tous les jours des détachemens qui se répandoient des deux côtés du Rhône, & paroïssent à toute heure aux environs d'Avignon, & jusqu'aux portes de cette ville.

Le bruit de leurs progrès produisit un bon effet pour le roi. C'est que plusieurs garnisons des places qu'on devoit lui restituer, & qui n'avoient pas voulu désenparer malgré les ordres du roi d'Angleterre, les quitterent pour venir joindre les *compagnies*, & avoir part au butin. Les plus embarrassés étoient le pape & les cardinaux, qui se voyoient à la merci de ces scélérats. Le pape publia une croisade contre eux, quantité de gens s'enrôlerent, & le cardinal d'Osie fut choisi pour en être le chef. Il assembla son armée sous Carpentras: mais ceux qui étoient venus pour y servir, voyant qu'on ne leur donnoit pour solde que des indulgences, se lasserent bien-tôt du service. Ils désertèrent presque tous, les uns allerent prendre parti en Lombardie, où le Marquis de Montferrat faisoit la guerre aux seigneurs de Milan, les autres retournerent en leur pays, & plusieurs se joignirent aux *compagnies*.

Le pape se trouvant dans un extrême danger, pria le marquis de Montferrat de venir à Avignon. Il s'y rendit, & convint avec le pape, moyennant une grosse somme d'argent,

1361.

d'engager les compagnies à servir sous lui en Italie contre les seigneurs de Milan. Ce marquis leur en fit la proposition, leur offrit une partie de la somme qu'il avoit reçue, leur promit qu'ils trouveroient de quoi se dédommager dans le Milanès de ce qu'ils laissoient en France, où il n'y avoit plus guerres à piller, & leur persuada de le suivre : mais ils ne voulurent point partir que le pape ne leur eût donné l'absolution de toutes leurs pilleries, & ils l'obtinrent.

Ce fut un grand soulagement pour la France, & le marquis de Montferrat s'en servit fort utilement contre les seigneurs de Milan. Le roi traita ensuite avec Badefol, qui se rendit fort difficile. Il s'étoit emparé de Brioude, l'avoit fortifiée, & delà ravageoit toute l'Auvergne. On s'accorda cependant l'année d'après, & chargé de richesses il se retira en Gascogne, qui étoit son pays. Ce qui resta de ces brigands se jeta en Bourgogne, où ils firent encore beaucoup de désordres : mais ils n'étoient pas en grand nombre.

Cette même année, où tout étoit encore en confusion dans le royaume, il arriva une chose fort bizarre : mais rien alors ne paroïssoit extraordinaire. Il n'en est fait mention dans aucun monument historique de ce temps-là, excepté dans une lettre (a) du pape Innocent VI, écrite à Louis & à Jeanne, roi & reine de Sicile, & comte de Provence.

*Un imposteur se
fait proclamer roi
de France.*

Un nommé Jean Gouge, natif de Sens, se fit proclamer roi de France. Il rassembla quelque troupes, apparemment de celles des *compagnies*, & nomma pour son lieutenant général dans tout le royaume Jean de Vernai, gentilhomme Anglois, banni de son pays pour ses crimes. Ils firent des courses & de grands désordres aux environs du Rhône, & Vernai s'empara d'un fort nommé Codelet auprès d'Avignon. L'un & l'autre furent pris, Vernai par les troupes du roi dans un combat, & Gouge par Mathias Jesualdo séné-

(a) Cette lettre est dans le registre MS. parlement de Dijon. C'est de M. l'abbé d'Innocent VI, qui est en original entre les mains de M. de Vorne, conseiller au Baluze que j'ai eu cette pièce.

chal de Provence. Ce fut au sujet de celui-ci que le roi interposa le crédit du pape auprès du roi & de la reine de Sicile, afin que le sénéchal de Provence ne le laissât pas échapper : mais on ne trouve nulle part ce qu'il devint, non plus que l'Anglois.

 1361.

Sur ces entrefaites Philippe duc & comte de Bourgogne, comte d'Artois, d'Auvergne & de Boulogne, âgé de treize à quatorze ans, mourut à Rouvre auprès de Dijon, avant la consommation de son mariage avec Marguerite fille de Louis comte de Flandre, qui n'étoit qu'en sa douzième année. Par la mort de Philippe finit la première famille royale de Bourgogne, dont la souche avoit été Robert duc de Bourgogne, frère du roi Henri I, & petit-fils de Hugues Capet.

Mort du duc de Bourgogne.

Cette mort mit en mouvement les cours de France, d'Angleterre & de Navarre. Le roi de Navarre prétendoit à cet héritage du chef de sa grand'mère Marguerite de Bourgogne sœur d'Eude, quatrième duc de Bourgogne, ayeul du jeune duc ; & il espéroit au moins, que s'il ne pouvoit pas réussir dans ses prétentions à cet égard, on pourroit lui accorder en dédommagement la Champagne & la Brie, dont les rois de Navarre ses prédécesseurs avoient été en possession, & qui par des traités dont j'ai parlé sous les précédens regnes, avoient été échangées & réunies à la couronne. Le roi avoit pareillement ses prétentions sur le duché de Bourgogne par la reine Jeanne sa mère, qui étoit aussi sœur du duc Eude, mais cadette de l'ayeule du roi de Navarre, qui par cet endroit, si la représentation eût eu lieu, auroit dû l'emporter, étant petit-fils de l'ainée : mais ce droit de représentation étant au moins litigieux, le roi prétendoit que ce duché devoit lui revenir, comme étant plus proche parent de Philippe d'un degré que le roi de Navarre ; & ce fut en vertu de ce droit de proximité, que le roi s'en saisit. Ceux qui ont prétendu que le roi avoit fondé son droit sur la nature des apanages, qui sont réversibles à la couronne par le défaut des hoirs, se sont trompés. Cet usage n'étoit point encore établi, quand la Bourgogne fut donnée à Robert fils de Henri I, & dans l'acte de réunion du duché de

Mouvements des cours de France, d'Angleterre & de Navarre, pour sa succession.

Inventaire des chartes, tome 6. Mémoires de

1361.
Béthune, vol. cot-
té 8454.

Bourgogne à la couronne faite par le roi Jean, il est expressement marqué que ce n'étoit point par le droit de la couronne, mais par la proximité du sang, & par droit de succession, que ce duché lui appartenoit (a).

Froissart, c. 216.
Annales de France.

Pour ce qui est du roi d'Angleterre, il n'avoit aucun droit de se porter pour héritier de cette succession : mais ayant appris la mort du duc, il forma le dessein de faire épouser la jeune veuve Marguerite de Flandre à son quatrième fils le prince Edmond, comte de Cambridge. Il ne réussit pas mieux à cet égard que le roi de Navarre à l'égard du duché de Bourgogne ; car dans la suite Marguerite épousa Philippe duc de Touraine, quatrième fils du roi de France, & qui fut depuis duc de Bourgogne.

Du Tillet, recueil des traités, &c.

Cet incident de la mort du duc de Bourgogne, qui intéressoit si fort ces trois rois, joint au refus que le comte de Foix, le comte d'Armagnac & d'autres seigneurs leurs voisins faisoient toujours de se rendre feudataires de la couronne d'Angleterre, auroit pû rallumer une guerre qui n'étoit pas encore parfaitement éteinte ; c'est pourquoi le roi fit tous ses efforts pour rendre ces seigneurs traitables sur ce point-là. Les deux rois leur envoyèrent de concert, l'un le maréchal de Boucicaut, & l'autre le seigneur Chandos, pour négocier avec eux, & ils en vinrent à bout ; après quoi Chandos prit possession au nom du roi d'Angleterre du duché de Guienne, comprenant sous ce nom un pays beaucoup plus étendu que celui qui le porte aujourd'hui ; car le Poitou, la Xaintonge & les autres pays d'au-delà de la Loire y furent compris ainsi qu'ils l'avoient été du temps de Henri & de Richard roi d'Angleterre. Il y avoit quelques fiefs sur lesquels il se trouva des difficultés spéciales, comme la terre de Belleville en Poitou, tenue par le sire de Clisson, la Roche-sur-Yon par le duc d'Anjou ; la terre de Rochefort en Xaintonge, par Guichard d'Angle, la seigneurie de Villebois en Angoumois, par Raimond de Mareuil, Jarnac, par le seigneur de Craon, Baudeville par le seigneur de la Roche-Foucault, & quelques autres : mais

(a) Le roi Jean parle encore de la même manière dans les lettres, par lesquelles il donna le duché de Bourgogne à Philippe son quatrième fils.

on remit la discussion de ces articles moins importants à un autre temps.

1361.

Le duché de Guienne fut donné par le roi d'Angleterre au prince de Galles, sous le titre de principauté. Ce prince y vint aussi-tôt tenir les états, & y faire toutes les fonctions de souverain, quoique le roi n'eût pas encore renoncé à la souveraineté, non plus que le roi d'Angleterre à ses prétentions sur la couronne de France. Il y avoit un autre article considérable du traité de Bretigni qui n'étoit pas encore exécuté. C'étoit la renonciation que le roi d'Angleterre devoit faire à l'alliance avec les Flamans, comme le roi devoit aussi de sa part renoncer à celle qu'il avoit avec les Ecoffois. Ce point fut dans la suite une source de nouvelles guerres entre les deux couronnes.

Ibid.

Il y eut sur tous ces points & sur plusieurs autres diverses négociations, où le pape intervint par ses légats. Le roi d'Angleterre faisoit toujours de nouvelles plaintes de ce que le roi n'exécutoit point le traité, ou de ce qu'il le violoit. Il lui envoya un écrit contenant douze griefs sur de prétendues contraventions, auquel le roi répondit par une espece de manifeste. Il survint de nouvelles difficultés touchant quelques ôtages qui moururent en Angleterre, & qu'Edouard vouloit qu'on remplaçât. Il y en eut sur quelques autres qui s'échaperent & revinrent en France sans sa permission. On vit en tout cela combien ce prince entendoit mieux la négociation que le roi de France ; car à force d'incidens & de chicanes, il gagna beaucoup de choses, qui ne lui étoient point dûes par le traité de Bretigni.

Durant que tout ceci se passoit entre les députés des deux couronnes, le roi partit de Paris pour aller à Avignon, afin d'y conférer avec le pape, qui étoit encore Innocent VI, mais il apprit sa mort en chemin. (a) Un des sujets du voyage du roi, étoit de traiter par le moyen du pape de son mariage avec Jeanne de Naples & de Sicile, qui avoit déjà eu deux maris, comme lui avoit déjà eu deux femmes. Ce mariage

1362.

Le roi va à Avignon, & pourquoi.
Annales de France.
Continuat. Nangii.

(a) Il n'apprit point cette mort en chemin ; car le pape Innocent VI mourut le 12 Septembre, & le roi ne partit de Paris qu'au mois d'Octobre, il devoit donc savoir la mort du pape avant son départ.

1362.

ne se fit point, soit que le roi en eût été dégoûté par les mauvais bruits qui couroient de la conduite de cette princesse, qu'on accusoit même d'avoir fait étrangler son premier mari, soit qu'elle même eût porté ailleurs ses inclinations, ou qu'elle se fit un plaisir de mettre sur le throne de ses états un prince dépouillé des siens, tel qu'étoit Jacques de Majorque qu'elle épousa. Si nous en croyons un auteur ultramontain, ce n'étoit pas pour lui-même que le roi demandoit cette princesse, mais pour son fils Philippe.

Matth. Villani,
lib. 11, c. 32.

Quoi qu'il en soit, Urbain V, successeur d'Innocent VI, se trouvoit disposé à servir le roi en cette affaire: mais ce prince s'engagea à une nouvelle entreprise qui n'étoit gueres de saison, vû l'état où la France se trouvoit alors.

*Il consens à une
croisade.*

Dans le temps qu'il étoit à Avignon, Pierre de Lusignan, roi de Chypre, y arriva. Il avoit passé la mer, pour engager les princes Chrétiens à une croisade contre les Mahométans de la Palestine. Lui & le pape en firent la proposition au roi, & pour l'y engager, ils le firent ressouvenir du vœu que le roi Philippe de Valois son pere avoit fait d'entreprendre ce voyage, & d'y conduire une armée. Ils ajoûterent que c'étoit un moyen sûr pour délivrer entierement la France de ce qui y restoit des *compagnies*, qu'il emmeneroit avec lui au delà de la mer. Il n'en fallut pas davantage à ce prince facile, pour le déterminer à cette expédition, & sans délibérer davantage, il prit la croix de la main du pape. Jean d'Artois, comte d'Eu, le comte de Dammartin, le comte de Tancarville, les maréchaux d'Andrehen & de Boucicaut, & plusieurs chevaliers qui étoient à sa suite la prirent aussi. Le pape envoya aussi-tôt des prédicateurs pour publier & prêcher la croisade en divers lieux.

Froissard, c. 217.

1363.

*Elle est prêchée
en divers lieux.*

Après une résolution si importante prise si brusquement, les deux rois partirent d'Avignon, le roi de France pour visiter le Languedoc, & le roi de Chypre pour aller à la cour de l'empereur, & aux cours des autres princes de l'Europe, afin de les engager à se joindre au roi de France pour la croisade. Il ne trouva pas dans la plupart de ces princes la même disposition à entreprendre le voyage: & le roi d'Angleterre en particulier lui répondit, qu'il étoit trop vieux,

qu'il falloit de la jeunesse pour bien réussir dans ces sortes d'expéditions, & que désormais il vouloit se donner du repos après tant de guerres. Un nouvel obstacle survint qui suffisoit pour rompre toutes les mesures du roi de Chypre : c'est que le roi de Navarre avoit recommencé ses courses sur les terres de France, pour obliger le roi à lui faire raison touchant ses prétentions au duché de Bourgogne & au comté de Champagne.

Le roi de Chypre alla trouver le roi de Navarre à Cherbourg, pour tâcher de l'accommoder avec le roi de France : mais il ne put rien gagner. Malgré ce nouvel obstacle, le roi lui promit, contre l'avis des plus sages de son conseil, de se mettre en état de partir au mois de Mars de l'année 1365. Le roi de Chypre alla en Guienne, pour solliciter le prince de Galles, & l'engager à entreprendre le voyage d'outre-mer. Le prince ne lui donna que quelques paroles générales, & l'assûra que quand il le verroit tout disposé à cette expédition, il feroit un des premiers à y contribuer de tout son pouvoir. Mais ce qui arriva bien-tôt après, ruina entièrement toutes les espérances du roi de Chypre.

Comme il naissoit tous les jours de nouvelles difficultés sur l'exécution du traité de Bretigni, les ôtages François s'ennuyoient fort en Angleterre, sur-tout les deux princes fils du roi, le duc d'Anjou & le duc de Berri, aussi bien que le duc d'Orleans son frere. Le roi d'Angleterre, attentif à profiter de tout, leur proposa de les laisser retourner tous trois en France, & avec eux une partie des autres ôtages, pourvû qu'on ne lui parlât plus des dédommagemens qu'on lui demandoit, pour les désordres commis en France par les *compagnies*, composées de la plûpart des soldats qui avoient été à son service : qu'on lui cédât plusieurs places & territoires en Guienne ; sur lesquelles il y avoit encore de la contestation ; qu'on le mît avant toutes choses en possession d'une partie de ces domaines ; qu'on lui engageât les autres pour une partie de la rançon du roi ; & que ce prince & le dauphin fissent leurs rénonciations à la souveraineté, & au ressort des terres & provinces cédées à l'Angleterre.

1363.

Cap. 218.

Cap. 219.

Du Tillet, Recueil des traités, &c.

1363.

Il dit aux trois princes, qu'à ces conditions il prolongeroit le terme marqué pour l'entier paiement de la rançon ; mais que si on n'exécutoit pas quelques-uns de ces articles , ils seroient obligés de revenir en Angleterre.

Froissard, c. 228.

Les princes , qui n'aspiroient qu'après leur retour en France , consentirent à ce traité , & avec la permission du roi d'Angleterre passèrent à Calais , pour être plus à portée d'en procurer l'exécution. Ils l'envoyèrent au roi , qui le confirma , à l'exception de ce qui regardoit la délivrance de quelques - uns des otages nommés dans le traité , au lieu desquels il en marqua quelques autres , de quoi le roi d'Angleterre ne se mettoit pas fort en peine. Mais comme le roi , durant son voyage d'Avignon & son absence de Paris , pour visiter les frontieres de ses états , avoit fait le dauphin régent du royaume , il voulut qu'avant que de venir à l'exécution du traité , il fût communiqué à ce prince , à la cour des pairs , & aux principaux seigneurs & prélats du royaume. Quand ils l'eurent examiné , ils représenterent au roi , que le traité de Bretigni étoit déjà assez défavantageux , sans y ajouter de nouvelles clauses préjudiciables à l'état , & lui déclarerent qu'ils ne pouvoient se résoudre à souscrire à celui-ci. Le roi ne voulut pas , ou n'osa pas aller contre un sentiment si unanime. Ainsi ce nouveau traité fut sans effet. Quand cette résolution fut envoyée aux princes qui étoient en otage , ils en furent très-mortifiés : & Louis duc d'Anjou ayant trouvé moyen de s'évader , revint en France , & s'en alla à Guise où étoit la duchesse son épouse. Delà il vint à Paris , où il tâcha de justifier sa conduite au prince régent son frere. Le roi le blâma fort , & entreprit de réparer la faute qu'il reprochoit à son fils , par une autre beaucoup plus grande , dont il n'y eut pas moyen de le détourner.

Continuat. Nangii.

Le roi passe en Angleterre.

Il résolut de repasser lui-même en Angleterre , tant pour excuser le duc d'Anjou , que pour délivrer ses enfans , son frere , & les autres otages , en terminant avec le roi d'Angleterre le reste des difficultés qui regardoient l'exécution du traité de Bretigni. Envain ses ministres & les plus considérables seigneurs du royaume firent tous leurs efforts , pour le

le faire changer de résolution. Il répondoit à tout ce qu'on lui disoit là-dessus, que quand la bonne foi seroit bannie du reste du monde, il falloit qu'on la trouvât dans la bouche des rois, & que n'ayant obtenu sa liberté du roi d'Angleterre, qu'à condition d'exécuter le traité de Bretigni, il vouloit à quelque prix que ce fût en procurer l'accomplissement. Quelques-uns ont dit, que tous ces beaux prétextes ne servoient qu'à couvrir un attachement qu'il avoit pris pour une dame de qualité d'Angleterre dans le temps qu'il y étoit. L'expression latine (a) dont se sert un historien contemporain sur ce sujet, pourroit avoir donné lieu à ce qui s'est dit là-dessus depuis. Quoi qu'il en soit, il passa en Angleterre vers les fêtes de Noël de l'année 1363, & n'en revint pas : car étant peu de temps après tombé malade, il mourut à Londres à l'hôtel de Savoye, le huitieme d'Avril, de l'an 1364, en la cinquante - sixieme année de son âge, (b) après avoir régné treize ans six mois & dix - sept jours.

Ce ne fut pas une fort grande perte pour la France. Il étoit vaillant & plein de bonté. C'étoient là ses deux plus belles qualités : mais sa valeur avoit précipité son royaume dans les plus extrêmes malheurs, & sa trop grande bonté lui faisoit prendre de très-fausse mesures pour l'en tirer. Une piété hors de saison le fit engager à une croisade dans le temps que son état étoit épuisé, bouleversé, exposé au pillage des *compagnies*, & aux mauvais desseins du roi de Navarre,

1363.

Continuat. Nanglii.

1364.

Il y mourut.
Caractere de ce prince.

(a) *Aliqui dicebant quod illuc iverat causa joci.*

(b) Il y a de la difficulté à fixer au juste à quel âge mourut le roi Jean. Le pere Daniel dit que ce prince étoit âgé d'environ 40 ans lorsqu'il monta sur le throne, & qu'il mourut le 8 Avril 1364, dans la cinquante-sixieme année de son âge, après avoir régné 13 ans 6 mois & 17 jours. C'est une contradiction; car s'il est monté sur le throne à l'âge de 40 ans, & s'il n'a régné que 13 ans 6 mois & 17 jours, il seroit mort dans la cinquante-quatrieme année de son âge, puisqu'en ajoutant 13 ans & 6 mois à 40 ans, vous ne ferez jamais que 54 ans com-

mencés. Le pere Anselme que Moréri & plusieurs autres ont suivi, fait naître le roi Jean l'an 1319, il n'auroit donc eu que 31 ans en montant sur le throne, l'an 1350, & il ne seroit mort qu'à 41 ans en 1364. Suivant un autre calcul dont on a pris l'idée dans l'histoire généalogique de messieurs de Sainte-Marthe, Philippe de Valois fut marié en 1302, n'ayant encore que 9 à dix ans, Jean son fils qui lui succéda, naquit le 26 Avril 1309, il monta sur le throne en 1350, âgé de 41 ans. Il régna 13 ans 7 mois & 17 jours, & mourut en 1364, âgé de 55 ans.

1364.

& assiégé de toutes parts par le roi d'Angleterre, qui différoit toujours de se désister de ses prétentions sur la couronne, avoit plus de besoin que jamais de la présence de son roi : il ne faut point d'autre preuve, pour nous assurer, que la prudence ne fut jamais la vertu de ce prince. Au reste, quoique la France n'eût jamais été plus malheureuse que sous son regne, ses manieres douces & populaires jointes à sa disgrâce, le firent aimer de ses sujets, qui tout ruinés qu'ils étoient, contribuerent volontiers de tout ce qu'ils purent à sa délivrance.

Réunions qu'il fit à la couronne.
Catel Histoire des comtes de Toulouse, p. 398.

Bien que le duché de Normandie, & les comtés de Champagne & de Toulouse fussent depuis long - temps réunis à la couronne, dont ils avoient été détachés, il en fit néanmoins une réunion plus spéciale à son domaine, aussi bien que du duché de Bourgogne, par lettres données au château du Louvre au mois de Novembre 1361.

Copie des lettres de l'octroi du duché de Bourgogne à la chambre des comptes de Dijon.

Deux ans après qu'il eut spécialement réuni à la couronne les provinces que je viens de nommer, quoique dans l'acte de réunion il eût dit expressément, qu'il la faisoit afin de compenser les aliénations qu'on l'avoit contraint de faire, pour sortir de sa prison; il ne laissa pas de donner le duché de Bourgogne à Philippe son quatrième fils, avec tous les droits qu'il pouvoit avoir sur le comté de Bourgogne, duquel il lui fit donner l'investiture par l'empereur Charles IV. Il ne lui donna pas ce duché en la maniere des apanages d'aujourd'hui, à condition de réversion à la couronne au défaut d'hoirs mâles : mais il le lui donna & à ses hoirs sans distinction de mâles & de femelles; & ce duché fut en effet ainsi possédé par les descendans de Philippe. (a) Il s'y réserva seulement la souveraineté & le ressort. Il déclara Philippe & ses successeurs premiers pairs de France, pré-

(a) Louis XI ne laissa pas, après la mort de Charles duc de Bourgogne, qui ne laissoit qu'une fille, de prétendre que cette donation n'étoit qu'un simple apanage, & qu'il étoit réversible à la couronne au défaut d'hoirs mâles; & le parlement de Paris, dans la remontrance qu'il fit au roi François I au sujet de l'acte d'union de la Bretagne, où l'on don-

noit à monsieur le Dauphin le titre de propriétaire du duché de Bretagne, soutint que la cession de la Bourgogne faite à Philippe n'étoit qu'un apanage, & quoique ce terme n'y fût point employé, on devoit interpréter cette donation par l'ancienne loi du royaume. MS. de la conférence de Boulogne dans les mémoires de Bethune, volume coté 8436.

rogative qui n'avoit pas été jusqu'alors attachée au duché de Bourgogne. (a) Ce prince vouloit marquer par là la tendresse particuliere qu'il avoit pour ce fils, qui avoit été à l'âge de quatorze ans blessé & pris avec lui à la bataille de Maupertuis, & lui avoit tenu compagnie dans sa prison d'Angleterre.

1364.

Après qu'on lui eut fait des funeraillies magnifiques dans la cathédrale de Londres, où le roi d'Angleterre assista en deuil, son corps fut rapporté en France, & conduit par Jean d'Artois, comte d'Eu, qui l'avoit accompagné à son voyage. Il fut porté à S. Denys sur les épaules de quelques-uns des membres du parlement, & y fut enterré le septieme du mois de Mai.

Son corps est rapporté en France.

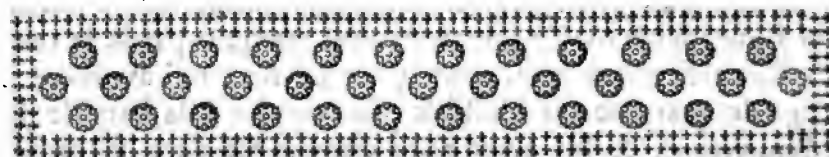
Mémoires de Bethune, vol. coté 8454.

Le roi Jean laissa quatre fils & quatre filles. Charles V du nom son successeur au throne de France; Louis, duc d'Anjou, & depuis roi de Sicile; Jean, duc de Berri; & Philippe, duc de Bourgogne, chef de la seconde famille royale de Bourgogne; Jeanne qui épousa Charles I, roi de Navarre, dont j'ai déjà fait si souvent mention sous ce regne, & dont il sera encore beaucoup parlé dans les deux suivans; Marie qui fut mariée à Robert, comte de Bar, dont le comté avoit été érigé en duché quelques années auparavant par le roi; Isabelle la troisieme des filles, eut pour mari Jean Galeas Visconti, premier duc de Milan; la quatrieme nommée Marguerite fut religieuse à Poissi.

Ses Enfants.

(a) Louis XI le dit en termes exprès Charles de Bourgogne. Cette instruction dans l'instruction qu'il donna à Guyot est datée du 17 de Mai 1470. MS. de la Pot écuyer, & à Jacques Fournier conseiller au parlement, qu'il envoya au duc *comptes.*





OBSERVATIONS

HISTORIQUES ET CRITIQUES

Sur le regne de Jean II.

I.

Des états généraux

J A M A I S ces sortes d'assemblées ne furent plus fréquentes que sous le regne de ce prince.

1°. On appelle états généraux ou particuliers une assemblée composée des députés des trois ordres du royaume, qui sont le clergé, la noblesse & le tiers état.

Dans les états généraux du royaume, chaque province envoyoit un député de chacun de ces trois ordres. Et dans les états particuliers des provinces, chaque ville principale envoyoit pareillement un député de chacun de ces trois ordres.

2°. Après l'assemblée des députés de ces trois ordres, chacun des ordres s'assembloit en particulier pour dresser un cahier qui contenoit les réponses aux propositions qu'on leur avoit faites, ou les remontrances qu'ils vouloient eux-mêmes faire au roi.

3°. Le roi faisoit examiner ces cahiers dans son conseil, & y répondoit ordinairement par des ordonnances : mais ces ordonnances émanées du throne, n'étoient pas toujours adressées aux trois états en commun. Quelquefois on les adressoit à un seul des trois ordres; quelquefois on y faisoit mention des demandes de l'assemblée générale, & d'autres fois on n'en parloit pas; ou bien on n'y parloit que de l'assemblée particulière d'un des trois ordres. Quelquefois encore on donnoit aux députés diverses copies d'une ordonnance, qui étoit adressée aux villes particulières où ils devoient se rendre sans y dire un seul mot de l'assemblée des états, ni des demandes qui y avoient donné occasion.

4°. Au reste, il s'en faut bien que tous les monumens qui concernent les états généraux du royaume, ou les états particuliers des provinces, soient arrivés jusqu'à nous. On n'apprend même qu'à peine par les historiens les diverses assemblées d'états qui se sont tenues en différens temps. On se propose de recueillir ici avec le plus d'ordre & de clarté qu'il sera possible ce qui concerne ces assemblées générales ou particulières, qui furent très-fréquentes sous le regne du roi Jean II.

Ce prince fut sacré à Reims le 26 Septembre de l'an 1350, & il fut de retour à Paris le 17 Octobre. Les états s'assemblerent à Paris le 16 Février suivant. Il fut question dans cette assemblée de donner au roi, un subside.

Les députés de plusieurs villes de Languedoc offrirent pour un an un subside de cinquante mille livres tournois, afin de mettre le roi en état de subvenir aux frais de la guerre qu'il alloit avoir contre les Anglois.

Les députés de la ville de Narbonne firent quelques plaintes contre les officiers royaux, & le roi pour récompenser le zèle qu'ils lui avoient témoigné dans l'affaire du subside, confirma tous les privilèges de la ville de Narbonne.

Les députés du bailliage de Vermandois consentirent à une imposition de six deniers pour livre sur toutes les marchandises qui se vendroient pendant un an, à commencer du premier jour de Mai suivant. On voit une ordonnance du mois de Mars 1330, qui porte que cette imposition sera levée par deux prud-hommes, qui seront élus par les commissaires du roi, de concert avec le conseil des nobles & des citoyens: il est dit dans la même ordonnance que ces impositions seront données à ferme; ce qui prouve que les deux prud-hommes ne devoient pas les lever eux-mêmes, mais avoir seulement l'inspection sur la levée que les fermiers en feroient.

Dans la même assemblée, les députés des villes de Normandie déclarèrent qu'ils n'avoient aucun pouvoir pour accorder un subside. La noblesse de Normandie fit la même déclaration; il n'y eut que les prélats, qui accorderent sur le champ le subside que le roi demandoit: sur quoi les députés de la noblesse & du tiers état de Normandie furent renvoyés dans leur province pour y délibérer sur le subside avec ceux dont ils avoient reçu leurs commissions, & pour se munir des pouvoirs nécessaires. Mais afin de leur épargner la peine & les frais d'un second voyage à Paris, Sa Majesté déclara qu'elle enverroit en Normandie des personnes de son conseil pour terminer cette affaire, & il fut réglé que l'on s'assembleroit au Pont-Audemer le 20 Mars suivant.

Le roi nomma en effet Robert évêque d'Evreux, & Simon de Bussies conseillers, pour assister à cette assemblée. La commission

1350.

qui leur fut expédiée, est datée du 2 Mars 1350.

Par cette commission, le roi leur enjoit de se transporter au Pont-Audemer, & d'y convoquer les barons, les nobles & les communautés des villes du duché & du ressort, & là de procéder à l'imposition du subside, & à la manière de le lever. Il leur donne en même temps le pouvoir de choisir *un honnête homme* pour tenir la place de l'un & de l'autre en cas que l'un des deux se trouvât dans l'impossibilité de vaquer à cette affaire. Le roi ajoute qu'ils pourront réformer sur le champ & sans appel tous les abus qui se seront glissés, en réprimant & en punissant les excès & les extorsions commises par ses officiers.

Les deux commissaires s'étant rendus au Pont-Audemer, y trouverent les députés des villes de Normandie, auxquels ils demandèrent un subside de la part du roi; ceux-ci de leur côté demandèrent un jour de délai pour délibérer, qui leur fut accordé; ils revinrent ensuite trouver les commissaires, & après avoir fait une longue énumération des pertes qu'ils avoient souffertes par les guerres, les mortalités, les changemens & les altérations de la monnoie, & les subsides qu'ils avoient payés précédemment, ils exposèrent leurs griefs contre les officiers royaux: les commissaires promirent d'y remédier, & les députés accorderent un subside de six deniers pour livre, qui ne devoit durer qu'un an. Les commissaires tinrent parole aux députés, & firent un règlement pour réformer les griefs dont ils s'étoient plaints.

Les députés de la noblesse s'assemblerent ensuite devant les commissaires, qui leur demanderent pareillement un subside; ils firent d'abord la même réponse que les députés des villes, & voulurent qu'on leur donnât jusques au lendemain pour délibérer; ce terme expiré, ils revinrent, & consentirent à la levée de six deniers sur chacun des hommes qui étoient leurs justiciables dans leurs terres, ou dans les villes qui leur appartenoient. Ils firent quelques demandes aux commissaires qui leur furent accordées: mais ils en firent d'autres si importantes, que les commissaires crurent qu'elles passoient leurs pouvoirs, & qu'il falloit s'adresser directement au roi pour savoir sa volonté; surquoi la noblesse de Normandie chargea quelques députés d'aller présenter leur requête à ce prince.

La même année 1350, il y eut pareillement des commissaires du roi envoyés en Picardie, pour assembler les députés des villes & de la noblesse du bailliage d'Amiens. Les maires & échevins de la ville d'Amiens, après bien des difficultés, consentirent à la levée d'une imposition particulière, & déterminée sur certaines marchandises, & d'une imposition générale sur les autres marchandises, qui seroit de quatre deniers pour livre, mais à condition que la moitié du produit de cette imposition resteroit dans les mains des maires & éche-

vins pour subvenir aux pressantes nécessités de la ville.

Toutes ces impositions ne devoient durer qu'un an, ainsi le roi fut obligé d'en demander la continuation pour l'année suivante, comme il paroît par une ordonnance, adressée aux commissaires qu'il envoya à cet effet dans les sénéchaussées d'Anjou & du Maine, & à ceux qu'il envoya dans le bailliage de Vermandois.

En 1353, les états du bailliage de Vermandois accorderent au roi un nouveau subside ou aide pour un an, à commencer du premier Septembre. L'évêque de Laon & le comte de Roussi, furent commissaires du roi dans cette assemblée provinciale, dont le résultat fut confirmé par une ordonnance que le roi donna au mois d'Août 1353.

En 1354, le roi adressa des lettres à l'évêque de Laon, au Sire de Montmorenci, & à Matthieu de Trie, baron de Fontenay, par lesquelles il leur enjoint de se transporter tous trois, ou deux d'entre eux dans le bailliage de Senlis, & d'y convoquer les trois états; savoir, le clergé, la noblesse, & les députés des villes, afin de faire continuer encore pour une année l'imposition de six deniers pour livre, que le roi déclare être la moins *gréveuse pour son peuple, la plus preste & la plus convenable, ainsi qu'il a été délibéré dans l'assemblée des états qui s'étoit tenue la première année de son regne.*

L'évêque d'Arras, l'abbé de S. Médard de Soissons, & le bailli de Vermandois, furent envoyés commissaires dans le bailliage de Vermandois pour le même sujet.

On nomma aussi des commissaires pour le comté d'Auvergne, peut-être en envoya-t-on encore dans d'autres provinces; mais il ne nous reste de monument que des demandes faites aux provinces dont nous parlons.

L'an 1355, le roi Jean envoya en Normandie le dauphin Charles son fils en qualité de son lieutenant. Ce jeune prince y demeura un an, & la province lui accorda 3000 hommes d'armes pour trois mois, qui seroient entretenus aux dépens du pays. Il y a toute apparence que ces troupes furent accordées dans une assemblée des états de Normandie, qui se tint cette année au château du *Val de Reuil*, qui se nomme aujourd'hui Vaudreuil. Froissard, & les Chroniques de S. Denys, font quelque mention de cette assemblée. Il est du moins certain que le roi ayant fait arrêter le 5 d'Avril 1355, Charles, roi de Navarre avec le comte d'Harcourt, reprocha singulièrement au comte que dans l'assemblée qui s'étoit tenue au Vaudreuil, où il s'agissoit d'accorder un subside, ce seigneur avoit dit plusieurs paroles injurieuses contre le roi, & qu'il avoit fait tous ses efforts pour empêcher que le subside ne fût accordé.

La même année au mois de Juillet, les états d'Anjou & du Maine accorderent au roi une imposition de six deniers tournois, qui de-

1350.

1353.

1354.

1355.

voient être levés sur chaque feu pendant les mois de Juillet, d'Août & de Septembre.

On voit encore l'ordonnance confirmative de la délibération de ces assemblées. Il y est dit que ce subside sera levé par six receveurs ou collecteurs, qui seront élus par les évêques d'Angers & du Mans; par le seigneur de Craon en son propre & privé nom, & non en la qualité de lieutenant de roi dans la province, par Pierre & Guillaume de Craon, par Brient, seigneur de Montjean, & par deux bourgeois, l'un d'Angers & l'autre du Mans.

Que ces receveurs ou collecteurs rendront compte de leur régie aux personnes nommées ci-dessus qui les auront élus; que les deniers provenans de cette imposition, seront employés à la défense du pays sur les ordres que donnera celui qui commandera pour le roi dans la province par le conseil & avis des prélats, barons & bourgeois nommés dans l'ordonnance.

Il paroît par cette ordonnance que le comté de Vendôme étoit compris dans le ressort de l'Anjou & du Maine, & que les députés du Vendômois assistoient aux états particuliers de ces provinces.

On voit aussi une ordonnance de la même année, où il est fait mention d'un subside accordé sous certaines conditions par les états du Limousin, du Périgord & de la Marche.

Il faut remarquer que du temps du roi Jean on avoit coutume de distinguer deux parties principales dans le royaume de France, savoir, la partie septentrionale, que l'on nommoit *la Langue-Doyl*, & la partie méridionale, que l'on nommoit *la Langue-Doc*. La première étoit encore appelée le pays coutumier par opposition au droit écrit que l'on suivoit dans le pays de *la Langue-Doc*. Cependant le Lyonnais qui se régit par le droit écrit, envoyoit ses députés aux états de *la Langue-Doyl*. Mais il est certain que ce Lyonnais ne faisoit pas une portion assez considérable de *la langue-Doyl*, pour empêcher qu'elle ne pût être appelée pays coutumier, puisqu'on y suivoit presque par-tout le droit coutumier.

On peut concevoir que ces deux parties du royaume de France, savoir, la partie septentrionale, nommée *langue-Doyl*, & la partie méridionale, que l'on nommoit *Langue-Doc*, étoient séparées par la Garonne, depuis son embouchure jusques au bec d'Ambès, où elle reçoit la Dordogne, & ensuite par cette rivière jusques aux frontières d'Auvergne. Le roi d'Angleterre alors maître de la Guyenne & de quelques pays voisins, possédoit plus de la moitié de la partie méridionale de la France. Ainsi *la Langue-Doc* appartenant au roi, ne comprenoit que la province, qui porte aujourd'hui le nom le Querci, & le Rouergue. Conséquemment à cette division de la France, on distinguoit deux sortes d'états généraux du royaume, savoir,
les

les états généraux de tout le royaume, qui comprenoient les députés de la *Langue-Doyl* & de la *Langue-Doc*, & les états généraux d'une de ces deux parties du royaume, dont l'une pouvoit s'assembler séparément de l'autre. Ainsi les états généraux de 1350, que le roi Jean assembla au commencement de son regne, & peu de temps après son sacre, furent composés des députés de la *Langue-Doyl*, & de la *Langue-Doc*.

Il ne paroît pas que depuis ces états de 1350, le roi Jean ait jamais convoqué dans un même lieu les états de tous les pays soumis à sa domination; car dans la suite de son regne, les états généraux de la *Langue-Doyl* & ceux de la *Langue-Doc*, à en juger par les monumens qui nous restent, s'assemblerent toujours dans des lieux & dans des temps différens. Il y a même lieu de croire que dans les états généraux convoqués à Paris en 1350, ceux de la *Langue-Doyl*, & ceux de la *Langue-Doc* s'assemblerent séparément; du moins est-il certain qu'il prirent des résolutions toutes différentes, puisque les députés de la *Langue-Doc* offrirent au roi un subside ou une aide de cinquante mille livres, payables dans le cours d'une année, & que ceux de la *Langue-Doyl*, proposerent des subsides tous différens de celui-ci.

L'an 1355, le roi convoqua à Paris vers la fin du mois de Novembre, les états généraux de la *Langue-Doyl* ou pays coutumier.

1355.

L'assemblée se tint dans la chambre du parlement le mercredi d'après la S. André. Pierre de la Forest, chancelier de France, & archevêque de Rouen, après avoir exposé que le roi se trouvoit engagé dans une guerre cruelle & périlleuse contre le roi d'Angleterre, requit que les états délibérassent sur l'aide qu'ils pourroient lui accorder pour le mettre en état de la soutenir. Les trois ordres, savoir, le clergé, par la bouche de Jean de Craon, archevêque de Reims; la noblesse par celle de Gautier VI, comte de Brienne, que l'on appelloit le duc d'Athenes, & qui fut fait peu de temps après connétable de France, & les villes par celle d'Etienne Marcel ou Martel, prévôt des marchands de la ville de Paris, demanderent, & obtinrent la permission de délibérer *ensemble*, sans qu'il soit facile de décider, si par ce mot *ensemble* ils entendoient que les députés des trois états s'assembleroient pour délibérer entre eux sur la réponse qu'ils avoient à faire. Quoi qu'il en soit, leur délibération étant faite, ils se présentèrent devant le roi dans la même chambre du parlement, & lui offrirent par la bouche de ceux qui avoient déjà porté la parole en leur nom d'entretenir pendant une année trente mille hommes d'armes à leurs dépens.

On lit dans quelques éditions de Froissard, que cette dépense fut estimée cinquante mille livres parisis: mais Sala, dans l'abregé qu'il a fait de Froissard, dit qu'elle fut estimée *cinquante cents mille livres*,

1355.

c'est-à-dire, cinq millions, & il est facile de démontrer que cette leçon est préférable : car ce subside étoit destiné à entretenir trente mille hommes d'armes pendant un an. Or dans ce temps-là la solde d'un homme d'armes étoit d'un demi écu par jour, parce qu'il n'étoit pas seulement chargé comme un soldat d'aujourd'hui de son propre entretien & de sa nourriture, mais encore de l'entretien & de la nourriture de ceux qui le servoient, & qui l'accompagnoient. Il lui falloit donc conformément au texte précis des ordonnances de ce temps là un demi écu par jour : l'écu étoit fixé à vingt sols par des lettres du 30 Décembre 1355. La solde d'un homme d'armes étoit donc de dix sols par jour : ainsi trente mille hommes d'armes coutoient quinze mille livres par jour, & un subside qui n'auroit été que de cinquante mille livres ne suffisoit pas pour les entretenir pendant quatre jours, au lieu que *cinquante cents mille livres*, c'est-à-dire, cinq millions par an donnent à peu près quinze mille livres par jour ; somme absolument nécessaire pour entretenir trente mille hommes d'armes sur le pié ou étoit leur solde dans le temps dont nous parlons.

Pour fournir cette somme de cinq millions, & subvenir en même temps aux autres dépenses de la guerre, on résolut d'établir une gabelle sur le sel, & de mettre une imposition de huit deniers par livre sur tout ce qui seroit vendu dans le pays coutumier, excepté sur les biens immeubles.

Les états généraux eurent ordre du roi de choisir neuf personnes, savoir, trois de chaque état pour avoir dans toute *la Langue-Doyl* l'inspection générale sur la levée de cette imposition.

Il fut aussi résolu que les trois états se rassembleroient à Paris au premier Mars suivant, pour entendre les comptes des deniers qui auroient été levés, & que là en présence des gens du conseil du roi les états déclareroient à quelle somme auroit monté la gabelle & l'imposition, afin que si les fonds qu'elles auroient produits ne se trouvoient pas suffisans pour soutenir les dépenses de la guerre, les trois états pussent augmenter la gabelle, ou accorder quelques autres impositions d'un commun consentement, sans que deux états, s'ils étoient du même avis pussent obliger le troisieme.

Il fut aussi réglé que l'imposition ne dureroit qu'un an, & qu'il y auroit une nouvelle assemblée d'états à Paris à la Saint-André prochaine pour accorder de nouveaux subsides en cas que la guerre ne fût pas encore terminée, mais que ces nouveaux subsides ne seroient accordés que du consentement des trois états.

Tel fut le résultat des états généraux de *la Langue-Doyl*, assemblés à Paris par ordre du roi Jean, à la fin du mois de Novembre ou au commencement de Décembre de l'an 1355.

En conséquence de cette délibération, les trois états se rassemble-

rent à Paris au premier Mars 1355, pour examiner quel avoit été le produit de la gabelle & de l'imposition de huit deniers, & si ce produit étoit suffisant pour subvenir aux dépenses de la guerre. La noblesse de la Normandie n'envoya point ses députés à cette seconde assemblée, & les députés de Picardie ne s'y trouverent pas non plus.

Ceux des autres provinces qui s'y rendirent, ayant examiné l'état du produit de la gabelle & de l'imposition de huit deniers par livre, reconnurent que ce produit ne suffisoit pas pour les dépenses de la guerre, parce qu'il y avoit des pays où l'on n'avoit voulu se soumettre ni à la gabelle ni à l'imposition; & il y a apparence que par ces pays on doit entendre la Normandie & la Picardie, dont les députés ne se trouvoient pas à cette seconde assemblée. Quoi qu'il en soit, l'assemblée résolut de fournir efficacement aux dépenses de la guerre, jugea à propos de supprimer la gabelle, & l'imposition de huit deniers par livre, que le peuple trouvoit trop onéreuse. Il fallut donc imaginer quelque autre espece de subside, dont on put espérer un plus grand revenu, & on le réduisit à une taxe personnelle sur tous les particuliers; c'est-à-dire, à une espece de capitation qui fut proportionnée à leurs revenus. Divers mémoires de la chambre des comptes de Paris contiennent des comptes qui ont rapport à ce subside.

M. le comte de Boulainvilliers, dans un de ses ouvrages qu'il a intitulé, *Histoire de l'ancien gouvernement de France*, traite avec assez d'étendue ce qui regarde les états tenus en 1355, en 1356, & dans les années suivantes: mais dans la savante préface, qui est à la tête du troisieme volume des ordonnances, & dont nous faisons ici l'extrait, M. Secousse déclare que sans parler des réflexions singulieres que M. de Boulainvilliers fait sur cette matiere, il a trouvé d'ailleurs dans cette partie de l'ouvrage de M. de Boulainvilliers tant de fautes contre l'exactitude, & tant de conjectures hasardées, qu'il a cru devoir abandonner le projet qu'il avoit d'abord formé de suivre pas à pas M. de Boulainvilliers dans ses égaremens.

Pour revenir présentement à la suite de notre histoire des états généraux, tenus sous le regne du roi Jean, on a dû remarquer que dans ceux qui se tinrent à Paris vers la Saint-André l'an 1355, on étoit convenu qu'il y auroit encore une assemblée d'états à la Saint-André de l'année suivante 1356: mais dans cet intervalle le roi perdit la bataille de Poitiers, où il fut fait prisonnier avec son quatrième fils: alors le royaume se trouva plongé dans une étrange confusion. *Il restoit en France*, dit Froissard, *peu de nobles à qui on pût avoir recours*. Une grande partie de la noblesse avoit péri à cette fatale journée, ou étoit tombée entre les mains des Anglois; ceux qui en étoient revenus étoient méprisés & haïs du peuple, qui s'i-

1355.

imagina qu'ils ne s'étoient échappés que parce qu'ils étoient des lâches. Charles Louis & Jean, ajoute Froissard, *filz du roi de France*, étoient jeunes *d'âge & de conseil*. Charles qui étoit l'ainé, & à qui le gouvernement appartenoit pendant la captivité de son pere, n'avoit que dix-neuf ans. Il s'étoit même fait un peu de tort à la bataille de Poitiers, par la faute de son gouverneur, qui dès le commencement du combat le fit retirer avec deux de ses freres. D'ailleurs on voit par le récit que nous avons fait, à quel point étoit déjà monté le pouvoir des états : ainsi il n'est pas étonnant que dans de pareilles conjonctures ils cherchassent encore à l'augmenter.

Le dauphin les assembla à Paris où il s'étoit rendu aussi-tôt après la bataille de Poitiers.

1356.

Il y arriva le 29 de Septembre 1356, & les trois états du royaume de *la Langue-Doyl* furent convoqués dans cette ville pour le 15 Octobre de la même année.

L'ouverture s'en fit le lundi 17 Octobre dans la chambre du parlement, par ordre & en présence de Charles dauphin, & duc de Normandie.

Si l'on en croit le procès-verbal de ces états, dont la copie manuscrite se conserve à la bibliothèque du roi, depuis le commencement de la guerre, il n'y avoit point encore eu d'assemblée si nombreuse, ni composée de gens plus recommandables par leur sagesse.

„ Le clergé étoit composé d'un grand nombre d'archevêques ,
 „ d'évêques en personne, de procureurs des autres évêques, de gran-
 „ de quantité d'abbés mitrés, & d'autres en grand nombre, de pro-
 „ cureurs de plusieurs autres abbés, de procureurs de chapitres,
 „ doyens, archidiaques, desquels la plupart étoient maîtres en divi-
 „ nité, en décret, ou seigneurs en loix, c'est-à-dire, docteurs en
 „ théologie ou en droit. „

Le corps de la noblesse étoit composé de plusieurs des *seigneurs des fleurs de lis* (c'est ainsi que le procès-verbal nomme les princes du sang) de ducs, comtes, barons, seigneurs & chevaliers en très-grand nombre. M. le duc d'Orleans, M. de Bretagne, M. d'Alençon, M. d'Estampes, M. de S. Pol, M. de Roussi, & plusieurs autres seigneurs y assisterent.

Enfin, poursuit le procès-verbal, il y avoit plus de quatre cents députés des bonnes villes, entre lesquels étoient *DEUX MAITRES EN DIVINITE*. Les trois ordres réunis formoient une assemblée de plus de huit cents personnes.

Pierre de la Forêt, archevêque de Rouen & chancelier de France, fit l'ouverture des états par un discours, où il exposa les mesures qu'il falloit prendre pour délivrer le roi de sa captivité, & pour réparer les malheurs passés ; il ne manqua pas de s'étendre sur la né-

cessité d'accorder de nouveaux subsides dans les fâcheuses circonstances où l'on se trouvoit. Le dauphin parla sur le même sujet aux députés qui lui furent envoyés ensuite par les états.

1356.

Les trois ordres demanderent du temps pour délibérer sur ce que le chancelier venoit de leur proposer : Jean de Craon fit cette demande au nom du clergé ; Philippe , duc d'Orleans , frere du roi , la fit au nom de la noblesse , & Etienne Marcel ou Martel , bourgeois de Paris , & pour lors prévôt des marchands , la fit au nom du tiers état ; après quoi ces trois corps se séparèrent pour aller tenir leurs assemblées particulieres aux Cordeliers. Ils se rendirent d'abord dans l'église des Cordeliers , où ils firent célébrer une messe du S. Esprit , après laquelle ils commencerent leurs délibérations. Chacun des trois ordres délibéra séparément. On trouva que le grand nombre de députés nuisoit à la promptitude & à la facilité des délibérations : ainsi on arrêta que chaque ordre nommeroit un certain nombre d'élus qui regleroient ensemble tout ce qu'ils jugeroient de plus convenable dans les circonstances. Suivant le procès-verbal , les élus tirés des trois ordres étoient plus de quatre-vingts : les chroniques de S. Denys disent qu'ils n'étoient que cinquante.

Ces élus s'assemblerent pendant quinze jours de suite sans interruption. Les chroniques de S. Denys rapportent à ce sujet un fait dont le procès-verbal ne parle point : c'est que le dauphin nomma plusieurs personnes du conseil du roi pour assister à ces assemblées , mais que ces conseillers d'état furent admis pendant deux jours , après quoi on leur déclara que l'on ne travailleroit plus en leur présence , ce qui les obligea de n'y plus revenir. Les élus convinrent que l'on feroit au dauphin des représentations sur divers articles , & ils réglerent l'affaire du subside ; ensuite ils rendirent compte à l'ordre dont ils étoient , de ce qu'ils avoient arrêté , & les trois états l'approuverent quelque temps après.

Les élus vinrent demander au dauphin une conférence secrète , ce prince se rendit aux Cordeliers accompagné de six personnes seulement. Il est dit dans le procès-verbal que ce fut lui qui voulut venir aux Cordeliers , & qu'il y vint avec M. de Bretagne , M. de S. Pol & M. de Fiennes ; que l'archevêque de Reims parlant au nom des trois états , lui dit quelques-unes des choses qui avoient été arrêtées , mais non pas toutes , & lui parla de la délivrance du roi de Navarre , que le roi avoit fait mettre en prison quelque temps avant la bataille de Poitiers. On trouve dans les chroniques de S. Denys un détail plus étendu sur ce qui regarde cette conférence.

Si l'on en croit les auteurs ou les compilateurs de ces chroniques , le dauphin étant venu aux Cordeliers , les élus lui declarerent premierement que tous les députés étoient d'accord sur ce qu'ils avoient à lui dire : ensuite ils lui demanderent le secret sur tout ce qu'ils lui diroient pour le bien du royaume : mais ce prince ne voulut pas s'y

Y y y iij

engager : les élus ne laisserent pas de lui faire les représentations dont ils étoient convenus entre eux , & avec les députés de leur ordre.

Ils lui demanderent entre autres choses que tous les officiers du roi fussent privés de leurs offices , qu'ils fussent mis en prison , & que tous leurs biens fussent saisis , & tenus pour confisqués : par les officiers du roi , ils entendoient le chancelier , messire Simon de Buffi , premier président du parlement , messire Robert de Lorris , chevalier , & plusieurs autres.

On reprochoit à celui-ci qu'il s'étoit fait rendre par le roi Jean une somme de cinquante mille *chaères* , que feu Pierre des Essarts , pere de sa femme , avoit été obligé de payer au roi Philippe de Valois pour une amende. On appelloit *chaères* ou *chaires* , ou *chaises* des pieces de monnoies d'or , sur lesquelles le roi étoit représenté assis sur une chaise , ou comme on parloit en ce temps-là sur une *chaire*.

Les états demandoient encore que l'on fit le procès à Nicolas Braque , maître d'hôtel du roi , qui avoit été auparavant son trésorier , & ensuite maître de ses comptes ; à Enguerrand du petit Cellier , bourgeois de Paris , trésorier de France , à Jean Poil le Vilain , bourgeois de Paris , souverain maître des monnoies , & maître des comptes du roi , à Jean Chauveau de Chartres , trésorier des guerres.

Ils demanderent encore que les commissaires qui seroient nommés pour faire le procès à ces officiers , fussent au choix des états , qui fourniroient aux commissaires les preuves des malversations dont on se plaignoit , afin que les coupables fussent punis. Les élus dirent au dauphin qu'ils se soumettoient à perdre leurs biens , & à être regardés comme des gens infâmes , si après l'examen des preuves qu'ils fourniroient , les officiers qu'ils accusoient étoient jugés innocens.

Les élus ajoûterent encore d'autres demandes à celles-ci : ils vouloient que l'on rendit la liberté au roi de Navarre , qui selon eux avoit été mis en prison sans raison ; que le dauphin ne se gouvernât que par le conseil de ceux qu'ils lui nommeroient , & qui seroient tirés des trois états , savoir , quatre prélats , douze chevaliers & douze bourgeois.

Voilà quelles furent les demandes que les élus firent au dauphin dans le couvent des Cordeliers , si nous en croyons les chroniques de S. Denys : le procès-verbal dit expressément que ces élus ne firent part au dauphin que d'une partie des choses qui avoient été arrêtées par les états ; & il est à présumer que les chroniques de S. Denys ont manqué d'exactitude , en disant que toutes ces demandes furent faites à la fois par les élus dans la conférence qu'il eut avec eux aux Cordeliers.

Quoi qu'il en soit, le dauphin se contenta de répondre à ce que les élus lui proposèrent, qu'il en délibérerait avec son conseil. Il l'assembla en effet plusieurs fois pour déterminer le parti qu'il avait à prendre dans des conjonctures si délicates. L'avis du conseil fut qu'il falloit congédier les états sans leur faire aucune réponse.

Ainsi lorsque les états assemblés dans la chambre du parlement attendoient la réponse du dauphin avec une extrême impatience, ce prince se rendit à la porte du palais, & manda aux états qu'ils eussent à lui envoyer quelques députés. Le clergé lui députa Raymond Saquet, archevêque de Lyon, Jean de Craon, archevêque de Reims, & Robert le Coq, évêque de Laon. La noblesse lui députa Valerien de Luxembourg, le Sire de Conflans, maréchal de Champagne, & Jean de Pequigni, gouverneur d'Artois. Les députés du tiers état furent Etienne Marcel, prévôt des marchands, Charles Confac, échevin de Paris, & quelques députés des autres villes.

Le dauphin leur dit qu'il avait reçu des nouvelles du roi son pere & de l'empereur Charles IV son oncle, & qu'il étoit obligé de partir incessamment pour aller trouver l'empereur; qu'ainsi il ne pouvoit se dispenser de différer pour un temps la cloture des états, & par conséquent la réponse qu'il avait à leur faire.

Selon le procès-verbal, ce fut M. le duc de Bretagne qui se chargea d'annoncer aux états & au peuple cette résolution du dauphin. D'autres disent que M. le duc d'Orleans suivit les députés qui étoient venus trouver le dauphin à la porte du palais, & qu'étant entré avec eux dans la chambre du parlement, il déclara que les dernières nouvelles que le dauphin avait reçues du roi & de l'empereur, l'engageoient à différer la cloture des états. En conséquence l'assemblée se sépara, & quelques-uns des députés retournerent en leur pays.

Cependant l'argent dont on avait un si pressant besoin, n'avait point été accordé par les états qui s'étoient séparés sans *rien conclure*, ainsi que le dauphin le dit lui-même dans une lettre datée du mois de Novembre 1356.

Le dauphin demanda une aide au prévôt des marchands & aux échevins de Paris: mais ils lui répondirent qu'il falloit préalablement que les états fussent rassemblés, ce qu'il ne voulut pas permettre; ainsi il prit le parti d'envoyer des commissaires du roi dans les bailliages du royaume pour demander une aide aux villes principales; & pendant que les commissaires parcouroient les provinces, il alla trouver l'empereur. On a dit que les états généraux assemblés à Paris, par le dauphin, après la prison de son pere, n'étoient composés que des députés de *la Langue-Doyl*, c'est-à-dire, de la partie septentrionale de la France.

Ceux de *la Langue-Doc*, c'est-à-dire, de la partie méridionale de la France, furent assemblés à Toulouse pendant que les autres se tenoient

à Paris. Ils avoient été convoqués par le comte d'Armagnac, lieutenant du roi dans tous les pays de *la Langue-Doc* : ce seigneur leur proposa d'accorder un subside suffisant pour l'entretien d'une armée & pour la délivrance du roi.

Les états ayant mis la matière en délibération, ordonnerent premièrement la levée de cinq mille hommes d'armes, & celle d'un subside suffisant pour les entretenir, & quant à ce qui regardoit la délivrance du roi, ils ordonnerent en second lieu que pendant une année, si sa captivité n'étoit pas encore finie, *homme & femme dans le pays ne porteroit or, argent, ne perles, ne vair, ne gris, robes, ne chaperons découpés, ne autres coiffures* : c'est-à-dire, parures & ornemens recherchés, & qu'aucuns menestriers ni jongleurs, ne joueroient de leur métier.

Par ces mots *ne vair, ne gris*, on ne doit point entendre des couleurs, mais des fourrures précieuses.

Le comte de Foix ne fut point appelé aux états, à cause de l'inimitié qui régnoit entre lui & le comte d'Armagnac. Ainsi tout le pays qui étoit sous la domination du comte de Foix, n'ayant pris aucune part à la délibération, ne paya point le subside qu'ils avoient accordé.

Peu de temps après la dissolution des états généraux assemblés à Paris, qui se séparèrent le 4 Novembre 1356, il se tint des états particuliers dans diverses provinces du royaume : ceux d'Auvergne s'assemblerent à la fin du mois de Novembre de la même année ; ils s'étoient déjà assemblés plus d'une fois sans avoir rien conclu : mais voyant que les ennemis commençoient à faire des incursions en Auvergne, il fut résolu que l'on prendroit enfin des mesures efficaces pour se défendre. On s'assembla donc le jeudi 29 Décembre dans le couvent des Jacobins de Clermont en présence de M. Guillaume de Seris, bailli d'Auvergne, de MM. Durand de Thierris & Robert Gardelle, ses lieutenans, & de Bernard Bolet, procureur du roi ; & l'on élut dix-huit personnes, six de chaque état, qui furent chargées de régler en présence du bailli ou de son lieutenant ce qu'il convenoit de faire pour le roi, pour l'état & pour la province dans la conjoncture présente, & d'en faire ensuite le rapport à l'assemblée.

Les dix-huit députés reglerent, 1°. que les états suppleroient Jean de Boulogne, comte de Montfort, lieutenant du roi dans l'Auvergne, d'accepter le titre de capitaine, & gouverneur du pays & des troupes qui y seroient levées par l'ordre des états ; & en attendant, il fut dit que M. le bailli d'Auvergne feroit les fonctions de capitaine.

2°. Que l'on choisiroit six députés, deux de chaque état pour assister le capitaine de leurs conseils, & que ces six députés mettroient leurs

leurs sceaux conjointement avec le sien aux commandemens qu'il donnera. Ces six députés furent les commandeurs de Torte-belle, Ebrant de Chalenco, chanoine de Clermont, Robert Vichier & Guillaume de Talhac, chevaliers, Raynard Balbe, & Hugues Daniel, bourgeois.

30. Que ces élus pourroient être reçus gens d'armes, & qu'en ce cas ils auroient doubles gages comme élus & comme gens d'armes.

40. Qu'il seroit mis sur pié quatre cents *glaives*, (on croit que l'on nommoit ainsi des troupes d'infanterie,) qui seront choisis par le capitaine ou par ses conseillers, & qui obéiront aux uns & aux autres : que ce seront les conseillers qui les feront passer en revue.

50. Que l'on ne pourroit augmenter ces troupes sans le consentement des trois états assemblés.

60. Que pour entretenir ces troupes, & pour subvenir aux autres dépenses nécessaires, on leveroit un subside sur les trois ordres.

Que les prélats, abbés, prieurs, chapitres, hospitaliers, curés & autres gens d'église de quelque état & condition qu'ils fussent, payeroient la moitié d'un dixieme & demi des revenus de leurs bénéfices & de leurs biens de patrimoine.

Que les ducs, comtes, barons, chevaliers & autres nobles de quelque état & condition qu'ils fussent, payeroient aussi la moitié d'un dixieme & demi de leur revenu.

A l'égard du peuple, il fut réglé que deux cents feux, c'est-à-dire, deux cents ménages, payeroient quinze écus par an pour l'entretien d'un homme d'armes pendant un mois.

70. Que ce subside se leveroit par paroisses, sans avoir égard à la juridiction, à laquelle les habitans seroient soumis.

Les états entrèrent dans un fort grand détail sur tout ce qui concernoit la levée du subside, & ils déclarèrent que si le roi ou le duc de Normandie son lieutenant, c'est-à-dire, le dauphin, venoient à imposer quelque autre subside pendant le cours de l'année, & que l'on convint de le payer, celui que les états venoient d'établir cesseroit aussi-tôt. Il paroît en effet par le compte de Robert de Riom, que le subside établi par les états d'Auvergne ne fut levé que pendant deux mois ; parce que dans les états généraux tenus à Paris au mois de Février 1356, & où les députés du bailliage d'Auvergne assistèrent, on établit un subside général qui fit cesser le premier.

On a vu que ces états généraux qui s'étoient assemblés à Paris, avoient été suspendus par le dauphin. Ce prince étoit parti de Paris le 5 Décembre pour aller trouver à Metz l'empereur Charles IV son oncle : il revint à Paris le 14 Janvier.

Les chroniques de S. Denys disent qu'il y arriva le samedi 22 de Janvier, & plus bas elles parlent d'une chose que le dauphin fit après son retour à Paris le 19 de Janvier : il y étoit donc arrivé avant le 22.

1356.

D'ailleurs le 22 de Janvier , ~~cette~~ année-là ne tomboit pas au samedi ; c'est ce qui a donné lieu à M. Secouffe de penser qu'il faut lire dans les chroniques le 14 Janvier qui , cette année-là tomboit véritablement au samedi , après quoi les chroniques ont pû parler de ce que le dauphin fit à Paris le 19 du même mois.

Quoi qu'il en soit , ce prince étant arrivé à Paris , manda aux gens des trois états de se trouver dans cette ville le dimanche 5 de Février. Pasquier , au second livre de ses Recherches , ch. 7 , a confondu les états généraux tenus à Paris au mois d'Octobre 1356, & ceux qui s'y tinrent au mois de Février suivant.

Les députés étant arrivés à Paris , s'assemblerent d'abord aux Cordeliers , & ils eurent ensemble plusieurs conférences pour convenir de ce qu'ils devoient dire au dauphin , lorsqu'ils seroient assemblés en sa présence.

Le vendredi 3 de Mars , la premiere séance publique des états se tint au palais dans la chambre du parlement. Le dauphin y assista , accompagné des comtes d'Anjou & de Poitiers ses freres. La compagnie étoit si nombreuse que la chambre étoit pleine.

Robert le Coq , évêque de Laon , ouvrit la séance par un discours dans lequel il demanda que l'on privât de tous offices royaux à perpétuité , non-seulement les sept officiers , à qui ils avoient demandé précédemment que l'on fit le procès ; mais encore quinze autres , savoir , Jean Chalemart & Pierre d'Orgemont , président du parlement , Bernard de Frencan , trésorier de France , Jacques l'Empereur , trésorier des guerres , Etienne de Paris , Pierre de la Charité , Ancel Choquart , maître des requêtes de l'hôtel du roi , Jean Taupin ou Turpin , de la chambre des requêtes , Robert de Préaux , notaire du roi , Renaut d'Aci , avocat du roi au parlement , c'est ce que nous appellons avocat général , Jean d'Auxerre , maître de la chambre des comptes , Jehan de Brehaigne , valet de chambre du dauphin , le Borgne de Beaulse , maître de l'écurie du dauphin , Raymond Meschins , appelé aussi l'abbé de Falaise , président en la chambre des enquêtes , Geoffroi le Masurier , échançon du dauphin.

L'évêque de Laon demanda pareillement au nom des états la destitution de quelques maîtres des requêtes & de plusieurs autres officiers de la maison du dauphin.

Ce prélat requit encore que tous les officiers du royaume fussent suspendus , & que les états nommassent des commissaires qui prendroient connoissance de tout ce que l'on pourroit imputer à ceux qu'il avoit nommés.

Jean de Pequigni prit alors la parole , & commença par avouer au nom de la noblesse tout ce qui avoit été dit par l'évêque de Laon , & il ajouta plusieurs autres demandes à celles qui venoient d'être faites.

Un avocat d'Abbeville nommé Nicolas le Chanteur, ainsi que Marcel, prévôt des marchands, parlerent à peu près sur le même ton au nom du tiers état.

1356.

Ils offrirent même au dauphin trente mille hommes d'armes, & lui dirent que pour entretenir cette troupe, ils étoient convenus de lever un subsidé : mais que comme ils ne savoient pas si la finance qui seroit levée, seroit suffisante pour l'entretien de ces trente mille hommes, ils demandoient la permission de s'assembler encore à la quinzaine de Pâques suivant, & qu'en attendant ils s'informeront exactement à quoi cette finance pourroit monter, afin de l'augmenter si elle ne suffisoit pas. Ils demanderent aussi qu'après la quinzaine de Pâques ils eussent la liberté de se rassembler deux fois jusques au 15 de Février suivant.

Le dauphin déterminé à contenter les états, leur accorda généralement tout ce qu'ils demandoient. Les vingt-deux officiers dont ils se plaignoient, furent privés de leurs offices, & tous les autres généralement en furent suspendus; en sorte qu'à Paris les tribunaux demeurèrent fermés depuis le jour de la séance des états jusqu'au lundi suivant, parce qu'il fallut attendre que le prévôt de Paris, dont la juridiction avoit été suspendue, fût rétabli dans son office.

Le dauphin rendit une ordonnance conforme aux diverses demandes des états, par laquelle il prive de leurs offices comme *indignes & insuffisans* les vingt-deux officiers dont les états avoient demandé la destitution.

Il n'est point parlé dans cette ordonnance de la suspension de tous les autres officiers du royaume : mais on voit dans un des mémoriaux de la chambre des comptes de Paris, des lettres du dauphin datées du 27 Avril 1357, où il est dit que la suspension des officiers de la chambre des comptes a été faite par une ordonnance générale.

Tout ce récit est tiré en grande partie des chroniques : Froissart y ajoute encore d'autres circonstances.

„ Tous les prélats, dit-il, évêques & abbés, tous les nobles, seigneurs & chevaliers, le prévôt des marchands & les bourgeois de Paris, & les consuls des autres bonnes villes du royaume s'assemblerent dans la Cité de Paris, pour ordonner sur le royaume de France jusques à tant que le roi de France fût délivré. Ils voulurent encore savoir ce qu'étoit devenu le grand trésor, que l'on avoit levé dans le royaume en dîmes, en malletôtes, en subsidés, en forge de monnoies, & en toutes autres extorsions, dont les gens avoient été surchargés ; les soudoyés mal payés, & le royaume mal gardé & défendu : mais de ce, ne savoit nul rendre compte.

L. I. c. 178, P. 200.

„ On convint d'un commun consentement que les prélats éliroient entre eux douze personnes qui auroient pouvoir de par eux &

1356.

„ de tous les clergés, d'ordonner & adviser voyes convenables pour
 „ ce faire.

„ Les barons & les chevaliers élurent aussi douze chevaliers, pour
 „ entendre à ces besoignes, & les bourgeois douze de la même
 „ maniere.

„ Ces trente-six personnes devoient être souvent à Paris ensemble,
 „ pour ordonner des besoignes du royaume, & toute maniere de
 „ choses devoient se rapporter par ces trois états; & devoient obéir
 „ tous prélats, tous seigneurs, toutes communautés des cités &
 „ des bonnes villes à ce que ces trois états ordonneroient.

„ Dans ce commencement, il y en eut plusieurs dans cette élec-
 „ tion qui ne plurent point au duc de Normandie ni à son conseil.

„ D'abord les trois états défendirent de forger la monnoie qu'on
 „ forgeoit, & faïsirent les coins. Ils demanderent au duc de Nor-
 „ mandie qu'on arrêtât le chancelier du roi son pere, & les autres
 „ maîtres des comptes & conseillers du roi, pour leur faire rendre
 „ compte de ce qu'on avoit levé au royaume par leur conseil. Sur
 „ cette nouvelle, les maîtres & conseillers se retirerent du royaume.
 „ Ces trois états nommerent des receveurs, pour recevoir les mal-
 „ tôtes, dixiemes, subsides, & toutes autres droitures appartenantes
 „ au roi & au royaume, & firent forger nouvelle monnoie de
 „ fin or.

„ Ils auroient voulu qu'on eût délivré de prison le roi de Navarre
 „ qui étoit enfermé au château de Crevecœur en Cambresis; & il
 „ leur sembloit qu'en cas qu'il voulût être bon & loyal, le royaume
 „ seroit mieux défendu, parce qu'il restoit en France peu de nobles
 „ à qui on pût avoir recours. Ils demanderent même au duc de Nor-
 „ mandie qu'il le délivrât, parce qu'il leur sembloit qu'on lui faisoit
 „ tort, & ils ne savoient pourquoi on le retenoit. Le duc répondit
 „ qu'il ne pouvoit le délivrer, parce qu'il ne savoit pourquoi son
 „ pere l'avoit fait arrêter.

Depuis que les états eurent pris un si grand ascendant, il y eut
 beaucoup de confusion dans le gouvernement. Le dauphin fit crier
 dans Paris une défense aux états de s'assembler à la quinzaine de Pâques
 comme on en étoit convenu, ni dans d'autres jours; le peuple en
 fut très-irrité, & le dauphin fut obligé de révoquer cette défense,
 & de faire publier que les états s'assembleroient en ce temps-là. En-
 suite les députés des états se brouillerent entre eux, & se diviserent.
 Le dauphin voulut profiter de leurs divisions pour regagner l'auto-
 rité qu'il avoit perdue. L'an 1357 vers la-mi Août, il déclara à Etien-
 ne, prévôt des marchands, à Charles Confac & à Jean de Lisle,
 échevins de Paris, qu'il ne vouloit plus avoir de *curateurs* qui parta-
 geassent son autorité, ou qui fussent assez audacieux pour l'usurper.
 Il leur défendit de se mêler du gouvernement du royaume dont ils

1357.

s'étoient tellement emparés qu'on leur obéissoit plus qu'à lui. Il se rendit ensuite en personne dans plusieurs villes, auxquelles il demanda lui-même l'argent qui lui étoit nécessaire pour le soutien de l'état. Les commissaires des états furent très-fâchés du parti qu'il avoit pris, & de dépit l'évêque de Laon qui étoit à la tête de la commission s'en alla dans son diocèse: *car il voyoit bien*, dit Froissart, *qu'il avoit tout gâté*. Peu de temps après les états reprirent encore le dessus.

Vers le commencement d'Octobre 1357, les habitans de Paris engagèrent le dauphin à revenir dans leur ville, en lui promettant de lui donner de l'argent en abondance, & de ne plus lui parler de poursuivre les officiers du roi, ni de la délivrance du roi de Navarre. Ils lui demanderent seulement qu'il assemblât à Paris les députés de 20 ou 30 villes: il se rendit à leurs instances, & manda à soixante & dix villes d'envoyer leurs députés à Paris. Lorsque ces députés furent assemblés, ils déclarerent au dauphin qu'ils ne pouvoient prendre aucune résolution que les trois états ne fussent rassemblés, & le prièrent de les convoquer: le dauphin y consentit encore, & l'assemblée des états fut fixée au 7 Novembre, qui étoit cette année-là le mardi d'après la Toussaints.

Les trois ordres commencerent par s'assembler aux Cordeliers, où ils eurent ensemble plusieurs conférences: & dès le lendemain le roi de Navarre qui étoit prisonnier, selon quelques historiens au château d'Arleux, fut délivré par Jean de Pequigny, gouverneur d'Artois. Le dauphin fut obligé de donner au roi de Navarre un sauf-conduit pour venir à Paris, & ce prince y arriva la veille de S. André. Il y eut de grands débats & beaucoup de confusion dans ces états, qui se séparèrent sans rien conclure, si ce n'est qu'ils ordonnerent que l'on feroit une nouvelle monnoie plus foible que celle qu'ils avoient eux-mêmes fait frapper quelque temps auparavant; que le dauphin auroit la cinquieme partie du profit qui reviendrait de cette nouvelle fonte, & que les autres seroient employées aux dépenses de la guerre.

Le sixieme Février, les états se rassemblèrent à Paris, pour donner la levée d'un subside. Le 14 Mars de la même année le dauphin, qui depuis la prise de son pere avoit porté le titre de lieutenant du roi, prit celui de régent du royaume, & fut reconnu en cette qualité par les états suivant les chroniques de S. Denys. Il ne se tint que trois assemblées des états généraux pendant l'année 1357; la premiere le 2 Novembre, dans laquelle il ne fut rien conclu; la seconde le 2 Janvier, dans laquelle il fut résolu qu'on affoiblirait la monnoie, & la troisieme le 11 Février, dans laquelle on ordonna un subside.

M. Secousse conjecture cependant qu'il y eut encore d'autres assem-

1357.

blées d'états tenues dans le cours de l'année 1357, & il croit en avoir trouvé des traces dans plusieurs lettres du dauphin qu'il a consultées.

1358.

L'an 1358, le régent assembla les états de Champagne à Provins ; ils avoient été convoqués pour le 9 Avril, qui étoit le lundi d'après la Quasimodo : mais ils ne purent être assemblés que le lendemain dixième du même mois.

Le roi de Navarre qui avoit promis de s'y trouver, n'y vint point ; mais Pierre de Corbie & Renaud de Rouffi, archidiacre de Brie dans l'église de Paris, s'y trouverent.

Le 10 Avril, le régent parla aux députés pour leur représenter la triste situation du royaume, & pour demander une ayde ; il ajouta que Robert de Corbie & Renaud de Rouffi, étoient venus pour conférer avec eux de la part de quelques habitans de Paris affectionnés au service du roi.

Robert de Corbie leur fit ensuite un discours pour les prier de s'unir aux habitans de Paris, zelés pour le service du roi, afin de concourir avec eux au rétablissement des affaires publiques qui se trouvoient dans un grand désordre.

Les états de Champagne avant que de rien répondre, demandèrent & obtinrent permission de conférer ensemble. Après leur conférence ils firent savoir au régent qu'ils étoient prêts de lui déclarer leur réponse.

Le régent accompagné du duc d'Orleans son oncle, du comte d'Etampes & de plusieurs seigneurs, vint dans un jardin où étoient *ceux de Champagne*, disent les chroniques de S. Denys ; c'est-à-dire, les députés des états : Simon de Rouffi, comte de Brène, parla pour eux au nom de l'assemblée, & dit au régent qu'ils étoient prêts de l'aider & de remplir le devoir de bons sujets à l'égard de leur seigneur ; mais que les plus riches & les plus puissans seigneurs de la province ne s'étant point trouvés à leur assemblée, on le prioit d'en indiquer une autre à Vertus en Champagne.

A l'égard de l'union qu'on leur avoit proposée de faire avec quelques habitans de la ville de Paris, il rejetta cette proposition de la part des états, & dit que la province étoit même résolue de ne plus envoyer aucun député aux états généraux lorsqu'ils s'assembleroient à Paris ; il demanda justice du meurtre de Jean de Conflans, maréchal de Champagne, que le prévôt des marchands, Etienne Marcel, avoit fait indignement massacrer en présence du dauphin, comme on le peut voir dans l'histoire du P. Daniel.

Le régent n'étoit pas alors assez puissant pour punir les auteurs de ce meurtre ; ainsi il ne put contenter les états de Champagne qu'en leur accordant la nouvelle assemblée, dont ils demandoient la convocation dans la ville de Vertus : elle fut indiquée pour le dimanche

29 d'Avril, & pour s'affectionner encore davantage les Champenois, le régent donna à dîner à tous ceux qui composoient les états.

Le mardi 17 Avril, le régent qui étoit allé de Provins à Meaux, en partit pour se rendre à Compiègne, où il avoit convoqué les états du bailliage de Vermandois. Il y arriva le jeudi suivant 19 d'Avril, & il y demeura quelque temps. Les chroniques de S. Denys ne nous apprennent point ce qui se passa dans ces états, qui suivant les apparences, se tinrent pendant le séjour qu'il fit dans cette ville.

Depuis que le régent étoit sorti de Paris, il y étoit resté peu de noblesse, ce qui faisoit beaucoup de peine aux habitans de cette grande ville. La division régnoit dans tout le royaume, la plus grande partie des villes tenoient pour le régent *leur droit seigneur*, & les autres pour ceux de Paris.

Le dimanche 29 Avril, les états de Champagne s'assemblerent à Vertus; le régent ne s'y trouva pas: mais il y envoya Simon de Rouffi, comte de Brène, qui leur fit au nom du régent les mêmes demandes que ce prince leur avoit faites en personne à Provins.

Les états délibérerent pendant deux jours, & ils convinrent que dans les villes un peu considérables on fourniroit un homme d'armes par soixante & dix feux, & que dans la campagne les personnes libres ou franchises en fourniroient un par cent feux, que les personnes sèrvies en fourniroient un par deux cents feux; que les gens d'église payeroient le dixieme de leurs revenus, & les nobles le vingtieme de leurs revenus en terre; que les bourgeois payeroient comme les nobles, par rapport aux fiefs qu'ils possèderoient, & qu'ils payeroient encore avec les bourgeois; que cette aide seroit levée *par leurs mains*, c'est-à-dire, par ceux à qui les états en donneroient la commission, & employée *par leurs mains* à l'entretien des gens d'armes, à l'exception du dixieme, que les états accorderoient au régent, pour en disposer comme il jugeroit à propos. Ils lui envoyèrent ensuite le résultat de ce qui avoit été résolu dans leur assemblée; mais on ne trouve point l'ordonnance qu'il fit sans doute suivant l'usage pour confirmer la délibération des états, & ce qui s'y passa n'est connu que par les chroniques de S. Denys.

Revenons présentement aux états généraux, ils devoient s'assembler à Paris: mais le régent jugea à propos de les transférer à Compiègne, où il leur ordonna de se rendre le vendredi 4 Mars; les habitans de Paris furent fort mécontents de cette translation, qui fut très-agréable à ceux des autres villes.

Les états assemblés à Compiègne accorderent au régent le même subside qu'il avoit eu des états de Champagne assemblés à Vertus.

On voit une ordonnance de ce prince, qui est datée de Compiègne le 14 Mai 1358, par laquelle il confirme celle des états.

1358.

Cette ordonnance nous apprend que messire Sohier de Voisin, chevalier, fut élu par la noblesse pour avoir l'inspection générale sur la levée du subside dans la ville & diocèse de Paris; que l'église & le tiers-état, qui avoient droit de choisir pareillement un inspecteur général, n'en avoient nommé aucun, & le régent y marque les moyens que messire Sohier doit prendre pour suppléer à ce défaut, en contraignant le clergé & la bourgeoisie de Paris, de procéder à la nomination, qui n'avoit point été faite dans les états, & il instruit en détail le même seigneur de tout ce qu'il doit faire pour hâter la levée du subside.

Au reste l'assemblée des états de Compiègne ne fut pas fort nombreuse; car il est prouvé par les lettres que le roi Jean écrivit en ce temps-là de Londres, où il étoit prisonnier, à divers états, communautés & bailliages, 1°. Que cette assemblée ne fut composée que des députés de *la langue-Doyl*. 2°. Que les archevêques, évêques & députés du clergé de trente-quatre diocèses, ainsi que les nobles & communautés de dix-huit bailliages, manquèrent de s'y trouver. On ne laissa pas cependant d'arrêter dans les états que l'aide qui fut accordée au régent, seroit levée sur ceux mêmes qui n'y avoient pas assisté, & la lettre du roi Jean au clergé de Soissons le dit en termes exprès.

Tandis que le régent s'efforçoit de tirer quelques secours des pays de *la langue-Doyl*, Jean, comte de Poitiers, fils du roi Jean, & lieutenant du roi dans le pays de Languedoc, assembla les états, auxquels il communiqua une lettre qu'il avoit reçue du roi son pere, qui lui mandoit que par un traité fait entre lui & le roi d'Angleterre, il s'étoit engagé à lui payer à la Toussaints prochaine six cents mille florins d'or à l'écu pour sa rançon. Les états du pays de la Langue-Doc consentirent à payer une partie de cette somme, & firent la répartition entre eux de ce qu'ils devoient fournir.

L'ordonnance, par laquelle le comte de Poitiers confirma la délibération des états, est datée de Toulouse le 26 de Juillet 1358: ce qui donne lieu de croire que les états s'étoient assemblés dans cette ville.

Mais comme ces états ne se trouverent pas complets, le comte de Poitiers se rendit à Beziers, où il avoit convoqué quelques autres députés de la Langue-Doc qui n'étoient point venus à l'assemblée de Toulouse, & particulièrement les sénéchaussées de Beziers & de Carcassonne, auxquelles il lut la lettre du roi, & elles accorderent la levée d'un *mouton d'or*, espece de monnoie dont on a déjà parlé, sur chaque feu des villes, cités & châteaux de leur ressort.

Il y eut pareillement dans le cours de cette année des états particuliers, assemblés à Amiens, dans le Vexin François, dans la Normandie & dans l'Auvergne; & il y a bien de l'apparence que l'on

Observations
sur le regne de
S. Louis.

l'on en assembla encore dans d'autres provinces dont nous n'avons aucune connoissance, parce qu'il n'en est resté aucun monument.

1358.

Ce fut le mardi dernier jour de Juillet de cette année 1358, que le prévôt des marchands, Marcel, cet homme qui balançoit l'autorité du dauphin, fut assassiné à Paris. Ce coup rendit à ce prince tout son pouvoir, & il pensa dès lors à rétablir les vingt-deux officiers qu'il s'étoit vû contraint de destituer.

Vers le commencement de l'année 1359, le régent fit assembler les états à Paris, & leur fit part d'un traité proposé par les Anglois, dont les conditions parurent si défavantageuses, que les états déclarèrent qu'il ne falloit pas l'accepter, mais plutôt faire *bonne guerre* aux Anglois jusques à ce qu'ils offrirent des conditions plus raisonnables. Ce fut dans cette assemblée que le régent le 27 mai *prononça par sa bouche*, disent les chroniques de S. Denys, que c'étoit injustement que l'on avoit privé de leurs offices les vingt-deux officiers qui avoient été destitués en 1356, & qu'il les rétablissoit dans leur état & dans leur bonne renommée; il déclara qu'il les avoit toujours *trouvés bons & loyaux*, mais que l'évêque de Laon & les autres traîtres, qui gouvernoient alors, l'avoient contraint de les priver de leurs charges.

1359.

Le dimanche 2 Juin, il fut réglé dans les états, que les nobles serviroient un mois à leurs dépens, chacun selon son état, non compris dans ce mois, le temps qu'ils mettroient pour se rendre à l'armée, & pour en revenir, & qu'ils payeroient le même subside que les habitans des villes. Le clergé offrit aussi de les payer, la ville de Paris s'engagea pour elle & pour la vicomté d'entretenir six cents glaives, quatre cents archers & mille brigands.

Les députés des autres villes ne voulurent point s'engager à payer le subside, sans en avoir conféré avec ceux qui les avoient envoyés. Il fallut donc qu'ils retournassent chacun dans leurs villes: mais on ordonna qu'ils enverroient leurs réponses avant le lundi d'après la Trinité. Cette réponse ne fut pas conforme aux intentions du régent, car ils représenterent que la plupart des campagnes ayant été désolées par les gens de guerre, les villes ne se trouvoient pas en état d'entretenir les douze cents glaives que l'on vouloit lever & solder à leurs dépens.

On trouve encore dans divers monumens quelques traces de plusieurs états particuliers tenus cette année-là dans les provinces. Ceux de Languedoc firent une députation de huit personnes pour aller trouver le roi Jean à Londres; & l'on voit dans les actes de Rymer le sauf-conduit qui leur fut accordé par le roi d'Angleterre: mais M. Secouffe ne connoît aucun autre monument de cette députation.

1360.

Enfin le roi fut délivré en 1360, en vertu du traité de Bretigni, & il revint dans son royaume vers la fin d'Octobre : & comme il s'étoit engagé à payer aux Anglois une fort grosse rançon, on fit diverses assemblées d'états pour lui fournir les sommes qui lui étoient nécessaires.

Le roi ordonna premierement qu'il seroit levé dans la Langue-Doyl une aide de douze deniers pour livre sur toutes les marchandises qui seroient vendues ; du cinquieme sur le sel, du treizieme sur le vin & sur les autres breuvages jusques à la *perfection & l'enterinement de la paix*, c'est-à-dire, jusques à ce que le roi eut acquitté toutes les sommes qu'il s'étoit engagé de payer pour sa rançon dans le cours de six ans.

Il n'est point parlé dans cette ordonnance d'aucuns états qui l'ayent précédé ; peut-être n'en assembla-t-on point pour la levée de ce subside, parce qu'il étoit du nombre de ceux que l'on appelloit alors *légitimes & coutumiers*, c'est-à-dire, qui se payoient de droit, & pour lesquels on n'avoit pas besoin de faire aucune demande aux états. Car suivant les principes du droit féodal, les vassaux & les seigneurs devoient une aide à leur seigneur dans trois cas. 1°. Lorsqu'il faisoit son fils aîné chevalier ; 2°. lorsqu'il marioit sa fille aînée ; 3°. lorsqu'il étoit obligé de payer une rançon ; aussi le régent avoit-il déjà fait lever une aide pour la rançon du roi son pere, même avant la conclusion du traité de Bretigni, comme il paroît par des lettres qu'il écrivit d'Hedin, & qui se conservent au trésor des chartes. Ces lettres datées du mois de Juillet 1360 font mention d'une aide qui se levoit depuis quelque temps dans le pays de Soissons pour la rançon du roi.

La même année, les communautés & les universités de la sénéchaussée de Carcassonne & de Beziers, promirent à l'évêque de Terouane, chancelier de France, de donner en aide quatre-vingts mille moutons, qui devoient faire partie du premier paiement de la rançon du roi, qui étoit de six cents mille écus, & qui devoit être fait à Calais avant qu'il fût mis en liberté ; cette aide devoit être levée par des députés nommés par les communautés mêmes qui l'avoient accordée. Les communautés de la sénéchaussée de Toulouse promirent aussi au chancelier de payer cinquante mille moutons pour le premier paiement de cette rançon. Les communautés & universités de la sénéchaussée de Beaucaire, en promirent soixante & dix mille. Celles de Rouergue ne se taxerent qu'à six mille ; elles s'engagerent dans la suite à d'autres payemens dont le détail seroit trop long : & il y a grande apparence que l'on en usa pour payer cette rançon, comme on avoit fait pour les frais de la guerre, c'est-à-dire, qu'on assembla des états généraux tant de la Langue-Doyl que de la Langue-Doc ; & que l'on fit aussi diverses assemblées des états

particuliers de chaque province : mais faute de monumens on ne peut rien dire de fort certain , ni de bien étendu sur ces différentes assemblées. Ce qu'on a dit jusques ici doit suffire , ce semble , pour donner une idée de la forme qui s'observoit dans les états tant généraux que particuliers sous le regne du roi Jean , de la nature des impositions qui se levoient , & de la maniere de les lever qui étoit en usage dans les différens pays qui composoient alors le royaume de France. Nous sommes redevables de ces curieuses recherches qui n'avoient point encore été développées par aucun des écrivains de notre histoire , aux soins & aux travaux de M. Secouffe , qui leur a donné beaucoup d'étendue dans la préface qu'il a mise à la tête du troisieme volume des ordonnances. On va recueillir encore de la même préface quelques observations importantes sur ce qui regarde les monnoies & les ordonnances sous le regne du roi Jean.

I I I.

De l'état des monnoies sous le regne du roi Jean.

LES changemens dans la monnoie avoient été très-fréquens depuis le regne de Philippe le Bel , & c'étoit un des moyens auxquels on avoit le plus souvent recours dans les besoins de l'état. Le Père Daniel a parlé des séditions qui arriverent sous le regne de Philippe le Bel , à l'occasion de ces changemens qui furent encore plus fréquens & plus considérables sous le regne du roi Jean que sous celui de ses prédécesseurs , parce que les besoins de l'état ne furent jamais plus pressans ni plus extrêmes.

Il paroît par plusieurs ordonnances du roi Jean & de Philippe de Valois , que ces princes regardoient le pouvoir de hausser & de diminuer le prix des monnoies selon leur volonté , non - seulement comme un droit domanial , mais comme une maniere de lever des impôts plus prompte , plus facile , moins à charge au peuple que toutes les autres : M. Secouffe en cite plusieurs exemples.

Mais comme on éprouvoit souvent dans la pratique les inconveniens du changement de la monnoie , le peuple demandoit quelquefois qu'elle demeurât dans un état fixe ; & pour l'obtenir il accordoit au roi une aide particuliere pour le dédommager du profit qu'il auroit tiré si elle avoit été changée.

Il est fait mention de cette aide dans diverses ordonnances : celle du 28 Décembre 1355 établit une aide , & annonce en même temps une fabrication de monnoie forte , qui sera stable à perpétuité : mais le roi déclare que si la guerre continue , & que les états manquent de lui accorder les subsides nécessaires pour la soutenir , il retournera à son domaine des monnoies , c'est-à-dire , qu'il exercera le

1355.

droit qu'il a d'en augmenter ou d'en diminuer le prix selon sa volonté, & de tirer du profit de cette variation. Et en effet le produit du subside qui lui avoit été accordé par les états ne s'étant pas trouvé considérable, il ordonna une fabrication de monnoie foible, par un mandement du 26 Juillet suivant.

1358.

On voit encore une ordonnance rendue par le Dauphin le 14 Mai 1358, par laquelle ce prince établit une aide, qui devoit durer un an : mais en même temps il ordonne que l'on fera une monnoie forte, qu'il promet de maintenir dans le même état, & sur le même pié durant tout le cours d'une année, sans la croître, muet ou abaisser en quelque maniere que ce fût.

On trouve dans l'ancienne coutume de Normandie une trace bien marquée de l'usage dont nous parlons, lorsqu'elle dit, *le moénage est une aide de deniers qui est due au duc de Normandie de trois ans en trois ans, afin qu'il ne fasse changer la monnoie qui court en Normandie. Le moénage se nommoit aussi foüage.* M. le Blanc, dans son traité des monnoies, prétend que le peuple ayant éprouvé tant de fois les inconvéniens de l'affoiblissement des monnoies, & du fréquent changement du prix du marc d'or & d'argent, pria le roi de ne plus user de ce droit, & consentit qu'il imposât les tailles & les aides pour s'en dédommager. Il assure avoir lu dans un ancien registre, qui paroît avoir été fait du temps de Charles VII, que la taille étant une fois établie, le roi ne se soucia plus de changer les monnoies ; ce qui prouveroit que l'imposition fixe des tailles & des aides, auroit été substituée au profit que le prince retiroit des monnoies.

Il y avoit deux moyens de tirer un revenu prompt & considérable sur les monnoies. Le premier consistoit à hausser le prix de la monnoie courante, quand le roi avoit beaucoup d'argent en main, ce n'étoit pas celui dont on se servoit ordinairement.

Le second moyen consistoit à ordonner une nouvelle fabrication d'especes, en décrivant celle qui avoit cours, & en même temps à fixer le prix du marc employé aux nouvelles especes, & le prix du marc des especes décriées ; en sorte que celui du marc des nouvelles especes fut toujours plus haut que celui des especes décriées, parce que alors l'excédent du premier prix au second tournoit uniquement au profit du roi.

Par exemple, le roi rendoit une ordonnance pour décrir toutes les especes courantes, & pour en interdire l'usage ; il ordonnoit une nouvelle fabrication d'especes, & en même temps il régloit que le marc des especes décriées vaudroit sept francs, & que celui des especes nouvelles seroit à huit livres cinq sols. Il est évident que le roi gaignoit considérablement sur cet excédent ; & plus on renouvelloit ces changemens, plus on augmentoit les revenus du prince. Pendant la seule année 1360, il y eut onze ordonnances pour décrir les especes

1360.

courantes, & pour en faire fabriquer de nouvelles, & le changement de la monnoie étoit quelquefois si subit & si peu attendu, qu'on lit dans des patentes du 17 Septembre 1361, *qu'à grand'peine un homme avoit-il le temps de connoître l'état de son bien d'un jour à l'autre.*

Pour empêcher que les especes décriées ne continuassent à avoir cours, on établissoit des *coupeurs de monnoie*, c'est-à-dire, des gens chargés de couper ou de percer celles qui étoient décriées, afin qu'il ne fût plus possible de s'en servir, & il falloit leur payer pour leurs peines, un droit qui augmentoit encore la perte que l'on faisoit par le changement de la monnoie. Lorsque les monnoies courantes étoient ainsi coupées ou percées, on ne les recevoit plus dans le commerce, & il falloit les porter aux hôtels des monnoies, ou bien les vendre à des changeurs qui les achetoient moyennant une certaine remise, qui faisoit encore une nouvelle perte. Ces changeurs les portoient ensuite aux hôtels des monnoies.

Il arrivoit quelquefois qu'en fabriquant de nouvelles especes, on les faisoit semblables à celles qui avoient cours auparavant pour le poids, pour la forme & pour l'empreinte, & l'on se contentoit seulement d'en affoiblir le titre & la valeur intrinsèque. Alors on mettoit sur ces nouvelles especes une marque que l'on nommoit *différence*, & qui servoit à distinguer ces especes des anciennes auxquelles elles étoient tout-à-fait semblables : mais quelquefois on ne mettoit pas cette marque, parce qu'on vouloit cacher au public cette altération intrinsèque de la monnoie. Et l'on voit quelques ordonnances par lesquelles le roi avertit les officiers des monnoies de ne rien mettre sur les nouvelles monnoies qui marque leur affoiblissement, *afin de tenir la chose plus secrète.*

Il seroit superflu d'exposer ici en détail tous les mauvais effets qui naissoient naturellement d'une telle conduite. Le peuple fatigué de ces changemens continuels qui troubloient le commerce, & qui dérangeoient les fortunes, s'obstinoit, au mépris des ordonnances, à employer les monnoies décriées, & à leur conserver le prix que le prince avoit entrepris de leur ôter; & il arrivoit même que les receveurs du roi étoient obligés de les recevoir pour le prix courant sans aucun égard à celui qui avoit été fixé par les ordonnances. Les monnoies étrangères étoient pareillement reçues dans le commerce malgré les défenses du roi, & le public en déterminoit le prix; par là on retomboit dans d'autres inconvéniens qui n'étoient pas moindres que ceux que l'on vouloit éviter. Tout le royaume étoit rempli de monnoies d'un titre différent, & dont le prix dépendoit uniquement de la volonté & des caprices du public, & peut-être encore plus des manœuvres secrètes de ceux qui étoient plus fins & plus intelligens que les autres dans le commerce de l'argent.

V.

Du chancelier Pierre de la Forest.

Pierre de la Forest.

PIERRE de la Forest, chancelier de France, se rendit particulièrement recommandable par son mérite, sous le regne du roi Jean, qui l'éleva aux plus grands honneurs, & qui se conduisit par ses conseils dans ses plus importantes affaires. Il naquit dans le village de la Suse, au pays du Maine. Ses parens étoient d'une condition médiocre. Son pere se nommoit comme lui Pierre de la Forest. Sa mere étoit sœur de l'évêque du Mans, qui s'appelloit Geoffroi de la Chapelle, parce qu'il étoit né au village de la Chapelle saint Aubin près du Mans.

Pierre de la Forest dont nous parlons ici, ayant fait fortune, obtint du roi Jean des lettres d'annoblissement pour ses freres, que l'on voit encore dans les registres de la chambre des comptes, & qui sont datées de l'an 1352.

Il ne fut redevable de cette fortune qu'à la haute réputation qu'il s'étoit acquise dès sa jeunesse. Après ses premières études qu'il eut achevées à l'âge de douze ans, il s'appliqua à la philosophie, & ensuite au droit. Il fit de grands progrès dans cette science, qu'il enseigna lui-même dans les universités d'Orléans & d'Angers. Gui de Laval, évêque d'Angers, voulut l'attacher à son diocèse, par une cure qu'il lui donna : mais Pierre de la Forest ne pût se résoudre à ensevelir ses talens dans le fonds d'une province : il quitta son bénéfice, & vint à Paris, où il exerça quelque temps la profession d'avocat : il s'y distingua tellement, que le roi Philippe de Valois lui donna la charge d'avocat général dans le parlement de Paris. Comme il étoit ecclésiastique, il eut un grand nombre de bénéfices : mais il ne paroît pas qu'il ait jamais été moine ni abbé de S. Denys, comme l'ont écrit quelques modernes.

L'an 1347, Jean, duc de Normandie, fils aîné du roi, le choisit pour son chancelier. Il quitta alors la charge d'avocat général, qui fut donnée à Robert le Coq. En 1349 il fut fait évêque de Tournai, & l'année suivante le roi Philippe de Valois le demanda à son fils, pour le faire chancelier de France. Il se démit alors de l'évêché de Tournai, pour prendre celui de Paris, qui le mettoit plus à portée de faire les fonctions de sa charge sans perdre de vue les affaires de son diocèse.

Jean II, fils aîné de Philippe de Valois, étant monté sur le throne, maintint Pierre de la Forest dans la dignité de chancelier de France ; sa capacité lui étoit connue, puisqu'il avoit été son chancelier avant que de l'être de tout le royaume. L'an 1351 il le nomma plénipotentiaire

taire pour le traité de paix entre les couronnes de France & d'Angleterre : mais on ne put convenir que d'une treve dont le chancelier signa le traité entre Guines & Calais le 2 Septembre de la même année. Il se qualifie au commencement de ce traité *Pierre, par la grace de Dieu, évêque de Paris, chancelier de France*. Il n'avoit en qualité de chancelier que deux mille livres d'appointemens. Il voulut toucher ses gages, quoique en ce temps-là les prélats qui avoient des charges à la cour, fussent regardés comme suffisamment payés par le revenu de leurs bénéfices, ils ne tiroient par conséquent aucun émolument de leurs charges. Aussi la chambre des comptes refusa-t-elle de passer en compte les gages de Pierre de la Forest, parce qu'il étoit évêque de Paris. C'est ce qui l'obligea de demander au roi des provisions particulières pour toucher les émolumens de sa charge de chancelier. Le roi les lui accorda au mois d'Octobre de l'an 1354, & on eut soin d'y inserer cette clause déroatoire : *Nonobstant que par les ordonnances, sa prélature en eut dû faire cesser la continuation comme à tous autres conseillers & officiers de Sa Majesté*. Ces lettres sont datées de Reims ; & pour leur donner plus de force en ôtant tout soupçon que le chancelier les eût dressées lui-même sans l'express consentement du roi, elles furent scellées de trois sceaux différens, savoir, du grand sceau qu'il tenoit en qualité de chancelier, du petit sceau que tenoit le roi lui-même, & du scel secret que tenoit le chambellan.

La même année, Pierre de la Forest acheta la terre & châtellenie de la Loupelande, dans le domaine du roi, au pays du Maine ; & il eut encore besoin d'une nouvelle grace du roi, pour s'assurer la possession de cette terre. Il s'étoit imaginé que sa dignité de chancelier étoit plus que suffisante pour l'annoblir sans prendre aucune lettre d'annoblissement pour lui-même, ainsi lorsqu'en 1352 il en fit donner à ses freres, il avoit négligé d'en prendre pour lui : mais quand il voulut acheter la terre de la Loupelande, qui étoit un fief noble, & par conséquent ne pouvoit être possédé en ce temps-là que par des personnes nobles, on lui fit entendre que le défaut de noblesse le rendoit incapable de faire cette acquisition. Il fut donc obligé d'obtenir du roi des lettres d'annoblissement pour sa personne ; elles sont datées de Reims l'an 1354. Par ces lettres le roi le relève de tous les défauts qui pouvoient le rendre incapable de posséder un fief noble ; elles furent pareillement scellées du grand sceau & du scel secret. François du Chêne les a données au public dans son histoire des chanceliers de France, & le roi y prend toutes les précautions possibles pour empêcher qu'on ne pût jamais disputer au chancelier ni à aucuns de ses ayans cause la possession de cette terre.

Après la bataille de Poitiers, Pierre de la Forest fut exposé au

violent orage qu'essuyèrent tous ceux qui avoient eu le maniment des affaires du roi Jean. Le dauphin qui estimoit particulièrement ce ministre, crut le soustraire en quelque sorte à la tempête en sollicitant vivement le pape Innocent VI, de lui donner un chapeau de cardinal, que le pape lui accorda la veille de Noël l'an 1356 : mais cette nouvelle décoration n'empêcha point les factieux d'exiger qu'on lui ôtât la place de chancelier. Le roi Jean étoit alors à Bourdeaux entre les mains des Anglois qui n'attendoient qu'un vent favorable pour conduire ce prince en Angleterre. Pierre de la Forest avoit été nommé par le dauphin avec Simon de Buffy, premier président, pour aller à Bourdeaux traiter de la paix avec l'Angleterre. Les états obligèrent le dauphin à révoquer ces deux plénipotentiaires : ce qui n'empêcha pas Pierre de la Forest de se rendre dans cette ville sous prétexte de remettre les sceaux entre les mains du roi : ce prince les donna à Gilles Aycelin, évêque de Terouenne. Le dauphin de son côté ayant pris la qualité de régent donna la place de chancelier à Jean de Dormans, qu'il avoit fait auparavant chancelier de son duché de Normandie. Mais cette charge fut bien-tôt rendue à celui qu'on en avoit injustement dépouillé : car le dauphin ayant repris toute l'autorité qu'il devoit avoir, songea à rétablir tous les officiers que les états l'avoient obligé malgré lui de déposséder. Il publia sur ce sujet une ordonnance, par laquelle Charles, " fils aîné du roi de France, „ régent du royaume, duc de Normandie, & dauphin de Viennois, „ déclare & fait savoir à tous présents & à venir, qu'après la très- „ douloureuse & adverse fortune de la bataille de Poitiers où il a plu „ à Dieu pour les péchés commis au royaume de France, ou pour autre cause souffrir, que son très-honoré seigneur & pere fût pris „ par les ennemis du roi, du dauphin & du royaume de France, „ désirant sur toutes choses du monde la prompte délivrance de sa „ personne, avoit assemblé à Paris plusieurs personnes de tous états „ du royaume de la Langue - Doyl, & les avoit requis de lui „ donner loyal conseil, bonne & prompte aide sur le fait de la délivrance du roi, de la défense & sûreté du royaume ; ce qu'ils avoient „ promis de faire. Il ajoute que les députés de ces états au lieu d'être „ loyaux, prud-hommes & comme ils devoient être, se montrèrent „ teméraires, traîtres & conspirateurs contre la majesté du roi & de lui „ dauphin. „ Ce qui a fait, dit-il, que aucun d'eux ont depuis été justiciés, & sont morts vilainement, & que plusieurs s'en sont enfuis, & n'ont osé attendre la voie de la justice. Robert le Coq fut du nombre de ceux qui prirent la fuite. Ce prélat se retira dans l'Arragon, où on lui donna l'évêché de Calahorra, qu'il tint jusques à sa mort, arrivée l'an 1368. Le dauphin ajoute, que par mauvaise volonté & par envie, & pour accomplir plus aisément leurs criminelles entreprises, ils

avoient conspiré ouvertement contre plusieurs conseillers & officiers de son très-cher seigneur & pere. Il nomme ensuite tous ces officiers dont les noms & les emplois y sont autrement spécifiés dans la déclaration que dans le procès-verbal des états dont on a déjà parlé. Deux de ces officiers ne purent être rétablis, parce qu'ils étoient morts avant que le dauphin eut repris l'autorité. C'étoit Enguerrand du petit Cellier, trésorier de France, & Renaud d'Acy, qualifié *général avocat en parlement, & aussi spécial avocat du roi & du régent audit parlement.*

Il n'est pas facile d'expliquer en quoi consiste cette distinction que Pasquier avoit déjà remarquée, à moins qu'on ne dise que lorsque les gens du roï exposent les causes déjà plaidées & les moyens des deux parties, ils parlent comme avocats généraux, & que lorsqu'ils requierent au nom & pour les intérêts du roi, ils sont spécialement avocats du roi.

Le dauphin raconte ensuite dans la déclaration la maniere dont les états s'y prirent pour le contraindre à destituer tous les différens officiers, en lui déclarant que les subsides qu'ils avoient accordés cesseroient d'être levés, du moment qu'il auroit manqué d'accomplir quelqu'un des articles qu'ils lui avoient donné par écrit pour la réforme du gouvernement dont un des principaux étoit la destitution de ces divers officiers.

Il ajoute qu'il différa le plus long-temps qu'il lui fut possible l'accomplissement de cet article, espérant toujours qu'ils s'en départiroient : mais que par une fâcheuse nécessité, & pour éviter de plus grands périls, car autrement toute aide & tout subside lui auroit manqué, il se vit forcé de leur accorder la destitution de ces officiers dont ils firent publier le rôle dans la chambre du parlement en présence du régent, des états & du peuple, ensuite à la table de marbre, & enfin au châtelet de Paris.

Quelques-uns de ces officiers étoient alors à Bourdeaux auprès du roi pour travailler à sa délivrance & au traité de paix, & tous avoient offert de se justifier, & de répondre aux accusations que l'on publioit contre leur honneur : mais ils ne furent ni interrogés ni entendus. Le régent ajoute que malgré cette diffamation passagere, à laquelle il ne s'étoit prêté qu'à regret, il avoit toujours conservé pour eux le même amour & la même estime, & qu'il avoit toujours pensé que cette violence ne se pourroit soutenir long-temps. Après ce préambule, il conclut par les rétablir tous dans leurs charges, & ordonne que leurs gages leur seront payés même pour le temps où ils ont été sans fonctions : cette déclaration est datée du 29 Mai 1359.

558 OBSERVATIONS SUR LE REGNE DE JEAN II.

Pierre de la Forest ne reprit pas cependant l'exercice de la charge de chancelier ; le pape Innocent VI le fit son légat en France : il quitta alors la place de chancelier ; & s'étant rendu auprès du pape à Avignon , il y mourut de la peste le 25 Juin 1361.

Fin du Tome V.

